

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

Canada Royal Commission on Bilingualism
and Biculturalism

Documents
de la Commission royale d'enquête
sur le bilinguisme
et le biculturalisme

8 Analyse des nouvelles télévisées

1967

Vol. 8-10

Monique Mousseau



Presented to the
LIBRARY *of the*
UNIVERSITY OF TORONTO
by

Mr. Royce Frith
Commissioner

Royal Commission on
Bilingualism and
Biculturalism

Analyse des nouvelles
télévisées

Analyse

des nouvelles

8

télévisées

Documents
de la Commission royale d'enquête
sur le bilinguisme
et le biculturalisme

- | | | |
|---|---------------------------------|--|
| 1 | Peter H. Russell | <i>The Supreme Court of Canada as a Bilingual and Bicultural Institution</i> |
| 2 | Thérèse Nilski | <i>Conference Interpretation in Canada</i> |
| 3 | David Hoffman
et Norman Ward | <i>Bilingualism and Biculturalism in the Canadian House of Commons</i> |
| 4 | Donald V. Smiley | <i>Constitutional Adaptation and Canadian Federalism Since 1945</i> |
| 5 | Robert N. Morrison | <i>Corporate Adaptability to Bilingualism and Biculturalism</i> |
| 6 | Jacques Dofny | <i>Les ingénieurs canadiens-français et canadiens-anglais à Montréal</i> |
| 7 | Donald E. Armstrong | <i>Education and Economic Achievement</i> |
| 8 | Monique Mousseau | <i>Analyse des nouvelles télévisées</i> |

À paraître

- | | |
|--|---|
| C. Beattie, J. Désy
et S. Longstaff | <i>Bureaucratic Careers : Anglophones and Francophones in the Canadian Public Service</i> |
| Guy Bourassa | <i>Les relations ethniques dans la vie politique de Montréal</i> |
| Gérard Lapointe | <i>Essais sur la fonction publique québécoise</i> |

Documents
de la Commission royale d'enquête
sur le bilinguisme
et le biculturalisme

Analyse **8** des nouvelles télévisées

Monique Mousseau

La présente étude a été effectuée pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Sa publication sous les auspices de la Commission ne signifie pas nécessairement que celle-ci souscrive aux points de vue qui y sont exprimés.

Droits de la Couronne réservés

En vente chez
Information Canada à Ottawa,
et dans les librairies
d'Information Canada :

Halifax
1735, rue Barrington

Montréal
1182 ouest, rue Sainte-Catherine

Ottawa
171, rue Slater

Toronto
221, rue Yonge

Winnipeg
Édifice Mall Center, 499, avenue Portage

Vancouver
657, rue Granville

ou chez votre libraire

Prix \$ 3.00 (sujet à changement sans avis préalable)

Nº de catalogue Z1-1963/1-2/8F

Information Canada
Ottawa, 1970



Liste des figures	X
Tableaux	X
Graphiques	XIV

Première partie	Aspects théoriques et méthodologiques
-----------------	---------------------------------------

Chapitre premier	Les nouvelles : un reflet et une influence	1
A	Le processus de communication	2
B	Premier postulat	6
C	Deuxième postulat	9

Chapitre II	Objet de l'étude : les nouvelles télévisées	15
A	Les nouvelles télévisées : un journal « national »	15
B	L'objet de l'étude	16
C	La durée des bulletins de nouvelles	17
D	Écoute des nouvelles	19

Chapitre III	Les techniques de l'analyse	23
A	L'échantillonnage	24
B	L'unité de nouvelle ou de contexte	24
C	La sous-unité de nouvelle ou unité d'énumération	25
D	Le codage	27
E	Méthodes d'analyse statistique	28

Deuxième partie	Analyse des données	31
-----------------	---------------------	----

Chapitre IV	Les mentions de nationalité et d'ethnicité	33
A	Les catégories de nationalité et d'ethnicité	33

B	La mention de nationalité dans les nouvelles	37
	Les mentions de nationalité par les émetteurs	37
	Comparaisons entre les émetteurs	38
C	La mention d'ethnicité dans les nouvelles	41
	Les mentions d'ethnicité par les émetteurs	41
	Comparaisons entre les émetteurs	42
	Conclusions	43
D	La mention d'ethnicité dans les nouvelles canadiennes et canadiennes-étrangères	44
	Les mentions d'ethnicité par les émetteurs	44
	Comparaisons entre les émetteurs	45
	Conclusions	48
Chapitre V	L'ordre de présentation dans les nouvelles	51
Chapitre VI	Les sphères d'activité	55
A	Définition des sphères d'activité	56
B	Les sphères d'activité dans les nouvelles	61
	L'ensemble des nouvelles canadiennes	61
	Répartition pour chaque émetteur	62
	Comparaison entre les émetteurs	63
	Nouvelles canadiennes et canadiennes-étrangères	65
	Répartition pour chaque émetteur	65
	Comparaison entre les émetteurs	67
	Les sous-groupes de nouvelles canadiennes	68
	Canadiens français, Canadiens anglais	69
	Canadiens français associés aux Canadiens anglais	76
	Canadiens sans mention d'ethnicité	77
	Les sous-groupes de nouvelles canadiennes-étrangères	78
	Canadiens français, Canadiens anglais	78
	Canadiens sans mention d'ethnicité	79
	Résumé et conclusions	80
Chapitre VII	Les rôles	85
A	Définition des rôles	86
B	Les rôles dans les nouvelles	95
	Aperçu général	95

Les rôles individuels	96
L'ensemble des Canadiens	97
Canadiens français, Canadiens anglais	98
Comparaisons entre les émetteurs	99
Canadiens sans mention d'ethnicité	106
Les rôles de groupe	107

Chapitre VIII	Le cadre géographique	113
A	Définition	114
B	Le cadre géographique dans les nouvelles	115
	Les nouvelles canadiennes	115
	L'ensemble des Canadiens	115
	Canadiens français, Canadiens anglais	117
	Canadiens français associés aux Canadiens anglais	123
	Canadiens sans mention d'ethnicité	124
	Importance des régions	124
	Les nouvelles canadiennes-étrangères	128
Chapitre IX	Conclusions : les nouvelles télévisées et la société canadienne	131

Appendices

Appendice I	Dates échantillonnées	149
Appendice II	Règles de codage	150
A	La mention de nationalité	150
	Application de l'élément d'analyse	150
	Les agents de communication	150
	Nationalité inconnue	150
	Personnes indéterminées	150
	Lieux géographiques	150
	Objets et abstractions	151
	Code « non applicable »	151
	Expressions ayant trait à plusieurs pays	151
	Relations extérieures	151
	Organisations internationales	152
B	La mention d'ethnicité	152
	Application de l'élément d'analyse	152

	Unités d'énumération	152
	Unités « canadiennes-étrangères »	152
	Agents de communication	152
	Personnes indéterminées	152
	Personnes indirectement objets de nouvelle	153
	Abstractions	153
	Objets	153
	Lieux géographiques	154
	Le code « non applicable »	154
	Ethnicité des individus	154
	Nom et fonction de l'individu	154
	Ethnicité des groupes	155
C	Les sphères d'activité	155
	Application de l'élément d'analyse	155
	Distinction entre sphère d'activité et fonctions d'un individu	155
	Unité de contexte	155
	Une seule sphère d'activité par unité d'énumération	156
	Critères de choix entre économie et travail	156
	Critères de choix entre gouvernement et politique de partis	156
	Débats à caractère partisan	156
	Relations entre le gouvernement et le secteur privé	156
	Critères de choix entre travail et bien-être social	157
	Économie, travail, éducation : critères de choix entre le secteur privé et le secteur public	157
D	Le cadre géographique	157
	Application de l'élément d'analyse	157
	Détermination du cadre géographique	158
	Combinaisons de catégories	159
E	Les rôles	160
	Application de l'élément d'analyse	160
	Unités d'énumération	160
	Unités « canadiennes-étrangères »	160
	Rôle et ethnicité	160
	Rôles familiaux	161
	Expressions désignant des rôles indéterminés	161
	Expressions qui sous-entendent plusieurs rôles	161
	Choix du rôle d'un acteur	162
	Règle générale	162

Rôle actuel, rôle passé, rôle éventuel	162
Rôles religieux	163
Chefs des partis d'opposition	163
Rôles individuels et rôles de groupe	163
Maisons d'enseignement privées	164
Écoles publiques	164
Grévistes	164
Vedettes	164
Nombre et choix des rôles codés	165
Nombre de rôles par unité d'énumération	165
Choix des rôles	165
F Attribution de l'ethnicité aux rôles	165

Appendice III	Formation des codeurs	167
---------------	-----------------------	-----

Appendice IV	Degré de fiabilité	169
A	Fiabilité des mentions de nationalité	170
B	Fiabilité des mentions d'ethnicité	171
C	Fiabilité des mentions de sphère d'activité	172
D	Fiabilité des mentions de cadre géographique	173
E	Fiabilité des mentions de rôle	174
F	Fiabilité de l'attribution de l'ethnicité aux rôles	176

Appendice V	Tableaux	178
	Bibliographie	247
	Notes	255

Tableaux

- 1 Auditoire total et auditoire francophone du réseau français de télévision de Radio-Canada, en nombres et en pourcentages de la population — Canada et provinces, estimations au premier janvier 1966 179
- 2 Auditoire total et auditoire anglophone du réseau anglais de télévision de Radio-Canada, en nombres et en pourcentages de la population — Canada et provinces, estimations au premier janvier 1966 180
- 3 Auditoire total et auditoire anglophone du réseau de télévision CTV, en nombres et en pourcentages de la population — Canada et provinces, estimations au premier janvier 1966 181
- 4 A. Répartition en pourcentage, entre trois catégories, du temps consacré aux émissions d'information; B. Pourcentage de la programmation après 18 h consacré à chaque catégorie — CBFT et CBMT, avril-mai 1960 182
- 5 A. Répartition en pourcentage, entre trois catégories, du temps consacré aux émissions d'information; B. Pourcentage de l'ensemble de la programmation consacré à chaque catégorie — CBFT et CBMT, saison d'hiver 1961-1962 182
- 6 A. Répartition en pourcentage, entre trois catégories, du temps consacré aux émissions d'information; B. Pourcentage de l'ensemble de la programmation consacré à chaque catégorie — Quatre groupes de stations, heures d'écoute de l'auditoire général, semaine du 15 au 21 janvier 1956 183
- 7 A. Répartition en pourcentage, entre trois catégories, du temps consacré aux émissions d'information; B. Pourcentage de l'ensemble de la programmation consacré à chaque catégorie — Quatre groupes de stations, heures d'écoute de l'auditoire adulte, semaine du 15 au 21 janvier 1956 184
- 8 A. Répartition en pourcentage, entre trois catégories, du temps consacré aux émissions d'information; B. Pourcentage de l'ensemble de la programmation consacré à chaque catégorie — Huit stations, 7 au 13 mars 1965 185
- 9 Répartition en pourcentage, selon la mention de nationalité, des nouvelles télévisées — Radio-Canada, CFTM, CBC, CTV 186
- 10 Répartition en pourcentage, selon la mention d'ethnicité, des nouvelles canadiennes et des nouvelles canadiennes-étrangères de Radio-Canada 187
- 11 Répartition en pourcentage, selon la mention d'ethnicité, des nouvelles canadiennes et des nouvelles canadiennes-étrangères de CFTM 188

- 12 Répartition en pourcentage, selon la mention d'ethnicité, des nouvelles canadiennes et des nouvelles canadiennes-étrangères de la CBC 189
- 13 Répartition en pourcentage, selon la mention d'ethnicité, des nouvelles canadiennes et des nouvelles canadiennes-étrangères du CTV 190
- 14 Répartition en pourcentage, selon la mention d'ethnicité, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention de nationalité — Radio-Canada 191
- 15 Répartition en pourcentage, selon la mention d'ethnicité, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention de nationalité — CFTM 191
- 16 Répartition en pourcentage, selon la mention d'ethnicité, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention de nationalité — CBC 192
- 17 Répartition en pourcentage, selon la mention d'ethnicité, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention de nationalité — CTV 192
- 18 Répartition en pourcentage, selon l'ordre de présentation, des nouvelles canadiennes et canadiennes-étrangères — Radio-Canada, CFTM, CBC, CTV 193
- 19 Répartition en pourcentage, selon l'ordre de présentation, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — Radio-Canada 194
- 20 Répartition en pourcentage, selon l'ordre de présentation, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — CFTM 195
- 21 Répartition en pourcentage, selon l'ordre de présentation, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — CBC 196
- 22 Répartition en pourcentage, selon l'ordre de présentation, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — CTV 197
- 23 Répartition en pourcentage, selon la sphère d'activité, de l'ensemble des nouvelles canadiennes — Radio-Canada, CFTM, CBC, CTV 198
- 24 Répartition en pourcentage, selon la sphère d'activité, des nouvelles canadiennes et des nouvelles canadiennes-étrangères — Radio-Canada, CFTM, CBC, CTV 199
- 25 Répartition en pourcentage, selon la sphère d'activité, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — Radio-Canada 200

- 26 Répartition en pourcentage, selon la sphère d'activité, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — CFTM 202
- 27 Répartition en pourcentage, selon la sphère d'activité, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — CBC 204
- 28 Répartition en pourcentage, selon la sphère d'activité, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — CTV 206
- 29 Répartition en pourcentage, selon le rôle des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité — Radio-Canada 208
- 30 Répartition en pourcentage, selon le rôle des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité — CFTM 208
- 31 Répartition en pourcentage, selon le rôle des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité — CBC 209
- 32 Répartition en pourcentage, selon le rôle des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité — CTV 209
- 33 Répartition en pourcentage, selon le rôle individuel des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité — Radio-Canada 210
- 34 Répartition en pourcentage, selon le rôle individuel des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité — CFTM 212
- 35 Répartition en pourcentage, selon le rôle individuel des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité — CBC 214
- 36 Répartition en pourcentage, selon le rôle individuel des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité — CTV 216
- 37 Répartition en pourcentage, selon le rôle de groupe des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité — Radio-Canada 218
- 38 Répartition en pourcentage, selon le rôle de groupe des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité — CFTM 219
- 39 Répartition en pourcentage, selon le rôle de groupe des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité — CBC 220
- 40 Répartition en pourcentage, selon le rôle de groupe des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité — CTV 221
- 41 Répartition en pourcentage, selon l'ethnicité des acteurs, des mentions de rôles de groupe des acteurs — Radio-Canada 222

- 42 Répartition en pourcentage, selon l'ethnicité des acteurs, des mentions de rôles de groupe des acteurs — CFTM 223
- 43 Répartition en pourcentage, selon l'ethnicité des acteurs, des mentions de rôles de groupe des acteurs — CBC 224
- 44 Répartition en pourcentage, selon l'ethnicité des acteurs, des mentions de rôles de groupe des acteurs — CTV 225
- 45 Répartition en pourcentage, selon le rôle individuel des acteurs, des mentions, classées par émetteur, de rôles attribués aux Canadiens français relativement à la justice 226
- 46 Répartition en pourcentage, selon le rôle individuel des acteurs, des mentions de rôles attribués aux Canadiens français et aux « Canadiens » dans leurs activités conjointes consacrées au secteur gouvernement-travail — Radio-Canada et CFTM 228
- 47 Répartition en pourcentage, selon le rôle de groupe des acteurs, des mentions de rôles attribués aux Canadiens français et aux « Canadiens » dans leurs activités conjointes consacrées au secteur gouvernement-travail — Radio-Canada et CFTM 230
- 48 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — Radio-Canada 231
- 49 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — CFTM 232
- 50 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — CBC 233
- 51 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — CTV 234
- 52 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — Radio-Canada 235
- 53 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — CFTM 236
- 54 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — CBC 237
- 55 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — CTV 238
- 56 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes-étrangères classées d'après la mention d'ethnicité — Radio-Canada 239

- 57 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes-étrangères classées d'après la mention d'ethnicité — CFTM 240
- 58 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes-étrangères classées d'après la mention d'ethnicité — CBC 241
- 59 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes-étrangères classées d'après la mention d'ethnicité — CTV 242
- 60 Pourcentage des journalistes anglophones et francophones fiers d'appartenir à l'une ou l'autre des réalités ci-dessous 243
- 61 Indice et ordre de convenance des caractéristiques attribuées aux Canadiens anglais par les journalistes anglophones et francophones 244
- 62 Indice et ordre de convenance des caractéristiques attribuées aux Canadiens français par les journalistes anglophones et francophones 245

Graphiques

- 1 Répartition des nouvelles de chaque émetteur selon la mention de nationalité 39
- 2 Mention de l'ethnicité dans les nouvelles canadiennes et canadiennes-étrangères de chaque émetteur 46
- 3 Répartition des nouvelles de chaque émetteur selon la sphère d'activité 70
- 4 Sphères d'activité que les émetteurs considèrent comme importantes chez les Canadiens français et chez les Canadiens anglais 73
- 5 Taux de mention des sphères d'activité que chaque émetteur considère comme importante chez les Canadiens anglais 74
- 6 Taux de mention des rôles individuels que chaque émetteur met en évidence chez les Canadiens français 100
- 7 Rôles individuels que les émetteurs mettent en évidence chez les Canadiens français et chez les Canadiens anglais 102
- 8 Taux de mention des rôles individuels que chaque émetteur met en évidence chez les Canadiens anglais 103
- 9 Taux de mention d'Ottawa, du Québec et des régions anglophones dans les nouvelles que chaque émetteur consacre aux Canadiens français 119
- 10 Taux de mention d'Ottawa, du Québec et des régions anglophones dans les nouvelles que chaque émetteur consacre aux Canadiens anglais 121

Le rapport préliminaire de la Commission rappelle que les nouvelles, dans leur orientation présente, contribuent très peu à rapprocher les Canadiens français et les Canadiens anglais. Il insiste en particulier sur les difficultés qu'éprouvent les Canadiens anglais hors du Québec lorsqu'ils veulent connaître les francophones du Québec : les premiers ne connaîtraient des seconds que le sensationnel, que « ce qui se produit de mal ou de radical¹ ». Par ailleurs, il existerait, tant chez les Canadiens français que chez les Canadiens anglais, des oppositions à connaître « l'autre groupe », « des résistances [...] devant ce qui apparaît très vite [...] comme une « surabondance » de nouvelles et de commentaires consacrés à « l'autre » culture ou à « l'autre » société² ». Le rapport note donc l'intérêt des Canadiens pour les nouvelles, l'opposition au dosage de certaines informations et la perception d'une certaine image des deux groupes. Voilà autant de raisons qui nous incitent à connaître avec exactitude l'image que les nouvelles projettent des Canadiens français et des Canadiens anglais et qui justifient l'apport d'une telle étude à l'établissement du bilan de la situation canadienne.

Les nouvelles font « connaître les comportements des individus et des groupes qui opèrent dans les différents secteurs d'une société, les opinions qui y circulent et les attitudes qui s'y développent³ ». Sauf pour les journalistes, il n'y a pas de source d'information plus directe que les nouvelles sur l'ensemble de la vie sociale. Produit final, les nouvelles sont fabriquées à partir de l'événement auquel le réseau producteurs-diffuseurs a fait subir maintes modifications. C'est à l'aide des symboles que l'événement est transmis et qu'il devient objet de connaissance.

La présente étude ne vise pas à déterminer les processus d'élaboration des nouvelles ni à connaître les préoccupations conscientes des émetteurs. Elle ne vise pas, non plus, à connaître les motifs poussant le public à suivre les nouvelles ni à connaître les perceptions qu'il en retire. L'étude traite des nouvelles elles-mêmes et cherche à analyser les composantes de ce produit final.

Les nouvelles sont étudiées en fonction du bilinguisme et du biculturalisme. Cette analyse cherche donc à dégager ce qui, dans les nouvelles de langue française et de langue anglaise — plus précisément celles de la télévision —, permet de broser le tableau des activités propres aux Canadiens français et aux Canadiens anglais de même que celui des activités communes aux deux groupes,

En rendant compte des événements, les nouvelles reflètent le milieu où vit le public récepteur. La sélection qu'occasionne nécessairement la présentation des nouvelles influe sur les façons dont les récepteurs perçoivent le milieu. L'analyse du contenu des nouvelles repose donc sur deux postulats : reflet du milieu d'une part et influence sur la perception de ce milieu d'autre part.

Appliqués au problème des relations inter-ethniques, ces postulats peuvent se formuler de la façon suivante :

1. Les images ou représentations des groupes ethniques⁴ transmises par les nouvelles sont plus ou moins tributaires des images qui déjà circulent à l'intérieur du groupe ethnique auquel appartiennent les agents de communication (les émetteurs).
2. Par les images qu'elles transmettent, les nouvelles exercent une influence sur les relations inter-ethniques.

L'analyse des représentations qui se dégagent des nouvelles fournit donc un moyen — parmi bien d'autres — de connaître l'image que chaque groupe ethnique se fait de lui-même et des autres groupes.

Tout postulat sur la nature ou les effets d'un type de communication de masse s'appuie sur une certaine conception du processus de communication envisagé en lui-même. Avant d'explicitier les postulats, il convient d'exposer dans ses grandes lignes le modèle du processus de communication adopté.

A. Le processus de communication

Les premières recherches en communications de masse s'inspiraient de modèles atomistiques dérivés de l'étude des moyens techniques de diffusion et du traitement mécanique de l'information, et que la cybernétique a mis en valeur. Dans cette perspective, le processus de communication se réduit à la transmission d'un message par un émetteur isolé *E* à un récepteur isolé *R* :



La diffusion obéit au même schéma très simple, à cette différence près que le message atteint simultanément plusieurs récepteurs isolés (« atomisés »). À la condition d'éliminer du réseau les « parasites » qui peuvent se produire à chacune des étapes de la communication (codage, introduction dans le réseau, décryptage et réception du message), on postule une correspondance stricte entre le message émis au

point de départ du réseau et le message effectivement capté au point d'arrivée. Les seuls facteurs susceptibles de réduire la fidélité de la transmission sont d'ordre sémantique et technique.

En passant à l'étude des effets de la communication, il a fallu adopter un autre modèle d'inspiration mécaniste, celui du behaviorisme watsonien : du point de vue de l'individu *R*, le message reçu est un stimulus qui perturbe l'état d'équilibre de l'organisme. Celui-ci réagit nécessairement pour s'adapter à la situation nouvelle et créer ainsi un nouvel équilibre. Au postulat de l'identité du message émis et du message capté, une fois la fidélité de la transmission assurée, s'ajoutait celui d'un effet nécessaire et direct de la communication sur le récepteur.

Confronté à la réalité, ce modèle atomistique et mécaniste a permis, et permet encore, de rendre compte d'un certain nombre de phénomènes. Mais les recherches empiriques en communications de masse ont dégagé tout un ensemble de faits qui ne peuvent s'intégrer dans un cadre aussi étroit. Les apports de diverses disciplines — psychologie, psychologie sociale, sociologie — ont forcément élargi ce premier schéma.

Les découvertes de la psychologie de la perception ont détruit la conception d'un récepteur qui serait semblable à une pellicule vierge où les messages s'impriment fidèlement. L'organisme opère un choix dans la masse des informations (des « messages ») qui lui parviennent du milieu à chaque instant. De plus, il organise, il gauchit, peut-on dire, les éléments perçus. Le choix et l'organisation des éléments perçus s'effectuent en fonction des besoins et des intérêts, des attitudes et des opinions de la personne qui perçoit. La perception est, en quelque sorte, conditionnée, dans son objet comme dans sa structure, par l'expérience et la situation actuelle du récepteur par rapport au milieu.

Il en va de même pour la mémoire, qui opère également de façon sélective. Des informations perçues, l'organisme retient surtout celles qui sont utiles à son fonctionnement et au maintien de son équilibre et il oublie ou refoule celles qui menacent cet équilibre. Par exemple, on retient plus facilement les informations qui renforcent ses propres opinions que celles qui les infirment.

Les résultats de certaines recherches sur les communications de masse confirment les découvertes de la psychologie de la perception et indiquent que le récepteur, en plus d'organiser le contenu de ce qui lui est transmis, effectue, quand cela lui est possible, un choix dans l'ensemble des messages qui lui sont présentés. « Il écoute ce qu'il désire entendre, et lit les messages qui confirment ce qu'il veut croire⁵. »

Les facteurs de personnalité et d'expérience qui déterminent, à la réception, une certaine sélection, non seulement du message lui-même mais encore des éléments perçus et des éléments retenus, jouent également à l'émission de la communication.

L'émetteur⁶ est aussi doué d'une structure cognitive qui agit comme un filtre par rapport à la réalité. Il y a donc, entre la réalité (ici l'événement) et l'information (l'événement perçu et codé pour être transmis) un décalage tout comme il en existe entre le message transmis et le message effectivement reçu.

Déjà au niveau de la psychologie individuelle, on constate que la subjectivité des agents — et dans un certain sens le récepteur est aussi un agent — est à l'oeuvre tout au long du processus de communication. On ne saurait donc ramener ce processus à un simple enregistrement ou à la transmission mécanique des informations fournies par le milieu (de la « réalité objective ») pas plus d'ailleurs qu'on pourrait le charger d'un effet direct et nécessaire sur un récepteur passif.

Par ailleurs, ces phénomènes psychologiques ne se produisent pas dans un vacuum social. La psychologie sociale et la sociologie ont montré qu'émetteurs et récepteurs orientent leurs comportements par rapport à un contexte qui est aussi, et peut-être avant tout, social. Le modèle que proposent les Riley⁷ semble présenter la meilleure synthèse des apports de ces disciplines à l'étude des communications de masse; c'est pourquoi il inspire largement les lignes qui suivent.

Partant du schéma traditionnel d'une communication qui relie entre eux deux atomes isolés, *E* et *R*, les Riley font ensuite intervenir la théorie des groupes de référence que, après Merton et Kitt, ils caractérisent ainsi : « This theory centers on the processes through which men relate themselves to groups and refer their behavior to the value of these groups⁸. »

D'après cette théorie, certains groupes sociaux, surtout ceux dits primaires⁹, lieux de la communication directe (*face-to-face*), fournissent à l'individu ses valeurs et ses normes de comportement. De ces valeurs et de ces normes, l'individu dérive des critères d'évaluation de lui-même et des autres. Les Riley en tirent les conséquences suivantes par rapport au processus de communication : « If the recipient's values are indeed shaped in part by the primary groups to which he belongs or aspires, then his perception of a message and his response to it may be better understood in terms of his relationship to these primary groups and to their values¹⁰. »

Un certain nombre de recherches empiriques font ressortir que la réaction à un message varie en fonction de la position d'un individu et de son degré d'intégration à l'intérieur de certains groupes primaires. Cette réaction dépend du degré d'adhésion de l'individu aux valeurs des groupes primaires qui le concernent et des rapports de complémentarité ou de conflit entre les valeurs des divers groupes primaires de référence¹¹.

Il semble donc que les effets d'une communication sur le récepteur, le genre de réponses qu'elle provoque, soient effectivement médiatisés par les groupes de référence et surtout par les groupes primaires. Parallèlement, la façon dont l'émetteur reçoit, interprète,

sélectionne et organise les « messages » venus de son milieu dépend pour une bonne part de son intégration aux groupes primaires. Le schéma suivant illustre cette interférence des groupes primaires (G. P.) dans le processus de communication¹² :



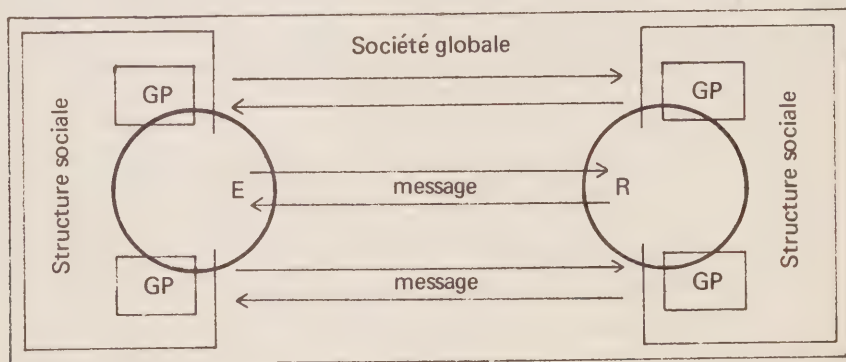
Les groupes primaires eux-mêmes ne sont ni isolés ni autonomes, mais s'inscrivent dans des structures sociales plus larges — institutions, organisations — dont ils tirent en partie leurs valeurs et leurs buts, et qui leur servent de cadre pour entrer en relation les uns avec les autres. Une organisation structurée (une entreprise, une armée, une bureaucratie) constitue aussi pour ses membres un groupe de référence et par conséquent influence leurs valeurs et leurs comportements. D'une part, les relations qui s'établissent entre les individus et cette structure sociale sont plus difficilement repérables et analysables que celles qui ont lieu au sein des petits groupes. D'autre part, l'interaction des individus et d'une structure assez vaste s'accomplit en partie par l'intermédiaire des réseaux de petits groupes qui existent à l'intérieur de la structure de l'organisation. Le rôle de celle-ci n'en est pas nié pour autant. Les interrelations des individus au sein des groupes primaires et les interrelations de ces groupes demeurent incompréhensibles sans la référence à une structure sociale plus vaste qui les englobe.

L'activité professionnelle d'un émetteur et les réactions du récepteur peuvent donc être interprétées par rapport à leurs positions respectives à l'intérieur des structures sociales plus vastes que les groupes primaires. Le rôle de l'émetteur, notamment, ne peut se comprendre si l'on ne tient pas compte de son intégration dans ce qu'on a appelé la bureaucratie de l'information. Cette proposition peut se traduire ainsi :



La relation qui s'établit dans le processus de communication entre émetteur et récepteur n'est pas unilatérale. Le message émis provoque une réaction, ne fût-ce qu'un refus d'écouter, et l'émetteur tient compte de cette réaction dans la détermination de ses comportements ultérieurs. L'ampleur de l'action régulatrice du récepteur dans les communications de masse est fort discutée, mais son existence même paraît incontestable. C'est cette réciprocité de la communication qu'illustre la flèche de retour à l'émetteur introduite dans le schéma précédent.

Au niveau de l'analyse macro-sociologique, tout le système des communications de masse apparaît comme un simple élément de la société globale qui, à l'intérieur de celle-ci, se conjugue avec une multitude d'autres éléments en relation d'interdépendance, de coopération ou de conflit. L'existence même du système des communications de masse, sa nature, ses fonctions dépendent des besoins, des buts et de l'organisation de la société globale. Le schéma suivant illustre cette intégration du système des communications de masse dans l'ensemble du système social; il souligne que les communications de masse ne sont pas la seule forme de communication et ne détiennent pas le monopole de l'information. Entre tous les paliers et éléments de la structure sociale globale, et à travers les canaux les plus divers, il se produit un flot continu de communications. La transmission d'un message s'inscrit dans un réseau de relations sociales extrêmement complexe. En tenant compte du processus de communication, revenons maintenant aux deux postulats afin de dégager la signification d'un ensemble donné de communications.



B. Premier postulat

« Les nouvelles sont un reflet des représentations que les groupes ethniques se font d'eux-mêmes et des autres. »

Le contenu des bulletins d'informations est significatif pour autant qu'il reflète, avec plus ou moins d'exactitude, les idées que les groupes ethniques se font d'eux-mêmes et des autres groupes ethniques.

Comme nous l'avons vu dans la description du processus de communication, l'information transmise est irréductible à une transcription mécanique et fidèle d'une utopique « réalité objective ». L'agent émetteur effectue un choix dans la masse des informations qui lui parviennent pour ensuite les organiser et les présenter de façon conforme à des valeurs, des opinions et des buts proposés à la fois par ses groupes d'appartenance et par la structure sociale dans laquelle il s'insère.

Ce principe vaut même pour le type de communication qui remplit une fonction de surveillance du milieu¹³, et qui paraît pourtant le plus étroitement lié à la réalité (les nouvelles). Les études sur le rôle de garde-fou en matière de nouvelles révèlent que, même dans ce domaine où l'objectivité est la norme première, la subjectivité des agents de communication intervient, à chaque étape de la collecte des informations, pour éliminer certaines d'entre elles¹⁴. En somme, les communications de masse, y compris les nouvelles, véhiculent et reflètent les attitudes, les croyances, les opinions — et éventuellement les préjugés et les stéréotypes — tant des agents individuels de communication que de leurs groupes d'appartenance et de référence.

En ce qui a trait plus précisément aux agents émetteurs, leurs attitudes vis-à-vis de l'ethnicité sont avant tout soumises à l'influence de leur groupe ethnique, sans qu'il s'agisse nécessairement d'une soumission totale et exclusive. À la limite, les attitudes pourraient même s'opposer aux définitions de l'ethnicité proposées par le groupe ethnique. Il n'en reste pas moins que le groupe ethnique compte souvent, pour l'individu, parmi les groupes de référence dominants. Ceci n'a rien d'étonnant, si l'on songe que l'ethnicité peut marquer, plus ou moins profondément, toute son existence sociale. Elle est une composante de sa personnalité sociale et contribue ainsi à définir son statut social et à délimiter son champ d'action. Par ailleurs, les groupes primaires se révèlent comme les agents principaux — et les plus efficaces — de la transmission des normes et des valeurs du groupe ethnique. À cause de l'importance de l'ethnicité comme caractéristique sociale et de la médiation des groupes primaires, le sentiment d'appartenance et l'identification au groupe ethnique sont souvent très prononcés au point de faire du groupe ethnique un groupe de référence des plus importants.

Le fait que le groupe ethnique offre à l'égard de la perception du phénomène ethnique les modèles les plus complets et les plus explicites constitue une autre raison à l'appui de l'hypothèse selon laquelle les émetteurs subissent l'influence prédominante de leur propre groupe ethnique. En effet, tout groupe se donne une définition de lui-même et de ce qui le distingue des autres groupes; il entre dans ses attributions mêmes de fournir à ses membres un cadre d'évaluation d'eux-mêmes et des groupes extérieurs (*out-groups*). Ce cadre d'évaluation est d'autant plus explicite que le groupe ethnique prend de l'importance dans la vie des membres.

Les nouvelles apparaissent maintenant comme la résultante d'une

série de choix effectués par les agents de communication. Ces choix sont soumis à de multiples influences et notamment à celle du groupe ethnique d'appartenance.

Cette dernière influence se confirme par l'action régulatrice des récepteurs, qui s'exerce dans le processus de communication. En effet, l'émetteur adapte ses messages à son public, à ce qu'il connaît de ses valeurs et de ses attentes. Et ce public, dans sa grande majorité, se rattache au même groupe que l'émetteur :

Plus de la moitié (53 %) de toute la population de langue française¹⁵ n'écoutaient les nouvelles qu'à un des deux postes de langue française : 9 % à CFTM seulement, 14 % à CBFT seulement, 30 % à CBFT et à CFTM...

[Ces] taux d'écoute [...] mettent en évidence l'importance des nouvelles diffusées dans la langue des auditeurs potentiels. Si l'on ne tient compte que de ceux qui effectivement écoutent les nouvelles, l'importance des nouvelles diffusées dans la langue de l'auditeur devient encore plus évidente. En effet, dans les différents groupes de la population de langue française, environ 80 % des auditeurs de nouvelles ne les écoutaient qu'à un des deux postes de langue française.

Ces résultats prennent toute leur signification lorsqu'on se rappelle l'heure de diffusion des bulletins de nouvelles, à l'époque où fut conduite l'enquête. En août 1965, les bulletins de langue anglaise étaient diffusés après ceux de langue française. Les bulletins de langue anglaise n'étaient donc pas en concurrence directe avec ceux de langue française mais pouvaient plutôt être considérés comme un complément. Même dans ces circonstances, environ 80 % des francophones auditeurs de nouvelles n'ont jamais regardé les informations à un poste de télévision de langue anglaise¹⁶.

D'après cette étude sur l'écoute des nouvelles télévisées, le public et l'émetteur participent, sur le plan de l'ethnicité, des mêmes valeurs. La réaction des récepteurs aux communications constitue dès lors une autre voie ouverte aux valeurs et aux normes du groupe ethnique pour influencer sur le contenu même des communications.

Dans la mesure où l'analyse est méthodologiquement valable, les représentations ethniques qui se dégagent des nouvelles peuvent servir d'indices des représentations qu'entretient effectivement le groupe ethnique de l'émetteur. Tout en admettant, en principe, que les représentations ethniques se reflètent dans les communications, il convient de circonscrire la portée de ces indices. Le contenu de la communication, surtout dans le cas des nouvelles, garde toujours une certaine adéquation au réel (aux événements), de sorte qu'on ne saurait le réduire à la somme des influences qui s'exercent sur les agents de communication. De plus, l'émetteur n'est pas soumis à la seule influence de son groupe ethnique, influence qu'il est, par ailleurs, impossible d'isoler. En conséquence, il devient impossible d'estimer le degré de précision des indices des représentations ethniques.

C. Deuxième postulat

« Les représentations ethniques ont un effet sur les relations interethniques.

Il reste à expliciter le second postulat, à savoir que les images des groupes ethniques véhiculées par les communications de masse, et plus particulièrement par les nouvelles, ont un effet sur les relations interethniques.

Ce postulat sous-tend en fait deux propositions distinctes : une première qui reconnaît que les images qu'un groupe ethnique se fait des autres groupes ethniques sont un facteur important de la dynamique des relations interethniques; une seconde proposition qui suppose que les communications de masse jouent un rôle dans la formation ou la transformation de ces images.

Considérons d'abord la première de ces propositions. Le type de relations qui s'établit entre deux groupes ethniques est la résultante d'une multitude de facteurs : facteurs historiques et structurels (économie, organisation sociale), culturels (langue), institutionnels (législation), etc. Mais tous ces facteurs ne contribuent à modeler les relations interethniques que dans la mesure où ils s'incarnent dans les psychismes individuels en créant des configurations d'attitudes, c'est-à-dire des dispositions multiples mais organisées à partir des ensembles d'images, de croyances, d'opinions, parfois de stéréotypes et de préjugés.

Ainsi l'individu applique aux membres des autres groupes ethniques les représentations, plus ou moins adéquates, plus ou moins flexibles, qu'il se fait de ces groupes dans leur ensemble. Il opère un filtrage d'autant plus marqué que ces représentations sont plus structurées et plus rigides. Si les images sont assez souples, elles n'empêchent pas l'individu d'adapter ses comportements à chaque situation concrète et d'intégrer les informations nouvelles qui lui parviennent lorsqu'il entre en contact avec des personnes d'une origine ethnique différente de la sienne. Au contraire, si la représentation est telle qu'elle élimine toute possibilité de relation authentique, stéréotypes et préjugés y prédominent. Ainsi, l'individu fortement préjugé envers une catégorie de personnes stéréotype tous les membres de cette catégorie, c'est-à-dire leur attribue automatiquement les caractéristiques qu'il juge propres à l'ensemble de la catégorie (ici, le groupe ethnique). Sa résistance émotive à l'élimination du préjugé bloque la perception de tous les éléments concrets étrangers ou contraires à la représentation qu'il se fait. Même s'il n'en va pas toujours ainsi, il n'en reste pas moins que les représentations ethniques constituent toujours la base des relations concrètes qui peuvent s'établir entre membres de différents groupes ethniques.

Quel rôle peut-on attribuer aux communications de masse dans l'élaboration et la transformation de ces images? Poser cette question,

c'est poser tout le problème des effets des communications de masse. C'est là un sujet de controverse dont les paragraphes suivants dégageront quelques éléments, implicitement contenus dans le modèle du processus de communication présenté plus haut.

Ce modèle met en évidence le fait que, selon la formule de Morin, « le public n'est pas une cire molle sur laquelle s'impriment les messages des communications de masse¹⁷. » L'effet des messages transmis dépend toujours de certains phénomènes psychologiques (écoute sélective, perception et mémoire sélectives) et sociologiques (jeu des structures sociales) qui interfèrent dans le rapport émetteur-récepteur.

On en vient à la conclusion que, si les messages transmis viennent en contradiction avec les conceptions ethniques des récepteurs et celles de leurs groupes de référence, leur influence sera très réduite, voire nulle. Ces éléments d'opposition suscitent une résistance très forte au point qu'il y a bien des chances qu'ils soient rejetés. Il arrive même qu'un message ait un effet diamétralement opposé aux intentions de l'émetteur; c'est ce qu'on a appelé l'effet de *boomerang*.

Les communications de masse semblent plutôt renforcer les attitudes et opinions préexistantes. Elles jouent donc dans le sens du conservatisme social. Il faut toutefois souligner que l'effet des messages transmis ne dépend pas exclusivement des récepteurs. Les communications de masse contribuent au maintien du *statu quo* lorsqu'elles retransmettent des valeurs et des modèles qui ont déjà cours dans leur public. Ce comportement des émetteurs peut s'expliquer par leur volonté de répondre aux attentes du public, et par le fait que, intégrés aux mêmes structures sociales globales, émetteurs et récepteurs ont en commun certaines normes et certaines valeurs.

Il serait abusif cependant de faire de cette constatation une règle absolue. La confrontation des idées et l'acquisition de connaissances nouvelles sont une condition nécessaire, quoique nullement suffisante, de la modification des opinions et des attitudes. Dans la mesure où les communications de masse apportent ces connaissances et idées nouvelles, elles rendent possibles certaines transformations. Ce rôle peut devenir particulièrement important s'il existe peu de sources d'information concurrentes et notamment, dans le cas présent, en l'absence de contacts directs assez fréquents entre les membres des différents groupes ethniques. Le cas échéant, les communications de masse fournissent les seules informations disponibles. C'est pourquoi on peut dire que des groupes n'existent l'un pour l'autre que dans la mesure où les communications de masse les informent l'un sur l'autre : celles-ci « créent » les événements qui, sans elles, seraient inconnus ou socialement inexistantes pour l'un ou l'autre groupe.

Le fait de diffuser pendant une période de temps assez longue une série de messages qui vont dans le même sens et dont les effets sont cumulatifs entraîne probablement des conséquences assez importantes,

surtout si les messages sont présentés non dans un but évident de persuasion mais sous le jour d'informations objectives. Le message véhiculé — soit des représentations ethniques — peut alors pénétrer profondément dans les psychismes individuels, à tout le moins dans le cas des personnalités tolérantes. Ces personnalités sont, en effet, prêtes à intégrer de nouvelles informations et de nouvelles expériences.

Ceci dit, il n'est pas prouvé — il faudrait pour y arriver une analyse étalée sur plusieurs années — que les nouvelles apportent effectivement ces éléments nouveaux qui pourraient faire évoluer les représentations ethniques des récepteurs¹⁸. Quoi qu'il en soit, le renforcement des images préexistantes ou le maintien du *statu quo* sont aussi des effets, et des plus importants. Dans un cas comme dans l'autre, il semble justifié de supposer que les nouvelles ont quelque répercussion sur les relations inter-ethniques.

Une étude du contenu des nouvelles qui ne tiendrait pas compte de ces deux postulats (reflet et influence du milieu) pourrait laisser croire que les nouvelles n'entretiennent aucun lien avec la réalité. Tous deux rappellent en effet que les traditions, valeurs, façons de penser et de parler d'un groupe ethnique imprègnent les événements qui le concernent et qu'elles imprègnent aussi les agents de diffusion qui rendent compte des événements. Ces caractéristiques culturelles influent sur les critères de sélection et les modes de présentation des informations. La manière de rendre compte d'un événement reflète donc une culture tout comme la manière de le vivre.

Si deux groupes culturels participent à la vie d'un pays, tous deux auront leur part d'événements et leur part de nouvelles. Chacun se regardera vivre et regardera vivre l'autre. Les nouvelles qu'un groupe présente sur lui-même portent les traits d'une seule culture; les nouvelles qu'un groupe présente sur un autre groupe reflètent deux cultures. Telle est la situation au Canada, Canadiens de langue française et Canadiens de langue anglaise ont leur propres moyens de diffusion et peuvent faire connaître les événements qui leur sont propres, ceux qui sont propres à l'autre groupe culturel ainsi que les événements où les deux groupes agissent de concert.

Les émetteurs conçoivent le plus souvent, dans leur langue, les nouvelles qu'ils destinent effectivement à des récepteurs parlant la même langue qu'eux. L'émetteur et le récepteur partageant les mêmes caractéristiques culturelles, et les nouvelles étant un reflet des caractéristiques du milieu, la présente étude vise à vérifier les deux hypothèses suivantes : 1) à cause de la langue de diffusion, les deux groupes ethniques ne sont pas représentés de la même façon dans les nouvelles d'un émetteur donné; 2) l'image d'un même groupe ethnique varie suivant la langue de l'émetteur; en d'autres mots, les nouvelles de langue française et celles de langue anglaise ne transmettent pas une même image des Canadiens français non plus que des Canadiens anglais.

À ces deux hypothèses, s'en ajoute une troisième, fondée sur une variable qui ne s'insère pas directement dans la perspective de la présente étude, mais qu'il convient d'isoler afin de ne pas confondre son influence avec celle de la langue de diffusion. La variable en question relève spécifiquement du système canadien de télévision qui comprend des exploitants publics et privés. Une des responsabilités premières des réseaux d'État consiste à contribuer aux bonnes relations entre Canadiens français et Canadiens anglais. Ces réseaux peuvent s'acquitter de cette responsabilité en choisissant des nouvelles qui aident les deux groupes à se connaître mutuellement. La sélection des nouvelles pourra être modifiée selon le statut de propriété de l'émetteur.

La troisième hypothèse se formule ainsi : l'image d'un même groupe ethnique varie suivant le statut de propriété de l'émetteur. L'image des Canadiens français et celle des Canadiens anglais qui sont transmises par les stations d'État ne sont pas les mêmes que celles transmises par les stations privées.

En tenant compte du statut de propriété en plus de la langue de diffusion, on ajoute à la première hypothèse une justification supplémentaire; la langue de diffusion et le statut de propriété contribuent tous deux à caractériser un émetteur.

La présente étude porte donc sur les informations différenciées selon la langue de diffusion et le statut de propriété des émetteurs et cherche à dégager l'image qu'elles transmettent de chacun des groupes ethniques.

Qu'est-ce donc qu'une image? Une image ne constitue pas une description systématique et rationnelle d'une réalité. Dans les nouvelles, l'image d'un groupe ethnique est transmise d'une manière non structurée, presque inconsciente. Toutefois, pour étudier l'image d'une réalité, il faut la décomposer en différents aspects et préciser ainsi des éléments qui, dans les faits, restent flous. Une image est constituée d'une multitude de composantes. Les dégager toutes nécessiterait une étude d'une complexité qui la rendrait impossible à réaliser.

Pour décrire les représentations ethniques, il a donc fallu sélectionner quelques composantes, à savoir : l'ordre de présentation, les sphères d'activité, le rôle des acteurs et le cadre géographique des activités. L'ordre de présentation indique la place assignée à une nouvelle à l'intérieur d'un bulletin de nouvelles. Comme tel, cet ordre ne caractérise pas le groupe ethnique mais il indique l'importance que les émetteurs lui accordent. Les trois autres composantes correspondent à des aspects constitutifs des représentations ethniques : les sphères d'activité sont les domaines de la vie sociale où les individus exercent leurs activités; les rôles décrivent les fonctions que remplissent les acteurs d'un événement; le cadre géographique indique le lieu où se déroule un événement. Ces éléments constituent ce qu'on désigne en termes techniques les variables

dépendantes parce que les aspects de ces composantes que les émetteurs peuvent mettre en relief, pour chacun des groupes ethniques, sont susceptibles de variation.

Deux éléments — la mention de nationalité et la mention d'ethnicité — servent à définir les groupes ethniques. La mention de nationalité classe les individus suivant le pays auquel ils appartiennent et la mention d'ethnicité classe les Canadiens suivant le groupe culturel auquel ils appartiennent. Dans l'identification des groupes, il semble nécessaire de tenir compte de ces deux mentions afin de ne pas attribuer à une mention d'ethnicité ce qui, dans une même nouvelle, appartiendrait à une mention de nationalité autre que canadienne.

La teneur du chapitre premier s'applique en grande partie à toute forme de nouvelles et non seulement aux nouvelles télévisées. Même si l'information à la télévision n'a pas l'importance qu'elle a dans les journaux¹, la part qu'on lui accorde est-elle suffisante pour qu'elle soit considérée comme non négligeable?

Le premier argument qui justifie le choix des nouvelles télévisées tient au caractère « national » que le téléjournal pourrait acquérir. D'autres arguments relèvent de l'importance que leur accordent l'émetteur et le récepteur et ils seront illustrés à l'aide de données éparses qui s'appliquent avec plus ou moins d'exactitude à l'objet spécifique de l'étude.

A. Les nouvelles télévisées : un journal « national »

Les bulletins de nouvelles transmis sur les réseaux de télévision sont peut-être appelés à jouer un rôle qu'aucun journal écrit ne joue encore, soit le rôle d'un journal « national », c'est-à-dire tout simplement qu'un tel journal serait susceptible d'atteindre tous les Canadiens sinon au même moment, du moins à quelques heures d'intervalle.

À supposer que tous les Canadiens comprennent l'anglais et le français, les bulletins de nouvelles des trois réseaux pourraient constituer autant de journaux « nationaux ». En réalité, aucun des trois réseaux ne rejoint toute la population canadienne. C'est le réseau anglais de Radio-Canada qui atteint la plus forte proportion de la population canadienne, soit 88 %, contre 61 % pour le CTV et 38 % pour le réseau français de Radio-Canada. Les nouvelles télévisées ne pourraient donc pas rejoindre en même temps toute la population du Canada. De plus, elles ne pourraient, en raison du rayonnement des réseaux à l'intérieur de chaque province, atteindre partout la même proportion de la population. Si le réseau anglais de Radio-Canada pénètre dans chacune des provinces et jouit d'un rayonnement minimal

de 73 %, atteignant même 98 % de la population dans deux d'entre elles, le réseau français ne pénètre que dans cinq provinces avec un rayonnement qui varie entre 3 et 98 %. Par rapport à ces deux réseaux, le CTV occupe une position intermédiaire : il pénètre dans huit provinces avec un rayonnement variant de 24 à 73 % (tableaux nos 1 à 3)*.

Il faut maintenant revenir de la situation hypothétique où la population canadienne serait complètement bilingue pour se placer dans un contexte plus réaliste. Faute de connaissances linguistiques, tous les Canadiens ne peuvent se mettre à l'écoute des nouvelles en anglais et en français. Les nouvelles nationales de la CBC et du CTV seraient destinées à ceux qui, à l'intérieur de l'auditoire virtuel de ces réseaux, comprennent l'anglais. Les anglophones constituent de 33 à 97 % et de 30 à 71 % de la population des provinces que desservent la CBC et le CTV. Quant aux nouvelles nationales de Radio-Canada, elles visent à desservir la population francophone, soit 28 % de l'ensemble de la population canadienne, mais 86 % de la population du Québec.

Toute la population canadienne ne peut donc pas prendre connaissance des nouvelles diffusées sur chacun des trois réseaux tant à cause du rayonnement des réseaux que de l'ignorance, chez les télé-spectateurs, de l'une ou l'autre langue de diffusion. Même compte tenu de ces restrictions, les journaux télévisés pourraient atteindre une plus grande proportion de la population du pays qu'aucun des journaux écrits actuellement en existence.

B. L'objet de l'étude

Pour délimiter le champ de l'analyse, il faut faire entrer en ligne de compte, en plus de la caractéristique nationale du journal télévisé, la langue de diffusion et le statut de propriété des émetteurs puisque, conformément aux hypothèses énoncées, ces deux facteurs influent sur la rédaction des nouvelles. En plus du choix des émetteurs, la définition de l'objet de l'étude implique le choix des bulletins de nouvelles et de la période de référence.

Pour satisfaire à ces exigences, il fallait au moins quatre émetteurs qui diffusent à l'échelle du pays, qui utilisent l'anglais ou le français comme langue de diffusion et qui appartiennent soit à l'entreprise publique soit à l'entreprise privée. Les réseaux, en dépit de leurs limites, restent les émetteurs dont le rayonnement est le plus vaste. Il n'y a cependant que trois réseaux, tous inclus dans l'étude : français d'État (Radio-Canada), anglais d'État (CBC); anglais privé (CTV). CFTM, qui diffuse dans la région de Montréal et

* Tous les tableaux cités dans le texte se trouvent à l'appendice V.

dont le rayonnement est plus vaste que celui de toute autre station de télévision privée de langue française, représente la quatrième possibilité : émetteur français privé. Dans l'analyse des nouvelles, il faudra tenir compte de deux réserves qu'appelle le choix des émetteurs : 1) un des émetteurs diffuse au niveau local alors que les trois autres opèrent à l'échelle du pays; 2) les trois réseaux ne couvrent pas un territoire de même étendue.

Ce sont les nouvelles diffusées en fin de soirée qui ont fait l'objet particulier de l'analyse. Pour les trois réseaux, ces nouvelles sont dites nationales parce qu'elles sont transmises sur le réseau entier. Les commentaires ou éditoriaux qui, au CTV, suivent la lecture des informations ne sont pas inclus dans l'analyse.

Quelle devrait être la durée de la période choisie pour l'analyse? Il fallait éviter de sélectionner une période trop longue, qui pourrait être marquée par des changements de perception de la part de l'émetteur, de même qu'une période trop courte, qui pourrait donner lieu à des conclusions insuffisamment représentatives des perceptions de l'émetteur. L'analyse couvre une période d'un an, soit du 1^{er} avril 1964 au 31 mars 1965. Compte tenu des délais nécessaires pour réunir les matériaux, cette période correspond approximativement à l'année qui a précédé le début du présent travail. Cette période ne se prétend pas particulièrement représentative. Il n'est d'ailleurs pas possible d'en évaluer le degré de représentativité par rapport à d'autres périodes annuelles. Nous avons toutefois l'impression que certains événements sont uniques, bien caractéristiques d'une période donnée et qu'ils lui donnent un visage bien particulier. Bien sûr, les mêmes événements ne se répéteront plus, mais, dans une certaine mesure, d'autres événements semblables viendront prendre leur place. Pour ne citer qu'un exemple, qui est du ressort de la justice, la période choisie est marquée par l'affaire Rivard et l'enquête Dorion de même que par l'affaire Dupuis. Par ailleurs, la période annuelle suivante a vu des événements semblables : l'affaire Spencer et l'affaire Munsinger. De fait, peu importe dans quelle mesure les mêmes genres d'événements se reproduisent d'année en année et, conséquemment, dans quelle mesure une période est représentative d'autres périodes, l'important à considérer, si l'on veut que l'étude soit utile, c'est le caractère d'actualité de la période choisie. Elle est, en effet, la plus récente à faire l'objet d'une telle analyse.

C. La durée des bulletins de nouvelles

La durée des bulletins de nouvelles est un indice de l'importance que l'émetteur leur accorde à l'intérieur de sa programmation. Les bulletins de nouvelles ne constituent pas la seule forme d'émissions d'actualité. Les émissions dites d'information s'opposent globalement aux émissions de divertissement. En pratique, il n'est pas facile de déterminer ce qu'est une émission d'information et ce

qu'est une émission de divertissement, non plus que de décider à quel type appartient telle émission en particulier. Quelle est la durée des bulletins de nouvelles par rapport aux émissions d'information et par rapport à l'ensemble de la programmation? Quatre sources de renseignements, plus ou moins reliées à l'objet de la présente étude, illustrent l'importance relative des nouvelles à la télévision.

Le Service des recherches de Radio-Canada a classé les émissions diffusées à CBFT et à CBMT en avril et mai 1960. Ce travail établit une distinction nette entre émissions d'information et émissions de divertissement et fait des bulletins de nouvelles une catégorie spéciale d'émissions d'information. À CBFT et à CBMT, les bulletins de nouvelles ont une importance au moins égale aux deux autres catégories d'émissions d'information². Ils occupent 36 et 42 % du temps consacré à l'ensemble des émissions d'information diffusées après 18 h. C'est déjà un bon indice de leur importance comme source d'information. Par rapport à tous les autres genres d'émissions, les bulletins de nouvelles représentent 14 et 9 % des heures de diffusion à compter de 18 h. à CBFT et à CBMT (tableau n° 4). Ces données ont quand même une portée limitée, car elles datent de 1960 et elles ne s'appliquent qu'à deux postes d'État qui diffusent dans la seule région de Montréal.

Un second travail de classification porte sur les émissions que diffusaient également dans la région de Montréal, au cours de la saison d'hiver 1961-1962, un poste d'État et un poste privé, tous deux de langue française³. Les catégories d'émissions alors utilisées peuvent facilement se ramener à celles que propose le Service des recherches de Radio-Canada⁴. Il faut toutefois regretter que les bulletins de nouvelles soient mêlés à d'autres formes d'émissions d'information sur l'actualité. À CBFT, les émissions consacrées à la connaissance de l'actualité détiennent 13 % des heures de diffusion et 30 % du temps accordé aux émissions d'information. À CFTM, les pourcentages sont respectivement de 8 et de 36 (tableau n° 5).

Un troisième travail, qui n'est pas non plus sans limitation, donne des indications sur une autre facette du problème. Ces données sont prélevées de l'analyse des émissions faites sous la direction de Dallas W. Smythe pour la Commission royale d'enquête sur la radio et la télévision (1957). Elles portent sur toutes les stations de télévision alors en existence et les stations sont groupées suivant les quatre grandes classifications fondamentales de la présente étude : anglaises d'État, anglaises privées, françaises d'État, françaises privées. Toutefois, comparativement aux données du Service des recherches de Radio-Canada, mentionnées plus haut, elles présentent les limitations suivantes : elles portent sur la semaine du 15 au 21 janvier 1956 et sont donc encore plus anciennes; les catégories d'émissions sont plus détaillées et il n'est pas facile de les regrouper à l'intérieur des trois classifications proposées plus haut⁵; la catégorie qui comprend les nouvelles comprend aussi les nouvelles sportives (quand elles ne durent pas plus de cinq minutes) et les prévisions de la météo; enfin, les périodes horaires ne sont pas

identiques. En dépit de toutes les limites de ces données, retenons que, quels que soient la langue et le statut de propriété des stations de télévision, les bulletins de nouvelles prennent une importance qui va de 5 à 10 % de toute la période horaire considérée. Les nouvelles semblent accaparer une plus large part des émissions d'information aux stations privées qu'aux stations d'État⁶ (tableaux nos 6 et 7).

En dernier lieu, les données du Bureau des gouverneurs de la radio-diffusion serviront d'indication sur le pourcentage du temps d'antenne consacré aux nouvelles. Ces données partagent les émissions d'information en deux catégories : d'une part, les nouvelles et commentaires⁷; d'autre part, toutes les autres émissions⁸. Ainsi se trouvent classées les émissions de huit stations de télévision situées dans quatre villes différentes. Chacune des quatre villes est représentée par une station d'État et une station privée. L'aspect intéressant de ces données tient au fait qu'elles datent de 1965. Ici encore, la proportion du temps consacré aux bulletins de nouvelles, au regard de l'ensemble de la programmation, reste constante d'un émetteur à l'autre, soit 7, 8 ou 9 %, alors que, au regard des émissions d'information, elle est moins élevée aux stations d'État qu'aux stations privées, soit un cinquième par rapport à un quart ou un tiers (tableau no 8).

Il semble donc que les bulletins de nouvelles soient d'une durée suffisamment importante pour les considérer comme une source quantitativement non négligeable, quoique difficile à mesurer avec précision, de toutes les images qui circulent grâce à la télévision. Sans doute, les nouvelles dites nationales, qui font plus précisément l'objet de la présente analyse, ne constituent-elles qu'une proportion de l'ensemble des nouvelles télévisées. Mais il n'en reste pas moins qu'à chaque émetteur elles durent de 10 à 15 minutes par jour et qu'elles reviennent sept soirs par semaine.

Il y a, par ailleurs, d'autres catégories d'émissions dont on pourrait avantageusement étudier le contenu. Ainsi en serait-il des autres émissions d'information, particulièrement pour les stations d'État, où les nouvelles occupent une proportion moindre du temps consacré aux émissions d'information. En regard des problèmes qui préoccupent la Commission, il faudrait d'abord s'attacher à l'étude des émissions d'information qui traitent des Canadiens. Parmi les émissions autres que celles consacrées à l'information, les téléromans ou feuilletons d'inspiration canadienne permettraient de connaître les images qui, sous le signe de la fiction, sont transmises au grand public.

D. Écoute des nouvelles

Il faut maintenant considérer un autre indice de l'intérêt des Canadiens pour les nouvelles télévisées, soit leur degré de pénétration dans le grand public. C'est là, il n'en faut pas douter, un

aspect primordial de la question, car les images que reflètent les nouvelles feront leur chemin à la condition, essentielle mais insuffisante, d'être reçues par un certain nombre d'auditeurs.

L'idéal serait de décrire la composition ethnique des auditoires des bulletins de nouvelles qui constituent l'objet spécifique de l'analyse, mais de telles données n'existent pas. La seule étude à cet égard a été conduite par le Service des recherches de Radio-Canada

sur l'écoute, au cours du mois d'août 1965, des informations diffusées en fin de soirée à CBFT, CFTM, CBMT et CFCF⁹ auprès d'un échantillon de personnes de langue française, adultes c'est-à-dire âgées de 20 ans et plus qui appartiennent à des ménages abonnés au téléphone et qui habitent à l'intérieur du territoire couvert par l'annuaire téléphonique de Montréal.

Les personnes interviewées ont répondu à la question suivante : Au cours du mois d'août, avez-vous regardé les nouvelles en fin de soirée à CBFT, canal 2, une fois sur deux ou plus souvent, moins d'une fois sur deux, ou jamais? La même question fut posée pour l'écoute à CFTM-TV, canal 10; à CBMT, canal 6; et à CFCF-TV, canal 12¹⁰.

Les taux d'écoute de la télévision sont beaucoup plus bas en été qu'en hiver. En conséquence, l'étude précitée présente des taux qui ne dépassent sûrement pas ceux d'autres périodes de l'année.

Cette enquête montre que, au cours du mois d'août 1965, 55 % des adultes de langue française de la région métropolitaine de Montréal étaient auditeurs habituels de nouvelles à au moins un des quatre postes et 13 %, auditeurs occasionnels¹¹. C'est donc dire qu'un tiers de cette population n'a pas écouté un seul bulletin de nouvelles¹².

Cette population de langue française écoute plus souvent les nouvelles de langue française que les nouvelles de langue anglaise : de 56 et 51 % pour les nouvelles de CBFT et CFTM, le taux d'écoute n'est que de 12 et 13 % pour les nouvelles de CBMT et CFCF¹³. L'inverse serait sûrement vrai pour une population de langue anglaise et avec probablement un plus grand écart, de sorte qu'il n'y a pas lieu de minimiser l'importance des nouvelles de langue anglaise. Les nouvelles du poste d'État et du poste privé de langue française retenant, au cours d'un mois, un pourcentage d'écoute cumulatif à peu près semblable. Toutefois, CBFT l'emporte sur CFTM par rapport au taux d'écoute habituelle (38 % contre 25 %)¹⁴, ce qui pourrait indiquer que les nouvelles du poste d'État seraient susceptibles d'exercer une plus grande influence que celles du poste privé.

Prise toute seule, sans référence à l'écoute d'autres émissions, l'écoute des nouvelles à chacun des émetteurs n'apparaît sûrement pas comme négligeable. Mais quelle en est l'importance relative par rapport à l'écoute d'autres émissions? Cette comparaison est difficile à établir. Les bulletins de nouvelles sont à l'horaire sept soirs

par semaine alors que la plupart des programmes ne reviennent qu'une fois la semaine. Les nouvelles pourraient avoir un taux d'écoute plus bas que telle ou telle émission mais, à cause de leur fréquence de présentation, elles rejoindraient, au cours d'une période donnée, autant d'auditeurs, sinon plus. À CBFT, il existe une émission d'information, *Aujourd'hui*, dont la fréquence de présentation — cinq fois par semaine — se rapproche de celle des bulletins de nouvelles nationales. Le Service des recherches de Radio-Canada a mesuré l'écoute de cette émission à l'aide de cette question : « Au cours du mois d'août (1964), avez-vous regardé le programme *Aujourd'hui* : une fois sur deux ou plus souvent, moins d'une fois sur deux, ou jamais? » La question a la même formulation que celle qui mesure l'écoute des nouvelles. De plus, les données de l'enquête s'appliquent à la même population et à la même période de l'année. Il y a donc plusieurs raisons qui motivent la comparaison entre le taux d'écoute des nouvelles et celui d'*Aujourd'hui*. La population adulte de langue française de la région métropolitaine de Montréal se partage ainsi : 46 % n'ont jamais regardé *Aujourd'hui*, 35 % ont regardé cette émission au moins une fois sur deux et 19 % moins d'une fois sur deux¹⁵. Sur une période d'un mois, pendant le même mois de l'année (août), les nouvelles de CBFT comptaient donc un même pourcentage d'auditeurs qu'*Aujourd'hui* (56 et 54 %) et, de plus, un même pourcentage d'auditeurs habituels (38 et 35 %). En outre, au cours du même mois d'août, le taux d'écoute des nouvelles à au moins une des quatre stations canadiennes¹⁶ de Montréal est supérieur à celui d'*Aujourd'hui* (67 % contre 54 %). Il en est de même du taux d'écoute habituelle (55 % contre 35 %).

D'après les quelques données mentionnées ici, il semble possible de penser que les nouvelles ont un taux d'écoute convenable ou suffisamment élevé en tout cas pour exercer une certaine influence sur le public¹⁷.

Le téléjournal en tant que journal « national », la durée et l'écoute des bulletins de nouvelles, voilà autant d'indices qui, sans rien prouver systématiquement, laissent croire que les nouvelles télévisées ne sont pas sans intérêt pour les Canadiens.

Ce chapitre, qui n'apporte rien à la compréhension de l'objet de la présente étude, vise à décrire les instruments de recherche, afin que le lecteur puisse juger par lui-même de l'exactitude de l'analyse présentée dans les chapitres suivants.

Les bulletins de nouvelles se composent du texte écrit des nouvelles et de films sonores. Tous les émetteurs ont fourni le texte écrit des nouvelles, et, sauf le CTV, au moins une partie des films sonores. Le matériel fourni par le CTV est donc moins complet que celui des trois autres sources. L'absence des films sonores peut amener un certain gauchissement des données relatives au CTV, mais il est impossible d'en évaluer l'importance. L'analyse porte sur un échantillon de tous les bulletins lus au cours de la période de référence.

La technique de base est celle de l'analyse quantitative qu'on peut, à la suite de Berelson, définir comme suit : « a research technique for the objective, systematic, and quantitative description of the manifest content of communication¹. »

Elle consiste essentiellement à compter combien de fois tel aspect (ou catégorie) de tel élément d'analyse apparaît dans une unité de contenu. Cette unité doit être rigoureusement délimitée. À cette fin, il convient d'établir des unités de longueur constante qui rendront la quantification d'autant plus valable. Les unités de nouvelles trop longues ont été subdivisées, et ces sous-unités forment les unités de base ou d'énumération.

Il importe que les éléments d'analyse, mention d'ethnicité, sphères d'activité, etc., mesurent ce qu'ils sont destinés à mesurer : c'est là le problème de la validité. Le meilleur critère de jugement qu'on puisse ici fournir au lecteur est une définition précise de l'élément d'analyse et de chacune des subdivisions de cet élément. C'est pourquoi il a paru utile de faire précéder l'analyse elle-même d'un chapitre entièrement consacré à ce travail de définition.

Étroitement relié au problème de la validité se trouve celui de la fiabilité. Les résultats sont fiables si la catégorie choisie — subdivision de l'élément d'analyse — correspond à la réalité exprimée. C'est au moment du codage que telle catégorie d'un élément d'analyse est attribuée à telle unité de contenu. La technique de codage doit permettre de mesurer le degré de fiabilité.

A. L'échantillonnage

Le taux de sélection des bulletins de nouvelles tient aux facteurs suivants : 1) méthode d'analyse statistique*; 2) estimations sur le nombre moyen d'unités d'énumération consacrées à chaque catégorie de mention nationalité-ethnicité pour chaque émetteur; 3) nombre minimal d'unités (25), par catégorie de mention de nationalité-ethnicité, nécessaire pour éviter de trop grandes erreurs d'échantillonnage; 4) intervalle qui convient à un échantillon systématique de jours²; 5) ressources de temps et d'argent. Le taux de sélection est ainsi d'un bulletin sur dix et il établit à 37 le nombre de bulletins à échantillonner par émetteur. Avec un tel échantillon, il fallait toutefois s'attendre à ne pouvoir faire — faute d'un nombre suffisant d'unités — l'analyse de la catégorie canadienne-étrangère à prédominance française-anglaise à CFTM, non plus que l'analyse de toutes les catégories groupées sous la mention d'ethnicité « autre » (voir le tableau n° 10).

L'échantillon est de trois bulletins pour chaque mois de l'année sauf pour octobre qui est représenté par quatre bulletins. Ces trois ou quatre bulletins ont été lus au cours de trois ou quatre semaines différentes. Enfin, chaque jour de la semaine est représenté par cinq ou six bulletins (voir l'appendice I).

B. L'unité de nouvelle ou de contexte

L'unité de nouvelle est ce qui, dans le texte écrit du bulletin de nouvelles, apparaît sous un titre, exemple : Chypre, Caouette, Élections, Krouchtchev.

Cette unité de nouvelle correspond à la *natural unit* de Berelson³, c'est-à-dire à une unité facilement isolable à partir de certaines caractéristiques de sa présentation matérielle.

Il peut arriver que le titre de l'unité de nouvelle soit omis et que seule la présentation typographique permette d'identifier l'unité de nouvelle. Dans la grande majorité des cas, une même unité de nouvelle est présentée sur une seule page (à moins que l'unité ne soit

* Voir la section E, p. 28.

trop longue). Une page partiellement remplie correspond donc à la fin d'une unité de nouvelle — à moins d'une indication contraire — et le texte qui suit une page incomplète marque le début d'une nouvelle unité.

Il arrive également que plusieurs unités de nouvelle très courtes soient présentées sur une seule page. Dans ce cas, un certain espace et quelques tirets les séparent ou encore un tiret précède le premier mot de l'unité de nouvelle.

Il y a cependant deux cas où l'unité de nouvelle n'est pas révélée par sa présentation matérielle. La première exception s'applique à une nouvelle composée de déclarations d'une ou plusieurs personnes sur différents thèmes. Chaque thème forme alors une unité distincte de nouvelle. Par contre, plusieurs déclarations et faits concernant le même thème ne constituent qu'une unité de nouvelle. Ces règles conviennent à toutes les déclarations, y compris celles qui sont faites au cours d'une campagne électorale. La deuxième exception concerne les nouvelles parlementaires, qui comprennent autant d'unités qu'il y a de thèmes.

L'unité de nouvelle constitue le contexte ou le cadre de référence pour coder, selon les éléments d'analyse, les unités d'énumération (ou sous-unités de nouvelle)⁴.

C. La sous-unité de nouvelle ou unité d'énumération

Les unités d'énumération, équivalentes à des subdivisions normales (ou standard) du contenu, servent à compter le nombre de fois qu'un élément apparaît dans le contenu total⁵.

Dans cette étude, la mesure standard est de 50 mots. Les subdivisions sont établies à partir du nombre de mots compris dans chaque unité de nouvelle, celle-ci pouvant coïncider avec la mesure standard d'une unité d'énumération ou, si elle excède 50 mots, être subdivisée en deux ou plusieurs unités d'énumération (ou sous-unités de nouvelle).

1. Mesure de la longueur des unités de nouvelle

Un pré-test a permis d'estimer, pour chaque émetteur, le nombre moyen de mots par ligne de texte écrit. Cette moyenne a ensuite servi à calculer le nombre total de mots de chaque unité de nouvelle, total obtenu en multipliant la moyenne par le nombre de lignes de l'unité.

Pour les films sonores et les films silencieux insérés dans les textes et dont la durée est connue, on utilise une autre mesure. Le calcul du nombre de mots — ou d'une équivalence en nombre de mots — s'effectue en multipliant le nombre de secondes que dure le film par la vitesse moyenne de débit, exprimée en mots/seconde et calculée, pour chaque émetteur, au cours du même pré-test. L'emploi de cette

mesure présente deux avantages : fournir une équivalence, en nombre de mots, du temps consacré à la présentation de films silencieux; permettre une approximation du nombre de mots pour les films sonores dont le texte n'est pas disponible. Lorsqu'on ignore la durée d'un film et qu'on dispose du texte, le calcul du nombre de mots se fait à partir du nombre de lignes du texte et du nombre moyen de mots par ligne. On perd ainsi les moments de pause, qui augmentent la durée de l'unité de nouvelle et pourraient parfois en modifier le nombre de sous-unités.

2. Subdivision des unités de nouvelle en unités d'énumération

Le nombre idéal de mots par unité d'énumération (ou sous-unité de nouvelle) a été fixé à 50. À cause de cette règle, chaque unité de nouvelle de moins de 50 mots équivaudra à une seule unité d'énumération. Ceci peut impliquer un écart, entre le nombre idéal et le nombre réel, qui peut aller jusqu'à 30 ou 40 mots. Par ailleurs, une analyse antérieure du contenu des bulletins de nouvelles de CBFT a montré que seulement 12 % des unités de nouvelle ont une longueur de 50 mots ou moins⁶.

Si une unité de nouvelle compte plus de 50 mots et que le total des mots ne soit pas exactement divisible par 50, il suffit, pour avoir des unités d'énumération d'égale longueur à l'intérieur d'une même nouvelle, de chercher le diviseur plus petit ou plus grand que 50, mais qui s'en rapproche le plus possible.

Exemple

Soit : $N = 132$ mots.

Une division de l'unité de nouvelle en deux sous-unités donne un écart de 16 mots entre le diviseur (66) et le nombre idéal (50) de mots par sous-unité. Une division en 3 sous-unités de 44 mots réduit cet écart à 6 mots.

Solution : 3 unités d'énumération de 44 mots.

Par ailleurs, il est souvent impossible de subdiviser une unité de nouvelle en unités d'énumération parfaitement égales, c'est-à-dire correspondant chacune au diviseur, car une phrase doit être comprise toute entière dans la même unité d'énumération. Il faut se servir d'une deuxième règle et chercher la division de l'unité de nouvelle qui minimise l'écart entre le diviseur et le nombre réel de mots par sous-unité.

Si l'unité de nouvelle est fractionnée en deux sous-unités, la règle est la suivante : toute phrase chevauchant deux sous-unités est incluse dans la première si elle compte un nombre égal de mots dans chaque sous-unité; sinon, elle est incluse dans la sous-unité où elle compte le plus de mots.

Si l'unité de nouvelle comprend plus de deux sous-unités, on recherche l'écart minimal entre le diviseur et le nombre réel, non pour

chaque sous-unité prise isolément mais pour l'ensemble des sous-unités.

Exemple

Soit : $N = 147$.

La première règle permet de diviser l'unité de nouvelle en trois sous-unités d'une longueur de 49 mots. En respectant la règle d'inclusion d'une phrase dans une seule sous-unité, deux divisions de l'unité de nouvelle sont possibles : a) 44, 46 et 57 mots; écarts entre le nombre effectif et le diviseur pour chaque sous-unité : 5, 3 et 8; écart total : 16 mots; b) 55, 48 et 44 mots; écarts pour chaque sous-unité : 6, 1 et 5 mots; écart total : 12 mots.

Solution : b.

D. Le codage

Le codage permet d'attribuer à chacune des unités d'énumération une des catégories de chaque élément d'analyse.

Pour coder les éléments d'analyse suivants : mention de nationalité, mention d'ethnicité, sphères d'activité, cadre géographique, rôles, et attribuer ensuite la mention d'ethnicité convenant à chacun des rôles mentionnés, il fallait comprendre la définition des catégories subdivisant ces éléments d'analyse et choisir, en fonction du contexte de l'unité, la catégorie appropriée (voir l'appendice II).

Dans le codage de ces éléments d'analyse, il faut éviter l'interprétation subjective des codeurs tant au niveau de la compréhension des catégories qu'au niveau de l'attribution d'une des catégories à une unité donnée.

Pour éviter que la subjectivité des codeurs ne joue dans la compréhension des catégories, il faut garantir « la préparation intensive des codeurs afin d'assurer chez tous la compréhension des catégories voulue par le responsable de la recherche⁷. » Le codage comprenait un nombre d'étapes égal au nombre d'éléments à coder. Chaque étape a débuté par un apprentissage approprié à l'élément qui devait être codé (voir l'appendice III).

De même, pour éviter que la subjectivité des codeurs ne joue dans le choix des catégories, il a fallu engager un nombre suffisant de codeurs de façon à obtenir un code majoritaire pour chaque élément d'analyse approprié à chaque unité d'énumération. Le paragraphe suivant donne une courte description de la technique utilisée pour obtenir ce code majoritaire.

Deux codeurs classifient indépendamment une unité d'énumération suivant les catégories propres à un élément donné d'analyse. Si, pour une même unité d'énumération et pour un même élément d'analyse, les deux codeurs ont choisi le même code, ce code est majoritaire et

il est considéré comme définitif et approprié. Dans le cas contraire, deux autres codeurs classent la même unité d'énumération suivant les catégories du même élément d'analyse. Ensuite, on compare les codes choisis par les quatre codeurs. Toutes les fois que trois codeurs sur quatre ont codé de la même façon une unité d'énumération, ce code majoritaire est tenu comme définitif. Le code est également majoritaire lorsque deux codeurs sur quatre ont codé de la même façon, et que les deux autres sont en dissidence. Lorsqu'un nombre égal de codeurs choisissent le même code — soit deux paires de codes identiques, soit quatre codes différents — le superviseur doit faire le choix qui lui semble le mieux convenir.

Les avantages de la technique du code majoritaire n'éliminent pas un certain pourcentage de cas — d'ailleurs minime — où le code choisi par les codeurs est différent de celui qu'aurait choisi le superviseur.

Deux équipes de deux codeurs, soit le minimum requis, ont fait le codage de toutes les unités d'énumération. Le pourcentage des unités d'énumération qui ont été classées par un choix majoritaire dans telle catégorie d'un élément donné atteste l'efficacité de la préparation des codeurs et la fiabilité des données. Les tableaux donnés à l'appendice IV comprennent des pourcentages suffisamment élevés pour confirmer la fiabilité des résultats.

E. Méthodes d'analyse statistique

La principale méthode d'analyse statistique utilisée est celle des répartitions en pourcentage qui permet de décrire, à l'aide des variables dépendantes (ordre de présentation, sphères d'activité, rôles et cadre géographique), chacune des catégories de nationalité-ethnicité et de les comparer entre elles. Les répartitions en pourcentage sont établies selon les catégories propres à chacune des variables dépendantes et sont fondées, sauf pour les rôles, sur le nombre d'unités d'énumération que comprend chacune des catégories de nationalité-ethnicité. Pour les rôles, les répartitions en pourcentage sont basées sur le nombre de mentions de rôle que comprend chaque catégorie de la mention d'ethnicité.

La signification statistique de la différence entre deux pourcentages appartenant à une même catégorie d'une des variables dépendantes, mais à deux catégories différentes de mention de nationalité-ethnicité, se mesure par l'écart-type des différences entre pourcentages. Le niveau de probabilité est fixé à 95 %. La taille nécessaire pour qu'une différence soit significative varie suivant la taille des pourcentages et la taille de l'échantillon. C'est pourquoi des différences de même taille ne seront pas toujours significatives et une différence d'une taille donnée pourra être significative alors qu'une différence plus grande ne le sera pas.

Une deuxième méthode, la méthode de « contingence », a aussi été utilisée mais beaucoup moins souvent. La méthode de contingence ou de « co-occurrence » conduit à une seule répartition en pourcentage sur deux variables. Elle répartit l'ensemble des unités d'énumération à la fois selon les catégories de la variable indépendante et selon les catégories d'une des variables dépendantes. Appliquée à la présente analyse, cette méthode permet de connaître la proportion de nouvelles que chaque émetteur consacre en même temps à tel groupe ethnique et à telle catégorie d'un autre élément d'analyse, par exemple, le cadre géographique.

L'objectif de l'analyse — décrire l'image des Canadiens selon le groupe ethnique auquel ils appartiennent — exige, comme étape préliminaire, l'identification des groupes ethniques et l'évaluation de leur importance dans l'ensemble des nouvelles télévisées.

Les nouvelles que présentent les émetteurs canadiens ne sont pas exclusivement consacrées aux Canadiens. Puisque l'objet de l'étude se borne aux nouvelles canadiennes, il convient de mesurer leur importance quantitative dans l'ensemble des nouvelles en tant qu'indice de l'impact sur les téléspectateurs. Il a donc fallu isoler les nouvelles canadiennes par rapport aux nouvelles étrangères, sans omettre la catégorie intermédiaire des nouvelles canadiennes-étrangères. Afin de tenir compte de certaines observations sur l'importance du rôle des États-Unis dans la vie canadienne¹, et bien que cette préoccupation soit marginale, l'étude ne considère pas tous les étrangers comme un seul groupe mais accorde plutôt une attention spéciale à la nationalité américaine.

Il ne suffit toutefois pas d'identifier les Canadiens. Pour circonscrire les groupes qui seront objets de description, il faut distinguer les Canadiens selon le groupe ethnique auquel ils appartiennent.

Une description des catégories de nationalité et d'ethnicité précède l'analyse consacrée à la fréquence de mention de ces catégories dans les nouvelles. L'analyse elle-même tient compte de la langue de diffusion et du statut de propriété des émetteurs.

A. Les catégories de nationalité et d'ethnicité

La mention de nationalité — qui s'applique aux personnes, aux groupes ou aux peuples — les classe suivant le pays dont ils sont citoyens ou du moins celui auquel ils sont rattachés.

Toute référence à une personne ou à un groupe déterminé comporte une mention de nationalité, que cette référence soit explicite ou implicite. Ainsi, la mention de nationalité est applicable aux noms de lieux, aux noms d'entreprises, etc., chaque fois que ces noms mettent en cause des personnes. La mention de nationalité s'applique également aux objets et aux abstractions associés explicitement à un pays ou à des citoyens de ce pays.

Pour les fins de l'étude, on distingue deux grandes catégories de nationalité : canadienne et étrangère, cette dernière se subdivisant en deux — nationalité américaine et autre qu'américaine.

Sont classés comme Canadiens tous les individus ou groupes rattachés au Canada; comme Américains, ceux rattachés aux États-Unis; comme étrangers autres qu'Américains, ceux rattachés à un pays autre que le Canada ou les États-Unis.

Une même sous-unité de nouvelle pouvant mentionner des personnes ou groupes de différentes nationalités, les trois catégories de base peuvent se combiner pour former sept catégories de nationalité : canadienne, américaine, autre, canadienne-américaine, canadienne-autre, américaine-autre, canadienne-américaine-autre. Il faut aussi compter une catégorie pour les cas où la nationalité n'est pas applicable.

Notons que les organisations ou associations internationales, bien que n'ayant pas de nationalité spécifique, sont classées comme étrangères, en ce sens qu'elles ne concernent pas en particulier les Canadiens ou les Américains, mais un certain nombre de nations.

La mention d'ethnicité s'applique aux personnes, aux groupes et aux objets qui, pour la mention de nationalité, ont été classés comme canadiens. Une même unité d'énumération peut concerner à la fois des Canadiens et d'autres groupes nationaux mais la mention d'ethnicité ne s'applique qu'aux Canadiens.

La présente étude fait usage des catégories d'ethnicité suivantes : canadienne-française (CF), canadienne-anglaise (CA), néo-canadienne (NC), indienne, esquimaude (IE), sans mention d'ethnicité.

La mention explicite de l'ethnicité n'est utilisée, comme critère de classification, que pour les catégories « néo-canadienne » et « indienne, esquimaude ». Les autres catégories d'ethnicité reposent sur deux critères qui permettent d'identifier le fait français et le fait anglais au Canada.

Le premier critère est d'ordre historique. Les gouvernements provinciaux se divisent en deux groupes : français et anglais. En effet, l'histoire a principalement assigné aux Canadiens français le gouvernement du Québec et aux Canadiens anglais, les gouvernements des autres provinces. Le gouvernement fédéral d'Ottawa a été institué afin de pourvoir à certains des intérêts de tous les Canadiens sans distinction de groupes ethniques. Comme les deux groupes ethniques débordent les frontières provinciales, il n'est pas possible de

présumer que tous les habitants de la province de Québec sont Canadiens français et que tous ceux des autres provinces sont Canadiens anglais. C'est pourquoi les habitants d'un territoire quelconque du Canada (village, ville, région, province) sont considérés comme Canadiens sans mention d'ethnicité, de même que le personnel administratif de ces territoires à l'exception de celui des gouvernements provinciaux.

Le second critère servant à identifier les faits français et anglais — et qui a préséance sur le premier lorsqu'il peut être utilisé — est de nature purement formelle, soit la consonance française, anglaise ou étrangère du nom de la personne ou du groupe.

Lorsque le nom d'une personne occupant tel poste n'est pas mentionné, l'ethnicité a quand même été codée d'après le nom français ou anglais du titulaire. Il n'y a pas de règle qui oblige le rédacteur à mentionner le nom de l'intéressé, ceci est laissé à sa discrétion. Il n'y a pas de difficultés s'il s'agit de personnes connues. Par exemple, le maire de Montréal, même s'il n'est pas spécifié qu'il s'agit de Jean Drapeau, est perçu et codé comme français. Par contre, en vue d'assurer l'uniformité lorsque le nom n'est pas mentionné et est inconnu des codeurs, il a fallu faire des recherches même dans les cas où la personne pouvait n'être pas connue du public en général².

Reprenons une à une, pour les définir, les catégories de mention d'ethnicité. La catégorie d'ethnicité française comprend les individus ou groupes de langue française du Canada appelés Canadiens français ou reconnus comme tels. Conformément aux critères mentionnés plus haut, le gouvernement et tout agent du gouvernement du Québec sont considérés comme canadiens-français à moins d'indication contraire venant de la consonance du nom d'une personne ou d'un groupe. La consonance française du nom d'une personne ou d'un groupe (ou, à défaut de cette caractéristique, l'appartenance connue de l'individu au groupe francophone) permettra de juger s'il s'agit d'une personne ou d'un groupe canadiens-français.

Ainsi sont canadiens-français : tout individu ou tout groupe dont le nom est français; tout individu qui occupe un poste de ressort fédéral, provincial ou municipal, ou exerce une fonction administrative ou autre et dont le nom est français; tout individu qui remplit une fonction ou un rôle quelconque, dont le nom est anglais ou étranger mais qui est reconnu comme étant de langue française.

De même, lorsqu'il n'y a pas de référence à des individus en particulier : les ministres, députés, sénateurs, hauts fonctionnaires, fonctionnaires et policiers de la province de Québec; les Québécois (pris comme groupe ethnique); les minorités françaises des provinces autres que le Québec; le personnel de direction et les membres des associations dites canadiennes-françaises, québécoises, du Québec; le personnel de direction et les employés des entreprises dites canadiennes-françaises, québécoises, du Québec; le personnel de la direction d'une entreprise dont le nom est français.

La catégorie d'ethnicité anglaise comprend les individus de langue anglaise du Canada généralement désignés comme Canadiens anglais, c'est-à-dire ceux qui ne sont ni Canadiens français, ni Néo-Canadiens, ni Indiens, ni Esquimaux. Le gouvernement et tout agent du gouvernement des provinces autres que le Québec sont considérés comme canadiens-anglais à moins d'indication contraire venant d'un nom à consonance française. La consonance étrangère a été assimilée à la consonance anglaise, car il semble que la majorité des gens qui portent un nom à consonance étrangère aient adopté l'anglais comme langue courante et se soient intégrés au milieu anglais. On fera une exception lorsque l'origine étrangère sera explicitement mentionnée, comme il est expliqué à la catégorie d'ethnicité néo-canadienne.

Ainsi sont canadiens-anglais : tout individu ou tout groupe dont le nom est anglais ou étranger; tout individu qui occupe un poste de ressort fédéral, provincial, municipal, ou exerce une fonction administrative ou autre et dont le nom est anglais ou étranger; tout individu qui remplit une fonction ou un rôle quelconque dont le nom est français mais qui est reconnu comme étant de langue anglaise.

De même, lorsqu'il n'y a pas référence à des individus en particulier : les ministres, députés, sénateurs, hauts fonctionnaires, fonctionnaires et policiers des provinces autres que le Québec; la minorité anglaise de la province de Québec; le personnel de la direction d'une entreprise dont le nom est anglais ou étranger.

La catégorie d'ethnicité néo-canadienne comprend les groupes ou les individus identifiés comme tels ou encore les personnes vivant au Canada et dont l'origine étrangère est précisée. L'identification ne se fait donc pas par la consonance étrangère des noms, mais par la mention expresse de l'origine étrangère ou de l'ethnicité néo-canadienne.

La catégorie d'ethnicité indienne ou esquimaude comprend les individus ou les groupes identifiés expressément comme Indiens ou Esquimaux.

Sont considérés comme sans mention d'ethnicité les individus ou groupes du Canada pour lesquels, compte tenu des deux critères, il n'est pas question du fait français ou du fait anglais et qui ne sont identifiés ni comme Néo-Canadiens, ni comme Indiens, ni comme Esquimaux.

Ainsi sont considérés comme Canadiens sans mention d'ethnicité, lorsqu'il n'y a pas référence à des individus en particulier : les ministres, députés, sénateurs, diplomates, hauts fonctionnaires, fonctionnaires et policiers du fédéral; les habitants de n'importe quelle ville canadienne; l'administration de n'importe quelle ville canadienne; le personnel d'administration d'une entreprise dont le nom n'est pas mentionné; les employés d'une entreprise en exploitation au Canada.

Une même unité d'énumération peut concerner en même temps plusieurs groupes ethniques et les quatre catégories de base peuvent se

regrouper de la façon suivante : française-anglaise, française-néo-canadienne, française-indienne-esquimaude, anglaise-néo-canadienne, anglaise-indienne-esquimaude, néo-canadienne-indienne-esquimaude, autres catégories, soit toutes les autres combinaisons possibles des catégories d'ethnicité.

B. La mention de nationalité dans les nouvelles

Quelle part les nouvelles canadiennes détiennent-elles dans les journaux télévisés? On répondra à cette question, fondamentale par rapport à l'objectif de l'étude, en opposant les nouvelles canadiennes aux nouvelles étrangères. Une distinction entre les nouvelles américaines et les nouvelles étrangères autres qu'américaines permet d'aborder un phénomène qui, bien que secondaire par rapport à l'objectif de l'étude, ne manque pas d'intérêt.

La description s'effectuera en deux étapes. Elle comportera tout d'abord, pour chaque source de diffusion, la répartition des nouvelles selon les catégories de nationalité (tableau n° 9) et ensuite, afin de dégager le jeu de la langue de diffusion et du statut de propriété des émetteurs, la comparaison des répartitions entre elles.

1. Les mentions de nationalité par les émetteurs

Radio-Canada. Radio-Canada présente plus de nouvelles étrangères que de nouvelles canadiennes (50 % contre 39 %); 10 % des nouvelles sont canadiennes-étrangères. Les étrangers autres que les Américains sont plus souvent mentionnés seuls que les Américains (31 % contre 10 %). En outre, les premiers sont plus souvent associés aux Canadiens que les deuxièmes (9 % contre 1 %).

CFTM. Le poste privé de langue française s'est intéressé beaucoup plus à l'actualité canadienne qu'à l'actualité étrangère (67 % des nouvelles contre 19 %); 13 % des nouvelles sont canadiennes-étrangères. Dans les nouvelles étrangères, comme dans les nouvelles canadiennes-étrangères, il est moins souvent fait mention des Américains que de tout autre groupe étranger : 5 % des nouvelles contre 10 %; 3 % contre 9 %, respectivement.

CBC. Le réseau d'État de langue anglaise diffuse plus de nouvelles étrangères que de nouvelles canadiennes (59 % contre 28 %). Les nouvelles canadiennes-étrangères comptent pour 11 % des nouvelles, alors que 20 % des nouvelles ne font mention que de la nationalité américaine et 29 % mentionnent exclusivement les nationalités étrangères autres qu'américaine. C'est d'ailleurs cette mention qui prédomine sur la nationalité américaine lorsque les deux mentions de nationalité étrangère sont associées à la nationalité canadienne (7 % contre 2 %).

CTV. Au réseau privé de langue anglaise, les nouvelles étrangères l'emportent sur les nouvelles canadiennes (59 % contre 27 %). La proportion des unités canadiennes-étrangères y est de 12 %. Les nouvelles qui se réfèrent à la nationalité américaine sont moins

nombreuses que celles qui mentionnent toutes les autres nationalités étrangères, que ces mentions soient seules (15 % contre 33 %) ou associées à la nationalité canadienne (2 % contre 9 %).

2. Comparaisons entre les émetteurs

Les nouvelles étrangères prennent une importance quantitative fort variable d'un émetteur à l'autre (graphique n° 1). Elles groupent les trois cinquièmes de toutes les nouvelles des deux réseaux anglais. À l'opposé, se situe le poste privé de langue française avec un cinquième de nouvelles étrangères; Radio-Canada, dont 50 % des nouvelles sont étrangères, occupe une position intermédiaire.

Comme on observe un même pourcentage de nouvelles canadiennes-étrangères chez tous les émetteurs (de 10 à 13 %), il s'ensuit que les pourcentages de nouvelles canadiennes vont varier en sens inverse des pourcentages de nouvelles étrangères : CFTM a le plus fort pourcentage de nouvelles canadiennes (67 %); la CBC et le CTV ont les moins forts pourcentages (28 et 27 %); Radio-Canada en compte 39 %.

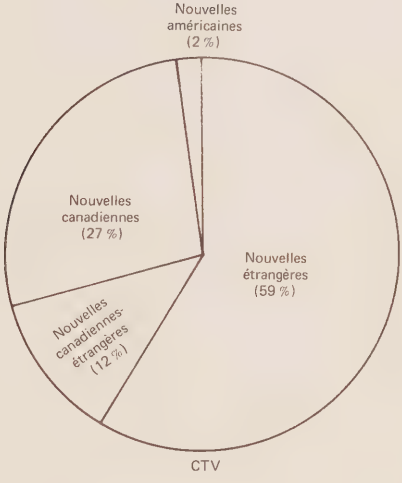
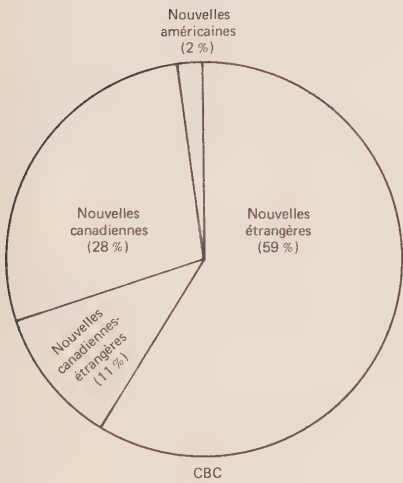
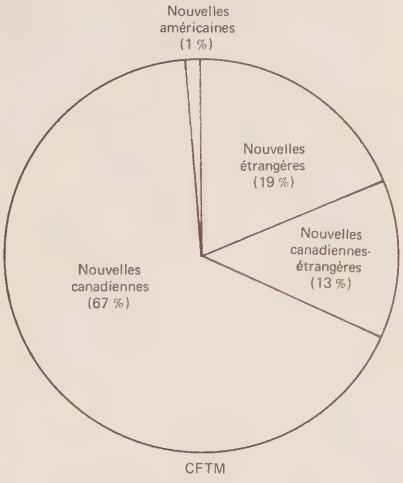
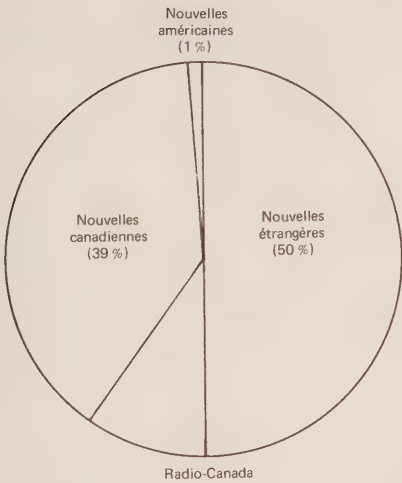
La remarquable similitude des pourcentages relatifs à la CBC et au CTV ne manque pas d'intérêt. Il convient toutefois de rappeler que les textes des films sonores inclus dans les bulletins de nouvelles du CTV n'étaient pas disponibles. Ces films sonores se rattachent plus souvent à des nouvelles canadiennes qu'à des nouvelles étrangères. D'après la durée de ces films, ils représentent environ 196 unités d'énumération dont 74 se rattacheraient à des nouvelles étrangères. Ainsi, le CTV aurait accordé 54 % de ses unités à la nationalité étrangère (au lieu de 59 %). Quoique la différence ne puisse s'évaluer avec précision, il semble que le CTV, comparativement à la CBC, ait diffusé une proportion légèrement moins forte de nouvelles étrangères³.

La répartition des nouvelles au réseau d'État de langue française entre la nationalité canadienne et la nationalité étrangère diffère sensiblement de la répartition aux deux réseaux de langue anglaise, mais plus encore de celle qui existe à la station privée de langue française. Cette dernière, avec les deux tiers de ses nouvelles dans la catégorie de nationalité canadienne, présente une répartition tout à fait aberrante par rapport aux trois réseaux. Sans doute ce fait est-il en partie attribuable au caractère local de CFTM, dont l'aire de rayonnement se limite à la région métropolitaine de Montréal, alors que les trois autres sources diffusent leurs émissions de nouvelles à l'échelle nationale.

Les deux paragraphes précédents indiquent qu'un émetteur privé tend à accorder moins d'importance à l'actualité étrangère qu'un émetteur d'État qui diffuse dans la même langue, bien que cette affirmation appelle des réserves tant du côté francophone que du côté anglophone.

Compte tenu de l'importance relative que les différents émetteurs accordent à la nationalité étrangère, on accorde toujours à la nationalité américaine moins d'importance qu'à toutes les autres nationalités étrangères réunies. Alors que le rapport n'est que de 2

Graphique 1 Répartition des nouvelles de chaque émetteur selon la mention de nationalité



à 3 pour la CBC, il est de 1 à 2 pour le CTV et pour CFTM, et de 1 à 3 pour Radio-Canada.

Les sources anglophones accordent à la nationalité américaine plus de mentions que les sources francophones (20 et 15 % contre 10 et 5 %)⁴. En outre, les sources d'État en accordent plus que les sources privées, lorsque les unes et les autres utilisent la même langue de diffusion (20 % contre 15 %; 10 % contre 5 %). La nationalité américaine obtient donc le taux le plus élevé à la CBC et le taux le plus bas à CFTM.

Si les Américains reviennent proportionnellement plus souvent dans les nouvelles des émetteurs anglophones que dans celles des émetteurs francophones, il n'en est pas de même pour les étrangers autres que les Américains. En effet, ceux-ci prennent autant d'importance dans les nouvelles de Radio-Canada que dans celles de la CBC et du CTV (31, 29 et 33 %), quoique moins d'importance à CFTM (10 %) qu'aux trois réseaux. Le surplus d'attention que les émetteurs anglophones accordent aux Américains, c'est aux Canadiens que Radio-Canada l'accorde. Quant à CFTM, c'est l'émetteur qui donne le moins d'importance aux étrangers autres qu'Américains, tout comme aux Américains et, en définitive, à tous les étrangers.

Dans l'ensemble des informations, on accorde à la nationalité américaine une importance moindre qu'à la nationalité canadienne et qu'à l'ensemble des autres nationalités étrangères. Mais la nationalité américaine est-elle d'une importance moindre, égale ou plus grande que telle ou telle autre nationalité étrangère? On ne peut que faire des conjectures puisque les catégories de nationalité ne permettent pas de répondre à cette question. J'opterais volontiers pour l'opinion suivante : selon toute probabilité, après la nationalité canadienne, il n'y a pas une autre nationalité qui prenne autant d'importance que la nationalité américaine.

Compte tenu de l'aire de rayonnement de CFTM et de l'absence des films sonores du CTV, il est difficile de préciser le jeu des caractéristiques des émetteurs dans la répartition des mentions de nationalité. Dans le cas des deux réseaux anglophones, la langue semble un puissant facteur de rapprochement. Par ailleurs, si Radio-Canada et CFTM diffèrent nettement des deux émetteurs anglophones, ils sont aussi fort différents l'un de l'autre. Entre Radio-Canada et une source de diffusion privée francophone qui aurait la même extension territoriale, trouverait-on une similitude tout comme entre les sources anglophones? Le statut public ou privé des émetteurs, en effet, aurait quelque influence sur la répartition des mentions de nationalité à l'intérieur des bulletins de nouvelles, bien que cette influence reste secondaire par rapport à celle de la langue.

Les quatre émetteurs accordent à l'ensemble des nouvelles canadiennes⁵ une part qui représente de deux à quatre cinquièmes de toutes leurs informations. Pour étudier la description que les émetteurs font des Canadiens par leurs nouvelles canadiennes, il faut donc nécessairement constituer des ensembles quantitativement inégaux. Seule une étude de l'image perçue par les téléspectateurs pourrait

indiquer le degré de précision de cette image en fonction du nombre de nouvelles qui s'y rattachent. En l'absence d'une telle étude, on peut présumer que les nouvelles canadiennes de chaque émetteur sont suffisamment nombreuses pour que le téléspectateur perçoive une certaine image des Canadiens.

C. La mention d'ethnicité dans les nouvelles

De quels Canadiens est-il question dans les nouvelles télévisées? Pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, le premier critère d'identification des Canadiens est l'appartenance à un groupe ethnique.

Les Canadiens anglais et les Canadiens français, selon les définitions du chapitre précèdent, se caractérisent par une homogénéité linguistique et, à un moindre degré, surtout pour les Canadiens anglais, par une homogénéité culturelle. Quant aux Néo-Canadiens, aux Indiens et aux Esquimaux, ils peuvent appartenir aux groupes linguistiques français, anglais ou autre et ils présentent certains traits culturels indéniablement différents de ceux des groupes français et anglais.

Un rapide coup d'oeil aux tableaux nos 10 à 13 fait voir le peu d'importance que prennent, dans les nouvelles des quatre émetteurs, les Néo-Canadiens, les Indiens et les Esquimaux, qu'ils soient seuls ou associés aux groupes français ou anglais. Bien que ce fait ne soit pas négligeable, il ne sera, pour le moment, que mentionné. Le lecteur intéressé à connaître l'importance exacte accordée aux Néo-Canadiens, aux Indiens et aux Esquimaux peut consulter ces tableaux à l'appendice V.

Ce sont donc les groupes français et anglais qui retiendront l'attention, dans les situations où ils agissent conjointement tout comme dans celles où chaque groupe agit isolément. On ne saurait mesurer avec précision l'importance que les nouvelles canadiennes accordent à l'appartenance ethnique sans tenir compte du fait qu'un certain nombre d'elles ne portent aucune mention d'ethnicité.

Voici donc comment chaque émetteur, dans l'ensemble des nouvelles canadiennes, fait mention de l'ethnicité. Existe-t-il des différences à cet égard entre les émetteurs francophones et les émetteurs anglophones? Entre les émetteurs privés et les émetteurs d'État?

1. Les mentions d'ethnicité par les émetteurs

Radio-Canada. La mention d'ethnicité est présente dans 80 % des nouvelles. Radio-Canada consacre plus de nouvelles à l'ethnicité française qu'à l'ethnicité anglaise (46 % contre 17 %). Les deux groupes ethniques mentionnés ensemble font l'objet de 14 % des nouvelles.

CFTM. Quatre-vingt pour cent (80 %) des nouvelles portent une mention d'ethnicité. L'ethnicité française caractérise la moitié des

nouvelles (52 %) et l'ethnicité anglaise, seulement 13 %. Il est question des Canadiens français et des Canadiens anglais dans 12 % des nouvelles.

CBC. L'une ou l'autre des mentions d'ethnicité caractérise les deux tiers des nouvelles. La mention de l'ethnicité anglaise est plus fréquente que celle de l'ethnicité française (34 % contre 18 %). Les deux groupes ethniques sont présents dans 13 % des nouvelles.

CTV. Près des trois quarts (73 %) des nouvelles ont une mention d'ethnicité. Les nouvelles avec mention d'ethnicité anglaise sont en beaucoup plus forte proportion que les nouvelles avec mention d'ethnicité française (42 % contre 15 %); quant aux nouvelles avec les deux mentions, elles ne comptent que pour 11 %.

2. Comparaisons entre les émetteurs

Tout d'abord, quel est le degré d'attention accordé à l'appartenance ethnique comme telle? Les émetteurs francophones insistent plus sur ce phénomène que les émetteurs anglophones en diffusant relativement plus de nouvelles avec mention d'ethnicité.

À quel groupe ethnique chaque source de diffusion accorde-t-elle le plus de nouvelles? Le pourcentage de nouvelles où les deux groupes ethniques se retrouvent ensemble est semblable d'un émetteur à l'autre et toujours d'importance secondaire : il varie entre 11 et 14 %⁶. Faut-il croire à un nombre restreint d'événements où Canadiens anglais et Canadiens français oeuvrent ensemble? Faut-il plutôt croire à une censure qui s'exerce avec une force égale tant chez les émetteurs anglophones que chez les émetteurs francophones pour minimiser l'importance de ces événements? Ce sont là des questions qui requerraient des études sur la sélection des nouvelles de la part des émetteurs et des agences de presse.

Les proportions de nouvelles sur les Canadiens français et sur les Canadiens anglais varient beaucoup entre les émetteurs francophones et les émetteurs anglophones. Radio-Canada et CFTM diffusent une proportion beaucoup plus élevée de nouvelles sur les Canadiens français que ne le font la CBC et le CTV. La situation est à l'inverse lorsqu'il s'agit de nouvelles sur les Canadiens anglais. Chaque émetteur accorde donc la préséance au groupe ethnique qu'il dessert principalement. Ce fait mérite d'être approfondi. À cette fin, on établira une relation entre les proportions de nouvelles que les sources francophones et anglophones consacrent, d'une part, à leur propre groupe ethnique et, d'autre part, à l'autre groupe ethnique.

L'intérêt qu'un émetteur accorde à son propre groupe ethnique sera une mesure de son ethnocentrisme au sens qu'on accorde ici à ce terme, à savoir : recherche de ce qui est familier sans dévalorisation de ce qui est étranger.

Tous les émetteurs ont tendance à favoriser leur propre groupe ethnique. Cette tendance est toutefois plus prononcée chez les émetteurs de langue française que chez ceux de langue anglaise et, pour

les émetteurs de même langue, chez l'émetteur privé que chez celui de l'État. Font mention de leur propre groupe ethnique, 52 % des nouvelles canadiennes de CFTM, 46 % de celles de Radio-Canada et le tiers seulement des nouvelles de la CBC. Toutefois le CTV, avec 42 % de nouvelles sur son propre groupe ethnique, ne présente pas avec Radio-Canada de différence statistiquement significative. Il ne devient clairement évident que les sources francophones ont un plus fort degré d'ethnocentrisme que si l'on compare les émetteurs ayant un même statut de propriété. La source francophone, qu'elle soit d'État ou privée, a un plus fort pourcentage d'unités de nouvelle consacrées à son propre groupe ethnique que la source anglophone; C'est CFTM et la CBC qui ont respectivement le plus fort et le plus faible degré d'ethnocentrisme.

Le degré d'intérêt porté au groupe ethnique autre que le sien est à peu près constant d'un émetteur à l'autre. Toutefois, pour une même langue de diffusion, l'intérêt au groupe ethnique opposé est légèrement supérieur chez l'émetteur privé; pour un même statut de propriété, la même tendance se remarque chez l'émetteur anglophone. Ces écarts ne sont pas significatifs sauf entre la source privée francophone et la source d'État anglophone, encore qu'il soit peu considérable (13 % contre 18 %).

3. Conclusions

Voici, groupées autour de quatre composantes du phénomène de l'ethnicité, les conclusions qui se dégagent de l'analyse de la mention d'ethnicité pour l'ensemble des nouvelles canadiennes.

L'appartenance ethnique comme telle. Tous les émetteurs portent un grand intérêt à l'appartenance ethnique des Canadiens; toutefois l'intérêt des émetteurs francophones est plus grand que celui des émetteurs anglophones.

L'ethnocentrisme. Tous les émetteurs sont plutôt tournés vers leur propre groupe. Les émetteurs d'un même statut de propriété sont plus ethnocentriques s'ils sont francophones que s'ils sont anglophones. C'est ce plus haut degré d'ethnocentrisme qui explique l'intérêt plus grand des émetteurs francophones à l'appartenance ethnique comme telle.

Le groupe ethnique opposé. On trouve chez tous les émetteurs à peu près le même degré d'intérêt pour le groupe ethnique opposé. Ce n'est qu'entre la source privée francophone et la source d'État anglophone que se trouve une différence significative quoique peu considérable.

L'action conjointe des Canadiens français et des Canadiens anglais. Tous les émetteurs accordent une importance semblable et toujours secondaire aux événements où les Canadiens français et les Canadiens anglais oeuvrent ensemble.

L'analyse de l'ensemble des nouvelles canadiennes de chaque source de diffusion fait ressortir un lien marqué entre la langue de diffu-

sion et le degré d'intérêt accordé aux nouvelles qui ne concernent que des Canadiens français ou que des Canadiens anglais. Tous les émetteurs favorisent leur propre groupe ethnique mais, lorsqu'ils ont un même statut de propriété, les émetteurs francophones sont caractérisés par un degré d'ethnocentrisme plus élevé que celui des émetteurs anglophones. Il faut donc admettre que, dans une certaine mesure, les émetteurs anglophones et francophones ne sélectionnent pas les mêmes nouvelles en ce qui concerne les Canadiens français ni en ce qui concerne les Canadiens anglais.

D. La mention d'ethnicité dans les nouvelles canadiennes et canadiennes-étrangères

L'identification de la mention de nationalité a permis de connaître la part des informations qui est dévolue aux Canadiens. De plus, en départageant l'ensemble des nouvelles entre les nouvelles canadiennes et les nouvelles canadiennes-étrangères, cette même mention fournit l'un des éléments qui, combiné avec la mention d'ethnicité, permet de constituer les groupes comme objet d'étude.

Ce chapitre reprendra la distribution de la mention d'ethnicité en insistant cette fois sur les différences qu'introduit la mention de nationalité et, finalement, spécifiera les groupes qui, dans l'échantillon, sont assez nombreux pour permettre une analyse subséquente (tableaux n^{os} 10 à 13).

1. Les mentions d'ethnicité par les émetteurs

Radio-Canada. Plus de nouvelles canadiennes que de nouvelles canadiennes-étrangères portent une mention d'ethnicité (83 % contre 73 %). Les nouvelles canadiennes et canadiennes-étrangères qui mentionnent l'ethnicité française sont les plus fréquentes. Toutefois, le taux de mention de l'ethnicité française est plus élevé dans les nouvelles canadiennes que dans les nouvelles canadiennes-étrangères (50 % contre 33 %). L'inverse se produit pour l'ethnicité anglaise (14 % contre 25 %).

CFTM. Les nouvelles canadiennes font plus état de l'appartenance ethnique que les nouvelles canadiennes-étrangères (82 % contre 69 %). Cette différence tient en définitive à un plus fort degré d'ethnocentrisme dans les nouvelles canadiennes que dans les nouvelles canadiennes-étrangères (55 % des nouvelles avec mention d'ethnicité française contre 38 %), le degré d'attention à l'autre groupe ethnique étant à peu près le même (12 et 18 % des nouvelles avec mention d'ethnicité anglaise).

CBC. Les trois quarts des nouvelles canadiennes et seulement la moitié des nouvelles canadiennes-étrangères se rapportent à au moins un groupe ethnique. Les nouvelles canadiennes plus que les nouvelles canadiennes-étrangères font mention des Canadiens français soit seuls, soit associés aux Canadiens anglais (21 % contre 13 %; 16 % contre 5 %).

CTV. Une seule différence à noter : le pourcentage d'événements où Canadiens français et Canadiens anglais oeuvrent conjointement est plus élevé dans les nouvelles canadiennes que dans les nouvelles canadiennes-étrangères (14 % contre 7 %).

2. Comparaisons entre les émetteurs

En vue de dégager les différences qu'introduit la mention de nationalité, la comparaison entre les émetteurs s'établit autour de quatre composantes du phénomène ethnique. Elles sont les mêmes qu'à la section C : l'appartenance ethnique comme telle; l'ethnocentrisme; le groupe ethnique opposé; l'action conjointe des Canadiens français et des Canadiens anglais (voir le graphique n° 2).

L'appartenance ethnique. Dans les nouvelles canadiennes et canadiennes-étrangères, la mention d'ethnicité est plus souvent présente qu'absente. Une seule exception à noter : pour les nouvelles canadiennes-étrangères de la CBC, la mention d'ethnicité est aussi souvent présente qu'absente.

L'intérêt envers l'appartenance ethnique est toutefois plus prononcé dans les nouvelles canadiennes que dans les nouvelles canadiennes-étrangères. Seul le CTV, avec un même taux de mention d'ethnicité pour les nouvelles canadiennes et pour les nouvelles canadiennes-étrangères, échappe à cette observation.

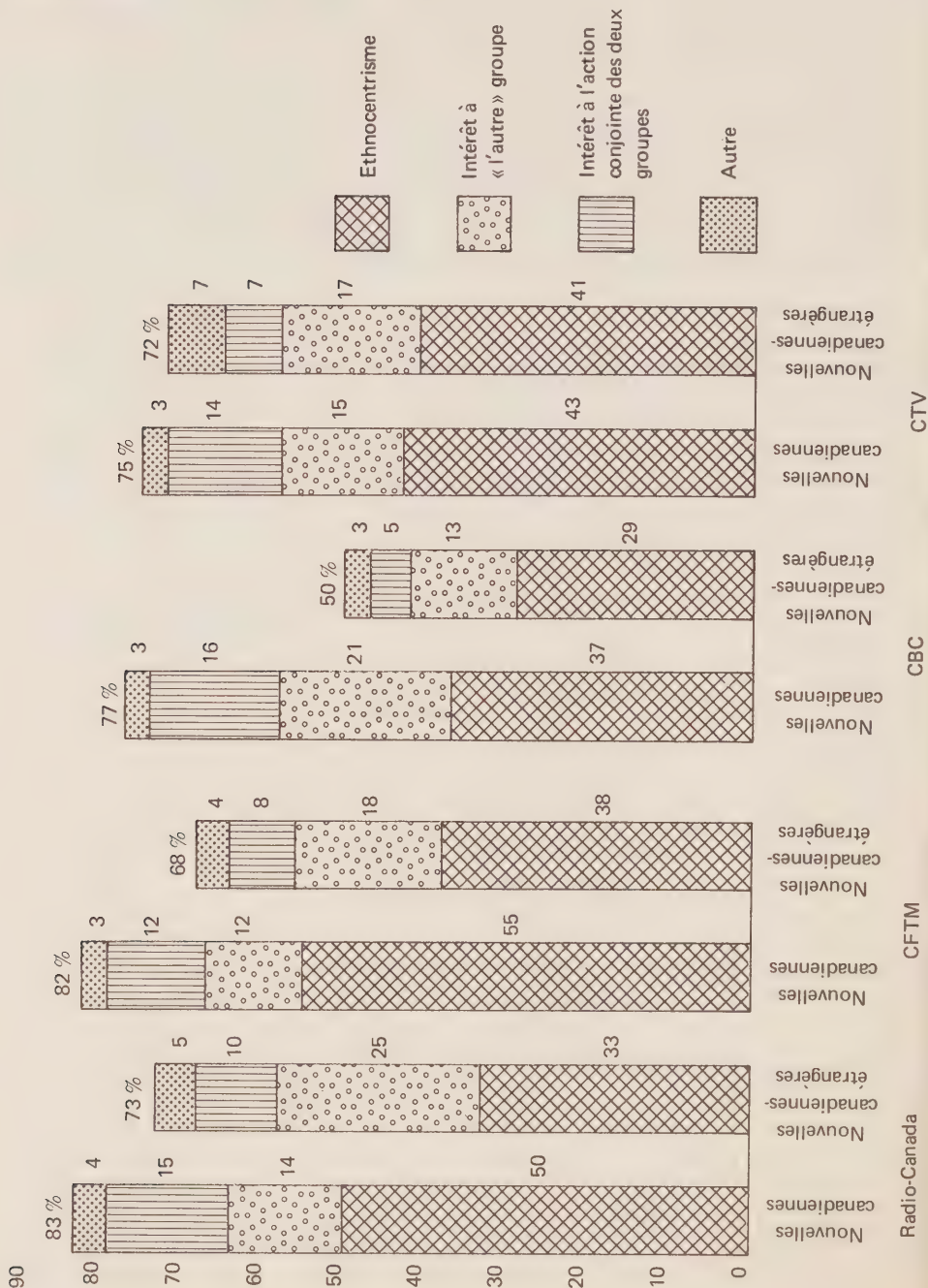
Dans les nouvelles canadiennes des émetteurs francophones, l'intérêt envers l'ethnicité est plus prononcé que dans celles des émetteurs anglophones (83 et 82 % contre 76 et 74 %). Par ailleurs, dans les nouvelles canadiennes-étrangères, le CTV et les émetteurs francophones ont un même taux de mention d'ethnicité (72, 73 et 69 %).

L'ethnocentrisme. Radio-Canada et CFTM manifestent tous deux un même degré d'ethnocentrisme dans leurs nouvelles canadiennes (50 et 55 %) et dans leurs nouvelles canadiennes-étrangères (33 et 38 %). On observe le même phénomène pour les nouvelles canadiennes de la CBC et du CTV (37 et 43 %) ainsi que pour leurs nouvelles canadiennes-étrangères (29 et 41 %) ⁷. Pour une même langue de diffusion, tant dans les nouvelles canadiennes que canadiennes-étrangères, le secteur privé tend à avoir un degré d'ethnocentrisme plus fort que le secteur d'État, mais l'écart n'est plus significatif, contrairement à ce qu'il était dans l'ensemble des nouvelles canadiennes.

Chez les émetteurs francophones, le degré d'ethnocentrisme est plus fort dans les nouvelles canadiennes que canadiennes-étrangères (50 et 55 % contre 33 et 38 %), alors qu'il est le même chez les émetteurs anglophones (37 et 43 %, 29 et 41 %) ⁸.

Il en résulte que les nouvelles canadiennes-étrangères de tous les émetteurs ont un même degré d'ethnocentrisme (33, 38, 29 et 41 %). Par contre, les nouvelles canadiennes des émetteurs francophones ont un degré d'ethnocentrisme plus fort que celui des émetteurs anglophones (50 et 55 % contre 37 et 43 %), encore que la différence entre

Graphique 2 La mention de l'ethnicité dans les nouvelles canadiennes et canadiennes-étrangères de chaque émetteur



Radio-Canada et CTV (50 et 43 %) ne soit pas statistiquement significative. Pour être précis, il faut donc conclure que, pour un même statut de propriété, l'émetteur francophone présente un plus haut degré d'ethnocentrisme dans les nouvelles canadiennes que l'émetteur anglophone.

Le groupe ethnique autre que le sien. Les deux émetteurs francophones accordent plus d'importance à l'ethnicité anglaise dans leurs nouvelles canadiennes-étrangères que dans leurs nouvelles canadiennes. L'écart est significatif pour Radio-Canada (25 % contre 14 %), mais ne l'est pas pour CFTM (18 et 12 %).

À cet égard, les émetteurs anglophones diffèrent des émetteurs francophones et, de plus, la CBC diffère du CTV. À la CBC, le taux de mention de l'ethnicité française, plus élevé dans les nouvelles canadiennes que dans les nouvelles canadiennes-étrangères (21 % contre 13 %), est en raison inverse du taux de mention de l'ethnicité anglaise chez les émetteurs francophones. Au CTV, le taux de mention de l'ethnicité française est le même dans les nouvelles canadiennes que dans les nouvelles canadiennes-étrangères (15 et 17 %).

La proportion des nouvelles canadiennes consacrées à l'ethnicité française est plus forte à la CBC qu'au CTV (21 % contre 15 %) mais l'intérêt du CTV pour l'ethnicité française est de même intensité que celui des émetteurs francophones pour l'ethnicité anglaise (14 et 12 %). Ce peu d'intérêt que les nouvelles canadiennes des émetteurs francophones accordent à l'ethnicité anglaise accentue le caractère ethnocentrique de ces dernières. Par ailleurs, le degré d'intérêt que les nouvelles canadiennes de la CBC manifestent pour l'ethnicité française atténue le caractère ethnocentrique de cet émetteur. Ce caractère, mesuré uniquement par le degré d'intérêt des émetteurs pour les nouvelles de leur propre groupe, était déjà moins prononcé pour la CBC que pour les trois autres.

Pour les nouvelles canadiennes-étrangères, les observations sont différentes. Les émetteurs francophones ont tendance à accorder plus d'attention à l'autre groupe ethnique que ne le font les émetteurs anglophones (25 et 18 % contre 13 et 17 %) quoique l'écart ne soit significatif qu'entre les réseaux d'État francophone et anglophone (25 % contre 13 %). Chez les stations francophones, l'ethnicité anglaise prend une importance telle qu'elle se rapproche de celle qu'elle atteint à la CBC (25, 18 et 29 %). On ne retrouve pas, il s'en faut, le même degré d'attention à l'égard de l'ethnicité française, qui reçoit toujours moins d'importance chez les émetteurs anglophones que chez les émetteurs francophones (13 et 17 % contre 33 et 38 %). De fait, les nouvelles canadiennes-étrangères de Radio-Canada donnent à peine plus d'importance à l'ethnicité française qu'à l'ethnicité anglaise.

L'action conjointe des Canadiens français et des Canadiens anglais. L'intérêt se révèle pour cet aspect du phénomène ethnique plus marqué dans les nouvelles canadiennes que dans les nouvelles canadiennes-étrangères; la différence est significative pour les émetteurs

anglophones (16 et 14 % contre 5 et 7 %) mais ne l'est pas pour les émetteurs francophones (15 et 12 %, 10 et 8 %).

Les nouvelles canadiennes de tous les émetteurs ont un taux semblable de mention associant Canadiens français et Canadiens anglais (de 12 à 16 %); il en est de même pour les nouvelles canadiennes-étrangères (de 5 à 10 %).

Dans les nouvelles canadiennes, tous les émetteurs accordent aux deux groupes ethniques pris conjointement un degré d'intérêt semblable à celui qu'ils accordent au groupe ethnique autre que le leur; dans les nouvelles canadiennes-étrangères, le premier est inférieur au deuxième. Les bulletins de nouvelles n'offrent qu'une faible proportion d'unités où Canadiens français et Canadiens anglais oeuvrent conjointement et encore une plus faible proportion d'unités où les Canadiens des deux groupes ethniques et les étrangers oeuvrent conjointement.

3. Conclusions

Notre objectif ici était de faire ressortir dans quelle mesure la mention de nationalité rend différentes quatre composantes de l'ethnicité. Exception faite de la première, on ne peut parler de différences que pour les émetteurs de l'une ou l'autre langue de diffusion. La situation pourrait se résumer ainsi :

L'appartenance ethnique. Tous les émetteurs, dans leurs nouvelles canadiennes comme dans leurs nouvelles canadiennes-étrangères, ont porté intérêt à l'appartenance ethnique des Canadiens et, sauf pour le CTV, cet intérêt est plus grand dans les nouvelles canadiennes que dans les nouvelles canadiennes-étrangères.

L'ethnocentrisme. Le degré d'ethnocentrisme des émetteurs francophones est plus élevé dans les nouvelles canadiennes que dans les nouvelles canadiennes-étrangères, mais cette affirmation ne se vérifie pas pour les émetteurs anglophones.

Le groupe ethnique autre que le sien. Les émetteurs francophones ont accordé relativement moins d'importance à l'ethnicité anglaise dans les nouvelles canadiennes que dans les nouvelles canadiennes-étrangères.

L'action conjointe des Canadiens français et des Canadiens anglais. Cet intérêt est plus grand dans les nouvelles canadiennes que dans les nouvelles canadiennes-étrangères, quoique l'écart ne soit significatif que pour les émetteurs anglophones.

C'est donc dire que le lien entre la mention de nationalité et des quatre composantes de la mention d'ethnicité n'existe pas pour tous les émetteurs et que l'existence du lien est dépendante de la langue de diffusion.

Dans la section C, nous avons vu les liens qui existent, dans l'ensemble des nouvelles canadiennes, entre la langue de diffusion ou le

statut de propriété des émetteurs et les quatre composantes de la mention d'ethnicité. Que deviennent ces liens à l'intérieur des nouvelles canadiennes et canadiennes-étrangères?

On peut, quant aux nouvelles canadiennes, formuler les observations suivantes :

Comparativement aux émetteurs anglophones, les émetteurs francophones persistent à manifester vis-à-vis de l'appartenance ethnique comme telle un intérêt plus grand.

Tous les émetteurs sont ethnocentriques mais les émetteurs d'un même statut de propriété sont plus ethnocentriques s'ils sont francophones que s'ils sont anglophones.

Ni la langue de diffusion ni le statut de propriété des émetteurs ne rendent compte des différences relevées plus haut quant à l'intérêt porté au groupe ethnique autre que le leur.

Tous les émetteurs accordent une importance semblable et toujours secondaire aux nouvelles où se trouvent à la fois des Canadiens français et des Canadiens anglais.

Dans les nouvelles canadiennes-étrangères, tous les émetteurs ont un même intérêt pour l'appartenance ethnique comme telle, pour leur propre groupe ethnique et pour l'action conjointe des Canadiens français et des Canadiens anglais. Par ailleurs, le réseau d'État francophone accorde plus d'importance à l'ethnicité anglaise que le réseau d'État anglophone n'en accorde à l'ethnicité française. Si les Canadiens français reçoivent plus d'attention des émetteurs francophones, les Canadiens anglais en reçoivent autant de ces derniers que de la CBC.

Dans les nouvelles canadiennes, il existe donc une relation entre la langue des diffuseurs et le degré d'intérêt accordé aux événements qui ne concernent que des Canadiens français ou que des Canadiens anglais. Dans les nouvelles canadiennes-étrangères, la relation ne persiste que dans le cas des Canadiens appartenant au groupe ethnique français.

Il est devenu évident que les unités de nouvelles ne se répartissent également ni entre les mentions de nationalité ni entre les mentions d'ethnicité. Les groupes ethniques ne prennent donc pas tous la même importance quantitative, mais ont-ils une importance suffisante pour permettre une analyse subséquente selon divers éléments du contenu? On se rappellera que le nombre minimal d'unités nécessaire à l'analyse a été fixé à 25.

Radio-Canada et CFTM (tableaux n^{os} 14 et 15). Près de 40 % de l'ensemble des nouvelles canadiennes de Radio-Canada et 46 % de celles de CFTM font mention de la nationalité canadienne et de l'ethnicité française. Les nouvelles canadiennes sans mention d'ethnicité et avec mention d'ethnicité anglaise ou anglaise-française comptent pour des proportions variant entre 15 et 10 %. Par contre, les nouvelles étrangères et canadiennes avec mention d'ethnicité française ou

anglaise ou encore sans mention d'ethnicité varient entre 7 et 3 %. Les trois autres catégories de nationalité-ethnicité comptent entre 3 et 1 % des unités de chaque émetteur ce qui, en regard du nombre total d'unités, n'est pas suffisant pour permettre une analyse subséquente.

CBC et CTV (tableaux nos 16 et 17). Un peu plus du quart de l'ensemble des nouvelles canadiennes de la CBC et du CTV portent les mentions de nationalité canadienne et d'ethnicité anglaise. Les nouvelles canadiennes ou canadiennes-étrangères sans mention d'ethnicité, canadiennes-françaises, canadiennes-françaises-anglaises, étrangères-canadiennes-anglaises varient entre 18 et 8 %. Les quatre autres catégories de nationalité-ethnicité comptent au plus 5 % des unités de chaque émetteur ce qui, en regard du nombre total d'unités, n'est pas suffisant pour permettre une analyse subséquente.

Faisons une synthèse des catégories de nationalité-ethnicité qui ne comportent pas un nombre suffisant d'unités pour permettre une analyse de leur contenu : 1) pour tous les émetteurs, les nouvelles canadiennes et canadiennes-étrangères qui portent une mention d'ethnicité autre que française, anglaise ou française-anglaise; 2) pour tous les émetteurs, les nouvelles canadiennes-étrangères qui portent la mention d'ethnicité française-anglaise; 3) pour les émetteurs anglophones, les nouvelles canadiennes-étrangères avec mention d'ethnicité française.

Les deux derniers cas d'exclusion n'étaient pas prévus dans le modèle d'analyse sauf les nouvelles de CFTM où Canadiens français, Canadiens anglais et étrangers agissent conjointement. Le pré-test a fourni des estimations quant au nombre d'unités par catégorie de nationalité-ethnicité. Toute estimation comporte des variations dont il faut tenir compte, autant que possible, dans la prévision du nombre d'unités de l'échantillon total. Avec tous les bulletins de nouvelles de l'échantillon, le nombre minimal d'unités obtenu par catégorie de nationalité-ethnicité a été de 8. Il aurait donc fallu tripler le nombre de bulletins de nouvelles pour obtenir le nombre minimal d'unités requis pour l'analyse, soit 25. L'augmentation du temps de codage qu'aurait exigé un tel accroissement du volume de l'échantillon était impensable. En ce qui concerne le dernier cas d'exclusion — à la CBC et au CTV, 20 unités canadiennes-étrangères portant la mention d'ethnicité française — une augmentation de 25 % dans le nombre total des bulletins de nouvelles aurait été suffisante. Il n'est cependant pas certain que les ressources auraient permis d'augmenter en conséquence le temps du codage.

L'importance relative qu'un groupe ethnique prend dans les informations télévisées se reflète d'abord et avant tout dans la proportion de nouvelles qu'un émetteur lui consacre. Elle se reflète aussi dans la manière de présenter les nouvelles; cette manière sera décrite sous l'un de ses aspects, soit l'ordre de présentation.

Aux fins du présent chapitre, l'ordre de présentation indique dans quel tiers d'un journal télévisé est lue une nouvelle. Les nouvelles placées au début d'un bulletin sont considérées comme privilégiées, c'est-à-dire plus importantes ou plus intéressantes que les autres, quelles qu'en soient les raisons.

Chaque tiers est constitué par le tiers des mots de chaque journal télévisé. Une unité d'énumération est classée dans l'un ou l'autre tiers suivant la somme obtenue après l'accumulation du nombre de mots des unités précédentes et de l'unité considérée. Lorsqu'une unité d'énumération chevauche sur deux des tiers d'un bulletin de nouvelles, elle est incluse dans le premier des deux tiers si un nombre égal de mots tombe dans les deux tiers; sinon elle est comprise dans le tiers où elle compte le plus de mots.

La mesure statistique habituelle (répartition en pourcentage des nouvelles selon leur présentation dans l'un ou l'autre tiers) est complétée par l'ordre moyen de présentation.

L'ordre moyen de présentation s'obtient en accordant un coefficient de pondération de .85 aux nouvelles présentées dans le premier tiers, de .51 et de .17 à celles présentées respectivement dans le deuxième et le troisième tiers. Les coefficients reposent sur l'hypothèse suivante : les nouvelles passées dans un tiers donné ont la même importance que si elles étaient concentrées au milieu de ce tiers. Le point milieu d'un tiers est .17, valeur donnée aux nouvelles du troisième tiers. Les nouvelles présentées dans les deuxième et premier tiers ont un coefficient trois et cinq fois plus grand que celui des nouvelles présentées dans le troisième tiers, ces coefficients correspondant aussi aux points milieux des intervalles un à deux tiers (.34 à .67) et deux à

trois tiers (,68 à 1,00). Le coefficient le plus fort accordé aux nouvelles du premier tiers est fonction de la plus grande importance qui leur est accordée¹.

L'ordre moyen de présentation a l'avantage de constituer une mesure synthétique plus maniable que les répartitions en pourcentage. Par contre, il est impossible d'attribuer un seuil de signification statistique propre aux variations de l'ordre moyen de présentation. Aussi pour que ces variations soient dites significatives, il faudra qu'elles se rapportent à des moyennes d'ordre de présentation qui synthétisent des répartitions en pourcentage dont le premier ou le troisième tiers présentent des différences significatives.

Comment chaque sous-groupe de nouvelles se distribue-t-il entre les tiers des bulletins? L'interprétation des résultats tient compte du pourcentage de nouvelles contenues dans chacun des tiers, mais je fais grâce aux lecteurs de cette description fastidieuse pour ne présenter que l'ordre moyen.

Les nouvelles canadiennes et les nouvelles canadiennes-étrangères se répartissent à peu près également entre les tiers. Peu importe les émetteurs, ces deux sous-groupes de nouvelles conservent le même ordre moyen de présentation (de 0,51 à 0,56). L'ordre moyen de présentation des nouvelles canadiennes de la CBC et des nouvelles canadiennes-étrangères de CFTM (0,51) semble moins élevé que celui des nouvelles canadiennes et canadiennes-étrangères des autres émetteurs (0,55 et 0,56), mais la différence n'est pas significative (tableau n° 18).

Une même proportion de nouvelles canadiennes et de nouvelles canadiennes-étrangères se trouve donc dans chaque tiers des bulletins. Cette similitude entre les nouvelles canadiennes et les nouvelles canadiennes-étrangères subsiste lorsqu'on les subdivise suivant l'appartenance ethnique des Canadiens dont il est fait mention. Il n'y a qu'une seule différence à noter qui concerne les nouvelles de la CBC sur les Canadiens anglais : les nouvelles qui associent les étrangers aux Canadiens anglais sont plus souvent placées vers le début de l'émission (ordre moyen : 0,59 contre 0,47). Il convient donc de grouper nouvelles canadiennes et nouvelles canadiennes-étrangères pour étudier l'ordre de présentation, compte tenu de l'ethnicité des Canadiens (tableaux nos 19 à 22).

Les deux émetteurs francophones accordent aux nouvelles sur les Canadiens français et aux nouvelles sur les Canadiens anglais une même importance, soit un ordre moyen de présentation de 0,55 à 0,57. Par rapport aux deux groupes, les nouvelles sans mention d'ethnicité se trouvent à un rang inférieur (0,49 pour Radio-Canada et 0,51 pour CFTM) et les nouvelles françaises-anglaises ont tendance à être favorisées (0,65 et 0,59), bien que la différence entre les sous-groupes de nouvelles ne soit significative que pour Radio-Canada.

Dans la présentation, les deux réseaux anglophones traitent sur un pied d'égalité toutes les catégories de nouvelles formées par les

diverses mentions d'ethnicité. Une seule exception à noter : la CBC accorde un traitement de faveur aux événements où agissent conjointement Canadiens français et Canadiens anglais (CBC : 0,63 contre 0,50 et 0,53; CTV : de 0,54 à 0,58).

Les réseaux d'État mettent tous deux plus en évidence les nouvelles françaises-anglaises que les autres sous-groupes de nouvelles. Les émetteurs privés ne désavantagent pas les nouvelles françaises-anglaises, mais les répartissent entre les tiers de la même façon que les autres sous-groupes.

Comment les quatre émetteurs se comparent-ils quant à l'ordre de présentation des trois autres sous-groupes de nouvelles? Les nouvelles sur les Canadiens anglais ont le même ordre de présentation aux quatre émetteurs. Lorsqu'il s'agit des Canadiens français, les nouvelles du CTV se distribuent entre les tiers, comme celles des émetteurs francophones, alors que la CBC les présente moins souvent au début des bulletins. Lorsqu'il s'agit des Canadiens dont l'ethnicité est inconnue, ce sont les nouvelles de la CBC qui se distribuent comme celles des émetteurs francophones alors que le CTV les met plus en évidence.

Après avoir étudié l'ordre de présentation de divers sous-groupes de nouvelles, il faut conclure que, quel que soit le type de comparaison, il semble difficile de dégager des constantes — similitudes et différences — attribuables à la langue de diffusion ou au statut de propriété des émetteurs.

Il aurait été intéressant de mettre en relation les deux indices qui mesurent l'importance relative d'un groupe ethnique, en l'occurrence la quantité de nouvelles et l'ordre de présentation, afin de voir si les deux indices vont dans le même sens ou s'ils s'annulent l'un l'autre. Comme il y a peu de différences dans l'ordre de présentation des sous-groupes de nouvelles et que les quelques différences qui existent ne sont attribuables ni à la langue de diffusion ni au statut de propriété, cette démarche serait nécessairement improductive.

Les sphères d'activité sont le premier des trois éléments constitutifs de l'image que les émetteurs projettent des groupes ethniques. Dans les nouvelles, comment se présentent les différents types d'activité des Canadiens anglais et des Canadiens français? Certains champs d'action ont-ils préséance sur d'autres?

Il est d'opinion courante dans le milieu canadien-français que les sources de diffusion de langue anglaise donnent des Canadiens français une image étroite toute centrée sur les activités illégales ou anti-sociales et sur les procédures judiciaires qui en découlent, alors que les Canadiens français se voient eux-mêmes participant à un plus grand nombre de secteurs d'activité. Lorsque les Canadiens anglais se regardent eux-mêmes, quel éventail d'activités s'attribuent-ils? Et comment les Canadiens français décrivent-ils les activités des Canadiens anglais?

Les sphères d'activité sont définies avec suffisamment d'extension pour garantir qu'au cours d'une année, chacune ait pu être le théâtre de certains événements. L'absence de nouvelles sur l'une ou l'autre des sphères d'activité ne signifie pas absence d'événements mais témoigne plutôt du désintéressement des émetteurs à ce genre d'événements. De même, une forte proportion de nouvelles sur l'une ou l'autre des sphères d'activité indique qu'elle a, dans la perception des émetteurs mais non pas nécessairement dans la réalité, préséance sur les autres.

Ce chapitre a comme objectif principal de dégager comment, par l'intermédiaire des nouvelles télévisées, les Canadiens français et les Canadiens anglais voient leurs propres activités, celles de l'autre groupe de même que les activités qu'ils accomplissent conjointement.

Canadiens français et Canadiens anglais peuvent agir dans un milieu exclusivement canadien ou encore se trouver en contact avec des étrangers. Ce sont là deux contextes différents qui peuvent entraîner des activités différentes. C'est pourquoi nous étudierons les activités du domaine canadien et celles du domaine canadien-étranger avant

d'étudier les activités propres aux Canadiens anglais et aux Canadiens français.

De plus, il a paru utile de décrire les activités des Canadiens pris dans leur ensemble, sans référence à leur caractéristique ethnique, de façon à avoir un aperçu sommaire des sphères d'activité que les émetteurs mettent en relief et de celles qu'ils négligent.

A. Définition des sphères d'activité

Les sphères d'activité¹ désignent les secteurs ou domaines de la réalité sociale auxquels se rattachent les événements — faits ou déclarations — devenus objets de nouvelles, et indiquent s'il s'agit de politique, de religion, etc.

Les sphères d'activité constituent une composante majeure de l'image des divers groupes mentionnés dans les nouvelles. Elles décrivent la participation d'un groupe à la vie sociale et sa façon de se présenter sur la scène nationale et internationale.

Il est très rare que l'on puisse isoler dans la réalité des événements à caractère purement politique ou purement économique, etc. Un événement est un tout qui implique plus d'une sphère d'activité. Les catégories de sphères d'activité, comme d'ailleurs toute catégorie, sont utilisées ici pour découper la réalité et permettre d'en isoler un aspect dominant.

Nous avons délimité 16 sphères d'activité. En voici d'abord la liste, suivie, pour chaque rubrique, d'une définition aussi complète que possible :

- Gouvernement et fonction publique;
- Gouvernement, industrie, commerce et finance;
- Gouvernement et travail;
- Gouvernement et bien-être social;
- Gouvernement et éducation;
- Justice et activités anti-sociales ou illégales;
- Politique de partis;
- Industrie, finance, commerce (secteur privé);
- Travail (secteur privé);
- Éducation;
- Religion;
- Sciences et techniques physiques et sociales, arts et lettres;
- Sports;
- Loisirs;
- Accidents, catastrophes;
- Faits divers.

Gouvernement et fonction publique. Sous cette rubrique, sont classés, aux trois niveaux — fédéral, provincial, municipal — les activités et débats des corps législatifs et exécutifs (Parlement, assemblée législative, conseil législatif, conseil municipal, etc.) ou de membres de

ces organismes; les activités des ministères, secrétariats, commissions, bureaux et offices gouvernementaux; les activités d'organismes semi-gouvernementaux ou para-gouvernementaux (sociétés de la Couronne, régies d'État, sociétés mixtes, etc.); les activités d'individus ou groupes mandatés par le gouvernement pour la réalisation d'une tâche, qu'ils aient un pouvoir exécutif ou seulement consultatif (par exemple, le Conseil des arts; les commissions royales d'enquête); les relations diplomatiques, la participation aux guerres et traités.

Cette sphère inclut toutes les activités du gouvernement et de la fonction publique à l'exception de celles qui concernent directement l'un des domaines suivants : travail, industrie, commerce et finance, bien-être social, éducation et justice. Des catégories spéciales représentent chacun de ces domaines.

Cette sphère toutefois comprend les mesures de régie interne² de tous les ministères ou organismes gouvernementaux, y compris ceux qui s'occupent des domaines ci-dessus mentionnés. Elle exclut la politique de partis.

Le terme « gouvernement » est employé ici dans un sens très large. Dans le cas des gouvernements fédéral et provinciaux, il comprend tout l'appareil étatique. Au niveau municipal, il désigne à la fois l'exécutif, le conseil et tous les services administratifs. C'est toujours en ce sens que ce mot est employé tout au long de cette section.

Gouvernement, industrie, commerce et finance. Sont classés sous cette rubrique les débats et décisions des corps législatifs et exécutifs concernant l'industrie, le commerce et la finance; toute mesure économique prise par un gouvernement, un agent gouvernemental, un organisme public ou semi-public, si cette mesure a un caractère économique — plutôt que social avec des implications économiques, comme le sont les mesures de sécurité sociale (voir la rubrique gouvernement-bien-être) et les mesures d'organisation du travail (gouvernement-travail); les relations du pouvoir public avec l'entreprise privée motivées par des considérations économiques.

Concrètement cette sphère d'activité comprend les postes suivants : budget du gouvernement, fiscalité, taxation — sauf la taxe scolaire (gouvernement-éducation); contingentements; crédits et subventions à l'agriculture, à la construction, à l'industrie du textile, etc.; soutien des prix, administrations des entreprises d'État ou mixtes; contrats, subventions, dégrèvements d'impôts; nationalisation, planification, travaux d'aménagement du territoire, prospection minière, reboisement, travaux de voirie, etc.

Cette sphère exclut la régie interne d'un ministère ou d'un organisme gouvernemental (gouvernement-fonction publique) et les activités du gouvernement axées plutôt sur le bien-être social ou sur l'organisation du travail que sur la croissance économique.

Gouvernement et travail. Sont classés sous cette rubrique les débats et décisions des corps législatifs et exécutifs sur les problèmes du

travail (code du travail, salaire minimal, etc.); les activités d'un ministère du travail ou de tout agent gouvernemental axées sur les relations du travail et les problèmes du travail en général; les relations patronales-ouvrières quand le gouvernement est l'employeur.

Cette sphère exclut l'administration interne d'un ministère du travail, ou d'un service de placement (gouvernement-fonction publique); les critiques à l'égard du gouvernement relativement au travail (politique de partis); les activités syndicales des fonctionnaires autres que leurs relations avec le gouvernement, par exemple la formation d'un syndicat, l'élection de l'exécutif d'un syndicat, etc. (travail).

Gouvernement et bien-être social. Sont classés sous cette rubrique les débats et décisions des corps législatifs et exécutifs en matière de bien-être social; toute mesure gouvernementale ou projet relatifs à la santé publique, physique ou mentale, à l'assistance sociale et à la sécurité sociale; les pensions, allocations, indemnités d'assurances, régimes administrés en tout ou en partie par le gouvernement, y compris l'assurance-chômage, les indemnités payées par la Commission des accidents du travail, les allocations d'études accordées à tous les enfants d'âge scolaire; les activités des services sociaux, des cours du bien-être social, des maisons de rééducation (physique ou sociale).

Cette sphère exclut la régie interne d'un ministère ou de tout organisme gouvernemental intéressé au bien-être social (gouvernement-fonction publique); les bourses d'études ou de recherches décernées par un ministère de l'éducation ou un autre organisme gouvernemental (gouvernement-éducation); les mesures de bien-être concernant l'organisation du travail (gouvernement-travail).

Gouvernement et éducation. Sont classés sous cette rubrique les débats et décisions des corps législatifs et exécutifs relativement à l'éducation; les activités d'un ministère de l'éducation ou de tout agent gouvernemental dans le domaine de l'éducation; l'administration des écoles publiques, règlements et normes d'enseignement du secteur public — sauf les conflits entre un gouvernement comme employeur et les employés (gouvernement-travail ou politique de partis, selon le contexte) —; les relations d'un gouvernement avec le secteur privé d'enseignement.

Voici quelques activités à inclure dans cette sphère : subventions aux écoles, aux collèges, aux universités; bourses d'études et de recherches; taxe scolaire; régionalisation scolaire; commissions royales d'enquête sur l'éducation.

Cette sphère exclut la régie interne d'un ministère de l'éducation ou autre organisme gouvernemental intéressé à l'éducation (gouvernement-fonction publique); les critiques contre une commission d'enquête sur l'éducation et contre le gouvernement par rapport au système d'enseignement, faites en dehors d'un parlement ou d'un conseil municipal (politique de partis).

Justice et activités anti-sociales ou illégales. Sont classés sous cette rubrique les débats et décisions des corps législatifs et exécutifs relativement à l'administration de la justice, les amendements au code civil ou criminel; les activités d'un ministère de la justice ou de tout agent gouvernemental dans le domaine de la justice; les violations des lois civiles ou criminelles (crimes, y compris le crime politique, la violence, la fraude, le vice, la corruption); les enquêtes et poursuites judiciaires en résultant ou résultant d'accidents et de catastrophes; les déclarations sur la justice, le système pénal, la législation civile ou criminelle autres que celles qui constituent un commentaire sur une déclaration ou une action d'un gouvernement (politique de partis).

Cette sphère exclut la régie interne d'un ministère de la justice, des maisons de détention et des services de la police (gouvernement-fonction publique); les actes illégaux ayant un caractère humoristique (faits divers); les mesures légales relatives à la délinquance juvénile (gouvernement-bien-être social) mais elle inclut les actes de délinquance.

Politique de partis. Sont classés sous cette rubrique aux trois niveaux (fédéral, provincial, municipal) les événements touchant les élections (à l'exception des débats de la Chambre des communes ou de mesures administratives); les activités des membres de partis politiques ou de partis en tant que tels; les critiques, discussions ou apologies du gouvernement, d'un projet de loi, etc.; les critiques ou défenses d'un type d'organisation politico-économique donné (socialisme, capitalisme, etc.) en dehors des débats d'un parlement ou d'un conseil municipal, que ces activités soient faites par des personnes exerçant ou non des fonctions gouvernementales.

Industrie, commerce et finance (secteur privé). Sont classés sous cette rubrique le secteur primaire (agriculture, pêcheries, mines et forêts), le secteur secondaire (transformation des matières premières en produits finis ou semi-finis, usines, manufactures, construction) et le secteur tertiaire (services, commerce et finance), toutes les activités productives de biens et de services, toutes les mesures économiques prises par des individus ou organismes privés non subventionnés par le gouvernement.

Cette sphère exclut les activités du gouvernement et des sociétés mixtes (gouvernement-industrie); les relations de l'entreprise privée avec le pouvoir public (gouvernement-industrie ou politique de partis, suivant le contexte) et avec les travailleurs (gouvernement-travail).

Travail (secteur privé). Sont classées sous cette rubrique les questions d'organisation des travailleurs salariés : syndicats, relations intersyndicales, relations dirigeants-syndiqués, services syndicaux — par exemple, éducation, recherches, collèges syndicaux; les relations patronales-ouvrières : négociations, ententes, conventions collectives, griefs, conflits, grèves; les déclarations sur les problèmes du travail, les prises de position sur l'organisation du travail et les droits des travailleurs (sauf celles qui relèvent des

rubriques gouvernement-travail ou politique de partis), les manifestations syndicales.

Cette sphère exclut les relations patronales-ouvrières lorsque le gouvernement est l'employeur (gouvernement-travail) et les relations syndicats-gouvernement (gouvernement-travail ou politique de partis, suivant le contexte).

Éducation. Sont classées sous cette rubrique les activités pédagogiques des écoles (primaires, secondaires, scientifiques, techniques, écoles d'arts et métiers, de beaux-arts, de musique, d'art dramatique, etc.), instituts, collèges, académies, universités; les expériences pédagogiques, les émissions éducatives à la radio ou à la télévision; l'éducation des adultes, hors des cadres des services syndicaux (travail) ou des partis politiques (politique de partis); l'administration des maisons d'enseignement du secteur privé.

Cette sphère inclut les activités pédagogiques d'écoles publiques. Elle exclut l'administration des écoles publiques (gouvernement-éducation) et les activités syndicales d'éducateurs (gouvernement-travail ou politique de partis) de même que les activités des maisons de rééducation physique ou sociale (gouvernement-bien-être social).

Religion et morale. Sont classées sous cette rubrique les activités des groupes religieux, les cérémonies religieuses autres que les services funèbres, les baptêmes et les mariages (faits divers); les discussions théologiques; les discussions sur des sujets de religion et de morale; la censure ecclésiastique, les questions de droit canonique.

Cette sphère exclut les déclarations sur des sujets de morale constituant une critique ou une approbation de projets ou de réalisations gouvernementales (politique de partis).

Sciences et techniques physiques et sociales; arts et lettres. Sont classés sous cette rubrique les recherches, découvertes, expériences et inventions, y compris celles que font des services gouvernementaux, par exemple, les expériences spatiales; les conférences, congrès scientifiques; les expositions,ancements et vernissages, s'il est question du contenu artistique ou littéraire des oeuvres — et non pas de l'événement comme tel (faits divers); les explorations, expéditions scientifiques à l'exclusion des récits de voyage de « globe-trotters » (faits divers).

Cette sphère inclut toute activité scientifique, littéraire ou artistique qui n'est pas mentionnée explicitement comme une activité courante d'une maison d'enseignement, par exemple, les activités spéciales s'adressant au grand public.

Elle exclut les recherches et congrès scientifiques dans le domaine de la pédagogie (éducation) et de la théologie (religion).

Sports. Sont classées sous cette rubrique les compétitions sportives, d'amateurs ou de professionnels.

Cette sphère exclut les cours d'éducation physique (éducation) et les sports pratiqués uniquement à titre de divertissement (loisirs).

Loisirs. Sont classés sous cette rubrique les loisirs commercialisés : cinéma, théâtre, concerts, radio, télévision, sauf s'il est question de contenu artistique, littéraire ou scientifique, comme dans la critique littéraire ou musicale (arts et lettres); les activités des centres de loisirs; les cirques, défilés, fêtes populaires, etc.; les passe-temps, vacances, activités récréatives en général. Cette sphère exclut les compétitions sportives (sports).

Accidents, catastrophes. Sont classés sous cette rubrique les accidents de la route, de l'air ou de la navigation, les incendies, les tremblements de terre, les avalanches, les inondations, les tempêtes causant des morts ou des dommages et les épidémies. Cette sphère exclut les poursuites judiciaires qui résultent de tels accidents (justice).

Faits divers. Sont classés sous cette rubrique les phénomènes atmosphériques autres que les catastrophes; les maladies, décès, services funèbres, naissances, baptêmes, fiançailles, mariages, réception; les activités de bienfaisance; les activités des clubs sociaux ou philanthropiques; les activités des vedettes; les concours de beauté, de force, etc.; les faits drôles, bizarres ou touchants.

L'analyse des nouvelles rendra compte de 15 sphères d'activité distinctes car les sports et les loisirs, à cause de faibles taux de mention, sont groupés en une même sphère.

B. Les sphères d'activité dans les nouvelles

À la suite de la définition des sphères d'activité, l'analyse des données s'effectuera en trois étapes. Une première étape dégagera les sphères qui, dans l'ensemble des nouvelles canadiennes, apparaissent comme importantes ou négligeables; une deuxième étape cherchera à découvrir si les sphères dominantes sont les mêmes dans les nouvelles exclusivement canadiennes que dans les nouvelles canadiennes-étrangères; une dernière étape portera sur l'existence de liens entre les sphères d'activité et la mention d'ethnicité. L'analyse s'organisera autour des deux caractéristiques des émetteurs qui, d'après les hypothèses, sont susceptibles d'influer sur le contenu : la langue de diffusion et le statut de propriété.

1. L'ensemble des nouvelles canadiennes

À quels champs d'action les nouvelles rattachent-elles les événements qui concernent l'ensemble des Canadiens? Les émetteurs anglophones en donnent-ils une description différente de celle des émetteurs francophones? Y a-t-il des différences à cet égard entre les émetteurs publics et privés? Pour répondre à ces questions, on a réparti selon les sphères d'activité l'ensemble des nouvelles canadiennes de chaque émetteur et établi ensuite la comparaison entre les répartitions (tableau n° 23).

a. Répartition pour chaque émetteur

Radio-Canada. Les divers secteurs d'activité gouvernementale comptent pour près des trois cinquièmes des nouvelles de Radio-Canada. Deux de ces secteurs doivent être considérés comme importants : gouvernement-fonction publique (22 %) et industrie (13 %). Deux autres secteurs, ceux de la justice (9 %) et du travail (8 %) sont d'importance moindre. Enfin les secteurs du bien-être social et de l'éducation sont peu importants (3 %).

La politique de partis et les faits divers sont deux autres sphères dominantes, près d'un cinquième des nouvelles étant consacrées à la première et 10 % à la deuxième. Les accidents ou catastrophes prennent une certaine importance quantitative, 5 % des nouvelles ayant trait à cette sphère. Toutes les autres sphères n'ont qu'une importance minime : aucune n'obtient plus de 3 % des nouvelles et celle de l'éducation n'en obtient aucune.

CFTM. La moitié des nouvelles canadiennes de CFTM portent sur des sphères d'activité gouvernementale. La justice, le secteur gouvernement-fonction publique et l'industrie obtiennent respectivement 18, 14 et 10 % des nouvelles. Les nouvelles sur le travail ont moins d'importance (5 %); celles sur le bien-être social et l'éducation sont en proportion négligeable (1 et 2 %).

En dehors des activités gouvernementales, les sphères dominantes sont la politique de partis, les faits divers et, à un degré moindre, les accidents et catastrophes (14, 13 et 7 %). Peu de nouvelles portent sur l'industrie (secteur privé), sur le travail (secteur privé) ou sur les sciences-arts-lettres (5, 4 et 4 %). Enfin les nouvelles sur le secteur de l'éducation, sur la religion et sur les sports-loisirs sont en proportion négligeable (1 %).

CBC. Les deux tiers des nouvelles canadiennes de la CBC ont trait à des activités gouvernementales. Le secteur gouvernement-fonction publique et la justice sont deux sphères particulièrement importantes, recueillant respectivement 32 et 20 % des unités, alors que 9 % des nouvelles sont consacrées à l'industrie. Les trois autres secteurs d'activité gouvernementale, le bien-être social, le travail et l'éducation, sont peu importants (4, 2 et moins de 1 %).

La politique de partis fait l'objet de 13 % des nouvelles, et les faits divers, de 10 %; ces pourcentages en font deux sphères importantes. La proportion d'unités attribuées à chacune des autres sphères d'activité est minime.

CTV. Le CTV consacre les deux tiers de ses nouvelles canadiennes aux activités gouvernementales : 35 % de ses unités se rangent dans la catégorie gouvernement-fonction publique et 19 % dans celle de la justice. Quant aux activités gouvernementales dans les domaines de l'industrie, du bien-être social, du travail et de l'éducation, elles recueillent respectivement 5, 3, 2 et moins de 1 % des nouvelles.

On compte deux autres sphères importantes, soit la politique de partis et les faits divers (11 et 10 %). Les accidents ou

catastrophes et le secteur privé de l'industrie ont une importance moindre (5 et 4 %) quoique supérieure à celle des autres sphères d'activité.

b. Comparaison entre les émetteurs

Quel que soit l'émetteur, les quatre sphères d'activité les plus importantes sont toujours les suivantes : gouvernement-fonction publique, justice, politique de partis, faits divers. Tous les émetteurs consacrent au moins un dixième de leurs nouvelles canadiennes à chacune d'elles. Ces quatre sphères, à elles seules, comptent pour 75 % des nouvelles de la CBC et du CTV, 60 et 57 % de celles de Radio-Canada et de CFTM.

Rappelons que, pour les activités gouvernementales, la sphère gouvernement-fonction publique constitue une catégorie résiduelle, c'est-à-dire qu'elle inclut toutes celles qui ne correspondent pas à une catégorie déterminée. L'importance quantitative de cette sphère dans les nouvelles de tous les émetteurs limite donc quelque peu les possibilités d'interprétation. En effet, une proportion considérable de nouvelles canadiennes portent sur des activités gouvernementales sans plus préciser les domaines où cette activité s'exerce.

Deux autres sphères d'activité ont, pour tous les émetteurs, une importance moins grande que les quatre premières mais encore appréciable : gouvernement-industrie, et les accidents ou catastrophes. À la première de ces deux sphères, les émetteurs consacrent de 5 à 13 % de leurs nouvelles canadiennes et à la deuxième, de 4 à 7 %. Les autres sphères d'activité n'ont qu'une importance quantitative minime, sauf celle du gouvernement-travail pour Radio-Canada et CFTM (8 et 5 %) et celle de l'industrie (secteur privé) pour CFTM (5 %).

Apparaissent comme révélateurs non seulement les aspects de la réalité qui sont présents dans les nouvelles mais aussi ceux qui en sont absents. Certes, on ne s'étonne pas de la rareté des nouvelles sur les sports, ceux-ci faisant l'objet de bulletins spéciaux. Mais il est intéressant de souligner que les quatre émetteurs n'accordent que fort peu d'importance à l'éducation, au bien-être social, au travail. Dans chacun de ces secteurs, pourtant, se posent des problèmes d'organisation sociale particulièrement urgents qui ont motivé l'établissement de catégories spéciales. De même, certaines composantes de la vie culturelle reçoivent fort peu d'attention : la religion, les sciences, les arts, les lettres et les loisirs. Enfin, on ne peut passer sous silence qu'il y a fort peu de nouvelles sur le secteur privé de l'industrie, du commerce et de la finance.

Que le « social » et la culture soient absents des bulletins de nouvelles confirme sûrement l'inexistence de certaines formes de pouvoir dans la société canadienne. Mais que le secteur privé de l'économie prenne peu d'importance dans les informations, voilà qui laisse perplexe. Il semble difficile de nier l'influence du secteur de l'économie sur l'organisation de la société. Et pourtant, du moins à la télévision, pour que le public obtienne un certain nombre d'information sur l'économie, il faut que le gouvernement y soit mêlé.

Faut-il penser que le secteur privé de l'économie est assez puissant pour réussir à cacher son fonctionnement et ainsi se mettre à l'abri de tout commentaire et probablement de toute critique?

Cela dit, l'analyse subséquente de l'ensemble des nouvelles canadiennes se fera en fonction des six sphères quantitativement les plus importantes. Si ces sphères sont les mêmes pour tous les émetteurs, leur importance relative, par contre, varie de l'un à l'autre, exception faite pour les faits divers et les accidents.

Les nouvelles canadiennes des réseaux anglophones se répartissent de façon presque identique selon les sphères d'activité. Tous deux sont caractérisés par une très forte proportion de nouvelles sur la sphère gouvernement-fonction publique et sur la justice. On ne remarque qu'une différence statistiquement significative entre la CBC et le CTV : elle concerne la sphère gouvernement-industrie, qui, à la CBC, obtient un taux de mention supérieur.

Par contre, les deux sources francophones ne consacrent pas les mêmes proportions de nouvelles à trois des sphères les plus importantes. En effet, Radio-Canada insiste plus que CFTM sur la sphère gouvernement-fonction publique et sur la politique de partis, mais moins sur la justice.

Comment les émetteurs francophones se comparent-ils aux émetteurs anglophones? L'hétérogénéité des émetteurs francophones force à les prendre séparément pour établir la comparaison.

Comparativement aux nouvelles des réseaux anglophones, celles de Radio-Canada portent plus souvent sur la politique de partis, sur les activités gouvernementales dans les domaines de l'industrie et du travail, mais moins souvent sur la sphère gouvernement-fonction publique et sur la justice. Il y a donc des différences pour cinq sphères d'activité. Ces différences sont d'autant plus significatives que toutes les autres sphères sauf deux (faits divers et accidents) sont quantitativement peu importantes, tant pour Radio-Canada que pour les réseaux anglophones.

Comparativement aux réseaux anglais, CFTM présente des nouvelles en proportion égale sur la justice et sur la politique de partis, en plus grande proportion sur la sphère gouvernement-travail et en moins grande proportion sur la sphère gouvernement-fonction publique. Les activités gouvernementales dans le domaine de l'industrie sont relativement aussi nombreuses à CFTM qu'à la CBC mais plus nombreuses qu'au CTV.

CFTM, qui a autant de points de ressemblance avec les réseaux anglophones qu'avec Radio-Canada, s'apparente plus aux réseaux anglophones que ne s'y apparente Radio-Canada. En ce qui concerne les sphères d'activité, CFTM se trouve à mi-chemin entre Radio-Canada, d'une part, et les réseaux anglophones, d'autre part.

Existe-t-il des liens entre les caractéristiques des sources de diffusion et le taux de mention des sphères d'activité? Pour ce qui est

du statut privé ou d'État de l'émetteur, il est impossible d'en déceler. Par contre, les taux de mention des sphères d'activité semblent reliés à la langue de diffusion. Il convient toutefois de nuancer cette affirmation. D'une part, en effet, chez les émetteurs de langue anglaise, les répartitions des nouvelles selon le secteur sont remarquablement semblables. D'autre part, les émetteurs francophones diffèrent quant aux proportions de nouvelles qu'ils consacrent à trois des sphères dites importantes. Il ne semble pas que l'on puisse attribuer ces différences entre Radio-Canada et CFTM au caractère local de ce dernier car, pour trois autres des sphères dites importantes, les proportions de CFTM se rapprochent de celles de la CBC et du CTV, qui sont des réseaux nationaux et non des postes locaux. Par suite des différences constatées entre les deux émetteurs francophones et des ressemblances entre CFTM et les émetteurs anglophones, on ne peut pas affirmer que le degré d'intérêt aux sphères d'activité soit fortement lié à la langue de diffusion.

Dans l'ensemble des nouvelles canadiennes, les quatre émetteurs accordent la priorité aux sphères suivantes : gouvernement-fonction publique, justice, politique de partis et faits divers, et tous accordent aussi quelque importance à la sphère gouvernement-industrie ainsi qu'aux accidents. Toujours à la télévision, les domaines d'activité mis en évidence dans les nouvelles canadiennes se retrouvent-ils dans les nouvelles canadiennes-étrangères? En d'autres mots, comment les sphères d'activité se répartissent-elles dans les nouvelles canadiennes et dans les nouvelles canadiennes-étrangères?

2. Nouvelles canadiennes et canadiennes-étrangères

La description des nouvelles canadiennes et canadiennes-étrangères fera ressortir les sphères que les émetteurs présentent comme des domaines d'activité privilégiés, c'est-à-dire les sphères les plus importantes quantitativement (tableau n° 24). Pour assurer une certaine uniformité, nous établissons à 10 % la proportion des nouvelles qu'une sphère d'activité doit recueillir pour être considérée comme importante. Cette norme permettra de dire, en une synthèse, que tel pourcentage d'un sous-groupe de nouvelles portait sur trois, quatre ou cinq sphères quantitativement importantes.

a. Répartition pour chaque émetteur

Radio-Canada. D'après les nouvelles de Radio-Canada, les Canadiens concentrent leurs activités sur la politique de partis (21 %), sur la sphère gouvernement-fonction publique (16 %), sur les activités gouvernementales dans le domaine de l'industrie (14 %) et du travail (10 %), sur la justice (10 %) et les faits divers (10 %). Ces six sphères d'activité groupent 81 % des unités de nouvelles.

Les nouvelles canadiennes-étrangères sont réparties plus inégalement, les deux tiers portant sur trois sphères : gouvernement-fonction publique, politique de partis et faits divers (44, 12 et 11 %). À remarquer que la première de ces sphères est de beaucoup la plus importante quantitativement.

Exception faite d'une proportion égale de nouvelles sur les faits divers, les deux répartitions sont donc assez différentes. Les Canadiens entre eux s'intéressent plus à la politique de partis, à la justice et aux activités gouvernementales dans les domaines de l'industrie et du travail, moins à la religion³ et surtout moins à la sphère gouvernement-fonction publique, que ne s'y intéressent les Canadiens en interaction avec les étrangers.

CFTM. Les Canadiens, dans les deux tiers des nouvelles qui leur sont consacrées, oeuvrent dans l'une des cinq sphères suivantes : justice (19 %), politique de partis (15 %), faits divers (13 %), gouvernement-industrie (10 %), gouvernement-fonction publique (9 %).

D'autre part, 80 % des activités communes aux Canadiens et aux étrangers sont reliées à la sphère gouvernement-fonction publique (36 %), à la justice (14 %), à la politique de partis (11 %), aux faits divers (10 %) et aux sciences-arts-lettres (10 %). On peut mentionner aussi la sphère gouvernement-industrie (9 %).

La justice, la politique de partis, les faits divers et la sphère gouvernement-industrie prennent autant d'importance dans les activités propres aux Canadiens que dans celles communes aux Canadiens et aux étrangers. Les accidents en prennent plus dans les premières que dans les secondes, alors que les sciences-arts-lettres et surtout la sphère gouvernement-fonction publique en prennent moins.

Il est intéressant de noter que les nouvelles canadiennes portent plus souvent sur la sphère gouvernement-travail et sur le secteur privé de l'industrie que les nouvelles canadiennes-étrangères (6 % contre 0 % et 6 % contre 1 %), mais moins souvent sur la religion (0 % contre 5 %), quoique ces sphères soient quantitativement peu importantes.

CBC. Dans quatre nouvelles sur cinq, les Canadiens agissent dans l'un des cinq champs suivants : justice (24 %), gouvernement-fonction publique (22 %), politique de partis (16 %), faits divers (10 %), gouvernement-industrie (10 %).

Les nouvelles canadiennes-étrangères comprennent une proportion très élevée d'unités relatives à la sphère gouvernement-fonction publique (56 %). Une seule autre sphère a une certaine importance quantitative : la justice (12 %).

Comparées aux activités communes aux Canadiens et aux étrangers, les activités propres aux Canadiens sont plus associées à la justice, à la politique de partis et au bien-être social mais beaucoup moins au domaine gouvernement-fonction publique.

CTV. Quatre sphères d'activité se partagent 70 % des nouvelles canadiennes : gouvernement-fonction publique (25 %), justice (21 %), politique de partis (15 %) et faits divers (9 %).

La répartition des nouvelles canadiennes-étrangères est plus inégale, trois sphères groupant 85 % des unités : gouvernement-fonction publique, justice et faits divers (57, 16 et 12 %).

La politique de partis et les accidents prennent plus d'importance pour les Canadiens que pour les Canadiens et les étrangers; par ailleurs, la sphère gouvernement-fonction publique prend moins d'importance.

b. Comparaison entre les émetteurs

Dans les nouvelles exclusivement canadiennes de tous les émetteurs, cinq champs d'action prédominent : gouvernement-fonction publique, gouvernement-industrie (sauf pour le CTV), justice, politique de partis et faits divers. Dans celles de Radio-Canada, il faut en ajouter un sixième : les activités gouvernementales dans le domaine du travail.

Dans les nouvelles canadiennes-étrangères, les émetteurs mettent en relief trois sphères d'activité : gouvernement-fonction publique, justice (sauf pour Radio-Canada) et faits divers (sauf pour la CBC); les émetteurs francophones mettent aussi en relief la politique de partis; CFTM ajoute les sciences-arts-lettres.

Les trois sphères qui, dans les nouvelles télévisées, caractérisent les actions conjointes des Canadiens et des étrangers, caractérisent aussi les actions propres aux Canadiens. Une autre sphère, la politique de partis, est dominante dans les nouvelles canadiennes et canadiennes-étrangères des émetteurs francophones, mais ne l'est que dans les nouvelles canadiennes des émetteurs anglophones. Il y a une sphère qui, d'après tous les émetteurs, ne caractérise que les activités propres aux Canadiens : c'est celle des activités gouvernementales dans le domaine de l'industrie.

La sphère gouvernement-fonction publique, une des trois sphères prépondérantes dans les nouvelles canadiennes-étrangères, prend encore plus d'importance dans les nouvelles canadiennes. Rappelons que cette sphère inclut, entre autres domaines, les relations diplomatiques, la participation aux guerres et traités, et tous les faits de politique extérieure canadienne non compris dans les autres catégories d'activité gouvernementale.

On a noté que, dans l'ensemble des nouvelles canadiennes, certains aspects de la vie culturelle et de l'organisation sociale sont presque complètement absents; il convient maintenant de nuancer cette affirmation. Il arrive, en effet, qu'un ou deux émetteurs accordent, dans les nouvelles canadiennes ou canadiennes-étrangères, quelque importance quantitative (soit au moins 5 %, mais au plus 10 %) à l'un ou l'autre de ces aspects de la vie sociale. Ainsi, les deux émetteurs francophones font, dans leurs nouvelles canadiennes, une certaine part aux activités gouvernementales relatives au travail (10 et 6 %) et, dans leurs nouvelles canadiennes-étrangères, à la religion (8 et 5 %). En outre, CFTM consacre une partie de ses nouvelles canadiennes-étrangères aux sciences-arts-lettres (10 %), et la CBC, une partie de ses nouvelles canadiennes au bien-être social (5 %). On voit donc apparaître, dans les nouvelles canadiennes, un certain intérêt à des questions sociales et, dans les nouvelles canadiennes-étrangères, à des questions culturelles. Ce sont surtout les

émetteurs francophones qui apportent ces éléments. Il faut souligner, par ailleurs, l'absence d'éléments culturels dans les nouvelles canadiennes.

Les quatre émetteurs décrivent d'une manière semblable, d'une part, les activités propres aux Canadiens et, d'autre part, les activités communes aux Canadiens et aux étrangers. Les émetteurs ont caractérisé les activités des Canadiens par une prédominance des sphères suivantes : gouvernement-fonction publique, justice, faits divers, politique de partis et gouvernement-industrie. Ils ont caractérisé les activités conjointes des Canadiens et des étrangers par une prédominance des trois premières sphères mentionnées ci-dessus, plus particulièrement de la première. Il y a bien sûr des différences entre ces deux sous-groupes de nouvelles, et quelques-unes sont attribuables à la langue de diffusion : ainsi, il n'y a que les émetteurs francophones qui ont associé la politique de partis et la religion aux nouvelles canadiennes-étrangères et le secteur gouvernement-travail aux nouvelles canadiennes; ces deux dernières différences sont toutefois mineures.

Il faut conclure que la langue de diffusion introduit peu de variations dans les sphères d'activité caractéristiques des nouvelles canadiennes et des nouvelles canadiennes-étrangères. Quant au statut de propriété, il n'explique aucune des différences.

L'analyse des nouvelles canadiennes et canadiennes-étrangères n'a été conçue qu'en préparation de l'analyse des nouvelles consacrées à tel ou tel groupe ethnique. Comme elle conclut à des différences entre les sphères caractéristiques, d'une part, des activités des Canadiens et, d'autre part, des activités conjointes des Canadiens et des étrangers, c'est à l'intérieur de chacun de ces deux sous-groupes de nouvelles qu'il faudra tenir compte de l'appartenance ethnique des Canadiens.

Les sphères d'activité sont perçues comme une composante des images ethniques que véhiculent les nouvelles. Si une certaine proportion de nouvelles portent sur une sphère donnée, cette activité devient une caractéristique du groupe. Inversement, si les nouvelles portent rarement sur certaines sphères d'activité, le groupe ethnique se trouve défini comme absent de ces sphères ou comme n'y jouant pas un rôle important. La représentation d'un groupe, telle qu'elle se dégage des nouvelles, pourrait alors s'exprimer ainsi : il est caractéristique de ce groupe d'être plus souvent à l'oeuvre dans tels secteurs d'activité que dans tels autres. Cette perspective implique que l'attention se porte sur les sphères les plus importantes quantitativement, c'est-à-dire celles qui obtiennent un taux de mention d'au moins 10 %.

3. Les sous-groupes de nouvelles canadiennes

Analyser les relations entre les sphères d'activité et la mention d'ethnicité amène à faire ressortir les domaines privilégiés de l'activité des Canadiens français et des Canadiens anglais, d'abord

lorsqu'ils oeuvrent séparément et ensuite lorsqu'ils oeuvrent conjointement. Cette étape se termine par l'analyse des sphères d'activité caractéristiques des Canadiens dont l'ethnicité est inconnue du téléspectateur.

a. Canadiens français, Canadiens anglais

Répartition pour chaque émetteur

Radio-Canada (tableau n° 25). Cinq sphères d'activité regroupent les quatre cinquièmes des nouvelles consacrées aux Canadiens français : la politique de partis (26 %), les activités gouvernementales dans les domaines de l'industrie (17 %) et du travail (14 %), la justice (13 %) et les faits divers (11 %).

Cinq sphères caractérisent les activités des Canadiens anglais dans 80 % des nouvelles qui leur sont attribuées. Quatre d'entre elles sont identiques à celles des Canadiens français : politique de partis (16 %), gouvernement-industrie (15 %), justice (12 %) et faits divers (9 %). La sphère gouvernement-fonction publique (27 %) se substitue aux activités gouvernementales relatives au travail.

CFTM (tableau n° 26). Les quatre cinquièmes des nouvelles sur les Canadiens anglais sont consacrées aux domaines suivants : politique de partis (23 %), gouvernement-fonction publique (21 %), industrie privée (14 %), justice (11 %) et gouvernement-industrie (11 %).

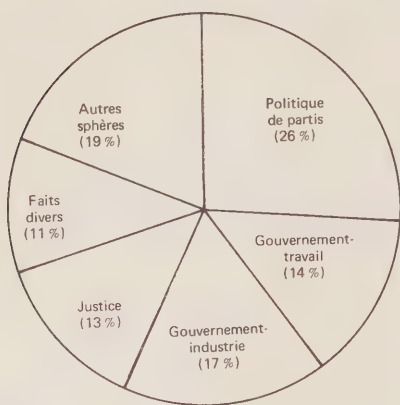
Les nouvelles sur les Canadiens français sont réparties plus également entre les diverses sphères d'activité. Seulement trois obtiennent un taux de plus de 10 % : la justice, la politique de partis et les faits divers (23, 16 et 13 %). Elles ne comptent que pour 52 % des nouvelles consacrées au groupe français. Si l'on y ajoute les activités gouvernementales dans les domaines de l'industrie et du travail (9 et 8 %), on peut rendre compte de 69 % des nouvelles.

En comparant les activités des deux groupes ethniques, on constate que celles du groupe anglais se trouvent plus souvent reliées à la sphère gouvernement-fonction publique et à l'industrie privée alors que celles du groupe français le sont plus souvent à la sphère gouvernement-travail, à la justice et aux faits divers.

CBC (tableau n° 27). Les Canadiens français concentrent leurs activités à l'intérieur de trois sphères : justice, politique de partis, gouvernement-fonction publique (54, 15 et 11 %). La première est de loin la plus importante : d'après la CBC, les Canadiens français consacrent plus de la moitié de leurs activités à tout ce qui concerne la justice.

Les Canadiens anglais ont un plus large éventail d'activités. Cinq sphères, réunissant 84 % des nouvelles, obtiennent un taux de mention d'au moins 10 % : gouvernement-fonction publique (26 %), politique de partis (20 %), justice (18 %), gouvernement-industrie (10 %) et faits divers (10 %).

Graphique 3 Répartition des nouvelles de chaque émetteur selon la sphère d'activité



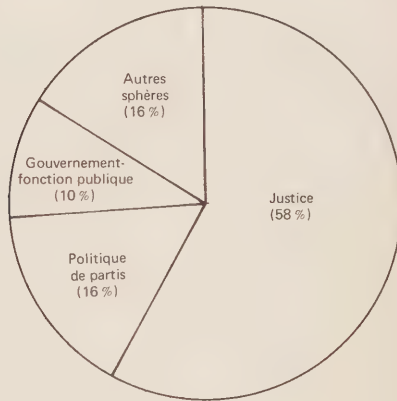
Radio-Canada



CFTM



CBC



CTV

Il y a donc trois sphères : politique de partis, justice et gouvernement-fonction publique, qui caractérisent à la fois les activités des Canadiens français et celles des Canadiens anglais. La justice, déjà importante, proportionnellement, dans les activités des Canadiens anglais, l'est beaucoup plus dans celles des Canadiens français. Par ailleurs, plus d'activités des Canadiens anglais que des Canadiens français sont du ressort de la sphère gouvernement-fonction publique.

CTV (tableau n° 28). Les trois cinquièmes des nouvelles sur les Canadiens français sont consacrées à la justice. La politique de partis et le secteur gouvernement-fonction publique sont aussi quantitativement importants, quoique beaucoup moins que la justice (16 et 10 %). À elles seules, ces trois catégories réunissent 84 % des nouvelles.

Ensemble, les quatre catégories suivantes — gouvernement-fonction publique (27 %), justice (16 %), politique de partis (16 %) et faits divers (13 %) — forment 72 % des nouvelles sur les Canadiens anglais.

Les activités des Canadiens anglais, plus que celles des Canadiens français, se classent parmi les faits divers et parmi les activités relatives au secteur gouvernement-fonction publique. Quant aux activités des Canadiens français, elles sont concentrées à l'intérieur de la justice dans une proportion trois fois plus grande que celles des Canadiens anglais.

Comparaison entre les émetteurs

Quelle image les émetteurs reflètent-ils des Canadiens français en ce qui concerne les domaines de leurs activités? L'image se ressemble-t-elle d'un émetteur à un autre ou varie-t-elle en fonction du statut de propriété et de la langue de diffusion?

D'après les émetteurs francophones, les activités des Canadiens français (graphique n° 3) ressortissent aux cinq sphères suivantes : politique de partis, justice, activités gouvernementales dans les domaines de l'industrie et du travail, et faits divers. Toutefois, les deux émetteurs diffèrent quant au degré d'importance de quatre d'entre elles : Radio-Canada insiste davantage sur l'industrie, le travail et la politique de partis; CFTM, sur la justice.

Dans la description des Canadiens français, les réseaux anglophones soulignent d'abord et avant tout les activités relatives à la justice tout en mentionnant aussi une certaine participation à la politique de partis et au secteur gouvernement-fonction publique.

Les images que présentent les deux émetteurs de même langue se ressemblent. À la CBC et au CTV, les taux de mention des sphères d'activité sont à peu près identiques. Entre Radio-Canada et CFTM, il y a des différences non quant au choix des champs d'action privilégiés mais quant à leur importance relative.

On note plusieurs différences entre les images que diffusent les émetteurs anglophones et celles provenant des émetteurs francophones. En voici le relevé par ordre d'importance :

- 1) Le taux de mention du secteur gouvernement-fonction publique ne diffère guère selon la langue de diffusion. Toutefois, cette sphère se situe quantitativement au sixième rang dans les nouvelles des émetteurs francophones et au troisième rang dans celles des émetteurs anglophones. De ce fait, et malgré le peu de différence entre les taux de mention, les émetteurs anglophones la mettent plus en évidence que les émetteurs francophones.
- 2) Les émetteurs anglophones relèvent moins les activités gouvernementales dans le domaine de l'industrie que ne le font les émetteurs francophones et surtout Radio-Canada.
- 3) Les réseaux anglophones, contrairement aux émetteurs francophones, ne mentionnent jamais le secteur gouvernement-travail et racontent très peu de faits divers.
- 4) La différence la plus marquante entre émetteurs francophones et anglophones reste sans contredit une insistance fort inégale sur la justice. CFMT la met plus en évidence que Radio-Canada mais beaucoup moins que les deux réseaux anglophones. Ces derniers, en effet, consacrent à la justice et aux activités illégales plus de la moitié de leurs nouvelles sur les Canadiens français.

Ces observations ne nous permettent pas de douter que la langue de diffusion établit une ligne de démarcation entre les émetteurs. Par ailleurs, il ne semble pas y avoir de relation entre le statut de propriété du diffuseur et l'image qu'il a présentée des Canadiens français, car les quelques différences qui existent entre Radio-Canada et CFMT ne se retrouvent pas entre la CBC et le CTV.

Synthétisons l'image des Canadiens français telle qu'elle se reflète dans les sphères d'activité (graphique n° 4). Les émetteurs anglophones présentent une image caractérisée par une prépondérance des activités illégales et de l'administration de la justice, par une certaine insistance sur la politique de partis et, à un moindre degré, sur le secteur gouvernement-fonction publique. Les émetteurs francophones mettent aussi un certain accent sur ces trois sphères, bien qu'ils ne considèrent pas la sphère gouvernement-fonction publique comme importante et qu'ils insistent beaucoup moins sur la justice. Ils soulignent les faits divers de même que les activités gouvernementales dans les domaines de l'industrie et du travail. Les émetteurs francophones proposent donc une image plus diversifiée que ne le font les émetteurs anglophones.

Passons maintenant à l'image des Canadiens anglais (graphique n° 5). Quelles sphères d'activité la caractérisent? Quelles sont les variations d'un émetteur à l'autre?

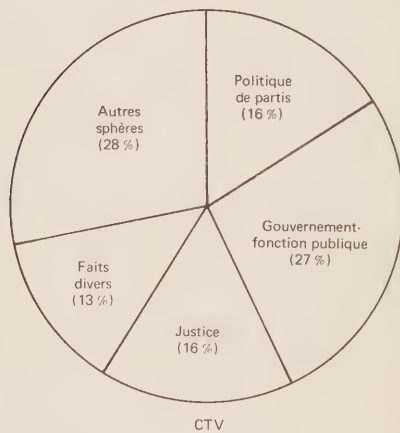
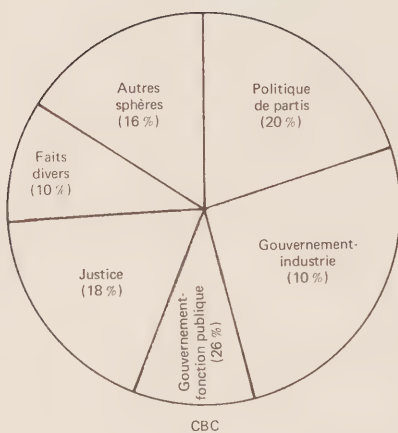
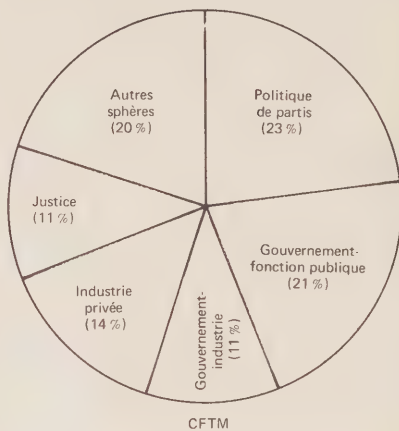
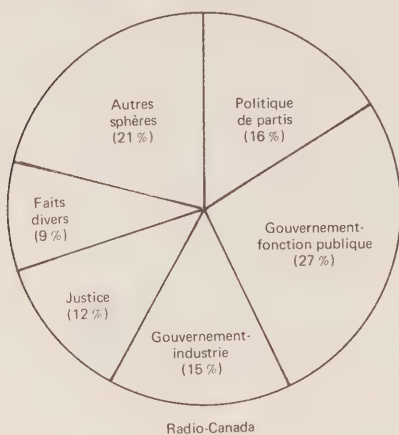
Les deux réseaux anglophones donnent à peu près le même tableau des activités de leur groupe ethnique, tableau qui se compose surtout des sphères suivantes : gouvernement-fonction publique, politique de partis, justice et faits divers. La CBC ajoute à son tableau les activités gouvernementales relatives à l'industrie.

Graphique 4 Sphères d'activité que les émetteurs considèrent comme importantes chez les Canadiens français et chez les Canadiens anglais

Justice	Politique de partis	Gouvernement-fonction publique	Gouvernement-industrie	Gouvernement-travail	Faits divers
Radio-Canada CFTM, CBC, CTV		CBC, CTV	Radio-Canada CFTM		

Gouvernement-fonction publique	Politique de partis	Justice	Gouvernement-industrie	Faits divers	Industrie privée
Radio-Canada CFTM, CBC, CTV			Radio-Canada CFTM, CBC	Radio-Canada CBC, CTV	CFTM

Graphique 5 Taux de mention des sphères d'activité que chaque émetteur considère comme importantes chez les Canadiens anglais



Les émetteurs francophones se servent de trois des sphères que retiennent les émetteurs anglophones, soit politique de partis, justice et gouvernement-fonction publique; ils se servent aussi de celle qu'ajoute la CBC : gouvernement-industrie. Toujours comparativement aux émetteurs anglophones, Radio-Canada a autant de faits divers alors que CFTM en a moins; en outre, CFTM présente plus de nouvelles sur le secteur privé de l'industrie.

Tous les émetteurs présentent les Canadiens anglais comme agissant surtout dans les domaines gouvernement-fonction publique, politique de partis et justice. Exception faite du CTV, tous mettent aussi en évidence la sphère gouvernement-industrie et tous, sauf CFTM, mettent un certain accent sur les faits divers, CFTM étant le seul émetteur à considérer l'industrie privée comme importante.

Si la langue de diffusion est liée à l'image des Canadiens français, elle ne semble pas être liée à l'image des Canadiens anglais. Certes les nouvelles de CFTM et des réseaux anglophones sur les Canadiens anglais comportent des différences : les premières comportent une insistance plus grande sur le secteur privé de l'industrie et moins grande sur les faits divers. Toutefois, trois des sphères quantitativement les plus importantes dans les nouvelles de la CBC et du CTV sont les mêmes dans les nouvelles de CFTM. L'image des Canadiens anglais diffusée par CFTM n'est donc pas radicalement différente de celle diffusée par les émetteurs anglophones. De plus, les différences qui existent ne sauraient être attribuées à la langue de diffusion puisqu'elles ne se retrouvent pas dans les nouvelles de l'autre émetteur francophone.

L'image des Canadiens anglais ne paraît pas non plus reliée au statut de propriété des émetteurs. Les trois réseaux distribuent leurs nouvelles de façon très semblable et CFTM s'oppose aussi bien au réseau privé de langue anglaise qu'aux deux réseaux d'État. Les différences relatives à CFTM s'expliqueraient peut-être par son caractère local, mais non par son statut de propriété privée.

Les émetteurs de langues différentes décrivent d'une manière semblable les activités des Canadiens anglais, alors qu'une telle similitude n'existe pas lorsqu'ils décrivent les activités des Canadiens français.

Les émetteurs de même langue décrivent leur propre groupe ethnique à peu près dans les mêmes termes : gouvernement-fonction publique, gouvernement-industrie, justice, politique de partis, faits divers. Les émetteurs francophones ajoutent la participation des Canadiens français au secteur gouvernement-travail. Certes, la représentation que les émetteurs donnent de leur propre groupe ethnique ne saurait constituer un critère d'objectivité. Mais si la description d'un groupe comprend un éventail plus large d'activités, on peut en tirer sinon un indice d'attitude objective du moins un indice d'attitude positive. En ce sens, le fait que les émetteurs francophones et anglophones représentent les Canadiens anglais à peu près de la même

façon pourrait signifier que les premiers ont, à l'égard des Canadiens anglais, une attitude aussi positive que les seconds. On ne saurait en dire autant de l'attitude que les émetteurs de langues différentes ont à l'égard des Canadiens français. Dans leur représentation des Canadiens français, les émetteurs anglophones accordent une importance démesurée à la justice, en même temps qu'une minime attention aux faits divers et aux activités gouvernementales dans les domaines de l'industrie et du travail. Ces traits découleraient peut-être d'une attitude négative que révèle un manque d'intérêt pour les réalisations plus valables alors que les émetteurs francophones réussissent, dans une certaine mesure, à les mettre en évidence.

Est-il juste de monter d'un cran dans les sources des nouvelles et de parler d'un traitement différentiel de la part des agences de presse à l'égard des deux groupes ethniques? Il faudrait alors que les agences de presse soient la seule source de nouvelles canadiennes-françaises qu'utilisent les émetteurs anglophones tandis que les émetteurs francophones utiliseraient, comme source complémentaire, les reportages de leurs propres journalistes*.

b. Canadiens français associés aux Canadiens anglais

Un certain nombre de nouvelles font mention à la fois de Canadiens français et de Canadiens anglais. Sur quelles sphères portent ces nouvelles? En d'autres termes, quels sont les champs d'action où se rencontrent les deux groupes ethniques?

Répartition pour chaque émetteur

Radio-Canada. Le tiers des rencontres entre Canadiens français et Canadiens anglais ont lieu dans le secteur gouvernement-fonction publique et un autre tiers touche la politique de partis. Il faut aussi mentionner les activités gouvernementales dans le domaine de l'industrie (9 %). Ces trois sphères comptent donc pour 72 % des nouvelles françaises-anglaises.

CFTM. La justice est l'occasion première de rencontres entre Canadiens français et Canadiens anglais (28 %). Viennent ensuite le domaine gouvernement-fonction publique, la politique de partis et les faits divers (15, 16 et 10 %). Ces quatre sphères d'activité comptent pour 69 % des nouvelles françaises-anglaises.

CBC. Les quatre cinquièmes des nouvelles avec mention de Canadiens français et de Canadiens anglais sont concentrées sur trois sphères d'activité : justice, politique de partis et gouvernement-fonction publique (29, 25 et 25 %).

CTV. Deux catégories groupent, à elles seules, les trois quarts des nouvelles où Canadiens français et Canadiens anglais agissent conjointement. La sphère gouvernement-fonction publique fait l'objet de 49 % de ces nouvelles et la politique de partis, de 26 %.

* Ces hypothèses sont reprises au chapitre IX.

Comparaison entre les émetteurs

Deux sphères d'activité — gouvernement-fonction publique et politique de partis — sont mentionnées par tous les émetteurs comme points de rencontre entre Canadiens français et Canadiens anglais. D'après l'un ou l'autre des émetteurs, trois sphères — justice, gouvernement-industrie et faits divers — sont également des points de rencontre : la première d'après CFTM et la CBC, la deuxième d'après Radio-Canada et la troisième d'après CFTM.

De ces points de rencontre entre Canadiens français et Canadiens anglais, il semble qu'il faille surtout retenir les ressemblances. Quant aux quelques différences, elles ne pourraient s'expliquer ni par le statut de propriété ni par la langue de diffusion des émetteurs.

c. Canadiens sans mention d'ethnicité

Un certain nombre de nouvelles portent sur des Canadiens mais ne fournissent pas d'indication sur leur appartenance ethnique. Comment se répartissent-elles selon les sphères d'activité?

Comparativement aux nouvelles avec mention d'ethnicité, les nouvelles sans mention d'ethnicité se répartissent de façon plus égale entre les diverses catégories. Aucune de ces dernières ne reçoit plus du cinquième des nouvelles sans mention d'ethnicité, alors qu'il arrive qu'une seule remporte plus de la moitié des nouvelles avec mention d'ethnicité. En outre, en ne considérant que les taux de mention supérieurs à 10 %, on tient compte d'au plus 66 % des nouvelles, exception faite du CTV (76 %).

Compte tenu des conditions requises pour obtenir des différences significatives, on constate que tous les émetteurs insistent également sur les accidents (de 14 à 21 %), sur le secteur gouvernement-industrie (de 9 à 18 %) et gouvernement-fonction publique (de 10 à 20 %), et sur les faits divers (de 7 à 20 %). Radio-Canada a, en outre, une proportion assez élevée de nouvelles sur le secteur privé du travail (11 %) et le CTV, sur la justice (15 %) et sur le secteur privé de l'industrie (11 %). On peut donc dire que les sphères d'activité des nouvelles sans mention d'ethnicité ne varient guère d'un émetteur à un autre.

Comment les nouvelles sans mention d'ethnicité se distinguent-elles des nouvelles avec mention d'ethnicité? Les accidents ou catastrophes, sans importance quantitative dans les nouvelles sur les Canadiens français et sur les Canadiens anglais, pris séparément ou conjointement, deviennent une des sphères dominantes dans les nouvelles sans mention d'ethnicité. Le phénomène inverse se produit pour deux catégories : la politique de partis, toujours importante dans les nouvelles avec mention d'ethnicité, n'est pas mise en relief dans les nouvelles qui ne mentionnent pas de groupes ethniques; la justice, qui obtient au moins un 10 % de mention dans les nouvelles canadiennes-françaises et les nouvelles canadiennes-anglaises de tous les émetteurs, ainsi que dans les nouvelles françaises-anglaises de deux des émetteurs, n'a que peu d'importance quantitative dans les

nouvelles sans mention d'ethnicité (sauf pour le CTV). Entre les nouvelles avec et sans mention d'ethnicité, les proportions accordées aux accidents, à la politique de partis et à la justice ne sont pas toujours significativement différentes mais, chez tous les émetteurs, les tendances vont dans le même sens.

4. Les sous-groupes de nouvelles canadiennes-étrangères

Quel est le lien entre les sphères d'activité et la mention d'ethnicité dans les nouvelles où des Canadiens sont à l'oeuvre, non pas seuls, mais associés à des citoyens d'autres pays?

a. Canadiens français, Canadiens anglais

Les nouvelles avec mention de Canadiens anglais sont, chez tous les émetteurs, en nombre suffisant pour permettre l'analyse statistique; il est donc possible de les comparer en fonction de la langue de diffusion. Par contre, seuls les émetteurs francophones ont un nombre suffisant de nouvelles avec mention de Canadiens français. En conséquence, les émetteurs francophones sont les seuls à permettre la comparaison entre les nouvelles avec mention de Canadiens français et les nouvelles avec mention de Canadiens anglais.

Répartition pour chaque émetteur

Radio-Canada. Cinq sphères d'activité constituent les principaux points de rencontre des Canadiens français et des étrangers. Ce sont les suivantes : religion (19 %), gouvernement-fonction publique (17 %), faits divers (17 %), politique de partis (14 %) et gouvernement-industrie (10 %).

Trois de ces sphères sont aussi les principaux points de rencontre entre Canadiens anglais et étrangers : les deux tiers des nouvelles relèvent de la sphère gouvernement-fonction publique, 16 % appartiennent à la politique de partis et 9 % à la sphère gouvernement-industrie.

CFTM. Dans les quatre cinquièmes des nouvelles où Canadiens français et étrangers agissent conjointement, leurs activités ont trait à l'une des cinq sphères suivantes : gouvernement-fonction publique (25 %), justice (21 %), politique de partis (11 %), religion (11 %) et faits divers (11 %).

Deux sphères d'activité groupent 80 % des rencontres entre Canadiens anglais et étrangers : le gouvernement-fonction publique et la politique de partis (56 et 24 %).

CBC et CTV. Les activités des Canadiens anglais et des étrangers se groupent autour de deux pôles : gouvernement-fonction publique (63 et 68 %) et politique de partis (11 et 8 %).

Comparaisons entre les émetteurs

L'image des rencontres entre Canadiens anglais et étrangers est donc à peu près la même pour tous les émetteurs, c'est-à-dire qu'elle est caractérisée par la prépondérance de deux sphères d'activité, gouvernement-fonction publique et politique de partis.

Radio-Canada et CFTM donnent des activités conjointes des Canadiens français et des étrangers une image beaucoup plus diversifiée. Leurs points de rencontre tiennent non seulement aux sphères gouvernement-fonction publique et politique de partis, mais aussi à la religion, aux faits divers, aux activités gouvernementales dans le domaine de l'industrie et, dans le cas de CFTM, à la justice.

b. Canadiens sans mention d'ethnicité

Les sphères d'activité mises en évidence dans les nouvelles canadiennes-étrangères sans mention d'ethnicité sont-elles les mêmes pour tous les émetteurs?

Les trois réseaux consacrent plus de la moitié de leurs nouvelles au secteur gouvernement-fonction publique (de 56 à 64 %). La proportion est moins élevée dans la répartition des nouvelles de CFTM (37 %), où cette catégorie reste toutefois la plus importante quantitativement. Une autre sur laquelle tous les émetteurs insistent quelque peu est celle des faits divers : tous lui accordent environ un dixième de leurs unités.

De plus, à l'un ou l'autre des émetteurs, quelques autres catégories obtiennent un taux de mention d'au moins 10 % : à Radio-Canada, ce sont les accidents (11 %) ; à CFTM, la sphère gouvernement-industrie (14 %) et les sciences-arts-lettres (21 %) ; au CTV, la justice (17 %).

Quel que soit l'émetteur, dans les cas où la comparaison est possible, les nouvelles sans mention d'ethnicité ne diffèrent guère des nouvelles avec mention d'ethnicité. Notons toutefois que le nombre restreint d'unités canadiennes-étrangères — avec ou sans mention d'ethnicité — limite beaucoup la portée de ces observations.

Pour terminer l'analyse des sous-groupes de nouvelles canadiennes et canadiennes-étrangères, il reste à souligner que certains secteurs, d'ordre social ou culturel, obtiennent un taux de mention supérieur à 10 % dans les nouvelles de certains groupes ethniques. Les émetteurs francophones renseignent leur public sur la participation des Canadiens français au secteur gouvernement-travail et sur les rencontres entre Canadiens français et étrangers dans le domaine de la religion⁴. À CFTM, le secteur privé de l'industrie devient un domaine important d'activité pour les Canadiens anglais et, au CTV, pour les Canadiens sans mention d'ethnicité ; de même, à Radio-Canada, le secteur privé du travail, pour les Canadiens dont l'ethnicité n'est pas mentionnée. Enfin, les sciences-arts-lettres sont, d'après CFTM, un point de rencontre entre étrangers et Canadiens sans mention d'ethnicité. Le travail, la religion, les sciences-arts-lettres et le secteur privé de l'industrie sont presque toujours mis en évidence par des émetteurs francophones et très rarement par des émetteurs anglophones. Retenons les éléments qui reviennent avec le plus de constance : d'après les sources françaises, les Canadiens français sont associés à un élément de l'organisation sociale — le travail — et à un élément de culture — la religion —, dans ce dernier cas pour autant qu'ils agissent de concert avec des étrangers.

5. Résumé et conclusions

La description détaillée des sphères d'activité dans les nouvelles télévisées a nécessité trois étapes. Essayons maintenant d'en dégager les traits saillants.

L'ensemble des nouvelles canadiennes des quatre émetteurs se trouvent axées sur six sphères d'activité : gouvernement-fonction publique, justice, politique de partis, faits divers, gouvernement-industrie, accidents ou catastrophes. Elles le sont plus sur les quatre premières que sur les deux dernières, les accidents étant la catégorie la moins importante. Pour les émetteurs francophones, il faut ajouter le secteur gouvernement-travail, d'une importance semblable à celle des accidents. Tous les émetteurs n'accordent, par ailleurs, guère d'importance aux faits relatifs à certains secteurs d'organisation sociale (bien-être social, travail, éducation), aux manifestations de la vie culturelle (sciences, arts et lettres, religion, loisirs), non plus qu'au secteur privé de l'industrie.

On peut donc dire que les émetteurs s'intéressent surtout aux phénomènes de la vie politique au sens très large. En effet, ils accordent beaucoup d'importance à l'exercice du pouvoir politique, du moins dans les domaines ne relevant pas de l'organisation sociale : gouvernement-fonction publique et gouvernement-industrie. De plus, ils mettent en évidence la politique de partis qui, en incluant les critiques ou apologies adressées aux détenteurs du pouvoir politique, constitue une recherche de pouvoir politique, une tentative d'en contrôler l'exercice.

On a donc, d'une part, ce qu'il est convenu d'appeler la vie politique et, à l'opposé, les faits divers et les catastrophes qui, survenant de façon aléatoire dans la vie des individus, sont peu susceptibles d'influer sur le cours de la vie sociale malgré l'intérêt qu'ils semblent provoquer. Reste, comme moyen terme, la sphère de la justice, en général très importante (moins toutefois à Radio-Canada). Elle relève à la fois de la vie politique (législation civile et criminelle, maintien de l'ordre social) et des faits divers et accidents (crimes de toutes sortes).

Des sphères qui sont dominantes dans l'ensemble des nouvelles canadiennes, seule l'importance quantitative des faits divers et des accidents est constante d'un émetteur à l'autre. Radio-Canada diffère des émetteurs anglophones quant au degré d'importance de cinq des sphères d'activité et CFTM a autant de ressemblances avec les émetteurs anglophones qu'avec Radio-Canada. Les émetteurs anglophones insistent moins que les émetteurs francophones sur le secteur gouvernement-travail et plus sur le secteur gouvernement-fonction publique. En raison de ce dernier fait, les émetteurs anglophones accorderaient plus d'importance aux activités relevant du fédéral que ne le font les émetteurs francophones.

Comment se compare l'importance relative des catégories dans les nouvelles canadiennes et canadiennes-étrangères? Les nouvelles

canadiennes de tous les émetteurs sont caractérisées par la prépondérance de cinq sphères d'activité : gouvernement-fonction publique, justice, politique de partis, faits divers et gouvernement-industrie (pour cette dernière, le CTV fait exception). Dans les nouvelles canadiennes-étrangères d'au moins trois des émetteurs, les trois secteurs suivants sont mis en évidence : gouvernement-fonction publique, justice (Radio-Canada fait exception) et faits divers (la CBC fait exception). Ils caractérisent aussi les nouvelles canadiennes, mais seuls les faits divers ont le même taux de mention dans les deux sous-groupes de nouvelles. Le taux de mention de la justice est plus élevé dans les nouvelles canadiennes alors que celui du secteur gouvernement-fonction publique est plus élevé dans les nouvelles canadiennes-étrangères. Ce dernier fait peut tenir à une forte proportion de nouvelles sur la politique extérieure du Canada.

Essayons maintenant de résumer les principales relations entre les sphères d'activité et la mention d'ethnicité et de relever les différences, s'il en est, entre les nouvelles canadiennes et canadiennes-étrangères. Ces dernières, toutefois, sont si peu nombreuses que, même dans les cas où l'analyse des répartitions est possible, la portée des conclusions reste très limitée. L'effort de synthèse portera donc exclusivement sur les nouvelles canadiennes.

Tous les émetteurs présentent à peu près la même image des Canadiens anglais quant à leurs sphères d'activité avec une prédominance du secteur gouvernement-fonction publique, de la politique de partis et de la justice. Les activités gouvernementales dans le domaine de l'industrie apparaissent aussi comme importantes (le CTV faisant exception), de même que les faits divers (CFTM faisant exception).

Quel que soit l'émetteur, trois sphères sont caractéristiques des activités des Canadiens français : gouvernement-fonction publique, politique de partis et justice. Cette dernière est toutefois l'objet d'une insistance beaucoup plus prononcée chez les émetteurs anglophones que francophones. Si l'on se fie aux nouvelles de langue anglaise, les Canadiens français consacrent à la justice plus de la moitié de leurs activités; si l'on se fie aux nouvelles de langue française, ils y consacrent soit le quart (CFTM), soit un peu plus du dixième (Radio-Canada). Ces trois secteurs sont les seuls que les émetteurs anglophones considèrent comme importants dans les activités des Canadiens français. Par ailleurs, les émetteurs francophones, tout en accordant un peu moins d'importance au secteur gouvernement-fonction publique, donnent de leur propre groupe ethnique une image plus diversifiée en soulignant les faits divers et les activités gouvernementales dans les domaines de l'industrie et du travail.

Tous les émetteurs soulignent deux différences entre les activités des Canadiens français et celles des Canadiens anglais : les premières sont moins souvent du ressort du secteur gouvernement-fonction publique et plus souvent du ressort de la justice, l'écart étant, pour cette dernière, beaucoup plus prononcé dans les nouvelles des émetteurs anglophones. Le contenu même de la catégorie gouvernement-

fonction publique peut expliquer qu'elle prenne plus d'importance dans les activités des Canadiens anglais que dans celles des Canadiens français. Les catégories spécifiques d'activités gouvernementales ne tiennent compte que de champs d'action communs aux gouvernements fédéral et provinciaux. Certaines activités réservées au gouvernement fédéral — diplomatie, défense, etc. — sont donc nécessairement rangées dans la catégorie résiduelle. Une forte proportion des activités relatives au secteur gouvernement-fonction publique seraient donc reliées au gouvernement fédéral et à son administration, où les Canadiens anglais sont en plus grand nombre que les Canadiens français.

Que les nouvelles télévisées soient de langue française ou de langue anglaise, les sphères d'activité des Canadiens anglais demeurent les mêmes. Mais lorsqu'on passe aux activités des Canadiens français, il s'établit une distinction nette entre l'image que diffusent, d'une part, les émetteurs francophones et, d'autre part, les émetteurs anglophones. La langue de diffusion, sans importance dans la représentation des Canadiens anglais, devient donc un important facteur de variation dans la représentation des Canadiens français.

Quels sont les domaines où Canadiens français et Canadiens anglais travaillent ensemble? Le secteur gouvernement-fonction publique et la politique de partis sont les principaux points de rencontre des deux groupes ethniques. D'après CFTM et la CBC, il faut ajouter la justice; d'après Radio-Canada, le secteur gouvernement-industrie; d'après CFTM, les faits divers. Les variations dans l'importance relative des domaines d'activité ne sont rattachées ni au statut de propriété ni à la langue de diffusion des émetteurs.

Les nouvelles où l'ethnicité des Canadiens n'est pas mentionnée portent sur les accidents ou catastrophes, sur les secteurs gouvernement-industrie et gouvernement-fonction publique et sur les faits divers. Les nouvelles sans mention d'ethnicité se distinguent des nouvelles avec mention d'ethnicité en ce qu'elles portent plus souvent sur des accidents ou catastrophes mais moins souvent sur la politique de partis et la justice.

Après avoir étudié les sphères d'activité dans les différents sous-groupes de nouvelles télévisées, compte tenu de deux possibilités de différenciation, soit la langue de diffusion et le statut de propriété des émetteurs, il faut maintenant conclure que :

- 1) Dans toutes les situations étudiées, le statut de propriété n'est jamais un facteur de variation.
- 2) La langue de diffusion ne peut expliquer les différences qui existent entre les émetteurs dans les sphères d'activité caractéristiques de l'ensemble des Canadiens; dans la description des activités propres aux Canadiens et de celles communes aux Canadiens et aux étrangers; dans l'image des activités des Canadiens anglais, des Canadiens dont l'ethnicité n'est pas mentionnée de même que des activités communes aux Canadiens anglais et aux Canadiens français.

3) La langue de diffusion est une ligne réelle de démarcation dans la représentation des activités propres aux Canadiens français. Par rapport aux émetteurs francophones, les émetteurs anglophones rétrécissent le champ d'activités des Canadiens français en plus d'accorder une place de loin la plus importante à toutes les activités relatives à la justice.

Décrire le contenu des nouvelles ne peut se faire que par l'addition progressive des diverses facettes. Après avoir divisé la réalité sociale en différents domaines, il faut maintenant s'attacher aux acteurs mêmes de la réalité sociale dont les nouvelles font mention¹. La notion d'acteur appelle immédiatement celle de rôle, qui représente un des traits de l'individu les plus importants socialement.

Il existe un lien logique indéniable entre les sphères d'activité et les rôles; d'ailleurs la définition des rôles rendra ce lien plus évident. En effet, les acteurs d'un domaine donné de la réalité sociale remplissent certaines fonctions particulières à ce domaine. Quelles sont ces fonctions? Et dans quelle mesure sont-elles particulières à ce domaine? Ainsi, à cause de l'importance que le secteur politique prend dans les nouvelles télévisées, il faut s'attendre à une prépondérance des rôles politiques. Mais, pour approfondir l'image que donne l'agencement des pouvoirs, il est nécessaire de connaître les types de rôles politiques mis en évidence.

Une citation contenue dans le rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (§ 61) rappelle que les communications de masse sont susceptibles d'attribuer des rôles à un groupe donné : « La culture française telle que nous la dépeignent la télévision et la radio anglaises est réellement une parodie... Elle tend à faire croire à l'anglophone que le franco-phone est un paysan, un bûcheron, un mangeur de soupe aux pois et de fèves au lard¹. »

À supposer que cette affirmation soit exacte, les nouvelles n'en seraient que partiellement responsables, puisque plusieurs autres genres d'émissions transmettent une certaine image des groupes culturels. Il semble cependant conforme aux fins de la présente étude de poser les questions suivantes : dans quelle mesure les bulletins de nouvelles de langue anglaise diffusent-ils une telle image des Canadiens français? comment cette dernière se compare-t-elle à l'image

des Canadiens anglais? quels rôles les nouvelles de langue française attribuent-elles à l'un et l'autre groupe ethnique?

A. Définition des rôles

Le rôle peut se définir comme un modèle de comportement qui stéréotype une fonction sociale². Il correspond à un système de droits et de devoirs relié à la position d'une personne dans un groupe social.

Il faut prendre garde de confondre « rôle » et « statut ». Le statut a trait à la position globale d'une personne dans la structure sociale; cette position s'évalue abstraitement à partir des valeurs de la société. C'est le statut d'une personne qui détermine sa place dans l'échelle sociale. Par contre, le rôle implique les conduites stéréotypées qui découlent de ce statut social. Une personne n'a qu'un statut, mais elle a plusieurs rôles. Les rôles correspondent aux diverses fonctions sociales qui dérivent de l'appartenance à divers groupes, par exemple, une famille, un groupe d'âge, une confession religieuse, un groupe professionnel, etc. Les rôles constituent donc des indices du statut social.

Chaque personne détient une pluralité de rôles. Toutefois un de ces rôles prend habituellement une importance plus grande à l'égard de la définition du personnage social : c'est le rôle clé. Ainsi un premier ministre sera socialement défini par son rôle politique, même si certains autres rôles sont subjectivement très importants pour lui. Les rôles susceptibles de devenir des rôles clés varient selon les sociétés traditionnelles, par exemple, l'âge est lié à un rôle dominant : les plus âgés, en tant que dépositaires de la tradition, sont aussi des sages et des chefs. Dans les sociétés industrielles et technologiques, le rôle de professionnel³ est souvent le rôle dominant.

Si toute personne et tout groupement exercent plusieurs rôles, il peut donc y avoir à l'intérieur d'une même unité de nouvelle et pour un même secteur, conflit entre différents rôles. Une des règles du codage exige de ne retenir qu'un seul rôle par acteur. Sera retenu le rôle qui motive la mention d'une personne ou d'un groupe dans une nouvelle, c'est-à-dire celui qui indique à quel titre une personne ou un groupe fait l'objet d'une nouvelle, soit en définitive celui que le contexte met le plus en évidence. Ce rôle est souvent le rôle clé de l'acteur, mais il peut arriver que ce soit un rôle tout à fait temporaire et secondaire.

Par ailleurs, une même unité d'énumération peut mentionner plusieurs acteurs qui remplissent chacun des rôles distincts. Les co-acteurs choisissaient, jusqu'à concurrence de trois, les rôles que le contexte mettait le plus en évidence. Notons que la mention de plusieurs acteurs ayant une même ethnicité et exerçant un même rôle ne constitue qu'une seule mention de rôle.

Il existe évidemment plusieurs façons de classer les rôles, et le choix du mode de classification se fait en fonction des buts de l'étude. On distingue ici deux grands types de rôles : les rôles individuels et les rôles de groupe; les premiers se subdivisent en rôles majeurs et en rôles mineurs.

Les rôles individuels se rapportent aux personnes mentionnées individuellement dans une nouvelle, même si elles le sont à titre de membres d'un groupe. Ils s'appliquent également à plusieurs personnes exerçant toutes le même rôle mais ne constituant pas un groupe défini comme les premiers ministres des provinces. Un rôle de groupe s'applique à un groupe⁴ comme entité et non seulement à ses dirigeants ou à ses simples membres ou encore à quelques-uns de ses dirigeants et de ses simples membres.

Parmi les rôles individuels, les rôles professionnels et les rôles d'association sont dits majeurs à cause de leur importance fonctionnelle dans l'organisation de la vie publique. Toutes les autres catégories de rôles individuels sont considérées comme des rôles mineurs. Par ailleurs, les rôles d'association peuvent constituer des rôles de groupe lorsqu'on considère l'association dans son ensemble.

Il n'est pas facile de classer les rôles professionnels à cause, d'une part, de la multitude des occupations et, d'autre part, de la nécessité d'adapter les catégories aux besoins d'une analyse des nouvelles. La connaissance empirique des bulletins indique la prédominance des rôles politiques, d'où la nécessité de les détailler. De plus, il y a intérêt à vérifier la fréquence d'apparition de quelques rôles bien particuliers : les rôles religieux, à cause de la structure du pouvoir au Canada français, les rôles de juge, d'avocat et de policier pour autant que l'exercice de ces fonctions relève de la justice et le rôle de chômeur comme un indice de la préoccupation des émetteurs à l'égard des problèmes du travail⁵. À ces aspects, s'ajoute la hiérarchie des occupations en tant qu'expression du statut social et du pouvoir social. Au regard de toutes les exigences précitées, les rôles professionnels se subdivisent comme suit : politiques, religieux, professions libérales, gérants et administrateurs, professions para-libérales⁶, travailleurs des services publics de protection, chômeurs et autres.

La détermination des catégories de rôles individuels d'association repose sur deux critères. L'un d'eux est la position des individus dans la hiérarchie de l'association, les membres étant répartis en deux classes : les membres du bureau ou dirigeants (président, vice-président, secrétaire, etc.) et les simples membres ou un groupe indéterminé à l'intérieur de l'association (permanent, délégué ou porte-parole, mais sans poste exécutif). Le type d'association constitue l'autre critère, qui, au premier abord, paraît introduire une certaine confusion entre rôle et sphère d'activité. En effet, en faisant appel au type d'association, on semble évoquer plutôt un domaine d'activité qu'un ensemble de fonctions propres à un rôle. Mais, en fait, le contenu d'un rôle d'association relève autant du champ

d'action de l'association que du niveau hiérarchique de la fonction considérée. Ainsi le rôle de président d'association serait un rôle sans contenu propre, applicable aussi bien à un chef syndical ou politique qu'à un président d'une association philatélique ou d'une société de protection des animaux. D'où la nécessité de tenir compte du type d'association dans la définition même des rôles d'association. Les associations sont ici réparties en cinq types : syndicales, professionnelles et patronales, économiques, politiques et autres.

Sous le titre de rôles individuels mineurs sont classés les rôles familiaux, sociaux, marginaux et accidentels*, ainsi qu'une catégorie résiduelle.

Les rôles de groupe sont subdivisés de la façon suivante : les corps politiques, les corps administratifs et judiciaires, les cinq types d'associations mentionnés plus haut, les entreprises privées et les groupes spontanés.

Voici maintenant la liste complète des catégories de rôle, suivie d'une explicitation de chacune des catégories.

1. Rôles individuels majeurs

a. Rôles professionnels

Domaine politique

1. Gouverneur général
2. Sénateur
3. Premier ministre
4. Ministre
5. Député
6. Maire
7. Conseiller municipal
8. Haut fonctionnaire

Domaine religieux

9. Cardinal
10. Chanoine, curé

b. Rôles d'association

Associations syndicales

19. Membre du bureau
20. Simple membre

Associations professionnelles et patronales

21. Membre du bureau
22. Simple membre

Associations économiques

23. Membre du bureau

11. Ministre du culte

Domaine des professions libérales

12. Juge, avocat
13. Autres professions libérales
14. Gérant et administrateur
15. Professions para-libérales
16. Travailleur des services
publics de protection
17. Chômeur
18. Autres rôles professionnels

24. Simple membre

Associations politiques

25. Membre du bureau
26. Simple membre

Autres associations

27. Membre du bureau
28. Simple membre

* Ces termes sont définis plus loin.

2. Rôles individuels mineurs

a. Rôles sociaux

29. Citoyen

30. Vedette

32. Rôles marginaux

33. Rôles accidentels

34. Autres rôles

b. Autres rôles

31. Rôles familiaux

3. Rôles de groupe

35. Corps politiques

36. Corps administratifs
et judiciaires

37. Associations syndicales

38. Associations profession-
nelles et patronales

39. Associations économiques

40. Associations politiques

41. Autres associations

42. Entreprises privées

43. Groupes spontanés

Domaine politique

1. Gouverneur général; lieutenant-gouverneur.
2. Sénateur; membre de la Chambre haute, du Conseil législatif.
3. Premier ministre.
4. Ministre; président du Conseil privé, orateur de la Chambre, procureur général, secrétaire de la province, secrétaire d'État.
5. Député.
6. Maire; président d'un conseil exécutif municipal.
7. Conseiller municipal (échevin).
8. Haut fonctionnaire : cette catégorie comprend les personnes occupant des postes de direction dans des organismes gouvernementaux, semi-gouvernementaux ou para-gouvernementaux, ou dans l'administration municipale des capitales fédérale et provinciales et de la métropole du Canada; elle comprend aussi tout acteur qui reçoit explicitement le titre de haut fonctionnaire. Ainsi est considérée comme haut fonctionnaire toute personne qui remplit un des rôles suivants : sous-ministre, directeur de la Sûreté provinciale, de la Gendarmerie royale; directeur de la Société générale de financement, de SIDBEC; directeur de la Banque du Canada; président de Radio-Canada; officier supérieur des forces armées; diplomate, délégué et représentant officiel d'un gouvernement.

Domaine religieux

9. Cardinal, archevêque, évêque; chef d'une confession religieuse pour le Canada, une province ou un territoire ecclésiastique.

10. Chanoine, curé; supérieur de communauté religieuse pour une province ou un territoire ecclésiastique, pour une maison; supérieur(e) d'une maison d'enseignement (du secteur privé) tenue par des religieux.
11. Prêtre, ministre du culte; religieux, religieuse.

Domaine des professions libérales

12. Juge, avocat.
13. Autres professions libérales : notaire, médecin, chirurgien, opticien, dentiste; ingénieur, architecte, chimiste, biologiste; comptable agréé, actuaire; professeur d'université, de collège classique ou d'école spécialisée; économiste, sociologue, psychologue, anthropologue, travailleur social diplômé, diplômé en sciences politiques, en relations industrielles; artiste, écrivain, etc.
14. Gérant et administrateur : gérant ou administrateur d'une entreprise industrielle, commerciale ou financière (usine, grand magasin, banque); industriel entrepreneur, chef de bureau.
15. Professions para-libérales : éditeur, rédacteur, éditorialiste, journaliste, annonceur de radio ou télévision; professeur d'école primaire; infirmière diplômée; pilote, photographe professionnel; sportif professionnel, etc.
16. Travailleur des services publics de protection : pompier, policier, détective; militaire (aviateur, marin et soldat) de rang inférieur.
17. Chômeur : personne mentionnée explicitement comme étant en chômage.
18. Autres rôles professionnels : petit gérant et administrateur; petit commerçant, garagiste, agent de compagnie; fonctionnaire subalterne; employé de bureau et assimilés; employé des services personnels; concierge, garçon de table; ouvrier spécialisé, semi-spécialisé ou non qualifié; cultivateur; les travailleurs en général.

Associations syndicales

19. Membre du bureau (dirigeant).
20. Simple membre.

Le syndicat est un organisme doté du pouvoir de négociation collective. Il peut grouper des ouvriers, des cols blancs ou des membres des professions libérales et s'appliquer à une section locale, à une centrale ou une fédération.

Associations professionnelles et patronales

21. Membre du bureau (dirigeant).
22. Simple membre.

L'association professionnelle vise au maintien des normes d'une profession (critères d'admission, éthique professionnelle, etc.) et à la

protection des membres mais exclut le pouvoir de négociation collective. Cette catégorie comprend le Barreau; le Collège des médecins; la Corporation des psychologues; l'Association des éducateurs de langue française, etc., de même que toute association patronale ou « syndicat » d'employeurs.

Associations économiques

23. Membre du bureau (dirigeant).

24. Simple membre.

Sont appelées ainsi les associations volontaires groupant des personnes qui ne sont pas nécessairement interdépendantes ni même solidaires sur le plan professionnel, mais qui se réunissent pour la poursuite commune d'un but économique : les chambres de commerce, les ligues de consommateurs, les coopératives de consommation, de production, d'épargne et de crédit.

Certaines coopératives qui sont, sous certains aspects, assimilables à des entreprises économiques autant qu'à des associations, sont rangées parmi les associations à cause de leur caractère de mouvement social.

Les associations dites économiques se distinguent des associations syndicales, professionnelles et patronales en ce que ces dernières sont nécessairement caractérisées par une certaine homogénéité — ou interdépendance — des positions et rôles de leurs membres, au moins dans le champ d'action propre à chacune d'elles.

Associations politiques

25. Membre du bureau (dirigeant).

26. Simple membre.

Sont rangés parmi les associations politiques tous les partis politiques (aux niveaux fédéral, provincial ou municipal) ainsi que les sections locales ou régionales de ces partis. Le parti politique se définit par son but : l'obtention du pouvoir qui peut n'être envisagé qu'à moyen ou même à long terme. Cette catégorie inclut également les mouvements révolutionnaires et les mouvements sociaux dont le but est d'influencer l'opinion publique dans un domaine relevant directement ou indirectement de la politique. On y trouve les organismes suivants : la Fédération libérale du Canada, la Fédération libérale du Québec, le parti conservateur, l'Union nationale, le parti communiste, le Nouveau Parti démocratique, le Crédit social; le Rassemblement pour l'indépendance nationale, le parti socialiste québécois; le Front de libération du Québec; le parti civique de Montréal; le Mouvement pour le désarmement nucléaire; la Voix des femmes; Fair Play for Cuba; le club Parti Pris, etc.

Autres associations

27. Membre du bureau (dirigeant).

28. Simple membre.

Cette catégorie comprend les associations civiques, culturelles, artistiques, scientifiques, étudiantes, religieuses, de bienfaisance, mondaines, etc., sauf celles déjà comprises dans les catégories précédentes ainsi que les associations non identifiées.

Rôles sociaux

Les rôles sociaux désignent ceux qui, tout en étant mineurs, impliquent une certaine intervention dans la vie publique, intervention qui n'est ni fortuite (comme dans le cas des rôles accidentels), ni en marge d'une vie sociale intégrée (comme dans le cas des rôles marginaux). Deux rôles sociaux, le citoyen et la vedette, font l'objet de catégories spéciales.

29. Citoyen.

Cette catégorie s'applique à la totalité des habitants d'une aire géographique (pays, province, région, ville, etc.). Elle s'applique également aux individus qui assument certaines responsabilités civiques : témoin ou juré dans un procès, électeur, volontaire, manifestant, etc.

30. Vedette.

On entend par vedette une personne qui a acquis une certaine notoriété dans le domaine du divertissement et des loisirs de masse, ou dans un autre domaine, et dont le mode de vie apparaît comme un modèle (du moins sur certains aspects), par suite de l'information « romancée » répandue par les techniques de diffusion de masse sur sa vie privée aussi bien que professionnelle.

31. Rôles familiaux.

Cette catégorie est applicable lorsque la nouvelle souligne un titre de parenté d'un acteur : époux (épouse), parent, enfant, frère, etc.

32. Rôles marginaux.

Violateur de la loi civile ou criminelle (y compris les jeunes délinquants) et accusé, c'est-à-dire toute personne coupable d'actes illégaux ou faisant l'objet de poursuites judiciaires. Ces rôles sont dits marginaux parce qu'ils impliquent des activités qui vont à l'encontre des normes sociales généralement acceptées.

D'autres rôles, tels ceux de mendiant, de vagabond, répondent à la définition d'un rôle marginal, mais sont rangés simplement parmi les autres rôles mineurs à cause de leur aspect négligeable tant dans la vie publique que dans les nouvelles.

33. Rôles accidentels.

Victime, c'est-à-dire toute personne qui subit ou risque de subir des blessures légères ou mortelles, ou des pertes matérielles au cours d'un accident, d'une catastrophe naturelle, d'un attentat, d'un crime ou d'une épidémie; malade, infirme. Ces rôles sont dits accidentels parce qu'une personne ne les remplit que par suite de circonstances fortuites.

D'autres rôles accidentels de moindre importance par rapport à la vie publique sont rangés parmi les autres rôles mineurs : témoin d'un fait divers ou d'une catastrophe, à l'exception des témoins à un procès (citoyen); gagnant à une loterie, à un jeu de hasard, etc.

34. Autres rôles mineurs.

Cette catégorie inclut tous les rôles individuels non classifiés dans une des catégories précédentes. Elle s'applique notamment aux personnes qui sont mentionnées dans une nouvelle parce qu'elles se rattachent à un acteur plus important de la nouvelle, par exemple les invités. Elle comprend aussi les personnes déterminées mais identifiées de façon imprécise, comme dans les expressions suivantes : « une source fiable », « un informateur anonyme », « une personne non identifiée », « un ressortissant de... », « un éminent personnage », etc., pour autant qu'aucun autre rôle ne leur est attribué dans le contexte de la nouvelle. Rappelons que cette catégorie comprend les rôles marginaux autres que ceux de violateur de la loi et d'accusé et les rôles accidentels autres que celui de victime.

35. Corps politiques.

Organismes législatifs et exécutifs dont les membres, bien qu'ils exercent des rôles différents, sont considérés dans leur ensemble : conseil municipal; Parlement, Chambre des communes, Sénat, gouvernement, cabinet, conseil des ministres, comité parlementaire; l'opposition; l'État (entendu au sens d'appareil gouvernemental, mais non au sens de l'ensemble des citoyens); « Ottawa », « Québec », « Toronto », etc., lorsque ces expressions désignent un gouvernement.

36. Corps administratifs et judiciaires.

Organismes gouvernementaux ou municipaux chargés de l'exécution des décisions du pouvoir législatif ou exécutif, lorsque ces organismes sont pris dans leur ensemble : ministère, division ou service d'un ministère, comité interministériel, secrétariat d'une province ou du pays; conseils d'orientation économique; commissions royales d'enquête; tribunaux; la Couronne; divisions (départements, services, bureaux, etc.) d'une administration municipale; sociétés étatiques ou mixtes; etc.

37. Associations syndicales.

38. Associations professionnelles et patronales.

39. Associations économiques.

40. Associations politiques.

41. Autres associations.

42. Entreprises privées.

Toute entreprise économique — industrielle, commerciale, financière — du secteur privé, considérée comme une entité, c'est-à-dire comme unité de production de certains biens ou services.

43. Groupes spontanés.

Groupes temporaires qui se forment à l'occasion d'un événement précis et en vue de la poursuite d'un certain but : une mission

commerciale (non-gouvernementale), une délégation de citoyens auprès du gouvernement lors de la discussion d'un bill, etc.

Nous avons donc délimité 43 catégories de rôles. Ce nombre, utile pour l'investigation du contenu des nouvelles, est toutefois trop grand pour la présentation des résultats. Le regroupement des rôles tient compte à la fois de critères logiques et de critères numériques.

Des rôles politiques, le premier ministre, le ministre, le député et le haut fonctionnaire restent des catégories distinctes tandis que le gouverneur général, le sénateur et le maire, parce que rarement mentionnés, sont groupés sous la catégorie « autres rôles politiques ».

À cause du petit nombre de mentions des rôles religieux, il n'y a pas lieu de conserver les distinctions hiérarchiques pré-établies : tous les rôles religieux sont groupés en une seule catégorie.

Parmi les rôles individuels d'association, seuls ceux qui se rapportent aux associations syndicales et politiques comptaient assez de mentions pour mériter d'être distingués; ceux qui concernent les associations professionnelles et patronales de même qu'économiques sont rangés dans la catégorie des « autres associations ».

Les rôles mineurs correspondent aux classifications pré-établies à une exception près : faute de mention, il a fallu retrancher la vedette. Pour bien marquer l'extension des rôles marginaux et des rôles accidentels, les premiers seront désignés par criminel et accusé, les seconds par victime.

Le rôle de groupe spontané n'est apparu dans aucune nouvelle et est nécessairement supprimé. Les autres rôles de groupe ont été gardés tels quels.

Il convient de souligner que les catégories de rôle n'ont pas toutes la même compréhension. Certaines ne désignent qu'un rôle, par exemple celui de député, d'autres en englobent une multitude, par exemple les autres rôles professionnels. Les rôles qui sont désignés comme importants dans les nouvelles peuvent donc se trouver ou sur-représentés ou sous-représentés ou proportionnellement représentés par rapport à leur fréquence dans la population. Le problème de la représentation proportionnelle n'entre pas dans le cadre de l'analyse dont le but est de déceler les types de personnes le plus souvent objets de nouvelles indépendamment du nombre de personnes que caractérise un rôle donné.

Rappelons que le nombre de rôles par unité de nouvelle était variable, que certaines unités n'en comportaient aucun, que d'autres en comportaient plusieurs, et que le système de codage permettait d'en retenir jusqu'à trois. Par conséquent, les chiffres dont font état les tableaux correspondant à la section suivante renvoient non pas à des unités de nouvelle mais bien à des mentions de rôles.

B. Les rôles dans les nouvelles

Dans cette section, nous faisons l'inventaire des rôles que les émetteurs attribuent aux Canadiens français et aux Canadiens anglais. Les Canadiens de chacun des deux groupes sont pris dans leur ensemble, car l'analyse ne tient pas compte du milieu, canadien ou canadien-étranger, dans lequel ils agissent, ni de ce que les acteurs d'un groupe ont ou n'ont pas de partenaires de l'autre groupe. Quelles sont, d'après les nouvelles télévisées, les fonctions que remplissent les acteurs de l'un et l'autre groupe? Certains rôles conviennent-ils plus à un groupe qu'à un autre? Une démarche semblable décrira les rôles des Canadiens dont l'ethnicité reste inconnue aux téléspectateurs.

1. Aperçu général

Avant de présenter les rôles qui caractérisent les individus et les groupes, il conviendrait de donner une image de synthèse en rappelant les grandes subdivisions qui ont permis de rassembler tous les rôles nécessaires à l'investigation des nouvelles (tableaux nos 29 à 32).

Aux rôles individuels, s'opposent les rôles de groupe; aux rôles individuels majeurs, les rôles individuels mineurs; aux rôles professionnels majeurs, les rôles majeurs d'association. À l'intérieur de ces trois types d'opposition, les quatre émetteurs donnent toujours préséance au même terme : les individus ont un taux de mention supérieur (entre 67 et 72 %) à celui des groupes; ils sont plus souvent caractérisés par des rôles majeurs (entre 53 et 56 %) que par des rôles mineurs; leur profession a priorité (entre 42 et 47 %) sur leur appartenance à des associations. Dans cette image de synthèse applicable à tous les Canadiens, les quatre émetteurs ne présentent que deux différences peu considérables : les émetteurs francophones accordent un peu plus d'importance aux rôles d'association que ne le font les émetteurs anglophones (12 % contre 9 %); le réseau d'État français est celui des quatre émetteurs qui insiste le moins (11 %) sur les rôles mineurs.

Lorsqu'on étudie les rôles des Canadiens français et ceux des Canadiens anglais en fonction des trois mêmes types d'opposition, on constate que les quatre émetteurs donnent encore préséance au même terme : les individus sur les groupes, les rôles majeurs sur les rôles mineurs, la profession sur l'appartenance à des associations. Mais comment se comparent, d'un émetteur à l'autre, les taux propres à chacun des deux groupes? Les Canadiens français se voient moins souvent attribuer des rôles de groupe dans les nouvelles en langue anglaise (16 et 13 %) que dans celles en français (26 et 22 %), ainsi que des rôles individuels d'association (6 % contre 15 %), mais plus souvent des rôles mineurs (25 et 30 % contre 10 et 15 %). Et les Canadiens anglais? La description qu'en font les deux émetteurs anglophones est identique en tous points et celle qu'en font les deux émetteurs francophones diffère sur un seul point : les rôles mineurs ont plus d'importance d'après CFTM que d'après Radio-Canada (18 %

contre 7 %). Entre émetteurs anglophones et francophones de même statut de propriété, il n'existe qu'une seule différence : elle concerne les rôles de groupe qui sont plus importants dans les nouvelles de langue française que de langue anglaise (18 % contre 9 % pour les réseaux d'État; 12 % contre 5 % pour les diffuseurs privés).

Toujours d'après les grandes subdivisions des rôles, comment se compare la description des Canadiens français à celle des Canadiens anglais? Dans les nouvelles de tous les émetteurs, les groupes jouent un rôle plus important chez les Canadiens d'expression française (entre 13 et 26 %) que d'expression anglaise (entre 5 et 18 %), alors que l'inverse se produit pour l'occupation des individus. Dans les nouvelles des émetteurs anglophones, il y a deux autres distinctions à établir qui concernent les rôles individuels d'association et les rôles mineurs : les premiers sont plus caractéristiques des Canadiens anglais et les seconds, des Canadiens français.

La moitié ou près de la moitié (entre 46 et 51 %) des rôles attribués aux « Canadiens⁷ » concernent des groupes. Les groupes sont donc mis plus en évidence lorsqu'il s'agit des « Canadiens » que des Canadiens anglais et même que des Canadiens français. Pour les « Canadiens » comme pour les Canadiens des deux groupes ethniques, les rôles majeurs (entre 33 et 39 %) ont priorité sur les rôles mineurs (entre 13 et 17 %), et les rôles professionnels (entre 28 et 34 %) sur les rôles d'association (entre 5 et 8 %).

Alors que le codage en une seule opération des rôles propres aux individus et aux groupes ne posait pas de problème, il a fallu conclure à l'impossibilité de décrire dans un seul tableau les rôles individuels et les rôles de groupe. C'est pourquoi, une fois démontrée l'importance que prend la totalité des rôles individuels par rapport à la totalité des rôles de groupe, il faudra, pour décrire les rôles avec plus de détails, considérer séparément les individus et les groupes.

2. Les rôles individuels

Il faut remarquer que les catégories de rôles individuels ne se présentent pas de la même façon que les catégories de sphères d'activité. En effet, ces dernières ne comptent qu'une catégorie résiduelle au niveau du gouvernement et de la fonction publique, alors que les rôles en comptent six : autres rôles politiques, autres professions libérales, autres professions, dirigeant d'autres associations, membre d'autres associations, autres rôles mineurs. Ces catégories résiduelles, ramassés de rôles dont aucun n'a une importance quantitative suffisante pour être gardé séparément, sont sans intérêt pour l'analyse. S'il fut possible de pointer les sphères qui sont absentes des nouvelles, il ne peut en être de même pour les rôles, puisqu'un certain nombre sont déjà compris implicitement dans les catégories résiduelles. La démarche à faire ne consistera donc qu'à indiquer les rôles mis en évidence : il en sera ainsi lorsque le taux de mention d'un rôle sera d'au moins 6 %. Ce pourcentage tient compte du nombre de catégories de rôles individuels et est, en conséquence, équivalent aux 10 % jugés nécessaires pour affirmer que les

nouvelles mettent en évidence une sphère d'activité donnée (voir tableaux nos 33 à 36).

a. L'ensemble des Canadiens

Dans les nouvelles des quatre émetteurs, deux rôles, celui de ministre (entre 11 et 15 %) et celui de premier ministre (entre 8 et 14 %), sont sources premières d'activités. Trois autres rôles dits majeurs dans l'organisation de la vie sociale apportent une contribution importante à la configuration des activités. Ce sont : le travailleur des services publics de protection (entre 6 et 11 %), le dirigeant d'associations politiques (entre 6 et 9 %) et le haut fonctionnaire (entre 5 et 9 %). Le tableau se complète par deux rôles mineurs : le citoyen (entre 6 et 8 %) et le criminel (entre 3 et 10 %). D'après CFTM, la victime fait aussi partie du tableau (7 %).

De six à huit rôles dont le taux de mention est d'au moins 6 % suffisent pour identifier de 57 à 68 % des mentions attribuées aux Canadiens. C'est là un indice frappant du degré de concentration qu'obtiennent, dans les nouvelles, un nombre restreint de rôles, même si aucun d'entre eux n'apparaît dans plus de 15 % des mentions.

Les quatre émetteurs font donc appel presque aux mêmes rôles dans la rédaction des nouvelles. Quatre de ces rôles impliquent des fonctions politiques et reflètent la configuration du pouvoir politique. Tandis que les décisions (pouvoir législatif) sont entre les mains du premier ministre et du ministre, leur exécution (pouvoir exécutif) serait entre les mains du haut fonctionnaire. Ce dernier pourrait même jouir d'un pouvoir de décision. Quant au dirigeant d'associations politiques, il serait peut-être à l'affût des décisions à critiquer et des suggestions à faire.

Le peu d'importance que les nouvelles accordent au député (taux de mention : 4 et 5 %) doit être signalé, car le député est celui-là même qui, dans notre système démocratique, représente le peuple. Il y aurait là un reflet et un indice du peu de pouvoir que détient le député dans la marche des affaires de l'État⁸.

Même si les quatre émetteurs, dans leurs nouvelles, font reposer sur à peu près les mêmes rôles le déroulement de la vie en société, certains des rôles ne reçoivent pas le même degré d'attention, particulièrement de la part de Radio-Canada et de CFTM. Car, encore une fois, il faut noter la grande similitude des émetteurs anglophones, qui ne se distinguent que dans le taux de mention du haut fonctionnaire : celui-ci revient proportionnellement un peu plus souvent dans les nouvelles de la CBC (9 %) que du CTV (5 %). Les émetteurs francophones se différencient sur plus d'un rôle : le premier ministre, le ministre et le dirigeant d'associations politiques sont l'objet d'une plus grande attention de la part de Radio-Canada que de CFTM, alors que le contraire se produit pour le criminel et la victime ainsi que pour le juge, quoique ce dernier ne réussisse pas à jouer un rôle important, même dans les bulletins de CFTM. Il est peu probable que le statut de propriété soit responsable des différences entre émetteurs francophones, car on ne trouve rien de semblable

entre émetteurs anglophones. Il faudrait probablement attribuer ces différences au caractère local de CFTM.

Si l'on oppose les émetteurs de langue différente, il n'y a qu'une seule différence à faire ressortir : les émetteurs anglophones (10 et 11 %) mettent en évidence le travailleur des services publics de protection plus que ne le font les émetteurs francophones (6 et 7 %).

Pour certains rôles, un émetteur s'oppose aux trois autres : le rôle de premier ministre a moins d'importance à CFTM et celui de criminel à Radio-Canada; le rôle de juge en a plus à CFTM.

b. Canadiens français, Canadiens anglais

Après une vue d'ensemble des rôles qui sont importants pour tous les Canadiens, voici les rôles qui, selon les nouvelles de chacun des émetteurs, appartiennent aux Canadiens des deux groupes ethniques.

Radio-Canada. Deux rôles illustrent principalement les Canadiens français : le ministre (21 %) et le premier ministre (17 %). Cette image se complète par deux autres rôles également à coloration politique : le dirigeant d'associations politiques (10 %) et le haut fonctionnaire (7 %). Quatre rôles comptent pour 55 % des mentions et aucun des autres rôles n'a un taux de mention qui excède 4 %.

Dans le cas des Canadiens anglais, trois rôles représentent les trois cinquièmes des mentions : le premier ministre (22 %), le ministre (20 %) et le dirigeant d'associations politiques (19 %). Cette définition se complète par le député (11 %) et le haut fonctionnaire (8 %). L'image des Canadiens anglais est donc concentrée à 80 % sur cinq rôles, tous reliés à la fonction politique.

L'image des Canadiens anglais et celle des Canadiens français se dessinent donc seulement à l'aide de composantes politiques, qui sont cependant mentionnées plus fréquemment dans l'image des premiers que dans celle des seconds. Deux rôles politiques ont plus de force chez les Canadiens d'expression anglaise que chez ceux d'expression française : le dirigeant d'associations politiques et le député, lequel, d'ailleurs, passe presque inaperçu chez les Canadiens français.

CFTM. Dans l'image des Canadiens français, le ministre a préséance sur tous les autres rôles (16 %). Viennent ensuite sur un pied d'égalité (de 9 à 6 %) : le premier ministre, le haut fonctionnaire, le dirigeant d'associations politiques, le juge ou l'avocat, le criminel et la victime. Sept rôles, dont quatre d'allure politique, permettent d'identifier 60 % des mentions de rôles et aucun des autres rôles n'obtient plus de 4 % des mentions.

Six rôles, dont quatre majeurs à coloration politique et deux mineurs, suffisent pour caractériser les trois quarts des mentions que reçoivent les Canadiens anglais. Ceux-ci apparaissent comme premier ministre (25 %), ministre (14 %), dirigeant d'associations politiques (12 %), haut fonctionnaire (7 %), criminel (9 %) et victime (7 %).

Pour les Canadiens français comme pour les Canadiens anglais, les rôles politiques ne sont pas les seuls éléments du tableau, et les

mêmes rôles composent l'image des Canadiens des deux groupes sauf le juge, qu'on retrouve seulement chez les Canadiens français. Il y a cependant des distinctions quant au degré d'importance de deux des rôles politiques : le premier ministre et le dirigeant d'associations politiques comptent plus de mentions chez les Canadiens d'expression anglaise que d'expression française.

CBC. Selon les nouvelles de la CBC, le criminel est, avec le ministre, le rôle le plus important que remplissent les Canadiens français (20 et 24 %). S'ajoutent au tableau le premier ministre (12 %), le haut fonctionnaire (7 %), le juge ou l'avocat (7 %) et le dirigeant d'associations politiques (6 %). Six rôles suffisent à rendre compte de 75 % des mentions.

L'image des Canadiens anglais se dessine grâce à cinq rôles qui rendent compte des trois quarts des mentions. Quatre rôles politiques se présentent avec un taux de mention supérieur à 10 % : le premier ministre (22 %), le ministre (18 %), le dirigeant d'associations politiques (15 %) et le haut fonctionnaire (11 %). Le cinquième rôle est celui de criminel (7 %).

Canadiens français et Canadiens anglais ont un éventail restreint de rôles dont certains n'ont pas le même degré d'importance pour les uns que pour les autres. Le premier ministre et le dirigeant d'associations politiques sont davantage mis en évidence dans l'image du groupe anglais alors que le juge et le criminel le sont davantage dans l'image du groupe français.

CTV. Les deux rôles qui définissent le plus souvent les Canadiens français sont le ministre (25 %) et le criminel (22 %). S'ajoutent à la définition, le premier ministre (12 %), le député (7 %), le juge ou l'avocat (6 %) et les titres de parenté (7 %). Six rôles, dont trois politiques, caractérisent les quatre cinquièmes des mentions de rôle.

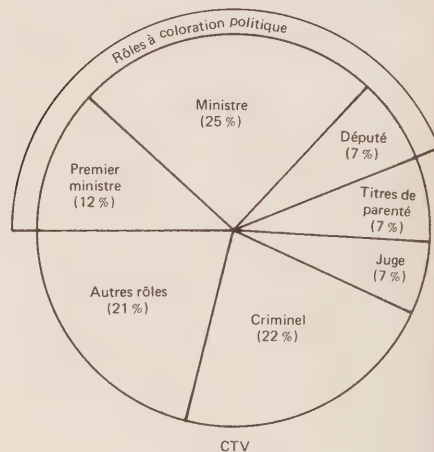
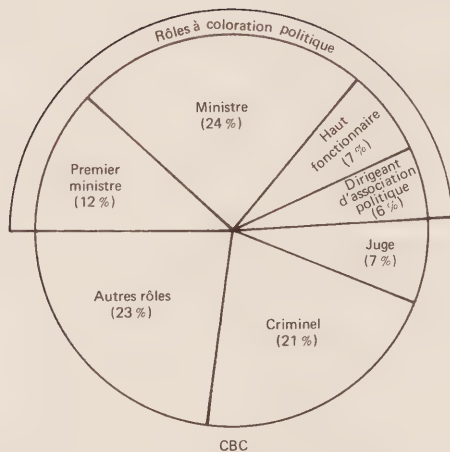
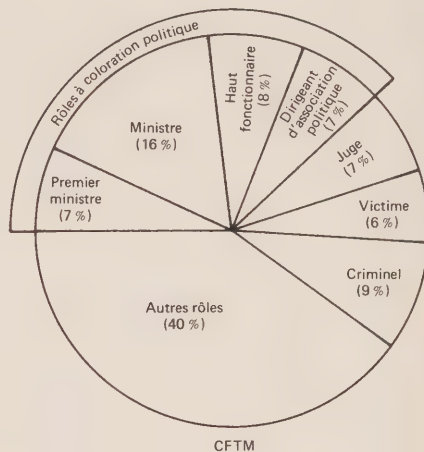
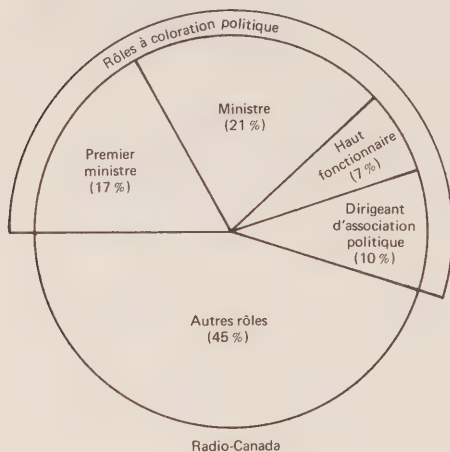
Trois rôles ont une importance première dans la description des Canadiens anglais : premier ministre (22 %), ministre (19 %) et dirigeant d'associations politiques (14 %); trois autres rôles ont une importance moindre mais suffisante pour être mentionnés : député (8 %), haut fonctionnaire (7 %) et criminel (6 %). Six rôles, dont cinq politiques, comptent pour les quatre cinquièmes des mentions.

Trois des rôles politiques, le premier ministre, le dirigeant d'associations politiques et le haut fonctionnaire, contribuent plus à la définition du Canadien anglais qu'à celle du Canadien français. L'inverse se produit lorsqu'il s'agit du juge et surtout du criminel. Le ministre et le député ont la même importance dans les deux définitions.

c. Comparaisons entre les émetteurs

Quelle est donc, par rapport aux rôles qui se dégagent des nouvelles, l'image des Canadiens français? L'image qu'en présentent les deux émetteurs francophones diffère sur plusieurs points (graphique n° 6). Le poste privé offre un éventail de rôles plus large que

Graphique 6 Taux de mention des rôles individuels que chaque émetteur met en évidence chez les Canadiens français



celui du réseau d'État : pour identifier la moitié ou un peu plus de la moitié des mentions, CFTM se sert de sept rôles alors que quatre suffisent à Radio-Canada. Dans la définition des Canadiens français, les deux émetteurs francophones sont d'accord pour retenir quatre rôles reliés à la politique : le premier ministre, le ministre, le dirigeant d'associations politiques et le haut fonctionnaire. Ils les retiennent à peu près dans les mêmes proportions, sauf le premier ministre, dont le taux de mention est plus élevé à Radio-Canada qu'à CFTM. Alors que ces quatre rôles sont les seuls que Radio-Canada considère comme importants, CFTM ajoute au tableau les trois rôles suivants : le juge ou l'avocat, le criminel et la victime.

Pour définir les Canadiens français, les deux réseaux de langue anglaise choisissent huit rôles. Quatre d'entre eux prennent exactement la même proportion à l'un et à l'autre émetteur; ils sont par ordre d'importance : le criminel et le ministre, le premier ministre, le juge ou l'avocat. D'après la CBC, les activités des Canadiens français relèvent aussi du haut fonctionnarisme et de la direction d'associations politiques; d'après le CTV, de la députation et de titres de parenté.

Seulement deux rôles, le premier ministre et le ministre, se retrouvent dans l'image des Canadiens français que présente chacun des quatre émetteurs (graphique n° 7), encore que le ministre ait moins d'importance à CFTM qu'aux trois autres émetteurs. D'après les émetteurs francophones et un des émetteurs anglophones (CBC), deux autres rôles politiques, le dirigeant d'associations politiques et le haut fonctionnaire, en font partie; d'après les émetteurs anglophones et un des émetteurs francophones (CFTM), le juge et le criminel y sont intégrés. Certains rôles sont attribués au groupe français exclusivement par l'un des émetteurs : le député et les titres de parenté par le CTV et la victime par CFTM.

L'image que chacun des quatre émetteurs projette des Canadiens français est composée d'au moins quatre et d'au plus sept rôles dont certains sont identiques pour deux, trois ou quatre émetteurs. Un seul rôle met en opposition les émetteurs francophones et les émetteurs anglophones : ces derniers ont tellement mis en évidence le criminel qu'ils l'ont placé sur un pied d'égalité avec le ministre, ce que les émetteurs francophones sont loin d'avoir fait. Dans le tableau que tracent les émetteurs francophones, le ministre reste une composante importante, mais le criminel perd beaucoup d'importance à tel point qu'il n'est même plus une des composantes du tableau que trace Radio-Canada. Aucune autre différence entre les émetteurs ne peut s'expliquer par la langue de diffusion. Le statut de propriété n'en explique aucune.

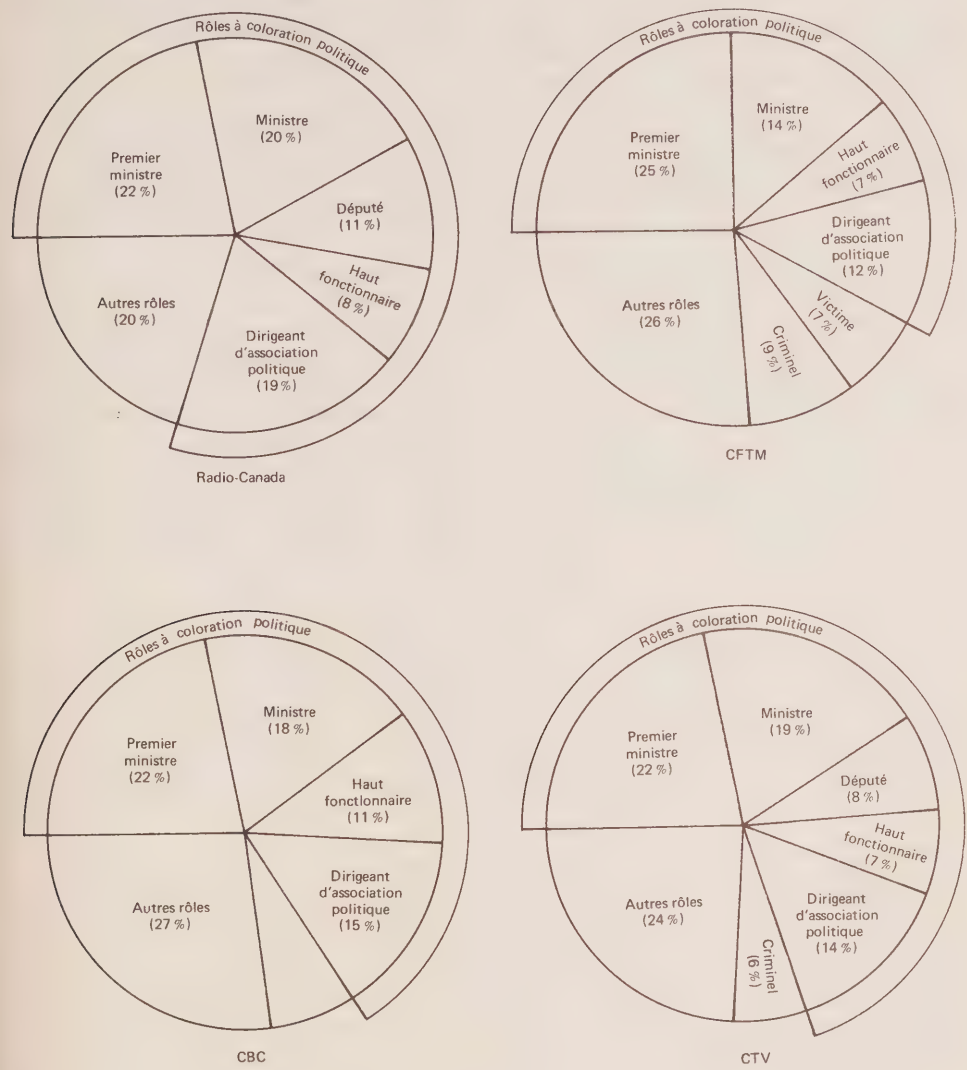
Comment les émetteurs décrivent-ils les Canadiens anglais? Le premier ministre, le ministre, le dirigeant d'associations politiques et le haut fonctionnaire se retrouvent tous les quatre dans les nouvelles que les stations émettrices anglophones et francophones consacrent aux Canadiens anglais (graphique nos 7 et 8). Radio-Canada et

Graphique 7 Rôles individuels que les émetteurs mettent en évidence chez les Canadiens français et chez les Canadiens anglais

Premier ministre	Ministre	Dirigeant d'association politique	Haut fonctionnaire	Juge	Criminel	Député	Parenté	Victime
Radio-Canada CFTM, CBC, CTV		Radio-Canada CFTM, CBC		CFTM, CBC, CTV		CTV		CFTM

Premier ministre	Ministre	Dirigeant d'association politique	Haut fonctionnaire	Criminel	Député	Victime
Radio-Canada, CFTM, CBC, CTV				CFTM, CBC CTV		CFTM
					Radio-Canada CTV	

Graphique 8 Taux de mention des rôles individuels que chaque émetteur met en évidence chez les Canadiens anglais



le CTV se servent aussi d'un autre rôle politique : le député. Le criminel entre dans le tableau que présentent CFTM et les deux émetteurs anglophones, CFTM ajoute la victime. Radio-Canada représente les Canadiens anglais exclusivement en termes politiques alors que CFTM et les réseaux anglophones ajoutent un ou deux rôles de moindre importance par rapport à l'organisation de la société.

Chaque émetteur utilise un maximum de cinq ou six rôles pour décrire les Canadiens d'expression anglaise. Quatre de ces rôles sont constants d'un émetteur à l'autre; les autres rôles n'établissent pas de distinctions entre les émetteurs anglophones et francophones non plus qu'entre les émetteurs privés et d'État.

L'image des Canadiens anglais, telle que la décrivent les rôles dans les nouvelles télévisées, se présente comme plus nette que celle des Canadiens français, parce que le choix des rôles s'avère plus restreint, et plus constant d'un émetteur à l'autre. La description des Canadiens anglais requiert sept rôles dont quatre sont communs aux quatre émetteurs et un seul est exclusif à un émetteur; de plus, les rôles dits importants comptent pour au moins les trois quarts des mentions à tous les émetteurs. Par ailleurs, la description des Canadiens français nécessite neuf rôles dont seulement deux sont communs aux quatre émetteurs et trois, exclusifs à l'un des émetteurs; en outre, les rôles dits importants comptent pour à peine un peu plus de la moitié des mentions par les émetteurs francophones.

Suivant les nouvelles d'au moins trois des émetteurs, cinq rôles apportent une contribution importante à la définition des Canadiens anglais : le premier ministre, le ministre, le dirigeant d'association politique, le haut fonctionnaire et le criminel, Radio-Canada faisant cependant exception dans ce dernier cas. Ces cinq rôles sont repris dans l'image des Canadiens français⁹, avec la contribution d'un sixième, le juge ou l'avocat (ici aussi, Radio-Canada fait exception).

De l'avis de tous les émetteurs, deux des cinq rôles communs aux deux groupes ethniques n'ont pas le même degré d'importance chez les Canadiens français : le premier ministre et le dirigeant d'association politique sont des rôles plus caractéristiques des premiers que des deuxièmes¹⁰. Dans la description des deux groupes, le criminel est le seul rôle qui différencie les émetteurs de langues différentes : pour les émetteurs anglophones, le criminel est un rôle beaucoup plus prononcé chez les Canadiens français que chez les Canadiens anglais, à tel point qu'il devient, chez les Canadiens français, le rôle le plus important avec celui de ministre; pour les émetteurs francophones, le criminel prend un même degré d'importance dans le groupe français que dans le groupe anglais et cette importance n'est pas prépondérante.

À la suite de cette analyse sur les rôles propres à chacun des deux groupes ethniques, une conclusion ne fait pas de doute : c'est la mise en valeur des rôles politiques. La configuration du pouvoir politique se dessine de la même façon tant chez les Canadiens français

que chez les Canadiens anglais, et rappelle celle qui a été esquissée pour l'ensemble des Canadiens avec, toutefois, quelques restrictions quant aux rôles de député et de haut fonctionnaire. Lorsque le CTV décrit les Canadiens français, il donne préséance au député sur le haut fonctionnaire; lorsque le CTV et Radio-Canada décrivent les Canadiens anglais, ils accordent la même importance au député qu'au haut fonctionnaire. Il ne faut donc pas trop se hâter d'affirmer que les nouvelles télévisées sont un indice, tant du côté français que du côté anglais, de la diminution du pouvoir attribué au député en même temps que de la montée du pouvoir de la technocratie. Il n'en reste pas moins qu'elles laissent soupçonner cette tendance.

Le criminel, en tant que rôle caractéristique des Canadiens français, est source de différence entre émetteurs anglophones et francophones. L'analyse des sphères d'activité a déjà montré, par ailleurs, que les émetteurs anglophones associent plus souvent justice et activités des Canadiens français que ne le font les émetteurs francophones. Faut-il croire que ces deux faits sont identiques et qu'il suffit d'en connaître un pour prédire l'autre? En d'autres termes, le rôle de criminel s'identifie-t-il à la sphère de la justice et réciproquement? Il faut, en effet, tenir compte de l'alternative suivante : « justice-criminel » par rapport à « criminel-justice », car il n'est pas possible de savoir si les émetteurs s'intéressent d'abord à la justice ou d'abord au criminel.

Le criminel, même si l'on suppose que la justice est la seule sphère d'activité où il se manifeste — ce qui est plus que probable, bien que le traitement automatique des données ne permette pas de le démontrer —, n'est pas présent dans toutes les nouvelles consacrées à la justice : de 40 à 77 % des nouvelles canadiennes-françaises consacrées à la justice rapportent les activités d'un criminel canadien-français. Le criminel y est toutefois plus présent chez les émetteurs de langue anglaise (59 et 77 %) que chez ceux de langue française (40 et 43 %).

On peut donc s'attendre à ce que les rôles consacrés à la justice ne concernent pas exclusivement le criminel mais aussi d'autres acteurs. Quelle est donc l'importance que prend le rôle de criminel par rapport aux autres rôles? Lorsque les Canadiens français exercent des activités relatives à la justice, les émetteurs anglophones et francophones accordent-ils au criminel le même degré d'importance? Relativement à la justice, les quatre émetteurs retiennent non pas un mais quatre rôles qui groupent de 69 à 82 % des mentions (tableau n° 45). Toutefois, le rôle de criminel vient au premier rang avec des pourcentages variant de 27 à 53 %. Le CTV semble le mettre plus en évidence que ne le font les trois autres émetteurs, mais, à cause du petit nombre de mentions de rôle relatives à la justice, la différence n'est pas significative. Les trois autres rôles sont le juge ou l'avocat, le ministre et le travailleur des services publics de protection (pour ce dernier rôle, le CTV fait exception). À Radio-Canada, le juge ou l'avocat prend presque autant d'importance

que le criminel (22 et 27 %); à CFTM et aux émetteurs anglophones, ni le juge, ni le ministre, ni le travailleur des services publics de protection n'approchent l'importance prise par le rôle de criminel. Parmi les rôles relatifs à la justice, le criminel reçoit donc le même taux de mention chez les émetteurs anglophones que chez les émetteurs francophones; il est loin de réunir toutes les mentions de rôles bien que son taux soit supérieur à celui des autres rôles. Toutefois, à Radio-Canada, cette supériorité est moins marquée que chez les autres émetteurs.

Il ne peut donc être question, ni dans les nouvelles de langue française ni dans celles de langue anglaise, d'identifier la sphère de la justice et le rôle de criminel, bien qu'un certain lien existe entre les deux. Le degré d'importance accordé à la justice dans l'ensemble des sphères d'activité ne préjuge donc pas nécessairement du degré d'importance accordé au criminel pour les rôles relatifs à la justice ni pour l'ensemble des rôles. De même, il faut dire que le degré d'importance accordé au criminel dans l'ensemble des rôles ne préjuge pas nécessairement de la présence du criminel dans les nouvelles consacrées à la justice non plus que de la place de la justice dans l'ensemble des sphères d'activité.

On avait présumé que les rôles religieux auraient une certaine importance dans la définition des Canadiens français. En fait, ils n'obtiennent jamais plus de 3 % des mentions. Afin d'interpréter correctement ces résultats, il faut se rappeler une des règles de codage : un rôle religieux n'identifie un acteur que s'il n'exerce qu'un rôle religieux, de sorte que celui-ci ne doit pas entrer en conflit avec un rôle professionnel. Si un acteur exerce à la fois un rôle religieux et un rôle professionnel, c'est ce dernier qui a prééminence. Par ailleurs, dans le milieu canadien-français, beaucoup de ceux qui assument un rôle religieux sont aussi impliqués dans des domaines d'activité autres que la religion. Le système de codage ne rend pas compte de ces cas de conflit car le codeur ne devait retenir qu'un seul rôle par acteur, et le rôle professionnel prenait le pas sur le rôle religieux.

d. Canadiens sans mention d'ethnicité

Les « Canadiens » exercent les rôles de travailleur des services publics de protection (entre 17 et 29 %) et de citoyen (entre 13 et 17 %). Les quatre émetteurs sont d'accord au sujet de ces deux rôles et trois d'entre eux le sont au sujet d'un troisième rôle : le haut fonctionnaire (de 6 à 9 %; CFTM fait exception). Les deux émetteurs francophones considèrent aussi les « Canadiens » comme membres d'associations syndicales (8 et 6 %) et comme victimes (6 et 7 %); les deux émetteurs anglophones y ajoutent les professions para-libérales (6 %). À côté de points communs de perception, on remarque donc des différences suivant la langue de diffusion. Le CTV est le seul diffuseur à présenter les « Canadiens » comme criminels (7 %).

Le fait de mentionner l'ethnicité des acteurs introduit-il une différence dans les rôles qu'ils accomplissent? Oui, et bien nettement.

En effet, le haut fonctionnaire est le seul rôle qui, d'après trois émetteurs, caractérise les Canadiens avec et sans mention d'ethnicité; le rôle de criminel n'est attribué aux uns et aux autres que par le CTV. Enfin, tous les autres rôles présentés comme distinctifs des Canadiens des deux groupes ethniques sont différents des rôles attribués aux Canadiens sans mention d'ethnicité.

Si l'on reconnaît que l'identification des individus — principal critère pour déterminer l'appartenance ethnique — est un indice du prestige attaché à un rôle, il faut conclure qu'en raison de leur faible prestige, certains rôles, tels le travailleur des services publics de protection et le citoyen, n'ont pu être classés selon l'appartenance ethnique. Toutefois, ces rôles gardent suffisamment d'importance dans le fonctionnement de la société pour apparaître comme distinctifs dans l'ensemble des rôles attribués aux Canadiens.

3. Les rôles de groupe

Au début de cette dernière partie du chapitre, rappelons que, comparativement aux catégories de rôle individuel, les catégories de rôle de groupe sont en nombre plus restreint. Elles sont en fait trois fois moins nombreuses, ce qui impose un taux minimal de mention de 18 % pour considérer un rôle de groupe comme important. Le taux minimal, pour un rôle individuel, était de 6 %.

Par rapport à l'ensemble des Canadiens, quels sont donc les groupes dont les nouvelles télévisées rapportent les activités? Deux groupes sont mis en évidence dans les bulletins des quatre émetteurs (tableaux nos 37 à 40) : les corps politiques (entre 35 et 57 %) et les corps administratifs (entre 18 et 24 %). Viennent ensuite, par ordre d'importance, les entreprises privées et les associations politiques, mais ni les unes ni les autres, à aucun des émetteurs, n'obtiennent un taux de mention d'au moins 18 %. CFTM, dont le taux de mention des corps politiques est moins élevé que celui des trois autres émetteurs, ne compense pas en accordant plus d'importance à l'un des autres groupes. Les corps politiques et les corps administratifs, caractéristiques de l'ensemble des Canadiens, le sont aussi des Canadiens français¹¹ et des Canadiens qui ne sont pas présentés comme appartenant à un des groupes ethniques. Par contre, les Canadiens anglais se distinguent : si les corps politiques ont pour eux une importance marquée, la place que prennent les corps administratifs est minime par rapport à celle qu'occupent les entreprises privées¹².

Comme les rôles de groupe prennent, par rapport à l'ensemble des mentions de rôle, une place moins considérable chez les Canadiens anglais que chez les Canadiens français et surtout que chez les Canadiens sans mention d'ethnicité, il semble nécessaire de situer l'importance des entreprises privées canadiennes-anglaises dans l'ensemble des mentions de rôles de groupe (tableaux nos 41 à 44). Les entreprises privées des Canadiens anglais constituent entre 2 et 4 % des mentions de rôle de groupe tandis que les entreprises privées des Canadiens français constituent entre 1 et 3 %. Ce sont, en définitive, les entreprises privées des « Canadiens » (entre 4 et 8 %) qui,

dans les rôles de groupe, sont plus importantes que celles des Canadiens anglais et que celles des Canadiens français. Il ne faut donc pas conclure trop vite à la mise en valeur, dans les bulletins d'informations, des entreprises privées des Canadiens anglais. Elles le sont parmi les groupes qui servent de cadre d'activité aux Canadiens anglais lorsque ceux-ci sont considérés comme un tout, mais non plus lorsqu'ils sont considérés comme une partie de l'ensemble des Canadiens.

Par l'importance des fonctions politiques, les rôles de groupe esquisssent une image qui rejoint celle que donnent les rôles individuels. Cette affirmation vaut tant pour les Canadiens français que pour les Canadiens anglais. Il y a, d'une part, prépondérance des corps politiques, et, d'autre part — pour ne retenir que les rôles individuels reliés aux corps politiques —, prépondérance du premier ministre et du ministre mais méconnaissance du député. Une distinction entre les corps politiques qui ne comprennent que les ministres et ceux qui comprennent à la fois les ministres et les députés aurait permis de vérifier si les corps politiques formés exclusivement de ministres ont priorité sur les corps politiques où les ministres sont mêlés aux députés, tout comme les ministres, en tant qu'individus, ont priorité sur les députés.

Les rôles pertinents aux associations aident à dégager un autre lien entre les rôles de groupe et les rôles individuels. Tout d'abord, comparons l'importance des rôles individuels d'association à celle des rôles individuels professionnels et des rôles mineurs (tableaux nos 33 à 36). Si les individus prennent beaucoup moins d'importance par leur appartenance à des associations que par leur profession, les rôles d'association, à deux exceptions près¹³ et compte tenu de la perception qu'ont les quatre émetteurs des différents groupes de Canadiens, ont une importance inférieure ou tout au plus égale à celle des rôles mineurs. Prenons maintenant le taux de mention qu'obtiennent, dans les rôles de groupe, l'ensemble des associations (tableaux nos 37 à 40). Suivant les exigences précédemment posées d'un taux minimal de 18 %, seuls les émetteurs francophones considèrent que les associations jouent un rôle important chez les Canadiens français (25 et 23 %); les émetteurs francophones et la CBC ont cette même perception pour les « Canadiens » (de 19 à 34 %); aucun émetteur ne perçoit les associations comme importantes dans les activités des Canadiens anglais (de 0 à 13 %).

Si l'on se fie aux informations télévisées, il ne semble pas que les fonctions liées aux associations prennent une place importante dans l'organisation de la société. Poussons quand même un peu plus loin l'investigation en tenant compte des types d'associations et du niveau hiérarchique de la fonction. Les quatre émetteurs considèrent le dirigeant d'association politique comme un rôle caractéristique des Canadiens anglais et des Canadiens français¹⁴. De plus, le rôle de simples membres d'associations syndicales est, d'après les émetteurs francophones, propre aux « Canadiens ». Aucun autre rôle d'association, ni individuel ni de groupe, n'est apparu comme important dans les nouvelles télévisées.

Du côté des Canadiens anglais, le dirigeant d'association politique groupe presque toutes les mentions de rôles individuels d'association alors que, du côté des Canadiens français, il n'en compte que pour la moitié, sauf à la CBC, où il les réunit toutes. C'est donc dire que, chez les Canadiens français, le dirigeant et le simple membre d'association autre que politique voient certaines de leurs activités figurer dans les nouvelles. Dirigeants et membres des associations syndicales reçoivent cette attention et obtiennent un taux de mention de 6 % à Radio-Canada et de 5 % à CFTM.

Lorsqu'il s'agit des « Canadiens », c'est aux simples membres que revient au moins la moitié des mentions des rôles individuels d'association, particulièrement aux membres d'associations syndicales dans les nouvelles de langue française (rôle dit important) et aux membres d'associations politiques dans les nouvelles de langue anglaise (taux de mention : 5 %).

Qu'en est-il des différents types d'associations dans les rôles de groupe des Canadiens français (à Radio-Canada et à CFTM) et des « Canadiens » (aux émetteurs francophones et à la CBC)? Bien que les taux de mention ne dépassent jamais 15 %, ce sont les associations politiques qui reviennent le plus souvent, suivies des associations syndicales.

Peut-on parler d'un pouvoir des associations en tant que corps intermédiaires, en tant que groupes de pression auprès des pouvoirs politiques établis? Si le degré d'attention accordé aux associations de divers types reflète le degré de pouvoir qu'elles détiennent dans la société, il semblerait qu'un certain pouvoir revient aux associations politiques, en particulier à leurs dirigeants. Les syndicats sont les seules associations à leur faire quelque peu concurrence, et encore que cette situation n'existe que chez les Canadiens français et chez les « Canadiens », d'après les nouvelles de langue française.

Attardons-nous quelque peu à la place que les associations syndicales occupent dans la sphère du travail, là où elles peuvent davantage exercer une influence bien que ce ne soit pas leur seule possibilité. Les données sont limitées, sujettes à de grandes variations et ne peuvent permettre qu'une certaine exploration : les émetteurs francophones sont les seuls à donner quelque importance au monde du travail, à condition que le gouvernement y soit mêlé et qu'il s'agisse des Canadiens français.

Dans ces nouvelles, quelle est l'importance des fonctions syndicales par rapport aux autres rôles? Une nouvelle dite canadienne-française peut contenir des rôles de Canadiens français et des rôles de « Canadiens » (tableaux nos 46 et 47). Dans les nouvelles relatives à la sphère gouvernement-travail, Radio-Canada et CFTM ont consacré aux membres et aux dirigeants des syndicats 47 et 37 % des rôles individuels de Canadiens français ainsi que 30 et 37 % des rôles individuels de « Canadiens », les syndicats reçoivent 22 et 8 % des mentions de rôle de groupe attribuées aux Canadiens français

ainsi que 9 et 25 % de celles attribuées aux « Canadiens ». À côté des fonctions syndicales des « Canadiens », on voit apparaître les travailleurs qui sont aux prises avec des problèmes de travail, soit les professions para-libérales (25 et 15 %), les cols blancs et les ouvriers (autres professions : 25 et 15 %). En ce qui concerne les Canadiens français, les détenteurs de fonctions politiques continuent d'exercer leur pouvoir soit en tant qu'individus, particulièrement le premier ministre, le ministre (entre 6 et 16 %) et le haut fonctionnaire (16 % à CFIM), soit en tant que groupes, particulièrement les corps politiques (50 et 61 %).

Formulons l'hypothèse que trois grandes forces devraient être à l'oeuvre à l'intérieur du monde du travail et que leurs activités devraient trouver écho dans les nouvelles. Ces forces seraient : les travailleurs eux-mêmes à travers les syndicats, le gouvernement et les employeurs (autres que le gouvernement). Les données sont, il ne faut pas l'oublier, fort limitées. Mais peut-être faudrait-il penser que, lorsqu'il est question de travail, les syndicats reçoivent leur part de nouvelles — et le gouvernement aussi — mais qu'un manque sérieux existe en ce qui concerne le côté patronal. Après avoir constaté une absence presque complète de nouvelles sur les secteurs privés de l'industrie et du travail, une présence passablement restreinte de nouvelles sur le secteur gouvernement-travail, ne faudrait-il pas en venir à penser qu'il manque un aspect fort important — le côté patronal — dans les informations relatives à ce secteur? La définition de la sphère gouvernement-travail n'exclut pas la possibilité que l'employeur soit un autre que le gouvernement. Or, lorsqu'il est question du secteur gouvernement-travail, il y a une absence presque complète d'informations sur les patrons que l'on pourrait reconnaître dans les gérants et administrateurs, les associations patronales et les entreprises privées.

Conclusion

L'objectif premier de ce chapitre était d'analyser et de comparer les rôles individuels et les rôles de groupe que les émetteurs attribuent aux Canadiens sans distinction d'appartenance ethnique de même qu'aux Canadiens groupés selon la mention d'ethnicité. Les différences entre émetteurs sont plus ou moins nombreuses suivant qu'il s'agit de tel ou tel groupe de Canadiens. Une comparaison entre diffuseurs privés et diffuseurs d'État, entre diffuseurs francophones et diffuseurs anglophones permet de constater qu'aucune différence entre les rôles de groupe ne peut être attribuée au statut de propriété ni à la langue de diffusion; qu'aucune différence entre les rôles individuels ne découle du statut de propriété, alors que quelques différences découlent de la langue de diffusion. Ce sont les suivantes : 1) lorsqu'il s'agit de l'ensemble des Canadiens, les émetteurs anglophones mettent plus en évidence le travailleur des services publics de protection que ne le font les émetteurs francophones; 2) les émetteurs francophones sont les seuls à décrire les « Canadiens » comme membres d'associations syndicales et comme victimes; les émetteurs anglophones sont les seuls à les classer parmi les professions para-

libérales; 3) lorsqu'il s'agit des Canadiens français, les émetteurs anglophones insistent beaucoup plus sur les activités du criminel que ne le font les émetteurs francophones. À noter que les nouvelles de langue française donnent des Canadiens anglais une description semblable à celle qu'en donnent les nouvelles de langue anglaise.

L'analyse des sphères d'activité et des rôles des acteurs vise à saisir le contenu des événements qui font l'objet des nouvelles télévisées. Par ailleurs, on fait appel au cadre géographique pour décrire ces événements de l'extérieur plutôt que de l'intérieur et pour les situer dans l'espace. Les circonstances de lieu constituent un indice du champ d'action d'un groupe ethnique et font, à ce titre, partie de son image.

L'introduction du cadre géographique comme élément d'analyse des nouvelles télévisées s'explique par le schème de travail de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Compte tenu de l'existence des provinces du Canada, la Commission a dû reconnaître que des groupes qui partagent une même culture sans partager un même territoire ne sont pas nécessairement identiques¹. Il faut donc parler du groupe français et du groupe anglais de chaque province. Il n'en reste pas moins que, dans le cadre de l'État fédéral canadien, il existe des entités dont la cohésion est peut-être lâche mais qui ne sont quand même pas des constructions de l'esprit comme le sont les groupes statistiques. Ces entités sont les Canadiens français et les Canadiens anglais du Canada tout entier dont le champ d'action se situe particulièrement à Ottawa.

Il n'est donc pas indifférent que les nouvelles fassent connaître les Canadiens français d'Ottawa, du Québec ou des provinces anglophones. Il en va de même pour les Canadiens anglais. D'après les nouvelles télévisées, les Canadiens français oeuvrent-ils seulement au Québec? Ont-ils aussi leur place à Ottawa et dans les provinces où ils sont en minorité? Les Canadiens anglais exercent-ils leurs activités surtout dans les provinces anglophones ou surtout à Ottawa, milieu que certains considèrent comme exclusivement anglais? Et quelle est leur place au Québec? Les Canadiens français et les Canadiens anglais se rencontrent-ils dans la capitale fédérale? Dans l'une ou l'autre des provinces?

A. Définition

Le cadre géographique désigne le lieu où se passent et où se sont passés les événements qui font l'objet d'une nouvelle ou encore, dans le cas de l'annonce d'un événement, le lieu où il se passera. Une première grande division, en ce qui a trait au cadre géographique, partage les événements qui se déroulent au Canada et qui se déroulent à l'étranger.

Les événements qui se passent en territoire canadien se subdivisent de façon à distinguer les événements qui se produisent à Ottawa de ceux qui se produisent dans la province francophone et dans les provinces anglophones. Celles-ci sont divisées de la façon suivante : les provinces Atlantiques, l'Ontario, les Prairies, la Colombie-Britannique. Le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont l'objet d'une catégorie spéciale. Les catégories détaillant le cadre géographique sont donc les suivantes : Ottawa, Québec, provinces Atlantiques, Ontario (sauf mention expresse d'Ottawa), Prairies, Colombie-Britannique, Yukon et Territoires du Nord-Ouest, extérieur du Canada*.

Le code binaire permettait de combiner, de toutes les façons possibles, ces catégories de base. Le Canada était représenté par la somme de toutes ses parties. Pour l'analyse, il a fallu réduire le nombre des catégories retenues pour le codage. L'utilisation de critères logiques (parenté des catégories regroupées) et de critères numériques (regroupement des catégories numériquement faibles, conservation des catégories quantitativement importantes) ramène les catégories de cadre canadien aux sept catégories de base avec, en plus, une catégorie résiduelle : « autre ». Celle-ci comprend des nouvelles provenant de l'ensemble du territoire canadien (à peu près la moitié des mentions), d'une partie indéterminée, et de plusieurs parties à la fois, par exemple Ottawa et une autre partie du Canada, deux ou plusieurs régions canadiennes. Le nombre de mentions simultanées d'au moins deux régions données ne justifiait pas de garder distinct aucun de ces regroupements. Malgré son importance quantitative — jusqu'à 40 % dans certains sous-groupes de nouvelles —, la catégorie résiduelle est gardée telle quelle et presque toujours laissée de côté dans l'analyse, car elle n'apporte aucune information supplémentaire quant aux parties ou régions du Canada qui servent le plus souvent de cadre aux activités des Canadiens.

* On considère habituellement les lieux où résident de façon permanente les représentants officiels d'un pays à l'étranger (ambassades, consulats, etc.) comme rattachés au pays des représentants. La présente étude ne tient pas compte de cette convention. Ainsi un événement survenu dans un consulat canadien aux États-Unis a pour cadre géographique l'extérieur du Canada.

B. Le cadre géographique dans les nouvelles

D'après tous les émetteurs, la très grande majorité des activités propres aux Canadiens se passent exclusivement au Canada, alors qu'environ un cinquième des activités communes aux Canadiens et aux étrangers se passent exclusivement à l'extérieur du Canada. Le cadre géographique est donc lié à la mention de nationalité, ce qui n'est guère surprenant. C'est là une donnée importante qui influe nécessairement sur les taux de mention de chaque partie du Canada. En conséquence, il n'y aura pas intérêt à approfondir, pour ce qui est du cadre géographique, la comparaison entre nouvelles canadiennes et nouvelles canadiennes-étrangères.

La première partie du chapitre portera sur les nouvelles canadiennes et établira quelles sont les parties du territoire canadien qui servent le plus souvent de cadre aux activités de l'ensemble des Canadiens et des Canadiens groupés suivant leur ethnicité; en conclusion, elle opposera les émetteurs en fonction de la langue de diffusion et du statut de propriété. Une autre partie du chapitre reprendra les mêmes démarches pour les nouvelles canadiennes-étrangères.

1. Les nouvelles canadiennes

a. L'ensemble des Canadiens

Les nouvelles canadiennes des émetteurs mettent-elles en évidence les mêmes régions? Voici donc la part de nouvelles que chaque émetteur accorde aux diverses parties du Canada de même que les différences et les ressemblances entre les émetteurs.

Répartition pour chaque émetteur

Radio-Canada (tableau n° 48). La province canadienne qui sert le plus souvent de cadre aux activités des Canadiens est le Québec (55 %), suivie de très loin par la capitale fédérale (14 %). Les régions anglophones n'apparaissent que rarement dans les nouvelles (pour chacune d'elles, le taux de mention est de 5 % ou moins) et toutes ensemble ne comptent que pour 11 % des nouvelles.

CFTM (tableau n° 49). Le Québec sert de cadre aux trois quarts des événements attribués aux Canadiens; Ottawa et l'ensemble des provinces anglophones comptent pour seulement 8 et 2 % des nouvelles canadiennes.

CBC (tableau n° 50). Les activités canadiennes se déroulent principalement à Ottawa (28 %) et au Québec (16 %). Les régions anglophones, prises globalement, constituent le cadre géographique de 26 % des nouvelles; considérées séparément, elles obtiennent de 9 à 4 % des nouvelles : Ontario (9 %), provinces Atlantiques (8 %), Prairies (5 %) et Colombie (4 %).

CTV (tableau n° 51). Les Canadiens exercent le tiers de leurs activités à Ottawa, 14 % au Québec, de 7 à 3 % dans chacune des régions anglophones, ce qui donne 21 % pour l'ensemble des régions anglophones.

Comparaisons entre les émetteurs

Les quatre émetteurs situent au Québec au moins 14 % des activités propres aux Canadiens; ils accordent le même degré d'attention aux activités qui se déroulent à Ottawa (sauf CFTM, 8 %). Il faut cependant faire d'importantes distinctions entre sources françaises et anglaises. Les émetteurs francophones laissent croire que le Québec est témoin de la plus grande proportion des événements canadiens alors que les émetteurs anglophones attribuent ce rôle à Ottawa. De plus, la proportion de nouvelles que les émetteurs francophones accordent au Québec et celle que les émetteurs anglophones attribuent à Ottawa ne sont pas de même grandeur : la première est de beaucoup supérieure à la deuxième (55 et 75 % contre 28 et 36 %). Cependant, les événements d'Ottawa dans les nouvelles des émetteurs francophones, et les événements du Québec, dans les nouvelles des émetteurs anglophones, détiennent des proportions assez semblables (taux de mention d'Ottawa chez les émetteurs francophones : 14 et 8 %, taux de mention du Québec chez les émetteurs anglophones : 16 et 14 %). C'est donc dire que les événements du Québec obtiennent chez les émetteurs francophones un taux de mention nullement comparable à ce qu'ils obtiennent chez les émetteurs anglophones; ce taux est même très supérieur à celui qu'obtiennent les événements d'Ottawa non seulement chez les émetteurs francophones mais aussi chez les émetteurs anglophones.

Et les régions anglophones? Aucune d'elles, quel que soit l'émetteur, ne reçoit un taux de mention d'au moins 10 % et même l'Ontario n'obtient que 9 % à la CBC et 7 % au CTV. Il est difficile d'établir des différences dans le degré d'importance que les émetteurs accordent à l'une ou l'autre des régions anglophones. De toute façon, la place que chacune d'elles occupe dans les nouvelles est toujours relativement minime. Mais la difficulté disparaît si l'on considère les régions anglaises comme un tout : le taux de mention varie alors de 2 à 26 % et il est plus élevé chez les émetteurs anglophones que francophones (26 et 21 % contre 11 et 2 %). Dans les nouvelles de langue anglaise, les régions anglophones prises comme un tout ont un taux de mention suffisamment élevé pour permettre de situer dans une nouvelle perspective leur importance par rapport à l'importance accordée au Québec. Les régions anglophones prises comme un tout sont plus souvent que le Québec le lieu des activités des Canadiens, bien qu'aucune d'elles prises séparément ne le soit aussi souvent. À la CBC, elles sont même aussi souvent qu'Ottawa le théâtre d'activité des Canadiens.

Retenons donc, comme cadre géographique des activités des Canadiens, les trois subdivisions suivantes : la capitale fédérale, la province francophone et les provinces anglophones.

Dans les nouvelles de langue anglaise, la priorité va à la capitale fédérale puis à l'ensemble des régions anglophones et enfin à la province francophone. Dans les nouvelles de langue française, l'ordre d'importance est le suivant : Québec, Ottawa et enfin la totalité des régions anglophones. Voilà donc une première démarcation entre les

émetteurs francophones et les émetteurs anglophones. Mais les différences relatives à l'ordre d'importance ne rendent pas compte de toute la réalité. Il y a entre émetteurs francophones et anglophones une autre distinction importante : elle réside dans les proportions de nouvelles qui se rapportent à l'une ou l'autre partie du Canada. Chez les émetteurs anglophones, ni le Québec ni les régions anglophones ni même Ottawa n'obtiennent plus du tiers des nouvelles alors que, chez les émetteurs francophones, le Québec compte pour la moitié (Radio-Canada) et même les trois quarts (CFTM) des nouvelles.

De cette analyse, il ressort donc clairement qu'un lien existe entre la langue de diffusion des émetteurs et les parties du Canada qu'ils présentent comme cadre d'activité de l'ensemble des Canadiens. Ces différences entre émetteurs de langue différente sont-elles dues exclusivement à la plus grande insistance des émetteurs de chaque langue sur les activités de leur groupe linguistique respectif? Les uns et les autres ont-ils situé les activités des Canadiens français et celles des Canadiens anglais dans le même cadre géographique? Pour bien mettre en relief le cadre géographique des activités canadiennes-françaises, des activités canadiennes-anglaises, des activités communes aux deux groupes ethniques et des activités propres aux Canadiens dont l'ethnicité demeure inconnue des téléspectateurs, il convient de s'arrêter à la description de chaque émetteur et de comparer ces descriptions entre elles.

b. Canadiens français, Canadiens anglais

Répartition pour chaque émetteur

Radio-Canada. Les Canadiens français oeuvrent presque exclusivement au Québec (87 % des nouvelles), très rarement à Ottawa (3 %) et jamais dans les provinces anglophones. Les Canadiens anglais exercent presque la moitié de leurs activités à Ottawa (46 % des nouvelles). Le Québec est plus souvent témoin de leurs activités que l'une ou l'autre des régions anglophones (13 % contre 3 et 7 %), mais non pas de ces régions prises globalement (22 %).

Alors que les Canadiens français concentrent leurs activités dans une seule province, les Canadiens anglais exercent leurs activités dans toutes les parties du Canada, avec toutefois une préférence marquée pour Ottawa.

CFTM. Le Québec est pour les Canadiens français le cadre par excellence de leurs activités (88 % des nouvelles), alors qu'Ottawa et les régions anglophones n'ont aucune importance. Les événements qui concernent les Canadiens anglais se passent le plus souvent au Québec (38 % des nouvelles) et à Ottawa (28 %); très peu se passent dans les régions anglophones (de 1 à 5 %) et même dans l'ensemble de ces provinces (9 %).

Même si le Québec est l'endroit principal où agissent l'un et l'autre des deux groupes ethniques, les nouvelles sur les Canadiens français le mettent le plus en évidence que celles sur les Canadiens anglais, au point d'écarter, comme centres d'activité des Canadiens

français, les provinces anglophones, et surtout Ottawa, qui a pourtant de l'importance pour le groupe anglophone.

CBC. Des événements qui concernent les Canadiens français, presque la moitié (46 %) se passent au Québec, un quart à Ottawa et 4 % dans les provinces anglophones. Un tiers des événements attribués aux Canadiens anglais se déroulent à Ottawa, 16 % en Ontario, 10 % dans les Prairies, 10 % également dans les provinces Atlantiques et la Colombie-Britannique, soit 35 % dans les provinces anglophones; seulement 3 % ont lieu au Québec.

D'après la répartition des nouvelles de la CBC, la chance de s'exprimer à Ottawa serait proportionnellement presque aussi grande pour les Canadiens français que pour les Canadiens anglais. Par ailleurs, les nouvelles témoignent que les Canadiens anglais vivent sur un territoire beaucoup plus étendu que les Canadiens français : pour s'en rendre compte, il faut comparer l'importance accordée aux régions anglophones — en particulier, l'Ontario et les Prairies — comme cadre d'activité des Canadiens anglais à l'importance accordée à la province francophone comme cadre d'activité des Canadiens français.

CTV. Cinquante pour cent (50 %) des nouvelles sur les Canadiens français décrivent des événements qui se déroulent au Québec, 37 % à Ottawa, et 3 % dans les provinces Atlantiques. Aucune nouvelle ne mentionne les régions à l'ouest du Québec. Presque la moitié (44 %) des nouvelles concernant les Canadiens anglais ont trait à des événements dont le cadre est Ottawa. Pour chacune des régions du Canada, le taux de mention est d'au plus 10 %; citons l'Ontario (10 %), le Québec (8 %) et les Prairies (7 %). La totalité des provinces anglophones obtiennent 23 % des nouvelles.

Le Québec et Ottawa sont les deux pôles importants autour desquels s'organisent les activités des Canadiens français, alors qu'Ottawa demeure le seul pôle important des activités des Canadiens anglais, chacune des régions du Canada étant d'importance secondaire.

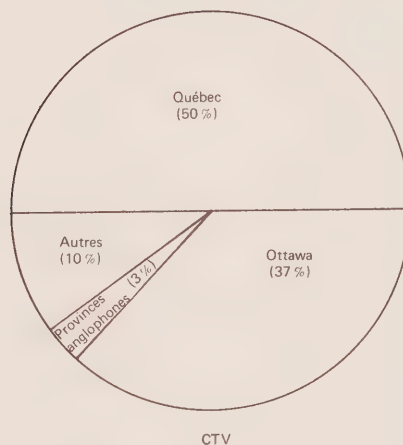
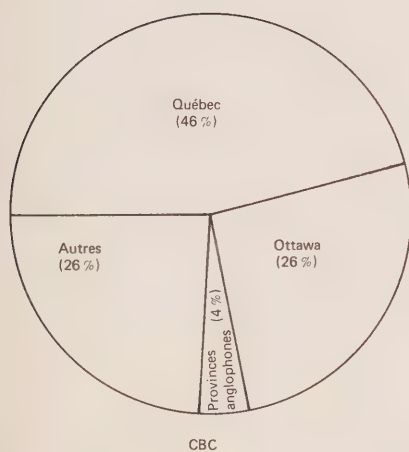
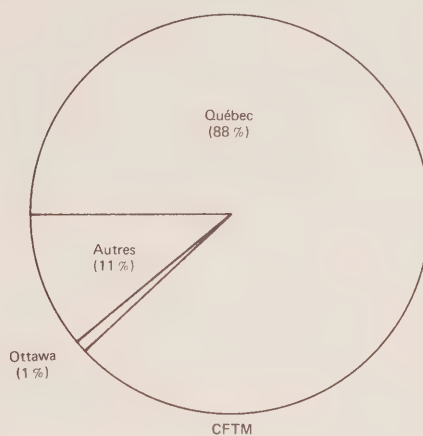
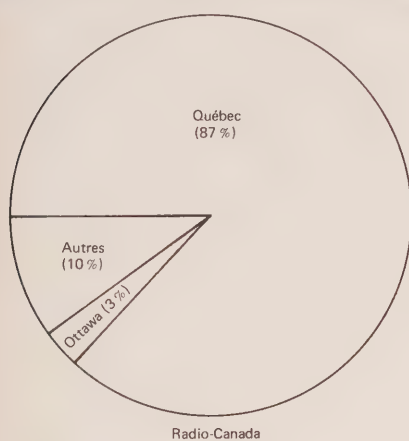
Comparaisons entre les émetteurs (graphique n° 9)

À quelles parties du Canada les émetteurs associent-ils les activités des Canadiens français? Le lien diffère-t-il lorsque diffère soit la langue de diffusion soit le statut de propriété?

D'après les émetteurs francophones, les Canadiens français oeuvrent presque exclusivement au Québec. D'après les émetteurs anglophones, le Québec demeure le lieu principal de leurs activités bien qu'avec un degré moindre de concentration; Ottawa vient en second lieu et prend une importance non négligeable. Un fait est cependant identique chez tous les émetteurs : les minorités françaises, c'est-à-dire les Canadiens français des provinces anglophones, n'ont presque jamais leur place dans les nouvelles télévisées.

Disons, avec plus de précision, qu'ils n'ont jamais leur place dans les nouvelles de langue française et n'obtiennent qu'une toute petite place dans les nouvelles de langue anglaise. Même alors, il n'est jamais question des Canadiens français à l'ouest de l'Ontario.

Graphique 9 Taux de mention d'Ottawa, du Québec et des régions anglophones dans les nouvelles que chaque émetteur consacre aux Canadiens français

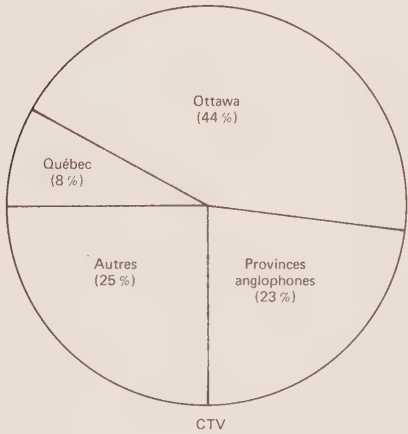
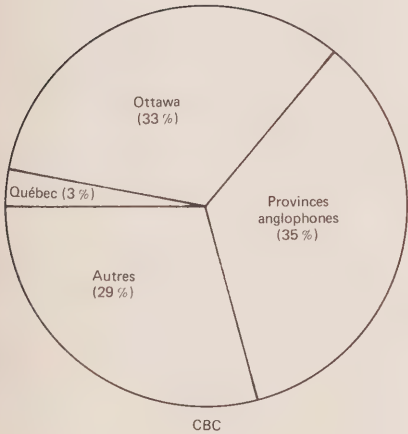
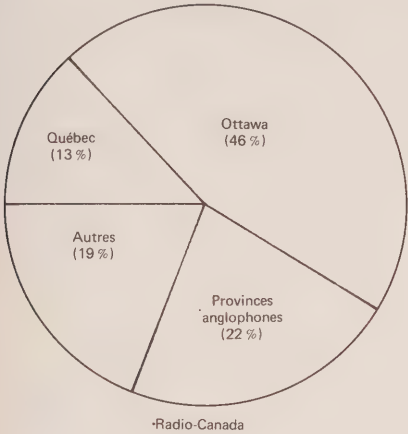


Tous les émetteurs semblent nier la présence des Canadiens français dans les provinces anglophones et affirmer que le Québec est le cadre principal des activités des francophones. Mais les émetteurs se distinguent — et la distinction s'établit selon la langue de diffusion — quant à la proportion de nouvelles sur les Canadiens français du Québec. Si l'on en croit les émetteurs francophones, les Canadiens français seraient enfermés dans la province de Québec. Si l'on en croit les émetteurs anglophones, les Canadiens français auraient la possibilité d'exercer leurs activités non seulement au Québec mais aussi à Ottawa. Les émetteurs se distinguent donc aussi quant à la proportion de nouvelles sur les activités des Canadiens français à Ottawa. Sans doute ces dernières ont-elles, dans l'ensemble des activités canadiennes, peu d'importance (5 % ou moins selon les émetteurs, voir les tableaux n^{os} 51 à 54), mais même alors elles en ont plus chez les émetteurs anglophones que francophones. Pourquoi les émetteurs anglophones prennent-ils en considération les activités des Canadiens français qui s'exercent à l'extérieur de la province de Québec, en particulier à Ottawa? Serait-ce simplement qu'ils sont plus à même d'observer ce qui se passe à Ottawa parce que les courriéristes parlementaires de langue anglaise, en même temps qu'ils prennent note des agissements des Canadiens anglais, ne pourraient pas ne pas prêter une certaine attention aux Canadiens français²?

À quel cadre géographique se rattachent les événements où des Canadiens anglais entrent en jeu? (graphique n^o 10) Les émetteurs francophones sont loin de s'accorder dans la répartition des activités entre Ottawa, le Québec et l'ensemble des régions anglophones, si ce n'est pour attribuer à chacune de ces dernières un taux de mention d'au plus 7 %. Radio-Canada situe les activités des Canadiens anglais d'abord à Ottawa, puis dans les provinces anglophones et enfin dans la province francophone, cette dernière ayant plus de nouvelles que chacune des régions anglophones. D'après CFTM, l'ordre d'importance est le suivant : le Québec, Ottawa et les provinces anglaises. Radio-Canada et CFTM diffèrent non seulement par l'ordre d'importance qu'ils accordent aux diverses parties du Canada, mais par les proportions de nouvelles qu'ils attribuent : CFTM a moins de nouvelles sur les Canadiens anglais d'Ottawa et des provinces anglophones, mais en a plus sur ceux du Québec.

Pour les émetteurs anglophones, Ottawa est le lieu principal des activités des Canadiens anglais. Deux des régions anglophones, l'Ontario et les Prairies, prennent aussi une certaine importance alors que les régions extrêmes du pays, la Colombie-Britannique et les provinces Atlantiques, de même que le Québec, ont peu d'importance. Lorsque les provinces anglophones forment un tout, il ressort une différence marquée entre les deux émetteurs anglophones : la CBC a plus de nouvelles que le CTV sur les Canadiens anglais des régions anglophones. Le réseau d'État accorde à ceux-ci autant d'importance qu'aux Canadiens anglais d'Ottawa alors que le réseau privé réserve la priorité à ces derniers.

Graphique 10 Taux de mention d'Ottawa, du Québec et des régions anglophones dans les nouvelles que chaque émetteur consacre aux Canadiens anglais



Dans la description du cadre géographique des activités des Canadiens anglais, il semble impossible d'établir une ressemblance claire et nette entre les émetteurs de même langue et de même statut de propriété. Deux émetteurs situent les nouvelles sur les Canadiens anglais aux mêmes endroits dans des proportions identiques : ce sont Radio-Canada et le CTV, mais tous deux n'ont ni la même langue de diffusion ni le même statut de propriété. Quelques constantes caractérisent les trois réseaux : proportionnellement peu de nouvelles sur des événements qui se déroulent au Québec (de 3 à 13 %); des proportions variables de nouvelles (ne dépassant jamais 16 %) sur les événements qui se passent dans chacune des régions anglophones, mais qui varient de un quart à un tiers si ces régions sont prises comme un tout; enfin, dans des proportions allant du tiers à la moitié, des nouvelles sur les activités qui se produisent à Ottawa. Ces constantes ne s'appliquent qu'aux trois réseaux, car CFTM a une distribution de nouvelles tout à fait particulière. La localisation que fait CFTM des activités des Canadiens anglais ne tient pas à son statut de propriété privée, puisque le CTV est très semblable à Radio-Canada. CFTM réussit à situer au Québec plus du tiers des activités des Canadiens anglais, ce qui est dû très probablement à son caractère local.

Les émetteurs offrent peu de ressemblances lorsqu'ils décrivent le cadre géographique des activités des Canadiens anglais. Les répartitions les plus semblables se trouvent au réseau d'État francophone et au réseau privé anglophone, bien qu'il se dégage aussi certaines ressemblances entre les trois réseaux : les ressemblances font donc fi de la langue de diffusion de même que du statut de propriété. Il en va tout autrement lorsqu'il s'agit du cadre géographique des activités des Canadiens français : les deux émetteurs francophones et les deux émetteurs anglophones se ressemblent entre eux et les premiers s'opposent aux deuxièmes. Les émetteurs de langues différentes se distinguent par rapport à l'étendue du territoire qui sert de cadre à l'activité des Canadiens français. D'après les émetteurs francophones, le fait français ne s'exprime qu'au Québec alors que, d'après les émetteurs anglophones, il peut aussi s'exprimer à Ottawa. Faut-il penser que les émetteurs francophones reflètent une idéologie qui veut que le groupe ethnique ou culturel soit associé à un État? Dans ce cas, les événements qui surviennent dans la province française, qu'ils soient attribués aux Canadiens français ou aux Canadiens anglais, présenteraient beaucoup plus d'intérêt que ceux qui surviennent dans les provinces anglaises ou dans la capitale fédérale. C'est, en effet, ce qui se passe. Il est remarquable que les émetteurs francophones consacrent la moitié de leurs nouvelles canadiennes au groupe français du Québec et qu'ils traitent mieux la minorité anglaise du Québec que les minorités françaises des provinces anglophones (tableaux nos 52 et 53). Les émetteurs anglophones sont loin de ce degré de concentration sur les événements qui surviennent dans une même partie du Canada. Ils ont accordé le même pourcentage de nouvelles — qui ne dépasse pas 20 % — aux Canadiens anglais d'Ottawa, à ceux des provinces anglophones et aux Canadiens français

du Québec; de plus, ils n'ont en rien favorisé les groupes minoritaires du Québec et des régions anglophones (tableaux nos 54 et 55). Après s'être révélés plus ethnocentriques que les émetteurs anglophones, les émetteurs francophones se révèlent donc aussi plus centrés sur une seule province.

c. Canadiens français associés aux Canadiens anglais

Répartition pour chaque émetteur

Radio-Canada. Canadiens français et Canadiens anglais se rencontrent au Québec (24 % des nouvelles), à Ottawa (17 %) et dans les provinces Atlantiques (11 %).

CFTM. Le lieu par excellence de rencontre entre Canadiens français et Canadiens anglais est le Québec (55 % des nouvelles); suivent de très loin Ottawa et les provinces Atlantiques (11 et 7 %).

CBC. La capitale fédérale, le Québec et la région Atlantique (32, 22 et 16 %) servent le plus souvent de cadre aux activités conjointes des Canadiens français et des Canadiens anglais. L'Ontario et les Prairies sont parfois témoins de ces activités (5 %).

CTV. C'est surtout Ottawa que Canadiens français et Canadiens anglais utilisent comme endroit de rencontre (34 % des nouvelles). Les deux groupes ethniques agissent aussi conjointement au Québec, dans les provinces de l'Est, en Ontario et dans les Prairies, quoique pas tellement souvent (de 9 à 6 %).

Comparaisons entre les émetteurs

La description des nouvelles sur les activités conjointes des Canadiens français et des Canadiens anglais ne mentionne pas la large part que chaque émetteur consacre à la catégorie résiduelle : ces activités se déroulent moins souvent en une seule partie du Canada que les activités propres aux Canadiens français ou aux Canadiens anglais.

Les émetteurs retiennent trois endroits pour les rencontres entre Canadiens français et Canadiens anglais : le Québec, Ottawa et les provinces Atlantiques. Dans une perspective de bilinguisme, il est intéressant de constater que les provinces Atlantiques, jamais mises en évidence dans les nouvelles sur les Canadiens français ou sur les Canadiens anglais, le sont dans les nouvelles où les deux groupes ethniques sont associés. À l'ouest du Québec — en faisant abstraction d'Ottawa — les rencontres entre Canadiens français et Canadiens anglais sont peu fréquentes. Les provinces Atlantiques, avec environ 10 % des nouvelles, sont, pour tous les émetteurs, le moins important des trois lieux de rencontre. Le Québec et Ottawa se disputent la première place aux deux émetteurs privés. CFTM présente le Québec comme principal endroit de rencontre et le CTV ne lui donne pas plus d'importance qu'aux provinces de l'Est; Radio-Canada et la CBC lui accordent la même importance qu'à la capitale fédérale. Cette dernière obtient la première place au CTV et, à CFTM, elle se situe au même rang que les provinces Atlantiques. Les deux réseaux d'État sont donc semblables; mais les deux émetteurs privés sont différents, en ce qu'ils n'accordent pas la priorité au même endroit.

*d. Canadiens sans mention d'ethnicité***Répartition pour chaque émetteur*

Radio-Canada. Le tiers des activités des « Canadiens » se déroulent dans la province francophone (34 %) qui compte à elle seule autant de nouvelles que l'ensemble des régions anglophones (31 %). Deux de ces dernières, les provinces Atlantiques et la Colombie-Britannique, sont l'objet d'un dixième des nouvelles. Quant à la capitale fédérale, elle fait l'objet d'un cinquième des nouvelles (18 %).

CFTM. Le Québec est, de très loin, le cadre principal des activités des « Canadiens » (71 %). Ottawa est le seul autre endroit qui détient quelque importance (15 %). Les régions anglophones n'ont aucune importance (3 %).

CBC. Presque le quart (22 %) des activités des « Canadiens » ont lieu à Ottawa. Prises comme un tout, les provinces anglophones comptent pour 30 % des nouvelles et deux régions sont mises en relief : les provinces Atlantiques (13 %) et la Colombie-Britannique (10 %). Le Québec obtient un peu moins de 10 % des nouvelles (7 %).

CTV. Un quart des événements attribués aux « Canadiens » se passent à Ottawa, un autre quart dans les provinces anglaises — dont presque la moitié dans les Prairies — et 9 % au Québec.

Comparaisons entre les émetteurs

Les quatre émetteurs situent une part des activités des « Canadiens » au Québec et à Ottawa. Si une même proportion de nouvelles sur les « Canadiens » d'Ottawa caractérise les quatre émetteurs, il n'en est pas de même quant aux nouvelles sur les « Canadiens » du Québec. CFTM en a une plus forte proportion que Radio-Canada, et les émetteurs francophones en ont une plus forte proportion que les émetteurs anglophones. Les trois réseaux retiennent les provinces anglophones comme des lieux d'activité, bien que tous trois n'insistent pas sur les mêmes provinces. Radio-Canada et la CBC portent leur attention sur les provinces Atlantiques et sur la Colombie-Britannique; le CTV, sur les Prairies.

La Colombie-Britannique ne prend une certaine importance que dans les nouvelles sur les Canadiens sans mention d'ethnicité et c'est la seule distinction qui les oppose aux nouvelles sur les Canadiens avec mention d'ethnicité.

e. Importance des régions

Dans les différents sous-groupes de nouvelles canadiennes, comment se compare l'importance que détiennent la capitale fédérale et les diverses régions du Canada?

La capitale fédérale, si l'on s'en remet aux émetteurs anglophones, détient une importance semblable dans tous les sous-groupes de nouvelles formés par l'appartenance ethnique des Canadiens. Cette

* Ils sont désignés par l'expression « Canadiens ».

importance lui confère la priorité dans tous les sous-groupes sauf dans les nouvelles sur les Canadiens français. Les émetteurs francophones ne partagent pas la perception des émetteurs anglophones, car ils associent plus souvent Ottawa aux nouvelles sur les Canadiens anglais qu'aux nouvelles sur les Canadiens français et moins souvent à ces dernières qu'aux nouvelles des deux sous-groupes. En outre, les émetteurs francophones décrivent les activités propres aux Canadiens anglais en n'accordant pas la même importance à la capitale fédérale : à Radio-Canada, elle en est le cadre principal alors qu'à CFTM elle est supplantée par le Québec.

Tous les émetteurs considèrent que la province francophone a une importance toute particulière dans les activités des Canadiens français. Les stations francophones donnent même l'impression qu'elle est presque la seule partie du Canada à être témoin de la vie des Canadiens français. L'importance que prend le Québec dans les autres sous-groupes de nouvelles est fonction de la langue de diffusion. Les émetteurs anglophones, dans leurs nouvelles sur les autres groupes que les Canadiens français, accordent très peu d'importance au Québec. Seule la CBC fait exception dans sa description des rencontres entre Canadiens français et Canadiens anglais. Dans les nouvelles de langue française, les activités propres aux Canadiens anglais se retrouvent moins fréquemment au Québec que les activités communes aux deux groupes ethniques et encore moins que les activités attribuées aux Canadiens dont l'ethnicité est inconnue. Il n'en reste pas moins que le Québec réussit à obtenir la priorité pour ces trois sous-groupes de nouvelles à CFTM et, pour le dernier des trois, à Radio-Canada.

Aucune des régions anglophones ne détient la priorité comme cadre d'activité et aucune n'a en fait obtenu plus de 16 % des nouvelles canadiennes de différents sous-groupes. Les provinces Atlantiques ont, à tous les émetteurs, quelque importance dans les rencontres entre Canadiens français et Canadiens anglais de même que, aux réseaux d'État, dans les nouvelles sur les Canadiens dont l'ethnicité n'est pas mentionnée. Ne considérant toujours que les taux de mention d'au moins 10 %, voici dans quels sous-groupes de nouvelles et à quels émetteurs les autres régions anglophones ont une certaine importance : l'Ontario dans les nouvelles de la CBC et du CTV sur les Canadiens anglais; les Prairies dans les nouvelles de la CBC sur les Canadiens anglais et dans celles du CTV sur les Canadiens sans mention d'ethnicité; la Colombie-Britannique dans les nouvelles des réseaux d'État sur les Canadiens sans mention d'ethnicité. Il est donc impossible de dégager un modèle quant à l'importance que prend l'une ou l'autre des régions anglophones. Prises comme un tout, elles ont, aux émetteurs anglophones et à Radio-Canada, à peu près la même importance — importance inférieure à celle de la capitale fédérale — dans tous les sous-groupes de nouvelles sauf dans les nouvelles sur les Canadiens français. À CFTM, bien qu'elles n'obtiennent jamais 10 %, on pourrait dire qu'elles ont plus d'importance dans les nouvelles sur les Canadiens anglais, qu'ils soient seuls ou associés aux Canadiens français.

D'après les nouvelles canadiennes, la vie s'organise autour de deux pôles géographiques : la capitale fédérale et la province francophone. L'attraction qu'exercent ces deux pôles ne s'avère pas de la même intensité si elle est mesurée par des émetteurs de langues différentes. Si l'on se fie aux stations françaises, le Québec est témoin de la moitié (Radio-Canada) et même des trois quarts (CFTM) des événements qui mettent en scène des Canadiens. Si l'on se fie aux stations anglaises, la proportion n'est plus que de 15 %. La différence dans le degré d'attraction est moins grande en ce qui concerne la capitale fédérale. Les émetteurs anglophones, tout en lui donnant la première place, ne lui concèdent que le quart (CBC) ou le tiers (CTV) de leurs nouvelles. Les émetteurs francophones lui en accordent 10 % environ. La perception des émetteurs quant aux pôles géographiques de la vie canadienne est donc clairement fonction de la langue de diffusion.

Mais quelle est donc la place des provinces anglophones dans les activités des Canadiens? Chacune des provinces anglophones — même l'Ontario — revient dans moins de 10 % des nouvelles de chaque émetteur. Ce n'est qu'en les considérant comme un tout qu'on s'aperçoit de leur importance dans les nouvelles de langue anglaise et, à un degré moindre, dans celles de Radio-Canada. Même alors, elles ne prennent pas d'importance dans les nouvelles de CFTM. Ce n'est pas telle ou telle province anglophone qui retient l'attention mais la totalité de ces provinces qui peut s'opposer à la capitale fédérale et à la province francophone. Parce que les provinces anglophones constituent un tout complexe, elles peuvent difficilement être perçues comme un pôle dans le même sens que la capitale fédérale et que la province francophone. Chacune de ces trois divisions territoriales évoque cependant un bloc relativement homogène par rapport à ses caractéristiques linguistiques et politiques. Le degré d'attention que les nouvelles canadiennes prêtent à chacun de ces blocs varie en fonction de la caractéristique linguistique des émetteurs. La province francophone reçoit plus d'attention de la part des émetteurs francophones que des émetteurs anglophones. L'inverse se produit en ce qui concerne les provinces anglophones et la capitale fédérale.

Que devient le tableau des nouvelles canadiennes lorsqu'on introduit l'appartenance ethnique des Canadiens? Les Canadiens français du Québec sont l'objet d'un plus grand degré d'attention dans les nouvelles de langue française que dans celles de langue anglaise et inversement pour les Canadiens français d'Ottawa. Quant aux Canadiens français des provinces anglophones, ils sont, à tous les émetteurs, très peu souvent objets de nouvelles. D'après les émetteurs anglophones, il n'existerait de Canadiens français qu'en deux endroits du Canada : dans la province francophone et dans la capitale fédérale. L'image est encore plus limitée si les émetteurs francophones en sont la source : il ne reste plus que les Canadiens français du Québec.

Dans les nouvelles consacrées aux Canadiens anglais, la ligne de démarcation entre émetteurs francophones et anglophones disparaît.

C'est entre les trois réseaux qu'on note les similitudes suivantes : la plus grande proportion de ces nouvelles va aux événements d'Ottawa et la plus petite à ceux du Québec; les événements des provinces anglophones occupent un rang intermédiaire, sauf à la CBC, où ils sont sur un pied d'égalité avec ceux d'Ottawa. CFTM — dont les nouvelles sur les Canadiens anglais diffèrent complètement de celles des trois autres émetteurs — a accordé la priorité au Québec.

Dans les rencontres entre Canadiens français et Canadiens anglais, une des régions anglophones, la région Atlantique, prend une importance que ne prennent pas les autres et il serait alors inexact de considérer les régions anglophones comme un bloc. Dans ce sous-groupe de nouvelles, les provinces Atlantiques deviennent un pôle géographique bien qu'elles aient un degré d'attraction moindre que les deux autres régions. Seuls les deux réseaux d'État s'accordent sur le degré d'attraction qu'exercent la province francophone et la capitale fédérale : ils laissent entendre que l'un n'est pas supérieur à l'autre. Ni la langue de diffusion ni le statut de propriété ne peuvent ici expliquer les différences entre émetteurs.

Lorsque les Canadiens ne sont pas identifiés par leur ethnicité, le Québec revient plus souvent dans les nouvelles de langue française que dans celles de langue anglaise; Ottawa revient aussi souvent dans les unes que dans les autres. Les trois réseaux retiennent les provinces Atlantiques et la Colombie-Britannique ou les Prairies alors que CFTM néglige les provinces anglophones.

En ce qui a trait aux nouvelles canadiennes en français, il faut conclure que la province francophone, par opposition à la capitale fédérale et à chacune des régions anglophones, constitue toujours le cadre d'activité par excellence des deux groupes ethniques comme des Canadiens dont l'ethnicité n'est pas mentionnée. Il ne faut retenir qu'une seule exception : d'après Radio-Canada, les Canadiens anglais oeuvrent surtout à Ottawa. La province francophone garde la priorité sur les provinces anglophones même lorsqu'elles sont prises comme un tout. Ici encore Radio-Canada comporte une exception : les Canadiens sans mention d'ethnicité exercent leurs activités autant dans l'ensemble des provinces anglophones qu'au Québec.

Quant aux nouvelles canadiennes en anglais, la capitale fédérale a toujours préséance sur la province francophone et sur chacune des régions anglophones sauf dans la description des Canadiens français. Par rapport au degré d'importance d'Ottawa, celui des régions anglophones groupées en un tout est, suivant les émetteurs, ou moindre ou égal ou plus grand. Par rapport au Québec, leur degré d'importance est toujours plus élevé, sauf lorsque la CBC décrit les rencontres entre Canadiens français et Canadiens anglais : il est alors égal. Les sources anglaises attribuent aux Canadiens français, comme cadre d'activité, d'abord le Québec, ensuite Ottawa et très rarement les provinces anglophones.

Pour les émetteurs francophones, les événements du Québec sont donc la source de nouvelles quantitativement la plus importante et la

mention d'ethnicité introduit peu de restrictions à cette affirmation. Pour les émetteurs anglophones, les sources de nouvelles sont plus variées. Ottawa garde cependant la priorité sur chacune des régions du Canada sauf lorsqu'il est question des Canadiens français : la priorité va alors au Québec.

2. Les nouvelles canadiennes-étrangères

Canadiens et étrangers se rencontrent non seulement au Canada mais aussi à l'étranger. D'après les nouvelles de tous les émetteurs (tableaux n^{os} 56 à 59), les deux cinquièmes des activités communes aux Canadiens et aux étrangers se passent exclusivement au Canada, un cinquième exclusivement à l'extérieur du Canada, et le reste des activités à la fois au Canada et à l'étranger. CFTM semble mettre davantage en relief les événements qui ont le Canada pour cadre exclusif; toutefois les différences ne sont pas statistiquement significatives.

Éliminons les événements qui se passent exclusivement à l'étranger pour étudier la proportion des rencontres qui ont lieu dans la capitale fédérale et dans les différentes régions du Canada et dont l'ensemble constitue 80 % des rencontres entre Canadiens et étrangers.

Répartition pour chaque émetteur

Radio-Canada et CFTM. Le Québec est, plus souvent qu'aucune autre partie du Canada, témoin des activités des Canadiens et des étrangers (33 et 44 %). Ottawa détient le second rang (19 et 13 %) et les provinces anglophones, le troisième (6 et 4 %).

CBC et CTV. C'est d'abord à Ottawa que se rencontrent Canadiens et étrangers (24 et 20 %). Le Québec (13 et 11 %) est un lieu de rencontre mentionné plus souvent que l'une ou l'autre des provinces anglaises. Toutefois, toutes ensemble, celles-ci regroupent 15 et 16 % des nouvelles. Remarquons qu'à la CBC l'Ontario obtient un taux de mention de 9 %.

Comparaisons entre les émetteurs

Quel est donc au Canada le principal lieu de rencontre des Canadiens et des étrangers? La province francophone, laissent croire les sources françaises; la capitale fédérale, laissent croire les sources anglaises. Et l'endroit de rencontre le moins utilisé? Les provinces anglophones, semblent affirmer les émetteurs francophones; le Québec, semblent affirmer les émetteurs anglophones.

Stations francophones et anglophones n'accordent donc pas le même rang à la capitale fédérale, ni à la province francophone, ni aux provinces anglophones. Chez les émetteurs anglophones, à cause d'un écart peu considérable entre les pourcentages, l'ordre n'est pas tellement significatif car le Québec arrive presque *ex aequo* avec les provinces anglophones.

Ottawa arrive au premier rang chez les émetteurs anglophones mais au deuxième rang chez les émetteurs francophones, tout en obtenant le même taux de mention à tous les émetteurs. C'est à CFTM qu'Ottawa obtient le plus faible taux, taux qui n'est cependant pas statistiquement différent des trois autres.

Les taux de mention de la province francophone et des provinces anglophones présentent des différences significatives entre les stations de langues différentes : le premier est plus élevé lorsque la source est de langue française, alors que c'est le second qui l'est lorsque la source est de langue anglaise.

La suite de l'analyse des nouvelles canadiennes-étrangères distingue les Canadiens selon leur appartenance ethnique tout en continuant de considérer les étrangers dans leur ensemble.

Seuls les émetteurs francophones rapportent un nombre suffisant de rencontres entre Canadiens français et étrangers pour qu'il soit possible de les décrire. D'après eux, le Québec est le lieu par excellence de ces rencontres (60 % des nouvelles), Ottawa l'est rarement (5 et 10 %) et les provinces anglophones ne le sont jamais.

Tous les émetteurs, même CFTM, présentent Ottawa comme le lieu principal des activités qu'accomplissent de concert Canadiens anglais et étrangers, mais tous ne lui concèdent pas la même proportion de nouvelles. La CBC lui en accorde presque la moitié, Radio-Canada le tiers, le CTV et CFTM le quart. Toujours à cause du petit nombre d'unités dans cette catégorie de nouvelles, les pourcentages ne sont pas statistiquement différents. Ajoutons que le Québec (sauf à CFTM) et les régions anglophones (sauf au CTV) n'ont alors guère d'importance.

Lorsque l'ethnicité des Canadiens n'est pas mentionnée, les activités prennent place, d'après les trois réseaux, autant dans la capitale fédérale que dans la province francophone et dans les provinces anglophones. Le taux de mention de chacune de ces parties du Canada ne dépasse pas alors 20 %. CFTM se distingue des trois réseaux par la nette priorité qu'il accorde au Québec (35 %), suivi d'assez loin par Ottawa (9 %).

Les restrictions qu'imposent les données empêchent de dégager des constantes. Qu'il suffise de rappeler le degré d'importance de la capitale fédérale et des diverses régions canadiennes dans le tableau d'ensemble des nouvelles canadiennes-étrangères. Les sources françaises n'offrent pas le même tableau que les sources anglaises. Les nouvelles de langue française laissent supposer que les Canadiens agissent de concert avec les étrangers le plus souvent dans la province francophone et le moins souvent dans les provinces anglophones. Par ailleurs, les nouvelles de langue anglaise prétendent que ces rencontres prennent place surtout à Ottawa, la province francophone et les provinces anglophones venant en seconde place, sur un pied d'égalité.

Conclusion

Terminons en rappelant les différences que les caractéristiques des stations émettrices introduisent dans les taux de mention de la capitale fédérale et des diverses régions du Canada. Les régions sont groupées suivant la langue de la majorité de la population et les émetteurs suivant le statut de propriété et la langue de diffusion.

1. Le statut de propriété ne rend jamais compte des différences constatées entre les sous-groupes de nouvelles qui sont objets d'étude.
2. La langue de diffusion fait varier les proportions de nouvelles canadiennes consacrées à la capitale fédérale, à la province francophone et aux provinces anglophones. Le Québec est davantage mis en relief dans les nouvelles de langue française alors que les provinces anglophones et Ottawa le sont davantage dans les nouvelles de langue anglaise.
3. Sont rattachées à la langue de diffusion les proportions de nouvelles canadiennes-étrangères que les émetteurs consacrent à la province francophone et aux provinces anglophones. Les émetteurs ont présenté une plus grande proportion de nouvelles canadiennes-étrangères sur les provinces dont la langue de la majorité est identique à la langue de diffusion. Quant à la capitale fédérale, elle obtient le même pourcentage de nouvelles canadiennes-étrangères à tous les émetteurs.
4. La langue de diffusion des émetteurs sert de ligne de démarcation dans la description du cadre d'activité propre aux Canadiens français. D'après les stations francophones, le fait français ne s'actualise qu'au Québec. D'après les stations anglophones, les Canadiens français exercent la plus grande partie de leurs activités au Québec, mais Ottawa ne leur est pas une ville interdite. Aucun des émetteurs ne témoigne de la présence des Canadiens français dans les provinces anglophones.
5. Il n'y a plus de démarcation entre émetteurs francophones et anglophones lorsqu'il s'agit du cadre géographique des activités propres aux Canadiens anglais, aux Canadiens dont l'ethnicité reste inconnue et des activités communes aux deux groupes ethniques.

Nous voilà au terme d'une longue démarche que certains auront pu trouver ardue. Si l'analyse porte exclusivement sur le contenu même des nouvelles télévisées et ne présente aucune extrapolation sauf sous forme de quelques questions et hypothèses, c'est qu'il est apparu nécessaire d'établir clairement, d'une part, les connaissances qui se dégagent du travail de recherche, et, d'autre part, les interprétations de la vie canadienne auxquelles ces connaissances donnent lieu.

Ce dernier chapitre cherche à prendre un certain recul vis-à-vis des résultats de cette analyse afin d'essayer d'en saisir quelques implications pour la société canadienne. Après un rappel du cadre de la recherche, viendront les faits saillants, accompagnés d'hypothèses explicatives et de données qui illustrent la plausibilité des hypothèses.

Le cadre de la recherche

Sans qu'il soit possible d'en faire une démonstration rigoureuse, le chapitre II essaie de montrer que le journal télévisé n'est pas une réalité négligeable mais qu'il prend suffisamment d'importance pour être étudié à différents points de vue. Du côté des producteurs, on peut se demander comment, de jour en jour, le journal télévisé arrive à prendre la forme que lui connaissent les téléspectateurs. Du côté des téléspectateurs, on pourrait entreprendre une étude plus poussée sur l'écoute, une autre sur l'appréciation des nouvelles de même que sur la perception des événements à la suite de l'écoute des nouvelles télévisées, etc. La présente recherche analyse le message, lequel — une fois assurés les moyens techniques — établit le lien entre les émetteurs et les téléspectateurs. Les perspectives de l'analyse, entièrement suggérées par les objectifs de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, visent à dégager l'image des Canadiens anglais et celle des Canadiens français telles que les projettent les nouvelles de langue anglaise et de langue française.

L'analyse couvre la période du 1^{er} avril 1964 au 31 mars 1965, qui nous semble suffisamment longue pour échapper à de trop grandes fluctuations.

L'étude du contenu des nouvelles s'appuie sur deux postulats : 1) les images des groupes ethniques transmises par les nouvelles reflètent, avec plus ou moins d'exactitude, certaines images qui circulent à l'intérieur du groupe ethnique auquel appartiennent les agents de communication; 2) par les images qu'elles transmettent, les communications de masse exercent une influence sur les relations interethniques. Aucune recherche empirique ne permet de justifier globalement ces deux postulats. Le chapitre premier en donne cependant des justifications théoriques. Ces justifications ne proviennent pas, en effet, d'études directement reliées au problème de la transmission des images de groupes ethniques, mais d'études sur des situations qui s'y apparentent par un ou plusieurs aspects. Ces deux postulats sont absolument nécessaires pour interpréter la portée de l'analyse.

L'importance accordée aux événements canadiens dans l'ensemble des nouvelles télévisées

Seul le contenu des nouvelles canadiennes a été l'objet d'analyse, l'analyse des nouvelles étrangères paraissant moins directement reliée aux principaux objectifs de la Commission. Sont dites canadiennes, les nouvelles rapportant des événements qui concernent des Canadiens, qu'ils agissent seuls ou de concert avec des étrangers.

Pour procéder à l'analyse des nouvelles canadiennes, il a fallu les identifier, d'où un partage entre les nouvelles canadiennes et les nouvelles étrangères. Cette première répartition de l'ensemble des nouvelles établit tout de suite une démarcation entre les émetteurs selon la langue de diffusion : les émetteurs anglophones consacrent les trois cinquièmes de leurs nouvelles aux activités des étrangers alors qu'un des émetteurs francophones (CFTM) ne leur consacre qu'un cinquième de ses nouvelles et que l'autre émetteur francophone (Radio-Canada) occupe une position intermédiaire avec autant de nouvelles étrangères que de nouvelles canadiennes. La décision de concentrer l'analyse sur les nouvelles canadiennes ne vise donc pas la même proportion de nouvelles pour tous les émetteurs. En fait, la recherche a fait connaître certains aspects des quatre cinquièmes des nouvelles de CFTM, de la moitié de celles de Radio-Canada, mais seulement des deux cinquièmes des nouvelles de la CBC et du CTV.

Pourquoi les émetteurs anglophones consacrent-ils une plus grande proportion de leurs nouvelles aux étrangers que ne le font les émetteurs francophones? Examinons une première hypothèse : les journalistes anglophones valoriseraient plus les réalités internationales que ne le feraient les journalistes francophones. L'étude de Francine Chartrand-McKenzie sur les journalistes de la presse écrite¹ fournit un commencement de justification à cette hypothèse. Les

journalistes ont choisi, parmi 11 « réalités », les cinq auxquelles ils sont le plus fiers d'appartenir. Pour les besoins de notre hypothèse, elles sont réparties en deux catégories : celles qui ont une dimension internationale et les autres. La première catégorie comporte quatre réalités : l'O. N. U., le Commonwealth, l'Occident, l'Amérique du Nord. Les autres réalités sont les suivantes : la culture anglaise, la culture française², le Canada, le Canada français, le Canada anglais, la région et la province (tableau n° 60). Dans quelle mesure les journalistes anglophones et francophones sont-ils fiers d'appartenir aux réalités énumérées? Commençons par celles qui ont une dimension internationale. Deux d'entre elles, le Commonwealth et l'Occident, sont valorisées par un plus fort pourcentage de journalistes anglophones que de journalistes francophones (55 et 66 % contre 7 et 35 %)³. Par ailleurs, les deux autres réalités sont également valorisées par les journalistes anglophones et francophones : l'O. N. U. (27 et 34 %) et l'Amérique du Nord (44 et 52 %).

On vient donc de déceler un premier indice de la valeur plus grande qu'accordent les journalistes anglophones aux réalités internationales. Il existe aussi un autre indice qui va dans le même sens : il s'agit de l'ordre d'importance des réalités internationales par rapport aux autres réalités. Chez les journalistes anglophones, l'Occident, le Commonwealth et l'Amérique du Nord occupent les deuxième, troisième et quatrième positions; dans l'ordre des choix, ces trois réalités viennent immédiatement après le Canada. Chez les journalistes francophones, l'Amérique du Nord, la plus valorisée des quatre réalités internationales, occupe la cinquième position; l'O. N. U. et l'Occident occupent ensemble la sixième. Ces indices permettent de penser qu'il est fort probable que les journalistes anglophones accordent plus de valeur aux réalités internationales que ne le font les journalistes francophones. En outre, dans les perspectives des journalistes francophones, toutes les réalités propres à leur groupe culturel, réalités auxquelles il faut ajouter le Canada (entre 71 et 88 %), ont préséance sur les réalités internationales (entre 7 et 52 %), alors que, dans les perspectives des journalistes anglophones, seul le Canada (91 %) a préséance sur trois des quatre réalités internationales (entre 44 et 66 %).

C'est donc à cet intérêt plus grand pour les réalités internationales qu'il faut attribuer, pour une part, le plus fort pourcentage de nouvelles étrangères dans les bulletins de langue anglaise. Après cette brève considération de l'échelle des valeurs des journalistes, allons du côté de l'organisation de l'industrie de l'information. Les renseignements ne portent que sur l'organisation de la Presse canadienne, qui fournit à Radio-Canada et à la CBC de 30 à 35 % de leurs nouvelles nationales; à CFTM, environ 75 %. Toutefois, la proportion de nouvelles étrangères qui proviennent de cette agence de presse et les sources des nouvelles du CTV sont inconnues. Les émetteurs anglophones sont abonnés au service anglais de la Presse canadienne et les émetteurs francophones au service français. Comment celui-ci se compare-t-il au service anglais?

Les nouvelles internationales de Broadcast News (service anglais) et du service français proviennent, en grande partie, des mêmes sources :

All international news is processed originally in New York by a CP desk staff of six men. While CP has some resident foreign correspondents of its own — two in New York, one in Washington, five in London and one in Moscow — the bulk of international news received in New York comes from two principal sources, the Associated Press and Reuther News Agency⁴.

La seule différence dans les sources qu'utilisent les deux services vient de ce que le service français de Montréal reçoit, outre les nouvelles de la Presse canadienne, celles de l'Agence France-Presse.

Every day, on average, the New York office receives 200,000 words of international copy from the various sources. Under optimum conditions, it can transmit 75,000 of edited copy to Toronto, where this material is edited once again⁵.

Toronto is the centre of BN's English language operations. News is distributed by teletype over circuits which operate 24 hours a day, seven days a week. On average an estimated 50,000 words are transmitted each day⁶.

Tout comme le service anglais de Toronto, le service français de Montréal reçoit de New York 75 000 mots anglais. Il en retransmet 30 000 — touchant les nouvelles internationales et les nouvelles canadiennes — de l'anglais au français.

Le Broadcast News peut compter sur le Voice Service, qui n'a pas d'équivalent pour les abonnés du service français : « There are three types of voice report used. First, there is the voice of the person in the News. Second, there is the BN reporter on the scene, commenting upon what is actually happening, or what has just happened. Third, there is a coordination of the previous two⁷. » Le Voice Service couvre une certaine proportion, d'ailleurs inconnue, des nouvelles internationales aussi bien que canadiennes et pourrait expliquer l'attrait spécial qu'exercent les nouvelles internationales sur les émetteurs anglophones.

C'est aux journalistes de langue française qu'il faut laisser le soin de porter un jugement global sur le fonctionnement du service français comparativement à celui du service anglais :

Un journaliste croit que le Service de nouvelles donné par le Service français est plus rapide que le Service de nouvelles donné par le Service anglais, à cause du Service d'Agence France-Presse, qui, dit-il, est reçu dans les bureaux de Montréal avant d'arriver au Service anglais. Deux journalistes, par contre, croient que le Service de nouvelles donné par le Service français est aussi complet et varié mais moins rapide parce que les journalistes anglais sont plus nombreux et en plus les journalistes de langue française doivent d'abord traduire les nouvelles et

parce que les nouvelles en provenance de Toronto et des U. S. A. sont reçues sur le fil français quelquefois une heure et demie plus tard que sur le fil anglais.

Quatre autres journalistes disent que le Service de nouvelles donné par le Service français n'est pas aussi complet, pas aussi varié, pas aussi rapide que le Service de nouvelles anglais. Voici leurs arguments : Le Service de nouvelles français dépend du Service de nouvelles anglais, dit l'un d'eux; les spécialistes de la P. C. sont de langue anglaise, ils conçoivent l'information en anglais pour les personnes de langue anglaise; il n'y a pas suffisamment de personnel de langue française pour aller chercher la nouvelle.

En plus, dit un autre journaliste, la transmission des nouvelles en français se fait sur TTS, tandis que la transmission des nouvelles en anglais se fait sur TT et TTS.

Quoique le fil TTS ait une capacité de transmission plus grande en terme de mots à la minute que le fil TT, la préparation pour la transmission sur TTS est beaucoup plus longue, et, par conséquent, les nouvelles ne parviennent pas à destination aussi rapidement.

Les deux autres journalistes basent leur opinion sur le fait qu'il n'y a qu'un seul fil de transmission à la disposition du Service français tandis que le Service anglais peut se servir de plusieurs fils⁸.

De ces jugements, on pourrait en retenir deux qui retarderaient la préparation des nouvelles internationales : la vitesse de retransmission et la nécessité de traduire de l'anglais au français.

La place des Américains dans les nouvelles télévisées

Afin de tenir compte d'une des préoccupations de la Commission⁹, il a fallu partager les étrangers en deux groupes : les Américains et les non-Américains. Quelle est donc la place des Américains dans les nouvelles télévisées? Le modèle d'analyse oppose les Américains à tous les autres étrangers et ne permet pas de parler de la place des Américains par rapport à telle ou telle autre nationalité étrangère. La nationalité américaine revient plus souvent dans les nouvelles de langue anglaise (20 et 15 %) que dans celles de langue française (10 et 5 %) et, dans les nouvelles de l'une et l'autre langues, elle revient plus souvent lorsque la source est d'État que lorsqu'elle est privée (20 % contre 15 %; 10 % contre 5 %). Le taux de mention de la nationalité américaine est toujours inférieur à celui de la nationalité canadienne et à celui de l'ensemble des autres nationalités étrangères. Il est quand même peu probable qu'il y ait une autre nationalité étrangère dont le taux de mention soit égal à celui de la nationalité américaine.

Partage des nouvelles entre les activités des Canadiens de divers groupes ethniques

Pour satisfaire aux exigences du mandat de la Commission, il n'est pas suffisant de déceler les acteurs qui sont Canadiens de nationalité, encore faut-il les identifier suivant leur appartenance linguistique et culturelle. Il s'est engagé un débat autour des distinctions entre groupes linguistiques et groupes culturels et plus d'un refuse d'accepter la langue comme le critère majeur d'identification d'un groupe culturel. Si l'on reconnaît volontiers au Canada l'existence de deux grands groupes linguistiques, il n'en est pas de même en ce qui concerne les groupes culturels. Aux deux groupes culturels majeurs qui correspondent aux deux grands groupes linguistiques, s'ajoute une troisième catégorie, les Néo-Canadiens, elle-même divisée en plusieurs sous-groupes culturels. Il est aussi deux autres groupes culturels, les Indiens et les Esquimaux, dont on parle beaucoup moins mais dont il ne faut quand même pas oublier l'existence. L'établissement des catégories de groupes ethniques tient compte des cinq groupes mentionnés ci-dessus, lesquels sont caractérisés à la fois culturellement et linguistiquement.

Avant de passer aux deux groupes principaux, Canadiens anglais et Canadiens français, voici quelques mots sur les Néo-Canadiens. Point n'est besoin d'insister sur la difficulté de définir le groupe néo-canadien car, dans l'ensemble du contexte canadien, la perception que les Néo-Canadiens ont d'eux-mêmes et que les Canadiens ont des Néo-Canadiens est un facteur très important de cette définition¹⁰. Dans le cadre d'une analyse du contenu des nouvelles, il est impensable d'introduire cet aspect perceptuel. L'analyse du contenu des nouvelles essaie de dégager ce que peut percevoir l'auditeur à l'aide des éléments — sans doute plus ou moins perceptibles — insérés dans les bulletins, et ne cherche pas à utiliser des éléments qui ne pourraient être découverts qu'après de longues recherches. Devant ces difficultés, l'identification claire et évidente, c'est-à-dire la spécification, dans le contexte même de la nouvelle, de l'appartenance de l'acteur au groupe néo-canadien, sert de critère de définition.

Au plus 1 % des nouvelles sont consacrées aux Néo-Canadiens. Ce faible pourcentage, sans doute relié, pour une part, au critère de définition, suggère quelques hypothèses :

1. Il y aurait peu de « personnalités » néo-canadiennes qui font l'objet de nouvelles, ce qui voudrait dire que les Néo-Canadiens n'auraient pas accès aux secteurs de la vie canadienne qui sont le plus souvent objets de nouvelles, à moins que, dans la fabrication des nouvelles, ils soient systématiquement l'objet d'un traitement différentiel.
2. Les Néo-Canadiens participeraient aux secteurs le plus souvent objets de nouvelles mais seraient suffisamment intégrés à la vie canadienne pour qu'il soit inapproprié de les distinguer des francophones ou des anglophones.

Le groupe des Néo-Canadiens étant identifié, il semble que le groupe des Canadiens anglais et celui des Canadiens français revêtent une plus grande homogénéité linguistique et culturelle.

Comment s'établit, dans les nouvelles canadiennes à la télévision, le partage entre les activités des Canadiens français et celles des Canadiens anglais? Bien que l'étude établisse une comparaison entre les nouvelles uniquement canadiennes et les nouvelles canadiennes-étrangères quant à la mention des groupes ethniques, on ne retiendra, en conclusion, que les mentions faites dans les nouvelles exclusivement canadiennes, de beaucoup les plus nombreuses.

On ne peut répondre à la question sans grouper d'une part les émetteurs francophones et d'autre part les émetteurs anglophones. Dans les nouvelles de langue française, les activités des Canadiens français ont priorité sur celles des Canadiens anglais, lesquelles ont la même importance quantitative que les activités conjointes des Canadiens français et des Canadiens anglais (tableaux nos 10 et 11). Dans les nouvelles de langue anglaise, les activités des Canadiens anglais ont priorité sur celles des Canadiens français, ces dernières ayant la même importance quantitative que les activités où se rencontrent Canadiens anglais et Canadiens français (tableaux nos 12 et 13). On voit déjà se dessiner un attachement spécial, de la part des émetteurs, au groupe de Canadiens dont la langue parlée est identique à la langue de diffusion. Ce fait mérite d'être approfondi et c'est à quatre composantes du phénomène ethnique que se rattachent les observations suivantes :

1. L'intérêt pour l'appartenance ethnique englobe toutes les nouvelles qui portent sur un ou plusieurs acteurs dont on peut identifier l'appartenance à un groupe ethnique. Il se mesure donc par la proportion d'unités avec mention d'ethnicité. Les nouvelles canadiennes de tous les émetteurs ont une plus forte proportion d'unités avec mention d'ethnicité que d'unités sans mention. Il n'en reste pas moins que les unités avec mention d'ethnicité sont proportionnellement plus nombreuses dans les bulletins de langue française que de langue anglaise. On peut donc conclure que les émetteurs francophones manifestent vis-à-vis de l'appartenance ethnique comme telle un intérêt plus prononcé que ne le font les émetteurs anglophones.
2. L'ethnocentrisme fait appel à l'intérêt qu'un émetteur consacre à son propre groupe ethnique, plus précisément à la proportion de nouvelles que les émetteurs anglophones consacrent aux Canadiens anglais et que les émetteurs francophones consacrent aux Canadiens français. Les émetteurs anglophones comme les émetteurs francophones consacrent la plus forte proportion de leurs nouvelles canadiennes à leur propre groupe ethnique encore que l'intérêt pour ce genre de nouvelles ait tendance à être plus prononcé chez les diffuseurs de langue française. La différence entre le CTV et Radio-Canada n'est pas statistiquement significative et c'est en fait pour un même statut de propriété que l'émetteur francophone a un plus fort degré d'ethnocentrisme que l'émetteur anglophone.

3. L'intérêt pour le groupe ethnique autre que le leur est, pour les quatre émetteurs, moindre que leur intérêt envers leur propre groupe ethnique. C'est le poste anglais d'État qui accorde le plus haut degré d'attention au groupe ethnique autre que le sien, en l'occurrence les Canadiens français, encore que ces derniers ne soient l'objet que du cinquième des nouvelles canadiennes. Le CTV a consacré aux Canadiens français la même proportion (15 %) de nouvelles que Radio-Canada (14 %) et CFTM (12 %) consacrent aux Canadiens anglais. Faut-il parler, comme l'ont fait certains participants aux rencontres régionales organisées par la Commission, d'une surabondance de nouvelles sur « l'autre » culture? Il est bien difficile d'établir des critères de surabondance; toutefois, il faut nier celle-ci si l'on compare le degré d'intérêt à « l'autre » groupe à celui qu'on porte à son propre groupe.

4. Tous les émetteurs accordent aux événements où les Canadiens des deux groupes agissent de concert la même proportion de leurs nouvelles, soit trois ou quatre par 25 nouvelles. L'intérêt pour les événements qui concernent les deux groupes simultanément, mis en relation avec l'intérêt pour les événements qui ne concernent que l'un ou l'autre groupe, permet de juger du degré d'isolement des deux groupes. L'intérêt des émetteurs pour les activités conjointes est égal à leur intérêt pour les activités de « l'autre » groupe, mais est de beaucoup inférieur à celui qu'ils portent aux activités de leur propre groupe. En conséquence, le pourcentage des nouvelles qui rapportent les activités propres à l'un ou l'autre des deux groupes dépasse de beaucoup le pourcentage des nouvelles consacrées aux activités conjointes. Si l'on en croit les nouvelles télévisées, les Canadiens français et les Canadiens anglais seraient portés à se voir comme vivant dans des mondes parallèles plutôt qu'intégrés. N'est-ce pas là une autre manifestation du phénomène des deux solitudes, déjà exprimé maintes fois de plus d'une manière?

L'analyse vise principalement à présenter une image du genre d'activités propres aux Canadiens français, propres aux Canadiens anglais et communes aux deux groupes¹¹. Cette image comporte trois aspects : les domaines de la vie sociale qu'impliquent les activités, les fonctions que remplissent les acteurs et le lieu où se situent les activités¹².

Image des Canadiens anglais

Quelles sont, d'après les nouvelles, les sphères où les Canadiens anglais exercent le plus souvent leurs activités? Sur un éventail possible de 15 sphères, c'est à l'intérieur de cinq d'entre elles qu'il convient de classer un minimum de 67 % et un maximum de 84 % des nouvelles que les émetteurs consacrent aux Canadiens anglais (tableaux nos 25 à 28). Chacune d'elles a un taux de mention d'au moins 10 % et est dite importante comme composante de l'image des Canadiens anglais. Ces cinq sphères sont les suivantes : gouvernement et

fonction publique, politique de partis, justice, gouvernement et industrie — sauf pour le CTV — et faits divers — sauf pour CFTM. Trois de ces sphères sont reliées à la politique, une autre tient du sensationnel et la cinquième (la justice) tient à la fois de la politique et du sensationnel.

Si, à ces cinq sphères, on en ajoute trois autres, il est possible de rendre compte de 90 % des nouvelles consacrées aux Canadiens anglais par chacun des émetteurs. Le taux de mention de chacune de ces trois sphères est d'au moins 4 % pour trois des quatre émetteurs. Ces trois sphères sont les suivantes : accidents, sphère qui tient du sensationnel tout comme les faits divers, gouvernement et bien-être social, qui relève du secteur général de la politique, et industrie (secteur privé) — catégorie importante à CFTM —, qui introduit une préoccupation économique.

Sept des sphères d'activité préalablement établies se sont avérées inutiles à la classification des activités des Canadiens anglais telles que les décrivent les nouvelles télévisées. Des domaines aux implications sociales aussi importantes que l'éducation et le travail, avec ou sans participation gouvernementale, sont de ce nombre; il en est de même des domaines qui comportent des perspectives culturelles, tels les sciences, les arts, les lettres et la religion.

Un autre élément d'analyse permet de situer les activités dans leur cadre géographique. Nous retiendrons trois divisions territoriales : Ottawa, la province de Québec et les provinces anglophones. Pour l'instant, il faut écarter CFTM, pour qui la répartition des nouvelles selon le cadre géographique se distingue nettement des trois autres émetteurs. Ces derniers situent à Ottawa la plus grande proportion des activités des Canadiens anglais — du tiers à la moitié (voir les tableaux nos 48, 50 et 51) —, et à Québec, la plus petite proportion (de 3 à 13 %). Les provinces anglophones occupent une position intermédiaire et permettent de localiser entre le cinquième et le tiers des activités. Toutefois, à la CBC, les provinces anglaises sont aussi souvent qu'Ottawa témoins des activités des Canadiens d'expression anglaise. D'après CFTM, celles-ci prennent place d'abord au Québec (38 %), ensuite à Ottawa (28 %) et enfin dans les provinces anglaises (9 %).

Poursuivons la description des Canadiens anglais à l'aide des rôles qui les caractérisent dans toutes les activités qu'ils exercent¹³. Cinq rôles individuels et deux rôles de groupe prédominent. Quatre des rôles individuels sont à coloration politique : premier ministre, ministre, dirigeant d'associations politiques et haut fonctionnaire de même qu'un des deux rôles de groupe : les corps politiques. Le deuxième rôle de groupe, les entreprises privées, évoque des fonctions économiques tandis que le cinquième rôle individuel, le criminel, est un rôle marginal dit mineur dans le fonctionnement de la société. Les rôles mentionnés caractérisent de 67 à 75 % des mentions relatives aux individus et de 76 à 97 % des mentions relatives aux groupes (tableaux nos 33 à 36).

Si l'on se reporte aux hypothèses énoncées au chapitre premier et qui veulent que l'image d'un groupe ethnique soit différente lorsque diffère soit la langue de diffusion soit le statut de propriété des émetteurs, il faut bien conclure que ni l'une ni l'autre de ces deux caractéristiques des émetteurs n'influent sur l'image des Canadiens anglais, du moins dans les composantes analysées.

Image des Canadiens français

La grande majorité des activités des Canadiens français dont font état les nouvelles télévisées se classent à l'intérieur de six sphères (tableaux nos 25 à 28). À Radio-Canada, à la CBC et au CTV, ces six sphères groupent environ 90 % des nouvelles consacrées aux Canadiens français; à CFTM, le degré de concentration est moindre, soit 75 %. Le degré d'insistance sur chacune des six sphères est cependant loin d'être constant d'un émetteur à l'autre, et c'est entre émetteurs francophones et anglophones qu'il est intéressant de faire la comparaison.

Alors que le système de classification des activités offrait une possibilité de 15 sphères, les émetteurs anglophones considèrent que seulement trois d'entre elles sont importantes chez les Canadiens français. Ces trois sphères réunissent, à elles seules, les quatre cinquièmes des nouvelles. Le champ restreint des activités des Canadiens français devient particulièrement évident lorsque l'on constate qu'une des trois sphères, la justice, obtient un taux de mention de plus de 50 % (54 % à la CBC, 58 % au CTV). Les deux autres sphères obtiennent un taux de mention inférieur à 16 % mais supérieur à 10 %. Ce sont la politique de partis et le secteur « gouvernement et fonction publique ».

Les diffuseurs francophones envisagent les Canadiens français dans une perspective plus large et leur accordent cinq sphères importantes d'activité dont aucune ne détient plus du quart des nouvelles. Ces cinq sphères sont les suivantes : politique de partis, justice, faits divers, activités gouvernementales relatives à l'industrie et au travail.

Des six sphères qui servent à décrire la grande majorité des activités des Canadiens français, seulement deux, soit la justice et la politique de partis, sont considérées comme importantes à la fois par les émetteurs anglophones et par les émetteurs francophones. Toutefois, seule la politique de partis se voit accorder par les quatre émetteurs le même taux de mention. Quant au taux de mention de la justice, il est beaucoup plus élevé dans les nouvelles de langue anglaise que dans celles de langue française (54 et 58 % contre 13 et 23 %).

L'importance accordée aux quatre autres sphères varie selon que les émetteurs sont anglophones ou francophones et, en conséquence, ces sphères n'ont pas le même taux de mention chez les uns que chez les

autres. Le secteur « gouvernement et fonction publique » revient proportionnellement plus souvent dans les nouvelles de langue anglaise; les secteurs gouvernement-industrie, gouvernement-travail et faits divers reviennent proportionnellement plus souvent dans les nouvelles de langue française.

Les émetteurs francophones et anglophones se retrouvent dans une absence complète ou quasi-complète de nouvelles sur les secteurs à portée sociale : bien-être social, éducation — sauf à Radio-Canada —, travail (secteur privé) — sauf à CFTM — et sur les secteurs à portée culturelle : sciences, arts, lettres et religion.

L'influence de la langue de diffusion se fait aussi sentir quant aux lieux où se produisent les événements sélectionnés pour les bulletins d'information. Les proportions des activités des Canadiens français dont sont témoins le Québec et Ottawa ne sont pas les mêmes dans les nouvelles de langue anglaise que dans les nouvelles de langue française. En effet, d'après celles-ci, le Québec est le cadre presque exclusif des activités canadiennes-françaises (87 et 88 %) alors que, d'après celles-là, il en est le cadre principal mais non exclusif (46 et 50 %). Dans ce dernier cas, le partage se fait, dans des proportions qui favorisent le Québec, entre la province francophone et la capitale fédérale (46 et 50 % contre 26 et 37 %). Comme point de ressemblance entre les émetteurs, il faut noter qu'ils ne font presque jamais état des activités des Canadiens français qui résident dans les provinces anglophones.

À l'aide d'un dernier élément d'analyse, les rôles, nous pouvons dégager les fonctions qu'exercent les Canadiens français en tant qu'individus et en tant que groupes. En tant qu'individus, plus de la moitié et même les trois quarts de leurs fonctions se résument à l'aide de six rôles dont quatre sont à caractère politique : premier ministre, ministre, dirigeant d'associations politiques et haut fonctionnaire — sauf au CTV —; un autre est à caractère professionnel : le juge ou avocat — sauf à Radio-Canada — et un dernier témoigne d'un élément disfonctionnel dans l'organisation de la société : le criminel — sauf à Radio-Canada (tableaux nos 33 à 36). Deux sortes de groupe, dont les fonctions sont d'ordre politique, soit les corps politiques et les corps administratifs, rendent compte des mentions dans des proportions qui vont des deux tiers au trois quarts.

Un seul de ces rôles établit une distinction entre émetteurs anglophones et francophones : c'est celui de criminel, dont le taux de mention est beaucoup plus élevé chez les premiers que chez les deuxièmes. De 20 % qu'il est à la CBC et au CTV, il n'est que de 9 % à CFTM et que de 4 % à Radio-Canada. C'est donc dire que le criminel reçoit proportionnellement deux fois plus de mentions de la part des émetteurs anglophones que de CFTM et cinq fois plus que de Radio-Canada.

Image des rencontres entre Canadiens français et Canadiens anglais

Le modèle d'analyse permet de connaître les domaines de la vie sociale et le cadre géographique où prennent place les activités conjointes des Canadiens français et des Canadiens anglais. Il n'y a que deux sphères d'activité qui soient prépondérantes dans la description de ces activités. Ces deux sphères, qui sont le secteur « gouvernement et fonction publique » et la politique de partis, ne comptent pas les mêmes proportions de nouvelles d'un émetteur à l'autre (tableaux n^{os} 25 à 28). Ces proportions, prises individuellement ou groupées, n'établissent pas de démarcation entre émetteurs francophones et anglophones, entre émetteurs privés et d'État. À ces deux domaines de rencontre, le poste français privé et le réseau anglais d'État ajoutent la justice. Enfin, CFTM présente les faits divers comme une occasion de rencontre.

Les émetteurs, bien que différents quant à la langue de diffusion ou au statut de propriété, situent dans un même cadre géographique les activités que Canadiens français et Canadiens anglais exercent conjointement (tableaux n^{os} 48 à 51). Tous les émetteurs situent une bonne proportion de ces activités dans plus d'une région à la fois, phénomène qui se produit beaucoup plus souvent que pour les activités propres soit aux Canadiens français soit aux Canadiens anglais. En retournant aux données originales pour connaître les régions qui font simultanément l'objet d'une même nouvelle, on constate que, dans une proportion d'au moins 10 % (à la CBC) et qui atteint jusqu'à 31 % (à Radio-Canada), les rencontres se situent au Canada sans plus de précisions.

D'après les quatre émetteurs, quelles parties du Canada constituent un cadre de rencontres entre Canadiens français et Canadiens anglais? Trois d'entre elles méritent d'être mentionnées : Ottawa, le Québec et les provinces Atlantiques. De ces trois lieux de rencontre, le dernier mentionné est le moins important et n'obtient que 10 % des nouvelles. Dans les bulletins du CTV, la capitale fédérale obtient préséance sur la province francophone (34 % contre 9 %), alors que l'une et l'autre ont la même importance dans les bulletins de Radio-Canada (17 et 24 %) ainsi que dans les bulletins de la CBC (32 et 22 %). CFTM est à l'opposé du CTV en accordant au Québec priorité sur Ottawa (55 % contre 11 %).

Une ligne de démarcation : la langue de diffusion

Après avoir dégagé l'image que les émetteurs francophones et anglophones projettent des Canadiens français et des Canadiens anglais dans leurs activités propres et dans leurs activités communes, on peut conclure que le statut de propriété n'amène aucune différence dans les images étudiées¹⁴. Quant à la langue de diffusion, elle n'introduit pas de différence dans l'image des Canadiens anglais ni

dans l'image des rencontres entre Canadiens français et Canadiens anglais, alors qu'elle en introduit dans l'image des Canadiens français.

Quelles seraient donc les raisons de cet état de chose? Envisageons une première hypothèse dont les éléments se trouvent à la source même de la production des nouvelles. L'hypothèse se formule ainsi : en ce qui concerne un même groupe de Canadiens, une similitude dans les perceptions qu'entretiennent les journalistes francophones et anglophones pourrait expliquer une similitude dans les nouvelles que diffusent les émetteurs francophones et anglophones. Si l'on se fie au contenu des nouvelles, journalistes anglophones et francophones percevraient les Canadiens anglais de la même manière alors qu'ils percevraient les Canadiens français d'une manière différente.

Comment les journalistes perçoivent-ils les Canadiens anglais et les Canadiens français quant aux domaines d'activité qui leur conviennent le mieux, quant aux rôles qui les décrivent le mieux et quant au cadre géographique qui leur est propre? L'étude de Francine Chartrand-McKenzie permet d'aborder, quoique indirectement, cette question des perceptions. Elle présente l'image que les journalistes anglophones et francophones se font des Canadiens anglais et des Canadiens français à partir des quinze traits qui leur étaient soumis¹⁵. Ici, l'intention n'est pas de décrire les traits que les journalistes attribuent aux Canadiens anglais et aux Canadiens français mais de chercher à saisir les différences de perception entre journalistes anglophones et francophones.

Pour décrire les Canadiens anglais, les journalistes des deux groupes linguistiques choisissent six traits identiques : attachement à l'argent, civisme, pragmatisme, respect des libertés individuelles, sens de l'organisation, sens des affaires. Toutefois, à chacune de ces caractéristiques, ils n'attribuent ni le même indice de convenance — sauf pour l'attachement à l'argent — ni le même ordre de convenance comme le montre le tableau n° 61. De plus, les journalistes francophones ajoutent au tableau quatre autres caractéristiques : audace, individualisme, sens artistique, sens de la tradition. Pour décrire les Canadiens français, les journalistes anglophones choisissent sept caractéristiques (tableau n° 62) : attachement à l'argent, civisme, individualisme, religiosité, respect des libertés individuelles, sens artistique, sens de la tradition. Tout en souscrivant à ces sept caractéristiques, les journalistes francophones ajoutent à la description deux autres caractéristiques : anti-américanisme et audace. Pour trois des sept caractéristiques — civisme, religiosité et sens de la tradition — que choisissent les deux groupes de journalistes, l'indice de convenance est le même et pour l'une d'elles — le respect des libertés individuelles —, l'ordre de convenance est le même.

Si l'on admet que ces perceptions ont quelque influence sur le choix des nouvelles et sur la manière de les présenter, les émetteurs de langue différente devraient offrir, de l'un et l'autre groupes

de Canadiens, une image qui comporte des différences. Les différences relatives à l'image des Canadiens anglais pourraient même être plus grandes que les différences relatives à l'image des Canadiens français puisque les différences de perception entre les deux groupes de journalistes sont plus grandes par rapport aux Canadiens anglais que par rapport aux Canadiens français.

Ces données ne sont pas suffisantes pour démontrer que les journalistes de chacun des deux groupes linguistiques ne regardent pas d'un même oeil les Canadiens anglais ni les Canadiens français. Mais elles sont suffisantes pour interdire de penser que les journalistes francophones perçoivent les Canadiens anglais de la même manière que le font les journalistes anglophones. C'est pourtant ce que voudraient laisser croire les nouvelles que les émetteurs francophones et anglophones consacrent aux Canadiens anglais. Existerait-il un système de production des nouvelles qui empêche les différences de perception de se manifester lorsqu'il s'agit de rendre compte des activités des Canadiens anglais, alors qu'elles peuvent se manifester lorsqu'il s'agit des activités des Canadiens français?

Voilà une question qu'il n'est pas facile d'élucider. Je me contenterai de poser seulement quelques jalons. Les nouvelles étant un produit final, il serait plus qu'intéressant — ce serait même nécessaire — de retracer les diverses étapes de fabrication des nouvelles et d'étudier, à chacune de ces étapes, la quantité de nouvelles dévolues aux Canadiens français et aux Canadiens anglais et la façon dont elles sont présentées.

Comment se fait la collecte des nouvelles à la Presse canadienne, qui est une importante source de nouvelles sur les Canadiens? Les nouvelles sont transmises au bureau central de Toronto et aux bureaux régionaux, choisies et de nouveau transmises aux journaux et aux stations de radio et de télévision. Rappelons que la Presse canadienne est une coopérative dont l'un des six bureaux régionaux se trouve à Montréal. La tâche de ce dernier est de « couvrir » la province de Québec. Les cinq autres bureaux régionaux couvrent l'une ou l'autre des provinces anglaises. C'est ainsi qu'il semble facile d'imaginer que les nouvelles sur les Canadiens anglais sont en plus grande quantité que celles sur les Canadiens français. Cette hypothèse serait également confirmée par le type de travail qu'accomplit le personnel du service français. Celui-ci consacre une bonne partie de son temps à la traduction de nouvelles qui portent, dans des proportions inconnues, sur les étrangers, sur les Canadiens anglais et aussi sur les Canadiens français. Le personnel du service français se plaint, en effet, d'avoir à traduire de l'anglais au français des nouvelles qui portent sur des Canadiens français.

Comment les émetteurs francophones réussissent-ils à transmettre une plus grande quantité de nouvelles sur les Canadiens français que sur les Canadiens anglais, à transmettre une plus grande quantité de nouvelles sur les Canadiens français que ne le font les émetteurs anglophones, à diffuser une image des Canadiens français qui présente

des différences avec celle que diffusent les émetteurs anglophones? En choisissant toutes les nouvelles sur les Canadiens français que la Presse canadienne leur fournit? Ce pourrait être le cas de CFTM qui n'a pas ses propres reporters. En utilisant des reporters pour aller chercher de l'information sur les Canadiens français? Ce pourrait être le cas de Radio-Canada dont les reporters recueillent de 30 à 35 % des nouvelles¹⁶. Par quels moyens les émetteurs anglophones réussissent-ils à présenter des Canadiens français une image si différente de celle des émetteurs francophones? Par la sélection qu'ils opèrent dans les nouvelles de la Presse canadienne? Par les reportages qu'ils consacrent aux Canadiens français?

Comment expliquer que les émetteurs anglophones et francophones présentent une même image des Canadiens anglais, du moins par rapport aux composantes étudiées? Un des facteurs de similitude pourrait être la présence d'un système de traduction de l'anglais au français, système qu'on dit bien organisé et dont les journaux, les postes de radio et de télévision se disent satisfaits¹⁷. C'est ainsi que les journalistes anglophones fabriqueraient une image des Canadiens anglais et que les émetteurs francophones diffuseraient cette même image. Même chez les émetteurs francophones, il y aurait identité entre la culture où se vit l'événement et la culture à travers laquelle il est perçu. Mais le facteur de traduction n'est pas le seul qui explique la similitude puisque les émetteurs francophones font état d'un moins grand nombre d'activités des Canadiens anglais que ne le font les émetteurs anglophones. Le taux de sélection est donc plus fort chez les premiers que chez les deuxièmes et pourtant la sélection des nouvelles va dans le même sens. Pourquoi¹⁸?

Toutes les questions sur la méthode de sélection des nouvelles demeurent sans réponse. L'étude du contenu du produit final que constituent les nouvelles télévisées convainc plus que jamais de la nécessité de prêter attention au processus d'élaboration des nouvelles. Les résultats de la présente étude ne peuvent prendre toute leur signification que si on les éclaire par une étude des sources. Une telle étude devrait s'accompagner d'une étude sur les perceptions que les journalistes anglophones et francophones ont des Canadiens anglais et des Canadiens français¹⁹ et sur le lien qui unit les perceptions à la manière de présenter les événements.

S'il existe un lien entre les perceptions des journalistes et la rédaction des nouvelles, si, de plus, il existe un lien entre la présentation des nouvelles et les perceptions du grand public, faut-il laisser à la presse le soin d'assurer la confrontation de différentes perceptions? Ou faut-il plutôt se servir de la presse pour créer, par un système de traduction, une similitude de perceptions dans le grand public? Seuls ceux qui élaborent une politique de la presse pourront, en définitive, prendre position vis-à-vis de cette alternative.

1964

Samedi 4 avril
Mardi 14 avril
Vendredi 24 avril

Lundi 4 mai
Jeudi 14 mai
Dimanche 24 mai

Mercredi 3 juin
Samedi 13 juin
Mardi 23 juin

Vendredi 3 juillet
Lundi 13 juillet
Jeudi 23 juillet

Dimanche 2 août
Mercredi 12 août
Samedi 22 août

Mardi 1 septembre
Vendredi 11 septembre
Lundi 21 septembre

Jeudi 1 octobre
Dimanche 11 octobre

Mercredi 21 octobre
Samedi 31 octobre

Mardi 10 novembre
Vendredi 20 novembre
Lundi 30 novembre

Jeudi 10 décembre
Dimanche 20 décembre
Mercredi 30 décembre

1965

Samedi 9 janvier
Mardi 19 janvier
Dimanche 24 janvier

Mercredi 3 février
Samedi 13 février
Mardi 23 février

Vendredi 5 mars
Lundi 15 mars
Jeudi 25 mars

*A. La mention de nationalité**1. Application de l'élément d'analyse**a. Les agents de communication*

La mention de nationalité n'est pas applicable aux agents de communication de la nouvelle (annonceur, correspondant, etc.).

b. Nationalité inconnue

Lorsque la nationalité d'un acteur d'une nouvelle n'est pas mentionnée et ne peut se déduire avec certitude du contexte, on lui attribue le code « non applicable ».

Ex. : « Un homme a été assassiné rue St-Denis. »

« L'écrasement d'un avion à Ste-Thérèse a fait 118 victimes. »

c. Personnes indéterminées

La nationalité n'est pas applicable aux personnes indéterminées. Il y a « indétermination » chaque fois qu'une nouvelle réfère à des personnes qui ne sont pas des individus concrets, que l'on pourrait nommer, mais plutôt des abstractions ou des personnes sans identité précise, sans existence réelle.

Ex. : « Un bon policier doit... » Le mot « policier » ne désigne pas un individu concret mais une abstraction (un stéréotype).

« Certaines personnes préfèrent... »

« Les gens avisés pensent... »

« What do you do if... »

« Some water sports enthusiasts... »

d. Lieux géographiques

La mention de nationalité n'est pas applicable aux territoires internationaux — par exemple les océans — à l'espace et aux autres planètes.

Ex. : « La lune fait l'objet d'études... »

Un lieu mentionné uniquement comme cadre géographique d'un événement ne constitue pas une mention de nationalité.

Ex. : « M. Lesage a déclaré à la Nouvelle-Orléans... » La Nouvelle-Orléans, mentionnée seulement comme lieu où s'est faite la déclaration, ne reçoit pas de code de nationalité.

Par contre, un nom de lieu — pays, province, ville, etc. — comporte une mention de nationalité s'il désigne l'ensemble des habitants de ce lieu, leur gouvernement ou leur personnel administratif. Le nom de lieu peut alors être remplacé par une expression désignant ces personnes.

Ex. : « Le Canada participera à... » : nationalité canadienne, car « Le Canada » peut être remplacé par « les Canadiens », ou « le gouvernement canadien ».
« M. Diefenbaker s'intéresse au Viêt-nam » : nationalité canadienne et étrangère-autre-qu'américaine, car il est question du Viêt-nam.

Un territoire pris comme entité juridique (et non seulement comme cadre géographique d'un événement) reçoit un code de nationalité.

Ex. : « Conflit à propos des eaux territoriales américaines... » : nationalité américaine.

e. Objets et abstractions

La mention de nationalité est applicable aux objets et aux abstractions lorsque ceux-ci sont explicitement présentés comme reliés à un pays ou à des citoyens de ce pays. Ainsi, la mention de nationalité s'applique si des termes désignant des objets ou des abstractions sont suivis d'un adjectif exprimant la nationalité et qui pourrait être remplacé par le « de » de possession et le substantif correspondant.

Ex. : « Les navires de guerre américains » : nationalité américaine, car ce sont les navires de guerre des Américains.
« Les édifices du Parlement à Ottawa » : nationalité canadienne, car ce sont les édifices du gouvernement canadien.
« La politique extérieure française » : nationalité étrangère-autre-qu'américaine, car il s'agit de la politique extérieure du gouvernement français.
« Une machine de fabrication allemande » : nationalité non applicable, car l'adjectif de nationalité indique non l'appartenance, mais la provenance d'un objet; on attribue donc le code « non applicable ».

f. Code « non applicable »

Ce code ne se combine avec aucun autre et ne s'applique qu'aux unités d'énumération où rien ne constitue une mention de nationalité.

2. Expressions ayant trait à plusieurs pays

g. Relations extérieures

Lorsqu'il est question des relations extérieures d'un gouvernement, on code seulement la nationalité de ce gouvernement, à moins que les pays avec lesquels il entretient des relations ne soient explicitement nommés.

Ex. : « Les traités auxquels participe le Canada » : nationalité canadienne.

« Le Canada conduit une entente commerciale avec la Russie... » : nationalité canadienne et étrangère-autre-qu'américaine.

« M. Johnson défend la politique de son pays en Extrême-Orient... » : nationalité américaine.

« M. Johnson défend l'attitude de son pays envers le Vietnam... » : nationalité américaine et étrangère-autre-qu'américaine.

h. Organisations internationales

Les organisations internationales sont codées « étrangères » ; on ajoute le code « canadien » ou « américain » dans les cas où il y a une référence spéciale au Canada ou aux États-Unis.

Ex. : « L'O. N. U. », « l'O. T. A. N. », « G. A. T. T. », « les pays occidentaux » : nationalité étrangère-autre-qu'américaine.

« La contribution du Canada à l'O. N. U. » : nationalité canadienne et étrangère-autre-qu'américaine.

S'il est question d'une personne détenant un poste à l'intérieur d'une telle organisation, on code la nationalité de cette personne.

B. La mention d'ethnicité

1. Application de l'élément d'analyse

a. Unités d'énumération

Cet élément d'analyse s'applique aux unités d'énumération codées, quant à la nationalité, « canadiennes exclusivement » ou « canadiennes-étrangères ». Il ne s'applique pas aux unités « étrangères » ni aux unités auxquelles le code de nationalité n'est pas applicable.

b. Unités « canadiennes-étrangères »

À l'intérieur des unités d'énumération « canadiennes-étrangères », seuls les Canadiens reçoivent un code d'ethnicité — qu'ils soient considérés individuellement ou associés à des non-Canadiens.

Ex. : « Le premier ministre canadien rencontre le président des États-Unis » : ethnicité anglaise, car seule l'ethnicité du ministre canadien est codée.

« L'A. F. L. — C. I. O. — F. T. Q. » : sans mention de groupes ethniques canadiens, car cette union groupe des Américains et des Canadiens : un code d'ethnicité est donc attribué à l'association.

c. Agents de communication

La mention d'ethnicité ne s'applique pas aux agents de communication d'une nouvelle : agences de presse, journalistes, correspondants, annonceurs.

d. Personnes indéterminées

La mention d'ethnicité ne s'applique pas aux personnes indéterminées. Il y a « indétermination » chaque fois qu'une nouvelle renvoie

à des personnes qui ne sont pas des individus concrets, que l'on pourrait nommer, mais plutôt des abstractions ou des personnes sans identité précise.

Ex. : « Un bon policier doit... » Ici, « policier » ne désigne pas une personne concrète mais une abstraction (un stéréotype).

« Certaines personnes préfèrent... »

« Les gens avisés pensent... »

« What do you do if you have... »

« Some water sport enthusiasts... »

e. Personnes indirectement objets de nouvelle

La mention d'ethnicité n'est pas applicable aux personnes qui ne font qu'indirectement l'objet d'une nouvelle. Ainsi reçoivent le code « non applicable » les personnes ou groupes mentionnés seulement pour préciser la fonction d'un acteur ou pour identifier un objet. De même, lorsqu'un acteur est présenté comme agissant au nom d'une autre personne ou d'un groupe, seule l'ethnicité de l'acteur est codée.

Ex. : « M. Thibault, conseiller législatif pour l'Union Nationale » : ethnicité française.

« Le juge Dryer, président de la Commission fédérale de tutelle » : ethnicité anglaise.

Seuls M. Thibault et le juge Dryer reçoivent un code d'ethnicité — celle-ci n'est applicable ni à l'Union Nationale ni à la Commission fédérale, qui ne sont mentionnées que pour préciser les fonctions des acteurs.

« Le rapport Norris » : ethnicité non applicable.

« La proposition Lesage » : ethnicité non applicable.

MM. Norris et Lesage ne sont mentionnés que pour identifier les objets.

« Minister Hellyer laid a wreath on behalf of the federal government » : ethnicité anglaise, car l'ethnicité du gouvernement n'est pas codée car il est le groupe au nom duquel agit l'acteur.

f. Abstractions

La mention d'ethnicité s'applique aux abstractions, lorsque celles-ci renvoient implicitement à des personnes réelles.

Ex. : « Les relations canado-américaines » : sans mention de groupes ethniques canadiens.

« Les ententes fédérales-provinciales » : ethnicité française, ethnicité anglaise, sans mention de groupes ethniques.

g. Objets

Les objets reçoivent un code d'ethnicité s'ils sont explicitement mentionnés comme se rattachant au Canada ou à un de ses groupes ethniques.

Ex. : « Les édifices parlementaires à Ottawa » : sans mention de groupes ethniques canadiens.

h. Lieux géographiques

Les noms de lieu constituent une mention d'ethnicité s'ils désignent les citoyens de ce lieu, le gouvernement ou le personnel administratif; sinon ils reçoivent le code « non applicable ».

Ex. : « Montréal a entrepris... » : sans mention de groupes ethniques canadiens.

« ...dans la ville de Montréal... » : ethnicité non applicable.

i. Le code « non applicable »

Ce code ne se combine avec aucun autre et ne s'applique qu'aux unités d'énumération où rien ne constitue une mention d'ethnicité.

2. Ethnicité des individus

j. Nom et fonction de l'individu

Dans le codage de l'ethnicité des individus, trois cas peuvent se présenter:

— Le nom de l'individu est mentionné. Le code est alors appliqué d'après la consonance anglaise ou française du nom, à moins qu'il soit connu que celle-ci ne correspond pas à la langue maternelle de l'individu (auquel cas on code d'après la langue).

Ex. : « M. Lester B. Pearson » : ethnicité anglaise.

« M. Daniel Johnson » : ethnicité française.

— Le nom de l'individu n'est pas mentionné mais sa fonction précise l'est. Dans ce cas, il faut trouver le nom de l'individu et coder d'après la consonance de ce nom.

Ex. : « Le ministre provincial de l'Agriculture » : ethnicité française, car c'était en 1965 M. Alcide Courcy.

« Le président de la C. S. N. » : ethnicité française, car il s'agit de M. Marcel Pépin.

« Le premier ministre du Canada » : ethnicité anglaise, car c'était alors M. Lester B. Pearson.

— Le nom de l'individu n'est pas mentionné ni sa fonction précise. Seule est mentionnée une fonction générale qui ne permet pas d'identifier l'individu. Le code choisi est alors celui qui est attribué à la fonction, à moins que la nouvelle ne donne des indications de l'ethnicité de l'individu.

Ex. : « Un ministre fédéral est d'avis... » : sans mention de groupes ethniques canadiens.

« Un fonctionnaire du Québec a déclaré... » : ethnicité française.

La fonction générale de ministre ou de fonctionnaire ne permet pas de repérer un individu en particulier; le ministre et le fonctionnaire reçoivent donc le code rattaché à leur fonction.

« Un journaliste de Montréal a lancé la rumeur... » : sans mention de groupes ethniques canadiens, car la fonction générale de journaliste ne permet pas de trouver de qui il s'agit : le code attribué est donc celui d'habitant d'une ville canadienne.

« Certains journalistes de langue française de Montréal participeront... » : ethnicité française; même s'il est impossible d'identifier les individus, ils sont codés d'après l'ethnicité qui leur est attribuée dans la nouvelle.

3. Ethnicité des groupes

L'ethnicité d'un groupe est codée en fonction de l'ethnicité des membres qui constituent ce groupe. Si l'on peut considérer que tous les membres sont canadiens-français ou canadiens-anglais, l'ethnicité du groupe sera codée française ou anglaise. Si l'on ne peut faire cette supposition, le groupe sera codé comme sans mention de groupe ethnique.

Ex. : « Société St-Jean-Baptiste » : ethnicité française.

« Le Club Rotary » : sans mention de groupe ethnique.

« Le cabinet Robarts » : ethnicité anglaise.

« Le cabinet Lesage » : ethnicité française.

« Le cabinet Pearson » : sans mention de groupe ethnique.

C. Les sphères d'activité

1. Application de l'élément d'analyse

Cet élément d'analyse s'applique aux unités d'énumération codées, quant à la nationalité, « canadiennes exclusivement » et « canadiennes-étrangères ». Il ne s'applique pas aux unités exclusivement étrangères ni aux unités auxquelles la mention de nationalité n'est pas applicable.

2. Distinction entre sphère d'activité et fonctions d'un individu

La sphère d'activité se réfère à un secteur ou domaine d'activités. Quant aux fonctions, elles précisent à quel titre un individu agit à l'intérieur d'une sphère.

Ex. : « Un évêque se prononce contre le ministre de l'Éducation » : politique de partis. Cette unité d'énumération ne peut être classée dans la sphère « religion ». C'est à titre d'évêque que quelqu'un se prononce sur un sujet qui touche le domaine de la politique.

« Le premier ministre du Québec est en vacances à Miami » : loisirs. Cette unité ne peut être classée dans une des sphères relatives à la politique. C'est parce que l'individu est premier ministre (a une fonction publique) qu'on mentionne son activité dans le domaine des loisirs.

3. Unité de contexte

Le codeur se réfère à l'unité complète de nouvelle pour déterminer à quelle sphère appartient une unité d'énumération, lorsque les informations contenues dans une unité d'énumération ne sont pas suffisantes pour déterminer la sphère d'activité.

4. Une seule sphère d'activité par unité d'énumération

On ne choisit qu'une seule sphère d'activité pour chaque unité d'énumération où cet élément est applicable. Lorsque le codeur considère que plus d'une sphère est comprise dans une même unité d'énumération, il choisit la sphère que l'unité d'énumération met le plus en évidence.

5. Critères de choix entre économie et travail

Les unités d'énumération qui traitent de faits proprement économiques sont considérées comme relevant des secteurs public ou privé de l'économie : budget, investissements, financement, crédit, coûts de production, prix, valeur et volume de la production, évolution d'une entreprise ou d'une industrie, taxation, etc.

Les unités d'énumération qui traitent de l'organisation du travail, des transformations et des problèmes qu'entraîne, dans le monde du travail, l'évolution de la situation économique, sont considérées comme relevant des secteurs public ou privé du travail.

Lorsqu'une unité porte sur les aspects financiers et sociaux des problèmes du travail, le codeur choisit, en règle générale, la sphère que l'unité met le plus en évidence.

6. Critères de choix entre gouvernement et politique de partis

a. Débats à caractère partisan

Tout débat et toute activité d'une assemblée législative ou d'un conseil municipal sont classés dans une des catégories relatives au gouvernement et à la fonction publique, même s'ils ont un caractère nettement polémique ou partisan.

Des déclarations à caractère polémique ou partisan, faites en dehors d'une assemblée législative ou d'un conseil municipal, sont par contre classées dans la politique de partis même si leurs acteurs exercent une fonction gouvernementale.

b. Relations entre le gouvernement et le secteur privé

Les relations du gouvernement avec le secteur privé sont classées dans une des catégories relatives au gouvernement et à la fonction publique, lorsqu'il s'agit d'échanges qui passent à travers des canaux de communication officiels : mémoire présenté officiellement par une association à une commission royale d'enquête, à un ministère, à une assemblée législative, à un conseil municipal, etc.; délégation officielle, etc.

Les relations entre le gouvernement et le secteur privé tombent sous le chapitre de la politique de partis lorsqu'elles prennent la forme de critiques ou d'approbations du gouvernement par le secteur privé (ou inversement), de débats et de polémiques portés « sur la place publique », c'est-à-dire en dehors d'une assemblée législative ou d'un conseil municipal.

Ex. : « Le ministre du Travail offre d'agir comme négociateur dans le conflit qui oppose la Noranda Mines à ses employés » : gouvernement-travail.

« M. René Lévesque condamne l'attitude de la Noranda Mines » : politique de partis si la déclaration est faite hors de l'assemblée législative, mais gouvernement-travail dans le cas contraire.

« La Fédération des collèges classiques présente un mémoire au ministre de l'Éducation » : gouvernement-éducation.

« La F. C. C. dénonce l'attitude du ministre de l'Éducation » : politique de partis.

7. Critère de choix entre travail et bien-être social

Lorsqu'une unité traite de diverses mesures de sécurité sociale reliées aux problèmes du travail (assurance, assurance-chômage), elle est classée dans la sphère gouvernement et bien-être social.

8. Économie, travail, éducation : critères de choix entre le secteur privé et le secteur public

Chacun de ces domaines est subdivisé en deux sphères suivant que les activités dont il est question relèvent du secteur privé ou du secteur public.

Lorsque le secteur privé et le secteur public sont compris dans une même unité d'énumération, on applique l'une des deux règles suivantes :

Si les deux secteurs sont également concernés, on classe l'unité d'énumération dans une des catégories relatives au gouvernement et à la fonction publique. Une nouvelle concernant un mémoire sur le Code du travail présenté au gouvernement par une centrale syndicale sera classée dans la sphère gouvernement-travail.

Dans les autres cas, on classe l'unité d'énumération, en règle générale, dans le secteur qu'elle met le plus en évidence.

Ex. : Dans toute grève légale du secteur privé, la Commission des relations de travail intervient; parfois un ministre peut offrir d'agir personnellement comme médiateur. Si la nouvelle porte avant tout sur le conflit et ne mentionne l'intervention d'un agent gouvernemental que secondairement, par exemple comme une étape normale dans le processus de la grève, on code « travail (secteur privé) ». Par contre, si la nouvelle appuie plus sur l'intervention gouvernementale que sur le conflit lui-même, on code « gouvernement-travail ».

D. Le cadre géographique

1. Application de l'élément d'analyse

Cet élément d'analyse s'applique aux unités d'énumération codées, quant à la nationalité, « canadiennes exclusivement » ou « canadiennes-étrangères » mais non aux unités exclusivement étrangères ni

aux unités auxquelles la mention de nationalité n'est pas applicable. Ainsi, le lieu d'où parvient un reportage inclus dans une nouvelle n'est jamais codé.

Ex. : « Notre correspondant à Ottawa nous dit... » : aucun codage.

Les noms de lieu qui ne sont pas présentés comme le cadre géographique d'une action quelconque mais qui servent à préciser l'identité d'une personne ou à qualifier un objet ne sont pas codés.

Ex. : « Les collègues du Québec » : aucun codage.

« La Chambre de commerce de Montréal » : aucun codage.

Le cadre géographique s'applique aux événements futurs (projets, prévisions).

Ex. : « Ottawa a décidé ... lors de la prochaine assemblée générale de l'O. N. U. à New York » : Ottawa et États-Unis.

« Grève imminente à Montréal, Valleyfield et Drummondville » : province de Québec.

Par contre cet élément ne s'applique jamais aux événements hypothétiques ou fictifs.

Ex. : « Le gouvernement canadien devrait dédommager les cultivateurs d'Ontario ».

« On demande à toute personne qui apprendrait quelque chose à ce sujet de communiquer avec la Sûreté provinciale ».

Le code « non applicable » ne se combine avec aucun autre et n'est attribué qu'aux unités d'énumération où il n'y a aucune mention de cadre géographique.

2. Détermination du cadre géographique

Le cadre géographique n'a pas à être mentionné explicitement pour être codé, encore qu'il doive ressortir clairement du contexte de la nouvelle.

Ex. : « Le conflit qui sévit à la Presse... » : province de Québec.

Il n'est pas nécessaire toutefois que l'on puisse déduire du contexte un endroit précis car certaines des catégories de cadre géographique (catégories de base ou catégories obtenues par combinaison de celles-ci) sont elles-mêmes très vastes. Ainsi, on doit coder le cadre d'un événement dont le contexte indique seulement qu'il se passe quelque part au Canada ou quelque part en Europe, etc.

Ex. : « Les employés de la société canadienne G. M. se sont mis en grève » : Canada. On se sait pas si la grève se déroule au Québec, en Ontario ou dans une autre partie du Canada, mais il est sûr que c'est au Canada.

Lorsque deux codes, dont l'un englobe l'autre, sont applicables :

α. Si la nouvelle mentionne un endroit précis et un ou plusieurs endroits imprécis du Canada, on code l'endroit précis.

Ex. : « La Couronne l'a fait condamner après le meurtre d'un policier à Ville Saint-Laurent » : province de Québec. Les actes de la Couronne auraient le Canada comme cadre parce qu'on ne sait l'endroit précis du procès. On code donc l'endroit précis.

b. Si la nouvelle mentionne deux ou plusieurs endroits précis, dont l'un englobe l'autre ou les autres, on code le cadre le plus vaste.

Ex. : « À travers tout le Canada, on fête la Noël. À Montréal... » : Canada.

Lorsque la nouvelle est faite d'une déclaration, on code à la fois le cadre de la déclaration et, s'il y a lieu, celui des événements sur lesquels porte la déclaration.

On ne doit pas présumer du cadre géographique d'après l'origine géographique ou le lieu de résidence des acteurs d'une nouvelle. La mention d'une personne ou d'un organisme ne constitue donc pas une mention de cadre géographique.

Une expression désignant l'ensemble d'un gouvernement (le gouvernement, Ottawa, les dirigeants canadiens, etc.) constitue une mention de lieu si ce gouvernement est présenté comme un agent (et non simplement comme un destinataire, un interlocuteur, etc.), et si la nouvelle n'indique pas par ailleurs que son action se déroule dans un cadre autre que la ville où siège ce gouvernement.

Ex. : « Québec vient de créer un comité interministériel » : province de Québec.

« Le Canada étudie la possibilité de contribuer davantage... » : Ottawa.

« ...a laissé entendre aux Communes qu'Ottawa pourrait changer sa politique vis-à-vis la Chine communiste » : Ottawa. La Chine n'est pas codée parce qu'elle n'est présentée ni comme un agent, ni comme le lieu où se déroule le fait rapporté dans la nouvelle.

« ...British Columbian communities made an appeal to the federal government » : cadre géographique non mentionné. Le gouvernement fédéral, présenté comme un interlocuteur et non un agent, n'est pas codé.

3. Combinaisons de catégories

Le code utilisé permet des combinaisons de toutes les catégories. Lorsque plusieurs des catégories sont comprises dans une même unité d'énumération, on utilise la somme des codes.

Ex. : Les Grands Lacs : Ontario et États-Unis.

L'Est du Canada : soit Québec, soit les provinces Atlantiques, soit celles-ci, Québec et Ontario.

L'Ouest du Canada : Prairies et Colombie-Britannique.

Le Centre du Canada : Québec et Ontario.

Le Canada : provinces Atlantiques, Québec, Ontario, Prairies et Colombie-Britannique.

E. Les rôles

1. Application de l'élément d'analyse

a. Unités d'énumération

Cet élément d'analyse s'applique aux unités d'énumération codées, quant à la nationalité, « canadiennes exclusivement » ou « canadiennes-étrangères ». Il ne s'applique pas aux unités « étrangères », ni à celles auxquelles le code de nationalité n'est pas applicable.

b. Unités « canadiennes-étrangères »

À l'intérieur des unités d'énumération « canadiennes-étrangères », les rôles des Canadiens sont les seuls rôles codés; les rôles des groupes incluant à la fois des Canadiens et des étrangers sont codés tout comme les rôles des groupes exclusivement canadiens.

Ex. : « Le président des États-Unis et le premier ministre du Canada » : seul le rôle du premier ministre canadien est codé.
« L'A. F. L. — C. I. O. — F. T. Q. » : le syndicat, groupant à la fois des Canadiens et des étrangers, reçoit le code approprié.

c. Rôle et ethnicité

Tout acteur à qui l'ethnicité n'est pas applicable reçoit également le code « non applicable » pour le rôle. Ainsi, ni l'ethnicité ni le rôle ne sont applicables :

— Aux personnes dont la nationalité est inconnue, c'est-à-dire qu'elle n'est pas mentionnée et ne peut se déduire avec certitude du contexte;

— Aux agents de communication de la nouvelle (annonceurs, journalistes);

— Aux personnes indéterminées. Il y a « indétermination » chaque fois qu'une nouvelle renvoie à des personnes qui ne sont pas des individus concrets, précis, que l'on pourrait nommer, mais plutôt des abstractions ou des personnes sans identité, sans existence réelle;

— Aux personnes ou groupes qui ne font qu'indirectement l'objet d'une nouvelle. Ainsi reçoivent le code non applicable les personnes ou groupes qui ne sont mentionnés que pour préciser la fonction d'un acteur de la nouvelle ou pour identifier un objet. De même, lorsqu'un acteur d'une nouvelle est présenté comme agissant au nom d'une autre personne ou d'un groupe, seul le rôle de l'acteur est codé :

Ex. : « M. Thibault, conseiller législatif de l'Union Nationale » : conseiller législatif.

« Le juge Dryer, président de la Commission fédérale de tutelle » : haut fonctionnaire.

Seuls M. Thibault et le juge Dryer reçoivent un code de rôle. Le rôle n'est pas applicable à l'Union Nationale ni à la Commission fédérale, qui ne sont mentionnées que pour préciser la fonction d'un acteur.

« Le rapport Norris » : rôle non mentionné.

« La proposition Lesage » : rôle non mentionné.

MM. Norris et Lesage ne sont mentionnés que pour identifier des objets et leurs rôles ne sont pas codés.

« Minister Hellyer laid a wreath on behalf of the federal government » : ministre; le rôle du gouvernement n'est pas codé, car il n'est que le groupe au nom duquel agit l'acteur de la nouvelle;

— Aux lieux géographiques, lorsqu'ils désignent le cadre d'un événement ou qu'ils indiquent la nationalité ou la provenance d'un acteur ou d'un objet. L'ethnicité et le rôle ne s'appliquent donc que lorsqu'un nom de lieu désigne un groupe de citoyens ou un groupe administratif.

Ex. : « M. Lesage a déclaré à Montréal... » : premier ministre.

« Montréal a participé aux réjouissances de la S. S. J. B. » : citoyen.

Dans le premier cas, le rôle n'est pas applicable à Montréal, qui ne désigne que le cadre géographique d'une déclaration, et seul le rôle de M. Lesage est codé. Dans le deuxième cas, Montréal désigne un groupe de citoyens et reçoit un code de rôle.

« Canada's airways » : rôle non mentionné.

« Un médecin d'Ontario » : autre profession libérale.

Le rôle ne s'applique pas au Canada ou à l'Ontario, le premier terme désignant la nationalité, le second la provenance.

d. Rôles familiaux

Certains termes, désignant habituellement des rôles familiaux, sont parfois utilisés pour exprimer une autre caractéristique d'un acteur d'une nouvelle. Dans ces cas, on attribue le code « non applicable » si aucun autre rôle n'est mentionné.

Ex. : « Une grand-mère réussit un exploit sportif » : rôle non mentionné.

e. Expressions désignant des rôles indéterminés

Le code de rôle « non applicable » est attribué aux expressions qui désignent un ou plusieurs rôles indéterminés.

Ex. : « Une délégation du Manitoba s'est rendue... »

« Une mission commerciale canadienne ira... »

Dans les deux cas, il s'agit de rôles indéterminés, car le contexte ne permet pas de savoir s'il s'agit d'une délégation gouvernementale, d'un groupe privé ou d'un groupe mixte.

f. Expressions qui sous-entendent plusieurs rôles

Lorsqu'une expression sous-entend plusieurs rôles déterminés sans que le contexte permette d'en détacher un, on attribue le code « non applicable ».

Ex. : « For several years, this day has heralded labour violence ».

L'expression « labour violence » peut désigner un rôle de syndicaliste ou celui d'ouvrier. Le contexte ne permettant pas d'opter pour l'un ou l'autre, le code « non applicable » est attribué.

2. Choix du rôle d'un acteur

g. Règle générale

Pour un même acteur, et à l'intérieur d'une seule unité d'énumération, il peut être fait mention de plusieurs rôles. On n'en code qu'un par personne. Le rôle choisi est celui que l'unité de nouvelle met davantage en évidence et qui explique pourquoi, à quel titre, une personne fait l'objet d'une nouvelle.

Ex. : « M. X, maire de Y, subit une attaque cardiaque » : maire.

Rôle majeur et rôle mineur sont ici en conflit; le rôle qui explique la mention de M. X dans une nouvelle — et par conséquent le rôle codé — est le rôle professionnel et non le rôle accidentel de la victime.

« M. Y, débardeur dans le port de Montréal, tué dans l'explosion d'un pétrolier » : victime. Rôles majeur et mineur sont ici aussi en conflit. C'est à titre de victime, et non d'ouvrier, que l'acteur de la nouvelle est mentionné. Le rôle codé est le rôle accidentel de victime.

« M. Chaput, chimiste et président du RIN, a déclaré... » : président d'association politique. Deux rôles majeurs sont ici mentionnés. À moins que le contexte n'indique le contraire, c'est à cause de son rôle d'association, et non de son rôle professionnel, que M. Chaput fait l'objet d'une nouvelle. Le rôle codé est donc le rôle d'association.

h. Rôle actuel, rôle passé, rôle éventuel

Une nouvelle peut avoir trait au rôle actuel d'un acteur, à son rôle passé ou à un rôle qu'il exercera éventuellement. Lorsque, dans une même unité d'énumération, le rôle actuel et le rôle passé ou éventuel d'un acteur sont mentionnés, le rôle codé est toujours le rôle actuel.

Ex. : « Mgr Lussier, recteur de l'U. de M., alors qu'il était membre de la Commission... » : gérant et administrateur.

« M. Marchand, ancien président de la C. S. N. et candidat à la députation dans... » : membre d'association politique.

« Deux anciens officiers de la Sûreté provinciale sont accusés... » : accusé.

Dans ces trois cas, le critère de choix est la préséance du rôle actuel sur le rôle passé.

« 10 000 travailleurs pourraient devenir chômeurs... » : autres rôles professionnels.

« Le professeur X, qui sera peut-être député de... » : autre profession libérale.

Dans ces deux derniers cas, le rôle actuel a préséance sur le rôle éventuel.

Lorsqu'une nouvelle mentionne le rôle passé d'un acteur mais non son rôle actuel, on code le rôle passé.

Ex. : « Former RCMP commissioner says... » : haut fonctionnaire.

Un rôle éventuel n'est jamais codé. Lorsqu'une nouvelle ne mentionne pour un acteur qu'un rôle éventuel, on lui attribue le code de rôle non applicable,

Ex. : « Un député demande la création d'une commission... » : député.
Le rôle de la commission étant éventuel, il n'est pas codé.

Une nouvelle peut attribuer une activité éventuelle à un acteur dont elle précise le rôle actuel. Dans une telle nouvelle, le rôle demeure toujours un rôle actuel et est codé comme tel.

Ex. : « Le gouvernement provincial entreprendra peut-être... » : corps politique. Même s'il est question d'une activité éventuelle, le rôle de gouvernement est un rôle actuel et codé comme tel.

i. Rôles religieux

Lorsque, pour un même acteur, un rôle religieux et un rôle professionnel sont mentionnés, on code le rôle professionnel.

Ex. : « Le frère Jérôme Desbiens, haut fonctionnaire du ministère de l'Éducation... » : haut fonctionnaire.

j. Chefs des partis d'opposition

Lorsqu'il y a conflit entre le rôle de chef d'association politique et celui de député, c'est le premier qui est codé.

k. Rôles individuels et rôles de groupe

Il y a mention d'un rôle de groupe lorsque la nouvelle a trait à un groupe comme totalité, au moyen d'une expression-synthèse (et non par énumération). Lorsqu'il y a énumération des membres ou des sous-groupes et lorsqu'il y a référence seulement à un ou plusieurs membres du groupe (par exemple « l'exécutif »), il s'agit de rôles individuels.

Ex. : « Le cabinet Pearson » : corps politique; rôle de groupe.
« Pearson et ses ministres » : premier ministre et ministre; rôles individuels.

Certaines expressions désignant des groupes sont parfois utilisées dans un sens plus restreint et n'englobent en fait qu'une partie des membres. C'est l'unité de contexte qui détermine s'il y a référence à un groupe comme tel ou à certains de ses membres — et donc s'il faut coder un rôle de groupe ou un rôle individuel.

Ex. : « La Presse vient de rejeter la proposition Lesage » : gérant et administrateur; « La Presse » désigne les dirigeants seulement,

« ...workers have been laid off by General Motors » : autres rôles professionnels et gérant et administrateur.

« General Motors produit... » : entreprise privée; on désigne ici toute l'unité de production.

Lorsque le contexte ne permet pas de savoir s'il s'agit des dirigeants, d'un certain nombre de membres ou de tout le groupe, on code le rôle de groupe,

Ex. : « La Commission intermunicipale de Richelieu a présenté un mémoire... » : association politique.

« ...une conférence devant le club Kiwanis-Laval à... » : autre association.

Il est impossible de savoir s'il s'agit de toute l'association ou d'un certain nombre de membres; on code donc le rôle de groupe.

l. Maisons d'enseignement privées

Le personnel administratif des maisons d'enseignement privées reçoit le code « gérant et administrateur ». Les maisons d'enseignement privées (considérées globalement) sont rangées parmi les entreprises privées.

m. Écoles publiques

Le personnel administratif des écoles publiques est rangé parmi les hauts fonctionnaires ou les fonctionnaires subalternes (autres rôles professionnels), selon le cas. Les commissions scolaires sont rangées parmi les corps administratifs municipaux.

n. Grévistes

Les grévistes et tous les travailleurs présentés comme suivant les directives d'une centrale syndicale, sont rangés parmi les membres d'une association syndicale.

Ex. : « Les employés de G. M. se sont mis en grève » : membres d'association syndicale.

« Les dirigeants de la C. S. N. ont décidé de limiter la grève des employés de... » : dirigeants et membres d'association syndicale.

o. Vedettes

Il peut y avoir conflit entre la catégorie de « vedette » et celles d'artiste ou de sportif professionnel (ou peut-être d'une autre catégorie de rôles majeurs). Ces derniers ne sont rangés parmi les vedettes que s'il est clair, d'après le contexte de la nouvelle, que leur popularité n'est pas basée exclusivement sur leur valeur professionnelle.

Lorsqu'une nouvelle a trait à des aspects de la personnalité ou du mode de vie qui n'ont qu'un lien indirect avec la profession, on peut conclure qu'il y a « vedettisation » de l'artiste ou du sportif; de même, si la nouvelle concerne des manifestations collectives d'admiration, voire de fanatisme, à l'égard de ces personnes (mises à part les manifestations « régulières » — applaudissements, ovations — qui ont habituellement cours lors d'un spectacle ou d'une compétition) : informations, romancées ou non, sur la vie privée de l'artiste ou du sportif; « fan clubs »; scènes « d'hystérie collective » au cours d'un spectacle, etc.

En somme, il y a « vedettisation » lorsque la nouvelle est teintée d'un certain sensationnel et souligne le caractère de modèle, d'idéal ou tout simplement de phénomène, dans des domaines débordant la sphère professionnelle.

3. Nombre et choix des rôles codés

p. Nombre de rôles par unité d'énumération

Trois rôles différents attribués à trois acteurs différents, peuvent être codés par unité d'énumération. Lorsqu'un seul rôle, joué par un ou plusieurs acteurs, est mentionné, il est codé dans l'espace « premier rôle ». Les espaces « second rôle » et « troisième rôle » reçoivent alors le code « non applicable ».

Lorsque plus d'un acteur joue des rôles différents, les rôles sont placés dans l'espace « premier rôle », « second rôle » ou « troisième rôle » selon un ordre croissant de « grandeur » qui correspond au code. S'il n'y a que deux rôles à coder, l'espace « troisième rôle » reçoit le code « non applicable ».

q. Choix des rôles

Lorsque plus de trois rôles différents sont mentionnés dans une même unité d'énumération, on code les trois que l'unité de nouvelle met davantage en évidence.

F. Attribution de l'ethnicité aux rôles

La présente étape a pour objet d'obtenir une répartition des rôles par groupe ethnique. Elle consiste à trouver, pour chacun des rôles déjà codés, l'ethnicité de celui ou de ceux qui l'exercent.

Pour chacun des codes définitifs de rôle, repérer dans l'unité d'énumération le ou les acteurs à qui ce code de rôle a été attribué. Pour le trouver, on se référera aux règles utilisées lors du codage des rôles.

Cette première démarche est effectuée pour tous les codes de rôle y compris le code « non applicable ». Ce code peut, en effet, avoir été attribué parce qu'aucun acteur n'est mentionné, auquel cas l'ethnicité n'est pas applicable. Il peut aussi avoir été attribué parce qu'aucun code de rôle n'est applicable à l'acteur mentionné; dans ce dernier cas, il se peut qu'un code d'ethnicité soit applicable à l'acteur.

À l'acteur ou aux acteurs qui exercent le rôle codé, attribuer un code d'ethnicité, en se servant des mêmes règles que lors du codage de l'ethnicité de même que du code définitif d'ethnicité attribué à l'unité d'énumération. Un même rôle peut être joué par un ou plusieurs acteurs d'un même groupe ethnique ou de différents groupes ethniques.

Si un code de rôle convient à un seul acteur, on code l'ethnicité de cet acteur. Si un code de rôle convient à plusieurs acteurs d'un même groupe ethnique, on code l'ethnicité de ce groupe. Si un code de rôle convient à plusieurs acteurs de différents groupes ethniques, on code la somme des différents codes d'ethnicité attribuables aux acteurs qui exercent le même rôle.

Ex. : « Les gouvernements fédéral et provinciaux ». Rôle : corps politique.

Ethnicité du rôle : ethnicité française, ethnicité anglaise, sans mention de groupes ethniques.

Comparer le code d'ethnicité correspondant à chaque rôle au code global d'ethnicité de l'unité d'énumération. Le code d'ethnicité correspondant à un rôle peut être égal au code global d'ethnicité ou plus petit que lui, mais jamais plus grand. Par ailleurs, la somme des codes d'ethnicité attribués aux différents rôles peut être inférieure, égale ou supérieure au code global d'ethnicité.

Le codage s'est fait directement sur des feuilles mécanographiques à raison d'une feuille par unité d'énumération. Après avoir décidé de la catégorie pertinente, il fallait trouver le code correspondant à la catégorie et inscrire ensuite le nombre dans la ou les colonnes réservées à l'élément codé. Cette façon de procéder éliminait les risques d'erreurs reliés à la perforation des cartes. La qualité des données reposait donc sur la qualité du travail des codeurs.

Les éléments d'analyse à coder étant relativement nombreux et complexes, il y avait danger de confusion entre les catégories des divers éléments. Pour cette raison, nous avons reporté en plusieurs étapes la formation des codeurs :

- Identification de l'unité et mention de nationalité;
- Mention d'ethnicité;
- Sphères d'activité;
- Cadre géographique;
- Rôles;
- Attribution de l'ethnicité aux rôles.

La formation des codeurs a débuté par des explications générales sur la nature du travail à effectuer. Le superviseur a défini les termes suivants : bulletin de nouvelle, unité de contexte, unité d'énumération, feuille de codage et il a expliqué la façon d'utiliser les listes de codes et d'inscrire les codes sur la feuille de codage.

La technique consistait à accepter comme norme le choix de la majorité. Seuls les codeurs devaient donc choisir le code qui décrivait l'unité d'énumération. Le superviseur demeurait toutefois à la disposition des codeurs pour discuter des nouvelles ambiguës et pour leur fournir les renseignements nécessaires à l'application des règles de codage.

Chacune des étapes du codage a débuté par la lecture et la discussion des textes se rapportant à l'élément à coder. Ces textes portaient sur la définition de l'élément et les règles précises de codage. Le superviseur et les codeurs faisaient un premier essai en

codant ensemble un certain nombre d'unités d'énumération choisies spécialement pour la formation et en discutant les difficultés propres à chacune des unités. Ensuite, les codeurs codaient, séparément, un certain nombre d'autres unités d'énumération. Il y avait, enfin, comparaison des codes et discussion de tous les cas où l'accord n'était pas parfait entre les codeurs ou entre les codeurs et le superviseur. Ces deux dernières opérations ont été répétées jusqu'à ce que le taux de fiabilité fût jugé suffisant, soit au moins 80 %. Pour chacune des étapes du codage, la durée de la formation s'établit comme suit :

Étape	Durée
Identification de l'unité et mention de nationalité	Une journée et demie
Mention d'ethnicité	Une journée
Sphères d'activité	Une journée et demie
Cadre géographique	Une journée
Rôles	Deux journées
Attribution de l'ethnicité aux rôles	Une demi-journée

Le degré de fiabilité indique dans quelle mesure les catégories choisies correspondent aux réalités exprimées. Les codeurs sont les juges. Le degré de fiabilité s'exprime par la proportion d'unités d'énumération objets d'un choix majoritaire. Un choix est majoritaire lorsque plus de la moitié des codeurs font le même choix. La technique du code majoritaire, appliquée à la présente analyse, est décrite aux pages 27 et 28.

Comment, à partir des tableaux, juger de la valeur des résultats? Théoriquement, nous pourrions utiliser deux points de repère : un test statistique et une comparaison avec d'autres travaux dont la valeur est effectivement reconnue.

Bien que nous ayons consulté de nombreux ouvrages, nous n'avons trouvé aucun barème qui convienne à la technique du choix majoritaire. Nous devons donc nous résigner à un critère qui ne fournit qu'une évaluation indirecte des résultats. Nous prendrons celui de la non-réponse dans les enquêtes avec échantillons préétablis. Il est généralement accepté qu'un taux de réponse de 80 % produit des résultats valables, encore qu'il y ait, même alors, possibilité d'errer sur la valeur des résultats. Acceptons toutefois qu'un taux de fiabilité de 80 % produise des résultats valables. En appliquant ce barème aux tableaux qui suivent, il faut se rappeler, dans les cas où le taux de fiabilité est inférieur à 80 %, que la valeur des résultats est d'autant moins affectée que le nombre de nouvelles comprises dans une catégorie est moins élevé.

Tableau A Fiabilité des mentions de nationalité

Pourcentage des unités d'énumération, classées par catégorie de nationalité et par émetteur, qui ont été affectées à la catégorie par une majorité de codeurs

Mention de nationalité	Tous les émetteurs		Radio-Canada		CFMT		CBC		CTV	
	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N
Toutes les mentions	97	4 670	97	1 232	98	1 072	97	1 415	98	951
Canadienne	99	1 841	98	479	99	715	98	390	99	257
Canadienne et étrangère	95	548	94	128	93	138	96	161	95	121
canadienne-américaine	92	103	94	16	90	29	97	35	87	23
canadienne-autre	97	396	95	108	97	97	98	102	97	89
canadienne-américaine-autre	82	49	50	4	67	12	88	24	100	9
Étrangère	98	2 201	98	611	99	203	98	829	99	558
américaine	97	594	96	124	98	51	97	276	99	141
autre	99	1 222	98	379	99	111	99	417	99	315
américaine-autre	98	387	96	108	100	41	99	136	98	102
Non applicable	60	60	64	14	75	16	57	35	53	15

Tableau B Fiabilité des mentions d'ethnicité

Pourcentage des unités d'énumération, classées par catégorie d'ethnicité et par émetteur, qui ont été affectées à la catégorie par une majorité de codeurs

Mention d'ethnicité	Tous les émetteurs		Radio-Canada		CFTM		CBC		CTV	
	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N
Toutes les mentions	90	2 390	89	607	89	853	91	552	89	378
Française	89	883	88	280	89	443	90	102	88	58
Anglaise	91	563	92	101	92	113	90	189	89	160
Française-anglaise	90	296	89	83	93	99	90	71	86	43
Autre	85	41	86	14	80	5	100	8	79	14
Sans mention	93	562	93	118	91	170	96	174	93	100
Non applicable	41	45	46	11	48	23	25	8	33	3

Tableau C Fiabilité des mentions de sphère d'activité
Pourcentage des unités d'énumération, classées par sphère d'activité et par émetteur, qui ont été affectées à la catégorie par une majorité de codeurs

Sphère d'activité	Tous les émetteurs		Radio-Canada		CFTM		CBC		CTV	
	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N
Toutes les sphères	87	2 389	87	606	85	853	91	552	89	378
Gouvernement-fonction publique	92	558	87	133	88	116	97	176	95	133
Gouvernement-industrie-commerce-finance	84	224	85	78	85	81	83	47	83	18
Gouvernement-travail	80	111	86	49	88	42	33	12	75	8
Gouvernement-bien-être social	82	62	88	16	69	13	81	21	92	12
Gouvernement-éducation	95	39	95	19	93	15	100	3	100	2
Justice	95	391	93	54	95	153	97	112	93	72
Politique de partis	79	354	85	115	74	123	85	73	68	43
Industrie-commerce-finance (secteur privé)	80	88	100	14	71	44	87	15	80	15
Travail (secteur privé)	85	61	90	19	82	33	100	4	80	5
Éducation	39	13	-	-	39	13	-	-	-	-
Religion	100	26	100	11	100	10	100	2	100	3
Sciences-arts-lettres	75	51	43	7	76	37	100	1	100	6
Sports-loisirs	95	20	100	1	83	6	100	10	100	3
Accidents	96	128	82	28	100	58	100	23	100	19
Faits divers	86	263	84	62	84	109	87	53	90	39

- Aucun cas.

Tableau D Fiabilité des mentions de cadre géographique

Pourcentage des unités d'énumération, classées selon le cadre géographique et par émetteur, qui ont été affectées à la catégorie par une majorité de codeurs

Cadre géographique	Tous les émetteurs		Radio-Canada		CFTM		CBC		CTV	
	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N
Tous les cadres	87	2 389	87	607	92	853	83	551	82	378
Canada	89	1 983	90	514	94	757	84	423	84	289
Ottawa	84	375	80	79	93	68	82	127	85	101
Québec	96	996	96	295	98	575	87	78	96	48
Régions anglophones	91	258	92	59	90	21	93	117	89	61
Provinces Atlantiques	96	80	88	26	100	7	100	36	100	11
Ontario	85	82	83	12	89	9	83	42	89	19
Prairies	91	54	100	9	100	2	95	21	82	22
Colombie-Britannique	95	42	100	12	67	3	100	18	89	9
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	100	7	100	1	-	-	100	5	100	1
Autre	74	347	78	80	74	93	73	96	72	78
Canada et États-Unis	66	65	73	15	53	15	79	19	56	16
Canada et autres pays	75	161	67	45	83	36	74	47	79	33
Canada, États-Unis et autres pays	74	27	75	4	83	6	78	9	63	8
États-Unis	71	14	*	1	100	3	83	6	50	4
Autres pays	89	105	83	24	83	23	94	34	92	24
États-Unis et autres pays	60	5	100	1	*	1	67	3	-	-
Non applicable	66	29	100	3	67	12	50	10	75	4

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

- Aucun cas.

Tableau E Fiabilité des mentions de rôle
Pourcentage des unités d'énumération, classées par catégorie de rôle et par émetteur, qui ont été affectées à la catégorie par une majorité de codeurs

Rôles	Tous les émetteurs		Radio-Canada		CFTM		CBC		CTV	
	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N
Tous les rôles	82	4 470	83	1 173	81	1 607	81	1 000	84	690
1. Rôles individuels majeurs										
a. Rôles professionnels										
Premier ministre	94	322	93	104	95	84	89	75	100	59
Ministre	94	414	91	122	94	126	95	99	97	67
Député	90	134	95	37	95	42	79	28	85	27
Haut fonctionnaire	82	223	79	48	88	78	77	69	79	28
Autres rôles politiques	91	93	100	25	83	46	100	12	100	10
Religieux	78	49	83	18	65	23	100	5	100	3
Juge, avocat	86	96	94	17	76	51	100	17	100	11
Autres professions libérales	76	89	80	25	67	36	87	15	85	13
Gérant et administrateur	69	84	74	19	70	47	58	12	67	6
Professions para-libérales	80	84	85	27	83	23	76	21	69	13
Travailleur des services publics	86	255	84	50	94	78	72	74	96	53
Chômeur	100	14	100	4	100	2	100	5	100	3
Autres professions	68	111	74	27	63	41	71	31	58	12
b. Rôles d'association										
Dirigeant d'associations syndicales	82	49	86	21	76	21	75	4	100	3
Membre d'associations syndicales	73	71	75	28	70	37	100	3	66	3

Tableau E (suite)

Rôles	Tous les émetteurs		Radio-Canada		CFTM		CBC		CTV	
	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N
Dirigeant d'associations politiques	88	233	82	73	92	66	90	59	91	35
Membre d'associations politiques	51	53	50	10	67	12	37	19	58	12
Dirigeant d'autres associations	61	64	44	9	57	44	75	4	100	7
Membre d'autres associations	29	21	17	6	25	12	67	3	-	-
2. Rôles individuels mineurs										
Citoyen	69	222	77	56	73	77	61	49	63	40
Criminel	92	228	93	30	94	82	91	66	88	50
Victime	86	141	79	24	92	71	81	27	79	19
Titres de parenté	79	58	92	12	78	18	80	15	69	13
Autres	36	53	15	13	41	22	43	7	45	11
3. Rôles de groupe										
Corps politiques	84	560	85	163	81	150	87	142	86	105
Corps administratifs	82	294	88	80	81	120	77	53	83	41
Associations syndicales	77	61	74	19	80	30	88	8	50	4
Associations professionnelles	76	29	100	6	72	18	100	1	50	4
Associations économiques	75	16	100	4	64	11	-	-	100	1
Associations politiques	58	135	67	43	58	45	47	32	53	15
Autres associations	84	57	89	9	94	32	50	10	83	6
Entreprises privées	78	157	77	44	69	62	83	35	75	16

- Aucun cas.

Tableau F Fiabilité de l'attribution de l'ethnicité aux rôles
 Pourcentage des unités d'énumération, classées par catégorie de rôle et par émetteur, qui ont fait
 l'objet d'un choix majoritaire par les codeurs dans l'attribution de l'ethnicité

Rôles	Tous les émetteurs		Radio-Canada		CFTM		CBC		CTV	
	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N
Tous les rôles	88	4 677	89	1 248	88	1 666	88	1 035	89	728
<i>1. Rôles individuels majeurs</i>										
<i>a. Rôles professionnels</i>										
Premier ministre	96	350	97	113	94	90	95	83	97	64
Ministre	96	427	96	124	96	130	92	102	99	71
Député	81	144	83	41	86	44	67	30	86	29
Haut fonctionnaire	89	228	81	53	86	79	97	68	89	28
Autres rôles politiques	91	97	78	27	100	47	77	13	100	10
Religieux	81	53	89	19	76	25	100	5	50	4
Juge, avocat	78	103	72	18	74	57	88	17	91	11
Autres professions libérales	89	91	92	26	86	37	100	15	77	13
Gérant et administrateurs	89	62	100	20	87	23	69	13	100	6
Professions para-libérales	83	109	78	27	89	45	91	22	67	15
Travailleur des services publics	92	262	96	50	91	82	93	74	89	56
Chômeur	100	14	100	4	100	2	100	5	100	3
Autres professions	87	113	96	26	90	40	74	35	92	12
<i>b. Rôles d'association</i>										
Dirigeant d'associations syndicales	98	49	100	21	95	21	100	4	100	3
Membre d'associations syndicales	89	72	93	28	84	38	100	3	100	3

Tableau F (suite)

Rôles	Tous les émetteurs		Radio-Canada		CFTM		CBC		CTV	
	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N
2. Rôles individuels mineurs										
Dirigeant d'associations politiques	88	242	96	75	92	66	84	62	69	39
Membre d'associations politiques	66	53	80	10	75	12	60	20	54	11
Dirigeant d'autres associations	91	67	89	9	91	44	67	3	100	11
Membre d'autres associations	83	23	83	6	86	14	67	3	-	-
3. Rôles de groupe										
Citoyen	89	224	88	60	85	75	90	49	95	40
Criminel	91	231	89	28	85	85	100	67	90	51
Victime	91	148	100	25	88	78	85	26	100	19
Titres de parenté	97	60	92	13	100	18	100	15	93	14
Autres	94	50	100	12	90	20	100	6	92	12
Corps politiques										
Corps administratifs	82	649	82	204	79	173	80	157	86	115
Associations syndicales	91	296	91	80	91	121	92	53	90	42
Associations professionnelles	77	64	79	19	67	33	100	8	100	4
Associations économiques	97	29	83	6	100	18	100	1	100	4
Associations politiques	94	16	100	4	91	11	-	-	100	1
Autres associations	89	133	90	42	91	45	84	31	87	15
Entreprises privées	84	57	70	10	90	30	73	11	100	6
	84	161	79	48	86	63	85	34	88	16

- Aucun cas.

Tableaux relatifs au chapitre II	n ^{os} 1 à 8
Tableaux relatifs au chapitre IV	n ^{os} 9 à 17
Tableaux relatifs au chapitre V	n ^{os} 18 à 22
Tableaux relatifs au chapitre VI	n ^{os} 23 à 28
Tableaux relatifs au chapitre VII	n ^{os} 29 à 47
Tableaux relatifs au chapitre VIII	n ^{os} 48 à 59
Tableaux relatifs au chapitre IX	n ^{os} 60 à 62

Tableau 1 Auditoire total et auditoire francophone du réseau français de télévision de Radio-Canada, en nombres et en pourcentages de la population — Canada et provinces, estimations au premier janvier 1966

	Population (en milliers)	Auditoire du réseau français de télévision			
		Total		Francophone	
		Nombre (en milliers)	%	Nombre (en milliers)	%
Canada	19 785	7 521	38	5 511	28
Terre-Neuve	501	1	*	**	*
Île-du-Prince-Édouard	108	-	-	-	-
Nouvelle-Écosse	759	25	3	5	1
Nouveau-Brunswick	626	319	51	202	32
Québec	5 712	5 601	98	4 901	86
Ontario	6 832	918	13	341	5
Manitoba	959	657	69	62	6
Saskatchewan	953	-	-	-	-
Alberta	1 456	-	-	-	-
Colombie-Britannique	1 838	-	-	-	-

Source : Radio-Canada, Service de la statistique, « Le rayonnement de la télévision au Canada », Ottawa, 1966, tableaux nos 2-1 et 2-2.

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

** Quantité négligeable.

- Aucun cas dans la catégorie correspondante.

Tableau 3 Auditoire total et auditoire anglophone du réseau de télévision CTV, en nombres et en pourcentages de la population — Canada et provinces, estimations au premier janvier 1966

	Population (en milliers)	Auditoire du réseau CTV			
		Total		Anglophone	
		Nombre (en milliers)	%	Nombre (en milliers)	%
Canada	19 785	12 128	61	10 290	52
Terre-Neuve	501	258	52	258	52
Île-du-Prince-Édouard	108	—	—	—	—
Nouvelle-Écosse	759	412	54	410	54
Nouveau-Brunswick	626	1	*	1	*
Québec	5 712	3 355	59	1 701	30
Ontario	6 832	5 010	73	4 871	71
Manitoba	959	651	68	633	66
Saskatchewan	953	230	24	228	24
Alberta	1 456	960	66	949	65
Colombie-Britannique	1 838	1 251	68	1 237	67

Source : CTV.

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

Tableau 4 A. Répartition en pourcentage, entre trois catégories, du temps consacré aux émissions d'information; B. Pourcentage de la programmation après 18 h consacré à chaque catégorie — CBFT et CBMT, avril-mai 1960

Émissions d'information	CBFT		CBMT	
	A	B	A	B
Connaissance de l'actualité	36	14	42	9
Connaissance du monde, des faits naturels et sociaux	37	15	31	7
Connaissance des idées	27	11	27	6
Total	100	40	100	22
Heures de diffusion par semaine	16 h 40	41 h 50	10 h 25	46 h 10

Source : Service des recherches de Radio-Canada, document polycopié, novembre 1960.

Tableau 5 A. Répartition en pourcentage, entre trois catégories, du temps consacré aux émissions d'information; B. Pourcentage de l'ensemble de la programmation consacré à chaque catégorie — CBFT et CBMT, saison d'hiver 1961-1962

Émissions d'information	CBFT		CBMT	
	A	B	A	B
Connaissance de l'actualité	30	13	36	8
Connaissance du monde, des faits naturels et sociaux	50	22	46	10
Connaissance des idées	20	9	18	4
Total	100	44	100	22
Heures de diffusion par jour	5 h 16	11 h 59	2 h 17	10 h 24

Source : Gérard Malo, « Une étude de l'adaptation de Radio-Canada à la concurrence d'un poste privé : les programmes des postes CBFT et CFTM », thèse de maîtrise en sociologie, Université de Montréal, 1964.

Tableau 6 A. Répartition en pourcentage, entre trois catégories, du temps consacré aux émissions d'information; B. Pourcentage de l'ensemble de la programmation consacré à chaque catégorie — Quatre groupes de stations, heures d'écoute de l'auditoire général¹, semaine du 15 au 21 janvier 1956

Émissions d'information	Stations							
	Anglaises d'État				Anglaises privées			
	A	B	A	B	A	B	A	B
Connaissance de l'actualité	21	7	27	7	15	6	26	8
Connaissance du monde, des faits naturels et sociaux	65	23	63	17	78	31	64	19
Connaissance des idées	14	5	10	3	7	3	10	3
Total	100	35	100	27	100	40	100	30
Heures de diffusion pour la période	9 h 48	28 h 06	6 h 54	25 h 36	10 h 30	26 h 12	6 h 04	20 h 12

Source : Commission royale d'enquête sur la radio et la télévision, *Analyse des émissions*, pp. 98 et 101.

1. Heures de l'auditoire général : du lundi au vendredi, de 18 h 30 à 21 h; le samedi et le dimanche, de l'ouverture du poste à 21 h.

Tableau 7 A. Répartition en pourcentage, entre trois catégories, du temps consacré aux émissions d'information; B. Pourcentage de l'ensemble de la programmation consacré à chaque catégorie — Quatre groupes de stations, heures d'écoute de l'auditoire adulte¹, semaine du 15 au 21 janvier 1956

Émissions d'information	Stations							
	Anglaises d'État				Anglaises privées			
	A	B	A	B	A	B	A	B
Connaissance de l'actualité	26	5	38	7	26	7	46	11
Connaissance du monde, des faits naturels et sociaux	45	9	38	7	51	13	40	10
Connaissance des idées	28	6	24	5	23	6	14	4
Total	100*	20	100	19	100	26	100	25
Heures de diffusion pour la période	4 h 54	24 h 24	4 h 18	22 h 30	4 h 36	17 h 36	4 h 30	17 h 54

Source : Commission royale d'enquête sur la radio et la télévision, *Analyse des émissions*, pp. 112 et 114.

1. Les heures d'écoute des adultes : chaque jour de la semaine de 21 h à la fermeture du poste.

* Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

Tableau 8 A. Répartition en pourcentage, entre trois catégories, du temps consacré aux émissions d'information; B. Pourcentage de l'ensemble de la programmation consacré à chaque catégorie — Huit stations, 7 au 13 mars 1965¹

Émissions d'information	CBFT		CFTM		CBLT		CFTO		CBOT		CJOH		CBUT		CHAN	
	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
Nouvelles et commentaires	18	7	30	7	20	8	25	7	20	8	36	9	21	8	32	7
Autres	82	33	70	16	80	33	75	21	80	33	64	16	79	30	68	15
Total	100	40	100	23	100	41	100	28	100	41	100	25	100	38	100	22

Source : Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion, document polycopié, du 15 février 1966 (ce document ne donne pas la durée totale des émissions).

1. 7 au 13 février 1965 pour CBFT et CFTM.

Tableau 9 Répartition en pourcentage, selon la mention de nationalité, des nouvelles télévisées — Radio-Canada, CFTM, CBC, CTV

Mention de nationalité	Radio-Canada	CFTM	CBC	CTV
Canadienne	39	67	28	27
Canadienne-étrangère	10	13	11	12
Canadienne-américaine	1	3	2	2
Canadienne-autre	9	9	7	9
Canadienne-américaine-autre	*	1	2	1
Étrangère	50	19	59	59
Américaine	10	5	20	15
Autre	31	10	29	33
Américaine-autre	9	4	10	11
Non applicable	1	1	2	2
Total	100	100	100	100
<i>Échantillon</i>	<i>1 232</i>	<i>1 072</i>	<i>1 413</i>	<i>951</i>

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

Tableau 10 Répartition en pourcentage, selon la mention d'ethnicité, des nouvelles canadiennes et des nouvelles canadiennes-étrangères de Radio-Canada

Mention d'ethnicité	Nouvelles canadiennes	Nouvelles canadiennes- étrangères	Toutes nouvelles canadiennes
Française	50	33	46
Anglaise	14	25	17
Française-anglaise	15	10	14
Autre	4	5	4
NC ¹	*	1	*
IE	*	-	*
CF-NC	-	2	*
CF-IE	-	-	-
CA-NC	*	-	*
CA-IE	*	-	*
Autres	1	-	1
Non applicable	2	2	2
Sans mention	17	27	19
Total	100	100	100
<i>Échantillon</i>	<i>479</i>	<i>128</i>	<i>607</i>

1. NC : néo-canadienne; IE : indienne ou esquimaude; CF : canadienne-française; CA : canadienne-anglaise.

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

- Aucun cas.

Tableau 11 Répartition en pourcentage, selon la mention d'ethnicité, des nouvelles canadiennes et des nouvelles canadiennes-étrangères de CFTM

Mention d'ethnicité	Nouvelles canadiennes	Nouvelles canadiennes- étrangères	Toutes nouvelles canadiennes
Française	55	38	52
Anglaise	12	18	13
Française-anglaise	12	8	12
Autre	3	4	3
NC ¹	*	-	*
IE	-	1	*
CF-NC	-	-	-
CF-IE	-	1	*
CA-NC	-	-	-
CA-IE	-	1	*
Autres	-	-	-
Non applicable	3	2	3
Sans mention	18	31	20
Total	100	100**	100
<i>Échantillon</i>	<i>715</i>	<i>138</i>	<i>853</i>

1. NC : néo-canadienne; IE : indienne ou esquimaude; CF : canadienne-française; CA : canadienne-anglaise.

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

** Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

- Aucun cas.

Tableau 12 Répartition en pourcentage, selon la mention d'ethnicité, des nouvelles canadiennes et des nouvelles canadiennes-étrangères de la CBC

Mention d'ethnicité	Nouvelles canadiennes	Nouvelles canadiennes- étrangères	Toutes nouvelles canadiennes
Française	21	13	18
Anglaise	37	29	34
Française-anglaise	16	5	13
Autre	3	3	3
NC ¹	*	-	*
IE	-	2	1
CF-NC	-	-	-
CF-IE	-	-	-
CA-NC	-	-	-
CA-IE	-	-	-
Autres	1	-	1
Non applicable	2	1	1
Sans mention	24	50	32
Total	100**	100	100
<i>Échantillon</i>	<i>390</i>	<i>161</i>	<i>551</i>

1. NC : née-canadienne; IE : indienne ou esquimaude; CF : canadienne-française; CA : canadienne-anglaise.

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

** Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

- Aucun cas.

Tableau 13 Répartition en pourcentage, selon la mention d'ethnicité, des nouvelles canadiennes et des nouvelles canadiennes-étrangères du CTV

Mention d'ethnicité	Nouvelles canadiennes	Nouvelles canadiennes- étrangères	Toutes nouvelles canadiennes
Française	15	17	15
Anglaise	43	41	42
Française-anglaise	14	7	11
Autre	3	7	5
NC ¹	1	2	1
IE	*	2	1
CF-NC	-	-	-
CF-IE	-	1	*
CA-NC	-	-	-
CA-IE	*	-	*
Autres	1	-	1
Non applicable	*	2	1
Sans mention	26	28	27
Total	100**	100	100
<i>Échantillon</i>	<i>257</i>	<i>121</i>	<i>378</i>

1. NC : néo-canadienne; IE : indienne ou esquimaude; CF : canadienne-française; CA : canadienne-anglaise.

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

** Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

- Aucun cas.

Tableau 14 Répartition en pourcentage, selon la mention d'ethnicité, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention de nationalité — Radio-Canada

Mention d'ethnicité	Nouvelles canadiennes	Nouvelles canadiennes-étrangères	Toutes nouvelles canadiennes
Française	39	7	46
Anglaise	11	5	17
Française-anglaise	12	2	14
Autre	3	1	4
Sans mention	14	6	19
Total	79	21	100
<i>Échantillon</i>	<i>479</i>	<i>128</i>	<i>607</i>

Tableau 15 Répartition en pourcentage, selon la mention d'ethnicité, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention de nationalité — CFTM

Mention d'ethnicité	Nouvelles canadiennes	Nouvelles canadiennes-étrangères	Toutes nouvelles canadiennes
Française	46	6	52
Anglaise	10	3	13
Française-anglaise	10	1	12
Autre	2	1	3
Sans mention	15	5	20
Total	84	16	100
<i>Échantillon</i>	<i>715</i>	<i>138</i>	<i>853</i>

Tableau 16 Répartition en pourcentage, selon la mention d'ethnicité, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention de nationalité — CBC

Mention d'ethnicité	Nouvelles canadiennes	Nouvelles canadiennes-étrangères	Toutes nouvelles canadiennes
Française	15	4	18
Anglaise	26	8	34
Française-anglaise	11	1	13
Autre	2	1	3
Sans mention	17	15	32
Total	71	29	100
<i>Échantillon</i>	<i>390</i>	<i>161</i>	<i>551</i>

Tableau 17 Répartition en pourcentage, selon la mention d'ethnicité, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention de nationalité — CTV

Mention d'ethnicité	Nouvelles canadiennes	Nouvelles canadiennes-étrangères	Toutes nouvelles canadiennes
Française	10	5	15
Anglaise	29	13	42
Française-anglaise	9	2	11
Autre	2	3	5
Sans mention	18	9	27
Total	68	32	100
<i>Échantillon</i>	<i>257</i>	<i>121</i>	<i>378</i>

Tableau 18 Répartition en pourcentage, selon l'ordre de présentation, des nouvelles canadiennes et canadiennes-étrangères — Radio-Canada, CFTM, CBC, CTV

Ordre de présentation	Nouvelles canadiennes				Nouvelles canadiennes-étrangères			
	Radio- Canada	CFTM	CBC	CTV	Radio- Canada	CFTM	CBC	CTV
Premier tiers	40	39	33	39	41	33	40	42
Deuxième tiers	33	35	35	33	30	35	30	31
Troisième tiers	27	25	33	28	28	33	30	27
Ordre moyen	0,55	0,55	0,51	0,55	0,55	0,51	0,55	0,56
<i>Échantillon</i>	<i>479</i>	<i>715</i>	<i>390</i>	<i>257</i>	<i>128</i>	<i>138</i>	<i>161</i>	<i>121</i>

Tableau 19 Répartition en pourcentage, selon l'ordre de présentation, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — Radio-Canada

Ordre de présentation	Nouvelles canadiennes			Nouvelles canadiennes- étrangères			Toutes nouvelles canadiennes					
	fran- çais	an- glais	franç.- angl.	sans mention	fran- çais	an- glais	franç.- angl.	sans mention	fran- çais	an- glais	franç.- angl.	sans mention
Premier tiers	39	44	56	31	43	38	34	40	41	60	32	
Deuxième tiers	40	26	24	28	31	38	37	38	30	22	31	
Troisième tiers	21	30	20	41	26	25	29	22	29	18	37	
Ordre moyen	0,57	0,56	0,63	0,48	0,57	0,56	0,53	0,57	0,56	0,65	0,49	
Échantillon	238	69	70	83	42	32	13*	35	280	101	83	116

* Ce nombre est trop petit pour l'analyse statistique.

Tableau 20 Répartition en pourcentage, selon l'ordre de présentation, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — CFTM

Ordre de présentation	Nouvelles canadiennes				Nouvelles canadiennes- étrangères			Toutes nouvelles canadiennes		
	fran- çais	an- glais	franç.- angl.	sans mention angl.	fran- çais	an- glais	franç.- angl.	fran- çais	an- glais	franç.- angl. sans mention
Premier tiers	41	42	45	32	36	44	19	41	42	47
Deuxième tiers	35	30	32	42	38	16	46	35	27	30
Troisième tiers	24	28	23	26	26	40	35	24	31	23
Ordre moyen	0,57	0,56	0,58	0,53	0,54	0,52	0,46	0,57	0,55	0,59
<i>Échantillon</i>	390	88	88	127	53	25	11*	43	113	99
								443	113	99
										170

* Ce nombre est trop petit pour l'analyse statistique.

Tableau 21. Répartition en pourcentage, selon l'ordre de présentation, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — CBC

Ordre de présentation	Nouvelles canadiennes			Nouvelles canadiennes- étrangères			Toutes nouvelles canadiennes		
	fran- çais	an- glais	franç.- angl.	sans mention	fran- çais	an- glais	franç.- angl.	sans mention	sans mention
Premier tiers	26	29	48	37	50	32	29	34	51
Deuxième tiers	51	31	35	28	24	29	47	30	34
Troisième tiers	23	40	17	35	26	39	24	36	15
									37
Ordre moyen	0,52	0,47	0,62	0,52	0,59	0,49	0,53	0,50	0,63
<i>Échantillon</i>	81	143	63	93	21*	46	8*	102	189
									71
									173

* Ce nombre est trop petit pour l'analyse statistique.

Tableau 22 Répartition en pourcentage, selon l'ordre de présentation, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — CTV

Ordre de présentation	Nouvelles canadiennes				Nouvelles canadiennes- étrangères			Toutes nouvelles canadiennes		
	fran- çais		an- glais		fran- çais		an- glais		fran- çais	
	an- glais	franç.- angl.	an- glais	franç.- angl.	an- glais	franç.- angl.	an- glais	franç.- angl.	an- glais	franç.- angl.
Premier tiers	50	35	54	35	48	44	39	51	38	38
Deuxième tiers	26	32	20	41	30	35	31	19	39	39
Troisième tiers	24	33	26	24	22	21	29	30	23	23
Ordre moyen	0,60	0,52	0,61	0,55	0,60	0,59	0,54	0,58	0,56	0,56
<i>Échantillon</i>	38	110	35	66	50	8*	58	43	100	100

* Ce nombre est trop petit pour l'analyse statistique.

Tableau 23 Répartition en pourcentage, selon la sphère d'activité, de l'ensemble des nouvelles canadiennes — Radio-Canada, CFTM, CBC, CTV

Sphères d'activité	Radio-Canada	CFTM	CBC	CTV
Gouvernement-fonction publique	22	14	32	35
Gouvernement-industrie-commerce-finance	13	10	9	5
Gouvernement-travail	8	5	2	2
Gouvernement-bien-être social	3	1	4	3
Gouvernement-éducation	3	2	*	*
Justice	9	18	20	19
Politique de partis	19	14	13	11
Industrie-commerce-finance (secteur privé)	2	5	3	4
Travail (secteur privé)	3	4	1	1
Éducation	-	1	-	-
Religion	2	1	*	1
Sciences-arts-lettres	1	4	*	2
Sports-loisirs	*	1	2	1
Accidents	5	7	4	5
Faits divers	10	13	10	10
Total	100	100	100	100**
<i>Échantillon</i>	607	853	551	378

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

** Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

- Aucun cas.

Tableau 24 Répartition en pourcentage, selon la sphère d'activité, des nouvelles canadiennes et des nouvelles canadiennes-étrangères — Radio-Canada, CFTM, CBC, CTV

Sphères d'activité	Nouvelles canadiennes				Nouvelles canadiennes-étrangères			
	Radio-Canada	CFTM	CBC	CTV	Radio-Canada	CFTM	CBC	CTV
Gouvernement-fonction publique	16	9	22	25	44	36	56	57
Gouvernement-industrie-commerce-finance	14	10	10	5	7	9	6	3
Gouvernement-travail	10	6	2	3	2	-	2	1
Gouvernement-bien-être social	3	2	5	4	2	-	-	1
Gouvernement-éducation	4	2	1	1	1	-	-	-
Justice	10	19	24	21	4	14	12	16
Politique de partis	21	15	16	15	12	11	6	3
Industrie-commerce-finance (secteur privé)	2	6	4	5	2	1	1	2
Travail (secteur privé)	3	4	*	1	2	1	2	2
Éducation	-	2	-	-	-	-	-	-
Religion	*	*	*	-	8	5	1	2
Sciences-arts-lettres	1	3	-	2	2	10	1	-
Sports-loisirs	*	1	1	1	-	1	4	1
Accidents	5	8	5	7	3	1	2	-
Faits divers	10	13	10	9	11	10	7	12
Total	100**	100	100	100**	100	100**	100	100
<i>Échantillon</i>	479	715	390	257	128	138	161	121

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

** Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

- Aucun cas.

Tableau 25 Répartition en pourcentage, selon la sphère d'activité, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — Radio-Canada

Sphères d'activité	Nouvelles canadiennes			Nouvelles canadiennes-étrangères			Toutes nouvelles canadiennes				
	fran- çais	an- glais	franç.- angl. mention	sans mention	fran- çais	an- glais	franç.- angl. mention	sans mention	fran- çais	an- glais	franç.- angl. mention
Gouvernement- fonction publique	8	27	33	13	17	62	57	9	38	37	26
Gouvernement- industrie- commerce- finance	17	15	9	15	10	9	3	15	13	7	11
Gouvernement- travail	14	4	1	8	2	3	-	13	4	3	6
Gouvernement- bien-être social	*	6	1	8	5	-	3	1	4	1	7
Gouvernement- éducation	5	1	7	1	2	-	-	4	1	6	1
Justice	13	12	7	5	7	-	3	12	8	7	4
Politique de partis	26	16	30	6	14	16	6	24	16	28	6
Industrie- commerce- finance (secteur privé)	-	6	1	6	2	6	-	*	6	1	4

Tableau 25 (suite)

Sphères d'activité	Nouvelles canadiennes			Nouvelles canadiennes- étrangères			Toutes nouvelles canadiennes		
	fran- çais	an- glais	franç.- angl.	sans mention	fran- çais	an- glais	franç.- angl.	franç.- angl.	sans mention
Travail (secteur privé)	3	-	-	11	2	3	3	1	8
Éducation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Religion	*	-	-	-	19	-	3	-	1
Sciences-arts- lettres	-	-	3	2	2	-	3	*	3
Sports-loisirs	*	-	-	-	-	-	-	*	-
Accidents	3	4	-	17	-	-	11	2	15
Faits divers	11	9	7	7	17	-	11	6	8
Total	100	100	100†	100†	100†	100†	100	100	100
<i>Échantillon</i>	238	69	70	83	42	32	13**	101	118

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

** Ce nombre est trop petit pour l'analyse statistique.

- Aucun cas.

† Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

Tableau 26 Répartition en pourcentage, selon la sphère d'activité, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — CFTM

Sphères d'activité	Nouvelles canadiennes			Nouvelles canadiennes-étrangères			Toutes nouvelles canadiennes				
	fran- çais	an- glais	franç.- angl. sans mention	fran- çais	an- glais	franç.- angl. sans mention	fran- çais	an- glais	franç.- angl. sans mention		
Gouvernement- fonction publique	5	21	16	10	25	56	37	7	28	20	17
Gouvernement- industrie- commerce- finance	9	11	8	13	8	4	14	9	10	8	14
Gouvernement- travail	8	2	5	5	-	-	-	7	2	4	3
Gouvernement- bien-être social	2	2	3	2	-	-	-	1	2	3	1
Gouvernement- éducation	3	-	3	1	-	-	-	2	-	3	1
Justice	23	11	28	7	21	4	7	23	10	27	7
Politique de partis	16	23	15	7	11	24	5	16	23	14	6
Industrie- commerce- finance- (secteur privé)	4	14	2	5	-	8	-	4	12	2	4

Tableau 26 (suite)

Sphères d'activité	Nouvelles canadiennes			Nouvelles canadiennes-étrangères			Toutes nouvelles canadiennes					
	fran- an- franç.- sans			fran- an- franç.- sans			fran- an- franç.- sans					
	çais glais angl.	mention angl.	mention çais glais angl.	çais glais angl.	mention angl.	mention çais glais angl.	çais glais angl.	mention angl.	mention çais glais angl.			
Travail (secteur privé)	6	2	1	5	2	-	2	5	2	1	4	
Éducation	3	-	1	2	-	-	-	2	-	1	1	
Religion	*	-	1	1	11	-	-	2	-	2	1	
Sciences-arts-lettres	3	3	-	6	9	-	21	4	3	-	10	
Sports-loisirs	*	1	-	1	-	-	2	*	1	-	1	
Accidents	5	8	6	15	2	-	2	5	6	5	12	
Faits divers	13	1	10	20	11	4	9	13	2	9	18	
Total	100	100+	100+	100	100	100	100+	100	100+	100+	100	
<i>Échantillon</i>	390	88	88	127	53	25	11**	43	443	113	99	170

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

** Ce nombre est trop petit pour l'analyse statistique.

- Aucun cas.

+ Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

Tableau 27 (suite)

Sphères d'activité	Nouvelles canadiennes		Nouvelles canadiennes- étrangères			Toutes nouvelles canadiennes		
	fran- çais	an- glais	fran- çais	an- glais	fran- ç. - angl.	fran- çais	an- glais	fran- ç. - angl.
Travail (secteur privé)	1	-	-	-	4	1	-	2
Éducation	-	-	-	-	-	-	-	-
Religion	-	1	-	-	-	1	*	-
Sciences-arts- lettres	-	-	-	2	-	-	*	-
Sports-loisirs	-	1	-	2	2	-	3	2
Accidents	-	5	-	14	-	1	4	8
Faits divers	5	10	8	14	2	6	8	12
Total	100	100†	100	100	100†	100†	100	100†
Échantillon	81	143	63	93	21**	46	8**	80
						102	189	71
								173

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

** Ce nombre est trop petit pour l'analyse statistique.

- Aucun cas.

† Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

Tableau 28 (suite)

Sphères d'activité	Nouvelles canadiennes				Nouvelles canadiennes- étrangères				Toutes nouvelles canadiennes			
	fran- an- çais glais		fran- an- çais glais		fran- an- çais glais		fran- an- çais glais		fran- an- çais glais		fran- an- çais glais	
	fran- çais	an- glais	fran- çais	an- glais	fran- çais	an- glais	fran- çais	an- glais	fran- çais	an- glais	fran- çais	an- glais
Travail (secteur privé)	3	-	-	3	-	-	6	2	-	-	-	4
Éducation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Religion	-	-	-	-	-	-	-	3	-	2	-	-
Sciences-arts- lettres	-	4	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-
Sports-loisirs	-	1	-	2	-	-	3	-	1	-	-	2
Accidents	3	4	-	21	-	-	-	2	3	-	-	14
Faits divers	2	13	-	11	8	-	12	5	11	-	-	11
Total	100	100	100	100	100	100	100	100*	100	100	100	100
<i>Échantillon</i>	38	110	35	66	20**	50	8**	58	160	43	100	100

* Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

** Ce nombre est trop petit pour l'analyse statistique.

- Aucun cas.

Tableau 29 Répartition en pourcentage, selon le rôle des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité — Radio-Canada

Rôles	Ethnicité française	Ethnicité anglaise	Sans mention	Tous les Canadiens
Individuels	74	81	51	67
Majeurs	64	74	38	56
Professionnels	49	59	31	44
Association	15	15	7	12
Mineurs	10	7	13	11
Groupe	26	18	49	33
Total	100	100*	100	100
<i>Échantillon</i>	<i>546</i>	<i>228</i>	<i>460</i>	<i>1 248**</i>

* Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

** Y compris 14 cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

Tableau 30 Répartition en pourcentage, selon le rôle des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité — CFTM

Rôles	Ethnicité française	Ethnicité anglaise	Sans mention	Tous les Canadiens
Individuels	78	88	54	70
Majeurs	63	69	37	54
Professionnels	48	58	29	42
Association	15	12	8	12
Mineurs	15	18	17	17
Groupe	22	12	46	30
Total	100	100	100	100
<i>Échantillon</i>	<i>779</i>	<i>232</i>	<i>651</i>	<i>1 666*</i>

* Y compris 4 cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

Tableau 31 Répartition en pourcentage, selon le rôle des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité - CBC

Rôles	Ethnicité française	Ethnicité anglaise	Sans mention	Tous les Canadiens
Individuels	83	91	53	72
Majeurs	58	80	39	56
Professionnels	52	64	34	47
Association	6	16	5	9
Mineurs	25	11	14	16
Groupe	16	9	47	28
Total	100*	100	100	100
Échantillon	233	306	483	1 035**

* Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

** Y compris 13 cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

Tableau 32 Répartition en pourcentage, selon le rôle des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité - CTV

Rôles	Ethnicité française	Ethnicité anglaise	Sans mention	Tous les Canadiens
Individuels	87	95	49	72
Majeurs	57	82	33	53
Professionnels	51	66	28	44
Association	6	16	5	9
Mineurs	30	13	16	19
Groupe	13	5	51	28
Total	100	100	100	100
Échantillon	118	245	347	728*

* Y compris 18 cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

Tableau 33 Répartition en pourcentage, selon le rôle individuel des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité — Radio-Canada

Rôles individuels	Ethnicité française	Ethnicité anglaise	Sans mention	Tous les Canadiens
<i>Majeurs</i>	87	91	74	84
Professions	66	72	60	66
Premier ministre	17	22	*	14
Ministre	21	20	1	15
Député	2	11	5	5
Haut fonctionnaire	7	8	6	6
Autres rôles politiques	3	5	2	3
Religieux	3	*	2	2
Juge, avocat	4	1	*	2
Autres professions libérales	2	*	7	3
Gérant et administrateur	2	3	4	3
Professions semi-libérales	3	2	5	3
Travailleurs des services publics	2	*	17	6
Chômeur	-	-	2	*
Autres professions	*	*	10	3
Associations	21	19	14	18
Dirigeant d'associations syndicales	4	-	3	3
Membre d'associations syndicales	2	-	8	3
Dirigeant d'associations syndicales	10	19	-	9
Membre d'associations politiques	2	-	1	1
Dirigeant d'autres associations	2	-	1	1
Membre d'autres associations	1	-	1	1

Tableau 33 (suite)

Rôles individuels	Ethnicité française	Ethnicité anglaise	Sans mention	Tous les Canadiens
<i>Mineurs</i>	13	9	26	16
Citoyen	4	2	14	7
Criminel	4	3	3	3
Victime	2	2	6	3
Titres de parenté	2	2	-	2
Autres	1	-	3	1
Total	100	100	100	100
<i>Échantillon</i>	402	187	235	835**

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

** Y compris 11 cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

- Aucun cas.

Tableau 34 Répartition en pourcentage, selon le rôle individuel des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité — CFTM

Rôles individuels	Ethnicité française	Ethnicité anglaise	Sans mention	Tous les Canadiens
<i>Majeurs</i>	81	79	68	77
Professions	62	66	53	60
Premier ministre	7	25	-	8
Ministre	16	14	1	11
Député	3	3	4	4
Haut fonctionnaire	8	7	5	7
Autres rôles politiques	6	4	1	4
Religieux	3	2	1	2
Juge, avocat	7	3	3	5
Autres professions libérales	2	2	5	3
Gérant et administrateur	4	5	2	4
Professions semi-libérales	2	-	3	2
Travailleurs des services publics	2	*	19	7
Chômeur	-	-	1	*
Autres professions	2	*	8	3
Associations	19	13	15	17
Dirigeant d'associations syndicales	2	-	2	2
Membre d'associations syndicales	3	-	6	3
Dirigeant d'associations politiques	7	12	*	6
Membre d'associations politiques	1	-	1	1
Dirigeant d'autres associations	6	1	2	4
Membre d'autres associations	*	-	3	1

Tableau 34 (suite)

Rôles individuels	Ethnicité française	Ethnicité anglaise	Sans mention	Tous les Canadiens
<i>Mineurs</i>	19	21	32	23
Citoyen	2	2	17	6
Criminel	9	9	3	7
Victime	6	7	7	7
Titres de parenté	2	2	*	1
Autres	*	*	4	2
Total	100	100	100	100
<i>Échantillon</i>	611	203	354	1 170**

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

** Y compris 2 cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

- Aucun cas.

Tableau 35 Répartition en pourcentage, selon le rôle individuel des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité — CBC

Rôles individuels	Ethnicité française	Ethnicité anglaise	Sans mention	Tous les Canadiens
<i>Majeurs</i>	69	87	74	78
Professions	63	70	64	65
Premier ministre	12	22	-	11
Ministre	24	18	2	14
Député	4	4	5	4
Haut fonctionnaire	7	11	9	9
Autres rôles politiques	2	3	1	2
Religieux	1	1	*	1
Juge, avocat	7	1	*	2
Autres professions libérales	*	2	3	2
Gérant et administrateur	-	2	2	2
Professions semi-libérales	*	2	6	3
Travailleurs des services publics	4	1	25	10
Chômeur	-	-	2	1
Autres professions	2	2	8	5
Associations	6	17	10	13
Dirigeant d'associations syndicales	*	*	1	*
Membre d'associations syndicales	-	-	1	*
Dirigeant d'associations politiques	6	15	1	8
Membre d'associations politiques	*	2	5	3
Dirigeant d'autres associations	*	-	1	*
Membre d'autres associations	-	-	1	*

Tableau 35 (suite)

Rôles individuels	Ethnicité française	Ethnicité anglaise	Sans mention	Tous les Canadiens
<i>Mineurs</i>	31	13	26	22
Citoyen	5	1	13	7
Criminel	20	7	4	9
Victime	3	3	5	3
Titres de parenté	3	2	2	2
Autres	-	-	2	1
Total	100	100	100	100
<i>Échantillon</i>	196	277	254	740**

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

** Y compris 13 cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

- Aucun cas.

Tableau 36 Répartition en pourcentage, selon le rôle individuel des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité — CTV

Rôles individuels	Ethnicité française	Ethnicité anglaise	Sans mention	Tous les Canadiens
<i>Majeurs</i>	65	87	67	73
Professions	58	70	58	60
Premier ministre	12	22	-	12
Ministre	25	19	-	13
Député	7	8	2	5
Haut fonctionnaire	1	7	6	5
Autres rôles politiques	2	2	2	2
Religieux	3	*	-	1
Juge, avocat	6	1	2	2
Autres professions libérales	-	2	4	2
Gérant et administrateurs	1	2	-	1
Professions semi-libérales	-	2	6	3
Travailleurs des services publics	2	2	29	11
Chômeur	-	-	2	1
Autres professions	-	2	5	2
Associations	7	17	9	13
Dirigeant d'associations syndicales	2	-	*	1
Membre d'associations syndicales	-	-	2	1
Dirigeant d'associations politiques	3	14	2	8
Membre d'associations politiques	2	*	5	2
Dirigeant d'autres associations	-	3	*	1
Membre d'autres associations	-	-	-	-

Tableau 36 (suite)

Rôles individuels	Ethnicité française	Ethnicité anglaise	Sans mention	Tous les Canadiens
<i>Mineurs</i>	35	13	33	27
Citoyen	2	*	16	8
Criminel	22	6	7	10
Victime	4	3	5	4
Titres de parenté	7	3	*	3
Autres	-	1	5	2
Total	100	100	100	100
<i>Échantillon</i>	103	233	171	525**

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

** Y compris 18 cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

- Aucun cas.

Tableau 37 Répartition en pourcentage, selon le rôle de groupe des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité — Radio-Canada

Rôles de groupe	Ethnicité française	Ethnicité anglaise	Sans mention	Tous les Canadiens
Corps politiques	51	56	47	49
Corps administratifs	18	5	23	19
Associations syndicales	6	-	5	5
Associations professionnelles	1	-	2	1
Associations économiques	1	-	1	1
Associations politiques	15	2	9	10
Autres associations	2	-	3	2
Entreprises privées	7	37	10	12
Total	100**	100	100	100**
<i>Échantillon</i>	144	41	225	413*

* Y compris 3 cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

** Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

- Aucun cas.

Tableau 38 Répartition en pourcentage, selon le rôle de groupe des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité – CFTM

Rôles de groupe	Ethnicité française	Ethnicité anglaise	Sans mention	Tous les Canadiens
Corps politiques	35	45	34	35
Corps administratifs	32	3	22	24
Associations syndicales	6	-	8	7
Associations professionnelles	2	-	5	4
Associations économiques	3	-	2	2
Associations politiques	8	-	11	9
Autres associations	4	-	8	6
Entreprises privées	10	52	11	13
Total	100	100	100**	100
<i>Échantillon</i>	<i>168</i>	<i>29</i>	<i>297</i>	<i>496*</i>

* Y compris 2 cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

** Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

- Aucun cas.

Tableau 39 Répartition en pourcentage, selon le rôle de groupe des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité — CBC

Rôles de groupe	Ethnicité française	Ethnicité anglaise	Sans mention	Tous les Canadiens
Corps politiques	59	52	52	53
Corps administratifs	19	10	19	18
Associations syndicales	-	-	4	3
Associations professionnelles	-	-	*	*
Associations économiques	-	-	-	-
Associations politiques	8	3	12	10
Autres associations	5	10	3	4
Entreprises privées	8	24	10	12
Total	100**	100**	100	100
<i>Échantillon</i>	37	29	229	295

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

** Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

- Aucun cas.

Tableau 40 Répartition en pourcentage, selon le rôle de groupe des acteurs, des nouvelles classées d'après la mention d'ethnicité — CTV

Rôles de groupe	Ethnicité française	Ethnicité anglaise	Sans mention	Tous les Canadiens
Corps politiques			57	57
Corps administratifs			23	21
Associations syndicales			2	2
Associations professionnelles			2	2
Associations économiques			1	*
Associations politiques			7	7
Autres associations			2	3
Entreprises privées			5	8
Total			100†	100
<i>Échantillon</i>	15**	12**	176	203

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

** Ce nombre est trop petit pour l'analyse statistique.

- Aucun cas.

† Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

Tableau 41 Répartition en pourcentage, selon l'ethnicité des acteurs, des mentions de rôles de groupe des acteurs — Radio-Canada

Rôles de groupe	Ethnicité française	Ethnicité anglaise	Sans mention	Tous les Canadiens
Corps politiques	18	6	26	49
Corps administratifs	6	*	13	19
Associations syndicales	2	-	3	5
Associations politiques	5	*	5	10
Autres associations	2	-	3	5
Entreprises privées	2	4	6	12
Total	35	10	55	100
<i>Échantillon</i>	144	41	225	410

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.
- Aucun cas.

Tableau 42 Répartition en pourcentage, selon l'ethnicité des acteurs, des mentions de rôles de groupe des acteurs — CFTM

Rôles de groupe	Ethnicité française	Ethnicité anglaise	Sans mention	Tous les Canadiens
Corps politiques	12	3	20	35
Corps administratifs	11	*	13	24
Associations syndicales	2	-	5	7
Associations politiques	3	-	6	9
Autres associations	3	-	9	12
Entreprises privées	3	3	7	13
Total	34	6	60	100
<i>Échantillon</i>	<i>168</i>	<i>29</i>	<i>297</i>	<i>494</i>

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

- Aucun cas.

Tableau 43 Répartition en pourcentage, selon l'ethnicité des acteurs, des mentions de rôles de groupe des acteurs — CBC

Rôles de groupe	Ethnicité française	Ethnicité anglaise	Sans mention	Tous les Canadiens
Corps politiques	7	5	41	53
Corps administratifs	2	1	15	18
Associations syndicales	-	-	3	3
Associations politiques	1	*	9	10
Autres associations	1	1	2	4
Entreprises privées	1	2	8	12
Total	12	10	78	100
<i>Échantillon</i>	37	29	229	295

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

- Aucun cas.

Tableau 44 Répartition en pourcentage, selon l'ethnicité des acteurs, des mentions de rôles de groupe des acteurs - CTV

Rôles de groupe	Ethnicité française	Ethnicité anglaise	Sans mention	Tous les Canadiens
Corps politiques	4	3	50	57
Corps administratifs	*	*	20	21
Associations syndicales	-	-	2	2
Associations politiques	1	-	6	7
Autres associations	*	*	4	5
Entreprises privées	1	3	4	8
Total	7	6	87	100
<i>Échantillon</i>	15	12	176	203

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

- Aucun cas.

Tableau 45 Répartition en pourcentage, selon le rôle individuel des acteurs, des mentions, classées par émetteur, de rôles attribués aux Canadiens français relativement à la justice

Rôles individuels	Radio-Canada	CFTM	CBC	CTV
<i>Majeurs</i>	67	59	60	31
Professions	65	57	59	28
Premier ministre	7	1	1	-
Ministre	17	17	16	9
Député	2	3	5	-
Haut fonctionnaire	2	7	11	-
Autres rôles politiques	-	2	1	3
Religieux	-	1	-	-
Juge, avocat	22	15	15	16
Autres professions libérales	-	1	-	-
Gérant et administrateur	-	3	-	-
Professions semi-libérales	-	1	-	-
Travailleurs des services publics	16	7	10	-
Chômeur	-	-	-	-
Autres professions	-	-	-	-
Associations	2	2	1	3
Dirigeant d'associations syndicales	2	-	1	-
Membre d'associations syndicales	-	-	-	-
Dirigeant d'associations politiques	-	2	-	-
Membre d'associations politiques	-	-	-	3
Dirigeant d'autres associations	-	-	-	-
Membre d'autres associations	-	-	-	-

Tableau 45 (suite)

Rôles individuels	Radio-Canada	CFTM	CBC	CTV
<i>Mineurs</i>	33	41	40	69
Citoyen	4	2	7	6
Criminel	27	30	32	53
Victime	-	5	-	3
Titres de parenté	2	3	1	6
Autres	-	-	-	-
Total	100	100	100	100
<i>Échantillon</i>	45	130	82	32

- Aucun cas.

Tableau 46 Répartition en pourcentage, selon le rôle individuel des acteurs, des mentions de rôles attribués aux Canadiens français et aux « Canadiens » dans leurs activités conjointes consacrées au secteur gouvernement-travail - Radio-Canada et CFTM

Rôles individuels	Radio-Canada			CFTM		
	Ethnicité française	Sans mention	Ethnicité française	Sans mention	Ethnicité française	Sans mention
<i>Majeurs</i>	100	100	100	100	100	100
Professions	34	60	50	30		
Premier ministre	13	-	6	-		
Ministre	10	-	16	-		
Député	-	-	3	-		
Haut fonctionnaire	3	5	16	-		
Autres rôles politiques	-	-	-	-		
Religieux	-	-	-	-		
Juge, avocat	-	-	-	-		
Autres professions libérales	-	-	3	-		
Gérant et administrateur	-	-	-	-		
Professions semi-libérales	5	25	-	15		
Travailleur des services publics	-	-	-	-		
Chômeur	-	5	-	-		
Autres professions	3	25	6	15		
Associations	66	40	50	70		
Dirigeant d'associations syndicales	26	10	9	8		
Membre d'associations syndicales	21	20	28	31		
Dirigeant d'associations politiques	-	-	3	-		
Membre d'associations politiques	-	5	-	8		
Dirigeant d'autres associations	16	-	9	-		
Membre d'autres associations	3	5	-	23		

Tableau 46 (suite)

Rôles individuels	Radio-Canada			CFTM	
	Ethnicité française	Sans mention		Ethnicité française	Sans mention
<i>Mineurs</i>	-	-		-	-
Citoyen	-	-		-	-
Criminel	-	-		-	-
Victime	-	-		-	-
Titres de parenté	-	-		-	-
Autres	-	-		-	-
Total	100	100		100	100
<i>Échantillon</i>	38	20		32	13

- Aucun cas.

Tableau 47 Répartition en pourcentage, selon le rôle de groupe des acteurs, des mentions de rôles attribués aux Canadiens français et aux « Canadiens » dans leurs activités conjointes consacrées au secteur gouvernement-travail — Radio-Canada et CFTM

Rôles de groupe	Radio-Canada		CFTM	
	Ethnicité française	Sans mention	Ethnicité française	Sans mention
Corps politiques	50	18	61	6
Corps administratifs	17	55	31	44
Associations syndicales	22	9	8	25
Associations professionnelles	-	9	-	13
Associations économiques	-	-	-	-
Associations politiques	6	-	-	6
Autres associations	-	9	-	-
Entreprises privées	6	-	-	6
Total	100*	100	100	100
<i>Échantillon</i>	18	11	13	16

- Aucun cas.

* Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

Tableau 48 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — Radio-Canada

Cadre géographique	Mention d'ethnicité				
	française	anglaise	française-anglaise	sans mention	Total
Canada	97	92	96	96	96
Ottawa	3	46	17	18	14
Québec	87	13	24	34	55
Régions anglophones	*	22	15	31	11
Provinces Atlantiques	*	6	11	11	5
Ontario	-	6	1	7	2
Prairies	-	7	3	2	2
Colombie-Britannique	-	3	-	11	2
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	-	-	-	-	*
Autre	7	11	40	13	16
Canada et extérieur du Canada	2	7	-	2	2
Extérieur du Canada	1	-	3	-	1
Non mentionné	-	-	-	1	1
Total	100	100†	100†	100†	100†
Échantillon	238	69	70	83	479**

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

** Y compris 19 cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

- Aucun cas.

† Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

Tableau 49 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité - CFTM

Cadre géographique	Mention d'ethnicité				
	française	anglaise	française-anglaise	sans mention	Total
Canada	97	94	97	98	96
Ottawa	1	28	11	15	8
Québec	88	38	55	71	75
Régions anglophones	-	9	8	3	2
Provinces Atlantiques	-	1	7	-	1
Ontario	-	5	-	2	1
Prairies	-	1	1	-	*
Colombie-Britannique	-	2	-	1	*
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	-	-	-	-	-
Autre	8	19	23	9	11
Canada et extérieur du Canada	1	1	1	2	1
Extérieur du Canada	1	1	1	*	1
Non mentionné	1	3	1	1	1
Total	100	100†	100	100†	100†
<i>Échantillon</i>	390	88	88	127	715**

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

** Y compris 22 cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

- Aucun cas.

† Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

Tableau 50 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — CBC

Cadre géographique	Mention d'ethnicité				
	française	anglaise	française-anglaise	sans mention	Total
Canada	99	90	99	91	94
Ottawa	26	33	32	22	28
Québec	46	3	22	7	16
Régions anglophones	4	35	26	30	26
Provinces Atlantiques					
Ontario	2	5	16	13	8
Prairies	2	16	5	4	9
Colombie-Britannique	-	10	5	3	5
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	-	4	-	10	4
Autre	23	1	-	4	1
		18	19	28	23
Canada et extérieur du Canada	1	8	-	4	4
Extérieur du Canada	-	1	2	4	1
Non mentionné	-	1	-	-	1
Total	100	100	100†	100†	100
<i>Échantillon</i>	81	143	63	93	390*

* Y compris 10 cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

- Aucun cas.

† Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

Tableau 51 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — CTV

Cadre géographique	Mention d'ethnicité				
	française	anglaise	française-anglaise	sans mention	Total
Canada	100	95	100	91	96
Ottawa	37	44	34	27	36
Québec	50	8	9	9	14
Régions anglophones	3	23	21	24	21
Provinces Atlantiques	3	2	9	3	3
Ontario	-	10	6	6	7
Prairies	-	7	6	11	7
Colombie-Britannique	-	4	-	4	4
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	-	-	-	-	*
Autre	10	20	36	31	25
Canada et extérieur du Canada	-	3	-	4	1
Extérieur du Canada	-	1	-	3	1
Non mentionné	-	2	-	2	1
Total	100	100†	100	100	100†
<i>Échantillon</i>	38	110	35	66	257**

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

** Y compris 8 cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

- Aucun cas.

† Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

Tableau 52 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — Radio-Canada

Cadre géographique	Mention d'ethnicité				Total
	française	anglaise	française-anglaise	sans mention	
Ottawa	2	7	2	4	15
Québec	45	2	4	6	57
Régions anglophones ¹	-	3	2	6	11
Canada (autre)	4	2	6	2	14
Canada et extérieur du Canada	1	1	-	*	2
Extérieur du Canada	*	-	1	-	1
Total	52	15	15	18	100
<i>Échantillon</i>					459+

1. Y compris le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

- Aucun cas.

+ Exclut les cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

Tableau 53 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — CFIM

Cadre géographique	Mention d'ethnicité				Total
	française	anglaise	française-anglaise	sans mention	
Ottawa	1	3	2	3	9
Québec	50	5	7	13	75
Régions anglophones ¹	-	1	1	1	3
Canada (autre)	4	3	3	1	11
Canada et extérieur du Canada	1	*	*	*	1
Extérieur du Canada	1	*	*	-	1
Total	57	12	13	18	100
<i>Échantillon</i>					684†

1. Y compris le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

- Aucun cas.

† Exclut les cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

Tableau 54 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — CBC

Cadre géographique	Mention d'ethnicité				Total
	française	anglaise	française-anglaise	sans mention	
Ottawa	5	13	5	6	29
Québec	10	1	4	1	16
Régions anglophones ¹	1	14	4	8	27
Canada (autre)	5	7	3	7	22
Canada et extérieur du Canada	*	3	-	1	4
Extérieur du Canada	-	*	*	1	1
Total	21	38	16	24	99
<i>Échantillon</i>					379+

1. Y compris le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

- Aucun cas.

+ Exclut les cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

Tableau 55 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes classées d'après la mention d'ethnicité — CTV

Cadre géographique	Mention d'ethnicité				Total
	française	anglaise	française-anglaise	sans mention	
Ottawa	5	20	5	7	37
Québec	8	4	1	2	15
Régions anglophones ¹	*	10	3	7	20
Canada (autre)	2	9	5	8	24
Canada et extérieur du Canada	-	1	-	1	2
Extérieur du Canada	-	*	-	1	1
Total	15	44	14	26	99
<i>Échantillon</i>					246†

1. Y compris le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

* Pourcentage égal ou inférieur à 0,5 %.

- Aucun cas.

† Exclut les cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

Tableau 56 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes-étrangères classées d'après la mention d'ethnicité — Radio-Canada

Cadre géographique	Mention d'ethnicité				
	française	anglaise	française-anglaise	sans mention	Total
Canada	43	31		40	41
Canada et extérieur du Canada	33	46		49	42
Ottawa					
Québec	5	37		14	19
Régions anglophones	60	3		20	33
Provinces Atlantiques	-	3		12	6
Ontario	-		3		
Prairies	-		-	6	4
Colombie-Britannique	-		-	-	2
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	-		-	-	-
Autre	12	34		43	26
Extérieur du Canada	24	22		11	18
Non mentionné	-	-		-	-
Total	100	100†		100	100†
<i>Échantillon</i>	42	32	13*	35	128**

* Ce nombre est trop petit pour l'analyse statistique.

** Y compris 6 cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

- Aucun cas.

† Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

Tableau 57 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes-étrangères classées d'après la mention d'ethnicité — CFIM

Cadre géographique	Mention d'ethnicité				
	française	anglaise	française-anglaise	sans mention	Total
Canada	52	40		41	48
Canada et extérieur du Canada	27	40		40	34
Ottawa	10	24		9	13
Québec	60	12		35	44
Régions anglophones	-	4		2	4
Provinces Atlantiques					
Ontario	-	-	-	-	-
Prairies	-	4		2	2
Colombie-Britannique	-	-	-	-	-
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	-	-	-	-	2
Autre	9	40		35	20
Extérieur du Canada	19	16		16	16
Non mentionné	2	4		2	2
Total	100	100		100†	100
<i>Échantillon</i>	53	25	11*	43	138**

* Ce nombre est trop petit pour l'analyse statistique.

** Y compris 6 cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

- Aucun cas.

† Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

Tableau 58 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes-étrangères classées d'après la mention d'ethnicité — CBC

Cadre géographique	Mention d'ethnicité				Total
	française	anglaise	française-anglaise	sans mention	
Canada		34		20	36
Canada et extérieur du Canada		37		46	36
Ottawa		46		13	24
Québec		2		10	13
Régions anglophones		8		16	15
Provinces Atlantiques					
Ontario			-		2
Prairies			6		9
Colombie-Britannique			-		1
Yukon et Territoires du Nord-Ouest			2		4
Autre					
		-		-	-
		15		27	20
Extérieur du Canada		19		30	23
Non mentionné		9		5	5
Total	100†	100†		100†	100
<i>Échantillon</i>	21*	46	8*	80	161**

* Ce nombre est trop petit pour l'analyse statistique.

** Y compris 6 cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

- Aucun cas.

† Les pourcentages étant arrondis, le total n'égale pas nécessairement 100.

Tableau 59 Répartition en pourcentage, selon le cadre géographique, des nouvelles canadiennes-étrangères classées d'après la mention d'ethnicité - CTV

Cadre géographique	Mention d'ethnicité				
	française	anglaise	française-anglaise	sans mention	Total
Canada					
Canada et extérieur du Canada		28		24	36
Ottawa		44		49	43
Québec		26		18	20
Régions anglophones		-		12	11
Provinces Atlantiques		16		18	16
Ontario			8	3	5
Prairies			4	9	5
Colombie-Britannique			2	3	4
Yukon et Territoires du Nord-Ouest			2	3	2
Autre		-		-	-
Extérieur du Canada		30		26	32
Non mentionné		28		24	20
		-		3	1
Total	100	100	8*	100	100
Échantillon	20*	50		34	121**

* Ce nombre est trop petit pour l'analyse statistique.

** Y compris 9 cas où l'ethnicité n'est ni anglaise ni française.

- Aucun cas.

Tableau 60 Pourcentage des journalistes anglophones et francophones fiers d'appartenir à l'une ou l'autre des réalités ci-dessous

	Journalistes anglophones	Journalistes francophones
<i>Dimension internationale</i>		
O. N. U.	27	34
Commonwealth	55	7
Occident	66	35
Amérique du Nord	44	52
<i>Sans dimension internationale</i>		
Culture anglaise	35	8
Culture française	8	84
Canada	91	71
Canada anglais	18	6
Canada français	4	73
Région	23	31
Province	37	88
<i>Échantillon</i>	155	70

Source : Francine Chartrand-McKenzie, « Les journalistes anglo et franco-canadiens : leurs opinions et leurs comportements vis-à-vis de la coexistence des deux cultures au pays ».

Tableau 61 Indice et ordre de convenance des caractéristiques attribuées aux Canadiens anglais par les journalistes anglophones et francophones

Caractéristiques attribuées aux Canadiens anglais	Indice de convenance		Ordre de convenance	
	Anglo- phones	Franco- phones	Anglo- phones	Franco- phones
Attachement à l'argent	68,5	69,0	2	7
Audace	*	68,5	-	8
Civisme	58,0	84,5	4	3
Individualisme	*	53,5	-	9
Pragmatisme	55,0	71,0	5	6
Respect des libertés individuelles	69,0	76,0	1	5
Sens artistique	*	53,5	-	9
Sens de la tradition	*	80,0	-	4
Sens de l'organisation	50,5	89,5	6	2
Sens des affaires	60,5	90,5	3	1

Source : Francine Chartrand-McKenzie.

* Indice de convenance inférieur à 50.

- Aucun cas.

Tableau 62 Indice et ordre de convenance des caractéristiques attribuées aux Canadiens français par les journalistes anglophones et francophones

Caractéristiques attribuées aux Canadiens français	Indice de convenance		Ordre de convenance	
	Anglo- phones	Franco- phones	Anglo- phones	Franco- phones
Attachement à l'argent	60,0	54,0	3	7
Antiaméricanisme	*	68,0	-	5
Audace	*	50,0	-	9
Civisme	51,0	52,0	7	8
Individualisme	60,0	83,0	3	1
Religiosité	68,5	71,5	2	4
Respect des libertés				
individuelles	54,0	65,5	6	6
Sens artistique	59,5	80,0	5	2
Sens de la tradition	79,5	78,5	1	3

Source : Francine Chartrand-McKenzie.

* Indice de convenance inférieur à 50.

- Aucun cas.

ABU-LUGHOD Ibrahim, « International News in the Arabic Press : A Comparative Content Analysis », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XXVI, n° 4, hiver 1962, pp. 600-612.

ADKINS et HAGGART, « Visual Materials on Local Television News Programs », dans *Journal of Broadcasting*, vol. III, n° 3, pp. 227-232.

AUSTER D., « A Content Analysis of Business and Labor Sponsored Films », dans *Social Problems*, vol. IX, n° 4, printemps 1962, pp. 328-336.

VARCUS, « A Bibliography of Studies of Radio and Television Program Content; 1928-1958 », dans *Journal of Broadcasting*, vol. IV, n° 4, pp. 355-369.

BERELSON Bernard, *Content Analysis in Communication Research*, Glencoe (Ill.), Free Press, 1951.

BERELSON Bernard et DE GRAZIA S., « Detecting Collaboration in Propaganda », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. II, n° 2, 1947, pp. 244-253.

BERELSON Bernard et JANOWITZ (eds.), *Reader in Public Opinion and Communication*, Glencoe (Ill.), Free Press, 1955 (éd. rev.).

BERELSON Bernard et SALTER Patricia J., « Majority and Minority Americans : An Analysis of Magazine Fiction », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. X, n° 2, été 1946, pp. 168-190.

BODD R. W., « U.S. News in the Press Down Under », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XXVIII, n° 1, printemps 1964, pp. 39-56.

BOMBERGER R. B., « An Analytical Comparison of Scope-Depth Balance with Popularity of General Circulation Weekly Magazines in the United States, 1947-1960 », thèse de doctorat en journalisme, State University of Iowa, 1962.

BROOM L. et REECE S., « Political and Racial Interest : A Study in Content Analysis », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XIX, n° 1, pp. 5-19.

- BRYSON Lyman, *The Communication of Ideas*, New York, Harper, 1948.
- BUDD Richard et THORP R. R., *An Introduction to Content Analysis*, University of Iowa, School of Journalism, 1963.
- BUSH Chilton R., « A System of Categories for General News Content », dans *Journalism Quarterly*, vol. XXXVII, n° 2, 1961, pp. 313-322.
- CARTER R. E. et JONES Chs. O., « Some Procedures for Estimating « News Hole » in Content Analysis », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XXIII, n° 3, automne 1959, pp. 399-403.
- « Le Journalisme », numéro spécial de *Cité Libre*, octobre 1963.
- COATS W. J. et MULKEY S. W., « A Study in Newspaper Sampling », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XIV, n° 3, automne 1950, pp. 533-546.
- Rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965.
- DAVIS F. J. et TURNER L. N., « Sample Efficiency in Quantitative Newspaper Analysis », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XV, n° 4, pp. 762-763.
- DAVISON W. P., « An Analysis of the Soviet-Controlled Berlin Press », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XI, n° 1, 1947, pp. 40-57.
- ECKER Judith Koch, « A Content Analysis of Selected Radio and T.V. Newscasts », thèse de journalisme, State University of Iowa, 1957.
- FANON Frantz, « Ici la voix de l'Algérie », dans *L'an V de la révolution algérienne*, Paris, Maspéro, 1960, pp. 51-84.
- FAY Day, « Content Analysis in Mass Communication », dans Nafziger, Ralph, Wilkerson, Marcus (eds.), *An Introduction to Journalism Research*.
- GABEL M. et H., « Texas Newspaper Opinion : I », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. X, n° 1, printemps 1946, pp. 57-70.
- GABEL M. et H., « Texas Newspaper Opinion : II », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. X, n° 2, été 1946, pp. 201-215.
- GARDNER, « A Content Analysis of Japanese and American T.V. », dans *Journal of Broadcasting*, vol. VI, n° 1, pp. 45-62.
- GELLER, KAPLAN, LASSWELL, DWIGHT, *The Differential Use of Flexible and Rigid Procedures of Content Analysis*, Washington, Library of Congress Experimental Division for Study of War-Time Communications, 1943, document n° 12.
- GOLDSTEIN J., « Content Analysis : A Propaganda and Opinion Study », thèse de doctorat, New School for Social Research, New York, 1942.
- GOODE W. J. et HATT P. K., *Methods in Social Research*, New York, McGraw-Hill, 1952.
- GOSSMAN N. J., « Political and Social Themes in the English Popular North : 1815-1832 », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XX, n° 3, pp. 531-542.

HACHTEN W. A., « The Changing U.S. Sunday Newspaper », dans *Journalism Quarterly*, vol. XXXVIII, n° 3, 1961, pp. 281-288.

HAMILTON Thomas, « Social Optimism and Pessimism in American Protestantism », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. VI, n° 2, été 1942, pp. 280-283.

HART J. A., « The Flow of News between the U.S. and America », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XVII, n° 1, pp. 91-114.

HAZARD W. R., « On the Impact of T.V.'s Pictured News », dans *Journal of Broadcasting*, vol. VII, n° 1, pp. 43-51.

INKELES Alex, « Soviet Reactions to the Voice of America », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XVI, n° 4, pp. 612-617.

JACOBS Norman, *Culture for the Millions : Mass Media in Modern Society*, Princeton, Princeton University Press, 1961.

JANIS Irving L., « The Problem of Validating Content Analysis », dans *Language of Politics*, New York, G. W. Stewart, 1949, pp. 55-82.

JANIS, FADNER, JANOWITZ, « The Reliability of a Content Analysis Technique », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. VII, n° 2, été 1943, pp. 293-296.

JONES Dorothy B., « Quantitative Analysis of Motion Picture Content », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. VI, n° 3, automne 1942, pp. 411-428.

JONES Dorothy B., « Quantitative Analysis of Motion Picture Content », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XIV, n° 3, automne 1950, pp. 554-558.

JOSSMANN Leila A., « Labor in the Radio News : An Analysis of Content », dans *Journalism Quarterly*, vol. XXII, n° 3, septembre 1945, pp. 207-214.

KAPLAN et GOLDSSEN, *Reliability of Certain Categories for Classifying Newspaper Headlines*, Washington, Library of Congress Experimental Division for the Study of War-Time Communications, 1943, document n° 40.

KINGSBURY S. M., HORNELL H. et autres, *Newspapers and the News*, New York, Putman's, 1937.

KLAPPER J. T., *The Effects of Mass Communications*, Glencoe (Ill.), Free Press, 1960.

KNOWER (compilé par), « Graduate Theses and Dissertations on Broadcasting : 1956-1958 », dans *Journal of Broadcasting*, vol. IV, n° 1, hiver 1959-1960, pp. 77-87.

KNOWER (compilé par), « Graduate Theses and Dissertations on Broadcasting : 1959-1960 », dans *Journal of Broadcasting*, vol. V, n° 4, automne 1961, pp. 355-370.

KNOWER (compilé par), « Graduate Theses and Dissertations on Broadcasting : 1961-1962 », dans *Journal of Broadcasting*, vol. VII, n° 3, été 1963, pp. 269-282.

KRIESBERG M., « Soviet News in the « N.Y. Times », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. X, n° 4, 1946, pp. 540-564.

LASSWELL H. D., « The World Attention Survey », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. V, n° 3, automne 1941, pp. 456-463.

LASSWELL H. D., LEITES N. et autres, *The Language of Politics*, New York, G. W. Stewart, 1949.

LASSWELL, LERNER, POOL, *The Comparative Study of Symbols*, Stanford, Stanford University Press, 1952.

LAZARSFELD Paul, *Radio and the Printed Page*, New York, Duell, Sloan and Pearce, 1940.

LAZARSFELD Paul (ed.), *The Language of Social Research; A Reader in Methodology of Social Research*, Glencoe (Ill.), Free Press, 1955.

LAZARSFELD Paul, BERELSON Bernard et autres, *The People's Choice*, New York, Columbia University Press, 1949.

LAZARSFELD Paul et STANTON (eds.), *Radio Research 1942-1943*, New York, 1944.

LEITES N. C. et POOL, *Communist Propaganda in Reaction to Frustration*, Washington, Library of Congress Experimental Division for Study of War-Time Communications, document n° 27.

LEITES N. C. et POOL, I., *On Content Analysis*, Washington, Library of Congress Experimental Division for Study of War-Time Communications, document n° 26.

LERNER Daniel (ed.), *Evidence and Inference : The Hayden Colloquium on Scientific Concept and Method*, Glencoe (Ill.), Free Press, 1959.

LERNER, LASSWELL et autres (eds.), *The Policy Sciences*, Stanford, Stanford University Press, 1951.

« L'information, arme idéologique », dans *Parti pris*, vol. II, n° 2, octobre 1964.

LUNDBERG Geo. A., *Social Research : A Study in Methods of Gathering Data*, New York, Longmans, Green, 1942.

LYLE et WILCOX, « Television News : An Interim Report », dans *Journal of Broadcasting*, vol. VII, n° 2, pp. 157-166.

MACCOBY, SABGHIR et COSHING, « A Method for the Analysis of the News Coverage of Industry », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XIV, n° 4, hiver 1950, pp. 753-758.

MARCUS-STEIFF J., *Les études de motivation*, Paris, Herman, 1961.

MARKHAM J. W., « Foreign News in the U.S. and South American Press », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XXV, n° 2, été 1961, pp. 249-262.

MASSING, « Communist References to the VOA », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XVI, n° 4.

MENDELSON et CAHNMAN, « Communist Broadcasts to Italy », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XVI, n° 4, pp. 671-680.

MERRILL John C., « The Image of the U.S. in Ten Mexican Dailies », dans *Journalism Quarterly*, vol. XXXIX, n° 2, printemps 1962, pp. 203-209.

MERRITT P., « Public Opinion in Colonial America : Content-Analyzing the Colonial Press », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XXVII, n° 3, automne 1963, pp. 356-371.

MIDDLETON J. A., « Fertility Values in American Magazine Fiction », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XXIV, n° 1, printemps 1960, pp. 139-142.

MILLER G. A., *Language and Communications*, McGraw-Hill, New York, 1951.

MORIN Violette, « Gagarine sur la rose des vents de la presse parisienne », dans *Communications*, n° 1, pp. 183-193.

MORIN Violette, « Le voyage de Khrouchtchev en France : essai d'une méthode d'analyse de la presse », dans *Communications*, n° 1, pp. 81-107.

NORTH R. C. et autres, *Content Analysis, A Handbook with Applications for the Study of International Crises*, Evanston, Northwestern University Press, 1963.

OSGOOD, SUCI et TANNENBAUM, *The Measurement of Meaning*, Urbana, University of Illinois Press, 1957.

PARK R. E., « News and the Power of the Press », dans *American Journal of Sociology*, vol. XLVII, n° 1-11, juillet 1941.

POOL I. de Sola (ed.), *Trends in Content Analysis*, Urbana, University of Illinois Press, 1959.

« International Communications Research », numéro spécial de *Public Opinion Quarterly*, vol. XVI, n° 4,

RILEY J. W. et RILEY M. N., « Mass Communication and the Social System », dans Merton, Broom et Cottrell (eds.), *Sociology Today*, New York, Basic Books, 1959, pp. 537-578.

REISS A. J. Jr., *Occupations and Social Status*, Glencoe (Ill.), Free Press, 1961.

SAENGER G., « Male and Female Relations in the American Comic Strip », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XIX, n° 2, pp. 195-205.

SAVEY Audrey, « Stereotyping of Negroes and Whites : An Analysis of Magazine Pictures », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XVII, n° 2, pp. 281-287.

SCHRAMM W. (ed.), *Mass Communication*, Urbana, University of Illinois Press, 1949.

SCHRAMM W. (ed.), *The Process and Effects of Mass Communication*, Urbana, University of Illinois Press, 1954.

SCHUTZ William C., « On Categorizing Qualitative Data in Content Analysis », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XXII, hiver 1958-1959, pp. 503-515.

SCHUTZ William C., « Reliability, Ambiguity and Content Analysis », dans *Psychological Review*, vol. LIX, mars 1952, pp. 119-129.

SCOTT W. A., « Reliability of Content Analysis : The Case of Nominal Scale Coding », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XIX, n° 3, 1955, pp. 321-325.

SHANNON Lyle W., « The Opinions of Little Orphan Annie and her Friends », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XVIII, n° 2, pp. 169-179.

SMITH B. L., LASSWELL H. D., CASEY R. D., *Propaganda, Communication and Public Opinion, A Comprehensive Reference Guide*, Princeton, Princeton University Press, 1946.

SMITHE D. W., « Reality as Presented by Television », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XVIII, n° 2, pp. 143-156.

Service des recherches de Radio-Canada, « Analyse du contenu des nouvelles, réseaux français de radio et de télévision, 1963 », Montréal, novembre 1964.

SOMNERS R. (ed.), « Doctoral Dissertations in Radio and Television », dans *Journal of Broadcasting*, vol. I, n° 4, pp. 377-383.

STEMPEL, « The Prestige Press Covers the 1960 Presidential Campaign », dans *Journalism Quarterly*, vol. XXXVIII, n° 2, printemps 1961, pp. 157-163.

VICTOROFF D., « Notion de rôle et techniques de persuasion », dans *Revue française de sociologie*, vol. V, n° 2, avril-juin, 1964, pp. 175-179.

WAPLES D. et BERELSON B., *What the Voters Were Told*, Chicago, University of Chicago, 1941.

WEINGAST D., « Walter Lippmann : A Content Analysis », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XIV, n° 2, été 1950, pp. 296-302.

WINICK Chs., « Censor and Sensibility : A Content Analysis of the Television Censor's Comments », dans *Journal of Broadcasting*, vol. V, n° 2, 1961, pp. 117-136.

WINICK Chs., « Space Jokes as Indication of Attitudes toward Space », dans *Journal of Social Issues*, vol. XVII, n° 2, 1961, pp. 43-49.

WOLFE Wayne, « Images of the U.S. in the Latin American Press », dans *Journalism Quarterly*, vol. XLI, n° 1, hiver 1964, pp. 79-86.

WOODWARD J. L. et FRANZEN R., « A Study of Coding Reliability », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XII, n° 2, 1948, pp. 253-257.

WYANT et HERZOG, « Voting via Senate Mailbag — II », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. V, n° 4, hiver 1941, pp. 590-625.

ZERNER Elizabeth H., « Rumors in Paris Newspapers », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. X, n° 3, automne 1946, pp. 382-391.

Chapitre premier

1. *Rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965, p. 65.

2. *Ibid.*

3. Voir l'étude effectuée pour la Commission par Monique Mousseau, « La consommation des mass media chez les Montréalais », p. 17.

4. Nous donnons à cet expression le sens d'un ensemble d'individus que rapprochent un certain nombre de caractères de civilisation, notamment la communauté de langue et de culture.

5. John W. Riley et Matilda White Riley, « Mass Communication and the Social System », dans *Sociology Today*, publié sous la direction de Morton, Broom et Cottrell, New York, Basic Books, 1959, pp. 537-578 (c'est nous qui traduisons).

6. Il est commode ici de schématiser le processus de communication et de le ramener à une simple relation entre un émetteur et un récepteur. Rappelons toutefois que, dans le domaine des techniques de diffusion, le véritable émetteur est un émetteur collectif; c'est le groupe de spécialistes qui transmet un contenu symbolique, par le moyen d'inventions techniques, à un auditoire vaste, hétérogène et géographiquement dispersé.

7. J. W. Riley et M. W. Riley, « Mass Communication and the Social System ».

8. *Ibid.*, p. 548.

9. Notamment la famille et, plus tard, les cercles d'amis, le petit groupe de travail, etc.

10. *Ibid.*

11. Les groupes qui, par rapport aux valeurs de l'individu, servent de point de repère, sont dits « groupes de référence ».

12. Ce schéma et les suivants correspondent à ceux que proposent les Riley. Ils ont été légèrement modifiés pour faire ressortir que l'individu n'est pas uniquement soumis à l'influence des groupes primaires, mais qu'il en est partie intégrante.

13. Selon Charles Wright, les communications de masse remplissent quatre fonctions sociales : une fonction de surveillance (nouvelles), une fonction de « corrélation » (commentaires et éditoriaux), une fonction de transmission culturelle et une fonction de divertissement.

14. David Manning White, « The « Gatekeeper » : A Case Study in the Selection of News », dans *Journalism Quarterly*, vol. 27, n° 4, pp. 383-390.

15. L'enquête a été menée dans l'agglomération montréalaise.

16. Service des recherches de Radio-Canada, « Écoute des nouvelles télévisées », Montréal, août 1966, p. 32.

17. Edgar Morin, *L'esprit du temps*, Paris, Grasset, 1962.

18. Allport voit dans les communications de masse les principaux agents de transmission des stéréotypes sur l'ethnicité. Cette hypothèse a été partiellement confirmée, notamment par les recherches de Berelson et Salter sur la littérature de fiction; ils en ont conclu que les contes et bandes dessinées des revues populaires, tout en professant la doctrine de l'égalité, reflètent, à l'égard des minorités, les stéréotypes admis dans la société.

Chapitre II

1. Deux études sur le contenu des journaux ont été effectuées pour la Commission : J. Bruce, « A Content Analysis of Thirty Canadian Daily Newspapers », et D. R. Gordon, « National News in Canadian Newspapers ».

2. Les trois catégories d'émissions d'information se définissent ainsi :

1) Connaissance de l'actualité : actualité non sportive présentée dans les bulletins de nouvelles locales, nationales et internationales;

2) Connaissance du monde, de faits naturels et sociaux : émissions orientées surtout vers la description de divers faits sociaux, géographiques, historiques ou autres; histoire naturelle et sciences; histoire des peuples; agriculture, pêche et autres occupations; reportages sur les personnalités, sur les pays, sur un événement social, familial ou religieux; biographies;

3) Connaissance des idées : émissions orientées surtout vers l'expression d'idées ou d'opinions susceptibles de modifier ou de raffermir

le système de valeurs des auditeurs et portant sur les problèmes politiques ou d'affaires publiques; religieux, sociaux ou culturels; nationaux.

3. Gérard Malo, « Une étude de l'adaptation de Radio-Canada à la concurrence d'un poste privé : les programmes des postes CBFT et CFTM », thèse de maîtrise en sociologie, Université de Montréal, 1964.

4. Les regroupements adoptés sont les suivants :

- 1) Connaissance de l'actualité : information sur l'actualité : nouvelles, nouvelles sportives, météorologie, interviews et explications sur ces nouvelles;
- 2) Connaissance du monde, de faits naturels et sociaux : informations sur le monde, les faits naturels et sociaux et les personnalités : émissions d'information sur les réalisations humaines et sur l'univers; autres informations : autopublicité de la station, horaire, etc.;
- 3) Connaissance des idées : émissions d'orientation : émissions présentant des renseignements et des indications pouvant influencer l'attitude et la conduite des auditeurs dans leur contexte social, politique, familial, économique et religieux, émissions de propagande politique; émissions d'opinions et de discussion : interprétation et discussion sur les événements.

5. Les regroupements adoptés sont les suivants :

- 1) Connaissance de l'actualité : nouvelles (nouvelles sportives) et météorologie;
- 2) Connaissance du monde, des faits naturels et sociaux : histoire naturelle et sciences; peuples et pays étrangers; relations sociales et humaines; renseignements divers; vie canadienne et patrimoine national (la moitié du pourcentage effectif); religion, beaux-arts et littérature; agriculture; pêche et autres occupations; vie familiale et achats domestiques; personnalités et curiosités (la moitié du pourcentage effectif);
- 3) Connaissance des idées : questions politiques et autres affaires publiques; vie canadienne et patrimoine national (l'autre moitié du pourcentage effectif); émissions pro domo.

Pour la définition des catégories de Dallas Smythe, voir Commission royale d'enquête sur la radio et la télévision, *Analyse des émissions*, 1957, pp. 12 à 31.

6. Durant la période d'écoute de l'auditoire général, 27 et 26 % pour les stations privées anglaises et françaises, 21 et 15 % pour les stations d'État anglaises et françaises. Durant la période d'écoute des adultes, 38 et 46 % pour les stations privées anglaises et françaises, 26 % pour les stations d'État anglaises et françaises.

7. Nouvelles et commentaires de nouvelles y compris émissions de nouvelles, revues d'actualité, rapport sur l'état des routes, sur les conditions météorologiques et sur les marchés.

8. Événements locaux et sociaux y compris informations sur les activités et les célébrations locales; affaires publiques y compris causeries, discussions, entrevues, éditoriaux, conférences et émissions

documentaires; émissions d'un caractère religieux, émissions éducatives :

a) pour les établissements d'éducation; b) éducation populaire. Voir McLean, « Le problème des masses et des catégories de programmes », dans la *Revue de l'UER*, mars 1965, p. 26.

9. Il s'agit des bulletins de nouvelles dites nationales.

10. Service des recherches de Radio-Canada, « Écoute des nouvelles télévisées », p. 2.

11. Auditeur habituel : qui écoute au moins un bulletin sur deux; auditeur occasionnel : qui écoute moins d'un bulletin sur deux.

12. Service des recherches de Radio-Canada, « Écoute des nouvelles télévisées », p. 26.

13. *Ibid.*, p. 5.

14. *Ibid.*, p. 4.

15. Service des recherches de Radio-Canada, « Connaissances, écoute et appréciation des téléromans, de Pleins Feux et du Hockey (CBFT) », Montréal, avril 1965, p. 90.

16. Sont dites canadiennes les stations dont l'antenne de diffusion est située au Canada.

17. Les journaux sont une source concurrente de nouvelles. Il serait intéressant de comparer, pour une même population et pour une même période, l'écoute des nouvelles et la lecture des journaux. On ne dispose pas de telles données. J'ai toutefois présenté à la Commission une étude sur le taux de lecture des journaux. Les données portent sur la population de Montréal et datent de 1960.

Chapitre III

1. Bernard Berelson, *Content Analysis in Communication Research*, Glencoe (Ill.), Free Press, 1951, p. 18.

2. Les multiples de sept sont à éliminer.

3. Berelson, *Content Analysis*, p. 141.

4. *Ibid.*, p. 135 : « The context unit is « the largest body of content that may be examined in characterizing a recording unit. »

5. *Ibid.*, p. 135 : « The recording unit is « the smallest body of content in which the appearance of a reference is counted » (a reference is a single occurrence of a content element). »

6. Service des recherches de Radio-Canada, « Analyse du contenu des nouvelles, réseaux français de radio et de télévision, 1963 », Montréal, 1964, pp. 53-54.

7. *Ibid.*, p. 17.

Chapitre IV

1. *Rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, pp. 48-52.

2. Service des recherches de Radio-Canada, « Analyse du contenu des nouvelles », p. 8.

3. Dans la suite de l'analyse, il ne sera pas possible d'estimer le gauchissement de la distribution du CTV, car l'addition de variables rend la démarche trop complexe.

4. De deux pourcentages qui conviennent aux émetteurs de même langue, le premier se rapporte toujours à l'émetteur d'État.

5. L'ensemble des nouvelles canadiennes comprend les nouvelles canadiennes et les nouvelles canadiennes-étrangères.

6. Un autre fait va dans le même sens que celui que nous observons présentement. En 1963, les nouvelles canadiennes du téléjournal de Radio-Canada comportaient 18 % de nouvelles avec mention conjointe de Canadiens français et de Canadiens anglais, pourcentage inférieur à celui des nouvelles avec mention soit de Canadiens français (40 %) soit de Canadiens anglais (24 %). Voir : Service des recherches de Radio-Canada, « Analyse du contenu des nouvelles », pp. 30-31.

7. Le nombre de nouvelles est trop petit pour que la différence de pourcentages soit statistiquement significative.

Chapitre V

1. Service des recherches de Radio-Canada, « Analyse du contenu des nouvelles », p. 43.

Chapitre VI

1. Ce terme est à peu près synonyme de « catégorie de contenu » qui est fréquemment utilisé mais manque de précision.

2. La régie interne d'un ministère, d'une commission, etc., désigne les mesures d'organisation à l'intérieur de l'organisme, par opposition à la réalisation même des buts et des fonctions de l'organisme, par exemple les nominations, la création ou la réorganisation d'un service, la répartition des tâches (en dehors des ententes ou conflits gouvernement-fonctionnaires), le budget, etc.

3. La religion n'est pas une sphère importante dans les nouvelles canadiennes ni dans les nouvelles canadiennes-étrangères.

4. Le Concile du Vatican II, source majeure de ces nouvelles, est un événement très particulier à la période étudiée.

5. Le résumé fait état de variations qui ne sont pas toujours statistiquement significatives pour tous les émetteurs. Pour plus de précisions sur la signification statistique de ces variations, il faut se reporter aux résultats détaillés.

Chapitre VII

1. « L'acteur d'une nouvelle » désigne toute personne ou tout groupe de personnes dont il est fait mention dans une nouvelle, à l'exclusion des agents de communication de la nouvelle (annonceurs, correspondants à l'étranger, reporters).

2. Voir notamment Fichter, *Sociology*, Chicago, University of Chicago Press, 1957, pp. 201-212.

3. Dans le présent texte, le mot profession est employé dans son sens générique : « occupation déterminée dont on peut tirer ses moyens d'existence » (Petit Robert).

4. Le « groupe » est entendu ici au sens strict d'un ensemble plus ou moins structuré de personnes réunies dans la poursuite d'un but commun. Il exclut donc le groupement, simple agrégat statistique de personnes possédant une ou plusieurs caractéristiques communes. Ainsi une association professionnelle constitue un groupe, mais non pas les membres des professions libérales en général.

5. Les rôles d'associations syndicales en sont d'autres indices.

6. Correspond au terme anglais *semi-professionals*.

7. Sont ainsi désignés les Canadiens dont l'ethnicité n'est pas mentionnée dans les nouvelles.

8. Il y a actuellement un mouvement qui cherche à revaloriser le rôle du député.

9. Les exceptions sont les suivantes : le dirigeant d'associations politiques et le haut fonctionnaire au CTV, le criminel à Radio-Canada.

10. En ce qui concerne le premier ministre, la différence n'est pas significative à Radio-Canada.

11. Au CTV, le nombre de mentions attribuées aux Canadiens français n'est pas suffisant pour l'analyse.

12. Ces deux exceptions se rapportent à la description que Radio-Canada fait des Canadiens français et des Canadiens anglais.

13. Pour les Canadiens français, le CTV fait exception.

Chapitre VIII

1. *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, vol. 1, Introduction générale, § 45.

2. Quelques résultats de deux études sur les journalistes effectuées pour la Commission semblent confirmer la plausibilité de cette hypothèse : Hawley Black, « French and English Canadian Journalists : A Comparative Study »; Francine Chartrand-McKenzie, « Les journalistes anglo et franco-canadiens : leurs opinions et leurs comportements vis-à-vis de la co-existence des deux cultures au pays ».

Chapitre IX

1. « Les journalistes anglo et franco-canadiens ».

2. Culture anglaise et culture française pourraient avoir une coloration internationale, mais nous préférons les considérer dans une dimension canadienne parce que ces deux réalités sont intimement liées au problème canadien.

3. Pour les journalistes francophones, le Commonwealth pourrait se présenter sous une dimension « anglaise » plutôt qu'internationale; ainsi s'expliquerait le faible pourcentage de ceux qui se disent fiers d'y appartenir. Ce dernier est d'ailleurs égal au pourcentage de ceux qui se disent fiers d'appartenir à la culture anglaise (8 %) et au Canada anglais (6 %).

4. « The Canadian Press », chap. II, pp. 2-3 (document à usage interne).

5. *Ibid.*, chap. II, p. 7.

6. *Ibid.*, chap. V, p. 6.

7. *Ibid.*, chap. V, p. 9.

8. *Ibid.*, chap. VII, pp. 21-22.

9. *Rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, pp. 48-52.

10. Dans la définition d'un groupe, la perception que le groupe a de lui-même et que les autres ont de ce groupe est toujours un facteur à considérer; il n'en reste pas moins que ce facteur peut prendre plus ou moins d'importance.

11. Les nouvelles sur les Néo-Canadiens, les Indiens et les Esquimaux ne sont pas assez nombreuses pour permettre d'en analyser le contenu.

12. Dans ce résumé, l'ordre de présentation est mis de côté, car il est un élément d'analyse qui, dans les résultats, s'est révélé sans intérêt.

13. Il faut se rappeler qu'à chaque rôle correspond une mention d'ethnicité mais que, dans l'analyse, les rôles qui se rattachent aux activités propres à chacun des deux groupes ne sont pas isolés de ceux qui se rattachent aux activités conjointes des deux groupes.

14. Cette conclusion reste limitée car la station privée de langue française n'a pas le même rayonnement que le réseau d'État de langue française; strictement, on ne peut comparer que les émetteurs anglophones. Il est difficile d'établir des critères qui mesurent le degré d'expression d'une idéologie, mais il n'en reste pas moins que cette constatation fait qu'on s'interroge sur l'existence d'une idéologie aux réseaux d'État : cette idéologie est-elle différente de celle des émetteurs privés? Les émetteurs privés participent-ils implicitement à l'idéologie que les émetteurs d'État formulent explicitement? Les émetteurs d'État ont-ils une idéologie qui leur est propre mais qu'ils ne réussissent pas à exprimer dans les informations?

15. La question est ainsi formulée : « Parmi les traits suivants, lesquels conviennent, conviennent plus ou moins, ne conviennent pas aux anglophones? aux francophones? » Les quinze traits sont les suivants : audace, manque d'ambition, civisme, sens de la tradition, respect des libertés individuelles, antiaméricanisme, lâcheté, sens artistique, sens des affaires, fanatisme, sens de l'organisation, individualisme, attachement à l'argent, religiosité, pragmatisme. L'opinion des journalistes est résumée dans un indice de convenance où le coefficient de pondération est de 1 pour « convient » et de 0,5 pour « convient plus ou moins ». Un trait est caractéristique d'un groupe lorsqu'il obtient un indice de convenance de 50 ou plus.

16. Quelques-uns des reporters sont cependant affectés à l'étranger.

17. Ces renseignements sont tirés d'une étude confidentielle auprès des membres et abonnés de la Presse canadienne.

18. Une analyse du contenu de 24 quotidiens du soir de l'Iowa abonnés à une seule agence de presse « The Iowa-Nebraska Circuit Service of the Associated Press », a fait les constatations suivantes pour les 24 journaux : « (They) differ very little either from each other or from AP in the relative emphasis they choose to give different types of material received over their AP wire. In other words, if these papers were to print all the stories they received over the wire, their patterns of relative emphasis of subject matter would differ little from what they already are. If some of these papers had indeed used almost all the wire copy they received, the approximation of the AP pattern of emphasis would, of course, be inevitable. But since the paper that used the most copy, Council Bluffs, used only 58 per cent of what it received, there was adequate opportunity for any of these papers to have varied considerably from the AP pattern. » David Gold and Jerry L. Simmons, « News Selection Patterns among Iowa Dailies », dans *Public Opinion Quarterly*, vol. XXIX, n° 3, automne 1965, pp. 425-430.

19. Les études de Hawley Black et de Francine Chartrand-McKenzie sont un point de départ.

La dualité culturelle dans les activités
internationales du Canada

Documents
de la Commission royale d'enquête
sur le bilinguisme
et le biculturalisme

- | | | |
|---|---------------------------------|--|
| 1 | Peter H. Russell | <i>The Supreme Court of Canada as a Bilingual and Bicultural Institution</i> |
| 2 | Thérèse Nilski | <i>Conference Interpretation in Canada</i> |
| 3 | David Hoffman
et Norman Ward | <i>Bilingualism and Biculturalism in the Canadian House of Commons</i> |
| 4 | Donald V. Smiley | <i>Constitutional Adaptation and Canadian Federalism Since 1945</i> |
| 5 | Robert N. Morrison | <i>Corporate Adaptability to Bilingualism and Biculturalism</i> |
| 6 | Jacques Dofny | <i>Les ingénieurs canadiens-français et canadiens-anglais à Montréal</i> |
| 7 | Donald E. Armstrong | <i>Education and Economic Achievement</i> |
| 8 | Monique Mousseau | <i>Analyse des nouvelles télévisées</i> |
| 9 | Louis Sabourin | <i>La dualité culturelle dans les activités internationales du Canada</i> |

À paraître

- | | |
|--|---|
| C. Beattie, J. Désy
et S. Longstaff | <i>Bureaucratic Careers : Anglophones and Francophones in the Canadian Public Service</i> |
| Guy Bourassa | <i>Les relations ethniques dans la vie politique de Montréal</i> |

Documents
de la Commission royale d'enquête
sur le bilinguisme
et le biculturalisme

9 La dualité culturelle dans les activités internationales du Canada

Louis Sabourin

La présente étude a été effectuée pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Sa publication sous les auspices de la Commission ne signifie pas nécessairement que celle-ci souscrive aux points de vue qui y sont exprimés.

Droits de la Couronne réservés

En vente chez
Information Canada à Ottawa,
et dans les librairies
d'Information Canada :

Halifax
1735, rue Barrington

Montréal
1182 ouest, rue Sainte-Catherine

Ottawa
171, rue Slater

Toronto
221, rue Yonge

Winnipeg
Édifice Mall Center, 499, avenue Portage

Vancouver
657, rue Granville

ou chez votre libraire

Prix \$1.75 (sujet à changement sans avis préalable)

Nº de catalogue Z1-1963/1-2/9F

Information Canada
Ottawa, 1970



J'ai toujours cru fermement que les relations extérieures du Canada, tout comme les autres aspects fondamentaux de notre politique nationale, doivent exprimer le caractère bilingue et biculturel de notre pays. L'expansion constante de nos relations avec la France et le monde francophone aide à développer cette nouvelle dimension dans notre politique...

Je suis convaincu que cette expansion positive et constructive de nos relations extérieures sera très profitable à l'ensemble du Canada. En même temps, il est à prévoir qu'une telle expansion contribuera à la longue à renforcer la position de notre pays dans le monde en ouvrant de nouvelles voies à notre influence et éventuellement à notre commerce.

Paul Martin
Ministre des Affaires extérieures du Canada
Montréal, le 12 mars 1966

Avertissement

Avant-propos

Introduction 1

- A Remarques préliminaires 1
 - B Questions principales soulevées dans cet essai 3
 - C Sens et portée de l'étude 3
 - D Constatations initiales 4
 - L'image du Canada à l'étranger : qui en est responsable ? 4
 - Du régionalisme à l'internationalisme 6
 - Une politique étrangère fonctionnelle 6
 - Du politique au socio-économique 7
 - Biculturalisme, fédéralisme et particularisme québécois 7
 - Le sens véritable de « biculturalisme en politique étrangère » 8
 - E Plan de l'essai 9
-

Première partie Le passé : résistance à la reconnaissance du biculturalisme 11

- Chapitre premier Les éléments théoriques : absence de normes biculturelles 13
- A Le biculturalisme n'a pas été *un fondement* de la politique étrangère canadienne 14
 - B Le biculturalisme n'a pas été *un objectif important* de la politique étrangère canadienne 14
 - C Le biculturalisme n'a pas été *une technique déterminante* de la politique étrangère canadienne 16
 - D Le biculturalisme n'a pas été *un processus réel* de la politique étrangère canadienne 18

	E	Le biculturalisme n'a pas été considéré comme une source d'avantages	19
	F	Conclusion	19
Chapitre II		Les éléments historiques : les événements	21
	A	De 1900 à 1931 : une idée imprécise et incomprise	21
		La guerre du Transvaal (1899)	22
		Le projet d'une marine canadienne (1910)	23
		La crise de la conscription (1917-1918)	23
	B	De 1931 à 1939 : une cause d'hésitation et de repli	24
	C	De 1939 à 1945 : un obstacle et une cause de division	28
	D	De 1945 à 1965 : une prise de conscience et un défi	31
Chapitre III		Les éléments psychologiques : les attitudes	37
	A	L'opinion canadienne-française et les affaires internationales	37
	B	L'opinion canadienne-anglaise et les affaires internationales	39
Chapitre IV		Les éléments politiques : les institutions	41
	A	La gestion des affaires étrangères	41
	B	Les politiques traditionnelles du Canada dans le monde	42
	C	Coopération internationale	43
	D	Les problèmes constitutionnels et la politique étrangère	45
Chapitre V		Les éléments économiques : les intérêts	49
	A	Le commerce international	49
	B	Les investissements étrangers	51

Deuxième partie	Conditions nouvelles : facteurs favorables à la reconnaissance du biculturalisme	55
-----------------	--	----

Chapitre VI	L'action du Québec	57
A	Volonté du Québec d'agir sur la scène internationale	57
	Les motifs et les gestes	57
	Les conséquences	61
	À courte échéance	61
	À longue échéance	62
B	Montée du mouvement indépendantiste	64

Chapitre VII	Réaction d'Ottawa	67
A	Souci de développer un néo-nationalisme canadien	67
B	Crainte du continentalisme	69

Chapitre VIII	Les pressions internationales	73
A	L'extension des rapports avec les pays étrangers	73
B	L'exigence des services internationaux	74

Chapitre IX	Une nouvelle conception de la démocratie politique	77
	Conclusion	81
A	Conséquences de la mise en oeuvre du biculturalisme dans la politique étrangère canadienne	81
	Un affaiblissement ou un affermissement des activités internationales ?	81
	Politiques internationales contradictoires ou complémentaires ?	83
	Une dépendance ou une autonomie accrue ?	84
	Une image plus précise ou déformée du Canada à l'étranger ?	84

Une source de difficultés ou de stabilité ?	85
B Jugement général	85
Index des propositions	89

Appendices

I Principaux ministères et organismes fédéraux qui s'occupent d'affaires extérieures	93
II Principales lois appliquées par le ministère des Affaires extérieures	95
III Principales lois appliquées par le ministère du Commerce	96
IV Agences et organismes canadiens qui s'occupent d'aide à l'étranger	97
V Succursales des banques à charte canadiennes à l'étranger	99
VI Service international de Radio-Canada - émissions en anglais et en français	101
VII Postes diplomatiques du Canada à l'étranger	102
VIII Délégués commerciaux du Canada à l'étranger	107
IX Bureaux des services canadiens d'immigration à l'étranger	110
X Agences de tourisme du gouvernement canadien à l'étranger	112
XI Associations et organisations internationales dont fait partie le Canada	113
XII Tableau du monde francophone	118
XIII Coopération bilatérale	121
XIV Déclaration du très honorable Lester B. Pearson sur l'aide à l'étranger	122
XV Tableau du commerce extérieur canadien	123
Notes	127

Le présent essai a été rédigé en 1965, c'est-à-dire au moment où l'on commençait à peine à parler officiellement de la place et du rôle de la dualité culturelle dans les relations internationales du Canada. Ce phénomène a suscité par la suite de nombreuses controverses aussi bien au Canada qu'à l'étranger, notamment dans le monde francophone ; il a entraîné plusieurs changements dans la politique étrangère canadienne, notamment dans la gestion des affaires internationales du pays. En fait, un certain nombre des recommandations formulées dans cette étude ont déjà été mises en pratique ou sont en bonne voie de l'être. On dira peut-être alors que cet essai n'est plus d'actualité ! On n'en aura pas saisi ainsi la nature et les objectifs. En effet, ce travail n'a pas été conçu et ne devrait pas être envisagé sous l'optique de « l'actualité diplomatique ». En particulier, on ne devrait pas le lire en songeant seulement à « la nouvelle image » du Secrétariat d'État aux Affaires extérieures, lequel s'est grandement ouvert à la dualité culturelle au cours des dernières années. En effet, la gestion des affaires internationales du Canada ne relève pas uniquement de ce ministère.

L'éventuelle réorganisation des ministères qui ont des représentants à l'étranger (Affaires extérieures, Industrie et commerce, Immigration ainsi que l'Agence canadienne de développement international) favorisera peut-être le développement d'un « nouvel esprit » dans des ministères où la dualité culturelle a été pendant trop longtemps une idée vague qui ne s'accrochait pas à des réalités précises.

Le livre blanc sur *une politique étrangère au service des Canadiens* publié en juin 1970 a démontré clairement que les relations internationales canadiennes seront de plus en plus influencées à l'avenir par un ensemble de structures économiques, scientifiques et technologiques. Ces domaines se prêtent moins que la diplomatie traditionnelle au contrôle direct de l'État et ne tiennent malheureusement pas suffisamment compte des réalités culturelles et sociologiques. Or, comme les relations internationales du Canada seront de plus en plus influencées par ces trois phénomènes, la tâche de leur donner une

« allure et un contenu biculturels » constitue un défi de taille. Ceux qui croient que les principaux objectifs poursuivis afin de faire en sorte que la politique étrangère canadienne respecte davantage la dualité culturelle du pays sont maintenant atteints; s'illusionnent grandement.

Il convient de le répéter : au cours des prochaines années, les domaines politique, diplomatique et culturel — où des progrès très sensibles ont été réalisés sur le plan de l'instauration du biculturalisme — seront non pas nécessairement supplantés par les secteurs économique, technologique et scientifique dans la conduite des relations internationales, mais ceux-ci acquerront une importance beaucoup plus grande.

De nombreux aspects de ces secteurs économique, technologique et scientifique peuvent échapper à ce que l'on appelle communément « le bilinguisme et le biculturalisme », et beaucoup trouveront là une raison de conclure qu'il en est ainsi pour le tout et de traiter d'idéalistes ou d'irréalistes tous ceux qui croient que demain la culture devra fortement marquer ces trois secteurs. À mes yeux, c'est là que des efforts spéciaux méritent d'être faits. Si l'on jette un coup d'oeil sur la situation présente dans ces domaines, on se rend rapidement compte que tous les points soulevés dans le présent essai sont toujours d'actualité. C'est pourquoi je n'ai pas cru nécessaire d'y apporter des changements majeurs.

D'ailleurs si je l'avais fait, j'en aurais changé le sens et la portée. Si je devais écrire cet essai aujourd'hui, je le concevrais sûrement de façon différente, mais quatre ans après avoir rédigé cet essai, je demeure convaincu que le travail le plus important est encore à faire; car, en fait, la dualité culturelle ne doit pas être envisagée comme un simple vocable ou la seule préoccupation mais comme l'une des composantes majeures des relations internationales canadiennes dans les années 70.

Louis Sabourin

Directeur de l'Institut de
coopération internationale,
Université d'Ottawa

Une lecture trop rapide de cet essai pourrait peut-être laisser croire qu'il est fondé sur l'hypothèse suivante : les relations internationales canadiennes refléteront la dualité culturelle du pays simplement et uniquement si le Canada établit plus de rapports avec la communauté francophone internationale. Une telle condition est naturellement essentielle mais elle est insuffisante pour résoudre les nombreux problèmes que soulève cette importante et difficile question.

L'auteur de cet essai a la conviction que la dualité culturelle peut avoir une place prépondérante et jouer un rôle positif dans les affaires étrangères du Canada. Mais pour ce faire, il faut que les deux *moteurs* — qui peuvent faire progresser l'application de ce principe politique et de cette réalité sociologique dans la pratique internationale canadienne — fonctionnent tous les deux à leur rythme normal; ce processus n'implique pas que chacun ait une puissance absolument égale. Toutefois, à l'heure actuelle, un des moteurs tourne régulièrement alors que l'autre fonctionne au ralenti.

On peut comprendre que seuls les passagers qui ont pris place d'un côté d'un avion peuvent *voir* rapidement que l'un des moteurs ne tourne pas normalement; mais à moins que l'équipage ne réussisse par quelques manœuvres habiles et délicates à équilibrer les moteurs de l'appareil, tous les passagers devront tôt ou tard en subir les conséquences fâcheuses.

Il en va de même des incidences de la dualité culturelle dans les relations internationales du Canada. Jusqu'ici, seuls les Canadiens français semblent avoir vu qu'un élément de la pratique canadienne dans ce domaine ne fonctionnait pas très bien. À moins que les dirigeants ne corrigent cette situation, tous les Canadiens auront à en subir les pénibles résultats dans un avenir plus ou moins rapproché.

En somme, si l'on ne porte pas plus attention aux aspirations des francophones en tout ce qui touche l'élaboration (à Ottawa) et la mise en œuvre (à l'étranger) des relations extérieures, les Canadiens français seront poussés à s'en occuper eux-mêmes sur une base

très limitée d'abord, mais sur une beaucoup plus grande échelle ensuite, en se servant du seul gouvernement qu'ils contrôlent réellement : celui de Québec. Ils réduiront ainsi l'influence, au Canada certainement et peut-être à l'étranger, de ceux qui, dans le passé, n'ont pas voulu ou n'ont pas su respecter leurs aspirations internationales ou de ceux qui, maintenant, ne se sentent plus libres d'apporter des changements (qu'ils souhaiteraient eux-mêmes) aux méthodes de travail et aux nombreux programmes auxquels ils se sont graduellement habitués.

Toutefois, il n'est pas trop tard pour élaborer de nouvelles normes de travail à Ottawa et pour établir de nouveaux programmes internationaux qui prouveront que la dualité culturelle et les relations extérieures du Canada ne sont pas deux phénomènes contradictoires, mais deux notions qui s'imbriquent bien l'une dans l'autre, tout comme deux moteurs qui, tout en étant de fabrication et de puissance différentes, s'unissent très bien lorsqu'ils sont en mouvement.

Un aéronef conçu pour être propulsé par deux moteurs, mais que son équipage a réussi à faire voler en utilisant pleinement un moteur et en se servant très peu de l'autre, ne fonctionnerait pas mal si ses deux moteurs tournaient chacun à leur plein rendement. Ainsi, de part et d'autre, comment peut-on sérieusement prétendre qu'il est illusoire de faire de la dualité culturelle un des piliers de la politique étrangère du Canada lorsqu'on n'a même pas tenté l'expérience sur une échelle importante ?

Pendant trop longtemps on s'est habitué à penser et à agir surtout en fonction des intérêts des anglophones dans la pratique internationale canadienne et à faire la sourde oreille à de nombreuses réclamations des Canadiens français sous prétexte que le pays pouvait progresser sans qu'on tienne compte de ces « réclamations émotionnelles » des francophones. Une telle attitude, si elle persistait, ne pourrait qu'entraîner des conséquences fâcheuses. Le Canada, en effet, a été conçu en fonction des deux peuples fondateurs auxquels sont venus s'ajouter, par la suite, d'autres groupes fort nombreux. Il serait normal alors que l'on tienne compte non pas d'une seule mais de ces deux « majorités » dans la formulation et la mise en oeuvre des relations extérieures du Canada.

Il n'est pas question ici de revendiquer une politique étrangère purement canadienne-française ou de proposer une réduction des rapports avec le monde anglophone, mais bien de suggérer que l'on cherche par tous les moyens possibles à établir un meilleur équilibre entre les aspirations des Canadiens d'expression anglaise et celles des Canadiens d'expression française dans la conduite des relations internationales tant au pays qu'à l'étranger. Non seulement le Canada français, mais le Canada tout entier, en profitera directement.

C'est dans cette perspective que cet essai a été rédigé et qu'il devrait être lu.

Louis Sabourin
Mai 1966

A. Remarques préliminaires

On reconnaît généralement qu'il devrait exister une interdépendance étroite entre la politique interne et la pratique internationale d'un État. Même si l'histoire des relations internationales prouve qu'il n'en a pas toujours été ainsi à cause de la faiblesse du processus démocratique à l'échelon national et du peu d'intérêt des masses pour les questions mondiales, cette interdépendance a eu tendance à s'accroître considérablement au cours du XX^e siècle.

Le Canada présente à cet égard un cas particulièrement intéressant. Bien que la très grande majorité des Canadiens s'intéressent peu aux questions mondiales, ils offrent à l'étranger l'image d'un peuple conscient de ses responsabilités internationales. Cela tient à de nombreuses raisons : en particulier à la situation privilégiée qu'occupait le Canada au lendemain de la deuxième guerre mondiale, à l'ampleur de son commerce, à ses nombreuses activités dans les organisations mondiales, à sa présence dans toutes les opérations onusiennes pour le maintien de la paix, bref à sa disponibilité constante à servir la cause de la stabilité et l'entr'aide internationales. Cette image de « puissance disponible et désintéressée » a valu au Canada un prestige international dont la plupart des Canadiens n'ont pas encore compris toute la signification et toute la portée.

En réalité, même si la plupart des Canadiens sont pendant longtemps demeurés indifférents aux questions internationales (on en veut pour preuve la pauvreté déconcertante des débats à la Chambre des communes sur les problèmes mondiaux jusqu'en 1955 environ et la maigre place accordée à ces questions par les journaux du pays), le Canada a disposé d'une élite très éclairée et très consciente de l'importance de la chose internationale, qui, depuis 1945, a favorisé une expansion de la pratique internationale canadienne.

Mais il convient de se demander si la politique étrangère que cette élite a formulée allait toujours de pair avec les intérêts déclarés et les aspirations trop souvent non exprimées ou mal expliquées des

deux principaux groupes ethniques du pays. En d'autres termes, ces dirigeants ont-ils tenu compte du principe de la dualité culturelle dans la gestion des affaires internationales du Canada ?

Un grand nombre de Canadiens prétendent que la mise en oeuvre du biculturalisme dans la politique étrangère canadienne est un objectif irréalisable, car cette politique doit être fondée sur des intérêts et non sur des sentiments. Selon eux le biculturalisme a toujours été une source de conflits ou d'ennuis sérieux.

C'est là une opinion facilement contestable. D'abord toute politique étrangère est essentiellement basée sur des sentiments et des intérêts nationaux. En second lieu, une analyse objective permet de constater que, si le biculturalisme représente un énorme défi à surmonter à l'échelle canadienne, il offre, au niveau de la politique étrangère, des avantages d'une importance majeure pour l'avenir du pays.

Les Canadiens français ont longtemps affirmé que leur culture et leurs aspirations n'avaient pas été suffisamment respectées dans l'élaboration et la conduite de la politique étrangère du pays. Plusieurs d'entre eux en sont alors venus à concevoir le biculturalisme comme un moyen de faire respecter le fait français dans la conduite des affaires étrangères et d'encourager leurs compatriotes francophones à s'intéresser davantage aux questions internationales. De leur côté, les anglophones voient souvent dans le biculturalisme un stratagème propre à miner graduellement des rouages administratifs éprouvés et une pratique internationale efficace.

Enfin, pour trop de Canadiens d'expression française et d'expression anglaise, une politique étrangère qui refléterait adéquatement les aspirations des deux plus importants groupes ethniques apparaît tout à fait impensable ou indésirable, ce qui les a poussés à parler de la formulation éventuelle de deux politiques étrangères : l'une pour les anglophones, conçue à Ottawa, et l'autre pour les francophones, conçue à Québec.

Dans cet essai, nous tenterons de démontrer qu'il serait avantageux pour le Canada tout entier de développer une pratique internationale qui tiendrait compte des intérêts et des aspirations des deux majorités. Naturellement, une politique étrangère coordonnée n'exclut pas l'existence de plusieurs agents d'exécution. À l'époque de l'interdépendance, il ne suffit plus de dire que telle ou telle sphère d'autorité est juridiquement habilitée à accomplir une tâche pour régler définitivement un problème; il faut aussi déterminer qui peut ou peuvent mieux en assumer la responsabilité.

Ainsi, on peut affirmer qu'il est important de rechercher une collaboration entre les diverses sphères de gouvernement qui sont particulièrement intéressées à cette question, à savoir Ottawa et Québec. Il est certes possible que, dans certains domaines, les deux gouvernements élaborent des politiques semblables quant aux objectifs mais distincts quant à la pratique; toutefois, il serait nettement pré-

féritable d'établir un système qui permette la consultation et la coopération. Pour que la dualité culturelle devienne un élément majeur des relations internationales canadiennes, Ottawa et Québec ne doivent pas opter pour des politiques étrangères parallèles, mais pour une pratique internationale convergente et concertée.

B. Questions principales soulevées dans cet essai

Au cours des 25 dernières années, le Canada est passé de l'état de spectateur attentif à celui d'acteur important sur la scène mondiale. Au début, cette évolution rapide a été favorisée beaucoup plus par la transformation de la réalité internationale que par l'action voulue du Canada. Depuis la seconde guerre mondiale, en effet, notre pays n'a pas voulu se dérober à ses nouvelles responsabilités internationales et, dans presque tous les domaines, il a dû instaurer rapidement des mécanismes de coopération internationale.

Mais en établissant des politiques d'ensemble et en créant des institutions capables de répondre à ces pressions internationales, le Canada a-t-il su traduire en même temps les aspirations profondes et les caractères fondamentaux de la société canadienne ? A-t-il su projeter à l'étranger une image conforme et fidèle à sa nature profonde — celle d'un ensemble étatique où coexistent deux grandes communautés ethniques et culturelles unies par un certain vouloir-vivre collectif¹ ?

Enfin, le Canada s'est-il efforcé de respecter les valeurs et les intérêts des « deux majorités » ? A-t-il considéré cette réalité que, faute de meilleur terme, on appelle le biculturalisme, comme un moyen non pas de freiner mais d'enrichir et de développer sa politique internationale ? Plus précisément, le biculturalisme a-t-il été considéré comme un *fondement*, un *objectif important*, une *technique déterminante*, un *processus réel* et un *résultat positif* de la politique étrangère canadienne ?

L'essence du système fédéral canadien, dit-on, repose en définitive sur la réalité humaine des deux communautés ethniques fédérées qui forment le Canada — compte tenu de l'apport positif des autres groupes — et sur leur volonté de s'ouvrir à une perspective internationale. Dès lors, il importe de s'interroger sur les composantes de la dualité culturelle dans l'élaboration, la gestion et l'évolution de la politique étrangère canadienne.

C. Sens et portée de l'étude

Il est certes impossible d'étudier tous les aspects de ce problème, mais il est important d'en dégager le sens et la portée. En fait, qu'entend-on par biculturalisme en politique étrangère canadienne ?

Pendant trop longtemps, la méfiance et même l'indifférence des Canadiens français à l'égard des questions internationales, le peu d'empressement du gouvernement fédéral à se montrer plus respectueux du fait français, sa tendance à utiliser des méthodes de travail typiquement anglo-saxonnes, ont empêché le Canada de donner (à de rares exceptions près) un caractère biculturel à sa politique étrangère.

Depuis quelques années, toutefois, plusieurs facteurs, tels la reconnaissance du principe du pluralisme politique, la volonté du Québec de jouer un rôle international, le développement d'un nouveau sens de « l'unité canadienne » et la montée du mouvement séparatiste québécois, ont poussé le gouvernement central à respecter davantage les aspirations, les valeurs durables et les intérêts des deux plus importantes communautés culturelles qui forment le Canada.

Au niveau international, d'autres phénomènes tout aussi importants, — par exemple, le continentalisme, le développement des organisations internationales et des institutions spécialisées, sans oublier la montée des pays francophones dans le monde —, ont encouragé le Canada à modifier sa politique étrangère pour la rendre plus représentative du fait français, et à tenir compte davantage de la dualité culturelle.

En somme, associé à la notion de politique étrangère canadienne, le biculturalisme prend un sens tout à fait particulier. À l'intérieur du pays, il fait sentir le besoin de trouver un mécanisme et de suggérer quelques mesures pratiques aptes à faciliter la coopération entre anglophones et francophones dans la conception et la gestion de la politique étrangère canadienne. À l'extérieur, il fait apparaître la nécessité de promouvoir l'image d'un pays où l'on s'efforce de respecter à presque tous les niveaux le fait que deux peuples de différentes cultures coexistent et collaborent au sein d'un même ensemble étatique².

D. Constatations initiales

Dès maintenant il est important de mettre en lumière un certain nombre d'idées fondamentales qui guideront à la fois l'optique générale et les principales conclusions de cet essai.

1. L'image du Canada à l'étranger : qui en est responsable ?

Les critiques de plusieurs observateurs à l'endroit de la politique étrangère canadienne ont trop souvent fait abstraction d'un ensemble d'éléments qui ont transformé radicalement cette politique au cours des 15 dernières années. En particulier, ils ont attaché trop d'importance à des facteurs purement politiques. Or, il est évident que, depuis l'apparition des organisations internationales, depuis le développement des média de communication et des moyens de transport, et depuis la multiplication des échanges de capitaux, d'idées et de matériaux, presque toutes les activités humaines et toutes les compé-

tences étatiques font désormais partie intégrante de la politique étrangère d'un pays. Il faut donc regarder du côté des « affaires étrangères » et non plus seulement du côté de la « politique extérieure » proprement dite pour saisir la dimension réelle des activités internationales d'un État. Aujourd'hui, les rapports économiques, financiers, techniques, sociaux et culturels avec l'étranger sont parfois plus importants que les relations essentiellement politiques. Ceux qui ne tiennent pas compte de ces changements accusent souvent le ministère des Affaires extérieures d'être l'unique responsable de l'image « uniculturelle » que le Canada présente le plus souvent à l'étranger. Or la réalité est tout autre. Le ministère des Affaires extérieures n'est plus le seul agent responsable de la mise en oeuvre des rapports du Canada avec l'étranger. On n'a qu'à songer au développement de l'activité internationale des ministères des Finances, de la Défense, de l'Industrie et du commerce, de l'Agriculture, de la Main-d'oeuvre et de l'immigration, de l'Énergie, des mines et des ressources, du Travail, de la Santé nationale et du bien-être social, et des Transports, pour comprendre que, bien souvent, le rôle du ministère des Affaires extérieures ne consiste qu'à coordonner ces politiques.

On se tromperait par conséquent en prétendant que la politique étrangère canadienne refléterait mieux la dualité culturelle simplement si le ministère des Affaires extérieures accordait une plus grande place aux aspirations internationales des Canadiens français. Les affaires étrangères ne relèvent plus seulement du ministère des Affaires extérieures, mais d'un ensemble de ministères dont le rôle international grandit de jour en jour. Presque tous les ministères à Ottawa ont maintenant une division ou une direction des programmes internationaux. De plus, des organismes indépendants et des sociétés de la Couronne élaborent chaque jour des politiques internationales très importantes. À cet égard, l'Agence canadienne de développement international, autrefois désignée comme le Bureau de l'aide extérieure, joue un rôle prépondérant. Il ne faut pas sous-estimer non plus le rôle international de l'Eldorado Mining and Refining Ltd., de la Commission canadienne du blé, de la Banque du Canada, de la Commission mixte internationale, de l'Office du tourisme du gouvernement canadien, de la Compagnie de l'exposition universelle de 1967, et, pour les affaires culturelles, de l'Office national du film, du Conseil des arts, de la Galerie nationale et du Service international de Radio-Canada.

D'ailleurs, avec l'expansion des rapports culturels et commerciaux, éducatifs et techniques, d'autres organismes, tant provinciaux que municipaux, ont été amenés à jouer un rôle important sur la scène mondiale : on pense par exemple à la nouvelle « politique internationale » du Québec, ou encore aux programmes internationaux organisés par des villes comme Montréal et Toronto.

Enfin, ce sont souvent des associations volontaires regroupant des universitaires, des experts, des missionnaires (voir l'appendice IV), des compagnies privées (v.g. Brazilian Traction, Massey-Harris,

MacMillan Bloedel, voir les appendices V à VII) et des responsables de média d'information (journaux, revues, radio, télévision, films, voir l'appendice VIII), qui, par leur action à l'échelle internationale, créent à l'étranger une image fidèle ou déformée de la société canadienne. On peut dire la même chose de tous les Canadiens qui séjournent à l'étranger.

Il faut en conclure que la responsabilité de présenter à l'étranger l'image biculturelle du pays ne relève pas seulement du ministère des Affaires extérieures, mais d'un ensemble d'organismes gouvernementaux et privés.

2. Du régionalisme à l'internationalisme

Seconde constatation : les nouvelles responsabilités du Canada dans les domaines technique (programmes d'aide extérieure) et militaire (les opérations pour le maintien de la paix dans le cadre des Nations Unies) ont considérablement transformé les habitudes de voir et de penser des dirigeants canadiens. Il est vrai que pendant trop longtemps la pratique internationale du Canada était orientée principalement vers des territoires qui forment maintenant le Commonwealth; et vers les États-Unis d'Amérique.

Mais à l'heure actuelle, le Canada est l'une des premières puissances moyennes³ de la société internationale. Il est présent presque partout dans le monde, mais en particulier à des endroits où les grandes puissances ne peuvent pas assurer une paix durable (par exemple, au Yémen, à Chypre, au Cachemire). Il est intervenu dans la solution de crises dans des pays où Ottawa n'avait même pas de représentants diplomatiques. Le Canada n'est peut-être pas membre du « club des grandes puissances », mais sa politique est à l'échelle de la planète. Ceci a eu pour conséquence de le placer en rapport plus étroit avec la communauté francophone mondiale et de favoriser ainsi une plus grande pratique du biculturalisme dans sa politique étrangère.

3. Une politique étrangère fonctionnelle

Ce mouvement vers une plus grande ouverture au monde n'a pas été sans modifier plusieurs aspects de la politique étrangère au Canada. La pratique internationale canadienne est maintenant beaucoup moins axée sur les thèmes traditionnels — priorité des rapports avec la Grande-Bretagne, unité du Commonwealth — et a tendance, d'année en année, à devenir plus fonctionnelle à mesure que les responsabilités du Canada grandissent à l'échelle mondiale.

Cette politique fonctionnelle résulte des activités canadiennes au sein de l'O. N. U. et des institutions spécialisées, du souci du Canada d'agir à titre de médiateur dans la solution de nombreuses crises internationales et de l'assistance économique et financière qu'il accorde sans conditions politiques préalables à de nombreux pays en voie de développement. Cette politique fonctionnelle ne provient pas du caractère biculturel du Canada; mais il ne fait aucun

doute que la dualité culturelle canadienne a servi avantageusement cette nouvelle politique. Ceci a été particulièrement évident lors de la crise du Congo où les militaires canadiens étaient les seuls membres de l'armée onusienne qui pouvaient communiquer avec les dirigeants locaux dans la langue officielle du pays.

4. *Du politique au socio-économique*

L'évolution d'une politique étrangère dominée surtout par des éléments à caractère purement politique à une pratique internationale contrôlée en grande partie par des facteurs socio-économiques demeure toutefois un des phénomènes les plus intéressants des dernières années. Jusqu'à 1939, les affaires étrangères du Canada étaient étroitement liées aux intérêts politiques du Royaume-Uni. Mais depuis cette date, l'influence des États-Unis d'Amérique s'est accrue considérablement.

En somme, si la Grande-Bretagne a beaucoup concouru à déterminer l'avenir du Canada, ceci est également vrai des États-Unis. À l'heure actuelle, l'influence américaine est supérieure à la britannique dans presque tous les domaines de la vie canadienne. L'*American way of life* s'est infiltré graduellement à travers une frontière qui est plus un point de rencontre qu'une ligne de démarcation. Un Canada qui ne maintiendrait pas avec les États-Unis des relations politiques et économiques très étroites se verrait privé de nombreux éléments qui lui permettent actuellement d'avoir un standard de vie très élevé. De nombreux Canadiens s'interrogent toutefois sur les conséquences d'une telle emprise sur la vie interne et les relations internationales de leur pays. Plusieurs ont vu dans le biculturalisme un moyen de résister à cette influence toujours plus grande et d'acquérir une plus grande identité sur la scène internationale. Mais il est impossible de prédire si le biculturalisme peut être une forme de défense efficace pour préserver l'identité de tout le Canada et lui permettre de développer une politique étrangère moins sujette aux influences américaines.

5. *Biculturalisme, fédéralisme et particularisme québécois*

L'évolution récente de la conjoncture politique canadienne a démontré que la dualité culturelle dans la politique étrangère était étroitement liée à trois concepts principaux : le biculturalisme, le fédéralisme canadien et le particularisme québécois. Dans cette perspective, il convient d'abord d'analyser les avantages, les inconvénients et les limites du biculturalisme dans la politique étrangère du pays; ensuite, d'étudier si le système constitutionnel canadien admet la théorie de la double personnalité culturelle à l'échelle internationale; enfin, de déterminer si le Québec peut établir une pratique internationale distincte de celle d'Ottawa. En fait, le Québec peut-il se prétendre le porte-parole de tous les Canadiens français du pays sur la scène mondiale ? Inversement, peut-on admettre qu'Ottawa ne soit pas en mesure de représenter adéquatement les intérêts des

Canadiens français du Québec dans ses rapports internationaux ? S'il n'est pas possible de donner des réponses définitives à toutes ces questions, il est d'ores et déjà assuré que toute démarche tendant à donner une plus grande place à la dualité culturelle dans la politique étrangère canadienne devra tenir compte du fédéralisme, du biculturalisme et du particularisme québécois.

6. *Le sens véritable de « biculturalisme en politique étrangère »*

Toute tentative de définir le biculturalisme par rapport à la politique étrangère canadienne devrait éviter la recherche de solutions simples. Ainsi, il ne faut pas croire que le respect du biculturalisme dans la politique étrangère canadienne implique uniquement :

- un usage plus fréquent du français comme langue de travail par les fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures tant au Canada qu'à l'étranger;
- une augmentation substantielle des relations commerciales, sociales, économiques, culturelles et politiques du Canada avec les pays de la communauté francophone à travers le monde;
- des relations plus étroites avec l'Amérique latine.

Certes, ce sont là des éléments très importants et il faudrait dès maintenant mettre en oeuvre des programmes et des politiques pour atteindre ces buts le plus tôt possible. Mais ce n'est pas seulement en matière de politique étrangère — dans son sens le plus restreint — qu'il faut songer à donner un visage biculturel à l'activité internationale du Canada; il faut aussi, dans tous les rapports avec l'étranger (commerce, immigration, tourisme, santé, travail, culture, etc.), tenir compte davantage de la nature intrinsèque de la société canadienne. Il faudrait en somme mieux équilibrer l'apport de chaque groupe à la création et à la mise en oeuvre des « affaires étrangères » canadiennes à travers le monde.

Toutefois, il faut empêcher que se dessine et se confirme une dangereuse tendance à créer une politique étrangère canadienne « à tiroirs », qui tiendrait compte de la notion de biculturalisme dans un domaine bien précis, comme celui des relations avec le monde francophone, mais qui la négligerait presque totalement dans les autres⁴.

En résumé, quelles sont les propositions essentielles qui se dégagent de ces constatations ?

a. Dans l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique étrangère canadienne, on doit tenir compte non plus seulement des facteurs strictement politiques, mais aussi de l'ensemble des rapports économiques, sociaux, financiers, techniques, culturels avec l'étranger.

b. Des organismes fédéraux, provinciaux et municipaux, et des organismes indépendants, des compagnies et des associations privées partagent avec le ministère des Affaires extérieures la responsabilité de la projection à l'étranger de l'image biculturelle du Canada.

c. Par conséquent, les efforts en vue d'améliorer l'image biculturelle du Canada à l'étranger ne doivent pas relever seulement du ministère des Affaires extérieures. Il faudrait, à toutes fins utiles, créer un bureau central de planification pour veiller à ce que tous les ministères, sociétés de la Couronne, organismes et commissions intéressés adoptent des attitudes favorables à un plus grand respect de la dualité culturelle à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

d. Il faut empêcher que s'établisse une politique étrangère « à tiroirs » qui admettrait le biculturalisme dans certains secteurs et le négligerait totalement dans les autres.

e. Toutes les recherches en vue d'en arriver à une meilleure connaissance et à une plus grande mise en oeuvre de la dualité culturelle dans la politique étrangère canadienne devront nécessairement tenir compte de trois facteurs : le biculturalisme, le fédéralisme et le particularisme québécois.

E. Plan de l'essai

Plutôt que de nous en tenir à une simple description des questions actuelles, nous analyserons le phénomène du biculturalisme dans la politique étrangère canadienne en insistant sur la réalité passée, sur les conditions nouvelles et sur les perspectives d'avenir.

Dans une première partie consacrée à la description des principaux aspects de la réalité passée nous mettrons en lumière l'absence de normes « biculturelles » dans les relations internationales canadiennes. Nous examinerons succinctement les forces de résistance au niveau des événements historiques, des attitudes psychologiques, des institutions politiques et des conditions économiques qui ont freiné considérablement l'avènement du biculturalisme en tant que l'un des principaux fondements de la politique étrangère canadienne.

La deuxième partie, consacrée aux conditions nouvelles, fera ressortir les facteurs d'origine a) québécoise, b) canadienne, et c) internationale, qui ont poussé le gouvernement d'Ottawa à modifier sa politique étrangère de façon à la rendre plus conforme à la dimension biculturelle du pays.

La conclusion mettra en valeur les avantages qui résulteraient d'une accentuation du biculturalisme dans la politique étrangère du pays et fera valoir qu'une telle politique n'entraînera pas un affaiblissement, mais au contraire un affermisement de la présence canadienne à travers le monde.

Les problèmes que doit aujourd'hui résoudre le Canada et les déficiences qu'il lui faut corriger sont l'héritage d'un passé qu'il n'est pas permis d'ignorer. La première partie de cet essai illustrera en quoi, dans le passé, le biculturalisme n'a pas été considéré comme un élément fondamental dans l'élaboration et la gestion de la politique internationale canadienne.

Toutefois, une remarque s'impose. L'ampleur du sujet ne permet pas de décrire en détails tous les aspects de cette question. Néanmoins pour comprendre le sens véritable des problèmes actuels, il faut dresser un tableau général des réalisations et des lacunes dans ce domaine. Est-il nécessaire de rappeler que le but de cet essai n'est pas de jeter le blâme sur telle ou telle personne pour des erreurs du passé, mais de mettre en lumière toutes les données, positives et négatives, du problème afin d'en saisir la dimension exacte et de proposer des correctifs au besoin.

Dans une interview qu'il accordait au journal *Le Devoir* en mai 1965, M. Gérin-Lajoie, alors ministre de l'Éducation du Québec, adressait des commentaires fort peu élogieux à l'endroit des responsables de la conduite des affaires extérieures canadiennes. Il disait notamment : « Le Gouvernement fédéral dans sa politique étrangère s'est montré moins respectueux de la dualité canadienne que dans sa politique intérieure, ce qui n'est pas peu dire⁵ ». Ce jugement sévère résume assez fidèlement les critiques formulées par de nombreux observateurs politiques canadiens-français au sujet du peu d'importance accordée dans le passé au bilinguisme, et plus encore au biculturalisme, dans la création et la mise en oeuvre de la politique étrangère canadienne.

En effet, jusqu'à tout récemment, tout se passait comme si le fait d'affirmer que le Canada est un pays « bilingue » et « biculturel » dispensait les dirigeants fédéraux de traduire dans les faits cette dualité culturelle dont tous reconnaissaient l'importance, mais dont personne ne semblait vouloir assumer l'exécution et les frais. En somme, là comme dans d'autres domaines de la vie politique canadienne, on sentait poindre la dichotomie entre la bonne volonté et les bonnes intentions d'une part, et l'absence de réalisations concrètes d'autre part.

Jusqu'en 1960, en effet, le biculturalisme a peu contribué au développement du pays mais a créé plutôt de nombreux problèmes dans la vie politique canadienne. Ceci découle de l'incapacité des Canadiens à reconnaître des normes idéales susceptibles de traduire en politique intérieure comme en politique extérieure l'apport distinctif des deux peuples fondateurs. On a trop longtemps considéré le bilinguisme comme un embarras plutôt qu'un enrichissement. Il n'est donc pas étonnant que, jusqu'à tout récemment, le biculturalisme n'ait pas été considéré comme un fondement, un objectif important, une technique déterminante, un processus réel et un résultat positif des activités internationales du Canada.

A. Le biculturalisme n'a pas été un fondement de la politique étrangère canadienne

Si l'association des deux peuples fondateurs constitue la pierre d'angle du Canada et un défi permanent à l'unité canadienne, le biculturalisme devrait servir de base réelle et permanente à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la politique interne et internationale canadienne. Mais point n'est besoin de faire de longues recherches pour découvrir que la conception est relativement nouvelle d'un Canada qui favoriserait également et à tous les niveaux l'épanouissement, le respect des droits et des aspirations de chacun des deux groupes majoritaires qui le composent et qui obligerait le gouvernement fédéral à projeter à l'étranger une image biculturelle du pays.

Cela ne signifie pas que la politique étrangère canadienne n'a jamais reflété les attitudes des deux groupes fondateurs. En réalité, Ottawa n'a jamais pris le risque, sauf à l'occasion des deux guerres mondiales, d'adopter une politique extérieure qui aurait divisé profondément les Canadiens d'expression française et d'expression anglaise au point de menacer l'existence même de l'union fédérale⁶. D'ailleurs, à peu près tous les premiers ministres du Canada et leurs secrétaires d'État aux Affaires extérieures ont souvent affirmé que le caractère bilingue et biculturel du pays était l'une des considérations devant guider Ottawa dans la formulation de la politique étrangère. M. Pearson déclarait à la Chambre des communes :

Le Canada a besoin des moyens d'être lui-même. Le Gouvernement du Canada doit avoir les moyens d'agir pour le Canada, tant sur le plan intérieur que sur le plan international, surtout dans ses efforts en vue d'assurer la paix et la sécurité dans le monde. Le Canada a joué et peut continuer de jouer un rôle important et utile dans ce domaine et seulement s'il est fort et uni. Il ne sera pas fort s'il n'est pas uni⁷.

Mais lorsqu'on observe le peu d'efforts déployés entre 1945 et 1965 pour resserrer les liens avec le monde francophone et le peu de place accordé au fait français dans la pratique internationale canadienne — politique, économique, immigration, etc. — on est tenté de se rallier à l'opinion de M. Gérin-Lajoie; tout au moins on est porté à reconnaître que, dans le passé, le biculturalisme fut rarement considéré comme l'un des fondements majeurs de la politique étrangère canadienne.

B. Le biculturalisme n'a pas été un objectif important de la politique étrangère canadienne

Selon plusieurs une politique étrangère respectant le caractère biculturel du pays serait utopique ou, du moins, aurait peu de chances de succès. Ils croient qu'un simple redressement de la situation actuelle est trop aléatoire ou compromettrait la réalisation de plusieurs autres objectifs qui leur semblent prioritaires. Ils envisagent avec beaucoup de scepticisme et d'appréhension une redéfini-

tion des rôles des deux « majorités » qui entraînerait des modifications profondes dans les institutions politiques et les rouages administratifs.

Cette attitude provient en grande partie de la conception du Canada que se font un grand nombre d'anglophones, tant sur le plan culturel que sur le plan politique⁸. Sans doute est-on disposé, dans certains milieux, à reconnaître que la fédération canadienne est issue d'un compromis implicite entre dirigeants anglophones et francophones. On est même disposé à reconnaître la part de l'élément français en général, mais dès qu'il s'agit d'accepter l'existence des deux groupes culturels distincts et égaux et surtout d'exprimer cette distinction dans les institutions et la vie politique canadienne (particulièrement dans la politique étrangère), une partie de l'opinion publique canadienne refuse catégoriquement de considérer cette « réalité évidente » comme un des premiers buts de la pratique internationale du Canada.

À l'autre extrême de l'éventail politique canadien, les partisans de l'indépendance politique du Québec soutiennent que les rapports fondamentaux entre les deux peuples fondateurs du Canada ne peuvent être paritaires et qu'en réalité, en politique extérieure comme en politique intérieure, la majorité anglophone imposera toujours ses vues à la minorité francophone.

Pour un troisième groupe enfin, la question ne se pose même pas. Un député fédéral disait encore récemment : « Je ne vois pas le problème : il n'y a presque pas de Canadiens français dans mon comté. Alors pourquoi imposer le biculturalisme partout au pays et même dans nos affaires extérieures ? »

Néanmoins, depuis plusieurs années, la gravité de la crise canadienne a obligé de nombreux hommes politiques à reconnaître que, pour durer et être fructueuse, l'association des deux peuples fondateurs du pays doit être fondée sur une égalité réelle entre Canadiens français et Canadiens anglais. On semble avoir compris que si le biculturalisme est appelé à devenir un objectif important de la politique étrangère, on doit commencer par le « vivre » intégralement au pays. C'est ce qu'affirmait l'ancien premier ministre du Québec, M. Jean Lesage :

Il fut peut-être un temps, où grâce à certaines concessions plus apparentes que réelles, il était possible de flatter la sentimentalité des Canadiens français et de lui faire oublier ses problèmes fondamentaux. Désormais les Canadiens français exigeront des signes tangibles de leur acceptation comme peuple — et seulement les signes tangibles. Il considérera avec scepticisme toutes les tentatives que l'on fera soit par bonne volonté, soit par diplomatie, de les tromper⁹.

Cependant, les propos de M. Noël Dorion prononcés à Sillery, en 1961, à l'intention de ses compatriotes canadiens-français, méritent d'être retenus. Affirmant que le Canada n'était à la remorque d'aucune autre puissance dans la poursuite de sa politique extérieure,

l'ancien secrétaire d'État déclarait :

De grâce, cessons de considérer Ottawa comme l'ennemi ou même l'étranger. Au moment où le Canada nous convie à jouer un rôle sur le plan international, au moment où de plus en plus s'affirme pour nous une politique de présence, est-ce bien le temps de parler de séparatisme, de semer le découragement chez nos frères des autres provinces, de tenir nos compatriotes de langue anglaise pour des ennemis, de vouloir saboter cette oeuvre faite de près de cent ans d'efforts, de travail persévérant, de constante loyauté que constitue la Confédération canadienne¹⁰ ?

En somme, à condition de connaître à la fois les limites et les avantages de la promotion du biculturalisme dans la conduite des affaires extérieures, cet idéal n'est certainement pas un objectif irréalisable.

Depuis quelques années, des directives ont été émises dans tous les grands secteurs de l'activité fédérale et particulièrement aux ministères du Commerce et des Affaires extérieures afin de projeter à l'étranger l'image d'un Canada biculturel. Aux Affaires extérieures, plus d'un haut fonctionnaire interrogé a déclaré qu'il n'est pas facile de répartir les voix françaises du ministère à travers les quelque 60 postes à l'étranger afin de rappeler partout la dualité culturelle canadienne.

Malgré tout, il faudra bientôt s'interroger sur le fait suivant : comment les Canadiens peuvent-ils constamment offrir leur médiation au Cachemire, en Indochine, dans la péninsule de Gaza, au Congo, à Chypre, en invoquant leur habileté à résoudre les conflits entre communautés linguistiques et culturelles, s'ils ne peuvent même pas, au sein de leur propre pays, mettre en oeuvre un ensemble de mesures reflétant leur adhésion à des solutions pluralistes et équitables aux problèmes de coopération interethnique?

En définitive, on peut supposer que le biculturalisme ne deviendra un objectif important de la politique étrangère canadienne que dans la mesure où il y aura une forte tendance à mieux harmoniser les relations ethniques à l'intérieur du pays.

C. Le biculturalisme n'a pas été une technique déterminante de la politique étrangère canadienne

On considère généralement que la portée et la valeur de la politique étrangère d'un État s'évaluent en fonction de sa puissance économique et militaire, de son infrastructure humaine, politique, culturelle, scientifique et sociale. Normalement, elle doit être conçue à partir des intérêts majeurs du pays et doit également répondre aux aspirations fondamentales de sa population. Dans le régime canadien, à la fois dualiste sur le plan culturel, et de type fédéral sur le plan institutionnel, il semble plausible de croire que la politique étrangère aurait dû être formulée à la suite d'une évaluation globale des principales attitudes, des aspirations majeures des deux peuples

reconnus dans l'histoire et le droit constitutionnel du Canada comme étant les principaux artisans de la réalité canadienne.

Mais, il faut le reconnaître, le biculturalisme a rarement été considéré comme un facteur déterminant dans l'élaboration et la mise en oeuvre d'une politique étrangère distincte, originale et indépendante pour le Canada. Cela ne va pas sans certaines difficultés, comme le soulignait récemment Gerald Clark :

Until now, the capsule definition of democracy has been « rule by the majority » as though this in itself automatically eliminates danger of abuse and protects the minority. But since more and more French Canadians think of *themselves* as a majority — at least within Quebec — the heart of the question is whether a democracy can be made up of two majorities. Many thoughtful French Canadians think it can — and must. This concept, of course, requires sophisticated rethinking on the part of English Canadians, for it runs into conflict with English Canada's fundamental ideas about federalism¹¹.

Il est vrai, comme le fait remarquer F. H. Soward, que pendant très longtemps les Canadiens français étaient isolationnistes :

The French Canadian [was] overwhelmingly isolationist in sentiment. Unmoved by any appeal of sentiment from either Britain or France, largely unaffected by the economic considerations that affect the English-speaking Canadian, uninterested in crusades for world order, the only external development which may deeply influence him is a threat to the position of his Church¹².

Toutefois, avoir fait la sourde oreille pendant si longtemps à certaines des aspirations internationales du Canada français — multiplication des liens avec l'Amérique latine, nomination d'un ambassadeur au Vatican, développement des relations avec la France et le monde francophone —, sous prétexte que la majorité anglophone du pays n'en voulait point, ou que ces mesures risquaient de diviser profondément l'opinion canadienne, constitue un excellent exemple de ce que plusieurs observateurs politiques canadiens ont appelé « la politique de l'autruche », comme l'a signalé James Eayrs : « None of these distinctively French Canadian responses was likely to divide public opinion seriously or to weaken Canada's ability to influence world affairs¹³. »

En d'autres termes, le problème pourrait se poser ainsi : un État doit-il toujours obtenir l'approbation de la majorité de ses citoyens avant d'entreprendre une activité internationale ? Il semble que non, car, à ce compte-là, bien peu de programmes internationaux d'importance majeure verraient le jour sur la scène internationale.

D'ailleurs, il faut détruire l'idée que les aspirations du Canadien français et du Canadien anglais sont nécessairement contradictoires à l'échelle internationale. Qui peut prétendre sérieusement que les mesures propres à répondre aux aspirations internationales du Canada français sont de nature à nuire aux intérêts primordiaux du Canada tout entier sur la scène internationale¹⁴ ?

La conclusion d'un accord-cadre entre la France et le Canada, le 17 novembre 1965, est un excellent exemple des avantages que peut procurer le biculturalisme comme technique déterminante de la politique étrangère canadienne. Il faudrait en réalité que les caractéristiques propres aux deux communautés ethniques du pays influencent l'évolution des relations extérieures du Canada.

D. Le biculturalisme n'a pas été un processus réel de la politique étrangère canadienne

Les normes idéales sont importantes certes, mais c'est dans la pratique que le problème du biculturalisme revêt une importance particulière. En fait, ce n'est qu'au cours des années 60 que l'on a songé à faire de profondes réformes destinées à rendre la politique internationale du Canada plus fidèle et plus conforme à la réalité biculturelle du pays. Deux exemples particulièrement éloquentes viennent étayer cette affirmation. En 1961, une étude réalisée par un service de l'O. N. U. sur l'utilisation des langues à l'Assemblée générale, dans les grandes commissions et au sein d'innombrables services, révélait que le Canada était considéré par le Secrétaire général et par tous les services techniques de l'O. N. U. comme « un pays de langue anglaise utilisant épisodiquement la langue française¹⁵ ». C'est dire qu'en pratique, le Canada se classait parmi les 45 pays (sur 103 que comptait alors l'Organisation) qui utilisaient uniquement ou habituellement l'anglais dans leurs affaires courantes.

On devine tout de suite qu'une pratique internationale correspondant aux caractères essentiels de la population supposerait que les représentants et les diverses délégations du Canada recourent aussi bien au français qu'à l'anglais. Mais, jusqu'en 1965, il n'en fut rien. Les documents officiels, les rapports de toute sorte, les notes de travail, etc., étaient rédigés presque exclusivement en anglais. De plus, Ottawa communiquait et communique presque toujours en anglais avec les organisations internationales, même avec l'Union postale universelle, dont la seule langue officielle est le français. Mais pour peu qu'on s'arrête, on constate que les Canadiens d'expression anglaise ne sont pas les seuls responsables de cet état de chose. Trop de représentants canadiens-français à l'étranger s'exprimaient uniquement en anglais dans les réunions où les deux langues du pays sont pourtant officielles. Cela tient à ce que les discours importants sont toujours rédigés à Ottawa (en anglais seulement), et ne parviennent aux représentants diplomatiques canadiens qu'à la toute dernière minute. D'autre part, les représentants permanents du Canada à l'Organisation du traité de l'Atlantique du Nord (O. T. A. N.) s'expriment presque exclusivement en anglais dans les réunions hebdomadaires du Conseil bien que le français et l'anglais soient les langues officielles de cet organisme.

D'autre part, jusqu'en 1965, plus des deux tiers des agents du ministère des Affaires extérieures ne savaient pas le français, alors

que l'on exigeait des Canadiens français qu'ils soient bilingues; il est facile de comprendre pourquoi l'image biculturelle du Canada à l'étranger fut très souvent sacrifiée au nom de l'efficacité.

E. Le biculturalisme n'a pas été considéré comme une source d'avantages

Le journaliste français Claude Julien écrivait :

Un pays ne se définit pas uniquement par la physionomie qu'il se donne à l'intérieur de ses propres frontières. Aux yeux de l'étranger comme à ses propres yeux, il existe aussi par l'image qu'il donne de lui-même au monde extérieur, par sa manière d'affirmer sa personnalité sur la scène internationale¹⁶.

De ce point de vue, peut-on prétendre que le Canada s'est donné une personnalité internationale qui correspondait à sa véritable nature ? Si l'on admet que chacun des deux groupes majoritaires peut apporter une contribution distincte et positive en politique intérieure et en politique internationale, alors la mise en oeuvre du biculturalisme dans ce domaine devrait être considérée non pas comme une mesure qui freinerait l'activité internationale, mais au contraire comme un moyen propre à enrichir la pratique internationale canadienne.

On a dit souvent que le Canada était un « continuel emprunteur ». D'une part, ses institutions politiques lui viennent en grande partie de la Grande-Bretagne, d'autre part, son style de vie se rapproche beaucoup du modèle américain. Le biculturalisme n'offre-t-il pas précisément au Canada une chance unique d'acquérir une identité propre, un style original ? On peut même supposer qu'une telle pratique aiderait d'autres États fédéraux et multiethniques à mettre en oeuvre une politique étrangère à la fois efficace et respectueuse des aspirations des peuples qui les composent. D'ailleurs, le Canada en retirerait des avantages concrets. Comme le soulignait récemment le secrétaire d'État aux Affaires extérieures :

Il est à prévoir qu'une telle expansion contribuera à la longue à renforcer la position de notre pays dans le monde en ouvrant de nouvelles voies à notre influence et éventuellement à notre commerce¹⁷.

F. Conclusion

Trop souvent dans le passé on a prétendu que les aspirations internationales des Canadiens français étaient purement émotionnelles ou sentimentales alors que celles du Canada anglais reposaient sur des intérêts réels. Or c'est un fait que la « réalisation » de certains sentiments dépend en grande partie de la volonté des hommes. L'histoire du Canada démontre avec éloquence que les hommes qui ont dirigé sa destinée ont conçu sa politique internationale à partir des aspirations qui s'alliaient mieux aux sentiments de la population anglophone qu'à ceux de la population francophone du pays. Si à un moment

donné de l'histoire canadienne une telle attitude a pu être défendable — quoique plusieurs prétendent le contraire — il est évident qu'aujourd'hui, en raison de l'intérêt croissant des Canadiens français pour les affaires internationales, elle ne pourrait qu'engendrer des conséquences néfastes pour tout le pays. Désormais, la politique étrangère du Canada doit allier à la force créatrice et imaginative une volonté d'agir et de réaliser certains objectifs nationaux.

Ce n'est pas en répétant que le biculturalisme est une utopie qu'on créera une politique internationale vraiment représentative de l'ensemble de la population canadienne. Mais il faut que les responsables de cette politique soient convaincus de la nécessité du biculturalisme, car, ici comme ailleurs, on ne fait pas spontanément ce que l'on ne croit pas être nécessaire et profitable.

En dépit des innombrables discours et projets sur la dualité culturelle, il est juste d'affirmer que jusqu'à tout récemment on ne considèrait pas cette dualité comme une composante majeure de la politique étrangère canadienne. Il faut recourir à l'histoire pour expliquer qu'un facteur aussi important de la vie et de la réalité politiques canadiennes ait été tant négligé dans la pratique internationale canadienne. Il est surtout important d'évoquer certains facteurs politiques, sociaux, culturels, religieux et économiques qui, depuis plus d'un demi-siècle, ont influé sur les rapports interethniques au Canada et, par le fait même, les relations internationales du pays.

On verra comment certains événements ont amené Canadiens français et Canadiens anglais à définir leurs conceptions respectives du Canada et de ses responsabilités à l'échelle internationale. En fait, dans le passé il n'y eut jamais d'unité de vues à cet égard.

D'événements en événements, de périodes en périodes, on retrouve la continuité d'une conception française et d'une conception anglaise du Canada. Pour autant le gouvernement du pays n'a été possible que grâce à la recherche d'un compromis toujours insatisfaisant entre les deux¹⁸.

Envisagée sous l'angle de la dualité culturelle, l'évolution des relations internationales canadiennes peut être divisée en quatre grandes périodes : A. de 1900 à 1931; B. de 1931 à 1939; C. de 1939 à 1945; et D. de 1945 à 1965.

A. De 1900 à 1931 : une idée imprécise et incomprise

Comme la souveraineté internationale du Canada ne fut reconnue que par le Statut de Westminster, qui entérinait les recommandations du rapport Balfour de 1926, on peut dire que jusqu'en 1931 le Canada n'a pas eu de politique étrangère au sens véritable du terme¹⁹. En réalité, pendant les années qui ont précédé la première guerre mondiale, le Canada a peu participé à la vie diplomatique internationale.

Éloigné des pôles d'attraction de l'activité mondiale, il bénéficiait cependant du prestige de son association avec la Grande-Bretagne.

Le fait que le pays avait été dirigé à la fin du XIX^e siècle par un Canadien français, Sir Wilfrid Laurier, qui jouissait de la confiance et du respect général de tous les Canadiens, laissait augurer un consensus entre les deux peuples qui avaient jusque-là contribué à édifier le pays. Cependant, trois crises importantes : la guerre du Transvaal, le projet de construction d'une marine canadienne et la crise de la conscription à l'occasion de la première guerre mondiale, eurent des répercussions importantes dans ce qui n'était alors qu'un embryon de politique étrangère proprement canadienne. Loin de favoriser l'unité, l'entrée du Canada sur la scène internationale divisa et durcit profondément les attitudes et les comportements politiques des deux principaux groupes ethniques au Canada²⁰.

1. La guerre du Transvaal (1899)

L'attachement à la Grande-Bretagne d'une grande partie du peuple canadien se manifesta par la décision de Laurier d'envoyer un corps expéditionnaire de 6 000 hommes en Afrique du Sud pour combattre aux côtés des soldats de l'Empire Britannique contre les Boers. Les Canadiens français pour leur part ne voyaient pour le Canada aucune raison de participer à un conflit qui ne les concernait nullement. Henri Bourassa, en particulier, exposa les principes et les postulats d'une nécessaire autonomie du Canada dans sa vie nationale et internationale :

Il s'agit de savoir si le Canada est prêt à renoncer à ses prérogatives de colonie constitutionnelle et à sa liberté parlementaire, au pacte conclu avec la métropole après soixante-quinze ans de lutte — et à retourner à l'état primitif de colonie de la Couronne.

Il s'agit de décider si le peuple canadien sera appelé à prendre part à toutes les guerres de l'Empire sans que les portes du cabinet et du parlement impériaux lui soient ouvertes, sans même que ses représentants et son gouvernement soient consultés sur l'opportunité de ces luttes sanglantes²¹.

Une telle autonomie exigeait d'abord que le Canada relâchât les liens trop étroits qui le retenaient à la Grande-Bretagne. Ce fut là le principal message de Bourassa.

La décision du gouvernement canadien est à l'origine du sentiment anti-impérialiste chez les Canadiens français, sentiment qui trouverait à s'exprimer à plusieurs reprises au cours du demi-siècle.

Cette décision coagula une association d'idées, qui jamais plus ne pourrait être extirpée de la conscience canadienne-française, à savoir que lorsqu'on mobilise l'armée au Canada, c'est pour le service de l'Angleterre. Elle accrédita un axiome qui allait devenir la grande obsession politique des Canadiens français; lorsque l'Angleterre est en guerre, le Canada est automatiquement en guerre²².

2. *Le projet d'une marine canadienne (1910)*

On attribue en grande partie au sentiment résolument autonomiste « canadien » l'opposition de la majorité des Canadiens français en 1910 au projet de construction d'une marine de guerre destinée, en cas de conflit, à être mise à la disposition de l'Angleterre. À leurs yeux, une telle décision constituait un nouvel acte de vassalité à l'égard de l'Angleterre, et entraînerait automatiquement l'entrée en guerre du Canada dès que Londres se croirait en danger. Le renversement de ce projet par une majorité de sénateurs qui accordait une plus grande confiance à une marine britannique plutôt qu'à une marine typiquement canadienne ne contribua pas à favoriser un rapprochement entre Canadiens français et Canadiens anglais en matière de politique étrangère.

3. *La crise de la conscription (1917-1918)*

Mais la rupture la plus dramatique entre anglophones et franco-phones au cours des 30 premières années du siècle fut provoquée par les répercussions au Canada du premier conflit mondial. La crise éclata surtout en 1917 et 1918, lorsque le Canada eut à opter pour le recrutement volontaire ou obligatoire de ses citoyens dans l'armée du pays. Cet événement représente « la plus pénible étape de la croissance canadienne ».

Il n'est pas possible ici d'analyser tous les aspects de cette crise extrêmement importante dans l'histoire des relations inter-ethniques au Canada²³. La chronique de ces deux années est celle d'un crescendo de controverses, d'ambiguïtés et d'incompréhensions qui, finalement, éclatèrent en révoltes ouvertes au printemps de 1918. Une commentatrice canadienne-anglaise de la politique étrangère du Canada a pu dire de cette période :

The political estrangement of the races [...] grew so complete during the war that it was inconceivable to the English-speaking Canadians who monopolized the Government that French Canada might have any views on external policy worth heeding in the slightest degree. During World War I Canadian Government was not a process of compromise; it was an English-speaking Government with the French minority half driven, half hiding in political exile²⁴.

Alors que dans l'histoire de la plupart des États les conflits internationaux ont favorisé l'unité du pays, c'est le contraire qui s'est produit au Canada. Mais il serait juste de faire remarquer que le sol canadien n'a jamais été directement menacé, ni même attaqué. Ainsi,

la première fois que le Canada est amené à remplir un rôle international d'envergure, il apparaît aux Canadiens français moins un devoir de solidarité humaine au service de la paix que l'accomplissement d'une fatalité impériale [...] Cette crise de la conscription 1917 rendue plus grave par mille gaucheries d'un gouvernement spécialement maladroit²⁵ allait empêcher la jonction des deux nationalismes canadiens pendant encore une génération²⁶.

Au lendemain de la première guerre mondiale, à la suite de la signature des traités de paix et de l'entrée du Canada dans la Société des nations (1918), à la suite de la crise de Chanak (1921) et de la signature du traité du flétan (1923), le Canada commence à acquérir une personnalité propre sur la scène internationale et à évoluer vers le statut de nation autonome²⁷. Aux élections de 1925, Mackenzie King déclare : « Just as we have gained self-government in domestic affairs, so in foreign affairs [...] we contend that they should be managed by our own people²⁸ ».

On croirait entendre parler Bourassa. Bien que le droit de créer une mission canadienne ait été reconnu dès 1920, Vincent Massey ne présentait officiellement ses lettres de créance au président des États-Unis qu'en février 1927. La première légation du Canada en Europe était établie à Paris en 1928 et à la fin de cette décennie le Canada obtenait graduellement à l'étranger la reconnaissance internationale. Mais la plénitude internationale ne fut acquise officiellement que par la promulgation du statut de Westminster en 1931 qui fit du Canada un dominion. De la sorte, « les relations canado-impériales dans le cadre plus souple et plus pragmatique du Commonwealth allaient de moins en moins constituer un objet de dissension entre Canadiens des deux langues²⁹ ».

Bref, on peut conclure qu'à l'époque le biculturalisme ne pouvait pas être l'une des composantes majeures de la pratique internationale canadienne, et ceci pour trois raisons : la politique étrangère canadienne était formulée à Londres et non à Ottawa; nombre de Canadiens anglais se reconnaissaient l'obligation morale de soutenir la cause britannique avec plus de vigueur que les Anglais eux-mêmes; la majorité des Canadiens français réagissaient devant les événements internationaux à peu près de la même façon que les isolationnistes les plus fervents des États-Unis.

« Un *modus vivendi* sans cordialité », selon l'expression fort juste d'un observateur français avisé, André Siegfried, voilà en quels termes on peut résumer l'histoire des relations politiques entre les Canadiens anglais et les Canadiens français durant les 30 premières années du XX^e siècle.

B. De 1931 à 1939 : une cause d'hésitation et de repli

Au lendemain du statut de Westminster, le Canada entreprit peu d'initiatives internationales très importantes. Les questions politiques internes (renversement du régime libéral de Mackenzie King, venue au pouvoir du gouvernement conservateur de Bennett de 1930 à 1935) et les problèmes économiques engendrés par la crise de 1929 (dont les conséquences se firent sentir jusqu'en 1937) préoccupèrent d'abord les dirigeants canadiens. De plus, les hommes d'État et les diplomates semblaient déterminés à ce qu'aucune initiative canadienne sur le plan international ne vienne à nouveau mettre en danger l'unité du pays ou diviser encore les deux groupes ethniques³⁰.

Escott Reid résume ainsi les principaux objectifs de la politique étrangère canadienne au cours des années 30 :

1. Le principe directeur de la politique étrangère du Canada doit être le maintien du Canada comme nation;
2. La politique étrangère du Canada se ramène dans l'ensemble non pas aux relations du Canada avec la Société des nations, mais aux relations du Canada avec le Royaume-Uni et les États-Unis;
3. Le Canada doit en règle générale se mettre à l'écart, à Genève ou ailleurs, quand se discutent des problèmes européens ou asiatiques;
4. Le Canada n'est pas obligé de participer aux sanctions militaires de la S. D. N. ou à la défense d'une partie quelconque du Commonwealth;
5. Le Canada n'est pas obligé de participer aux sanctions économiques de la S. D. N.;
6. Avant de décider de participer aux sanctions militaires ou économiques ou à la guerre, le gouvernement devra obtenir l'assentiment du Parlement ou de la population du Canada;
7. Le Canada consent à concourir aux enquêtes internationales au sujet des griefs économiques internationaux³¹.

Néanmoins, au cours de l'entre-deux-guerres, en même temps qu'ils subissaient de plus en plus l'influence des États-Unis (incidences de la crise économique, extension de la doctrine Monroe au Canada³²), les Canadiens allaient être entraînés, souvent malgré eux, dans les crises qui furent à l'origine de la seconde guerre mondiale.

L'attitude de la plupart des Canadiens français à l'égard des affaires internationales reflétait leurs convictions religieuses et leur volonté de rester à l'écart des problèmes étrangers :

La raison essentielle de cette attitude, c'est qu'à l'encontre de l'Anglo-canadien qui a une mère-patrie en Europe, le Québécois, séparé de la France depuis un siècle et demi, est devenu un continental, un autochtone, comme l'Américain lui-même : rien ne l'intéresse nationalement en dehors de ses frontières. Enfin, autre attitude nord-américaine, il éprouve une certaine impatience devant ces nations d'Europe qui se ruinent en rivalité et en armements lorsque lui, sans forteresse et sans armée, a su garder une paix séculaire avec son voisin³³.

Contrairement à son compatriote anglophone, le Canadien français n'a jamais eu une très grande confiance en la Société des nations. En 1936, à l'époque de la guerre d'Éthiopie et des sanctions contre l'Italie, presque toute la presse canadienne-française s'opposa résolument à ce que le Canada appuyât ces mesures économiques. Un historien canadien décrivit ainsi l'attitude de ses compatriotes :

Canada did of course vote for sanctions, but if the Province of Quebec had had to make the decision alone, she certainly would not have adopted the line of conduct which was actually followed. With practical unanimity our French-Canadian press refused to dissimulate sympathy with Italy by reason of sanctions³⁴.

Au cours de la guerre civile espagnole, les Canadiens français furent en général sympathiques aux armées du général Franco³⁵. Ainsi,

toute initiative du gouvernement canadien qui eût favorisé les républicains espagnols contre Franco ou qui eût semblé impliquer un rapprochement avec l'Union soviétique, aurait suscité une forte opposition au Canada français. Mais, d'un autre côté, tout désaccord manifeste avec l'Angleterre aurait soulevé une réprobation analogue au Canada anglais. Par conséquent, le gouvernement canadien, afin de ne pas mettre en cause le fragile équilibre de l'unité nationale, adopta une politique de spectateur devant les affaires européennes. « A purely European problem can best be settled by Europeans. If they cannot settle it, we cannot³⁶ », affirmait un député libéral.

Pour contrecarrer une certaine sympathie qu'éprouvait une partie de l'opinion canadienne envers le fascisme et le nazisme, on assista alors à des tentatives de rapprochement entre Canadiens anglais et Canadiens français³⁷. Bien plus, un désir d'indépendance accrue vis-à-vis de la Grande-Bretagne commençait déjà à se manifester chez les jeunes Canadiens des deux langues. Un jeune anglophone pouvait ainsi écrire dans l'*Action Nationale*, en 1938 :

Mes amis de l'Université de Montréal qui ont participé au récent congrès de Winnipeg — congrès national des étudiants canadiens — constatèrent avec étonnement que l'immense majorité des jeunes gens présents à cette réunion n'étaient pas plus impérialistes qu'eux. Un puissant désir d'unité et d'indépendance pour le Canada : voilà ce qui a paru particulièrement à l'occasion d'un débat sur la politique étrangère canadienne. Un journaliste de Winnipeg, M. MacKay, écrivit ce commentaire dans le *Toronto Saturday Night* : « Une attitude significative s'est cristallisée dans les vœux du congrès — le sentiment fortement nationaliste de toute l'assemblée, sans distinction de race, de croyance, de province, en fait de politique étrangère ».

Ce sentiment s'est exprimé avec vigueur et clarté dans les rapports des deux commissions de politique extérieure et dans la résolution suivante : « Le congrès se déclare favorable à une politique étrangère indépendante de la Grande-Bretagne », qui fut adoptée presque à l'unanimité (23 dissidences pour 300 délégués environ). Dans les rapports des comités, on pouvait lire des phrases comme celles-ci : « que le Canada s'assure de son autonomie complète, par un amendement constitutionnel s'il le faut... Absence totale d'une aide active à la politique impériale anglaise³⁸... »

Mais les tentatives de rapprochement entre des Canadiens de deux langues furent de courte durée. Ce phénomène n'a malheureusement pas encore été étudié en profondeur; peut-être y a-t-on mis fin parce qu'on croyait qu'elles avaient été sans conséquences immédiates. Toutefois l'influence du D^r Bethunes — qui sut grouper autour de lui des dizaines de Canadiens français et de Canadiens anglais pour lutter au Canada et à l'étranger contre l'idéologie fasciste — eut une portée considérable et en exerce encore une aujourd'hui, même au delà des frontières du pays.

Le dialogue engagé entre un petit groupe d'intellectuels anglophones et francophones au cours des années qui précédèrent le second conflit mondial n'apporta pas de résultats concrets. Il jeta cependant les fondements d'un rapprochement entre Canadiens anglais et Canadiens français que ces mêmes hommes (Laurendeau, Scott, Morrison et plusieurs autres) rechercheraient encore 30 ans plus tard, mais à l'échelon de tout le pays cette fois.

L'évolution rapide de la situation politique en Europe, liée à la montée de l'Allemagne hitlérienne et à la faiblesse de la France et de la Grande-Bretagne, sema l'inquiétude au pays. Mackenzie King résuma l'opinion générale des Canadiens des deux langues lorsqu'il déclara au Parlement en mars 1939 :

Bien des gens tiennent pour un cauchemar et une pure folie l'idée que notre pays devrait, tous les vingt ans, automatiquement et tout naturellement, participer à une guerre outre-mer pour la défense de la démocratie ou pour assurer la souveraineté d'autres petites nations, ou qu'un pays dont toutes les énergies doivent être employées à sa propre administration devrait être tenu de sauver, à certaines époques fixes, un continent qui ne peut se tirer d'affaire lui-même et cela au prix de la vie de ses propres habitants, en s'exposant à la faillite et à la désunion politique³⁹.

Le premier ministre canadien savait qu'un conflit auquel participerait la Grande-Bretagne aurait des répercussions profondes au Canada et risquerait à nouveau de diviser les anglophones et les francophones.

Pas plus qu'en 1914, les Canadiens français ne semblaient alors intéressés à combattre dans un éventuel conflit européen. L'*Action catholique* du 2 septembre 1939 explique toutefois l'attitude générale des Canadiens français face à la situation internationale :

1. Avant tout, dans la mesure du possible, nous voulons encore le maintien de la paix, même au prix de grands sacrifices.

2. En principe, nous refusons d'admettre la doctrine voulant que le Canada soit en guerre du seul fait que l'Angleterre s'y trouve et, en pratique, nous nous opposons fortement à toute participation militaire résultant de ce seul fait.

3. Cependant, si une situation de faits extraordinaires tentait de s'établir dans le monde, qui mit réellement en péril l'un ou l'autre des grands intérêts de l'humanité, surtout les intérêts chrétiens, le peuple canadien déciderait alors s'il y a lieu de s'associer à d'autres nations pour conjurer efficacement ce grave péril.

4. Même en ce cas notre participation, en hommes, devrait rester volontaire et notre participation, en nature, ne devrait en aucune façon dépasser les limites rigoureusement fixées par nos ressources. Ces principes devraient convenir à tous les Canadiens de quelque origine qu'ils soient, parce qu'ils découlent du canadianisme le plus pur, tout en tenant compte de notre affection pour le peuple pacifique et de nos préoccupations de bien commun mondial⁴⁰.

Quelques jours plus tard, le Parlement votait l'entrée en guerre du Canada. De nouveau une crise internationale allait susciter une crise nationale au Canada.

C. De 1939 à 1945 : un obstacle et une cause de division

De nombreux historiens et commentateurs politiques ont étudié l'évolution des rapports interethniques au Canada au cours de la deuxième guerre mondiale, en particulier les crises de la conscription, en 1942 et en 1944⁴¹. Il suffit de rappeler que cette époque, tout comme celle de 1917 et 1918, représente l'un des moments de l'histoire canadienne où les divisions entre les groupes ethniques et linguistiques furent le plus accentuées. K. C. Wheare souligne⁴² que les difficultés du Canada, face au problème de la conscription, ne provenaient pas d'une quelconque incapacité juridique du gouvernement fédéral à appeler les citoyens sous les drapeaux mais d'une profonde division de l'opinion publique qui n'avait rien à voir avec la forme de gouvernement du pays. La Commission royale sur les relations fédérales-provinciales a fort bien expliqué dans son rapport les causes de cette division :

Les Canadiens de langue française étaient établis au pays depuis des siècles. Ils étaient les plus anciens Canadiens de souche européenne et, à ce titre, beaucoup plus fermement attachés à l'Amérique du Nord que leurs concitoyens de langue anglaise. Leurs liens politiques avec la France s'étaient rompus cent cinquante ans auparavant; ils n'avaient jamais ressenti beaucoup d'affection pour la France républicaine et ses tendances anticléricales. D'autre part, leur loyauté incontestée envers la Grande-Bretagne était moins instinctive que raisonnée. Il n'y entraînait rien de cette force émotive, essentielle à l'acceptation de grands sacrifices en vue d'une guerre qui se déroulait dans la lointaine Europe. Tandis que le reste de la population demeurait profondément attaché à la Grande-Bretagne par des liens de parenté ou par le souvenir, de même que par la tradition loyaliste et impérialiste, l'expérience et les souvenirs des Canadiens de langue française se rattachaient uniquement à la terre d'Amérique. Par conséquent, il était à prévoir que l'attitude des Canadiens de langue française, à l'égard d'un conflit prolongé en Europe, différerait de celle qu'avait adoptée le reste du pays⁴².

Bien que le conflit européen ne menaçât pas le territoire canadien, le pays fut directement touché par les événements d'Europe. En effet, la grande majorité des Canadiens anglais qui étaient demeurés très attachés à la mère-patrie ne pouvaient se désintéresser du sort de l'Angleterre. Leur devoir les obligeait à appuyer la Grande-Bretagne. De leur côté, la plupart des Canadiens français s'opposaient à l'entrée du Canada dans une guerre européenne et ne voulaient pas sacrifier leur vie pour sauver l'honneur des étrangers. On n'oublie pas, bien sûr, le dilemme devant lequel étaient placés des gens comme

Godbout et Lapointe, qui furent péniblement déchirés entre la sympathie qu'ils éprouvaient à l'égard de leurs compatriotes qui n'acceptaient pas l'idée de la conscription et la crainte que le Québec s'isole du reste du Canada, s'il adoptait une attitude trop radicale⁴³.

Les Canadiens français ne pouvaient oublier « l'affront » de 1917. Par contre, le gouvernement central ne pouvait pas non plus ignorer les pressions des Canadiens anglais qui croyaient défendre leur propre patrie en défendant l'Angleterre. Les positions se durcirent. Mais comme l'a fait remarquer M. Frank Scott, ce fut le sentiment impérialiste qui l'emporta :

La force de l'attitude impérialiste ne réside pas dans des apparences superficielles, mais dans son mécanisme sous-jacent. Son pouvoir réel se fonde en partie sur son appel instinctif à la loyauté immémoriale du groupe anglais du Canada, en partie sur le fait que cet impérialisme domine presque tous les postes du gouvernement, dans l'industrie, la finance, l'armée, l'Église et la presse, qui lui permettent d'obtenir la cristallisation de l'opinion et de formuler la politique à suivre, lorsqu'une décision s'impose; pour une part aussi sur cet ensemble complexe de relations — liens constitutionnels, incertitude touchant le droit de neutralité, coopération due à des accords défensifs, adaptation de l'industrie canadienne aux exigences des armements anglais, appât de profits immédiats et considérables si le Canada accorde un appui chaleureux, en cas de guerre, à l'Angleterre et devient l'arsenal de l'Empire — ensemble qui comporte implicitement la politique impérialiste tout entière, et auquel le Canada peut difficilement échapper au moment d'une crise⁴⁴.

Contrairement à ce que crurent bon nombre de Canadiens anglais, la question des relations du Canada avec le régime de Vichy laissa la grande partie de la population canadienne-française passablement indifférente, sauf les journaux et « l'élite » qui s'y intéressèrent vivement. Les journaux appuyèrent d'abord le régime du maréchal Pétain. Mais à mesure que Vichy passait sous l'emprise nazie et que l'Angleterre se rétablissait lentement du désastre de Dieppe, la presse canadienne-française reconnut que le statut de la France reposait sur le mouvement gaulliste.

Mackenzie King favorisa cette évolution des sympathies canadiennes-françaises à l'égard de Pétain en refusant de rompre les relations diplomatiques avec Vichy, malgré les fortes pressions exercées par les milieux canadiens-anglais. Le message de félicitations que Pétain envoya aux armées allemandes pour avoir résisté aux assauts des Alliés et pour avoir infligé de lourdes pertes aux armées canadiennes exerça une influence certaine sur l'opinion; « Nothing could have been more popular than severance and it was only because Mr. Churchill insisted on the value of Mr. Dupuy's contacts that diplomatic relations were preserved until November 1942⁴⁵ ». Mais, selon l'*Action catholique* du 7 octobre 1941, une rupture prématurée aurait pu compromettre sérieusement l'unité nationale.

En réalité, comme en font foi les réactions diverses de la presse canadienne-française à la nouvelle du procès et de la condamnation à mort du maréchal Pétain, cette question de politique étrangère divisa la population du pays.

Le biculturalisme (conçu comme le besoin de mettre au point certaines formules de coopération interethnique dans la politique étrangère) apparut au cours du second conflit mondial comme un véritable défi, sinon comme un obstacle réel à la mise en oeuvre d'une pratique internationale qui aurait pu concilier les aspirations et les intérêts des deux groupes ethniques au pays. À la suite du déclenchement des hostilités, l'unité canadienne fut fortement compromise. John Brebner put affirmer :

... it involved the difficult task of persuading the English-speaking majority to exercise their imagination and their tolerance instead of their prejudices in thought, word and action where French Canada was concerned. No one on either side expected miracles, but the thoughtful knew that every minute gain in conscious collaboration was worth far more than years of lip service toward making Canada more of a nation⁴⁶.

Il est certain que lorsqu'il s'agit de questions aussi importantes que la guerre et la paix, une démocratie peut difficilement procéder autrement que par la majorité simple. Il n'y a à peu près aucun moyen pratique d'accorder à une minorité ethnique un droit de veto, c'est-à-dire le droit d'agir contrairement à la décision majoritaire. En même temps, il est très difficile moralement et pratiquement d'obliger une minorité à consentir à un sacrifice quand elle n'est pas convaincue de sa nécessité.

La seconde guerre mondiale divisa donc profondément les Canadiens des deux langues. Lors du « plébiscite sur la conscription », les Canadiens français votèrent en bloc contre le recrutement obligatoire alors que les anglophones acceptèrent de laisser au gouvernement la possibilité de l'établir s'il le jugeait nécessaire. Le gouvernement de Mackenzie King manifesta beaucoup plus de tact dans ses relations avec les francophones que ne l'avait fait Borden au cours du premier conflit mondial. Il réussit même à se ménager de nombreux alliés politiques prestigieux, notamment Lapointe et St-Laurent, et même des chefs religieux comme le cardinal Villeneuve. D'ailleurs, des milliers de Canadiens français acceptèrent de servir volontairement sur le front européen.

Mais si les rapports interethniques au Canada ne furent pas aussi tendus durant la seconde guerre que pendant la première, il n'en reste pas moins que la cause de l'unité canadienne subit un sérieux recul. Aucun analyste sérieux n'oserait prétendre, même aujourd'hui, que les deux peuples fondateurs ont passé l'éponge une fois pour toutes sur l'attitude de l'autre groupe à cette époque.

Mais une conjoncture internationale différente allait au lendemain de la guerre réduire les traditionnelles sources de friction entre Canadiens français et Canadiens anglais dans le domaine des relations extérieures.

D. De 1945 à 1965 : une prise de conscience et un défi

L'accroissement considérable des échanges internationaux depuis 1945 et le peu d'études consacrées à l'analyse des comportements politiques et sociologiques en tant que fondement de la politique étrangère canadienne permettent tout au plus de tenter une évaluation d'ensemble de la place et du rôle de la dualité culturelle dans les relations extérieures du Canada⁴⁷.

On constate d'abord que cette étape de l'histoire des relations extérieures canadiennes marque le passage d'une période de tension et de crise dans les rapports interethniques au pays, à une autre qui fait place à plus de compréhension dans la discussion des questions internationales et dans la recherche d'une présence plus grande du Canada sur la scène mondiale. Le Canada n'a pas connu la guerre sur son territoire : il en sort non pas affaibli, mais, au contraire, mieux équipé et plus désireux de jouer un rôle important au service de la paix internationale.

The steady and insistent demands of war had given a tremendous stimulus to the expansion of the Canadian economy and this continued after the war. Between 1941 and 1962, Canada's population increased from 11 500 000 to 18 500 000 [...] The nation's productive capacity increased with its population. Between 1939 and 1962, the Gross National Product leaped from five billion, seven hundred million dollars to over thirty-six billion dollars [...] By 1962 almost sixty per cent of the population of Canada lived in cities, thus marking the final and unmistakable transformation of Canada from an agricultural to an urban and industrial nation⁴⁸.

Sur le plan interne, un effort considérable fut entrepris en vue de créer un nouveau sentiment d'unité nationale et pour donner au peuple canadien un véritable sens patriotique. Dans les années d'après-guerre, les gouvernements de Mackenzie King et, à compter de 1948, de Louis St-Laurent firent tout en leur pouvoir pour mettre en oeuvre cette nouvelle politique. Ils abolirent les appels au Conseil privé, nommèrent un Canadien au poste de gouverneur général du pays, créèrent une citoyenneté authentiquement canadienne et poursuivirent leurs efforts en vue de « rapatrier » la constitution canadienne. Fait plus significatif encore, la commission Massey-Lévesque reconnut en 1951 que le concept de la dualité culturelle constituait la pierre angulaire de l'unité canadienne.

D'autre part, malgré l'attitude souvent négative de Maurice Duplessis à l'égard des questions internationales (en particulier son refus ou son indifférence à encourager les Québécois à s'ouvrir à la culture française internationale et ses déclarations malheureuses contre l'aide du Canada aux pays en voie de développement), la majorité des Canadiens français appuyèrent résolument, comme les anglophones du pays, les grandes options internationales du Canada dans le cadre de l'O. N. U. et de l'O. T. A. N. Ils acceptèrent aussi, peut-être avec moins d'enthousiasme, mais sans opposition manifeste, la politique canadienne à l'égard du Commonwealth, de N. O. R. A. D.

et du Plan de Colombo. La carrière diplomatique attira de 1945 à 1960 plusieurs jeunes Canadiens français très compétents. De plus, « lorsqu'il s'est agi de fournir des soldats canadiens aux forces internationales, lors des conflits de Corée et de Suez, le réflexe instinctif de l'anti-militarisme de naguère n'a pas joué⁴⁹ ».

Depuis 1945, les crises internationales n'ont pas divisé profondément les Canadiens français et les Canadiens anglais. D'abord, des événements comme la crise de Berlin, le coup de Prague, la main-mise de Moscou sur l'Europe de l'Est, la guerre de Corée, eurent comme principal effet de substituer le communisme au fascisme comme l'une des sources des conflits internationaux; le Canadien français réagit devant ces crises à peu près de la même façon que son compatriote anglophone. Nul doute, aussi, que la présence d'un Canadien français, M. Louis St-Laurent, à la tête du ministère des Affaires extérieures puis de tout le pays, favorisa un nouveau consensus en matière de politique étrangère. Il ne faut pas oublier qu'un bon nombre de Canadiens anglais considéraient toujours leurs compatriotes francophones comme de mauvais partenaires dans ce domaine à la suite de leur opposition à la conscription durant les deux guerres mondiales. La collaboration étroite entre MM. St-Laurent et Pearson (alors secrétaire d'État aux Affaires extérieures) et la conjoncture économique particulièrement favorable permirent au Canada de jouer un rôle considérable dans la mise sur pied des Nations Unies et des institutions spécialisées ainsi que de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord; elles consolidèrent ainsi la position du Canada en tant que puissance importante sur la scène internationale⁵⁰.

Sur le plan de la représentation à l'étranger, le service diplomatique canadien a connu une expansion extraordinaire entre 1940 et 1965. En 1940, le Service diplomatique ne comptait que 44 agents et un personnel de 328 personnes à Ottawa et dans les sept missions à l'étranger. En 1965 il comptait 497 agents, un personnel de 1 100 membres répartis dans 85 missions (voir l'appendice IX).

Le Canada est membre de plus de 50 organismes et programmes internationaux (voir les appendices XIII et XIV). Cette participation, dont l'ampleur et l'importance passent trop souvent inaperçues, a néanmoins contribué largement à rehausser la position du Canada dans le monde et à modifier sous certains rapports l'orientation de sa politique étrangère. On peut même affirmer que c'est à travers les organismes mondiaux que le Canada a réussi le plus souvent à faire valoir son statut de puissance moyenne et à exercer, dans bien des cas, une influence supérieure à celle qui lui serait normalement dévolue. Enfin, pour faciliter le commerce extérieur, le Canada maintenait, en 1965, dans 47 pays (voir l'appendice X), 65 bureaux, dont 47 font partie des missions diplomatiques à l'étranger; les 18 autres étaient des postes commerciaux distincts⁵¹. Enfin, le nombre des pays qui reçoivent l'aide du Canada est passé de 43 à 65, par suite de la naissance de nouveaux États indépendants, particulièrement en Afrique francophone.

Le relâchement graduel des liens sentimentaux d'une grande partie de l'opinion canadienne-anglaise avec l'Empire, une prise de conscience de l'importance et de l'influence économique et culturelle des États-Unis, ainsi que les efforts du gouvernement fédéral en vue d'un plus grand respect du fait français, créèrent un nouveau climat qui favorisa une plus grande reconnaissance du principe de la dualité culturelle dans la pratique internationale du Canada.

One traditional source of cultural tension had been removed as power and responsibility in Commonwealth affairs, no longer monopolized by Downing Street, became diffused among the far flung capitals of a multi-racial grouping of independent nations⁵².

Durant la guerre de Corée, par exemple, des 10 587 hommes enrôlés dans la force volontaire spéciale, 3 134 étaient originaires du Québec; c'était là une proportion sensiblement plus élevée que pour le reste du pays⁵³. Cependant, un observateur notait, à juste titre :

As the war dragged on and the casualties mounted, as the fighting was carried to the Yalu and the Chinese came in, misgivings about American command burst from Quebec nationalists and Toronto Tories. French Canada had been lukewarm about Canada's participation, as it is about any way, but tolerated it because it was against Communists and because the men who went were, after all, going by their own choice. Now its newspaper grew violent against the Government. Voices from the West added to the clamor. By 1953 Pearson was firmly stating in the House of Commons and later in the General Assembly of the UN that Canada « would oppose any attempt to interpret United Nations objectives as including the unification of Korea by force⁵⁴ ».

D'autres crises internationales comme la guerre d'Indochine, le conflit de Suez, la révolution de Hongrie, la guerre d'Algérie⁵⁵, la dislocation des empires coloniaux, la crise de Cuba, la montée de la Chine, mais plus encore, la participation canadienne aux opérations du maintien de la paix et aux missions d'observation et de contrôle de l'O. N. U. au Congo et à Chypre, ne provoquèrent aucune division entre l'opinion canadienne-française et l'opinion canadienne-anglaise. Dans la plupart des cas, les réactions furent à peu près identiques.

Enfin, les aspirations traditionnelles du Canada français sur la scène internationale, comme l'entrée du Canada dans l'Organisation des États américains, la nomination d'un représentant au Vatican et l'opposition à l'entrée de la Chine rouge à l'O. N. U., ont perdu graduellement de leur importance et de leur « actualité » face aux revendications nouvelles du Québec sur la scène internationale. En effet, un des phénomènes les plus décisifs des années 60 demeure le désir du Québec de faire accéder la communauté canadienne de langue française à une vie mondiale, à un internationalisme authentique, *sans passer nécessairement par Ottawa*.

En réalité, le débat constitutionnel de l'été 1965 entre le ministre de l'Éducation du Québec, M. Gérin-Lajoie, et le ministre des Affaires extérieures du Canada, M. Paul Martin, débordait le strict

cadre juridique où plusieurs semblaient vouloir le confiner. Frustré d'avoir eu à attendre si longtemps avant que le gouvernement central ne consente à donner une plus grande voix au dualisme canadien à l'échelle internationale, méfiant à l'égard des méthodes de travail du ministère des Affaires extérieures et des nouveaux programmes de coopération internationale, le gouvernement du Québec manifesta par des gestes concrets son intention d'établir des programmes et de mettre sur pied un certain nombre d'organismes susceptibles de canaliser l'intérêt croissant des Canadiens français pour les affaires internationales. La création, au ministère des Affaires culturelles, d'une direction des programmes internationaux est significative à cet égard. Ottawa répliqua en établissant, en décembre 1965, une direction culturelle au ministère des Affaires étrangères. Les principales tâches de cette direction étaient de veiller au développement des échanges culturels avec les pays francophones.

Un politologue se demandait un jour si les Canadiens français n'étaient pas en train de passer « du provincialisme à l'internationalisme sans la médiation logique du canadianisme⁵⁶ ». Les événements des dernières années ont montré l'exactitude et la perspicacité de ce jugement. Par conséquent, il semble que dans ce domaine deux questions essentielles devront être étudiées sérieusement au cours des prochaines années :

Le gouvernement fédéral peut-il représenter adéquatement les intérêts des Canadiens de langue française sur la scène internationale ?

Le gouvernement du Québec peut-il exiger des prérogatives spéciales pour faire entendre la voix du Canada français à l'extérieur du pays ?

Ottawa et Québec donneront probablement des réponses différentes à ces questions. En fait, on peut prévoir que ni l'un ni l'autre ne cédera officiellement. La province de Québec tentera sûrement de développer les liens existants avec la France et avec les autres pays francophones. Ceci se fera surtout dans le domaine culturel. De son côté, Ottawa s'efforcera sûrement de faire pénétrer partout au Canada l'influence de la culture française.

Mais c'est dans le domaine des relations politiques et économiques que se poseront des problèmes très complexes liés à la place de la dualité culturelle dans les relations extérieures du Canada.

C'est aussi au chapitre de l'aide à l'étranger que le Canada devra davantage tenir compte des réclamations des Canadiens français. Il faut absolument — c'est là une question d'une importance primordiale — que l'on passe des réformes importantes au Bureau de l'aide extérieure (maintenant l'Agence canadienne de développement international). Il faudrait surtout établir une direction autonome des programmes d'aide aux pays francophones à l'intérieur du Bureau. Ceci implique non seulement le contrôle des politiques d'ensemble mais du budget et de l'exécution des programmes. Cette section devrait être dirigée par un francophone qui aurait des adjoints qui peuvent tra-

vailler en français. Il faut créer un climat propice à encourager les Canadiens français à venir travailler enfin dans une section très importante où l'on parle français, où l'on prépare les rapports en français, et où les réunions se déroulent en français. Le refus de créer une telle direction aura sûrement des conséquences fâcheuses. Il faut que le gouvernement central comprenne que la question de l'aide aux pays francophones est devenue une des demandes les plus importantes des Canadiens français dans le domaine des relations extérieures. Il serait malheureux que le gouvernement ne prenne pas les décisions qui s'imposent. Il ne suffit plus de déclarer que l'on augmentera les sommes à l'intention des pays francophones. Il faut que l'organisme qui distribue cette aide respecte le fait français dans la gestion des programmes.

Les phénomènes psychologiques ou culturels n'expliquent pas tous les aspects de la politique étrangère; mais si l'on n'en tient pas compte, on risque parfois de ne pas comprendre nombre de problèmes politiques épineux. Les divisions qui se sont manifestées entre l'opinion canadienne-anglaise et l'opinion canadienne-française sur des questions politiques ont souvent pour cause des « mentalités différentes » au sujet des intérêts vitaux du pays.

A. L'opinion canadienne-française et les affaires internationales

La prise de conscience, relativement tardive chez les Canadiens français, de l'importance des affaires internationales dans la vie d'une société, la faiblesse des relations canadiennes avec le monde francophone⁵⁷, ainsi qu'une attitude traditionnelle de méfiance face à la politique internationale de la France, sont en grande partie responsables du fait que, pendant trop longtemps, l'opinion canadienne-française soit restée fidèle à sa tradition d'isolement et de repliement sur elle-même. On peut dire que jusqu'à tout récemment, ce jugement d'un commentateur politique canadien, formulé en 1938, reflétait la réalité :

Si l'on excepte le Commonwealth, les États-Unis et la Société des Nations, les relations internationales du Canada sont en grande partie commerciales. On pourrait croire que ses rapports avec la France devraient être particulièrement intimes, étant donné que tant de Canadiens sont d'origine française. Les Canadiens français, cependant, n'ont conservé que peu d'attaches avec leur mère-patrie, à cause de l'absence pendant cent soixante-quinze ans de relations politiques avec la France, mais surtout parce que celle-ci a versé dans l'anticléricisme, alors que le Canadien français est demeuré fermement croyant et ultramontain. Ce n'est que dans une mesure très restreinte, et parmi un petit groupe d'intellectuels, que la pensée ou la politique française contemporaine agit sur l'opinion des Canadiens français

ou retient leur attention. Une certaine forme d'intérêt subsiste néanmoins : le dominion nomme un commissaire en France et, en certaines occasions de caractère historique, des délégués français viennent visiter Québec et prononcer des discours de circonstance⁵⁸. Ainsi, les Canadiens français se sont privés de l'apport de la vie française internationale et n'ont pas su édifier une société préparée à résister à l'américanisation sous toutes ses formes.

Depuis quelques années cependant, cette méfiance, fondée principalement sur l'ignorance généralisée, et les préjugés des Canadiens français face à la chose publique internationale et à la réalité du monde francophone en particulier, sont en voie de régression⁵⁹. Si les Canadiens français s'ouvrent peu à peu aux réalités internationales, il faut les mettre en garde cependant contre un trop grand optimisme dans ce domaine. Compte tenu de leur situation sur le continent nord-américain, et surtout de leurs liens avec les États-Unis, les échanges entre le Québec et la France sont encore minimes. D'autre part, si la préoccupation des Canadiens français pour les questions de politique internationale augmente d'année en année, il est un autre danger sur lequel le professeur Gérard Bergeron a attiré l'attention et dont il faudra tenir compte dans l'élaboration d'une politique étrangère pour l'ensemble du pays :

De même que les nécessités de l'internationalisme d'aujourd'hui ont fait éclater l'esprit colonial de naguère de beaucoup d'Anglo-canadiens, ces mêmes nécessités sont en train d'élargir et, éventuellement, de féconder en internationalisme le provincialisme du Canada français. Notre hypothèse ne nous permet que de saisir que les Canadiens français sont au début d'un processus ambivalent où l'attraction de l'internationalisme les solliciterait davantage et à un rythme plus rapide que celui du canadiennisme⁶⁰. Selon ce même auteur, les Canadiens français, en particulier ceux du Québec, seraient en train de passer du provincialisme à l'internationalisme sans passer par le « canadiennisme » :

Dans l'ensemble des complexes (Canada-États-Unis, Communauté Atlantique, Commonwealth, O. N. U.) où se déroulent les plus importantes des relations internationales du Canada, le Canada français ne se sent pas menacé, n'étant même pas identifié. Il y a là une condition négative utile à un sain internationalisme, à une ouverture sur le monde⁶¹.

L'un des facteurs psychologiques de résistance semble sur le point de disparaître, mais plusieurs indices portent à croire que si des changements institutionnels ne sont pas réalisés d'ici quelques années, si une mentalité nouvelle de collaboration dans la mise en oeuvre de la politique étrangère ne vient pas contrecarrer cette dangereuse attitude, il est fort probable que l'on verra apparaître graduellement un obstacle psychologique encore plus grand à l'avènement du biculturalisme dans l'élaboration et la gestion de la politique étrangère canadienne : celui de la perte de l'intérêt ou de l'indifférence croissante d'une grande partie des Canadiens français vis-à-vis de la politique étrangère telle que la conçoit et la pratique le gouvernement d'Ottawa.

B. L'opinion canadienne-anglaise et les affaires internationales

Il serait faux de croire que les forces de résistance psychologiques à l'avènement du biculturalisme ont joué seulement du côté canadien-français. Il suffit de relire attentivement les déclarations politiques importantes pour voir que la plupart des Canadiens anglais ont adopté une attitude « majoritaire » dans la discussion de ces problèmes. En effet, soit qu'on ignorait que les francophones puissent avoir de telles aspirations sur le plan international, soit qu'on envisageait ce nouvel intérêt des Canadiens français pour des réalités internationales simplement comme la manifestation périodique d'une autre vague de mécontentement ou de sentimentalisme de la part de la « minorité française » au Canada ; on était bien prêt à lui reconnaître certains droits et privilèges traditionnels, mais pas plus.

Fort heureusement, de telles attitudes s'estompent, de telles barrières psychologiques s'abaissent graduellement dans les milieux influents du Canada anglais. Du moins, parmi les dirigeants de la politique étrangère canadienne. L'opinion canadienne-anglaise s'intéresse davantage au biculturalisme. On devient de plus en plus conscient de la nécessité de le mettre en oeuvre dans toutes les sphères de la vie publique fédérale, y inclus, bien entendu, celle de la politique étrangère.

Le point suivant mérite cependant d'être soulevé : trop de Canadiens anglais s'imaginent que les Canadiens français ne veulent pas d'une politique étrangère canadienne, mais d'une politique étrangère canadienne-française. Ils fondent leur raisonnement sur les demandes traditionnelles des francophones dans ce domaine et sur les récentes activités internationales de la province de Québec, mais ils oublient que pendant que les aspirations traditionnelles des francophones étaient négligées, Ottawa établissait un réseau de relations extérieures répondant mieux aux aspirations des anglophones.

Ils oublient aussi qu'au cours des dernières années de nombreux Canadiens français se sont élevés contre l'entrée du Canada dans l'Organisation des États américains qu'ils considéraient encore trop dominée par les États-Unis. De plus, les députés canadiens-français qui prennent part aux débats sur la politique étrangère n'insistent plus sur la nomination d'un ambassadeur au Vatican. Enfin, les Canadiens français semblent beaucoup plus disposés que les Canadiens d'expression anglaise à reconnaître la nécessité d'établir des relations diplomatiques avec la Chine communiste.

Les anglophones devraient reconnaître qu'il existe des affinités de pensée entre les Canadiens français et le monde francophone, la France en particulier. Il est malheureux que trop d'entre eux trouvent normal ou nécessaire que le Canada établisse automatiquement des relations avec les territoires du Commonwealth, au nom « d'affinités culturelles », mais suggèrent en même temps que le Canada ne peut « se payer le luxe » de rapports plus étroits avec la communauté

francophone. Il faut favoriser au Canada un climat qui amènera les anglophones à admettre que leurs compatriotes francophones peuvent avoir des aspirations internationales différentes des leurs, qui correspondent mieux à leurs affinités culturelles.

A. La gestion des affaires étrangères

D'autres éléments, de caractère institutionnel pourrait-on dire, gèrent le développement de la coopération biethnique dans le domaine de la politique étrangère. En premier lieu — et c'est là une critique qui a été souvent reprise au Canada français — trop d'administrateurs fédéraux n'auraient jamais considéré le bilinguisme nécessaire pour le Canada⁶². Jusqu'à tout récemment certains milieux influents de la capitale fédérale tenaient l'accroissement du français comme langue de travail pour une mesure inopportune et inefficace. La citation qui suit illustre bien la pensée de plusieurs hauts fonctionnaires : « Vous pouvez parler le français autant que vous le voulez à Ottawa, mais dès qu'il s'agit de concevoir des politiques d'ensemble et de rédiger des rapports importants, c'est à l'anglais que vous devez avoir obligatoirement recours. »

Il faut reconnaître, en effet, qu'au cours des 30 dernières années le bilinguisme a fait peu de progrès dans les milieux canadiens-anglais de la fonction publique : peu d'anglophones peuvent vraiment utiliser le français; par contre, la grande majorité des fonctionnaires canadiens-français sont constamment obligés de travailler en anglais. Presque toutes les réunions (notamment aux Affaires extérieures) se déroulent en anglais exclusivement. Ainsi, plusieurs Canadiens français — bien qu'ils possèdent assez bien l'anglais —, ne parviennent pas toujours à exprimer toutes les nuances de leurs pensées. Cette concession unilatérale, courante dans tous les ministères fédéraux, contribue à entretenir une attitude méfiante de la part de la minorité francophone envers le gouvernement d'Ottawa. Ce sentiment existe autant chez les intellectuels que dans la population en général.

Il ne s'agit pas ici de minimiser les efforts entrepris depuis un certain nombre d'années pour améliorer cette situation, surtout au ministère des Affaires extérieures. Comme le déclarait en mars 1964 M. Marcel Cadieux, sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures,

plus il y aura de Canadiens français aux Affaires extérieures du Canada, plus notre politique étrangère aura un visage français. Le ministère des Affaires extérieures a besoin de candidats bilingues et nous faisons présentement des efforts pour améliorer le bilinguisme de nos agents et répandre l'usage du français dans le travail⁶³.

Mais dans plusieurs ministères qui s'occupent directement ou indirectement d'affaires extérieures (Défense, Commerce, Agriculture, et Finances en particulier), la langue française a été considérée, à toutes fins pratiques, comme une langue étrangère⁶⁴. Dès lors, on peut se demander s'il est possible de transformer rapidement des habitudes enracinées afin d'élaborer une politique étrangère qui représenterait les intérêts et les aspirations véritables des deux peuples fondateurs.

B. Les politiques traditionnelles du Canada dans le monde

Outre l'examen des différences d'attitudes entre les deux groupes ethniques, l'analyse de deux autres données fondamentales de la conjoncture politique canadienne permet de déterminer si le biculturalisme peut devenir un outil indispensable à la mise en oeuvre de la politique étrangère canadienne.

Nul n'ignore en effet que la politique étrangère canadienne a longtemps été conçue d'après deux postulats fondamentaux : d'abord, le Canada est membre de la grande famille « anglo-saxonne » (du Commonwealth); ensuite, le Canada est le meilleur allié, en même temps que le plus proche voisin, des États-Unis d'Amérique. Aujourd'hui encore, la diplomatie, le système de défense, le commerce extérieur et les activités dans le domaine de la coopération internationale du Canada en subissent l'influence.

Si l'on examine attentivement l'étendue ainsi que la nature des programmes d'aide à l'étranger et l'optique générale de la politique étrangère canadienne entre 1945 et 1965, il est parfois difficile de déceler les signes permettant de percevoir le Canada comme un État biculturel.

Vu les forces politiques qui ont empêché l'acceptation et la réalisation du principe de la dualité culturelle dans la politique étrangère canadienne, il semble pertinent d'examiner les questions suivantes :

1. Est-il possible pour le Canada, compte tenu de sa situation géographique et des réalités politiques et économiques présentes, de modifier sa politique étrangère de sorte qu'elle représente mieux les intérêts des deux groupes ethniques du pays ?

2. Le Canada est-il libre d'envisager un réaménagement en profondeur, voire même une réévaluation poussée de ses règles et pratiques traditionnelles dans ce domaine sans que l'organisation efficace de son commerce extérieur, de ses échanges et de son système de communications internationales en soit compromise ?

3. La création et la mise en oeuvre de nouvelles politiques d'ensemble, de nouvelles méthodes de travail entraîneront-elles une longue suite de problèmes plus complexes encore ?

4. Ces nouvelles méthodes provoqueront-elles le désordre dans les rouages bien articulés de l'appareil diplomatique canadien ?

5. Est-il utopique de souhaiter et de proposer de tels changements ?

6. Peut-on prévoir, par exemple, la mise sur pied d'un ministère des Affaires étrangères dont les préoccupations seraient orientées vers la représentation et la promotion des intérêts canadiens-français aussi bien que de ceux des Canadiens anglais ?

7. En ce qui a trait aux échanges commerciaux, les pays francophones pourraient-ils jouir des mêmes tarifs préférentiels que les pays du Commonwealth ?

8. Enfin, peut-on espérer que, dans la gestion des affaires étrangères, la langue de travail et de communication soit aussi bien le français que l'anglais ?

Il ne s'agit pas ici de proposer une politique étrangère dualiste. Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures l'affirmait récemment : Nous ne serons jamais tous d'accord sur la ligne de conduite à suivre à l'égard de quelque grand problème international que ce soit. Je voudrais cependant que nous nous entendions sur certains principes essentiels à l'intérêt national. D'abord, une fois les décisions prises, il ne peut y avoir plus d'un porte-parole officiel du Canada sur la politique étrangère dans les affaires d'intérêt national⁶⁵.

Seulement, il importait de mettre en lumière un certain nombre d'obstacles qui, dans le domaine des Affaires extérieures, rendront difficile la réalisation d'un programme aussi audacieux. Les Canadiens qui veulent améliorer la coopération interethnique à tous les niveaux de la vie politique canadienne doivent être convaincus que le biculturalisme n'est pas simplement un concept théorique qu'il faut imposer de façon arbitraire à la population du pays, mais un programme réaliste dont profitera toute la société canadienne.

C. Coopération internationale

Eu égard aux communications et aux échanges internationaux, il est évident que le Canada n'a pas suffisamment développé ses contacts avec les pays de la communauté française. En 1966, il n'y avait qu'une seule ambassade canadienne (au Cameroun) dans les 17 pays qui formaient auparavant la Communauté française; notre pays avait aussi un représentant au Congo-Léopoldville. Le gouvernement central devrait mettre sur pied un vaste réseau de relations avec les pays de langue française (voir l'appendice XVII). S'il veut éviter l'instauration d'une politique étrangère dualiste, le gouvernement fédéral se doit de prendre l'initiative en ce domaine. Nul doute qu'il renforcerait ainsi son autorité en canalisant l'intérêt maintenant plus vif

des Canadiens français pour les affaires mondiales. Ces derniers se plaisent à répéter qu'ils forment la communauté française la plus nombreuse en dehors de la France. Numériquement, c'est vrai. Mais il est clair que la présence française est infiniment plus grande, proportionnellement, dans l'administration centrale en Belgique, en Suisse et dans certains pays francophones d'Afrique qu'elle ne l'est à Ottawa.

Dans un autre ordre d'idées, M. Paul Tremblay, alors ambassadeur du Canada aux Nations Unies, invitait en 1966 le Canada français à utiliser les ressources des organisations internationales pour favoriser la réalisation de ses objectifs nationaux; il soulignait que cet aspect de la coopération internationale n'avait reçu jusqu'ici que peu d'attention. Ainsi dans le domaine scientifique notamment, il est légitime pour le Canada français de rechercher l'aide des organismes internationaux afin d'atteindre ses objectifs. Cela est d'autant plus impérieux que le Canada français manque d'hommes de science. La part des Canadiens français dans les professions scientifiques, soulignait M. Tremblay, est d'à peu près 10 % pour l'ensemble du pays. Dans la recherche, leur rôle est encore plus limité. Il ajoutait enfin : « Il faut envisager la coopération internationale comme une volonté de s'ouvrir aux influences et aux bénéfices que la communauté internationale est susceptible de nous apporter⁶⁶ ».

Sa résistance peut aussi venir de l'étranger. En Afrique francophone notamment, certains Belges et certains Français ont eu tendance à voir d'un mauvais oeil la venue de ressortissants canadiens dans des territoires qu'ils considèrent à tort ou à raison comme leur chasse gardée. La politique de coopération de leur pays, mise en oeuvre il y a plusieurs années déjà, a été à maints égards couronnée de succès. Aussi peut-on comprendre que nombre de Français et de Belges aient été portés à déprécier les efforts du Canada en Afrique francophone, soulignant, non sans exagération, la pauvreté de la langue parlée au Canada français.

Depuis la deuxième guerre mondiale, les programmes d'aide extérieure comptent parmi les principaux éléments de la coopération internationale. Dans *Canada's External Aid Program*, une étude publiée par la Private Planning Association of Canada, M. Peter C. Bryant signalait que la contribution du Canada (toutes formes d'assistances bilatérales et multilatérales) a été d'environ \$ 50 à \$ 100 millions par année entre 1950 et 1963. Quant à l'aide aux pays en voie de développement, entre le début de 1950 et le 1^{er} mars 1964, le Canada y a consacré \$ 709 millions, dont \$ 465 millions au plan de Colombo. Pour leur part, l'Afrique francophone et l'Indochine française avaient reçu \$ 500 000 et près de \$ 1 000 000 respectivement⁶⁷. Nous sommes bien en deçà des recommandations de l'O. C. D. E., suggérant aux nations de consacrer 1 % de leur produit national brut à l'aide aux nations moins favorisées. Dans ce cas l'apport du Canada se chiffrerait à \$ 450 millions par année.

Devant l'insistance du Canada français, le gouvernement fédéral a finalement consenti à accroître la part du monde francophone (voir les appendices XVIII et XIX). L'aide du Canada à l'Afrique francophone a plus que décuplé en trois ans. De \$ 300 000 en 1963-1964, le budget est passé à quatre millions de dollars en 1964-1965. Cependant, pour des raisons administratives et à cause du peu d'intérêt des responsables de l'aide extérieure, moins du tiers de cette somme a été utilisée⁶⁸. En septembre 1965, le ministre des Affaires extérieures annonçait que \$ 7 500 000 seraient consacrés à l'Afrique francophone pour l'exercice 1965-1966. La plus grande part de ce budget va à l'éducation : envoi de professeurs, bourses à des étudiants africains désireux de poursuivre des études spécialisées dans une université francophone du Canada⁶⁹, fourniture de manuels scolaires, de matériel audio-visuel, etc. Au 31 mars 1965, un total de 40 enseignants et professeurs d'école normale et 27 professeurs d'université travaillaient en Afrique, notamment au Cameroun, au Congo (Brazzaville), en Côte d'Ivoire, au Dahomey, en Guinée, au Mali, au Rwanda, au Tchad, au Togo, en Afrique du Nord et au Niger. Certains diront que cela représente peu de choses si l'on songe aux sommes qui sont consenties aux pays du Commonwealth dans le cadre du plan de Colombo et aux bourses dont bénéficient les pays du Commonwealth (80 % du budget de l'aide extérieure du Canada). Le progrès cependant est énorme puisque l'aide du Canada aux pays francophones était nulle il y a 5 ans. Il y a espoir que la coopération biethnique au pays en matière de politique étrangère s'améliorera à mesure que se développeront les rapports du Canada avec l'Afrique francophone.

D. Les problèmes constitutionnels et la politique étrangère⁷⁰

De nombreuses difficultés résultent de l'ambiguïté de la pratique et des textes constitutionnels canadiens⁷¹. D'une part, il est certain que l'article 132 de l'A. A. N. B., relatif aux accords internationaux de l'Empire britannique, est devenu désuet depuis le Statut de Westminster. D'autre part, l'arrêt de 1937 du comité judiciaire du Conseil privé⁷² sur les conventions internationales de travail, qui reconnaît au gouvernement fédéral le droit de conclure tous accords internationaux, limite son action à ceux qui relèvent de sa juridiction exclusive.

À l'ère des grandes conventions multilatérales touchant à des questions qui sont exclusivement ou partiellement de compétence provinciale (droits de l'homme, sécurité sociale, culture, santé), il est inévitable que ces problèmes constitutionnels engendrent des difficultés sérieuses et créent diverses ambiguïtés⁷³. Ainsi, dans les sphères réservées aux provinces (souvent liées au concept de biculturalisme), le Canada peut en principe conclure des accords internationaux. Il ne peut pas les mettre en oeuvre par la suite. Également, les provinces ne peuvent agir pleinement dans les domaines qui leur sont réservés, n'ayant aucune compétence internationale.

Sur le plan théorique, la thèse de la double personnalité internationale du Canada, prônée par le Québec, ne crée pas un véritable précédent. Des fédérations comme l'Allemagne de l'Ouest, la Suisse, et dans une certaine mesure l'U. R. S. S. et les U. S. A., autorisent les États-membres, dans certaines conditions, à conclure des traités dans des domaines qui relèvent de leur compétence constitutionnelle. Il existe de nombreux cas où des *landers* allemands (v.g. traité entre le *land* Rhénanie-Palatinat et le Luxembourg, au sujet de la construction d'un barrage sur l'Our, 1958) et des cantons suisses (cantons de Lurgau et de Saint-Gall avec l'Autriche et deux *landers* allemands, Bavière et Bade Wurtemberg, concernant la conservation des eaux du lac de Constance, 1960) ont participé à la négociation et à la signature d'accords internationaux, mais toujours avec l'assentiment préalable ou postérieur de Bonn d'une part, et de Berne, de l'autre⁷⁴. Des provinces canadiennes ont déjà conclu des accords internationaux : l'Ontario avec le Minnesota, pour la construction du pont international sur la rivière Pigeon; le Manitoba avec le Minnesota, pour la construction d'une route internationale.

Les précédents juridiques à cet égard sont donc nombreux. Il est faux de prétendre comme l'ont fait certains juristes canadiens que cette question relève strictement du droit international. Le problème est avant tout d'ordre constitutionnel et ne sera pas résolu tant et aussi longtemps qu'on s'en remettra à des réformes dites « coutumières », sans délimiter de façon réaliste les champs d'activités respectifs du fédéral et des provinces. En somme, comme le reconnaissait le premier ministre Pearson, « il s'agit là d'un problème inhérent à notre système ». Les divergences de vues entre Québec et Ottawa à ce sujet ajoutent à la difficulté.

Ottawa ne veut pas créer une situation qui consacrerait officiellement et de façon permanente un statut particulier pour le Québec dans ce domaine. À la limite, il s'accommodera peut-être d'une situation de fait dans des domaines n'intéressant que le Québec. De son côté, le gouvernement du Québec, engagé dans un processus de transformation et de revalorisation à tous les niveaux, est conscient de sa situation particulière comme point d'appui de la société canadienne-française au sein de la fédération canadienne. Malgré qu'il ne possède pas de souveraineté externe, le Québec considère qu'il a suffisamment d'attributions pour se désigner comme un « État⁷⁵ ». De plus, le gouvernement de Québec entend utiliser tous les moyens dont il dispose pour assurer son épanouissement au pays comme sur la scène internationale.

Pour contrer les efforts du Québec tendant à faire reconnaître la thèse de la double personnalité internationale, Ottawa possédait des atouts majeurs, et, pour des raisons évidentes, ne pouvait aisément céder dans un domaine aussi important que celui de l'exercice de la souveraineté externe⁷⁶. Ottawa n'était pas réfractaire, à prime abord, à l'extension concrète des compétences provinciales à l'échelle internationale ni à l'acquisition par le Québec des avantages pratiques qui en découleraient. La question de l'exercice

partiel de la souveraineté extérieure en matière d'immigration franco-phone sera très probablement soulevée un jour, comme l'a été celle des relations culturelles avec les pays d'expression française. En soi rien ne s'y oppose. Ce qui effraie le gouvernement fédéral, c'est que Québec a fait du problème de sa personnalité internationale une question de principe et refuse à Ottawa le droit d'exiger une coordination, et plus encore un droit de regard, dans les domaines de compétence provinciale.

Il faudra sûrement plusieurs années avant que des normes puissent être établies qui satisferaient les exigences minimales du Québec tout en restant compatibles avec les responsabilités du pouvoir central. Ou bien l'idée des « lois-cadres » telles que définies le 7 novembre 1965 paraîtra acceptable aux deux parties, ou bien, par la répétition de précédents, le Québec en viendra à créer peu à peu une nouvelle situation de droit qui confirmera d'une autre manière son statut particulier. Les subtilités juridiques n'ont guère d'importance quand on croit, à tort ou à raison, défendre des intérêts vitaux. Comme le soulignait M. Gérard Pelletier,

Si le gouvernement fédéral s'était éveillé plus tôt à la nécessité d'une politique plus conforme à la réalité biculturelle du Canada, sans doute la querelle de l'hiver dernier sur le droit des provinces à conclure des ententes avec l'étranger n'aurait-elle même pas été soulevée⁷⁷.

La reconnaissance par Ottawa, au moins dans les faits, d'un statut particulier pour le Québec dans ce domaine est certes une voie difficile, mais elle peut conduire à un arrangement politique acceptable. Ainsi, les intéressés éviteraient de perdre la face tout en apportant à un difficile problème une solution qui semble préférable à l'option séparatiste. Au reste, le premier ministre Pearson le disait lui-même, en janvier 1964 : « We must recognize that Quebec in some vital respects is not a province like the others but the « homeland » of a people⁷⁸ ».

Ce qu'il faudrait, en somme, c'est la création d'un mécanisme de coopération entre Québec et Ottawa qui permettrait de répondre aux aspirations internationales du Québec, sans pour autant bouleverser complètement les assises de la fédération canadienne. La question dépasse le cadre d'un débat académique ou d'un conflit juridique. Le problème, malgré ses fortes incidences constitutionnelles, est avant tout d'ordre politique. Il est illusoire de penser qu'il peut être résolu rapidement. L'intransigeance et le peu de compréhension du Canada anglais, qui se refuse à reconnaître que le Québec n'est pas une province comme les autres, s'ajoutant à l'impatience et la sensibilité excessive de certains Canadiens français, qui en matière de politique étrangère prennent leurs désirs pour des réalités, ne contribuent guère à une évolution favorable du débat.

C'est sans aucun doute dans la disproportion énorme entre l'importance des rapports économiques et commerciaux du Canada avec les U. S. A. et le Royaume-Uni et ceux comparativement peu développés avec les pays de la communauté française mondiale, qu'il faut voir l'un des freins les plus puissants à la mise en vigueur du biculturalisme dans les relations étrangères canadiennes (voir l'appendice XX).

Il n'est pas question ici de contester la nécessité et le bien-fondé de ces liens avec les deux principaux alliés du Canada. Il s'agit simplement d'affirmer qu'étant donné le caractère biculturel du pays, il est de l'intérêt même du Canada d'augmenter le volume de ses échanges commerciaux avec la France et le monde francophone en général, afin de réduire sa dépendance économique vis-à-vis des U. S. A. et d'établir un meilleur équilibre dans la répartition de ses échanges internationaux.

A. Le commerce international

L'énorme influence qu'exercent les U. S. A. dans l'économie canadienne empêche dans une large mesure la formulation d'une politique étrangère canadienne totalement indépendante. Ces éléments nuisent aussi au développement de la coopération entre les deux peuples fondateurs qui contribuèrent l'un et l'autre à enrichir un commun patrimoine national.

En 1965, le Canada acheminait 55 % de ses exportations vers les États-Unis, alors que 64 % de ses importations provenaient de son voisin du sud; il dirigeait 20 % de ses exportations vers la Grande-Bretagne, et lui achetait en retour des produits comptant pour 10 % de ses importations. En 1963, le Canada a exporté aux États-Unis pour \$ 3,8 milliards mais il a importé de ce même pays pour \$ 4,4 milliards, créant ainsi un déficit commercial de \$ 678 millions. Cependant, dans ses échanges avec la Grande-Bretagne, le Canada a réalisé en 1963 un surplus de \$ 479 millions qui compense en partie le déficit découlant de ses rapports commerciaux avec les États-Unis.

En comparaison, le volume des échanges franco-canadiens semble dérisoire. Ainsi, pour 1964, les exportations du Canada vers la France s'élevaient à \$ 79,4 millions (25 % de plus qu'en 1963) alors que les importations du Canada en provenance de la France totalisaient pour la même année \$ 62,8 millions, soit 8 % de plus qu'en 1963. Du reste, la balance commerciale a toujours été favorable au Canada (v.g. \$ 16,6 millions en 1964), sauf en 1959 (\$ 13,3 millions en faveur de la France). La France se situe au dixième rang des pays qui achètent du Canada et au cinquième rang de ses fournisseurs. Cela représente 14 % des ventes et 17 % des achats canadiens avec les pays de la Communauté économique européenne, mais moins de 1 % du total des exportations et des importations canadiennes⁷⁹.

Si l'on complète le tableau en mentionnant le fameux système des « préférences impériales » qui régissent les échanges entre membres du Commonwealth, on voit tout de suite que la France est nettement désavantagée. D'autant plus que la nature même des exportations canadiennes « colle » on ne peut mieux à la demande britannique⁸⁰.

L'accroissement des échanges commerciaux avec les pays francophones ne serait certes pas une panacée. Mais, en cessant de répéter que les économies canadienne et française ne sont pas complémentaires, que le faible rythme des échanges commerciaux du Canada avec la France est inéluctable et, surtout, en posant plus de gestes concrets en vue de remédier à cette fâcheuse situation, il se pourrait qu'il en résulte deux effets favorables pour le Canada : premièrement, l'accroissement des échanges avec la France permettrait de desserrer quelque peu l'étreinte économique des États-Unis; deuxièmement, la méfiance traditionnelle de nombreux Canadiens français envers Ottawa diminuerait sans doute, et ils accepteraient plus facilement de confier au gouvernement central la défense et la promotion des intérêts économiques du Québec à l'échelle internationale (voir l'appendice XXI).

Peut-on penser, avec le secrétaire parlementaire du ministre du Commerce, qu'en plus de la participation du Canada aux organismes mondiaux et régionaux, de son adhésion au Commonwealth et de son bon voisinage avec les États-Unis,

un quatrième pilier de la politique étrangère canadienne soit en voie de construction : celui de la collaboration intime et efficace avec la France, collaboration bien naturelle, puisqu'elle jaillit des ressemblances culturelles et politiques et des intérêts économiques les plus concrets de nos deux pays⁸¹.

L'évolution récente des relations franco-canadiennes et franco-québécoises permet de le croire. Premièrement,

les échanges culturels offrent des possibilités quasi illimitées; plusieurs barrières commerciales pourraient être abaissées en y mettant beaucoup de persévérance et de bonne volonté; les investissements, bons en soi, peuvent aussi conduire à l'augmentation de l'activité commerciale; le Québec peut être, doit être même, l'intermédiaire de cet accroissement des communications culturelles et économiques entre nos deux pays. Il y a de part et d'autre des

réticences et parfois des exclusivismes à combattre, mais, au meilleur de ma connaissance, les plus beaux espoirs sont justifiés⁸².

En deuxième lieu, la rencontre de Gaulle-Pearson en janvier 1964 a certainement ouvert une ère nouvelle dans les relations du Canada avec la France. L'échange de nombreuses missions commerciales depuis janvier 1964, la création de liens permanents entre parlementaires français et parlementaires canadiens représentent des gestes positifs et profitables à l'ensemble du pays. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures confirmait cette nouvelle orientation de la politique étrangère canadienne en déclarant récemment à Montréal :

Nous avons pris l'habitude de faire grand cas des relations étroites qui nous lient à la Grande-Bretagne, au Commonwealth et aux États-Unis, du fait qu'elles touchent plusieurs domaines et sont très profitables à l'ensemble du Canada. Je conçois nos relations avec la France de la même façon. La position de la France en Europe, en Afrique et dans plusieurs autres parties du monde, dans les domaines de la culture, de la technologie et du commerce, compte tenu de nos propres raisons exigeant le maintien de relations étroites avec l'un de nos pays d'origine, nous incite à accorder une attention spéciale à nos relations avec cette nation.

En élargissant cette nouvelle dimension de notre politique, je crois que nous aidons à renforcer l'unité nationale dans notre pays. Nous développons par là notre volonté d'agir en tant que nation et nous ouvrons de nouvelles voies à notre diplomatie dans le monde⁸³.

B. Les investissements étrangers

L'économie canadienne s'est développée rapidement depuis la fin de la guerre et il n'y a aucun doute que les investissements américains sont largement responsables de cet essor prodigieux. Des statistiques récentes indiquent que les Américains contrôlent 90 % de l'industrie de l'automobile et des pièces de rechange, 80 % de l'industrie du caoutchouc, 64 % des manufactures d'appareils électriques, 50 % de l'industrie chimique, 43 % des moulins de pulpe et de papier, 70 % de l'industrie du pétrole et du gaz naturel et 52 % de l'industrie minière et de la transformation du minerai⁸⁴. Un commentateur politique canadien-anglais a pu dire à ce propos :

Such a concentration of foreign investment has never been equalled in any other country except where there was a colonial relationship or some dependency status. In our case, it was not, of course, caused by colonialism, but by the fact that the emergence of the United States as an exporter of capital coincided with a surge of economic development in Canada. But it is not surprising that some Canadians began to *feel* like « colonials » and to believe that something should be done to resist the friendly pressure from the United States that seems likely to engulf us⁸⁵.

Personne n'osera prétendre que le Canada n'a pas besoin des capitaux étrangers. Seulement, il semble qu'en n'imposant aucune limite,

aucune entrave, et pas de réglementation législative, les Canadiens n'ont pas semblé comprendre que de vastes secteurs de leur économie allaient ainsi leur échapper. Comme le rappelait l'ancien ministre de la Santé du Québec, M. Eric Kierans, le Canada est souvent à la merci des décisions prises à l'étranger : les compagnies américaines traitent leurs succursales canadiennes comme des parties intégrantes de leur complexe économique. On admettra volontiers qu'une telle emprise sur l'économie canadienne risque de compromettre gravement les chances de survie du Canada face au géant américain.

Il y a toujours eu une forte réaction au Canada contre cette domination étrangère. Déjà, le 15 novembre 1960, M. Walter L. Gordon déclarait :

Faute de compréhension et de concessions, le Canada se verra contraint de recourir à des solutions unilatérales... Nous sommes une nation trop fière et trop réaliste pour accepter que les États-Unis dominent l'économie canadienne d'une façon aussi marquée qu'ils l'ont fait depuis dix ans⁸⁶.

On connaît d'autre part les recommandations de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques au Canada :

1. obliger les sociétés américaines au Canada à vendre de 20 à 25 pour cent de leur capital-actions à des Canadiens, afin qu'une certaine influence locale s'y fasse sentir;
2. exiger l'admission de Canadiens dans le bureau de direction;
3. exiger la publication d'un rapport financier sur les activités au Canada;
4. s'assurer (cela s'adresse aussi aux gouvernements provinciaux) de la participation canadienne avant de céder les droits d'exploitation des ressources naturelles⁸⁷.

Les Canadiens ont d'autres objections à formuler à l'encontre d'une trop grande influence économique américaine au pays :

We say, for example, that American subsidiaries do not employ enough Canadians, especially in senior management positions. That they do not have independent Canadian directors. That they tend to buy their components and services from the United States rather than from available Canadian sources. That they do not allow Canadians to buy shares in companies that exploit Canadian resources and markets. That they do little research in Canada and do not contribute generously to Canadian charities. And that they are restricted by their parent companies from making vigorous efforts to increase Canadian exports⁸⁸.

Bien entendu, une législation canadienne sur les investissements étrangers ne réglera pas tous les problèmes. D'ailleurs, le Canada aurait-il une politique étrangère plus indépendante si son économie dépendait moins des États-Unis ? Probablement, mais, posée en ces termes, cette question fait davantage appel à des schèmes de la première moitié du XX^e siècle qu'à ceux de l'époque contemporaine. Même si le Canada réduisait considérablement l'emprise économique des États-Unis, cela ne réduirait pas nécessairement l'impact de l'améri-

can way of life sur la vie canadienne.

La question fondamentale est la suivante : « Est-il plus important de donner la priorité à l'amélioration constante de notre niveau de vie plutôt qu'au respect et à la promotion de notre genre de vie ? » Si le genre de vie est étroitement lié à la mentalité propre d'une société, le niveau de vie est un besoin universel qui tient peu compte des traits particuliers. Le Canada n'a pas nécessairement à choisir entre ces deux phénomènes, mais bien à leur reconnaître une place également importante dans sa pratique internationale.

En sauvegardant les valeurs qui lui sont propres, qui lui confèrent une identité particulière sur la scène internationale, le Canada assurera le développement de la notion de la dualité culturelle dans sa politique étrangère. Il est donc important pour lui de s'associer de diverses manières avec des pays qui peuvent lui donner un appui ferme dans sa recherche d'un meilleur niveau de vie comme dans ses efforts pour sauvegarder et améliorer son genre de vie.

Il est urgent que le Canada encourage la venue au pays de capitaux, de techniciens, qui peuvent contribuer avantageusement à sa vie économique et culturelle.

Dans cette deuxième partie, nous tenterons d'expliquer les raisons qui, sur le plan interne comme sur le plan international, ont encouragé le Canada à rendre sa politique étrangère plus représentative de la dimension biculturelle du pays. Pourquoi, par exemple, les leaders canadiens ont-ils porté une plus grande attention aux aspirations internationales des Canadiens de langue française ? Pourquoi Ottawa a-t-il finalement consenti à modifier sensiblement sa politique étrangère de façon à mieux refléter les aspirations des deux majorités du pays ? L'approche fonctionnaliste, que le gouvernement canadien semble avoir choisie dans l'élaboration et la mise en oeuvre de sa politique internationale, sera-t-elle favorable à une extension du biculturalisme dans ses affaires extérieures ?

Nous n'entendons pas décrire dans le détail les réalisations récentes de la politique internationale canadienne. Nous examinerons plutôt les facteurs favorables à l'affirmation, dans sa pratique internationale, du caractère biculturel du Canada. Ils sont pour la plupart reliés à l'action du Québec, à la réaction du gouvernement d'Ottawa, et à certaines pressions internationales.

Dans cette deuxième partie, nous tenterons d'expliquer les raisons qui, sur le plan interne comme sur le plan international, ont encouragé le Canada à rendre sa politique étrangère plus représentative de la dimension biculturelle du pays. Pourquoi, par exemple, les leaders canadiens ont-ils porté une plus grande attention aux aspirations internationales des Canadiens de langue française ? Pourquoi Ottawa a-t-il finalement consenti à modifier sensiblement sa politique étrangère de façon à mieux refléter les aspirations des deux majorités du pays ? L'approche fonctionnaliste, que le gouvernement canadien semble avoir choisie dans l'élaboration et la mise en oeuvre de sa politique internationale, sera-t-elle favorable à une extension du biculturalisme dans ses affaires extérieures ?

Nous n'entendons pas décrire dans le détail les réalisations récentes de la politique internationale canadienne. Nous examinerons plutôt les facteurs favorables à l'affirmation, dans sa pratique internationale, du caractère biculturel du Canada. Ils sont pour la plupart reliés à l'action du Québec, à la réaction du gouvernement d'Ottawa, et à certaines pressions internationales.

tionale. Finalement, des raisons d'ordre historique ont fait que les Québécois n'aient pas pris plus tôt conscience de la chose internationale — qui osera affirmer par exemple que Maurice Duplessis ait été fortement intéressé à voir le Québec jouer un rôle international important ? Mais depuis quelques années, en raison de la conjoncture aux niveaux provincial, fédéral et international, la population canadienne-française manifeste son intention d'affirmer sa présence à l'étranger.

On sait par ailleurs que, dès le XIX^e siècle, le Québec avait établi, comme les autres provinces, des agences à l'étranger. Il semble que les régimes provinciaux voulaient assurer eux-mêmes la promotion de leurs intérêts à l'étranger dans des domaines comme l'immigration, l'agriculture et le commerce. Le Québec a établi son premier poste à Londres, en 1868; il devait être fermé quelques années plus tard. Celui de Paris fonctionna de 1882 à 1911, et y agissait comme représentant officiel du gouvernement fédéral et de celui du Québec. La promulgation de la loi de 1911 permit au gouvernement du Québec de nommer un agent général en Grande-Bretagne et un autre en Belgique. Les représentants du Québec relevaient alors du premier ministre. Aujourd'hui, selon la loi de 1961, les délégués et agents généraux du Québec à l'étranger relèvent du ministère de l'Industrie et du commerce.

Comme toutes les autres provinces, le Québec a pratiqué une politique favorisant son rayonnement à l'étranger; ainsi, son agence à New York a contribué à faire connaître ses ressources naturelles et son originalité culturelle en Amérique du Nord. Rien, dans la constitution, n'empêchait le Québec d'ouvrir des agences de commerce et de tourisme à l'étranger, mais elles n'avaient, sauf dans le cas de Londres, aucun caractère officiel.

Le problème s'est posé lorsque le Québec a voulu obtenir pour sa délégation générale à Paris un statut comparable à celui de son agence de Londres. Aucun problème sérieux n'aurait vraisemblablement surgi si le Québec n'avait voulu pour son représentant à Paris le statut privilégié accordé à son agent à Londres. Le développement de la délégation générale à Paris exigeait, il faut bien le reconnaître, que certains privilèges et immunités, normalement dévolus aux agents consulaires, soient accordés aux agents du Québec, notamment l'exemption de certains droits de douane pour les fournitures nécessaires à la bonne marche de la délégation. Ce sont donc, entre autres, des raisons économiques qui auraient incité le Québec à formuler cette demande⁹⁰.

Par la Maison du Québec à Paris, le Québec et la France ont établi entre eux des liens de plus en plus étroits. Cette relation prendrait un caractère officiel par la signature, le 27 février 1965, d'une « entente ». MM. Gérin-Lajoie, ministre de l'Éducation, et Claude Morin, sous-ministre des Affaires fédérales-provinciales, représentaient l'État du Québec, et MM. Basdevant, directeur général des Affaires culturelles au ministère des Affaires étrangères, et

Christian Fouchet, ministre de l'Éducation nationale, représentaient la France. Cet accord prévoyait la création d'une commission mixte franco-québécoise. Réunie à Québec les 26 et 27 mai 1965, elle a défini clairement l'étendue et les modalités de la coopération dans les domaines de l'enseignement et de la recherche scientifique. Cette commission représente une des premières institutions permanentes qui verront à harmoniser et à développer les rapports (culturels, scientifiques et techniques) entre Québec et Paris. Une deuxième séance a eu lieu à Paris en novembre 1965. Cette fois, les accords portaient sur le cinéma, la télévision, la linguistique, l'échange d'artistes et les expositions d'oeuvres d'art. De son côté, Ottawa signalait, le 17 novembre, un accord-cadre avec Paris prévoyant la création d'une commission mixte franco-canadienne chargée de veiller à l'exécution des ententes autorisant des programmes d'échanges et de coopération d'ordre culturel, scientifique et technique, entre Paris et n'importe laquelle des provinces canadiennes qui en ferait la demande. Ainsi, Ottawa s'assurait d'un certain droit de surveillance sur les relations entre Québec et Paris. D'autres gestes, comme l'ouverture d'une délégation économique à Milan, d'un bureau du tourisme à New York, la création d'une commission interministérielle des relations extérieures du Québec et l'établissement d'une direction des programmes internationaux du ministère des Affaires culturelles, viendront graduellement affirmer la présence du Québec sur la scène internationale.

Ces données politiques et psychologiques forment, sur le plan stratégique, la base réelle des aspirations du Québec en matière de politique étrangère. Le Québec s'est transformé radicalement au cours des dernières années. À la recherche de son identité, le Québec a compris la nécessité et l'importance d'utiliser pleinement tous les moyens mis à sa disposition pour consolider, développer et faire valoir sa personnalité. Or, comme à peu près tous les secteurs de la vie économique et sociale ont maintenant des répercussions internationales, le gouvernement du Québec a senti le besoin d'une politique et d'une action qui assureraient au Québec une certaine personnalité internationale. Cela était à prévoir à la suite des changements radicaux survenus dans la vie politique québécoise. En effet, les Canadiens français ont de plus en plus éprouvé la nécessité d'entrer en contact avec la communauté francophone mondiale laquelle s'est élargie et s'est affirmée rapidement au cours de la dernière décennie. Cette montée rapide de plusieurs pays francophones a constitué un autre stimulant à l'action du Québec sur le plan international.

D'une part, il était illusoire de croire qu'une pratique constitutionnelle confuse pourrait contenir longtemps encore les aspirations du Québec. On se retrouve devant le paradoxe suivant : ceux-là même qui autrefois se plaignaient à reprocher au Québec son repliement et à réclamer la fin de son isolement sont les mêmes qui, aujourd'hui, se méfient des efforts du Québec en vue d'acquérir, sans passer par Ottawa, une certaine compétence internationale. D'autre part, pour certains Québécois, l'exercice partiel de la compétence interna-

tionale apparaît à certains égards, non pas comme une fin en soi, mais comme un simple moyen d'affirmer la souveraineté du Québec face à Ottawa. Devant des attitudes aussi tranchées, qui simplifient d'ailleurs dangereusement les données d'un problème fort complexe, on imagine mal que le dialogue puisse être fructueux.

Et ce n'est pas tout. Le Québécois considère que ses intérêts à l'étranger ont été desservis jusqu'à récemment par Ottawa. Il a fallu attendre 1960 pour voir le ministère des Affaires extérieures adopter une politique qui respecte la dualité culturelle canadienne au chapitre de l'administration. Jusqu'alors, le Canadien français qui voulait faire carrière dans les affaires extérieures du pays devait, disait-on, s'intégrer dès le départ à la mentalité canadienne-anglaise pour réussir. En outre, l'incapacité d'Ottawa d'établir des relations étroites avec la communauté française et surtout l'attitude du Bureau de l'aide extérieure qui n'a réussi, entre 1950 et 1964, à consacrer qu'un deux-cent-cinquantième (1/250^e) de son budget à des programmes concernant les pays de langue ou d'influence française⁹¹, sont autant de raisons suffisantes pour comprendre une bonne partie des déceptions du Québec. Ce qui étonne surtout, c'est l'aisance avec laquelle on a établi toutes sortes de programmes dans des anciennes colonies britanniques, alors qu'il a fallu attendre jusqu'à aujourd'hui pour que l'on consacre des sommes substantielles à l'Afrique française. Pis encore, on n'arrivait même pas, en 1963-1964, à dépenser les sommes que la Chambre avait votées à cet effet⁹².

Tous les observateurs impartiaux sont d'accord : Ottawa a fait, au cours des trois ou quatre dernières années, des efforts louables pour corriger les erreurs du passé et faire en sorte que la politique étrangère soit formulée et appliquée selon des normes qui respectent mieux la dualité canadienne. Malheureusement, l'image que se fait actuellement le citoyen du Québec de la conduite des affaires extérieures est nourrie par la pratique d'un ministère qui dans le passé s'est peu soucié du caractère biculturel du Canada. Il y a quelques années à peine, les étudiants de l'université Laval, désirant entrer au ministère, étaient interrogés en anglais dans la ville de Québec; on aura là un indice, minime certes mais fort révélateur, de l'ambiance qui prévalait alors à Ottawa. Il est vrai que la situation s'est sensiblement améliorée au cours des dernières années, mais on comprend mal qu'il ait fallu attendre si longtemps.

Cela est regrettable, car cette image du passé réussit à ternir une réalité nouvelle où Ottawa tient davantage compte des aspirations du Québec en matière de politique internationale. Il est malheureux que trop de porte-parole bien intentionnés du ministère des Affaires étrangères aient à subir actuellement les conséquences d'une politique à courte vue pratiquée par leurs prédécesseurs. Le fait demeure que plusieurs Canadiens français ont réellement perdu confiance en Ottawa et ne voient dans les améliorations actuelles que des manifestations de la politique du « trop peu, trop tard ».

2. Les conséquences

Il est certes difficile de prévoir dès aujourd'hui quelles pourront être toutes les conséquences de cette action internationale. Mais vu l'importance de la question, il semble indispensable de s'interroger sur les répercussions possibles qui peuvent résulter des discussions en cours.

a. À courte échéance

La prise de conscience par le Québec de la chose internationale et sa découverte d'un sens collectif sont deux phénomènes nouveaux avec lesquels il faudra compter dorénavant. Il est illusoire de prétendre que les aspirations internationales du Québec ne sont que les « manifestations excentriques » d'un petit groupe de nationalistes soucieux d'envenimer constamment les rapports Québec-Ottawa. Manifestement, aucun parti au pouvoir au Québec n'oserait, dans les circonstances actuelles, faire marche arrière dans un domaine où le Québec s'est engagé avec autant d'ardeur et de détermination. Aucun groupe politique, qui se veut véritablement représentatif du Québec d'aujourd'hui, ne peut se le permettre actuellement.

La première conséquence est donc d'ordre psychologique. Il faudra s'habituer, au cours de la prochaine génération, à entendre le Québec affirmer le principe de la double personnalité internationale et à le voir chercher à acquérir, par divers moyens, le droit de négocier et de conclure seul des ententes internationales, dans les sphères qui relèvent normalement de sa compétence législative.

On peut s'attendre d'autre part à ce que, dans un avenir assez rapproché, le Québec ouvre de nouvelles agences commerciales et culturelles dans des pays d'expression française autres que la France. Naturellement, cela ne posera aucun problème véritable si le Québec n'exige pas pour ses représentants de privilèges particuliers.

Le comportement d'Ottawa est moins facilement prévisible. On peut supposer, en premier lieu, que le gouvernement fédéral se montrera plutôt réticent. Rappelons qu'en juin 1965⁹³, M. Bennett, le premier ministre de la Colombie-Britannique, affirmait que les provinces détiennent le droit exclusif de négocier avec l'étranger en ce qui a trait aux richesses naturelles. Cette prise de position du premier ministre de la Colombie-Britannique menace de rompre un équilibre délicat que l'on tentait d'établir *de facto* entre Québec et Ottawa. Il est à peu près certain, dans de telles circonstances, qu'Ottawa ne pourra reculer, sur le plan des principes du moins.

En deuxième lieu, face à l'irréversibilité des prises de position du Québec, on peut s'attendre à ce que le gouvernement fédéral s'efforce de donner à la conduite de ses affaires extérieures un caractère biculturel, tant à l'échelon administratif que dans l'application de sa politique étrangère. Ce serait là une façon plus positive de répondre aux critiques sans cesse formulées à son endroit par les Canadiens français. Il est probable qu'au cours des prochaines années Ottawa développera considérablement ses relations avec les pays

francophones, sur les plans de la représentation et de l'assistance bilatérale. On peut donc entrevoir que les tentatives pour faire de nos relations avec la France « le quatrième pilier de notre politique étrangère » (après les États-Unis, les organismes mondiaux et le Commonwealth) seront plus fructueuses que par le passé. Mais il est très difficile, en ce moment, d'en analyser la portée exacte. Il ne serait pas étonnant non plus que, pour satisfaire à l'opinion canadienne-française, l'activité internationale canadienne en Amérique latine soit sensiblement développée⁹⁴.

Au chapitre de l'aide à l'étranger, on peut être assuré de l'augmentation quantitative de l'assistance canadienne aux pays francophones; cependant, seules l'instauration d'un climat nouveau et la réorganisation de la structure administrative du Bureau de l'aide extérieure permettraient aux Canadiens français qui s'y trouvent actuellement d'exercer une influence déterminante; ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle⁹⁵.

Il ne s'agit nullement de prétendre ici que notre politique étrangère doive représenter autant les aspirations des Canadiens français que celles des Canadiens anglais en matière d'affaires internationales. La politique étrangère est plus une question d'intérêts que de sentiments. Il ne conviendrait pas d'exiger d'Ottawa qu'il mette en branle des programmes internationaux qui iraient à l'encontre de ses intérêts, uniquement pour répondre à l'attente des Canadiens français.

Il importe moins d'implanter de nouvelles techniques, de bouleverser un appareil étatique complexe, ou d'exiger la mise au rancart de nos politiques actuelles, que de veiller à l'établissement d'un climat où les aspirations internationales de la société canadienne-française ne seraient plus simplement considérées *a posteriori*, mais joueraient un rôle fondamental dans l'élaboration de la politique étrangère canadienne.

À cet égard, l'accord-cadre entre le Canada et la France constitue une illustration de la volonté d'Ottawa d'apporter une solution à ce problème. Il comporte de sérieux avantages, en ce sens qu'il permet à toutes les provinces, notamment au Québec, d'évoluer dans un cadre assez large et cela durant plusieurs années. Certes le Québec attendait mieux; mais l'on doit reconnaître qu'il s'agit là d'une amélioration très nette sur la situation antérieure.

b. À longue échéance

Aux yeux d'Ottawa, les accords-cadres représentent la solution à longue échéance et se situent à la limite des concessions qu'il peut offrir aux provinces en matière de politique étrangère; mais, faut-il s'en surprendre, cette solution n'assure pas le minimum réclamé par le Québec. On peut donc s'attendre à des échanges verbaux entre les deux gouvernements qui, à moins de revirements majeurs, pourraient devenir plutôt acerbes à certains moments. Quelle forme ces exercices verbaux prendront-ils ? La réponse à cette question dépend de plusieurs facteurs.

En premier lieu, elle dépend probablement plus de la réaction des pays avec lesquels le gouvernement provincial désire entretenir des relations que de la volonté soutenue du Québec d'accéder à la personnalité internationale dans les domaines qui relèvent directement de sa compétence. À l'encontre du Québec, les États en cause, même les jeunes pays francophones d'Afrique, n'ont pas pour objectif premier d'acquérir une compétence internationale — ils la possèdent déjà — mais de défendre et de promouvoir des intérêts. Il est présentement impossible de prévoir s'il ira toujours de leurs intérêts de développer des rapports avec le Québec, au risque de compromettre leurs relations avec Ottawa ou de créer de malencontreux précédents dont ils ne voudraient plus un jour garantir les suites. Le contraire peut être aussi vrai et le Québec, semble-t-il, mise aujourd'hui sur cette possibilité.

La cote de prestige du Québec en France n'a jamais été aussi haute qu'actuellement. En maintes occasions, le président de Gaulle a manifesté un attachement particulier pour le peuple canadien-français. Mais qui osera prétendre qu'il en sera toujours ainsi ? Les successeurs du général, formés à l'école du fonctionnalisme international, se préoccuperont-ils autant des aspirations internationales du Québec ? Cependant, le développement considérable des échanges franco-québécois et leurs institutionnalisations sous diverses formes, et le rapprochement des deux communautés résultant de l'intensification des rapports entre les personnes et les groupes, ne peuvent que créer des conditions favorables à la mise au point de programmes avantageux pour les deux parties en cause.

En outre, il ne serait pas étonnant qu'à longue échéance le Québec développe son propre programme d'aide à l'endroit de la communauté francophone à laquelle il appartient de plein droit. Un tel programme existe déjà, quoique modeste, mais à l'heure de son expansion économique interne, le Québec ne peut véritablement se priver des capitaux, techniciens et spécialistes dont il a besoin et qui sont en nombre insuffisant. À l'heure du rapport Parent, peut-il se départir d'un personnel enseignant fort en demande ?

On peut également s'interroger sur les prétentions du Québec à jouer un rôle dans les institutions spécialisées de l'O. N. U., comme l'Unesco, l'O. I. T., et dans une certaine mesure, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et l'O. M. S., qui oeuvrent dans des domaines s'apparentant beaucoup à ceux réservés aux provinces par la constitution canadienne⁹⁶. Plusieurs voudraient que le Québec jouisse des mêmes avantages que l'Ukraine et la Biélorussie. Théoriquement, la chose est peut-être possible; mais même en admettant qu'Ottawa en vienne à accepter l'idée d'un statut particulier pour le Québec, on voit mal que les autres pays fédéraux acceptent une pratique internationale qui leur semblerait un précédent dangereux.

Comparer la situation qu'occuperait le Québec dans les institutions spécialisées à celle de l'Ukraine et la Biélorussie fausse la véritable optique du problème. Pour que le Québec en vienne un jour à

participer « officiellement » à ces organisations spécialisées (il pourrait le faire à titre officieux dans les organes subsidiaires de celles-ci), il faudra qu'il fasse la preuve que sa contribution sera positive. Si le Québec accédait à l'indépendance, c'est plus à des escarmouches verbales que nous assisterons qu'à une pratique vérifiable au cours des 10 prochaines années. Cependant, une conjoncture internationale différente permettrait peut-être de dénouer l'imbroglio juridique actuel en faveur du Québec.

La question de l'action internationale du Québec revêt une importance particulière, non pas d'abord à cause de sa difficulté intrinsèque, mais surtout à cause des circonstances où elle a été posée et du cadre dans lequel elle évolue. Le climat tendu des relations entre Québec et Ottawa, joint à une situation constitutionnelle ambiguë, place le problème dans une perspective particulière et lui donne une ampleur qu'il n'aurait pas dans d'autres conditions. Si l'on tient compte de la situation sans cesse menacée des Canadiens français en Amérique du Nord, on remarque que les relations que le Canada entretient avec la France sont minimes en comparaison avec celles qui l'unissent au monde anglophone.

B. Montée du mouvement indépendantiste

Il ne fait aucun doute que la nouvelle prise de conscience des Canadiens français, et tout spécialement la montée du mouvement séparatiste, ont transformé la vie politique canadienne. Un des effets principaux a été d'attirer un peu l'attention sur les aspirations internationales des Canadiens français. M. Marcel Chaput, leader indépendantiste, lançait un jour la remarque suivante : « Un séparatiste est un Canadien français qui est plus impatient que les autres et qui a le courage de dire à voix haute et publiquement ce que tout Québécois pense secrètement. » Même si cette affirmation n'est pas tout à fait véridique, elle fait toutefois réfléchir les Canadiens français moins impatients et les pousse souvent à se demander si leurs propositions tendant à promouvoir le biculturalisme sont bien comprises par leurs compatriotes anglophones. Une enquête publiée en novembre 1963 par le magazine *Maclean's* établissait que 13 % des Canadiens français sont favorables au séparatisme, alors que 43 % y sont opposés; d'un autre côté, 45 % sont d'avis que leurs intérêts comme groupe ne sont pas bien défendus à Ottawa. Les efforts pour une plus grande reconnaissance du biculturalisme, tant sur le plan interne que sur le plan externe, vont-ils pousser les autres Canadiens à s'identifier de plus en plus avec leurs voisins du Sud ou bien favoriseront-ils un plus grand rapprochement avec « this strange and alien people from Quebec », pour reprendre les termes d'un observateur anglo-canadien⁹⁷ ?

La position séparatiste est bien connue au Canada⁹⁸. Moins connue toutefois est cette réalité qui a frappé les membres de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme en 1964-1965 :

Sauf erreur, nous n'avons pas entendu un seul partisan avoué du *statu quo*. Tous les partisans se sont déclarés plus ou moins mécontents de la situation du Canada français et du Québec dans la Confédération⁹⁹.

Cette affirmation laisse voir que les Canadiens français attendent avec impatience des changements dans le régime actuel. Si les séparatistes et les quasi-séparatistes sont encore en minorité, l'option séparatiste est néanmoins considérée par plusieurs Canadiens français comme « une option raisonnable qu'il serait sage d'examiner de plus près, et non plus comme un phénomène étrange et incongru¹⁰⁰ ». La création de partis séparatistes et leur participation aux élections entraîneront des conséquences importantes sur toute la vie politique. Ces partis ne récolteront probablement qu'un faible pourcentage du vote, mais peut-être en obtiendront-ils assez pour influencer la configuration politique générale. Ils deviendront probablement une force avec laquelle il faudra « composer » au cours de la prochaine génération.

La présence de partis séparatistes poussera probablement les deux grands partis québécois à miser davantage sur l'option nationaliste. Par conséquent, le parti libéral québécois et l'Union nationale ne pourront atténuer ou mettre au rancart certains programmes qui tendent à affirmer la personnalité internationale du Québec. Le gouvernement fédéral ne devrait pas s'attendre dans les circonstances à une diminution des « revendications internationales » du Québec, mais au contraire.

Face aux pressions du Québec, de plus en plus de Canadiens en viendront à croire que la mise en oeuvre du biculturalisme au pays est la seule voie possible si l'on veut empêcher la désintégration de la Confédération canadienne; mais là ne se trouve peut-être pas la réponse aux questions que se posent la plupart des partisans du changement au Canada.

1. « N'est-il pas infiniment plus important — comme le demandait encore l'an dernier M. René Lévesque — de travailler à faire du Québec une société libre, forte et progressive plutôt que de dépenser une grande partie de ses énergies à propager les avantages douteux du biculturalisme¹⁰¹ ? »

2. D'autre part, les Canadiens anglais sont-ils prêts à consentir aux sacrifices qu'exigera la mise en vigueur du biculturalisme dans tous les domaines de la vie politique canadienne ?

Le moins qu'on puisse dire c'est que l'échéancier ne semble pas être le même pour les francophones et les anglophones. Ces derniers opteraient pour une extension graduelle du biculturalisme en politique étrangère canadienne, alors que les francophones réclament des changements rapides.

Mais, question plus importante encore, combien de temps chacune des parties en cause exigera-t-elle pour réaliser un tel objectif dans les affaires extérieures ?

Ainsi, l'une des conséquences majeures de la montée du séparatisme québécois aura été de placer le biculturalisme au centre des préoccupations politiques des Canadiens. En ce qui a trait aux affaires extérieures, le séparatisme a obligé les responsables de la politique étrangère à consacrer un peu plus d'attention au problème du biculturalisme et de son affirmation sur la scène internationale.

Entre-temps il faut reconnaître que
the answer to the separatist threat lies partly in the Province
of Quebec, partly in Ottawa, and partly in the rest of the country.
The federal and provincial Governments must strive to wipe out
the movement breeds; and the rest of Canada must accept the ad-
justments necessary to make French-Canadians feel that they have
a stake in the whole of Canada, and not merely in their particular
Province. The latter condition may yet prove the most difficult
to fulfil¹⁰².

A. Souci de développer un néo-nationalisme canadien

Depuis plusieurs années le gouvernement fédéral perçoit la nécessité d'un nationalisme nouveau et sain face à la montée de l'américanisme et à la volonté du Québec d'exercer des pouvoirs de plus en plus étendus tant au pays qu'à l'échelle internationale.

Comment le Canada, qui compte 20 millions d'habitants, peut-il préserver son identité nationale quand il côtoie une nation de plus de 200 millions d'habitants parlant la même langue que la majorité de ses citoyens et, plus important encore, quand le mode de vie de son puissant voisin, dans presque tous les secteurs, est semblable à celui de la majorité des Canadiens ? Il s'agit, bien sûr, d'une identité politique distincte, car sur le plan économique, nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les Canadiens sont souvent devenus de véritables locataires dans leur propre pays¹⁰³. Aux points de vue sociologique et culturel on ne doit pas trop insister sur les soi-disant différences entre la « mentalité » canadienne et le *way of life* américain. Graduellement, les deux peuples en sont venus à profiter des mêmes media de communication et d'information, et ont réduit à presque rien les barrières culturelles qui avaient été édi-fiées au XVIII^e et au XIX^e siècles. En somme, en acceptant une forme de bien-être social, culturel et économique semblable à celui des Américains, les Canadiens risquent de perdre graduellement leur originalité culturelle (si une telle originalité a jamais existé).

Plusieurs propositions ont été faites en vue de sauvegarder l'indépendance canadienne. Pour certains, le seul remède résiderait dans la création d'un État unitaire doté d'un appareil politique de type britannique. Pour d'autres, il serait à la fois futile et inutile de préserver une « identité canadienne » et ils ont prôné ce qui leur semblait inévitable : l'assimilation pure et simple au *melting pot* américain. Toutefois, comme on peut le constater, aucune de ces propositions n'a reçu d'appui considérable parmi la population canadienne et aucune n'a de chance d'être acceptée dans un avenir rapproché.

Depuis quelques années cependant, plusieurs Canadiens de différentes provinces examinent une troisième solution. Pour acquérir un sens national, pour maintenir une identité propre et pour apporter une contribution originale à la communauté mondiale, le Canada devrait effectuer une série de changements institutionnels et psychologiques nécessaires à la reconnaissance et à la promotion de son véritable caractère, c'est-à-dire celui d'un même ensemble étatique où, à tous les niveaux, collaborent deux peuples dont la culture et la langue diffèrent.

Cependant, M. John Holmes soulignait la difficulté de l'entreprise dans un numéro spécial de la revue américaine *Atlantic Monthly* consacré au Canada :

It is a mission of which Canadians themselves are inadequately aware, although they are groping toward awareness in the present debate over how they themselves can after two centuries continue to make a go of it¹⁰⁴.

En réaction contre l'influence énorme du mode de vie américain, mais aussi à cause du nouvel enthousiasme pour le fait français au Canada, et, il faut le reconnaître, du danger du séparatisme québécois, on assiste présentement à l'émergence d'un nouveau nationalisme canadien. Ce nouveau nationalisme accepte à la base l'idée du biculturalisme et du bilinguisme, et considère ces deux notions comme un but et comme une pratique de la vie politique interne et extérieure du Canada. Renforcée par une plus grande indépendance économique, une politique visant un tel but pourrait peut-être à long terme assurer l'épanouissement d'une véritable identité canadienne. Nombre de Canadiens estiment que la seule autre alternative possible réside dans la dislocation du pays, ou l'assimilation pure et simple aux U. S. A. Cette dernière solution n'est pas aussi simple qu'on le croit généralement, car la vaste majorité de l'opinion publique américaine ne semble pas, pour le moment, disposée à englober le Canada dans une union politique. La question, bien sûr, revêt un tout autre aspect sur le plan de l'économie.

Mais on a raison de poser ainsi le problème fondamental :

It remains a question [...] how far English-speaking Canadians, culturally and commercially embedded in an English-speaking continent, are prepared or are free in practice to make the institutional as well as personal sacrifices which true biculturalism involves¹⁰⁵.

Jusqu'où chaque groupe est-il prêt à aller pour redéfinir le Canada en fonction du principe de l'égalité des deux cultures ? Le néo-nationalisme sera-t-il un moyen puissant de promotion du biculturalisme à l'intérieur comme à l'extérieur du pays ? Il est certainement encore trop tôt pour formuler un jugement définitif. Une chose est sûre, néanmoins : le nouveau nationalisme canadien est condamné à disparaître s'il ne se fonde pas sur la conviction que tous les Canadiens ont beaucoup à gagner à projeter à l'étranger l'image d'un État bilingue et biculturel, où sont utilisées les deux plus grandes langues de communication internationale.

B. Crainte du continentalisme

S'il est vrai que nombre de Canadiens français sont des séparatistes qui s'ignorent, il est également vrai que chez un nombre de plus en plus grand de Canadiens anglophones se dissimule un « continentalisme ». George Grant décrivait ces derniers en ces termes :

...those who do not see what all the fuss is about. The purpose of life is consumption and therefore the border is an anachronism. The forty-ninth parallel results in a lower standard of living for the majority to the north of it...

.....
All the preceding arguments point to the conclusion that Canada cannot survive as a sovereign nation¹⁰⁶

Bien que cette attitude n'ait jamais été celle d'un gouvernement canadien ou même d'une grande partie de l'élite intellectuelle, administrative et politique du Canada, le continentalisme a toujours représenté dans l'histoire du pays une force non négligeable. Économiquement, culturellement et sociologiquement, le Canada a toujours été très conscient de sa faiblesse et de sa vulnérabilité vis-à-vis des États-Unis. Jusqu'en 1945 environ, ses liens étroits avec l'Angleterre et la détermination de ses citoyens de ne pas devenir « Américains » avaient élevé des barrières très efficaces contre la trop grande influence des États-Unis dans la vie canadienne. D'ailleurs, l'existence au Canada français d'une culture homogène et distinctive a pu être considérée comme un atout très précieux dans la volonté du Canada de résister aux pressions grandissantes de l'américanisme. Depuis la seconde guerre mondiale, toutefois, on remarque que l'influence britannique a considérablement diminué au Canada. De plus, comme le soulignait une récente enquête du *Magazine Maclean*, de vastes secteurs de l'opinion publique canadienne sont de moins en moins disposés à préserver une entité politique qui ne posséderait pas de sens national propre et en même temps ne leur assurerait pas un standard de vie comparable à celui de leurs voisins du Sud.

On peut se demander pourquoi le gouvernement fédéral n'a pas utilisé à meilleur escient le fait français au Canada pour mieux résister à l'américanisation. Il est vrai cependant que l'éveil politique et culturel de la société québécoise est un phénomène relativement récent. De plus, le Canada a dû faire face à de sérieux problèmes d'unité nationale nés surtout des attitudes intransigeantes d'une partie de l'opinion canadienne-française et du défi que présente le fait de vivre côte à côte avec l'un des plus grands pays du monde.

Ainsi, le biculturalisme peut être considéré comme une double défense de l'unité et de l'identité canadienne : à l'intérieur du pays, contre le séparatisme québécois; à l'extérieur du pays, contre une trop grande influence des États-Unis.

Cette nouvelle conception de l'unité canadienne exerce une grande influence sur la politique étrangère du pays. Ainsi, bien que nombre d'anglophones ne soient pas encore prêts à accepter le biculturalisme dans toutes les sphères de la vie politique canadienne, d'autres le

considèrent toutefois comme le moyen ultime d'assurer au Canada une politique étrangère indépendante. En un mot, le biculturalisme leur semble une excellente réponse à opposer aux tenants du continentalisme.

D'une manière générale, le Canadien français réagit différemment vis-à-vis le continentalisme. Il est marqué lui aussi par la pénétration économique américaine; le mode de vie américain est tout aussi susceptible de l'influencer. Mais alors qu'une même langue rapproche les Américains et les Anglo-canadiens, le Canadien français, par sa langue, est à l'abri, dans une certaine mesure, de l'influence trop grande de l'américanisme. Contrairement à son concitoyen anglophone, le Canadien français ne se sent pas particulièrement menacé par le danger d'une absorption rapide et inéluctable par les États-Unis. Bien sûr, il a conscience de la supériorité numérique écrasante des États-Unis et de sa position relativement isolée face à ce géant du Sud. Il n'oublie pas qu'il doit compter sur l'aide financière des États-Unis pour assurer son développement économique. En fait, pour le Canadien français, l'Américain est à la fois un partenaire utile et un voisin dangereux. Le francophone s'opposera au continentalisme si ce mouvement menace la survie et l'épanouissement du Canada français, car il désire sauvegarder et développer une communauté politique et culturelle distincte en Amérique du Nord.

S'il est vrai que depuis la fin de la seconde guerre mondiale les Canadiens français et les Anglo-canadiens ont réagi à peu près de la même manière face à certaines crises internationales, cela ne signifie pas qu'ils n'aient jamais exprimé des points de vue différents. Les Canadiens français ont développé un intérêt de plus en plus grand pour les affaires internationales mais ils sont demeurés foncièrement antimilitaristes. M. René Lévesque exprimait sans doute l'opinion d'une grande partie de ses compatriotes francophones lorsqu'il déclarait en octobre 1963 :

Il est incompréhensible que la priorité soit accordée à la défense nationale dans l'élaboration du budget fédéral, au moment où l'état de sous-développement humain chronique du Québec requiert des investissements urgents et considérables dans le domaine de l'éducation. Ils diront peut-être que la défense nationale c'est pas de mes affaires mais il reste qu'ils viennent fouiller régulièrement dans mes poches [...] C'est le tiers, sinon la moitié du budget qui est dépensé pour une défense qui ne défendra personne en temps de guerre¹⁰⁷...

S'il est encourageant de constater que les Canadiens français s'ouvrent peu à peu aux réalités internationales, une question cependant demeure toujours sans réponse : les Canadiens français accepteront-ils d'aider leurs compatriotes anglophones à résister à la vague d'américanisme en utilisant davantage le gouvernement fédéral ou préféreront-ils résister eux-mêmes et par leurs propres moyens, à l'échelle du Québec, à l'expansion régulière de l'américanisation sous toutes les formes ? Si les Canadiens français optent pour la deuxième solution c'est qu'ils auront le sentiment que les anglo-

phones refusent de les considérer comme des partenaires égaux ou qu'ils n'auront plus confiance dans le succès et la viabilité d'un Canada uni.

Entre temps, comme le soulignait récemment un observateur perspicace de la scène politique canadienne,

the more fully and sympathetically the English Canadians commit themselves to the experiment of a bi-cultural and a bi-lingual nation, the more significant and enduring is the national achievement. Through wider recognition of the French as part of the nation the English may strengthen and enrich their own culture thus benefiting not only the French but themselves¹⁰⁸.

Il ne fait aucun doute que si la grande majorité des anglophones et même des francophones ne sont pas prêts à abandonner partiellement les avantages économiques que représente le continentalisme, ils sont loin d'accepter l'idée d'une union politique avec les États-Unis. Toutefois les chefs politiques canadiens semblent avoir compris que l'emprise économique peut éventuellement conduire au contrôle politique. C'est la raison pour laquelle le biculturalisme pourrait devenir une « arme défensive » très importante dans la vie interne et la pratique internationale du Canada.

A. L'extension des rapports avec les pays étrangers

À longue échéance l'élargissement de la communauté mondiale entraînera lui aussi l'expansion du biculturalisme dans la politique étrangère canadienne. Le nombre grandissant des États de langue française et l'établissement de relations politiques, économiques et culturelles avec ces divers pays permettront éventuellement au Canada d'agir davantage en fonction de sa dualité culturelle dans toutes ses activités internationales.

Ces nouveaux rapports internationaux répondront spécialement aux aspirations des Canadiens français qui ont besoin de « cette chance supplémentaire d'épanouissement », à une époque où ils doivent affirmer leur identité sur le continent nord-américain tout en se prémunissant contre une trop grande influence du mode de vie américain. Lors de sa visite à Paris, en novembre 1965, M. Jean Lesage déclarait :

Nous sommes à notre façon un peuple témoin de la culture française en Amérique du Nord et nous entendons bien avoir des responsabilités qui découlent de cette situation particulière. Nous voulons jouer au Canada le rôle qui nous revient. Nous voulons occuper dans le secteur économique la place que nous pouvons y prendre. Nous voulons maintenir notre identité culturelle et lui permettre de s'épanouir.

Pour mener à bonne fin les tâches qui s'offrent à lui le Québec moderne sait qu'il doit agir efficacement et rapidement. Il sait qu'il peut tirer profit des expériences vécues ailleurs. Il doit pouvoir bénéficier de la collaboration économique, technique et culturelle d'autres pays. En retour il peut apporter sa propre contribution.

Les liens qui unissent dorénavant le Québec et la France sont rendus nécessaires par les événements actuels, c'est-à-dire par l'entreprise d'affirmation collective dans laquelle le Québec s'est engagé. Ils préparent les événements à venir en ce sens que, par leur apport, ils permettront à notre communauté de langue et de culture françaises de devenir davantage elle-même sans cesser d'être canadienne¹⁰⁹.

À l'échelon international, trois facteurs principaux sont responsables de l'intérêt croissant des Canadiens français pour les affaires internationales : premièrement, la prise de conscience par la société québécoise de la nécessité d'« ouvrir ses frontières » pour accélérer son épanouissement; deuxièmement, la montée de la France dans presque tous les domaines; troisièmement, l'accession à l'indépendance politique d'une vingtaine de pays africains et asiatiques de langue française :

Nous avons [...] découvert, — ou redécouvert — qu'il n'y a pas que la France et le Québec à parler français mais des dizaines d'autres pays et que cet usage d'une langue commune ouvre de vastes perspectives d'échanges et de collaboration. Nous constatons que nous sommes tributaires d'une langue, non pas en voie de régression, mais au contraire en pleine expansion et nous commençons à associer à l'image du petit groupe de cinq millions de francophones submergés par les deux cents millions d'anglophones nord-américains, celle d'une nation parmi trente autres qui forment ensemble une communauté linguistique de plus de cent cinquante millions d'hommes répartis sur quatre continents.

L'arrivée à l'O. N. U. et dans d'autres organisations internationales d'une vingtaine de pays francophones a donné à la langue française une importance et un rayonnement nouveaux¹¹⁰.

Par la création de liens multiples et étroits avec de nombreux pays francophones, le biculturalisme perdra son caractère d'abstraction et deviendra davantage un « objectif normal » de la politique étrangère canadienne. Le gouvernement fédéral devra mettre au point des moyens de communications adéquats pour servir ces nouveaux intérêts. Dans ce domaine, une rivalité inutile entre Ottawa et Québec doit faire place à une plus grande coopération. De son côté, le gouvernement fédéral ne doit pas s'en tenir aux discours de circonstances sur l'importance de la culture française, mais travailler concrètement à l'amélioration des relations économiques, culturelles, sociales et politiques avec la communauté francophone mondiale.

B. L'exigence des services internationaux

Trois faits principaux établissent que le Canada a adopté une démarche de plus en plus fonctionnelle dans sa pratique internationale : premièrement, Ottawa cherche à diversifier ses rapports internationaux; en deuxième lieu, le Canada accomplit un travail considérable au sein de presque toutes les institutions spécialisées et plusieurs organismes des Nations Unies; enfin, on a souvent recours aux Canadiens pour faire partie des opérations pour le maintien de la paix à travers le monde. S'il est vrai que le Canada peut rendre encore des services importants en agissant à titre de médiateur international, il pourrait aussi devenir un leader des puissances moyennes en élaborant des politiques originales, fonctionnelles et indépendantes.

Quelle pourrait être cette fonction particulière ? Quel rôle pourrait être assigné au biculturalisme dans ce domaine ? Il semble à cet effet que le dualisme canadien pourrait devenir un facteur très important dans l'élaboration d'une politique étrangère à la fois utile et efficace. Les avantages du biculturalisme dans la recherche d'une approche fonctionnelle à la politique internationale sont aisément discernables. En adoptant une politique étrangère plus équilibrée et plus représentative des deux grandes communautés canadiennes, en créant un nouvel esprit fondé sur le respect et la compréhension mutuels entre les deux principaux groupes ethniques :

Canada could become the envied seat of a form of federalism that belongs to tomorrow's world. Better than the American melting pot, Canada could offer an example to all those new Asian and African States who must discover how to govern their polyethnic populations with proper regards for justice and liberty¹¹¹.

De plus, avec le développement considérable des organisations internationales fonctionnelles, le biculturalisme pourrait amener les Canadiens à jouer un plus grand rôle dans ces organismes. Les avantages découlant de la maîtrise des deux langues internationales les plus importantes sont immenses. La connaissance d'une langue seconde donne souvent un accès direct à des renseignements de tout premier ordre. De plus, à une époque où le fonctionnalisme international est en train de créer une standardisation des besoins et un désir universel de bien-être, le Canada, avec ses richesses, ses connaissances techniques et sa dualité culturelle pourrait offrir à la communauté mondiale un grand nombre de services dont elle a besoin. Par exemple, il pourrait aider davantage les pays africains confrontés aux problèmes du multilinguisme, le Cameroun en particulier où le français et l'anglais sont utilisés régulièrement.

Finalement, à cause de son caractère biculturel, le Canada a joué et pourra continuer à jouer un rôle important dans les opérations de maintien de la paix dans les pays où la connaissance de l'anglais et du français est souvent essentielle à la bonne marche des opérations. Comme le faisait remarquer M. Pierre Dansereau :

Canada's avowed policy and occasional leadership has resolutely engaged in these channels and there can be much hope that what we set ourselves to prove abroad we shall demonstrate at home¹¹².

La reconnaissance du pluralisme en politique marque l'un des grands moments de l'évolution de la démocratie dans le monde. Peu à peu les gouvernements se sont rendu compte qu'il était important et profitable, pour des pays où il existe d'importantes minorités, de faire reposer leur politique générale non seulement sur la règle traditionnelle de la majorité simple, mais sur une majorité « composée ». On associe la notion de pluralisme à l'augmentation rapide des responsabilités de l'exécutif, au déclin général du parlementarisme et au laissez-faire économique. En réalité, il s'agit d'une véritable transformation du pouvoir politique. D'un gouvernement reposant surtout sur des élites traditionnelles, le Canada est passé en moins de 20 ans à un gouvernement dirigé presque entièrement par des technocrates, peu enclins à toujours s'en remettre au Parlement pour les décisions importantes et parfois disposés à se croire les seuls et authentiques porte-parole des « forces vives » du pays.

L'acceptation du pluralisme politique a eu des conséquences sur la manière de concevoir les activités internationales canadiennes : d'un côté, des groupes de pression plus nombreux expriment leurs idées et leurs revendications sur les divers aspects des affaires internationales; de l'autre, le gouvernement canadien (peu importe son affiliation politique) semble de plus en plus disposé à tenir compte de ces opinions dans l'élaboration et la mise en vigueur de sa politique étrangère. En fait, la politique étrangère canadienne commence à faire l'objet de recherches et de critiques sérieuses¹¹³. Par conséquent, le ministère des Affaires extérieures devra mieux connaître, mieux comprendre et mieux traduire dans les faits les opinions des Canadiens sur les affaires internationales.

À cet égard, trois points méritent d'être soulevés. Premièrement, les Canadiens s'intéressent beaucoup moins aux détails de la politique étrangère qu'à ceux des affaires internes du pays; règle générale, la politique étrangère n'influe pas directement sur leur vie privée. Deuxièmement, exception faite du débat sur les armes nucléaires, la politique étrangère canadienne n'a jamais suscité, au

cours des dernières années, une controverse particulièrement acerbe entre les principaux partis politiques canadiens. Troisièmement, depuis la seconde guerre mondiale et contrairement à ce que l'on croit généralement, il n'y a pas, à proprement parler, de différence d'opinion fondamentale entre Canadiens français et Canadiens anglais à propos des affaires étrangères. Cependant, le désir des Québécois d'affirmer leur personnalité sur la scène mondiale entraînera probablement des changements importants dans la formulation de la politique étrangère canadienne. M. Gérin-Lajoie déclarait en avril 1965 à un groupe d'étudiants français :

Il nous faut prendre garde de tomber dans l'illusion que les liens avec le gouvernement fédéral permettent automatiquement à l'étranger d'avoir un contact étroit avec la communauté francophone du Canada. Pour des raisons démographiques et historiques, le gouvernement fédéral représente une entité plus anglophone que francophone. Cette situation géographique de notre pays, les liens économiques étroits qui l'unissent à son puissant voisin du sud, sa participation soutenue aux activités du Commonwealth contribuent à orienter son action politique plus naturellement en fonction des préoccupations du monde anglo-saxon.

Les Québécois ne sauraient s'en remettre exclusivement, pour l'organisation de leurs rapports culturels avec l'univers francophone, au gouvernement fédéral. Celui-ci, dans le passé, s'est toujours montré des plus circonspects en ces matières et n'a d'ailleurs manifesté que très peu d'intérêt sous ce rapport jusqu'à ces tous derniers mois. Son administration est peu familière avec la mentalité, les méthodes de travail, la langue, les cadres et les institutions d'enseignement et de culture du Québec¹¹⁴.

Cette critique assez sévère ne doit pas être considérée simplement comme une déclaration visant à apaiser les groupes extrémistes au Québec, mais plutôt comme une proposition constructive en vue d'améliorer cette situation. En fait, M. Gérin-Lajoie soulevait trois questions importantes : le peu d'attention accordée dans le passé au dualisme canadien dans la pratique des affaires étrangères; la volonté du gouvernement du Québec de jouer un rôle actif et de partager avec Ottawa la responsabilité de l'amélioration des relations avec le monde francophone; le développement des relations extérieures par le gouvernement central en fonction surtout des intérêts anglo-saxons.

Contrairement à l'opinion de nombreux Anglo-canadiens, les Canadiens français informés voient clairement les difficultés d'ordre institutionnel et psychologique que supposent les changements proposés. Ils sont conscients qu'un gouvernement ne peut modifier rapidement des politiques et des pratiques éprouvées. Ils n'oublient pas non plus les limitations qu'imposent les liens traditionnels du Canada avec le Commonwealth et avec les États-Unis, et ceux aussi qu'imposent la géographie et la nature de l'économie canadienne. Alors que le Canada anglais est culturellement et commercialement imbriqué dans le continent nord-américain, le Canada français fait figure « d'une île au milieu d'un océan anglo-saxon ».

Tous les Canadiens français sont conscients de leur situation particulière de ce côté-ci de l'Atlantique. Mais pour la nouvelle génération, l'époque de la survivance nationale est maintenant révolue, l'ère de l'épanouissement culturel a commencé et il doit se réaliser sur le plan national comme sur le plan international. Désormais, la voix du Canada français doit être entendue plus souvent; on démontrera ainsi que le pluralisme politique est à la fois viable et pleinement réalisable. Si elle était fondée sur ce principe, la politique étrangère du Canada fera une plus grande place au biculturalisme et trouverait un plus large appui dans la population canadienne.

A. Conséquences de la mise en oeuvre du biculturalisme dans la politique étrangère canadienne

Les Canadiens abuseraient-ils de l'introspection ? Aux étrangers qui les observent, ils donnent souvent l'impression d'un peuple qui se complait dans ses difficultés alors qu'il pourrait connaître une existence dénuée de problèmes insolubles. Les Canadiens, disent-ils, ont la curieuse habitude de s'interroger sans arrêt sur leur identité et sur le caractère véritable de leur pays. Comme leur pays est formé d'une mosaïque de groupes ayant chacun la conviction « d'avoir raison » sur ce que le Canada devrait être ou devrait devenir, — et non sur ce qu'il est et pourrait devenir, — ils ne peuvent arriver à un consensus général sur les questions politiques, en particulier sur l'importance de la dualité culturelle dans les relations extérieures canadiennes.

Trop de Canadiens oublient peut-être qu'ils habitent le seul pays important dans lequel ont cours les deux langues qui sont les mieux reconnues et auxquelles on a le plus souvent recours sur la scène internationale. Trop de Canadiens perçoivent encore comme une barrière et une ligne de clivage ce que d'autres considèrent être un pont et un point de rencontre dans les rapports internationaux.

Quelles seraient les conséquences de l'extension du biculturalisme dans la politique étrangère canadienne ? On peut grouper sous cinq rubriques générales les avantages et les inconvénients qu'entraînerait une telle mesure.

1. Un affaiblissement ou un affermissement des activités internationales ?

Loin de réduire l'activité internationale du Canada, une plus grande reconnaissance du biculturalisme favoriserait un accroissement d'échanges de toutes sortes avec les autres membres de la communauté mondiale. Elle conférerait au Canada une compétence plus grande et lui permettrait d'exercer une influence plus étendue sur la scène

mondiale. Comme le déclarait en 1965, M. Louis Bérubé :

Le rôle de notre pays sur la scène internationale gagnera en importance et répondra à nos caractéristiques ethniques et culturelles à mesure que nous pourrons faire bénéficier davantage de nos efforts un plus grand nombre de pays francophones en même temps que les autres. Nous pourrons alors plus pleinement réaliser ce que l'on est en droit d'attendre de nous¹¹⁵.

En faisant plus souvent appel à des personnes, à des groupes, à des organismes particulièrement compétents dans les deux milieux, anglophone et francophone, le Canada serait mieux préparé et mieux équipé pour agir sur le plan international. On aime à répéter, et c'est vrai dans bien des cas, que dans plusieurs domaines des relations internationales — au niveau des échanges scientifiques et commerciaux par exemple — il y a peu d'experts canadiens-français. Mais on oublie que nombre de Canadiens français influents dans le monde de la science et des affaires ne veulent pas entrer au service du gouvernement fédéral. Pourquoi le gouvernement canadien ne recourrait-il pas plus souvent que maintenant, pour de courtes périodes, aux services de certains spécialistes d'expression française ? Une telle pratique pourrait être suivie avantageusement dans presque tous les secteurs de la vie internationale auxquels s'intéresse le Canada.

Le fait que plusieurs Canadiens puissent parler le français et l'anglais leur permet souvent d'agir avec plus de célérité sur la scène internationale. D'ailleurs, il est évident que la connaissance de ces deux langues représente un avantage précieux; en effet, dans plusieurs institutions spécialisées, le français et l'anglais sont exigés comme une condition d'entrée pour de nombreuses catégories d'agents et d'employés.

Si le Canada ne comptait que des anglophones, on peut supposer que le pays ne donnerait pas autant d'importance à ses rapports avec les pays latins. Les Canadiens anglais n'ont jamais réclamé avec vigueur l'intensification de tels rapports, sauf lorsqu'il s'est agi d'augmenter les échanges avec l'Amérique latine. En réalité, sans la présence des Canadiens de langue française, le Canada agirait sur le plan interne de la même manière que les États-Unis, et sur le plan international un peu à la façon de l'Australie — du moins en ce qui concerne les relations avec la communauté française internationale. Cependant, la présence des Canadiens français incite Ottawa à développer des échanges de cette nature et elle permet au Canada d'exercer une certaine influence dans ces pays. En retour, ces pays peuvent faire valoir leurs intérêts au Canada. L'influence du Canada peut augmenter non seulement dans ces seuls pays mais bien dans toutes les sphères de la vie internationale. Grâce à son caractère biculturel, le Canada sera plus apte à comprendre et plus susceptible d'aider d'autres États avec qui il a des affinités linguistiques et culturelles. Mais ce faisant, il ne faudrait tout de même pas que le Canada veuille jouer au bon samaritain et qu'il oublie ses intérêts fondamentaux !

2. *Politiques internationales contradictoires ou complémentaires ?*

La plus grande place faite au biculturalisme dans les relations étrangères canadiennes bouleverserait-elle considérablement les programmes internationaux du Canada ? Une analyse sérieuse nous amène à répondre qu'une telle politique n'entraînerait pas une réduction des échanges ou des changements de programmes, mais bien une expansion de ceux-ci. Aucun observateur n'ira prétendre qu'une extension des rapports avec l'Amérique latine et la communauté francophone gênerait sérieusement l'action du Canada à l'O. N. U., dans le Commonwealth ou au Plan de Colombo.

La place et le rôle de l'Europe augmentent d'année en année dans la « communauté Atlantique ». Du fait de sa dualité culturelle, le Canada est particulièrement bien placé pour exercer une influence heureuse dans ce long travail de construction et permettre que l'Europe soit présente et mieux comprise dans la vie nord-américaine. Le Canada d'ailleurs peut retirer de nombreux avantages de l'expansion de ses rapports économiques, techniques et culturels avec les pays du Marché commun.

Souvent on reproche aux Canadiens français de vouloir augmenter les échanges avec l'Afrique francophone au détriment de toutes les relations extérieures existantes et surtout aux dépens des programmes actuels de l'aide à l'étranger. Une enquête dont nous avons déjà fait état plus haut¹¹⁶ a établi que la très grande majorité des Canadiens français étaient favorables à l'aide du Canada aux pays membres du plan de Colombo. Les francophones ne réclament pas une diminution de cette aide, mais une augmentation du budget qui permettrait de consacrer des sommes plus importantes aux projets d'assistance aux pays de l'Afrique francophone. Cette assistance ne devrait pas être répartie entre *tous* les pays francophones d'Afrique, mais concentrée dans quelques pays pour y réaliser des projets durables, afin d'éviter la dispersion des crédits et des énergies. « L'assistance dispersée » est nécessaire, cela va de soi, mais doit être surtout le fait d'associations et d'institutions privées.

Il existe, on le comprendra, des facteurs de résistance très importants à l'application de nouveaux programmes d'aide à l'Afrique francophone. La mise en place d'un tel système requiert beaucoup de temps, d'argent et d'énergie. Ces pays, qui ont récemment acquis leur indépendance, ont peu de contacts avec le Canada. D'autre part, le Bureau de l'aide extérieure prétendait en 1965 qu'il était du ressort du ministère des Affaires extérieures d'établir des postes dans ces pays. Le ministère, de son côté, soutenait qu'il n'avait pas suffisamment d'agents et de crédits pour ouvrir ces postes dans un avenir rapproché. En conséquence, les contacts sont peu fréquents et les communications très lentes entre le Canada et la plupart de ces jeunes États. Toutefois, en attendant la création de missions permanentes, il serait possible de nommer des délégués itinérants, comme le font certaines agences américaines. Une telle solution améliorerait la situation actuelle.

3. Une dépendance ou une autonomie accrue ?

Les traditions, la géographie, l'histoire et les intérêts économiques ont fait du Royaume-Uni et des États-Unis les partenaires les plus importants du Canada; tous deux sont de culture anglaise. Les liens que le Canada possède avec ces deux pays sont si importants que certains observateurs n'hésitent pas à dire que le « triangle Atlantique » repose sur des fondements indestructibles.

Il faut bien reconnaître que le Canada n'a jamais pu agir isolément de la Grande-Bretagne ou des États-Unis. À mesure que l'influence britannique diminuait, celle des États-Unis s'est fait de plus en plus sentir. En réalité, si le Canada veut conserver son identité et développer sa personnalité internationale, il doit tirer profit de ce qui le différencie des U. S. A. : en particulier sa situation de puissance moyenne et sa physionomie culturelle.

On a souvent dit que le Canada n'avait jamais réussi à trouver (sur la scène internationale) un style et un ton qui lui seraient propres. Cette critique n'est pas entièrement justifiée. Cependant, il n'est pas exagéré de dire que le Canada n'a pas su miser suffisamment sur sa dualité culturelle, particularité que ne possède aucun autre État.

Il ne faudrait pas s'imaginer qu'en faisant une meilleure place au biculturalisme dans sa pratique internationale, le Canada sera du fait même soustrait à l'influence « omniprésente » des États-Unis. Mais il est certain que ce phénomène n'accélérera pas le processus d'américanisation dans lequel le Canada est engagé. Au contraire, il permettra au Canada de se donner de nouveaux points d'appui, susceptibles de lui conférer une plus grande originalité sur la scène internationale. Par exemple, en collaborant avec les délégations de langue française qui entreprenaient récemment une action pour développer l'usage du français à l'O. N. U., le Canada a indiqué qu'il appartient de plein droit à ce groupe de plus de 30 pays francophones qui forment presque un tiers des membres de l'Organisation. Ce geste permet au Canada de manifester un aspect de son originalité culturelle.

4. Une image plus précise ou déformée du Canada à l'étranger ?

Pour améliorer l'image biculturelle du Canada à l'étranger, le gouvernement canadien doit aussi apporter des changements importants à Ottawa. Tant que la plupart des hauts fonctionnaires qui, dans nombre de ministères, établissent les politiques et les pratiques touchant les rapports internationaux ne seront pas convaincus de l'importance du biculturalisme, on ne peut s'attendre à des changements radicaux. En réalité, aussi longtemps que les Canadiens français n'exerceront pas un plus grand contrôle sur l'appareil administratif, les chances de succès d'une telle politique ne sont pas très grandes. Contrairement à ce que prétendent plusieurs, ce n'est pas le nombre des Canadiens français qui importe d'abord, mais la qualité de ceux qui accèdent aux postes de commande. Eux seuls, avec l'appui d'une opinion publique éclairée et d'un Québec fort, pourront modifier

sensiblement des politiques internationales solidement ancrées et axées sur des thèmes intéressant surtout les Canadiens d'expression anglaise. De plus, si le Canada veut offrir au monde une image qui reflète sa dualité culturelle, il se doit de veiller à ce que ses agents, ses publications, ses expositions à l'étranger en soient la preuve tangible et vivante.

En somme, une plus grande mise en oeuvre du biculturalisme dans la politique étrangère canadienne, — si l'on tient compte des réserves énoncées plus haut —, ne peut que rehausser l'image du Canada dans le monde.

5. Une source de difficultés ou de stabilité ?

Finalement, on peut se demander si le biculturalisme sera une source de difficultés ou un élément de stabilité plus grande dans la pratique extérieure du Canada. À l'échelle canadienne, on peut prévoir des difficultés sérieuses. Ainsi, il n'est pas assuré que les francophones qui seraient chargés de la création ou de l'administration d'un programme international à Ottawa puissent dans un avenir prochain utiliser le français comme langue de travail. En 1965, sauf au ministère des Affaires extérieures, on ne voyait pas le jour où l'usage du français serait chose courante dans la plupart des ministères dont le rôle international est important (Défense nationale, Finances, Industrie et commerce, Transports). Toutefois, on pourrait palier quelque peu à cette carence en établissant des politiques qui obligerait les hauts fonctionnaires à mieux tenir compte des intérêts des francophones. Ceci s'applique particulièrement au Bureau de l'aide extérieure où de nombreux fonctionnaires anglophones ne causaient pas en 1965 leur peu d'enthousiasme pour les programmes d'assistance à l'Afrique francophone. Il est donc urgent que l'on établisse une sorte de bureau de coordination qui veillerait à ce que tous les programmes internationaux du Canada et à ce que toutes les délégations canadiennes à l'étranger reflètent mieux la dualité culturelle du pays.

À brève échéance le biculturalisme causera des difficultés dans la formulation des « relations extérieures du Canada », car il obligera à modifier des méthodes jugées « efficaces » et « rentables ». Mais, il convient de le répéter, on ne peut imaginer que la mise en oeuvre de ce principe puisse créer des problèmes majeurs à l'échelle internationale. Les difficultés qu'il présente au niveau canadien n'existent pas, à proprement parler, sur le plan international, où l'on a tendance à juger le bilinguisme et le biculturalisme comme des avantages précieux.

B. Jugement général

Il fut un temps où les relations entre les États se limitaient aux questions de guerre et de paix. Par la suite, les échanges commerciaux ont pris une très grande importance. Aujourd'hui, les relations techniques, intellectuelles et culturelles ont acquis une place

de premier plan. Le Canada n'a pas encore découvert tout ce qu'il peut acquérir et tout ce qu'il peut donner en raison de sa situation économique et de son identité culturelle. En effet, le Canada a des affinités directes avec les pays les plus riches; mais la nature de son développement économique lui permet de comprendre les problèmes de nombreux États moins favorisés.

Le Canada présente ainsi un cas paradoxal. C'est un pays jeune, riche, qui n'a aucune ambition coloniale. Pour ces raisons, il est grandement envié presque partout dans le monde, même si les grandes puissances ont tendance à l'oublier souvent. C'est un pays industrialisé qui se classe parmi les plus grands commerçants du monde, mais dont l'économie est surtout fondée sur des matières premières et l'agriculture. L'éducation y a atteint un haut niveau, mais la population est toujours à la recherche d'une culture originale. Le Canada offre, par conséquent, des points de ressemblance avec les jeunes États du monde. Naturellement on ne saurait pousser trop loin l'analyse des similitudes entre le Canada et ces pays. C'est surtout quant au déroulement du processus d'évolution économique, sociologique et culturelle qu'on peut établir un rapprochement entre eux.

Au moment où les grands problèmes internationaux semblent de plus en plus axés sur les rapports entre les États riches et les nations en voie de développement, le Canada pourrait jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale. Ce rôle, qu'il peut fonder en partie sur une nouvelle conception du biculturalisme, consacrera à nouveau l'approche à la fois réaliste et idéaliste que le Canada tente d'adopter dans ses activités internationales. Une politique étrangère réaliste oblige le Canada à profiter davantage de ce qui le distingue des États qui exercent sur lui une trop forte influence et à miser sur ce qui le rapproche des nations avec lesquelles il peut oeuvrer dans un plus grand esprit d'égalité. En outre, le Canada demeurera pendant longtemps encore une puissance moyenne et à ce titre continuera de jouer le rôle de médiateur dans la communauté mondiale. Ceux qui voudraient que le Canada abandonne cette fonction et joue un « vrai rôle » devraient se rendre compte qu'en pratique cela réduirait l'influence canadienne au lieu de l'augmenter. Ce rôle de conciliateur « idéaliste » lui confère un style original et efficace que très peu de pays peuvent se vanter de posséder à l'heure actuelle. En somme, mieux vaut être un excellent arbitre qu'un piètre joueur.

Le Canada doit préserver sa réputation d'être disponible, tant pour la recherche de solutions pacifiques aux crises internationales que pour offrir aide et services. Si le Canada peut agir dans des régions où la présence des grandes puissances est indésirable, il doit par ailleurs collaborer à l'oeuvre qu'accomplissent ces États dans le domaine de l'assistance aux pays en voie de développement. Voilà pourquoi le Canada devrait profiter des avantages que lui confère une dualité culturelle qui lui « ouvre » des portes dans plusieurs pays qui ont réellement besoin de son aide. Une plus grande reconnaissance du biculturalisme inciterait le Canada à pratiquer un certain « désintéressement » et une politique idéaliste dans bien des cas.

En réalité, l'importance et le rôle du biculturalisme dans les activités internationales canadiennes sont étroitement liés à la préservation d'une indépendance nationale et à l'établissement d'une interdépendance nouvelle entre le Canada et de nombreux pays de la communauté francophone. Ce sont là deux objectifs que le Canada doit poursuivre s'il veut continuer d'exercer un rôle de premier plan sur la scène mondiale.

La table des matières suffisamment détaillée dispensait de dresser un index des principales idées énoncées dans cet essai. Toutefois, même si notre texte ne comporte pas de recommandations, à proprement parler, il nous est apparu désirable d'énoncer un certain nombre de propositions susceptibles d'accroître l'importance et le rôle du biculturalisme dans les activités internationales du Canada. Celles auxquelles nous attachons le plus d'importance peuvent être regroupées sous les rubriques suivantes :

A. Établissement de bureaux de coordination

1. entre les ministères et bureaux fédéraux responsables des activités internationales du Canada, pour assurer un plus grand respect du biculturalisme, 4-6, 85.
2. entre Ottawa et Québec pour empêcher le dédoublement des programmes internationaux, 7-8, 34, 47.

B. Réforme du bureau de l'Aide extérieure

1. Création d'une section francophone complètement autonome, 34.
2. Sélection plus rigoureuse des experts que l'on envoie en Afrique francophone, 85.
3. Augmentation de l'assistance aux pays francophones, 34-35, 62.
4. Concentration des efforts dans quelques pays, 83.

C. Urgence et nécessité de la double compétence linguistique pour tous les agents canadiens responsables des activités internationales du Canada, 8, 41-42, 60-61.

D. Extension des rapports avec certains pays étrangers

1. Avec le monde francophone (Afrique), 41-43, 62.
2. Avec l'Amérique latine, 8.

3. Avec l'Europe, 83.

4. Diversification du commerce, 50.

E. Situation constitutionnelle

Reconnaissance du statut particulier du Québec, 47, 61, 63.

F. Propositions particulières

1. Ambassadeurs itinérants, 83.

2. Avoir plus souvent recours aux services d'experts d'expression française pour des périodes de courte durée, 82.

3. Affirmer le caractère français du Canada dans les organisations internationales, 75, 84-85.

1. Administration de la voie maritime du Saint-Laurent (1952)
2. Air Canada (1937)
3. Agence canadienne de développement international (1968)
4. Banque du Canada (1934)
5. Bureau du Conseil privé (1867)
6. Bureau fédéral de la statistique (1918)
7. Commission canadienne du blé (1935)
8. Commission de contrôle de l'énergie atomique (1946)
9. Commission de la frontière internationale (1925)
10. Commission du tarif (1931)
11. Commission maritime canadienne (1947)
12. Commission mixte internationale (1911)
13. Conseil des arts du Canada (1957)
14. Conseil du trésor (1869)
15. Conseil économique du Canada (1963)
16. Conseil national de recherches du Canada (1916)
17. Corporation commerciale canadienne (1960)
18. Eldorado Aviation Limited (1953)
19. Eldorado Mining and Refining Limited (1944)
20. Galerie nationale du Canada (1880)
21. Gendarmerie royale du Canada (1873)
22. Imprimerie du gouvernement canadien (1963)
23. Ministère des Affaires extérieures (1909)
24. Ministère de l'Agriculture (1867)
25. Ministère de la Citoyenneté et de l'immigration (1949)
26. Ministère du Commerce (1887)
27. Ministère des Communications (1969)
28. Ministère de l'Environnement (1971)
29. Ministère des Finances (1869)
30. Ministère de la Justice (1868)
31. Ministère des Postes (1867)

* Liste établie en 1970.

32. Ministère de la Production de défense (1951)
33. Ministère de la Santé nationale et du bien-être social (1944)
34. Ministère des Transports (1936)
35. Ministère du Travail (1900)
36. Office de tourisme du gouvernement canadien (1934)
37. Office national du film (1939)
38. Polymer Corporation Limited (1942)
39. Secrétariat d'État (1868)
40. Société canadienne des télécommunications transmarines (1949)
41. Société d'assurance des crédits à l'exportation (1944-1945)
42. Société Radio-Canada (1932)

Loi relative au traité des eaux limitrophes internationales et à l'existence d'une Commission mixte internationale, S. C. 1911, chap. 28 (modifiée par S. C. 1914, chap. 5, et S. C. 1922, chap. 43).

Loi portant application des traités de paix entre le Canada et l'Italie, la Roumanie, la Hongrie et la Finlande, S. C. 1948, chap. 71.

Loi portant application du traité de paix entre le Canada et le Japon, S. C. 1952, chap. 50.

Loi sur le ministère des Affaires extérieures, S. R. C. 1952, chap. 68.

Loi sur l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, S. R. C. 1952, chap. 122.

Loi sur le commissaire du Canada au Royaume-Uni, S. R. C. 1952, chap. 142.

Loi sur les privilèges et immunités (Organisation du traité de l'Atlantique Nord), S. R. C. 1952, chap. 218.

Loi sur les privilèges et immunités (Organisation des Nations Unies), S. R. C. 1952, chap. 219.

Loi sur les Nations Unies, S. R. C. 1952, chap. 275.

Loi sur les immunités diplomatiques (pays du Commonwealth), S. C. 1953-1954, chap. 54.

Commission canadienne du blé, S. R. C. 1952, chap. 44.

Ministère du Commerce, S. R. C. 1952, chap. 78.

Exportations, S. R. C. 1952, chap. 103.

Assurance des crédits à l'exportation, S. R. C. 1952, chap. 105.

Permis d'exportation et d'importation, S. C. 1953-1954, chap. 27.

Office national de l'énergie, S. C. 1959, chap. 46.

Compagnie de l'exposition universelle canadienne, S. C. 1962-1963,
chap. 12.

* Lois ayant trait à des questions internationales.

1. Accueil aux étudiants d'outre-mer (plusieurs maisons)
2. African Students Foundation
3. Agence canadienne de développement international
4. Anglican Church of Canada, Department of Missions
5. Association canadienne des Nations Unies
6. Association canadienne des bibliothèques
7. Baptist Federation of Canada : Canadian Baptist Foreign Mission Board
8. Canadian Association for Adult Education
9. Canadian Friends' Service Committee (Quakers)
10. Canadian Inter-American Association
11. Canadian Jewish Congress
12. Canadian Red Cross Society, The
13. Canadian Save the Children Fund, The
14. Canadian Teachers' Federation
15. Canadian Voluntary Commonwealth Service
16. Care of Canada
17. Coady International Institute
18. Comité canadien de la campagne contre la faim (Le)
19. Commission nationale canadienne pour l'Unesco
20. Confédération des syndicats nationaux
21. Congrès du travail du Canada
22. Conseil canadien du bien-être
23. Co-operative Development Foundation, The
24. Entr'aide universitaire mondiale du Canada
25. Federated Women's Institute of Canada
26. Fondation des universités canadiennes
27. Grail Movement in Canada, The
28. Imperial Order of the Daughters of the Empire, The
29. Institut canadien des affaires internationales
30. Institut canadien d'outre-mer

* Source : Conseil canadien pour la coopération internationale (Ottawa), 1970.

31. Mundo (Mouvement universitaire national pour le développement outre-mer)
32. National Young Men's Christian Association World Service Committee
33. Office de l'Amérique latine de la Conférence catholique canadienne
34. Operation Crossroads Africa
35. OXFAM
36. Presbyterian Church of Canada, General Board of Missions
37. Royal Commonwealth Society
38. Scarboro Foreign Mission Society
39. Service universitaire canadien outre-mer
40. Student Christian Movement
41. Tibetan Refugee Aid Society
42. Union canadienne des étudiants
43. United Church of Canada, Board of World Missions
44. Young Women's Christian Association

1. Banque de Montréal (9)

Allemagne	6
États-Unis	1
Grande-Bretagne	2

2. Banque de Nouvelle-Écosse (50)

Angleterre	3
Antigua	1
Bahamas	6
Barbade	3
Belgique	1
Cayman (Îles)	1
Écosse	1
États-Unis	2
Guyane	1
Honduras britannique	1
Îles Vierges (États-Unis)	5
Îles Vierges (Grande-Bretagne)	1
Irlande	1
La Grenade	1
Liban	1
Pays-Bas	1
Porto Rico	4
République Dominicaine	4
Sainte-Lucie	2
Trinité	10

* Source : *Annuaire du Canada* — 1969, Ottawa, Imprimeur de la Reine, p.1238.

3. Banque de commerce canadienne impériale (34)

Antigua	1
Bahamas	3
Barbade	1
Cayman (îles)	1
États-Unis	11
Grande-Bretagne	2
Jamaïque	8
La Grenade	1
Saint-Vincent	1
Trinité	5

4. Banque royale du Canada (92)

Antilles	11
Antilles françaises	2
Argentine	2
Bahamas	6
Brésil	3
Cayman (îles)	1
Colombie	5
États-Unis	1
France	1
Grande-Bretagne	2
Guyane	6
Haïti	1
Honduras britannique	3
Jamaïque	11
Pérou	1
Porto Rico	6
République Dominicaine	12
Tobago	1
Trinité	11
Venezuela	6

5. Banque Toronto-Dominion (3)

États-Unis	1
Grande-Bretagne	2

6. Banque canadienne nationale (1)

France	1
--------	---

Total 189

Anglais

Destination

Afrique, via l'Angleterre	Quotidien
Europe	Quotidien
Australasie	Quotidien
Europe, Antilles, U. S. A.	Quotidien
Informations (anglais-français)	Quotidien
Afrique	Quotidien
Europe	Quotidien
Caribbes, U. S. A., Amérique latine	Quotidien

Français

Destination

Afrique, via l'Angleterre	Quotidien
Europe	Quotidien
Europe, Antilles, U. S. A.	Quotidien
Informations (anglais-français)	Quotidien
Afrique	Quotidien
Europe	Quotidien

* Source : Service International de Radio-Canada, Programme des émissions, n° 2, été 1966.

A. Ambassades

<i>Pays</i>	<i>Ville</i>
Afghanistan* (Pakistan)	
Afrique du Sud	Prétoria
Algérie* (Suisse)	
Allemagne	Bonn
Argentine	Buenos Aires
Autriche	Vienne
Belgique	Bruxelles
Birmanie* (Malaisie)	
Bolivie* (Pérou)	
Brésil	Rio de Janeiro
Bulgarie* (Yougoslavie)	
Burundi* (République démocratique du Congo)	
Cameroun	Yaoundé
Chili	Santiago
Colombie	Bogota
Congo, République du* (République démocratique du Congo)	
Congo, République démocratique du	Kinshasa
Corée* (Japon)	
Costa Rica	San José
Côte-d'Ivoire	Abidjan
Cuba	La Havane
Dahomey* (Nigeria)	
Danemark	Copenhague

† Source : *Rapport annuel du ministère des Affaires extérieures* — 1969, Ottawa, Imprimeur de la Reine, pp. 104-109.

* Le Canada n'a pas de mission diplomatique en résidence dans ce pays. Le représentant du Canada réside dans le pays indiqué entre parenthèses.

<i>Pays</i>	<i>Ville</i>
Équateur* (Colombie)	
Espagne	Madrid
États-Unis d'Amérique	Washington
Éthiopie	Addis-Abeba
Finlande	Helsinki
France	Paris
Gabon* (Cameroun)	
Grèce	Athènes
Guatemala	Guatemala
Guinée* (Sénégal)	
Haïti	Port-au-Prince
Haute-Volta* (Ghana)	
Honduras* (Costa Rica)	
Hongrie* (Tchécoslovaquie)	
Islande* (Norvège)	
Indonésie	Djakarta
Irak* (Iran)	
Iran	Téhéran
Irlande	Dublin
Israël	Tel-Aviv
Italie	Rome
Japon	Tokyo
Jordanie* (Liban)	
Koweït* (Iran)	
Liban	Beyrouth
Libye* (Tunisie)	
Luxembourg* (Belgique)	
Mali* (Sénégal)	
Maroc* (Espagne)	
Mauritanie* (Sénégal)	
Mexique	Mexico
Népal* (Inde)	
Nicaragua* (Costa Rica)	
Niger* (Nigeria)	
Norvège	Oslo
Panama* (Costa Rica)	
Paraguay* (Argentine)	
Pays-Bas	La Haye
Pérou	Lima
Pologne	Varsovie
Portugal	Lisbonne
République arabe unie	Le Caire
République arabe syrienne* (Liban)	
République centrafricaine* (Cameroun)	
République de Somalie* (Éthiopie)	
République Dominicaine* (Venezuela)	

* Le Canada n'a pas de mission diplomatique en résidence dans ce pays. Le représentant du Canada réside dans le pays indiqué entre parenthèses.

<i>Pays</i>	<i>Ville</i>
République malgache* (Éthiopie)	
Roumanie* (Yougoslavie)	
Rwanda* (République démocratique du Congo)	
Salvador* (Costa Rica)	
Sénégal	Dakar
Soudan* (République arabe unie)	
Suède	Stockholm
Suisse	Berne
Tchad* (Cameroun)	
Tchécoslovaquie	Prague
Thaïlande	Bangkok
Togo* (Ghana)	
Tunisie	Tunis
Turquie	Ankara
Union des républiques socialistes soviétiques	Moscou
Uruguay* (Argentine)	
Venezuela	Caracas
Yougoslavie	Belgrade

B. Hauts commissariats

<i>Pays</i>	<i>Ville</i>
Australie	Canberra
Barbade* (Trinité et Tobago)	
Botswana* (Afrique du Sud)	
Ceylan	Colombo
Chypre	Nicosie
Gambie* (Sénégal)	
Ghana	Accra
Grande-Bretagne	Londres
Guyane	Georgetown
Inde	New Delhi
Jamaïque	Kingston
Kenya	Nairobi
Lesotho* (Afrique du Sud)	
Malaisie	Kuala Lumpur
Malte* (Italie)	
Maurice (Île*) (Tanzanie)	
Nigeria	Lagos
Nouvelle-Zélande	Wellington
Ouganda* (Kenya)	
Pakistan	Islamabad
Sierra Leone* (Nigeria)	
Singapour	Singapour

* Le Canada n'a pas de mission diplomatique en résidence dans ce pays. Le représentant du Canada réside dans le pays indiqué entre parenthèses.

<i>Pays</i>	<i>Ville</i>
Swaziland* (Afrique du Sud)	
Tanzanie, République unie de	Dar-es-Salaam
Trinité et Tobago ¹	Port of Spain
Zambie* (République unie de Tanzanie)	

C. Missions permanentes auprès d'organismes internationaux

<i>Organisme</i>	<i>Ville</i>
Agence internationale de l'énergie atomique	Vienne
Communautés européennes (économique, énergie atomique, charbon et acier)	Bruxelles
Conférence du Comité sur le désarmement	Genève
Conseil de l'Atlantique Nord	Bruxelles
Nations Unies	New York
Nations Unies (Office européen)	Genève
Organisation de coopération et de développement économiques	Paris
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	Paris
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	Vienne

Bureaux consulaires

A. Consulats généraux

<i>Pays</i>	<i>Ville</i>
Allemagne	Düsseldorf Hambourg
France	Bordeaux Marseille
États-Unis d'Amérique	Boston Chicago Los Angeles Nouvelle-Orléans New York San Francisco Seattle

1. Le haut commissaire est aussi accrédité en qualité de commissaire du Canada auprès des Indes occidentales (États associés).

* Le Canada n'a pas de mission diplomatique en résidence dans ce pays. Le représentant du Canada réside dans le pays indiqué entre parenthèses.

Pays

Islande
Italie
Monaco* (France)
Philippines

Ville

Reykjavik (Honoraire)
Milan

Manille

B. Consulats

Pays

Brésil
États-Unis d'Amérique

Ville

Sao Paulo
Cleveland
Dallas
Détroit
Philadelphie
San Juan (Commonwealth
de Porto Rico)
Ponta Delgada

Portugal - Les Açores
Saint-Marin* (Italie)

Bureau du délégué commercial

Pays

Hong Kong

Ville

Victoria

Mission militaire

Pays

Allemagne

Ville

Berlin¹

Commissions internationales pour la surveillance et le contrôle

Pays

Cambodge
Laos
Viêt-nam

Ville

Phnom Penh
Vientiane
Saigon

1. L'ambassadeur du Canada à Bonn continue d'être accrédité en qualité de chef (non résident) de la Mission militaire du Canada à Berlin.

* Le Canada n'a pas de mission diplomatique en résidence dans ce pays. Le représentant du Canada réside dans le pays indiqué entre parenthèses.

1. Afrique du Sud	Johannesburg Le Cap
2. Allemagne (République fédérale)	Bad Godesberg Düsseldorf Hambourg
3. Argentine	Buenos Aires
4. Australie	Sydney Melbourne Canberra
5. Autriche	Vienne
6. Belgique	Bruxelles
7. Brésil	Rio de Janeiro Sao Paulo
8. Ceylan	Colombo
9. Chili	Santiago
10. Colombie	Bogota
11. Communautés européennes	Bruxelles
12. Cuba	La Havane
13. Danemark	Copenhague
14. République Dominicaine	Saint Domingue
15. Espagne	Madrid

* Pour plus de détails, voir la source : *Rapport annuel du ministère du Commerce — 1969*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, pp. 215-216.

16. États-Unis	Washington New York Boston Chicago Cleveland Dallas Détroit Los Angeles Nouvelle-Orléans Philadelphie San Francisco Seattle
17. France	Paris
18. Ghana	Accra
19. Grande-Bretagne	Londres Liverpool Glasgow Belfast
20. Grèce	Athènes
21. Guatemala	Guatemala
22. Hong-Kong	Hong Kong
23. Inde	New Delhi
24. Iran	Téhéran
25. Irlande	Dublin
26. Israël	Tel-Aviv
27. Italie	Rome Milan
28. Jamaïque	Kingston
29. Japon	Tokyo
30. Kenya	Nairobi
31. Liban	Beyrouth
32. Malaisie	Kuala-Lumpur
33. Mexique	Mexico
34. Nations Unies	New York
35. Nigeria	Lagos
36. Norvège	Oslo
37. Nouvelle-Zélande	Wellington
38. Pakistan	Islamabad
39. Pays-Bas	La Haye

40. Pérou	Lima
41. Philippines	Manille
42. Portugal	Lisbonne
43. République arabe unie	Le Caire
44. Singapour	Singapour
45. Suède	Stockholm
46. Suisse	Berne
47. Tchécoslovaquie	Prague
48. Thaïlande	Bangkok
49. Trinité et Tobago	Port of Spain
50. U.R.S.S.	Moscou
51. Uruguay	Montevideo
52. Venezuela	Caracas
53. Yougoslavie	Belgrade

Allemagne de l'Ouest

Cologne
Hambourg
Stuttgart

Autriche

Vienne

Belgique

Bruxelles

Danemark

Copenhague

Espagne

Madrid

France

Paris
Bordeaux
Marseille

Grande-Bretagne

Londres
Liverpool
Birmingham
Glasgow
Belfast

Grèce

Athènes

*Hong Kong**Inde*

New Delhi

Irlande

Dublin

Israël

Tel-Aviv

Italie

Milan
Rome

Japon

Tokyo

Pays-Bas

La Haye

Portugal

Lisbonne

*République arabe
unie*

Le Caire

Suède

Stockholm

Suisse

Berne

* Source : *Annuaire du Canada* — 1969, Ottawa, Imprimeur de la Reine, pp. 215-216.

Bureaux de l'immigration ne délivrant pas de visas à l'étranger

Australie

Canberra

États-Unis

New York

Chicago

Los Angeles

San Francisco

Denver

Finlande

Helsinki

Jamaïque

Kingston

Liban

Beyrouth

Pakistan

Islamabad

Philippines

Manille

Norvège

Oslo

Suisse

Genève

Trinité et Tobago

Port of Spain

Depuis 1934, l'Office de tourisme du gouvernement canadien a pour fonction d'encourager la venue de touristes au Canada et de coordonner les efforts des provinces dans ce sens, les activités des sociétés de transport et des associations de tourisme nationales, régionales et locales.

États-Unis

New York
Chicago
San Francisco
Minneapolis
Los Angeles
Philadelphie
Boston
Cincinnati
Rochester
Indianapolis
Cleveland
Détroit
Washington
Hartford
Pittsburgh
Seattle

Autres bureaux

Londres
Paris
Francfort
Amsterdam
Copenhague
Mexico
Tokyo
Sydney

* Source : *Annuaire du Canada*—1969, Ottawa, Imprimeur de la Reine, p. 1099.

1. *Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce*
(Parties contractantes)

2. *Bureau international des expositions*

3. *Commonwealth*

Association parlementaire de Commonwealth

Comité du Commonwealth pour l'étude des ressources minérales et de la géologie

Comité du Commonwealth pour le traitement des minéraux

Comité de liaison pour l'éducation au sein du Commonwealth

Comité scientifique du Commonwealth

Commission des sépultures militaires du Commonwealth

Conférence forestière du Commonwealth et Comité forestier permanent du Commonwealth

Conseil consultatif des études aéronautiques du Commonwealth

Conseil des transports aériens du Commonwealth

Conseil économique consultatif du Commonwealth

Conseil exécutif des bureaux agricoles du Commonwealth

Fondation du Commonwealth¹

Organisation des télécommunications du Commonwealth

Organisation du Commonwealth pour les sciences de la défense

4. *Conférence du comité sur le désarmement (Genève)*

5. *Conférence de La Haye sur le droit international privé*

1. Organisation semi-autonome soutenue financièrement par les gouvernements du Commonwealth.

* Source : *Rapport annuel du ministère des Affaires extérieures* — 1969, Ottawa, Imprimeur de la Reine, pp. 112-117.

6. *Convention universelle sur le droit d'auteur*

7. *Cour permanente d'arbitrage*

8. *Institut international pour l'unification du droit privé*

9. *La francophonie*

Association internationale des parlementaires de langue française
Agence de coopération culturelle et technique des pays entièrement ou partiellement de langue française

10. *Nations Unies*¹

a. *Conseils et organismes de l'Assemblée générale*

Comité consultatif scientifique
Comité exécutif du Programme du haut commissaire pour les réfugiés
Comité de l'habitation, de la construction et de la planification
Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique
Comité scientifique pour l'étude des effets des radiations ionisantes
Comité spécial des opérations de maintien de la paix
Commission du désarmement des Nations Unies
Commission du développement social
Commission du droit international
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
(C.N.U.C.E.D.)
Conseil du commerce et du développement
Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
Conseil de sécurité
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
(O.N.U.D.I.)

b. *Institutions spécialisées et autres*²

Agence internationale de l'énergie atomique
Banque asiatique de développement
Banque internationale pour la reconstruction et le développement
Fonds monétaire international
Organisation de l'aviation civile internationale
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime

1. Une liste plus détaillée des organismes dont fait partie le Canada se trouve dans la revue *Le Canada et les Nations Unies 1966*.

2. En 1968, le Canada a été élu membre du Conseil d'administration de l'UNESCO ; ainsi, il est maintenant représenté auprès du Conseil d'administration de toutes ces institutions.

Organisation internationale du Travail
Organisation météorologique mondiale
Organisation mondiale de la santé
Union internationale des télécommunications
Union postale universelle

c. Autres organismes spéciaux des Nations Unies

Commission de la statistique
Commission des stupéfiants
Commission économique pour l'Amérique latine
Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance
(F.I.S.E.)
Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (P.N.U.D.)
Groupe d'étude commun des graines oléagineuses et des matières grasses (C.N.U.C.E.D./O.A.A.)
Groupe d'étude commun du jute et des fibres apparentées
(C.N.U.C.E.D./O.A.A.)
Programme alimentaire mondial (O.N.U./O.A.A.)

11. Organisation de coopération et de développement économiques

12. Organisation du traité de l'Atlantique Nord

Conseil de l'Atlantique Nord

13. Organisation internationale de la police criminelle

14. Organisme Canada-Antilles

Comité permanent du Canada et des Antilles du Commonwealth pour le commerce et les affaires économiques

15. Organisme Canada-Belgique

Commission culturelle mixte Canada-Belgique

16. Organismes Canada-États-Unis

Comité canado-américain de la balance des paiements
Comité canado-américain de la protection civile
Comité de la coopération militaire
Comité ministériel canado-américain de défense commune
Comité ministériel canado-américain du commerce et des affaires économiques
Comité supérieur canado-américain des industries de la défense et du développement
Comité technique canado-américain du marché des produits et des problèmes commerciaux
Commandement de la défense aérienne de l'Amérique du Nord (N.O.R.A.D.)
Commission des pêches des Grands lacs
Commission du parc international Roosevelt de Campobello

Commission internationale de la frontière
 Commission internationale des pêches de saumon du Pacifique
 Commission internationale du flétan du Pacifique
 Commission mixte internationale
 Commission permanente canado-américaine de défense
 Groupe de la planification régionale
 Groupe interparlementaire Canada-États-Unis

17. Organismes Canada-France

Association parlementaire Canada-France
 Comité économique mixte Canada-France
 Commission culturelle mixte Canada-France

18. Organismes Canada-Grande-Bretagne

Comité ministériel anglo-canadien du commerce et des affaires
 économiques
 Comité permanent Canada-Grande-Bretagne pour le commerce et les
 affaires économiques

19. Organisme Canada-Japon

Comité ministériel Canada-Japon

20. Organisme Canada-Mexique

Comité mixte Canada-Mexique

21. Organisme Canada-Tunisie

Comité mixte Canada-Tunisie

22. Organismes de conservation

Commission du phoque à fourrure du Pacifique Nord
 Commission internationale de la chasse à la baleine
 Commission internationale des pêches du nord-ouest de l'Atlantique
 Commission internationale des pêches du Pacifique Nord
 Conseil international de l'exploration des mers

23. Organismes interaméricains

Centre interaméricain des administrateurs du fisc
 Institut interaméricain de statistique
 Institut panaméricain de géographie et d'histoire
 Office interaméricain de la radio
 Union postale des Amériques et de l'Espagne

24. Organismes scientifiques

Bureau hydrographique international
 Bureau international des poids et mesures
 Institut international du froid

25. Plan de Colombo

Comité consultatif pour le développement économique coopératif du Sud et du Sud-Est asiatiques
Conseil de coopération technique dans le Sud et le Sud-Est asiatiques

26. Produits de base

Accord international sur le café
Accord international sur l'étain
Accord international sur le sucre
Arrangement international de 1967 sur les grains
Bureau international pour la publication des tarifs douaniers
Comité consultatif international du coton
Comité de cotonnades
Groupe international d'étude sur le caoutchouc
Groupe international d'étude sur la laine
Groupe international d'étude sur le cacao
Groupe international d'étude sur le cuivre
Groupe international d'étude sur le plomb et le zinc
Groupe international d'étude sur le tungstène

27. Télécommunications spatiales

Comité provisoire des communications par satellites

28. Union interparlementaire

<i>Pays</i>	<i>Population</i>	<i>Capitale</i>	<i>Statut du français</i>
<i>Europe</i>			
France	48 000 000	Paris	langue officielle unique
Belgique	9 500 000	Bruxelles	une des deux langues officielles (francophones : 50 % environ)
Suisse	5 000 000	Berne	une des trois langues officielles (francophones : 20 à 25 %)
Monaco	20 000	Monaco	langue officielle unique
Luxembourg	350 000	Luxembourg	une des deux langues officielles
<i>Afrique</i>			
Burundi	3 000 000	Usumbura	langue officielle unique
Cameroun	5 000 000	Yaoundé	une des deux langues officielles (francophones : 80 %)
Congo-Brazzaville	1 000 000	Brazzaville	langue officielle unique
Congo-Léopoldville	15 000 000	Léopoldville	langue officielle unique
Côte d'Ivoire	3 500 000	Abidjan	langue officielle unique
Dahomey	2 200 000	Porto-Novo	langue officielle unique
Gabon	600 000	Libreville	langue officielle unique
Guinée	3 500 000	Conakry	langue officielle unique
Haute-Volta	4 500 000	Ouagadougou	langue officielle unique
Mali	4 800 000	Bamako	langue officielle unique

* Source : *Le Devoir*, 23 juillet 1963.

<i>Pays</i>	<i>Population</i>	<i>Capitale</i>	<i>Statut du français</i>
Mauritanie	650 000	Nouakchott	(l'arabe est considéré langue nationale)
Niger	3 500 000	Niamey	langue officielle unique
République Centrafricaine	1 500 000	Bangui	langue officielle unique
Rwanda	2 500 000	Kigali	langue officielle unique
Sénégal	3 000 000	Dakar	langue officielle unique
Tchad	3 000 000	Fort-Lamy	langue officielle unique
Togo	1 500 000	Lomé	langue officielle unique
Madagascar ou République Malgache	6 000 000	Tananarive	une des deux langues officielles (avec le malgache)
<i>Afrique du Nord</i>			
Algérie	10 000 000	Alger	(dans ces trois pays, le français n'a pas de statut officiel mais il est en fait la langue des relations internationales, de la haute administration, d'une bonne partie de l'enseignement. Il y a 8 000 enseignants français au Maroc, 15 000 en Algérie et 3 000 en Tunisie)
Maroc	11 000 000	Rabat	
Tunisie	3 500 000	Tunis	
<i>Amérique</i>			
Canada	18 500 000	Ottawa	une des deux langues officielles (francophones : environ 6 millions concentrés dans le Québec)
Haïti	5 000 000	Port-au-Prince	langue officielle unique
<i>Orient</i>			
Cambodge	5 000 000	Phnom-Penh	(dans ces quatre pays, le français a un statut de fait analogue à celui dont il jouit en Afrique du Nord, plus accentué au Cambodge et au Laos, moins marqué au Liban et au Viêt-nam-sud)
Laos	2 500 000	Vientiane	
Liban	2 000 000	Beyrouth	
Viêt-nam	15 000 000	Saïgon	

Autres pays où le français occupe une position importante dans les relations internationales, dans l'activité culturelle, dans l'enseignement : Italie, Grèce, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie, Turquie, Iran, Syrie, Brésil, Pérou, Israël, Nouvelle-Calédonie, etc. Il faut aussi signaler l'importance du français dans l'Île Maurice (territoire britannique de l'Océan Indien) où un pourcentage élevé de la population est francophone, où se trouvent trois quotidiens de langue française, etc.

	Valeur totale (millions de dollars)
Plan de Colombo	103,6
Programme d'aide aux Antilles du Commonwealth	9,1
Programme spécial d'assistance aux pays africains du Commonwealth	15,4
États francophones d'Afrique	14,4
Autres programmes	7,6
Amérique latine	3,3
Total	153,4

* Source : *Rapport annuel de l'Agence canadienne de Développement international* — 1969, Ottawa, Imprimeur de la Reine, p. 32.

Question. Sir, we have heard it expressed at this Conference that our foreign aid program has been directed too much towards countries with an Anglo-Saxon heritage and not enough to countries with a French heritage. I am wondering if you would care to indicate whether you think that the balance could have been...?

Prime Minister. I read something about that in the newspapers too. I don't feel like being defensive or apologetic about this. Our foreign aid program began through the United Nations and through the Commonwealth Colombo Plan. That is how it all began. Before United Nations days, we didn't have any external aid program of any consequence at all. Our external aid through the United Nations does not take into consideration any particular type of country. Our external aid program through the Commonwealth was organized at the Colombo Conference in the forties. It was a Commonwealth initiative and we were the only French-speaking member of the Commonwealth. I think it was natural that aid through it would grow in the way it did. Now, in recent years, we have broadened the basis of our external aid and are including countries outside the Commonwealth; I am very glad of this — countries in Africa — French-speaking countries — where we can help particularly because of the French-speaking character of part of our own country. This was a very good thing to have done. We have been slow in doing it but I think the delay is understandable in view of what I have said. Also there is perhaps one other reason for the delay. We concentrated on the Commonwealth in the Colombo Plan. But these ex-French colonies in Africa that are now independent states were getting a great deal of help from their mother country, France, in arrangements not, if you like, comparable to the Colombo Plan. I think it is a very good thing for us to have cut across both arrangements. The French are now helping other areas than their own ex-colonies. I think it is all right.

* Source : *Canada's Role as a Middle Power*, sous la direction de J. King, Toronto, The C. I. I. A., 1965, pp. 208 et 209.

Commerce extérieur du Canada, par principaux pays — 1965, 1966, 1967

Rang en		Pays	(en milliers de dollars)		
1965	1966		1965	1966	1967
Exportations canadiennes					
1	1	États-Unis	4 840 456	6 027 722	7 079 396
2	2	Royaume-Uni	1 174 309	1 122 574	1 169 053
3	3	Japon	316 187	393 892	572 156
5	6	République fédérale d'Allemagne	189 493	176 800	177 955
8	7	Pays-Bas	127 766	143 113	176 431
6	9	Australie	140 372	117 359	156 249
10	10	Italie	93 223	114 787	141 439
15	11	Inde	58 453	107 662	140 592
4	4	U.R.S.S.	197 362	320 605	128 663
7	8	Belgique et Luxembourg	128 011	117 505	100 800
9	5	Chine communiste	105 131	184 879	91 306
12	12	Norvège	82 456	107 014	87 424
14	14	Venezuela	73 045	75 958	82 049
11	13	France	87 273	84 541	80 608
13	15	République sud-africaine	76 226	74 393	77 690
17	17	Mexique	51 006	52 145	49 202
16	16	Cuba	52 594	61 436	42 390
18	18	Nouvelle-Zélande	36 845	41 750	40 742
19	21	Espagne	33 825	36 900	39 623
22	24	Jamaïque	30 280	33 500	39 080
20	19	Argentine	32 720	39 529	33 380
27	26	Pakistan	21 643	25 671	33 181
26	23	Pérou	21 864	36 355	32 344
23	22	Suède	28 980	36 574	27 808
30	29	Brésil	17 509	21 157	27 540

Commerce extérieur du Canada (suite)

Rang en		Pays			
1965	1966	1967	1965	1966	1967
29	30	26			
21	20	27	Porto Rico	19 560	26 772
25	31	28	Pologne	37 404	25 790
24	25	29	Philippines	18 683	25 458
28	28	30	Suisse	31 010	23 833
			Trinité et Tobago	23 337	20 115
Total, 30 principaux pays			8 141 268	9 683 815	10 749 069
Total, toutes exportations canadiennes			8 525 078	10 070 627	11 111 580

Importations

1	1	1	États-Unis	6 044 831	7 135 611	8 016 341
2	2	2	Royaume-Uni	619 058	644 741	673 050
4	3	3	Japon	230 144	253 051	304 768
3	5	4	Venezuela	254 670	215 059	276 327
5	4	5	République fédérale d'Allemagne	209 517	235 207	256 879
6	6	6	France	96 103	106 651	130 080
7	7	7	Italie	80 279	86 718	110 269
10	8	8	Suède	55 568	72 541	76 242
12	12	9	Suisse	43 986	50 279	66 022
9	10	10	Pays-Bas	56 274	60 489	64 783
8	9	11	Belgique et Luxembourg	72 027	61 555	64 620
11	11	12	Australie	47 372	59 573	64 471
14	17	13	Antilles néerlandaises	43 341	38 511	60 293
21	16	14	Hong Kong	31 043	38 911	51 040

Commerce extérieur du Canada (suite)

Rang en		Pays	1965		1966		1967	
1965	1966		1965	1966	1965	1966	1967	1968
13	14	Inde	43 424	40 093	42 774			
23	25	République sud-africaine	27 113	27 641	37 060			
30	15	Nigeria	11 252	39 490	36 560			
19	21	Norvège	33 641	33 774	33 761			
20	20	Iran	31 765	35 469	33 229			
17	18	Jamaïque	36 000	37 281	31 860			
18	19	Brésil	35 573	35 777	31 436			
15	23	Arabie Saoudite	42 114	32 553	30 967			
24	24	Guyane	22 549	29 126	29 581			
22	22	Mexique	27 247	33 539	29 535			
28	27	Tchécoslovaquie	15 965	21 709	28 529			
25	26	Danemark	20 071	24 181	27 055			
29	28	Chine communiste	14 445	20 594	25 074			
34	35	Taiwan	9 333	13 089	23 569			
33	38	U.R.S.S.	9 885	11 654	23 015			
16	13	Malaisie	40 272	41 453	22 298			
Total, 30 principaux pays			8 304 862	9 536 320	10 701 488			
Total, toutes importations canadiennes			8 633 148	9 866 439	11 075 199			

* Source : *Annuaire du Canada-1969*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, p. 1068.

1. Il faut naturellement tenir compte de la contribution des groupes qui ne sont pas d'origine britannique ou française, mais il faut reconnaître que les deux peuples fondateurs ont toujours eu, en plus de leurs droits constitutionnels, une importance numérique et une vie institutionnelle qui leur méritent une reconnaissance spéciale dans les cadres politiques du pays.

2. « Culture » est entendu ici dans son sens le plus large, comme l'ensemble des habitudes acquises et transmises par une société : son « outillage mental », ses coutumes, son langage, ses idéaux, sa vision du monde, « l'acculturation de son héritage ». Voir Fernand Dumont, « De quelques obstacles à la prise de conscience chez les Canadiens français », dans *Cité libre*, janvier 1958, p. 22.

3. Cette idée fut énoncée principalement par M. John Holmes, président de l'Institut canadien des affaires internationales de Toronto, et qui fut, de 1953 à 1960, sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada. Plusieurs contestent le sens de puissance moyenne (*middle power*). Ils soutiennent que toute puissance peut désormais jouer un rôle important à condition qu'elle ait les compétences requises pour mener à bien ces propositions et ces interventions. Voir John Holmes, « The Diplomacy of a Middle Power », dans *The Atlantic Monthly*, novembre 1964, vol. 214, n° 3, p. 106.

4. Au cours des deux dernières années, nous avons rencontré plus de quatre cents hauts fonctionnaires dans le cadre de séminaires organisés par la Commission du service civil. Un très grand nombre de ces fonctionnaires semblent prêts à accepter l'idée d'une « politique étrangère étagée ». La majorité d'entre eux conçoivent le biculturalisme en fonction des rapports avec le monde francophone uniquement et non en fonction de toutes les relations que le Canada entretient avec des pays étrangers. Voir Louis Sabourin, « Biculturalism and Canadian Foreign Policy », dans *Canada's Role as a Middle Power*, sous la direction de J. King Gordon, Toronto, C. I. I. A., 1966, pp. 167-193.

5. Paul Gérin-Lajoie, *Le Devoir*, 1er mai 1965.
6. Voir en particulier Louis S. St-Laurent, *The Foundation of Canadian Policy in World Affairs*, Toronto, University of Toronto Press, 1947.
7. Discours de Lester B. Pearson à la Chambre des Communes, le lundi 20 mai 1963, reproduit dans *Le Devoir* du 23 mai 1963.
8. Voir en particulier la lettre du premier ministre de l'Alberta, Ernest C. Manning, en réponse à celle du premier ministre Lester B. Pearson, au sujet de la création de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme; cette lettre est citée dans le *Rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965, p. 162.
9. Jean Lesage, Discours à Saskatoon, cité dans *Le Devoir* du 21 septembre 1965.
10. Noël Dorion, Discours au club Kiwanis de Sillery et de Ste-Foy, cité dans *Le Devoir* du 8 juin 1961.
11. Gerald Clark, *Canada : The Uneasy Neighbour*, Toronto, McClelland & Stewart, 1965, p. 417.
12. F. H. Soward et coll., *Canada in World Affairs : The Pre-War Years*, Toronto, Oxford University Press, 1941, p. 12.
13. James Eayrs, *Canada in World Affairs : October 1955 to June 1957*, Toronto, Oxford University Press, 1959, p. 15.
14. Voir en particulier l'éditorial de Claude Ryan dans *Le Devoir* du 15 novembre 1963. L'auteur s'en prend aux préjugés du Canada anglais à l'endroit de l'Amérique latine :
Il est temps que notre politique étrangère reflète davantage la dualité culturelle du pays. Il est temps que les dominateurs anglophones de nos services de relations extérieures comprennent les liens profonds qui pourraient amener notre pays, en particulier le Canada français, à jouer un rôle de premier plan en Amérique latine.
15. Jean-Marc Léger, *Le Devoir*, 9 décembre 1961.
16. Claude Julien, *Le Canada dernière chance de l'Europe*, Paris, Bernard Grasset, 1965, p. 278.
17. Paul Martin, Discours au Club des relations internationales de l'Université de Montréal, le 12 mars 1966 (texte polycopié).
18. Jean-Charles Falardeau, « Dualité de culture et gouvernement d'opinions au Canada », dans *Opinions publiques*, II (Centre de sciences politiques de l'Institut juridique de Nice), Paris, Presses Universitaires de France, 1957, p. 318.
19. Ce n'est qu'en 1909 que fut créé le premier Secrétariat d'État aux Affaires extérieures du Canada. Au début de la seconde guerre mondiale, le ministère n'employait qu'une trentaine de personnes.

Voir l'étude de James Eayrs, « The Origins of the Department of External Affairs », dans *Canadian Journal of Economics and Political Science*, volume XXV, mai 1957, pp. 109-128.

20. Pour cette période, les études suivantes méritent d'être consultées :

E. H. Armstrong, *The Crisis of Québec (1914-1918)*, New York, Columbia University Press, 1937.

Gérard Bergeron, « Le Canada français : Du provincialisme à l'internationalisme », dans Hugh L. Keenlyside, *The Growth of Canadian Policies in External Affairs*, Durham (N. C.), Duke University Press, 1960, pp. 107-112.

J.-C. Falardeau, *op. cit.*, (voir la note 18), pp. 326-332.

G. P. de T. Glazebrook, *A History of Canadian External Relations*, Toronto, Oxford University Press, 1950.

Mason Wade, *The French Canadians — 1760-1945*, Toronto, Macmillan Co. of Canada, 1958, pp. 536-862.

21. Henri Bourassa, Lettre à Sir Wilfrid Laurier, citée dans le numéro spécial du *Devoir* en hommage à Henri Bourassa, le 25 octobre 1952, pp. 9, 13; voir aussi « The French Canadians and the British Empire », *Monthly Review*, (Londres), juin 1902.

22. J.-C. Falardeau, *op. cit.*, (voir la note 18), p. 328.

23. Le meilleur exposé demeure toujours celui de E. H. Armstrong, *op. cit.*, (voir la note 20); voir aussi le récit de Mason Wade, *op. cit.*, (voir la note 20), pp. 708-780.

24. Gaddis Smith, « Canadian External Affairs During World War I », dans Keenlyside, *The Growth of Canadian Policies in External Affairs*, Durham (N. C.), Duke University Press, 1960, p. 54.

25. Il y avait seulement deux Canadiens français dans le cabinet fédéral de 1917.

26. G. Bergeron, *op. cit.*, (voir la note 20), p. 109.

27. Voir l'article de F. H. Soward, « L'évolution du statut international du Canada », dans *l'Annuaire du Canada — 1952-1953*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, pp. 105-108.

28. Cité par Mason Wade, *op. cit.*, (voir la note 20), p. 801.

29. G. Bergeron, *op. cit.*, (voir la note 20), p. 112.

30. Pour la période de l'entre-deux-guerres, les sources suivantes méritent d'être retenues :

G. Bergeron, *op. cit.*, (voir la note 20), pp. 113-120.

James Eayrs, « A Low Dishonest Decade : Aspects of Canadian External Policy, 1931-1939 », dans Keenlyside, *The Growth of Canadian Policies in External Affairs*, Durham (N. C.), Duke University Press, 1960, pp. 59-80.

Nicolas Manseng, *Survey of British Commonwealth Affairs; Problems of External Policy 1931-1939*, London, Oxford University Press, 1952.

- Frank R. Scott, *Le Canada d'aujourd'hui*, Montréal, Éditions du Devoir, 1939.
- Mason Wade, *op. cit.*, (voir la note 20), pp. 781-857.
31. Escott Reid, « Canada and the Threat of War », *University of Toronto Quarterly*, janvier 1937, cité par F. R. Scott, *op. cit.*, (voir la note 30), p. 180.
32. Voir en particulier F. D. Roosevelt, « We shall not stand idly by; Our Canadian Position », Address, Queen's University, August 18, 1930, dans *Vital Speeches of the Day*, 4 : 680-15.1, 1938.
33. Gustave Lanctôt et Jean Bruchési, *Les Canadiens français et leurs voisins du Sud*, Montréal, Editions Bernard Valiquette, 1941.
34. Cité par F. H. Soward dans *Canada in World Affairs : The Pre-War Years*, (voir la note 12), p. 24.
35. Voir la déclaration du délégué apostolique au Canada, Mgr Ildebrando Antoniutti, dans *Le Devoir* du 14 juillet 1938; cité par J. Eayrs dans *Canada in World Affairs : October 1955 to June 1957*, (voir la note 13), pp. 15-16.
36. Déclaration de Paul Martin, citée par R. A. Mackay et E. B. Rodgers, dans *Canada Looks Abroad*, Toronto, Oxford University Press, 1938, p. 269.
37. Voir « S », « Embryo Fascism in Quebec », *Foreign Affairs*, volume XVI, n° 3, avril 1938.
38. Neil Morrison, « Vue d'un Canadien anglais sur notre politique extérieure », dans *L'Action Nationale*, volume XI, n° 5, mai 1938, p. 400.
39. Chambre des communes, *Débats*, 1939, 4^e session, vol. III, p. 2458.
40. *L'Action catholique* du 2 septembre 1939, cité par Mason Wade, *op. cit.*, (voir la note 20), p. 353.
41. On ne saurait énumérer toutes les sources utilisées pour l'étude de cette période. Nous avons eu recours principalement aux auteurs suivants :
- G. Bergeron, *op. cit.*, (voir la note 20), pp. 115-120.
- R. M. Dawson, *Canada in World Affairs, 1939-1941, Two Years of War*, vol. II, Toronto, Oxford University Press, 1943.
- J.-C. Falardeau, *op. cit.*, (voir la note 18), pp. 332-335.
- André Laurendeau, *La Crise de la conscription*, 1942, Montréal, Éditions du Jour, 1962.
- André Siegfried, *Le Canada, puissance internationale*, Paris, Armand Colin, 1939, pp. 243-253.
- Lingard & Trotter, *Canada in World Affairs 1941-1944*, Toronto, Oxford University Press, 1946.
- Mason Wade, *op. cit.*, (voir la note 20), chap. XV.

42. Voir à ce sujet K. C. Wheare, *Federal Government*, Toronto-London, Oxford University Press, 1946, p. 216, et le *Rapport Rowell-Sirois*, livre I, pp. 100-101.

43. Adélard Godbout, « Canada : Unity in Diversity », *Foreign Affairs*, vol. 21, avril 1943, pp. 452-461.

44. F. R. Scott, *op. cit.*, (voir la note 30), p. 179.

45. James Eayrs, *The Art of the Possible*, Toronto, University of Toronto Press, 1961, p. 140.

46. J. Bartlet Brebner, *North Atlantic Triangle*, New Haven, Yale University Press, 1945, p. 319.

47. Pour cette période les ouvrages essentiels à consulter sont : John Holmes, « The Diplomacy of a Middle Power », dans *The Atlantic Monthly*, novembre 1964, pp. 106-114; « Canadian External Policies since 1945 », dans *International Journal*, printemps 1963, vol. XVIII, n° 2, pp. 137-147.

Les chapitres sur « External Affairs and Defence », dans le *Canadian Annual Review (1960 à 1964)*, sous la direction de J. T. Saywell, Toronto, University of Toronto Press.

L. St-Laurent, *The Foundation of Canadian Policy in World Affairs*, Toronto, Toronto University Press, 1947.

André Siegfried, *Le Canada, puissance internationale*, Paris, Armand Colin, 1939, chap. XVII.

Dans la collection « Canada in World Affairs », Toronto, Oxford University Press, voir :

R. A. Spencer, *From UN to NATO*, 1946-1949

W. E. C. Harrison, *From 1949 to 1950*

D. S. Keirstead, *From September 1951 to October 1953*

C. Masters, *From 1953 to 1957*

J. Eayrs, *From October 1955 to June 1957*

R. A. Preston, *From 1959 to 1961*

48. Ramsay Cook et John T. Saywell, *Canada, A Modern Study*, Toronto, Ryerson Press, 1964, chap. XVIII, pp. 240-241.

49. G. Bergeron, *op. cit.*, (voir la note 20), p. 129.

50. Voir John Holmes, *Canadian External Policies Since 1945*, (voir la note 47).

51. *Annuaire du Canada — 1965*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, chap. XXII, partie II, p. 988.

52. James Eayrs, *op. cit.*, (voir la note 13), p. 13.

53. *Le Canada et la Crise de Corée*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1950.

54. Miriam Chapin, *Contemporary Canada*, New York, Oxford University Press, 1959, p. 299.

55. Voir dans *Contemporary Canada*, p. 288, cette note intéressante pour l'étude du biculturalisme et de la politique étrangère canadienne :

« A speech delivered in French by a French Canadian member of the UN Canadian delegation upheld the French contention that the war in Algeria is an internal matter and of no concern to the international body. Apparently French colonialism is less abhorrent to Quebec than other varieties. The argument was that the reforms offered by France could bring peace to North Africa. Nevertheless the Department of External Affairs knew that the Arab bloc would bring the question up again and again, and so warned France that this was a suspended sentence. »

56. G. Bergeron, *op. cit.*, (voir la note 20).

57. Claude Galarneau, « Les échanges culturels franco-canadiens depuis 1763 », dans *Recherches et débats du Centre catholique des intellectuels français*, Paris, Fayard, mars 1961, pp. 68-78.

58. F. R. Scott, *op. cit.*, (voir la note 31), p. 143.

59. De bons exemples :

a) le 18^e Congrès de l'Association canadienne des éducateurs de langue française qui avait choisi pour thème de son congrès annuel (septembre 1965), « L'Accession du Canada français à la vie internationale »;

b) le colloque de l'Institut canadien d'éducation des adultes sur « Le Canada français et l'Afrique francophone », Montréal, 21, 22 et 23 janvier 1965;

c) l'article de Pierre St-Germain dans *La Presse* du jeudi 6 janvier 1966 : « 1965 a inauguré une ère de coopération franche et intense entre la France et le Québec ».

60. G. Bergeron, *op. cit.*, (voir la note 20), p. 126.

61. *Ibid.*, p. 126.

62. Les principales critiques sont contenues dans le *Mémoire du Conseil de la vie française en Amérique à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Québec, Éditions Ferland, 1963, p. 206.

63. Discours de Marcel Cadieux au Congrès du C. R. I. à l'Université de Montréal, le 7 mars 1964 (texte photocopié).

64. Il serait intéressant d'établir dans quelle langue sont rédigés les nombreux télégrammes, dépêches et aide-mémoire qui émanent quotidiennement des ministères d'Ottawa.

65. Discours de Paul Martin au Canadian Club de Toronto, le 31 janvier 1966 (texte photocopié).

66. Discours de Paul Tremblay prononcé à l'occasion du 18^e congrès annuel de l'A. C. E. L. F., cité dans *Le Devoir* du samedi 18 septembre 1965.

67. Peter C. Bryant, *Canada's External Aid Programme*, Toronto, 1965.

68. Jean-Pierre Fournier, *Le Devoir* du jeudi 17 juin 1965.

69. Voir en particulier Paul Martin, *Le Devoir* du lundi 4 septembre 1965.

70. Cette question a fait l'objet de nombreuses études :
Deener, « Treaty-Making Power in a Federal Parliamentary System — The Case of Canada », dans *Proceedings of the American Society of International Law*, janvier 1950, p. 288;
Jean-Yves Grenon, « De la conclusion et de la mise en oeuvre des traités au Canada », dans *Canadian Bar Review*, 1960, p. 262;
W. A. M. Mackenzie, « Canada and the Treaty-Making Power », dans *Canadian Bar Review*, 1947, vol. XXV, p. 458;
Claude Ryan, « Les revendications internationales du Québec sont-elles hérétiques ? », dans *Le Devoir*, 3 mai 1965;
Laurier LaPierre, « Quebec and Treaty-Making Power », dans *International Journal*, été 1965, vol. XX, n° 3, pp. 363-366;
Jacques-Yvan Morin, « Le Treaty-Making Power dans les fédérations », dans *l'Annuaire canadien de droit international*, 1965, vol. III, n° 3;
G. J. Szablowski, « Creation and Implementation of Treaties in Canada », dans *Canadian Bar Review*, janvier 1956, vol. XXXIV, pp. 28-59.

71. Cette section s'inspire de notre article « Politique étrangère et État du Québec », dans *International Journal*, vol. XX, n° 3, 1965, pp. 350-361.

72. *A. G. for Canada v. A. G. for Ontario*, 1937 AC 326.

73. Louis Sabourin, « La constitution canadienne limite-t-elle notre participation aux conventions internationales ? », dans le *Bulletin des anciens de l'Université d'Ottawa*, 1964, tome 14, n° 1, p. 13.

74. Pour une étude détaillée de la question, voir J.-Y. Morin, *op. cit.*, (voir la note 70). Voir aussi H. W. Stoke, *The Foreign Relations of the Federal State*, Baltimore, The John Hopkins Press, 1931.

75. Pour la position du Québec, voir le discours de Paul Gérin-Lajoie au Corps consulaire de Montréal, *Le Devoir*, 14 et 15 avril 1965.

76. La position d'Ottawa est formulée dans une note du ministère des Affaires extérieures, publiée dans *Le Devoir*, 20 avril 1965.

77. Gérard Pelletier, *Le Devoir*, 8 septembre 1965.

78. L. B. Pearson, *Globe and Mail*, 9 janvier 1964.

79. Ces chiffres sont tirés pour la plupart de *l'Annuaire du Canada - 1965*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1966, pp. 961-986.

80. Guillaume de Maillard, « La France et le Québec », dans *Cité libre*, nouvelle série, décembre 1963, XVII^e année, n° 62, pp. 1-4.

81. Discours de Jean-Luc Pépin à la Chambre de commerce française au Canada, le 26 mars 1965 (texte polycopié, p. 2).

82. Jean-Luc Pépin, *ibid.*, p. 16.
83. Discours de Paul Martin au Club des relations internationales de l'Université de Montréal, 12 mars 1966 (texte photocopié, p. 13).
84. Extrait d'un rapport de James MacAvity, dans *The Gazette*, Montréal, 19 mai 1965.
85. Robert M. Fowler, « The Impact of American Business », dans *The Atlantic Monthly*, novembre 1964, vol. 214, n° 3, p. 120.
86. Walter L. Gordon, *Le Devoir*, 18 novembre 1960.
87. *Rapport de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1958.
88. Robert M. Fowler, *op. cit.*, (voir la note 85), p. 120.
89. L'historique de cette question a été étudié par André Patry, « Les relations internationales du Québec », allocution prononcée à la 10^e session annuelle du cours de formation nationale organisé par la Société Saint-Jean-Baptiste (texte photocopié), Trois-Rivières, 3 octobre 1964; voir aussi Louis Sabourin, *op. cit.*, (voir la note 71).
90. Yves Rolland, « Le Québec à la conquête de la France et l'action économique de la délégation du Québec à Paris », dans *Commerce*, novembre 1965, vol. 67, n° 11, pp. 56-59.
91. *Le Devoir*, 20 mai 1965.
92. Jean-Pierre Fournier, *Le Devoir*, 17 juin 1965.
93. *Le Devoir*, 7 juin 1965.
94. Il n'entre pas dans le cadre de cet exposé de discuter la question de l'entrée du Canada dans l'O. E. A. Pour des points de vue différents sur la question, consultez les sources suivantes : André Laurendeau, « Le Canada et les Amériques », dans *Le Devoir*, 16 mai 1961.
- Claude Ryan, « Le Canada et l'Amérique latine », dans *Le Devoir*, 15 novembre 1963.
- « Canada does not belong within the O. A. S. », éditorial du *Globe and Mail*, 6 mai 1965.
95. Voir J.-C. Marion et Claude Lemelin, « Le Canada français et le Tiers-monde », dans *Cahier des Sciences sociales*, n° 1, 1963, Université d'Ottawa.
96. Voir Louis Sabourin, « La participation des provinces canadiennes aux organisations internationales », dans *l'Annuaire canadien de droit international*, 1965, vol. III, n° 3, pp. 73-100.
97. Expression utilisée par George Grant dans *Lament for a Nation*, Toronto, McClelland and Stewart, 1965, p. 91.
98. Voir en particulier : Marcel Chaput, *Pourquoi je suis séparatiste*, Montréal, Éditions du Jour, 1961;

Raymond Barbeau, *J'ai choisi l'indépendance*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1961;

Numéro spécial de la revue *Liberté* sur le séparatisme, n° 21, mars 1962;

Numéro spécial de la revue *Cité libre* sur le séparatisme, XIII^e année, n° 46, avril 1962;

Léon Dion, « Considérations sur le séparatisme », dans *Le Devoir*, 25 novembre 1961.

99. *Rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965, p. 109.

100. *Ibid.*

101. René Lévesque, *Le Devoir*, 5 juillet 1963.

102. Dale C. Thomson, « Crisis in Canada », dans *The World Today*, octobre 1964, vol. 20, n° 10, p. 436.

103. D'innombrables études ont été consacrées à cette question. Voir en particulier :

P. C. Newman, « 40 Months to Make or Break Canada. Can we avoid union with the U. S. A. ? », dans *Maclean's Magazine*, 3 novembre 1962, vol. 75, n° 22;

André Patry, « Le Canada ? Un appendice des E.-U. », dans *Le Devoir*, 5 mars 1964;

André Rossinger, « Mythologie économique et réalité canadienne », dans *Cité libre*, XVI^e année, n° 83, janvier 1966, pp. 20-29;

Walter L. Gordon, *A Choice for Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1966.

104. John Holmes, *op. cit.*, (voir la note 3).

105. John Holmes, « Canada in Search of its Role », dans *Foreign Affairs*, juillet 1963, vol. 41, n° 4, p. 665; voir aussi le numéro spécial de *Maclean's Magazine*, « Confederation on Fire — Portrait of a Nation at the Bargaining Tables », (8 février 1964, vol. 77, no 3), les articles de Ralph Allen, Blair Fraser, Peter C. Newman.

106. George Grant, *Lament for a Nation*, Toronto, McClelland and Stewart, 1965, pp. 90 et 86.

107. René Lévesque, *Le Devoir*, mardi 22 octobre 1963.

108. Alexander Brady, « The Meaning of Canadian Nationalism », dans *International Journal*, été 1964, vol. XIX, n° 3, p. 362.

109. Déclaration de Jean Lesage reproduite dans *Le Monde*, supplément spécial sur le Québec, lundi 8 novembre 1965.

110. Jean-Marc Léger, *Le Devoir*, 22 juillet 1963.

111. Pierre Elliot-Trudeau, dans *Quebec States Her Case*, Toronto, Macmillan of Canada, 1964, pp. 66-67.

112. Pierre Dansereau, *Contradiction et biculture*, Montréal, Éditions du Jour, 1964, p. 177.

113. Notons à ce sujet le travail important que poursuit le Canadian Institute of International Affairs de Toronto depuis près de 40 ans.

114. Paul Gérin-Lajoie, *La Presse*, 23 avril 1965.

115. Louis Bérubé, « Bilan des réalisations canadiennes en Afrique francophone », dans *Le Canada et les pays africains francophones*, rapport de la Conférence régionale, Montréal (21-22-23 janvier 1965), publié conjointement par la Commission nationale canadienne pour l'Unesco et l'Institut canadien d'éducation des adultes (Montréal), p. 57.

116. Voir J.-C. Marion et Claude Lemelin, *op. cit.*, (voir la note 95).

Les relations ethniques dans
la vie politique montréalaise

Documents
de la Commission royale d'enquête
sur le bilinguisme
et le biculturalisme

- | | | |
|----|---------------------------------|--|
| 1 | Peter H. Russel | <i>The Supreme Court of Canada as a Bilingual and Bicultural Institution</i> |
| 2 | Thérèse Nilski | <i>Conference Interpretation in Canada</i> |
| 3 | David Hoffman
et Norman Ward | <i>Bilingualism and Biculturalism in the Canadian House of Commons</i> |
| 4 | Donald V. Smiley | <i>Constitutional Adaptation and Canadian Federalism Since 1945</i> |
| 5 | Robert N. Morrison | <i>Corporate Adaptability to Bilingualism and Biculturalism</i> |
| 6 | Jacques Dofny | <i>Les ingénieurs canadiens-français et canadiens-anglais à Montréal</i> |
| 7 | Donald E. Armstrong | <i>Education and Economic Achievement</i> |
| 8 | Monique Mousseau | <i>Analyse des nouvelles télévisées</i> |
| 9 | Louis Sabourin | <i>La dualité culturelle dans les activités internationales du Canada</i> |
| 10 | Guy Bourassa | <i>Les relations ethniques dans la vie politique montréalaise</i> |

À paraître

- | | |
|--|---|
| C. Beattie, J. Désy
et S. Longstaff | <i>Bureaucratic Careers : Anglophones and Francophones in the Canadian Public Service</i> |
| Gérard Lapointe | <i>Essais sur la fonction publique québécoise</i> |
| John Meisel et
Vincent Lemieux | <i>Ethnic Relations in Canadian Voluntary Associations</i> |

Documents
de la Commission royale d'enquête
sur le bilinguisme
et le biculturalisme

10 Les relations ethniques dans la vie politique montréalaise

Guy Bourassa

La présente étude a été effectuée pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Sa publication sous les auspices de la Commission ne signifie pas nécessairement que celle-ci souscrive aux points de vue qui y sont exprimés.

Droits de la Couronne réservés

En vente chez
Information Canada à Ottawa,
et dans les librairies
d'Information Canada :

Halifax

1735, rue Barrington

Montréal

1182 ouest, rue Sainte-Catherine

Ottawa

171, rue Slater

Toronto

221, rue Yonge

Winnipeg

Édifice Mall Center, 499, avenue Portage

Vancouver

657, rue Granville

ou chez votre libraire

Prix \$ 2.50 (sujet à changement sans avis préalable)

Nº de catalogue Z1-1963/1-2/10F

Information Canada
Ottawa, 1971



L'étude qui suit ayant été rédigée en 1964, le lecteur ne devra pas s'étonner que les statistiques citées ne soient plus tout à fait valables, bien qu'elles puissent, pour l'essentiel, servir d'utiles points de références. Il en va de même du cadre général de notre analyse : les problèmes (notamment au chapitre IV), les situations et les personnages considérés, ainsi que nos conclusions générales, devront être perçus en fonction de cette dimension précise dans le temps.

Guy Bourassa

Liste des figures IX

Tableaux IX

Graphiques X

Introduction 1

Chapitre premier	Le système politique montréalais 9
A	L'environnement 9
B	Les institutions politiques de Montréal 13
Chapitre II	Le personnel politique montréalais 29
1re partie	Les conseillers municipaux 31
A	Les caractéristiques 31
B	Le Comité exécutif et la classe C 40
C	Le phénomène électoral 43
2e partie	La fonction publique montréalaise 48
A	Les caractéristiques 50
B	Le facteur ethnique 53
C	Recrutement et origine ethnique 59
D	Promotion et origine ethnique 63
E	Conclusion 68
Chapitre III	Bilinguisme et relations ethniques dans l'administration montréalaise 71
1re partie	Situation du bilinguisme 73
A	Le Bureau de traduction 73
B	L'utilisation des deux langues officielles 76
C	Analyse de quelques services 79
D	Le bilinguisme chez les fonctionnaires et les conseillers 88
2e partie	Attitudes et opinions 90

Chapitre IV	Groupes ethniques et problèmes métropolitains montréalais 103
A	La Commission Blier 106
B	Le conflit 109
C	Le facteur ethnique 115
	Conclusions générales 123
Appendice	Tableaux 137

Tableaux

- 1 Évolution des principaux groupes ethniques dans l'île de Montréal, de 1871 à 1961 138
- 2 Répartition des Italiens dans la ville de Montréal selon les districts électoraux municipaux 139
- 3 Répartition en groupes d'âges de la population de Montréal selon l'origine ethnique - 1951 140
- 4 Nombre de fonctionnaires par service de la fonction publique de Montréal - 1964 141
- 5 Dépenses des services de la fonction publique de Montréal - 1963-1964 142
- 6 Caractéristiques de quelques banlieues de Montréal - 1961 143
- 7 Liste des municipalités incorporées, à des époques variées, en tant que cités 144
- 8 Profession des conseillers municipaux de Montréal - 1944-1965 145
- 9 Profession des conseillers municipaux de Montréal selon l'origine ethnique - 1944-1965 146
- 10 Niveau d'instruction des conseillers municipaux de Montréal selon l'origine ethnique - 1944-1965 147
- 11 Origine ethnique des conseillers municipaux de Montréal élus et nommés - 1944-1965 147
- 12 Origine ethnique des conseillers municipaux de Montréal de la classe C et associations - 1940-1960 148
- 13 Répartition des groupes ethniques dans les districts électoraux actuels de Montréal 149
- 14 Origine ethnique des conseillers municipaux de Montréal élus - 1944 et 1962 150
- 15 Origine ethnique des conseillers municipaux de Montréal - 1944-1960 151
- 16 Répartition des fonctionnaires dans les services municipaux de Montréal 152
- 17 Répartition des fonctionnaires municipaux de Montréal selon le niveau hiérarchique 153
- 18 Répartition des salaires dans la fonction publique de Montréal 154
- 19 Répartition, en nombre et en pourcentage, des fonctionnaires municipaux de Montréal selon l'âge 155

- 20 Répartition, en nombre et en pourcentage, des fonctionnaires municipaux de Montréal selon le service et l'origine ethnique 156
- 21 Niveau hiérarchique des fonctionnaires municipaux de Montréal selon leur origine ethnique 157
- 22 Cheminement comparé des demandes d'emploi des Canadiens français et des Canadiens anglais, selon leur catégorie professionnelle, à la fonction publique de Montréal 158

Graphique

Rappel historique de la structure administrative de Montréal 17-19

Cette étude des relations ethniques dans la vie politique montréalaise est conçue à partir d'une approche axée sur l'exercice réel du pouvoir. Les diverses étapes vont de la description de la réalité formelle à la dynamique des forces politiques. Pour plusieurs motifs, toutefois, l'accent est mis sur une connaissance des principaux éléments du phénomène politique montréalais, laquelle fait quasi totalement défaut encore aujourd'hui.

Le premier chapitre présente d'abord l'environnement du système politique montréalais ainsi que les facteurs qui conditionnent l'organisation politique elle-même. L'évolution démographique de Montréal, son rôle économique et politique, la poussée du groupe francophone, nous expliquent l'histoire des institutions politiques. Un lent et constant processus d'organisation, de bureaucratisation, conduit à faire du système montréalais actuel un appareil complexe et structuré assez proche du régime parlementaire, avec une assemblée élue, le Conseil municipal; un cabinet puissant, le Comité exécutif; une structure d'exécution, une vingtaine de services municipaux.

Divers problèmes pèsent plus lourdement sur l'ensemble de cet appareil; ils sont d'ordre financier, administratif (l'organisation devant être adaptée aux besoins actuels) et métropolitain (l'expansion du système montréalais obligeant à repenser les relations avec les unités politiques voisines).

Le second chapitre met en relief l'accession du groupe francophone aux postes officiels dans ces institutions politiques, aussi bien du côté du personnel élu que nommé.

Par un examen des caractéristiques socio-économiques, la mise en place d'une classe politique issue des classes moyennes, forte surtout de sa compétence et de son origine ethnique, peut être reconstituée de près. La « francisation » du personnel politique montréalais est indiscutable.

Au Conseil municipal, les citoyens délèguent aujourd'hui des représentants à leur image : francophones et de milieu social moyen, qui

privilégient les valeurs d'efficacité et de prospérité. La chose est encore plus évidente au sein de l'Exécutif dont le rôle ne cesse de s'accroître.

En même temps, une diminution constante de la présence anglophone se manifeste dans la disparition de la loi d'alternance entre maires canadiens-français et canadiens-anglais; dans l'abolition de la classe C composée des représentants des groupes et où les Anglo-Saxons jouaient un rôle majeur; dans un comportement électoral assez particulier empreint d'abstentionnisme et d'orientations quelque peu marginales comparées aux attitudes de l'ensemble des votants.

L'évolution et la situation présente du fonctionnarisme en témoignent à leur tour, les francophones formant aujourd'hui plus de 95 % des cadres municipaux. Cette proportion, qui va marquer toutes nos analyses subséquentes, révèle un changement majeur depuis quelques décennies. La faible part prise par les Canadiens anglais dans le recrutement et la promotion des fonctionnaires au cours des dernières années porte à croire que cette tendance ira s'accentuant.

Le troisième chapitre montre les conséquences de cette transformation sur la place occupée par les deux langues officielles et les attitudes des fonctionnaires municipaux.

La communication interne dans l'administration montréalaise se fait très largement en français, plus encore dans les services qu'au Conseil municipal, mais la minorité anglo-saxonne peut néanmoins utiliser sa propre langue dans son travail. La pression de la majorité ne saurait cependant être niée. Nulle part, ou presque, les Anglo-Saxons ne sont assez nombreux pour imposer une large utilisation de la langue anglaise. Le bureau de traduction ne joue pas un rôle de premier plan, car il est tourné principalement vers des tâches officielles ou vers l'extérieur.

L'administration montréalaise offre en effet une situation remarquable surtout par son bilinguisme externe. La langue de l'interlocuteur est fidèlement respectée et la majorité, qui est francophone dans les services municipaux, exerce ici une pression pratiquement nulle, ce qui, d'ailleurs, paraît être un authentique bilinguisme de fait. Toute réponse à une demande émanant d'un anglophone est adaptée pour n'imposer aucune contrainte.

Le degré d'intégration de même que l'identification des membres du personnel politique montréalais sont en conséquence grandement marqués par la présence française. Il ne fait pas de doute que les Anglo-Saxons sont conscients de leur désavantage et ressentent la nécessité de s'approcher des attitudes et comportements de la majorité. Un examen de la perception de l'activité politique et du rôle des élus fait ressortir cependant que la minorité se distingue sur divers points, tels que la conception de la démocratie, des partis politiques et de l'avenir du système montréalais. Ces nuances apparaissent aussi chez les fonctionnaires, mais les Anglo-Saxons identifient moins les buts qu'ils poursuivent à ceux de l'administration globale.

Le quatrième chapitre fait déboucher sur une étude des forces politiques de l'hôtel de ville, considérées hors de la structure montréalaise. Concernant le problème métropolitain, les groupes ethniques mènent un combat souvent semblable, mais les arguments, les objectifs et les solutions avancés par les Anglo-Saxons ne sont pas tout à fait de même nature, l'accent portant chez eux sur l'autonomie et la nécessité d'un fédéralisme à l'échelle montréalaise.

La presque totalité de la presse anglophone ainsi que les leaders de la minorité réclament et défendent un statut particulier. Souvent les causes économiques se confondent avec les origines ethniques, mais cela ne permet point de les identifier entièrement. Le problème métropolitain à Montréal se pose, dans une large mesure, comme une contrepartie à l'élargissement du pouvoir des francophones dans cette région.

On peut donc se demander, en conclusion, si l'accession au pouvoir politique officiel correspond à une emprise véritable sur la direction des affaires publiques à Montréal. Nous croyons pouvoir rejeter l'opinion qui, au contraire, défendrait la puissance d'une élite anglophone, cachée, mais non moins réelle.

Les dernières pages de la présente étude confirment cette option par l'examen de l'évolution récente de la société canadienne-française en divers secteurs précis, et analysent la nécessité et les modalités d'un compromis entre les groupes ethniques sur la scène montréalaise.

ont été étudiés jusqu'ici. On imagine par exemple l'intérêt d'une analyse de la vie des groupes dans la vie politique montréalaise. Certains opposeront que l'objet de la politique municipale place celle-ci dans une sous-catégorie de l'activité politique, mais cette vue, courte et traditionnelle, a été abandonnée depuis longtemps, notamment par la science politique américaine, et un examen même sommaire du tissu politique montréalais en montre aisément la fausseté. Des études de même type ont déjà apporté la preuve indéniable de la richesse de cette source.

Voilà donc l'arrière-plan du présent travail, et aussi ce qui justifie le choix d'un cadre théorique vraisemblablement trop large pour nos objectifs immédiats, mais cependant guide assuré vers une connaissance d'ensemble.

Nous sommes convaincu, et cela vaut pour chacun des chapitres à venir, qu'une analyse utile des relations ethniques doit s'inscrire dans cette large perspective. Plutôt que de donner arbitrairement à ce facteur un poids majeur, nous préférons poursuivre d'abord une analyse plus large qui cherchera à réunir autant que possible tous les éléments d'importance de la vie politique montréalaise : ils seront empruntés alors à l'histoire, à l'analyse juridique, à la connaissance sociologique et économique. D'où, au cours des analyses qui viennent, ce constant et mutuel passage d'une approche générale à la considération plus limitée du facteur ethnique. La science politique canadienne risque assez de succomber à l'explication par le seul facteur ethnique pour qu'on puisse impunément laisser cette difficulté de côté. Pour contribuer à connaître, et résoudre si possible, l'un des principaux problèmes de la société canadienne, cette science doit s'inspirer d'une objectivité faite aussi d'attention à tout ce qui peut revêtir une quelconque importance.

La présentation du cadre théorique qui régit notre travail souligne d'ailleurs à sa manière l'acuité de cette préoccupation.

La science politique ne nous fournit guère de cadres conceptuels communément acceptés permettant de choisir, dans un effort rigoureux de connaissance, les faits à analyser et à rejeter. On s'accorde assez à placer au centre l'étude des décisions. Mais que doit-on retenir comme élément significatif dans une telle démarche ? Quel est le test qui permet de conclure à une analyse satisfaisante ?

Le débat concernant ces différents points est actuellement largement ouvert, mais nous n'avons nullement l'intention de l'engager ici, préférant privilégier certaines approches récentes qui délimitent déjà le terrain. Cette analyse n'est pas une tentative d'application complète du schéma développé par Robert A. Dahl¹, mais les

1. Robert A. DAHL, *Who Governs ?*, New Haven, 1961.

grandes lignes de son étude, comme d'ailleurs certains autres ouvrages que nous présentons plus loin, orientent toute la structure des étapes que nous allons franchir.

Dans toute société il existe un système qui a pour fonction de prendre des décisions d'autorité et qui s'applique à tous. Ce système s'inscrit naturellement dans un contexte, l'environnement, façonné par les données biologiques, psychologiques, économiques, culturelles, etc..., et la force d'autorité de ses décisions permet de mieux concevoir une frontière souvent assez difficile à déterminer.

Le système politique a pour fonction de transformer certaines demandes en décisions politiques, c'est-à-dire en règles générales et contraignantes. Il lui faut d'abord l'appui qui le fait exister et lui fournit l'énergie pour le pousser à des actions précises. Un tel appui s'exprime notamment par les élections.

Easton montre que le système est mis en action par diverses demandes qui s'excluent mutuellement; tous les objectifs ne sont pas réalisables en même temps, donc parce qu'il y a rareté². Ces demandes forment le champ des options possibles et la matière brute du système. Ce qu'elles sont, d'où elles viennent, comment elles changent, voilà quelques-unes des questions qui définissent déjà la nature de chaque système politique.

Considérons d'un peu plus près l'appareil proprement politique qui sera l'objet principal de notre étude. Pour arriver à choisir, et donc à formuler certaines politiques, une division du travail est d'abord nécessaire. Un personnel politique, élu ou nommé, groupe les principaux agents. D'autre part, la transformation d'une demande en une politique définie peut s'opérer par des étapes passablement diverses : voici le comment, ou encore la structure même de l'appareil. Le cheminement fera plus ou moins apparaître les conflits provoqués et les stratégies déployées par ceux qui veulent orienter l'issue finale, laquelle est une règle générale et contraignante.

On comprend que l'analyse de la prise de décision elle-même soit devenue l'un des principaux points de la science politique présente. Ne permet-elle pas de cerner un phénomène beaucoup plus vaste, celui du pouvoir ? Certains ont souligné les lacunes de ce genre d'analyse : il ne permet pas, par exemple, de définir à coup sûr quelles sont les décisions importantes à examiner et non plus de déterminer où commence et finit la prise de décision, mais il éclaire tout de même de façon remarquable l'action du choix et ses facteurs.

Pour nous, quelques oeuvres déjà, dans le domaine des études municipales, ont témoigné de la richesse de l'approche. L'étude de Dahl nous aura surtout servi et inspiré. Afin de trouver réponse à la

2. Nous nous référons ici à l'un de ses articles : « An approach to the analysis of political systems », dans *World Politics*, III, 1957, pp. 383-400.

question « Qui gouverne ? », Dahl analyse rapidement la structure formelle pour s'arrêter ensuite au personnel élu et surtout à trois domaines majeurs dans la vie d'une grande ville américaine, et, de là, dégager quelques généralisations concernant l'exercice de l'influence et du pouvoir politique ainsi que les mécanismes de la démocratie.

C'est la démarche suivie dans cette analyse qui nous intéresse surtout. Dahl a voulu s'opposer à la théorie de l'élite unique pour laquelle le pouvoir politique est un aspect subsidiaire de la structure sociale, d'où il suffit de décrire celle-ci pour connaître les leaders. Nelson Polsby a résumé le débat dans un court ouvrage³.

La démarche est d'abord dynamique — on s'intéresse davantage à l'exercice du pouvoir qu'à son existence — aussi faut-il définir quelques décisions qualifiées importantes pour examiner les comportements et stratégies qui les entourent selon trois grands critères : qui participe, qui perd ou gagne, qui réussit ? Nous refusons d'associer la possession de certaines ressources politiques, argent, statut social, etc..., à leur utilisation réelle pour nous attaquer à une tâche beaucoup plus ardue : montrer le pourquoi et le comment. Les ressources politiques représentant une espèce de capital, les modalités d'investissement deviennent en conséquence essentielles, et la seule analyse de la structure formelle reste tout à fait insuffisante.

Nous allons donc nous attarder à celle-ci pour la décrire le plus fidèlement possible, tant dans ses mécanismes que dans le personnel qui la met en action, mais en cherchant à la dépasser. Ceci fera l'objet du quatrième chapitre, les trois précédents mettant néanmoins l'accent sur la structure administrative comme telle. Dès lors, les travaux récents dans le domaine de l'administration publique ou de l'organisation permettent de préciser encore le schéma que nous sommes en train d'esquisser. À plus de quinze ans d'intervalle, les écrits de Herbert Simon et de Michel Crozier expliquent largement l'interaction des buts et des rôles dans toute structure administrative⁴.

Ces deux auteurs soulignent les exigences de l'analyse du pouvoir et de la décision dans une organisation, et certains de leurs concepts seront utilisés très directement dans notre étude.

Ses fonctions et ses limites étant bien déterminées, il est plus facile de démarquer les mécanismes de l'activité d'une administra-

3. N. POLSBY, *Community Power and Political Theory*, New Haven, 1963.

4. H. A. SIMON, *Administrative Behavior*, New York, 1947;
M. CROZIER, *Le phénomène bureaucratique*, Paris, 1963.

tion que d'une unité hétérogène. L'analyse de la décision peut être poussée plus loin, Simon proposant alors de la décomposer en ses éléments fondamentaux. Les processus de communication et l'identification aux buts et aux actions de la structure constituent deux de ces éléments que nous analyserons au troisième chapitre, le premier, tant dans la mesure où il influence les décisions que dans celle où il lie les membres entre eux, le second en nous attachant aux conflits possibles entre les aspirations de chacun et les besoins de l'ensemble de la structure, c'est-à-dire le degré de loyauté.

Il n'est pas dans notre intention de reprendre ici le débat sur le degré de rationalité des décisions administratives, mais plutôt de voir quels stratégies et processus formels et informels celles-ci sont susceptibles de mettre en oeuvre.

Michel Crozier a élargi le débat dans la dernière partie de son livre en établissant un rapprochement entre le type d'organisation bureaucratique et les traits généraux d'une société. Pour lui, le phénomène bureaucratique devient alors un aspect du phénomène culturel entendu au sens large. L'action de l'homme, souligne-t-il, s'exprime dans les structures très complexes que sont les organisations modernes et, grâce à l'étude des systèmes qu'elles font naître, c'est-à-dire les organisations, on peut discerner les traits dominants d'une société, ses comportements et ses réactions devant le changement.

L'interaction est donc mutuelle entre structures bureaucratiques et structures sociales, et le parallèle que Crozier trace concernant le cas français s'avère assez fécond pour que nous cherchions à nous en inspirer dans le cas de Montréal.

Telles sont nos sources théoriques. Très larges au point de départ, elles se rétrécissent pour éclairer très exactement l'objet du présent travail. Elles indiquent en même temps ce que pourrait devenir une analyse globale de la vie politique montréalaise. Passons, pour l'instant, à une rapide description des étapes qui seront franchies dans les prochains chapitres.

L'environnement du système montréalais est d'abord brièvement circonscrit de même que les institutions politiques en tant que telles. Ce sont là les aspects légaux et prescrits du jeu politique. Les élites officielles et leurs ressources attirent ensuite l'attention et, finalement, divers aspects d'une demande très précise intégrée au système politique montréalais — le débat autour des annexions — font toucher à des aspects plus dynamiques : d'où vient le leadership à Montréal, comment s'exprime-t-il et pourquoi, quels résultats obtient-il ?

Les mécanismes internes de la structure administrative sont longuement analysés. En privilégiant le facteur ethnique, on étudie successivement les rouages majeurs de l'appareil politique montréalais.

Ceci constitue en somme davantage une analyse de la situation qui prévaut à l'intérieur des structures politiques montréalaises, où l'on met à part les structures et les comportements formels en essayant, autant que possible, de saisir les dynamismes en évolution.

Le premier chapitre traite donc des institutions politiques montréalaises. Il rappelle d'abord certaines caractéristiques du milieu environnant : physiques, économiques, démographiques, la description institutionnelle s'ouvrant sur un rappel historique qui met en relief les principales tendances des cent vingt-cinq dernières années pour arriver à la forme actuelle du gouvernement municipal. Les dernières pages présentent quelques-uns des principaux problèmes politiques qui se confrontent dans le Montréal d'aujourd'hui.

Le second chapitre, qui comprend deux parties, porte sur les caractéristiques socio-économiques du personnel politique de Montréal. Le début est consacré aux élites officielles, celles dont la fonction est reconnue publiquement, les conseillers municipaux constituant le premier sujet d'analyse; la période de 1944 à nos jours est mise en évidence, mais elle s'inscrit dans le prolongement de quelques tendances que montre l'histoire de Montréal depuis 1840. Nous voulons ici dégager les traits personnels des conseillers municipaux montréalais, c'est-à-dire savoir quels sont leur occupation, leur âge, leur origine ethnique, leur religion, leur instruction, etc... Un bref examen des statistiques électorales municipales depuis 1944 complète cette première partie. La seconde, par une démarche très voisine, étudie le fonctionnarisme montréalais qui groupe environ quinze mille personnes. Toutefois, eu égard au facteur ethnique, les politiques de recrutement et de promotion reçoivent une attention particulière, le chapitre se terminant par une comparaison entre ces deux grands courants.

Le troisième chapitre se rapporte à l'utilisation des langues dans les services municipaux et aux opinions et attitudes des groupes ethniques. Deux parties ici encore. La première, par l'examen de la langue de travail, nous renseigne sur la situation du bilinguisme dans le fonctionnarisme montréalais, tant à l'intérieur que dans les relations avec le public, et, de façon générale, sur certains aspects des canaux et modalités de la communication dans la structure politique montréalaise. Le Bureau de traduction est ici présenté avec plus de précision. La seconde nous éclaire sur les relations entre les groupes ethniques dans l'administration montréalaise. Grâce à un questionnaire poussé, nous dégageons ici des conclusions sur l'intégration des groupes ethniques, sur les opinions et attitudes qu'ils entretiennent, et sur leur perception du processus politique dans son ensemble. Ce chapitre complète donc l'analyse proprement statistique faite précédemment.

Le quatrième et dernier chapitre débouche sur des aspects nouveaux et plus vastes. Nous voulions aborder l'examen d'un problème politique montréalais important au cours des dernières années, celui de

la structure du gouvernement métropolitain, et les travaux de la Commission Blier forment ici l'objet de notre étude. Les diverses positions que cette Commission a suscitées ainsi que les stratégies des groupes en présence, bref, le jeu politique et les modalités de l'influence, constituent les principaux pôles de l'analyse. Non moins qu'ailleurs les conclusions très exactes demeurent ici difficiles, mais on peut y puiser des indications qui complètent et élargissent les résultats acquis précédemment.

Quant à la conclusion générale, en plus d'opérer la synthèse des divers éléments recueillis en vue d'une connaissance globale du jeu politique montréalais, elle esquisse quelques recoupements avec certains traits fondamentaux de la société canadienne-française.

Enfin, quelques remarques sur les techniques utilisées terminent ce rapport.

Quitte à les présenter plus longuement en temps et lieu, soulignons que notre analyse des groupes ethniques dans la vie politique montréalaise s'appuie surtout sur la connaissance de la documentation écrite et sur les renseignements fournis par plusieurs observateurs et participants.

Concernant la documentation écrite, mentionnons d'abord l'étude des textes légaux pour la description des institutions elles-mêmes, puis la compilation d'un très grand nombre de dossiers dans les quatre services retenus pour l'examen de la langue de travail, lesquels, avec la correspondance et les archives, forment une autre partie essentielle de notre matériel. L'analyse des journaux interviendra dans le dernier chapitre exclusivement. Soulignons également l'établissement du fichier sur les conseillers et fonctionnaires, dont nous avons déjà fait mention, qui nous a amené à consulter les biographies et les dossiers dans chacun des services ainsi que quelques ouvrages de référence.

Mettons à part deux sources remarquables. La Commission a déjà reçu copie des schémas de questionnaire et d'interview que nous avons utilisés. Le questionnaire constitue la base de la majeure partie du troisième chapitre, puisque c'est par lui que nous avons pu avoir connaissance des opinions et perceptions des fonctionnaires, de même que de certains faits. Quatre cents fonctionnaires l'ont reçu, dont le tiers environ étaient anglophones, ainsi que l'ensemble des conseillers municipaux en fonction depuis 1944. Signalons ici un taux de réponses particulièrement élevé, environ 70 %.

Ce document, composé de soixante-quinze questions, se divisait selon les thèmes suivants : comparaisons sur la situation des groupes ethniques dans le temps; raisons et motivations ayant animé les fonctionnaires et conseillers au cours de leur carrière publique montréalaise; intégration des groupes; attitudes quant aux problèmes du bilinguisme et du biculturalisme.

Il faut bien souligner ici la place de cette approche dans l'ensemble de notre entreprise. En termes de temps, d'énergie, et aussi

d'argent, le questionnaire n'est qu'une des bases de notre analyse. Nous l'indiquons pour mieux faire ressortir ce qu'ont apporté les données statistiques, l'examen de quelques services et l'enquête sur le problème métropolitain.

De très nombreuses rencontres auront été nécessaires pour préciser et compléter notre information. À chaque étape de ce travail, nous avons mis à contribution maints responsables de l'administration montréalaise, à tous les niveaux et dans tous les secteurs.

Ces entrevues prennent toutefois au quatrième chapitre une forme beaucoup plus structurée. Une trentaine de leaders, dont un tiers canadiens-anglais, ont été approchés avec lesquels nous avons examiné le problème métropolitain. Ces entrevues touchaient successivement aux opinions et aux positions qui étaient les leurs concernant la création de la Commission Blier, le problème général de l'annexion, les arguments jugés fondamentaux, les solutions possibles et, enfin, le rapport soumis par ladite Commission.

Ces deux sources nous ont donné un matériel précieux et vaste que nous mettrons, si nécessaire, à la disposition de la Commission.

L'étude que nous soumettons est le fruit de plus d'un an de travail, ce qui explique que certains choix aient été indispensables, mais avant de l'aborder vraiment, nous tenons à souligner à quel point la seule mise en marche du projet recommandé par la Commission a permis de faire avancer la connaissance du Montréal politique. Les premières phrases de cette Introduction regrettaient notre ignorance de la vie municipale; nous pensons que notre connaissance a franchi, malgré d'évidentes limites, des étapes capitales au cours des derniers mois, et nous espérons qu'elle sera pour le lecteur non seulement une source d'enseignement mais aussi un stimulant qui l'incitera à mettre d'autres travaux sur le chantier.

Cette entreprise a d'ailleurs permis de constituer une équipe sensible à ces questions. Nous voulons lui exprimer notre gratitude pour une collaboration qui fut particulièrement riche et en même temps occasion d'apprentissage. Nous remercions tout spécialement M. Pierre Prézeau qui fut notre principal assistant et dont l'apport, en maintes circonstances, fut capital.

Que tous ceux, enfin, conseillers ou fonctionnaires à l'hôtel de ville de Montréal, qui ont bien voulu nous faire profiter de leurs connaissances et nous donner de leur temps soient aussi remerciés. La liste en serait longue. Nous voulons voir avant tout, dans le concours qu'ils nous ont apporté, la preuve qu'une solide collaboration peut s'établir entre ceux qui animent l'action politique et ceux qui cherchent à l'expliquer, ce dont nous sommes particulièrement reconnaissant aux autorités municipales.

Définissons avant tout le cadre dans lequel s'inscrit notre recherche. Même au plan formel, la vie politique montréalaise a été trop peu étudiée pour que l'on puisse supposer connus ses traits dominants. Notre propos sera donc ici surtout descriptif. Énumérer ses mécanismes politiques majeurs, les exposer brièvement, indiquer leur évolution et souligner ce qui paraît devoir être leur avenir, voilà notre première étape. Du coup, l'analyse des relations ethniques prendra sa juste perspective.

Il ne peut suffire de considérer les seules institutions politiques, aussi un rappel des propriétés de leur environnement s'impose. La situation des groupes ethniques dans l'évolution démographique montréalaise apporte un élément indispensable, de même que nous éclairent le cadre géographique, la structure économique, les liens entre le système politique montréalais et les gouvernements supérieurs. Un certain recul nous permet par ailleurs d'approcher d'aussi près que possible des mécanismes fondamentaux de l'activité politique.

Ce chapitre se veut une contribution à la connaissance des institutions politiques québécoises. Faute souvent de connaître clairement les éléments de la structure, une analyse de la dynamique réelle risque de nous échapper. Nous souhaitons donc que cette présentation suscite la formulation d'objectifs de recherche puisque, et ceci va souvent réapparaître au cours de notre étude, l'examen valable des relations ethniques passe par celui des phases diverses du processus politique.

A. L'environnement

La ville de Montréal occupe en partie l'une des îles de l'archipel d'Hochelaga et son emplacement, qui représente à peu près le quart de la région que l'on appelle le grand Montréal, lui donne une position stratégique.

Située au centre d'un réseau de communications, elle s'ouvre, par eau, à la fois sur l'océan, l'Europe, les grands lacs et l'intérieur du continent américain, ce qui donne immédiatement à penser que son développement économique sera lié pour une très large part à l'établissement d'un port de mer, et, par terre, sur l'ouest du pays et les États-Unis. Elle apparaît donc, ainsi que l'ont souligné plusieurs géographes, comme un lieu de confluence majeur.

Cette ville, qui paraît se situer dans le prolongement de Mégapolis, s'inscrit dans la ligne des grands centres urbains de l'Est américain. Aussi bien sur le plan géographique que culturel et politique, elle se rattache, par de multiples traits, à cette zone.

Les caractéristiques démographiques l'illustrent et vont nous permettre d'avancer dans la connaissance du contexte de son système politique. Le grand Montréal comprend actuellement plus de 40 % de la population du Québec et plus de 10 % de celle du Canada tout entier. Nous n'avons cependant pas l'intention de mener une analyse démographique très poussée, comptant plutôt centrer notre présentation autour du facteur ethnique.

Disons immédiatement que, concernant la répartition des groupes ethniques à Montréal, trois points nous semblent particulièrement importants.

D'abord, la population montréalaise est nettement de majorité française : presque les deux tiers. Dans la zone métropolitaine, le groupe francophone correspond plus précisément, selon le recensement de 1961, à 64 % de l'ensemble de la population. Cette proportion est demeurée particulièrement stable au cours des dernières décennies. Dans l'île de Montréal, qui comprend 80 % de la population de toute la zone métropolitaine, la situation est fort semblable puisque le groupe francophone atteint 63,8 %. Ce chiffre, ainsi que l'illustre le tableau no 1, n'a guère changé depuis longtemps : entre 1871 et 1961, il n'a varié que de 1,7 %. Quant à la ville de Montréal elle-même, la proportion des Canadiens français y est quelque peu plus élevée : 66,5 % en 1961. Le poids de cette majorité sur les institutions politiques est capital.

L'élément anglophone ne témoigne aucunement de la même stabilité. Sa population a diminué de plus de la moitié au cours de la même période, passant, pour l'ensemble de l'île de Montréal, de 38,1 % à 18,1 %. Dans la ville même, les anglophones représentaient en 1961 12,5 % de la population.

Où se situe cette population sur l'ensemble de l'île ? La frontière est assez nette puisque la partie est de ce territoire est à 80 % française tandis que la partie ouest n'offre que de très rares cas d'une telle prédominance, l'élément anglophone y étant souvent nettement majoritaire. Norbert Lacoste note que, sous la pression numérique, la frontière entre les deux groupes ethniques a eu tendance à obliquer vers l'ouest en encerclant de plus en plus l'îlot britannique.

« Les Anglais ont perdu la majorité qu'ils avaient acquise vers 1830 dans l'agglomération; ils se sont depuis cantonnés dans des municipalités autonomes où ils conservent la prédominance numérique⁵ ».

En 1848, ils étaient encore faiblement majoritaires, la transition semblant s'être effectuée vers 1855-60.

Les plus forts îlots britanniques se trouvent au centre même de la ville : autour de l'université McGill, dans Montréal-Ouest, où l'élément anglophone atteint 80 % de la population, dans certaines parties de Westmount, à Hampstead, et dans la plus grande partie de Ville Mont-Royal. Ces îlots constituent aujourd'hui des municipalités autonomes sur l'île de Montréal.

Enfin, si le groupe francophone est resté à peu près stable alors que l'élément anglophone diminuait sensiblement, la marge a été comblée par la montée de certains autres groupes ethniques. Les Juifs, par exemple, possèdent une forte densité, qui atteint parfois 80 % et dépasse assez souvent 30 %, comme dans Outremont ou Snowdon. La colonie italienne, dont le tableau no 2 indique la répartition, vit pour sa part dans un quartier déterminé, celui de Saint-Jean. Ces deux groupes sont sans doute les plus importants de toutes les minorités ethniques à Montréal. Représentant à peine 1,6 % de l'île de Montréal en 1871, ils sont passés à 19,9 % en 1961. Il est très difficile de tirer des conclusions quant à l'utilisation des deux langues officielles à partir des statistiques que nous venons d'examiner. On sait peu et mal comment les minorités ethniques, autres que française et anglaise, s'intègrent dans la métropole. Par ailleurs, le recensement n'est pas assez précis sur ce point pour donner une information entièrement valable. Indiquons seulement que peu de changements semblent s'être produits au cours des dernières années, puisque entre 1951 et 1961 la proportion des personnes qui se disent bilingues s'est stabilisée autour de 40 %. On pourrait croire en outre, selon les mêmes recensements, à une certaine francisation, le nombre de ceux qui ont répondu ne parler que le français ayant augmenté de 3 % et le nombre de ceux qui ont dit ne parler que l'anglais ayant baissé de 1,5 %. Ces tendances sont toutefois peu significatives, mais nous les citons pour compléter notre information.

Au facteur ethnique s'attache ici le facteur religieux. Selon les recensements, la répartition religieuse suit de près celle des groupes ethniques; cependant l'élément catholique romain est beaucoup plus important que le groupe francophone : en 1961, il constituait 76,7 % de la population de l'île de Montréal. Mais là aussi il y a une certaine stabilisation, puisque ce chiffre, à 0,1 % près, est celui de 1871. La baisse du groupe anglophone correspond davantage

5. N. LACOSTE, *Les caractéristiques sociales de la population de Montréal*, Montréal, 1958, p. 125.

à une régression de la religion protestante. En 1871, l'élément protestant représentait 19 % de la population, et en 1961 seulement 11 %. Quant aux Israélites, ils en représentent aujourd'hui environ 6 %.

Passons à l'examen de quelques aspects plus particuliers de cette population pour les mettre en relation avec le facteur ethnique. Soulignons qu'il est extrêmement difficile d'apporter des précisions rigoureuses au niveau de la ville elle-même, les données exactes étant pratiquement impossibles à trouver. Considérons d'abord l'âge. Un certain rajeunissement de la population de l'île de Montréal au cours des dernières années est indiscutable. Le nombre des moins de vingt ans est passé de 32,6 % en 1951 à 36,4 % en 1961, et cela s'explique sans doute par le développement économique considérable qu'a connu la métropole pendant cette période. Le tableau no 3 donne la répartition des groupes d'âges selon l'origine ethnique. Quant aux moins de 35 ans, ils constituent 61,4 % du groupe francophone et seulement 51,1 % du groupe anglophone.

Certaines différences entre les deux groupes apparaissent aussi dans la structure des occupations. Prenons les chiffres de 1961 pour l'ensemble de l'île de Montréal. Les gens de métier forment à peu près le tiers de la main-d'oeuvre montréalaise, et les administrateurs, les employés de bureau et les membres des professions libérales environ chacun 10 %. La structure des occupations pour chaque groupe ethnique démontre avant tout que les Canadiens français sont moins présents dans les carrières administratives. Nous en saisissons toute l'importance lorsque nous aborderons l'étude des conseils municipaux.

Ces quelques remarques conduisent à voir dans la ville de Montréal un centre économique majeur. Au coeur d'une région de plus de quatre cents milles carrés, elle occupe à coup sûr dans l'activité économique du pays, et encore plus dans celle du Québec, une place cruciale. Rappelons que, dans le seul domaine de l'industrie manufacturière, Montréal fournit le tiers des produits canadiens issus du pétrole et du charbon, la moitié des produits issus du tabac et les deux tiers de la confection pour dames.

Le port joue un rôle majeur dans l'activité économique de la ville. De 1946 à 1959, la somme des salaires versés y a plus que doublé, de même que la valeur brute de la production. En tant que centre financier, Montréal a enregistré en 1962 quarante-huit millions de dépôts bancaires.

Pour compléter la description de l'environnement du système montréalais, il faut se référer à la structure d'ensemble de la vie politique québécoise et canadienne.

Sur le plan légal, en tant que municipalité, Montréal relève du gouvernement de la province de Québec. Avec la ville de Québec, elle est la seule unité municipale à posséder une charte propre qui précise pouvoirs et répartition des tâches. Cette charte est amendée chaque année. Soulignons au passage l'intérêt qu'il y aurait à

analyser la relation entre Montréal et le gouvernement provincial dans ce processus d'amendement; le poids réel de l'influence de chacun pourrait alors bien se mesurer.

En regardant la carte électorale du Québec, on constate immédiatement que la métropole compte environ 40 % de l'ensemble des électeurs de la province, lesquels se trouvaient jusqu'à présent particulièrement défavorisés, leur représentation à l'Assemblée législative n'étant que de 20 %. Avec la refonte de la carte électorale québécoise, cette proportion passera à 33 %.

La place que tient la ville de Montréal dans le système politique québécois se manifeste aussi par les hommes politiques qu'elle a fournis : plusieurs de ses édiles sont passés à un moment de leur carrière à la politique provinciale ou fédérale : l'un de ses anciens maires, J. C. Abbott, fut premier ministre du Canada et un autre, chef de parti provincial. Enfin, la présence au sein du cabinet provincial d'un certain nombre de ministres montréalais est révélateur encore de l'importance de la métropole.

La situation exacte de Montréal dans le processus politique québécois et canadien ne nous est pas connue. Elle fut capitale il y a plus d'un siècle, mais il faudrait aujourd'hui montrer de quelle façon son développement récent, tant par des travaux d'ordre matériel comme le métro que par des entreprises prestigieuses comme l'exposition universelle, a amené l'établissement de relations politiques de plus en plus importantes avec les capitales provinciales et fédérale. Soulignons seulement qu'on ne peut considérer cette cité comme exclusivement subordonnée. C'est davantage un processus en action qui lui donne une zone politique de plus en plus nette.

L'importance politique de Montréal se constate enfin par le nombre de groupes d'intérêts puissants qui ont installé leur siège social et une grande partie de leurs membres dans ses limites.

Il n'est pas exagéré enfin de parler, d'une certaine manière, de l'importance de Montréal dans le système international. Siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale, elle est de plus en plus, tant au niveau culturel qu'économique ou social, un point de rencontre de représentants des divers pays du monde. C'est peut-être là un des facteurs majeurs de l'évolution du système politique montréalais. Pour établir une comparaison rapide, les problèmes qu'avait à résoudre le Montréal d'il y a un siècle, alors petit et confiné sur lui-même, sont bien différents de ceux qui se posent au Montréal de 1965 qui cherche à mériter le titre de deuxième ville francophone du monde.

B. Les institutions politiques de Montréal

L'histoire politique de Montréal commence à proprement parler en 1832. Cette année-là, le gouvernement provincial lui accorde une première charte, et des élections municipales ont lieu un an plus

tard. À ce moment, huit quartiers choisissent seize représentants, lesquels élisent parmi eux le premier maire de Montréal : Jacques Viger.

Cette première période est fort brève puisque dès 1836 le régime municipal est suspendu. Le climat mouvementé des années 37 - 38 provoque cet intermède qui va durer jusqu'en 1840. Pendant quatre ans, la ville sera gouvernée par des représentants nommés par le gouvernement provincial.

C'est donc en 1840 qu'a lieu l'installation définitive des institutions démocratiques à Montréal. Au cours des années qui vont suivre, ces institutions seront en perpétuel réaménagement et plusieurs chartes définiront tour à tour l'organisation politique montréalaise qui, si elle est maintenant stabilisée, ne l'est que depuis peu. Pour introduire quelque clarté, distinguons trois grandes périodes dans l'histoire des institutions politiques montréalaises.

La première va de 1840 à 1900 et se caractérise entre autres par le fonctionnement régulier du jeu des élections. Chaque année, le maire et le conseil municipal sont renouvelés. Montréal prend alors son essor. La politique municipale reste cependant d'envergure plutôt restreinte. Peut-être est-ce l'absence de grands problèmes qui facilite le jeu normal des institutions municipales ?

La seconde période qui, du début du siècle, ira jusqu'en 1943, tendrait en tout cas à le prouver. Période de troubles, où Montréal est à quelques reprises en tutelle et marquée en même temps par des leaders municipaux de grand calibre. Au cours de ces quarante années, l'électeur montréalais conserve bien le privilège de choisir ses représentants, mais ceux-ci sont assez souvent réduits à l'inaction. En 1910, par exemple, le peuple élit un maire et trente et un échevins; cependant le gouvernement réel appartient à quatre commissaires, eux aussi élus par le peuple, et auxquels le Conseil municipal est soumis; le maire n'exerce quasi aucun pouvoir. Cette mise en veilleuse des institutions démocratiques n'a pas tellement de succès puisqu'en 1918 le gouvernement provincial, tout en maintenant les structures démocratiques, nomme une commission administrative avec pleins pouvoirs. Les cinq commissaires désignés alors reçoivent et les attributions du Conseil municipal et celles du Bureau des commissaires précédents. La population montréalaise s'accommode assez mal de ces tutelles et, en 1921, le mandat des administrateurs-délégués est interrompu. Pendant vingt ans, Montréal va connaître le jeu normal du système représentatif : élections tous les deux ans et partage du pouvoir entre le Conseil municipal et une structure inspirée du Bureau des commissaires : le Comité exécutif.

La crise de 1929 allait ici aussi apporter des bouleversements. La ville est encore en difficultés à cause des très lourdes charges sociales qu'elle a dû supporter. En 1940, le gouvernement provincial la place sous l'autorité de la Commission municipale laquelle, en plus d'ordonner ce qu'elle juge à propos, garde un droit de veto sur toutes les décisions des élus. Même situation qu'au moment de

la première guerre mondiale : les représentants conservent leur poste mais tout pouvoir réel leur est enlevé.

La tutelle se termine en 1943 et paraît marquer le début d'une troisième période. Les représentants de la population ont reconquis leurs prérogatives. Leur nombre variera beaucoup au cours des vingt-cinq dernières années, tombant de 99 à 48, de même que celui des quartiers électoraux qui passera de 45 à 15 en 1962. Après 1943, une certaine orientation de type parlementaire sera donnée à la vie politique montréalaise, ce que souligne notamment l'apparition des partis politiques municipaux.

L'étude des relations ethniques dans le système politique montréalais doit s'appuyer très largement sur l'évolution historique. Précisons encore la rapide description que nous venons de faire de l'histoire politique de Montréal. Pendant la première période, de 1840 à 1900, la vie politique montréalaise est donc en voie de formation. Quatre facteurs se détachent. D'abord l'état général du système politique canadien lui-même, marqué par les événements de 1840 d'abord, et de 1867 surtout. Ensuite, la mutation au niveau global qui va de pair avec l'évolution même de la ville dont la population dépasse 100 000 habitants vers 1865. Les problèmes montréalais sont alors strictement d'ordre local et on se contente de mettre sur pied les mécanismes pour assurer l'essentiel des besoins communautaires. Signalons, en troisième lieu, et ce trait n'est pas négligeable, l'absence d'une véritable tradition démocratique. Ignorante des mécanismes de la vie démocratique, la population, canadienne-française surtout, se désintéresse des affaires municipales. Ajoutons à cela que le mode de scrutin est particulièrement restrictif puisqu'il ne concerne que la population masculine, qu'il est censitaire et qu'il doit être public. C'est de 1860 que date la division des électeurs montréalais en trois groupes : propriétaires, locataires, associations.

À partir de 1900, période marquée par des difficultés financières et des mises en tutelle, prend forme malgré tout une structure administrative politique de plus en plus nette. Sur le plan ethnique, l'élément francophone est devenu majoritaire dans la ville et a acquis également la majorité au Conseil municipal. Une convention avait jusque-là prévalu voulant qu'un maire francophone alterne avec un maire anglophone, mais elle sera brisée en 1914. Pendant cette période se dessine à Montréal l'apparition d'une classe moyenne francophone qui prétend exercer une influence politique. Les mécanismes le lui permettent davantage puisque le scrutin est devenu secret et plus ouvert depuis la fin du 19^e siècle. L'élargissement de la vie politique montréalaise se voit encore, et nous l'analyserons plus en détail au chapitre suivant, dans ce que plusieurs leaders municipaux montréalais connaîtront une carrière politique extra-municipale.

L'année 1944 marque un nouveau départ alors que l'organisation politique, créée lentement au cours des années précédentes, s'affermi.

Deux chiffres peuvent suffire ici à montrer cette progression : le budget de la ville de Montréal, qui était en 1941 de cinquante millions de dollars, passe en 1964-1965 à deux cent quarante millions. Ces vingt dernières années sont marquées par une coupure importante autour de 1954 : c'est alors en effet que s'achève le règne du maire Houde et qu'apparaissent les partis municipaux.

Voilà pour l'évolution des institutions démocratiques élues, mais celle de la structure administrative de Montréal apporte à son tour des éléments utiles. Rappelons que les services municipaux furent d'abord soit gérés par des comités d'échevins soit confiés à des organismes privés. Vers 1900, il existe une douzaine de comités d'échevins.

Au début de la troisième période, qui commence en 1944, on compte dix services municipaux et huit mille fonctionnaires. En 1964, les services seront passés à seize et les fonctionnaires à plus de quinze mille. Les organigrammes qui figurent dans les pages suivantes aideront à mieux voir ces différents changements.

La mise sur pied d'un appareil bureaucratique est l'une des parties les plus importantes de l'histoire politique de Montréal. Les services municipaux ont été créés en cinq vagues, 1918, 1928, 1941, 1955 et 1961, et sous quatre maires.

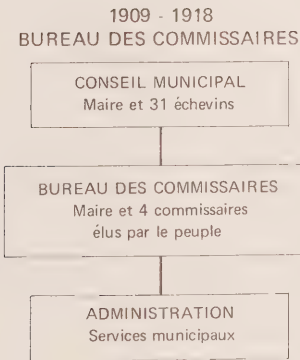
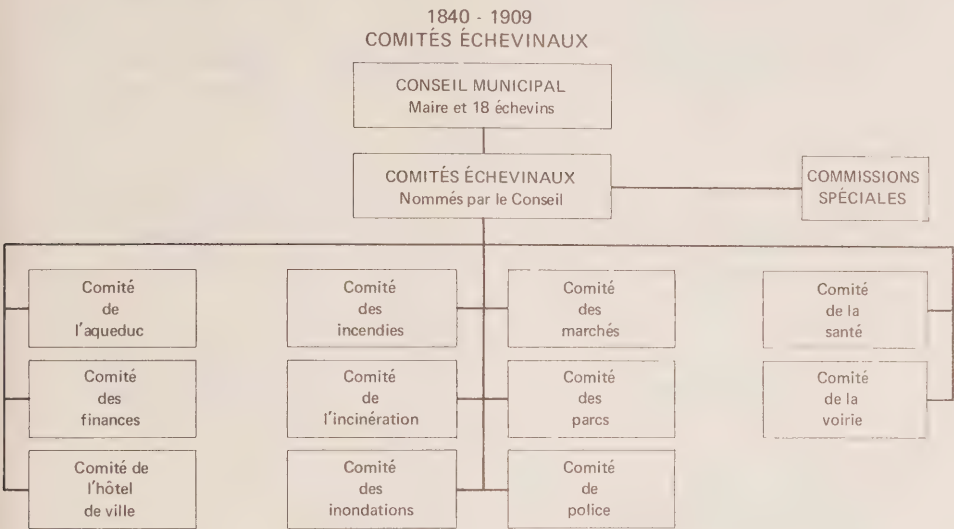
Ces dates font ressortir un trait particulièrement révélateur. Il semble que le processus de bureaucratisation ait coïncidé avec des périodes de faiblesses du Conseil municipal, ce qui n'est guère surprenant, la création de chaque service retirant au comité d'échevins et aux conseillers municipaux en général une partie des pouvoirs qui jusque là leur revenaient. C'est donc, la plupart du temps, pendant les périodes de tutelle que sont mis sur pied les divers services administratifs. L'instabilité et la non-spécialisation des comités d'échevins ne pouvaient suffire à une organisation municipale de plus en plus vaste, pressée par des besoins et des demandes nouveaux sans cesse plus impératifs. On devine ici l'influence de quelques leaders municipaux montréalais de premier plan, tels les maires Houde, Martin et Drapeau.

La prédominance de l'élément canadien-français sera acquise plus lentement au niveau des services administratifs, pour parvenir, comme le montre le chapitre suivant, à un degré supérieur.

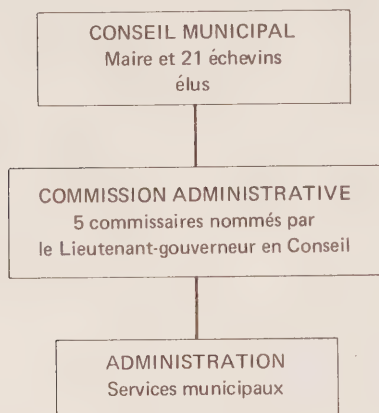
Certaines directions ont été pendant longtemps assurées par des anglophones. Ce fut le cas aux Finances jusqu'en 1929. Mais depuis la seconde guerre mondiale, tous les nouveaux services ont été confiés à des francophones et, en 1965, tous les directeurs de services étaient d'expression française.

Le moment est venu de présenter et de décrire l'organisation politique actuelle de la ville de Montréal. Celle-ci date, dans ses traits les plus récents, de 1962. Pour suivre les lignes adoptées dans le rappel historique, nous allons décrire les institutions politiques montréalaises du côté des élus d'abord, du fonctionnarisme ensuite.

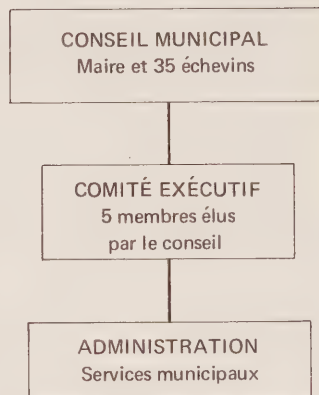
RAPPEL HISTORIQUE DE LA STRUCTURE ADMINISTRATIVE DE MONTRÉAL



1918 - 1921
COMMISSION ADMINISTRATIVE

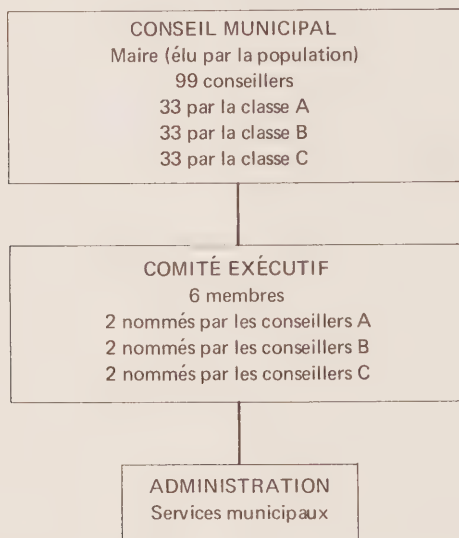


1921 - 1940



NOTE: La Commission possède tous les pouvoirs
que détenaient le Conseil et le Bureau des
commissaires de la période 1909 - 1918.

1940 - 1960



NOTE: En 1949, le maire devient ex-officio mem-
bre du Comité exécutif. En 1960, aboli-
tion de la classe C; le Conseil passe à 66
membres.

Le principal personnage de l'administration montréalaise est le maire, élu, depuis 1962, pour quatre ans : c'est le plus long mandat accordé aux maires montréalais, puisque de 1944 à 1960 ceux-ci ne furent élus que pour trois ans, et de 1960 à 1962 pour deux ans.

Le maire est élu aujourd'hui par ceux qui paient l'une des taxes suivantes : taxe foncière (propriétaires), taxe d'affaire (commerçants), taxe d'eau (propriétaires et locataires).

Le propriétaire qui paie la taxe d'eau de son ou ses locataires doit donner leurs noms à l'estimateur de la ville, afin qu'ils figurent sur la liste des électeurs et aient en conséquence droit de vote. Il n'y a qu'un vote par famille.

Les fonctions et pouvoirs du maire de Montréal ont été souvent débattus. Encore, en 1960, le rapport de la Commission Champagne reprenait cette discussion en attribuant au maire des tâches surtout honorifiques. Selon les textes légaux, c'est-à-dire la charte et ses divers amendements, le maire de Montréal a aujourd'hui pour fonction première de présider le Conseil municipal; il est aussi membre d'office du Comité exécutif, avec vote prépondérant en cas d'égalité des voix, et il lui appartient de soumettre la liste des membres éventuels dudit comité après chaque élection; il est de plus membre d'office de tous les comités et de toutes les commissions créés par le Conseil municipal, et possède droit de surveillance, d'enquête et de contrôle sur tous les fonctionnaires. Il lui incombe en outre de signer les règlements et résolutions votés par le Conseil municipal. S'il s'y refusait, une procédure assez lourde devrait être mise en marche pour donner droit de force au Conseil.

Le maire, enfin, peut convoquer des assemblées spéciales du Conseil municipal lorsqu'il le juge nécessaire et soumettre au Conseil tout projet qu'il juge utile. Son rôle n'est donc pas seulement honorifique et il demeure sans aucun doute l'un des mécanismes essentiels des institutions politiques montréalaises.

On a souvent dit que Montréal était un gouvernement à deux têtes. Il est vrai qu'un autre leader occupe à côté du maire une place capitale : il s'agit du président du Comité exécutif. On a vu plus haut que ce comité était inspiré du Bureau des commissaires élu par la population en 1921. Présentement, le Comité exécutif est formé de six membres choisis parmi les conseillers municipaux élus. La liste de ces six membres est, répétons-le, proposée par le maire élu. Notons l'entente qui veut que le président du Comité exécutif soit francophone et le vice-président anglophone. Avant 1960, c'est l'ensemble du Conseil municipal qui choisissait en son sein les membres du Comité exécutif, à raison de deux par classe.

Le Comité exécutif se situe au coeur de l'administration politique de Montréal. Il est en quelque sorte un conseil des ministres : il lui incombe aussi bien de surveiller l'utilisation des fonds publics que de préparer et soumettre un budget au Conseil municipal. C'est à lui aussi que revient la préparation des règlements. Par ailleurs, toute matière relevant du Conseil municipal doit lui être soumise

afin qu'il puisse préparer le rapport qui, présenté audit Conseil, permettra à celui-ci de se prononcer. C'est lui, en outre, qui prépare l'ordre du jour des réunions du Conseil municipal et fixe le traitement des fonctionnaires.

Le Comité exécutif, enfin, assure les relations entre le Conseil municipal et les services administratifs, toutes les communications entre ces deux unités devant passer par lui. Il a pour le seconder dans cette tâche le Secrétaire administratif, appelé encore parfois Directeur des services, ce changement ne datant que de juillet 1965, dont la fonction propre est d'assurer ces communications de part et d'autre.

Ce Comité se réunit à peu près chaque semaine et il ne fait aucun doute que cette équipe, tout comme celui qui la dirige, occupent une place centrale dans les institutions politiques montréalaises.

Quant au Conseil municipal, il joue le rôle du parlement dans des systèmes politiques plus vastes. De 1940 à 1960, il était formé de 99 conseillers, et la façon dont s'établissait leur choix était particulièrement complexe⁶. La ville était divisée en onze districts

6. L'électorat de Montréal se trouvait donc réparti en trois classes : A, B et C. Une telle division conservait l'inégalité de suffrage et retardait de vingt ans la mise en place d'un système plus proche du suffrage universel. On peut croire, ainsi que le montre l'analyse du personnel de la Classe C, qu'une telle formule pour le choix des conseillers municipaux favorisait nettement le monde des affaires et plus précisément les anglophones. (Voir pages et suivantes.) La coupure sera d'ailleurs nette avec la seconde élection, en 1960, du maire Drapeau.

La ville était divisée en onze districts électoraux, chacun *élisant* six conseillers dont trois étaient choisis par les propriétaires seulement, un propriétaire pouvant voter dans chaque district où il possédait un bien immobilier (conseillers A), et les trois autres conjointement par les propriétaires et les locataires (conseillers B). Ces soixante-six personnes constituaient les deux tiers du Conseil municipal.

Pour être élu représentant dans ces diverses classes, il fallait répondre à l'une des qualifications suivantes : classe A, être propriétaire de biens immobiliers évalués à au moins \$ 1 000 ; classe B, être locataire; classe C, être membre de l'un des organismes déterminés par la loi. Les trente-trois conseillers de la classe C, le dernier tiers, étaient donc *nommés* par divers groupements tels qu'universités, chambres de commerce, syndicats, etc. Quant au pouvoir de chacune de ces classes, il était le même, et nous avons décrit le rôle du Conseil municipal dans l'organisation politique de Montréal. Aucune classe ne possédait de prérogative particulière.

électoraux qui devaient élire chacun six conseillers : trois choisis par les propriétaires, trois choisis conjointement par les propriétaires et les locataires. Les trente-trois autres membres du Conseil municipal, qui composaient la classe C, étaient choisis et nommés par divers groupements urbains : les universités, l'Association des manufacturiers, la Chambre de commerce, le Board of Trade, les centrales syndicales, etc. Depuis 1960, cette classe a été abolie. De fait, tout le système électoral se trouva la même année profondément modifié. Aujourd'hui, siègent au Conseil municipal quarante-huit conseillers qui représentent 17 districts électoraux, dont quinze élisent trois représentants, et les deux autres respectivement deux et un. Depuis 1962, les conseillers sont élus pour quatre ans par scrutin uninominal à un tour.

Pour être élu, il suffit d'être électeur depuis au moins trois ans et de résider à Montréal depuis deux ans. Nous apportons plus loin quelques précisions concernant la division en trois classes qui eut cours de 1940 à 1960.

Le Conseil municipal de Montréal, avons-nous dit, est en quelque sorte une Assemblée législative. Selon les termes mêmes de la loi, il a pour tâche « d'assurer la paix, l'ordre, le bon gouvernement, le bien-être des citoyens et la bonne administration des affaires de la cité ». C'est lui qui vote le budget de la ville, adopte ou amende les règlements et propose les modifications à la charte de la ville de Montréal. Soulignons toutefois que, de façon générale, il n'a pas un droit d'initiative; il ne se prononce que sur les projets soumis par le Comité exécutif et, sauf dans certains cas, peut les modifier ou les rejeter.

La loi prévoit qu'il doit se réunir quatre fois par an — cependant le greffier de la ville peut le convoquer chaque fois que le Comité exécutif en décide — et que ses procès-verbaux doivent être bilingues. Les votes se prennent à la majorité des deux tiers.

Tout règlement voté doit être soumis au lieutenant-gouverneur en conseil qui, en théorie, peut le désavouer dans un délai de deux mois.

Ajoutons que le Conseil municipal peut créer toutes les commissions d'étude qu'il juge nécessaires, de même qu'il peut créer, abolir ou fusionner les services administratifs. C'est lui qui nomme les directeurs des services, les révoque ou les suspend.

Le fonctionnarisme montréalais compte aujourd'hui environ quinze mille personnes. Il est divisé en seize services et trois commissions, et les responsabilités et pouvoirs de chaque service sont fixés par les règlements adoptés par le Conseil municipal et la législature provinciale. Il n'apparaît pas nécessaire d'examiner ici cette répartition des tâches, mais, pour préparer au chapitre suivant, il semble utile d'apporter quelques précisions concernant ces divers services.

Soulignons d'abord que les services administratifs diffèrent assez largement en nombre. Le tableau n° 4 montre par exemple que, sur ces seize services, deux seulement comptent plus de trois mille personnes et deux entre deux et trois mille, les douze autres possédant un personnel inférieur à mille employés et huit d'entre eux n'en comprenant pas deux cents.

Inégalité aussi dans les budgets des divers services; le tableau n° 5 montre une concentration assez semblable à celle que nous venons de souligner, trois services seulement ayant des budgets supérieurs à quinze millions de dollars. Notons que les budgets ne sont pas toujours proportionnels à l'importance des services et à celle de leur personnel.

Nous reviendrons dans le troisième chapitre sur la description de certains services municipaux. Pour l'instant, nous nous arrêtons sur trois points de l'administration montréalaise.

D'abord, le Secrétariat administratif. Rappelons que le secrétaire administratif est nommé par le Conseil municipal et qu'il sert d'agent coordinateur entre les divers services municipaux d'une part, le Comité exécutif et le Conseil municipal d'autre part. Ce poste présente une particulière importance dans cette recherche, parce qu'il touche à l'un des principaux mécanismes de communication de l'administration montréalaise. Le secrétaire administratif assiste, sans avoir droit de vote, aux séances du Comité exécutif. C'est lui qui présente audit comité les requêtes des différents services administratifs auxquels il transmet ensuite les décisions arrêtées.

Ensuite, les seize services municipaux, chacun administré par un directeur nommé par le Conseil municipal et directement responsable de son administration devant le Comité exécutif. Point important à souligner, c'est le directeur de service qui engage ses employés, sous réserve de l'approbation du Comité exécutif. Les fonctions et les devoirs du personnel de chaque service sont déterminés par la charte. Dans les institutions politiques montréalaises, les seize directeurs de services se présentent comme les agents principaux de l'administration; ils sont en quelque sorte des sous-ministres, et le Comité exécutif un cabinet.

Enfin, indépendamment des services, nous trouvons trois divisions administratives : la Commission du service civil, le Bureau de vérification, le Bureau de révision des estimations.

Voilà à peu près complétée la description actuelle des institutions politiques de Montréal. Cependant, avant de conclure ce chapitre, nous croyons utile de cerner, même brièvement, quelques-uns des problèmes de la vie politique montréalaise, à savoir les principales questions faisant l'objet des débats politiques.

Ces problèmes semblent, à notre avis, se cristalliser depuis peu autour de la notion globale de changement. Sans nier l'importance que peuvent revêtir certains aspects de cette évolution, il faut

accorder une place de choix au fait que la cité s'est transformée de façon extrêmement rapide, surtout depuis 1945. Les requêtes présentées au système montréalais se font de plus en plus nombreuses et apparaissent, dans certains cas, très différentes de celles reçues jusqu'ici : elles sont d'ordre social, culturel, etc...

Le cadre établi il y a maintenant plus de cent ans ne saurait satisfaire. Ici de nouveau, et plus fortement peut-être encore, se font ressentir les conséquences de l'industrialisation; les mécanismes, pour ne pas éclater, doivent se renouveler en profondeur. Nous émettrions volontiers cette hypothèse que le système politique montréalais est depuis quelques années en passe de se transformer dans ce qu'il a d'essentiel, en donnant pour preuve la coïncidence des préoccupations récentes dans divers secteurs de la vie politique montréalaise, qui ont toutes en commun ce souci d'une nécessaire adaptation et d'un renouveau profond. Un examen des écrits et études consacrés à Montréal depuis une vingtaine d'années le démontre avec netteté. Les titres relevés concernent quelques domaines surtout. Le renouveau et la réflexion portent sur la structure politique elle-même, tant sur le plan administratif que démocratique : le domaine financier, les problèmes métropolitains et, enfin, la place de Montréal dans un système politique plus vaste. Analysons rapidement chacun de ces aspects.

Ce sont les problèmes administratifs qui ont suscité le plus d'écrits depuis quelques années, partageant d'ailleurs cet intérêt avec la question du gouvernement métropolitain. On énumérerait facilement ici plusieurs titres. Prenons-en deux d'importance.

En 1960, une étude longue de sept cents pages, effectuée par la maison Woods-Gordon, faisait ressortir avec force le besoin de renouveau dans l'organisation et la bureaucratie de la municipalité montréalaise.

L'administration de Montréal est devenue une entreprise d'envergure, pose dans ses premières pages le rapport, et les problèmes et difficultés qu'il décrit ensuite montrent bien la persistance d'un système assez largement dépassé où, par exemple, ne sont pas assez clairement différenciées les fonctions d'exécution et celles de formulation des politiques, où aussi est dénoncé un manque de coordination : plusieurs services municipaux sont de petits empires plus ou moins fermés sur eux-mêmes. Cette situation provient aussi de ce que l'administration montréalaise n'a pas de plan à long terme, tant pour ce qui concerne l'administration générale de la cité et la formulation d'une politique d'ensemble que la bonne marche des services administratifs eux-mêmes.

Partie d'un horizon pourtant assez différent, la Commission Champagne, qui a oeuvré pendant cette même année 1960, aboutit à des conclusions assez semblables.

Ayant constaté l'inefficacité et les embarras du système politique montréalais, cette Commission avait pour tâche de proposer toute

solution qu'elle jugerait valable, aussi bien sur le plan strictement politique qu'administratif, d'où deux rapports : l'un concernant les problèmes électoraux et politiques, l'autre les problèmes administratifs.

Ce dernier rapport se réfère largement à l'étude de la Maison Woods-Gordon et dénonce à son tour les conflits d'autorité et l'absence de coordination qui empêchent l'administration municipale de jouer pleinement son rôle. C'est en fait toute la relation entre le législatif et l'administratif que le Rapport Champagne a voulu soulever de nouveau.

Au niveau proprement politique, les écrits sur la vie montréalaise récente abondent. Une ligne de force se dégage, et citons encore le Rapport Champagne lorsqu'il traite du problème électoral à Montréal. La carte électorale et le mode de scrutin sont à la fois discutés. Plus largement encore la valeur du système parlementaire est débattue en fonction des problèmes montréalais. Ce rapport n'a pas été entièrement transposé dans les faits mais il témoigne à sa manière d'une préoccupation.

Bien que la chose soit moins facile à démontrer, le changement s'est également manifesté au sein même des moeurs politiques montréalaises. Depuis quelques années, un nouveau style politique, qui n'appartient d'ailleurs pas seulement à la vie montréalaise, semble avoir pris forme, dans lequel comptent moins les qualités de tribun propres à quelques grands maires passés que l'efficacité; un style plus conforme à un contexte urbain très vaste et à une activité politique de plus en plus diversifiée. Que l'on compare seulement les élections à la mairie d'octobre 1962 à d'autres pas tellement éloignées, comme celles menées par le maire Houde : on voit bien que le climat politique général n'est plus tout à fait le même. Il faudrait étudier cette hypothèse beaucoup plus profondément. Elle nous sert ici surtout à compléter le tableau du changement politique à Montréal.

La rapide croissance matérielle de la ville devait accentuer la nécessité du renouveau dans le domaine financier. Là aussi, depuis le début de la troisième période, c'est-à-dire depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les problèmes ont pris une envergure nouvelle. Citons le mémoire soumis par la ville de Montréal à la Commission Tremblay en 1955, où la place majeure est donnée au problème financier, et plus précisément de taxation. La municipalité a exigé récemment une autonomie financière de plus en plus grande en même temps qu'elle voulait augmenter ses revenus de façon à pouvoir satisfaire les nouveaux besoins et les nouvelles demandes. Nous avons déjà indiqué la très rapide progression du budget de Montréal, et le même phénomène joue dans plusieurs secteurs particuliers de l'activité de l'hôtel de ville. De la manière dont sera réglée la question financière dépend en grande partie l'avenir du système dans son ensemble. Une autre question, celle du gouvernement métropolitain, qui a eu beaucoup d'importance dans la vie politique montréalaise récente et pose à sa manière un problème financier très grave, le montre à sa façon.

Certains considéreront que le problème suivant est de tous le plus urgent à résoudre : l'expansion des services municipaux qui s'avère indispensable en même temps que la rapide croissance urbaine posent de façon aiguë la question d'un système de gouvernement adapté à cette nouvelle zone : le grand Montréal. Les écrits sur ce thème ont été très nombreux depuis quelques années.

Bien sûr, Montréal a mis sur pied diverses structures pour tenter de faire face à cette nécessité mais, et pour des raisons diverses, aussi bien la Commission métropolitaine que la Corporation du Montréal métropolitain ont échoué. D'où l'obligation de repenser l'ensemble du problème, ce dont témoignent les travaux des deux Commissions d'enquête.

En 1955, la Commission Paquette proposait la création d'un organisme d'arbitrage pour apporter une solution aux problèmes financiers et fiscaux de la région montréalaise en même temps que pour assurer une meilleure répartition des services municipaux.

Peu de résultats concrets sont sortis de cette enquête et l'on peut lire un mémoire du Comité exécutif qui, en 1962, soulignant les avantages que retirent les municipalités de banlieue des services municipaux de la ville de Montréal, insistait sur la mise en place d'un nouveau système métropolitain. Les dirigeants actuels de la politique montréalaise ont, concernant ce problème, des vues bien définies qui seront analysées de façon plus précise au quatrième chapitre.

La question du gouvernement métropolitain est loin d'être résolue puisque, l'an dernier, siégeait la Commission Blier qui, suivant une approche assez semblable à celle des études antérieures (analyse des services municipaux et de leurs coûts), a proposé la constitution d'un organisme métropolitain de gouvernement : le Conseil général de Montréal.

Il importe surtout de souligner ici, malgré le sort fait aux travaux des diverses commissions, la persistance avec laquelle cette préoccupation s'est manifestée depuis quelques années, et les leaders montréalais comme ceux des banlieues environnantes admettent aujourd'hui la nécessité de revoir et de réaménager les relations municipales. Les divergences sont profondes quant à la façon de le faire mais le problème n'en est point nié pour autant.

Discuter de la refonte du mode de gouvernement dans la région montréalaise amène à élargir le débat pour examiner comment ce gouvernement pourra s'insérer dans une structure politique plus vaste, aussi bien provinciale que fédérale. En termes courants, c'est la formule « un État dans l'État » qui résume toute cette question. Il ne fait pas de doute que l'évolution de Montréal promet l'émergence d'une force politique puissante qui parviendra peut-être un jour à déséquilibrer le système au sein duquel elle fonctionne. On ne saurait cependant se contenter d'ignorer ce problème et, à plus ou moins long terme, il faudra bien que les dirigeants politiques, tant municipaux que provinciaux, l'examinent de façon attentive. Peut-on

vraiment parler de gouvernement local lorsque ce gouvernement gère une entité qui, de multiples façons, en vient à couvrir près de la moitié du système québécois ?

Deux remarques pour conclure. Montréal est l'une des principales unités politiques du pays, tant par le nombre que par l'envergure des problèmes posés. La mise en place d'une structure adéquate n'est pas encore achevée, mais elle s'impose. Nous voulons dire par là que Montréal se présente comme une synthèse de la situation canadienne. Ici, bien sûr, le groupe français est majoritaire, mais ce qui nous intéresse surtout c'est la distribution générale des forces réparties en un groupe majoritaire à 60 %, une minorité solide et importante, et diverses minorités plus petites mais en pleine expansion et que l'on ne saurait négliger, comme les Italiens et les Juifs qui constituent respectivement aujourd'hui environ 7 et 4 % de la population montréalaise, les Allemands, les Hongrois, etc. La plupart de ces nouvelles minorités sont d'expression anglaise et c'est là un point capital pour ce qui suit.

Nous aborderons maintenant l'étude des relations ethniques au sein de cette structure politique. Tout en privilégiant cet aspect, nous examinerons quelques-unes des lignes de force qui caractérisent le système politique montréalais et certaines des grandes questions qui se situent au coeur même de son évolution actuelle.

Ainsi, on ne saurait étudier le personnel politique de Montréal, tant conseillers municipaux que fonctionnaires, sans tenir compte soit des modifications apportées dans le partage des responsabilités entre le Conseil municipal et le Comité exécutif, soit de l'évolution générale de la structure administrative, surtout au cours des vingt dernières années. C'est grâce à cet arrière-plan que l'on peut analyser la place des groupes ethniques dans l'administration montréalaise, puis ensuite étudier les attitudes et opinions, quant au problème ethnique, de ceux auxquels revient la tâche de gouverner la cité. La même remarque vaut pour l'analyse de la communication, c'est-à-dire l'utilisation des langues dans l'administration montréalaise.

Nous aurons à montrer, dans notre dernier chapitre, pourquoi nous avons privilégié l'analyse du problème du gouvernement métropolitain à Montréal, mais les paragraphes qui précèdent indiquent déjà l'intérêt particulier qu'il présente parmi d'autres questions du même ordre. Les tableaux nos 6 et 7 apportent quelques précisions concernant l'évolution des différentes banlieues.

Qui sont ceux qui dirigent la vie politique montréalaise ? Entendue au sens large, cette question amènerait à considérer les dirigeants officiels et officieux, donc un groupe vaste et passablement difficile à délimiter, mais nous la prendrons ici dans un sens plus restreint, entendant par « personnel politique » ceux qui sont reliés directement à l'hôtel de ville de Montréal, c'est-à-dire les détenteurs officiels d'autorité.

Leur autorité leur vient de sources différentes et ils l'exercent selon des modalités assez variées. Nous distinguerons entre les élus municipaux, qui ont reçu un mandat de la population, et les administrateurs, dont la tâche est d'exécuter les diverses politiques formulées par les élus, ce qui exclut certaines catégories du personnel politique, notamment au niveau de l'ensemble de la vie métropolitaine et dans des secteurs plus déterminés de l'activité politique.

Ces deux groupes nous intéressent en effet en ce qu'ils réunissent ceux qui ont pour tâche de diriger et de faire agir l'administration montréalaise. Ce sont les gouvernants au sens strict.

Ce chapitre portera avant tout sur la représentativité du personnel politique montréalais. Jusqu'à quel point y a-t-il identité entre la classe des gouvernants et celle des gouvernés ? Quelles sont les différences et comment s'expliquent-elles ? Le processus actuel de sélection, pour les élus comme les nommés, favorise-t-il tel ou tel secteur de la population sur un plan quelconque, ethnique, économique, etc. ?

Déterminons les caractéristiques de cette population pour mettre en relief certains traits, tels l'âge, l'instruction, l'occupation, la religion, le sexe et, bien sûr, l'origine ethnique.

Nous ne prétendons pas pour autant qu'il doive y avoir correspondance fidèle entre gouvernants et gouvernés. Nous n'émettons aucune

hypothèse, démocratique ou oligarchique, mais nous cherchons à savoir quelles ressources servent dans la carrière politique montréalaise, les ressources politiques étant les attributs qui peuvent être utilisés par un individu pour acquérir du pouvoir politique. Elles peuvent être aussi bien la richesse que le statut social, l'instruction, ou l'origine ethnique.

L'accent sera évidemment mis sur cette dernière. On sait que la population de Montréal compte actuellement environ 60 % de Canadiens français, 20 % de Canadiens anglais et 20 % de personnes appartenant à diverses origines ethniques. Le personnel politique, élu ou nommé, est-il représentatif de cette population globale ? Retrouve-t-on les mêmes proportions à l'hôtel de ville ? Dans ce chapitre, la réponse sera d'ordre statistique, alors que dans le prochain nous traiterons du déroulement concret et de modalités plus informelles.

La même question se pose pour toutes les autres ressources politiques. Il nous semble important de souligner ici qu'une étude valable de l'origine ethnique et de son poids doit être placée dans un contexte large. En voulant à tout prix donner une importance au facteur ethnique, on parvient évidemment à des conclusions probantes mais qui risquent d'être faussées dès le départ.

Nous refusons, tout au moins au début, toute identification entre pouvoir politique et pouvoir économique ou origine ethnique. Notre analyse peut indiquer des éléments de la situation actuelle et décrire ce qui caractérise ceux qui gouvernent actuellement la ville de Montréal, mais elle ne permet pas pour autant de conclure que le pouvoir politique et la puissance financière ou ethnique s'identifient à la cité.

La science politique discute beaucoup aujourd'hui de cette approche. Nous nous situons beaucoup plus près de l'école pluraliste, représentée par Robert A. Dahl, que de celle de Floyd Hunter qui fait du pouvoir politique un attribut de la stratification sociale. Répétons que des conclusions apparaissent aisément qui nous poussent à accepter trop rapidement cette correspondance, mais elles n'ont pas de valeur indiscutable. L'analyse des ressources et caractéristiques dégage des constantes et au mieux des hypothèses.

L'ensemble de cette recherche est axé sur l'étude de l'exercice réel du pouvoir et des processus informels. Nous ne postulons pas que la possession de certaines caractéristiques mène nécessairement à leur utilisation. Le fait que le groupe francophone détient une place prépondérante dans le personnel politique ne permet pas de mesurer son poids dans l'exercice réel de l'influence. Il serait tentant de percevoir derrière l'origine ethnique l'importance d'une classe économique, véritable détentrice du pouvoir, mais il convient de pousser plus loin l'analyse.

Délimitons encore notre champ d'étude. Avant tout descriptif, ce chapitre laisse de côté la connaissance de l'action concrète de l'élite, c'est-à-dire les buts poursuivis, les choix posés, les

stratégies utilisées. Cette élite forme-t-elle ou non un bloc ? Y a-t-il un bloc canadien-français ? Dans quelle mesure les intérêts des divers leaders politiques de Montréal convergent-ils ? Cette élite officielle se retrouve-t-elle dans les secteurs social, religieux et culturel de la vie montréalaise ?

Les chapitres suivants répondront mieux à ces questions. Le troisième nous permettra de voir d'un peu plus près si le personnel politique de Montréal est unanime sur la façon de concevoir l'activité politique municipale; si les conseillers, entre autres, définissent pareillement leur rôle, celui de l'Assemblée municipale, et les principaux problèmes qu'ils ont à résoudre; enfin, si les fonctionnaires poursuivent, dans leur travail, les mêmes buts, nous pourrons alors déterminer si l'origine ethnique est ou non un facteur d'unification et d'homogénéité. Le quatrième et dernier chapitre, en cercant un problème politique particulièrement important ces dernières années, nous montrera de façon plus précise et nuancée les raisons et les choix qui sont à la base des diverses politiques préconisées par les leaders municipaux. Les arguments invoqués et les stratégies déployées pour parvenir aux fins voulues, l'intensité de la confusion, la formation d'éventuels blocs, tous ces aspects seront circonscrits de façon plus nette : d'où une lumière nouvelle sur les analyses des prochaines pages.

En conservant ce souci de synthèse et de comparaison à venir, passons maintenant à l'examen des personnalités élues à Montréal depuis 1944.

Une première section, dans un bref rappel historique, mettra d'abord en évidence quelques lignes de fond. Trois périodes se détachent, mais notre attention portera sur la plus rapprochée, celle qui va de 1944 à nos jours; une courte analyse du phénomène électoral la complètera, permettant de mieux établir la relation possible entre l'origine ethnique et les choix politiques.

La seconde section portera, grâce à deux approches, sur les caractéristiques du personnel nommé, les fonctionnaires; un tableau général donnera ensuite, comme pour les élus, les statistiques sur les diverses variables mentionnées, puis nous passerons à l'étude du recrutement et de la promotion dans la fonction publique montréalaise. Le chapitre se terminera par une comparaison entre les deux grandes catégories du personnel politique montréalais.

Première partie : Les conseillers municipaux

A. Les caractéristiques socio-économiques

L'institution du régime municipal à Montréal remonte à 1840. Depuis cette date, une centaine de Conseils municipaux et trente-huit maires se sont succédé à l'hôtel de ville. Nous avons déjà analysé

ce personnel politique dans une étude antérieure⁷. Rappelons-en les grands traits.

Son histoire, de 1833 à nos jours, est celle d'une ouverture lente mais sûre qui a déplacé une élite faite d'hommes d'affaires puissants au profit d'un nouveau type de leader issu des classes moyennes et s'appuyant sur la popularité et le nombre. Trois périodes découpent ce siècle et quart, et témoignent des changements dans la distribution des ressources politiques.

Plaçons à part les huit premières années du régime municipal montréalais, alors que les troubles de 1837 amènent la disparition du système électif presque immédiatement après son installation.

De 1840 à 1873, les milieux d'affaires sont au pouvoir. Les élus montréalais, surtout les maires, sont des hommes qui, la plupart du temps, ont fait fortune à partir de très peu de choses. Ces pionniers forment un groupe homogène et passablement fermé. La plupart sont nés hors de Montréal, plusieurs étant des immigrants; le niveau d'instruction reste généralement assez bas et la participation des Canadiens français particulièrement faible. L'argent semble être alors la ressource politique capitale : celle qui procure toutes les autres.

À partir de 1873 et jusqu'en 1914, l'édifice va lentement se lézarder : d'autres catégories de représentants font leur apparition. Deux traits surtout marquent ces quarante années. D'abord l'origine ethnique. Les Canadiens français acquièrent la majorité au sein de l'équipe dirigeante grâce à une puissante poussée démographique amorcée depuis quelques décennies déjà. En même temps l'instruction devient une ressource politique valable et, à côté des hommes d'affaires, prennent place des leaders qui ont acquis leur prestige dans le milieu universitaire, voire dans le monde du journalisme. La popularité vient aussi alors enrichir les attributs du personnel politique. Cependant le nombre, comme tel, n'obtiendra droit de cité que dans la troisième et dernière période.

Celle-ci va de 1914 à nos jours. Alors émerge ce qui semble devoir être une nouvelle classe d'hommes politiques : principalement d'origine canadienne-française, issus de milieux sociaux moyens ou bas et s'appuyant sur la masse. Au cours de cette période, des maires détiennent le pouvoir durant plusieurs mandats avec des votes écrasants. À la richesse, au statut social et à l'instruction ont succédé, comme base du prestige politique, l'appui populaire, le nombre et l'origine ethnique..

Pour mieux situer les vingt dernières années, précisons quelques points importants de l'évolution générale que nous venons de décrire.

7. G. BOURASSA, « Les élites politiques de Montréal », dans *Revue canadienne d'économie et de science politique*, vol. I, février 1965, pp. 35-51.

Les premières élections municipales montréalaises se déroulèrent le premier juin 1833. Seize conseillers furent alors élus qui choisirent parmi eux un maire. Celui-ci, Jacques Viger, est d'origine canadienne-française, et sept conseillers sur seize sont francophones. En 1834 et 1835, on retrouve à peu près les mêmes chiffres. L'intermède 1836 - 1840 donne le pouvoir à cinquante juges de paix nommés par le gouvernement et, dans ce groupe, les Canadiens français sont nettement minoritaires : dix-neuf seulement.

Laissons de côté cette courte tranche assez exceptionnelle pour examiner maintenant la première période importante de l'évolution du personnel politique de Montréal qui s'étend, avons-nous dit, de 1840 à 1873. La prédominance des hommes d'affaires y est particulièrement évidente.

Il serait même possible de dégager un certain type de carrière politique partant de l'acquisition de la richesse pour mener à un statut social élevé et finalement déboucher sur le pouvoir politique lui-même. Neuf des onze maires d'alors sont de grands administrateurs qui ont bâti leur fortune à partir de ressources à peu près nulles. L'instruction n'est pas encore une caractéristique importante; comptent surtout les qualités d'entrepreneur.

Pour ce qui est du facteur ethnique, les Canadiens français vont occuper tout au long de cette période une place secondaire. Il y a alors alternance à peu près respectée des maires : un Canadien français succède à un Canadien anglais presque régulièrement, mais le Conseil municipal, dont la majorité des membres sont de descendance écossaise, est anglophone à 60 %. À cette époque, à l'inverse de la situation actuelle, l'élément anglo-saxon est majoritaire à Montréal. Rappelons par ailleurs que les deux premiers députés élus après 1840 sont des Canadiens anglais.

Cette prédominance des Anglo-Saxons entraîne naturellement, sur le plan de l'affiliation religieuse, une situation qui est aussi passablement différente de celle que l'on connaît aujourd'hui. Moins de la moitié des conseillers sont à cette époque catholiques romains, alors qu'ils constituent aujourd'hui plus des trois quarts du Conseil municipal.

Il ne faudrait cependant pas pour autant négliger, dans cette période, l'importance de certains représentants du groupe canadien-français, comme par exemple le maire Jean-Louis Beaudry, dont le nom doit être placé à part. N'est-il pas en effet l'un de ceux qui, au cours du dix-neuvième siècle, ont détenu le plus de mandats à la mairie de Montréal, dix très exactement, exerçant ainsi une influence déterminante sur l'orientation du système municipal montréalais ? Ces Canadiens français suivent à peu près tous le même processus pour accéder au pouvoir politique. Pour eux aussi comptent surtout la richesse et le statut social, et beaucoup moins, comme ce sera le cas pour les leaders canadiens-français du vingtième siècle, la popularité et l'appui du nombre.

Toujours concernant l'origine ethnique, il faut souligner la très grande place prise par des hommes venus de l'extérieur de Montréal : les trois premiers maires anglo-saxons de Montréal sont d'origine écossaise et les Irlandais occupent une place importante. Tout au long de cette période, deux maires seulement seront nés au Canada.

Pourtant une évolution, assez difficile à circonscrire, est amorcée et qui, s'amplifiant progressivement, va conduire, au cours de la période suivante et dans les années du vingtième siècle surtout, à une véritable transformation du personnel politique de Montréal. Cette évolution résulte bien sûr des progrès que connaît la ville sur le plan économique et social, mais elle est aussi marquée très profondément par la montée du groupe canadien-français. On ne saurait trop souligner à quel point cette croissance lente, qui a d'abord donné la majorité au groupe francophone pour ensuite l'installer dans une position majoritaire de plus en plus forte, a influencé la composition générale du personnel politique.

C'est bien ce que montre la seconde période que nous avons distinguée et qui va de 1873 à la première guerre mondiale.

De façon générale, les ressources politiques ne sont sûrement plus les mêmes. L'argent occupe moins d'importance dans la course au pouvoir politique, et c'est de cette époque sans doute que date le retrait de la vie politique montréalaise d'une élite financière principalement anglo-saxonne, du moins sous ses traits officiels. Cette constatation reviendra d'ailleurs fréquemment au long de notre étude.

Le rayonnement intellectuel et la popularité deviennent des atouts valables dans la conquête du pouvoir politique. On verra par exemple, au cours de cette période, un grand chirurgien et quelques bons juristes occuper des fonctions majeures dans la vie politique municipale. En même temps, certains maires sauront conquérir une popularité qui les maintiendra à leur poste pour plusieurs mandats.

L'origine ethnique occupe dans cette évolution une place importante, comme le montre l'examen du Conseil municipal. Si l'on s'en tient à la seule position de maire, on peut croire encore à une loi d'alternance bien respectée, puisque neuf maires sur dix-huit seront francophones. Mais le fait fondamental apparaît surtout au niveau du Conseil lui-même.

Derrière tout cela se trouve la poussée démographique. En même temps que la ville de Montréal devient une grande cité, l'élément francophone y acquiert la majorité; vers 1860, la population qui était de 130 000 habitants passe à 490 000, et les Canadiens français franchiront le cap des 50 % vers les années de la Confédération. Rapidement ils atteindront la proportion qui est encore la leur aujourd'hui, c'est-à-dire environ 60 %. Alors commence la régression progressive de l'élément anglo-saxon en même temps qu'apparaissent d'autres minorités ethniques.

Les années 1880 sont ici décisives. Au Conseil municipal, la représentation canadienne-française, avec le maire Beaudry à sa tête, atteindra vite 70 % pour faiblir cependant quelque peu par la suite. Le Conseil municipal semble avoir connu là une brève explosion de la représentation canadienne-française.

Cette transformation de la société s'accompagne d'une évolution semblable sur le plan religieux. Minoritaires jusqu'en 1880, les catholiques vont acquérir une très forte majorité qui depuis avoisine 80 %. On trouve aussi de plus en plus de conseillers municipaux qui sont montréalais d'origine.

Rappelons que les années 1880 sont marquées de conflits idéologiques particulièrement révélateurs pour la connaissance du facteur ethnique. Une minorité anglo-saxonne, « les treize nobles », lutte contre le maire Préfontaine, lequel siège de 1898 à 1902, mais sa lente disparition marque la fin d'une véritable opposition anglo-saxonne au niveau du Conseil municipal. Dès lors, la majorité canadienne-française est définitivement acquise. La période qui vient souligne avec encore plus de force toute cette évolution.

De 1914 à nos jours, c'est le nombre qui devient la ressource essentielle. Les hommes d'affaires se sont presque complètement retirés de la vie politique municipale. Plus que le niveau d'instruction ou le statut social compte la popularité pour se faire élire, et cette popularité est celle d'une ville à majorité canadienne-française.

Montréal voit émerger une classe moyenne forte qui va caractériser le personnel politique pendant une cinquantaine d'années. Les Canadiens français demeurent environ 60 % dans une ville dont la population dépasse maintenant deux millions, représentant en conséquence une très grande puissance sur le plan strictement politique.

Ainsi, 1914 marque la fin de l'alternance ethnique des maires. Ceux qui viendront seront canadiens-français et, parmi eux, quatre noms se dégagent de façon particulièrement nette : Médéric Martin, Adhémar Raynault, Camilien Houde et Jean Drapeau, lesquels ont en commun d'avoir détenu chacun très longtemps le pouvoir (ils ont assuré à eux quatre trente-neuf années d'administration montréalaise), d'être issus de milieu moyen, et d'avoir acquis une popularité remarquable. En regard, absence de maires canadiens-anglais et aussi lutte de moins en moins soutenue à ce niveau de la part des Anglo-Saxons. Rappelons que les majorités du maire Martin sur ses adversaires anglo-saxons restaient relativement faibles au cours des années 20, atteignant à peine sept mille voix. En 1930, Camilien Houde doublera le nombre de voix du candidat Mathewson. À partir de cette date, jamais les francophones n'ont eu à redouter, à la mairie, une concurrence serrée de la part des Canadiens anglais qui, voici quelques années, omettent même de présenter des candidats. Sur une quinzaine d'élections qui se sont déroulées depuis 1914, dix ne comptaient aucune candidature anglo-saxonne.

Chez les conseillers, le phénomène a déjà été présenté. La majorité canadienne-française s'affirme nettement depuis 1914, se stabilisant aux alentours de 70 %, soit plus que la proportion réelle des Canadiens français dans toute la ville. L'élément anglo-saxon respecte mieux cette proportion puisqu'il constitue environ 20 % du Conseil municipal. Quant aux Écossais, ils disparaissent. Les autres groupes ethniques restent pour leur part tous très peu représentés : les Juifs, qui constituent 6 % de la population totale, n'obtiennent que 2 % au Conseil municipal et les Italiens en sont à peu près absents.

Tous ces chiffres valent surtout pour la deuxième moitié de la troisième période que nous allons maintenant étudier de plus près, c'est-à-dire celle qui commence à la fin de la seconde guerre mondiale.

Est-il besoin de décrire longuement la transformation profonde qu'a subie l'ensemble de la vie politique montréalaise depuis cette époque, tant sur le plan des services qu'elle doit rendre que des objectifs qu'elle poursuit.

Quel est donc depuis vingt ans le portrait global de l'élus montréalais ? Les maires ont été peu nombreux, mais les conseillers révèlent beaucoup.

Sept élections se sont déroulées à Montréal depuis 1944. Trois maires se sont succédé : Camilien Houde, Sarto Fournier, Jean Drapeau, et près de trois cents conseillers municipaux ont siégé. Le système électoral lui-même s'est ouvert progressivement.

Les trois derniers maires de Montréal amorcent une évolution nouvelle. Si l'on excepte les années 1957 à 1960, durant lesquelles la mairie appartient au sénateur Sarto Fournier, toute cette période est marquée par deux personnalités fortement contrastées.

D'une part, Camilien Houde, qui fut maire bien avant 1944 et le resta jusqu'en 1954. Issu d'une famille modeste (son père était menuisier), il devient orphelin très jeune et ses études s'arrêtent tôt. Sa carrière politique, qui le fit député à Québec et à Ottawa, chef de parti, puis indépendant, fut brillante et tumultueuse, mais la seconde guerre devait lui donner un relief accru en raison des positions qu'il prit vis-à-vis de la conscription. Ses élections restent en quelque sorte légendaires sur la scène politique montréalaise. Tribun populaire, homme des foules et du petit peuple, il fut sans doute le premier maire de Montréal, et peut-être le seul, à donner à la politique municipale une couleur aussi forte. Pour la période qui nous intéresse, Camilien Houde occupe la mairie de Montréal pendant les dix premières années de l'après-guerre alors que la ville venait de reprendre son autonomie et que sa croissance continuait sur la lancée des années de guerre.

D'autre part, Jean Drapeau, très tôt venu à la vie publique, qui fut maire de 1954 à 1957 et élu de nouveau en 1960. Son apparition sur la scène municipale apporte un style tout différent. Son origine sociale ne diffère pas tellement de celle de Houde, non plus d'ail-

leurs que certains traits de sa carrière politique, et il joua parfois un rôle très voisin de celui de son prédécesseur. Mais il possède une formation professionnelle et la note dominante de son administration, du moins au cours des dernières années, c'est l'efficacité. À un style axé sur la popularité et les victoires du tribun, le maire Drapeau fait succéder une conception professionnelle de la vie politique municipale. Les réalisations et les objectifs de l'agglomération montréalaise ont beaucoup évolué depuis dix ans, et les aspirations et les exigences qu'il manifeste nous paraissent être l'un des meilleurs témoignages de ce changement.

En dépit de ces différences entre les deux hommes, des constantes demeurent qui montrent bien la nature du personnel politique de Montréal au cours des récentes années. S'il existe une différence dans le style électoral, il n'en reste pas moins que l'appui populaire a beaucoup joué pour chacun d'eux. L'un et l'autre ont recueilli des votes énormes et des majorités plus fortes qu'aucun de leurs prédécesseurs. Si Houde a été élu par acclamation en 1950, ce qui est un cas unique dans l'histoire de Montréal, Drapeau a remporté deux victoires écrasantes au cours des dernières années.

Ce que nous avons dit précédemment concernant l'absence de personnalités d'origine britannique dans la lutte à la mairie se confirme encore depuis 1944. Aucun candidat d'importance n'apparaît durant cette période et ceux qui se présentent restent très loin en arrière, ce qui n'empêche toutefois pas le vote anglo-saxon à la mairie d'être assez particulier, comme nous le verrons à la fin de cette section.

Drapeau et Houde témoignent chacun à sa façon que si les ressources politiques importantes sont restées, au cours des vingt dernières années, le nombre et l'appui populaire, l'origine ethnique est devenue un facteur essentiel. La cité va maintenant être dirigée par des chefs canadiens-français d'envergure.

Au Conseil municipal, les Canadiens français, disons-le immédiatement, conservent la situation majoritaire qu'ils occupent depuis le début du siècle avec 68,8 % des conseillers municipaux depuis vingt ans, alors que les anglophones n'en comptent qu'un peu plus du quart, soit 26,3 %. Quant aux autres groupes ethniques, ils restent très minoritaires : les Juifs avec 3,4 % et les Italiens avec 1,5 %.

Les dernières années de la période qui va de 1914 à nos jours n'apportent guère d'éléments nouveaux. Les Canadiens français comme les anglophones restent stables; la lente apparition des groupes ethniques n'est qu'un phénomène très récent.

Comparé au reste de l'appareil administratif de Montréal, le Conseil municipal prend une allure plus particulière : d'abord surreprésentation des Canadiens français avec 67 % de la population, mais aussi surreprésentation des Canadiens anglais avec 26 % du Conseil municipal et 13 % de la population, ce qui fait ressortir la très faible représentation des autres groupes ethniques qui atteignent aujourd'hui pourtant près de 20 % de la population montréalaise.

Les vingt dernières années confirment encore les tendances quant à l'obédience religieuse : plus de 80 % du Conseil municipal appartient à la religion catholique romaine, tandis que les non-catholiques et les protestants baissent progressivement, surtout depuis la disparition de la classe C. Ce point sera d'ailleurs examiné plus loin. La forte proportion de catholiques indique aussi une surreprésentation, puisqu'ils constituent 76 % de la population totale de Montréal.

Le tableau n° 8 indique quelles sont les diverses occupations des conseillers municipaux depuis vingt ans, et l'on reste frappé par la proportion des administrateurs : près de 60 %. Avec les professionnels, ils forment plus de 80 % des conseillers municipaux depuis vingt ans. À remarquer aussi que ces chiffres montrent l'accentuation d'une tendance amorcée au début du siècle qui donne aux professionnels une large part dans la vie politique montréalaise, alors que les petits administrateurs, les commerçants et les ouvriers perdent du terrain. Nous pensons utile d'apporter quelques précisions avant d'établir toute comparaison. Le système de classification des occupations que nous avons adopté est celui de Guy Rocher. Il se divise en huit catégories : professionnels, administrateurs, semi-professionnels, petits administrateurs, collets blancs, ouvriers spécialisés, ouvriers non spécialisés, rentiers.

Pour ce qui concerne les agents d'immeubles et les contracteurs, ils entrent surtout dans la catégorie des « petits administrateurs » qui, comme l'indique le tableau, a fourni au Conseil de ville presque la moitié de ses membres depuis 1944, avec un pourcentage plus élevé chez les Canadiens français que chez les Canadiens anglais.

Il est assez difficile de distinguer les entrepreneurs et courtiers en immeubles des courtiers et marchands. L'occupation des conseillers ayant été établie d'après leurs déclarations et leurs biographies, nous sommes parvenus à déterminer 36 cas d'entrepreneurs et courtiers en immeubles, soit 12,4 % du conseil :

- 23 sont Canadiens français (64 %), 10 Canadiens anglais (28 %), 2 Italiens et 1 Juif ;
- 17 ont représenté la Classe B, 12 la classe A, et 7 la classe C ;
- 6 ont réussi à se faire nommer ou élire pour 5 mandats ou plus, 8 pour 3 ou 4 mandats, 22 pour 2 mandats ou moins ;
- 10 ont été choisis en 1944 et 9 en 1960.

Du rapprochement de ces chiffres avec les statistiques générales pour la population montréalaise se dégagent des différences majeures : tel groupe important est quasi absent du Conseil municipal; les ouvriers représentent 33 % de la population montréalaise et les collets blancs 25 %, alors qu'ils forment à peine 9 % du Conseil municipal; avantage pour les administrateurs (environ 15 % de la population montréalaise) qui occupent, comme nous l'avons indiqué, 60 % des sièges municipaux et les professionnels qui doublent leur proportion au Conseil municipal.

Reliés à l'origine ethnique (tableau n° 9) ces résultats prennent un relief nouveau.

Les administrateurs, surreprésentés au Conseil municipal, sont surtout des Canadiens anglais qui comptent parmi les grands administrateurs, les Canadiens français comptant en général parmi les petits. Chez les professionnels, la situation est à peu près la même pour les deux groupes ethniques. Quant à la classe ouvrière, malgré sa faible représentation, elle groupe tout de même plus de Canadiens français que de Canadiens anglais. En bref, les conseillers canadiens-anglais ont une occupation supérieure à celle de leurs collègues canadiens-français, puisqu'ils sont dans une proportion de 50 % soit professionnels soit grands administrateurs, alors que les Canadiens français appartenant à ces deux mêmes catégories ne représentent que 40 % des membres du Conseil. Les autres groupes ethniques, Italiens ou Juifs, sont représentés par des professionnels ou de petits administrateurs.

Risquons quelques explications. Les Canadiens anglais sont plus nombreux dans la catégorie des administrateurs sans doute parce que membres de la classe C, et celle-ci est évidemment formée en majorité d'hommes d'affaires. Par ailleurs, les circonscriptions électorales anglo-saxonnes sont plus bourgeoises et économiquement plus fortes que les circonscriptions francophones. Il se peut aussi que des différences dans la conception de la politique municipale aient séparé les deux groupes ethniques. Enfin, le rôle des partis politiques municipaux, apparus vers 1954 et surtout d'inspiration française, a peut-être également joué.

L'analyse du niveau d'instruction apporte quelques éléments supplémentaires au tableau que nous sommes en train d'esquisser. En effet, on note encore un grossissement des éléments supérieurs. Pour l'ensemble de l'île de Montréal, le recensement de 1961 indique que 49 % des Montréalais ont reçu une éducation primaire, 44 % une éducation secondaire, et 6,9 % une éducation supérieure.

Les statistiques que nous possédons relativement aux conseillers indiquent un net renversement. Ceux qui ont reçu une éducation primaire sont très peu représentés; à peine plus de 10 %. Quant à ceux qui ont reçu une éducation supérieure, la disproportion dans les pourcentages est flagrante, puisqu'ils sont près de 57 % contre 6,9 cité plus haut.

Les conseillers francophones sont en général moins instruits que les anglophones, ce que montre le tableau n° 10.

Au secondaire, leur proportion dépasse d'environ 3 % la moyenne totale et de 10 % celle des Canadiens anglais. La situation est inverse au niveau supérieur, la moyenne des anglophones étant de 15 % supérieure à celle des francophones.

Le nombre de mandats d'un conseiller peut être interprété comme un signe de sa popularité. Les anglophones n'en ont généralement détenu que très peu. La moyenne pour tous les conseillers pendant

cette période se situe aux alentours de trois; c'est celle des Canadiens français et des Juifs. Ce sont les conseillers d'origine irlandaise qui, avec près de sept mandats, détiennent la moyenne la plus élevée, celle des autres conseillers d'origine anglo-saxonne restant très souvent inférieure à deux.

Les facteurs explicatifs ne sont pas faciles à cerner. Nous allons voir tout de suite que les conseillers canadiens-anglais sont en général plus âgés, mais pour mieux comprendre, il faudra revenir à l'analyse de la classe C.

L'âge auquel on arrive à la politique municipale est souvent assez avancé : environ quarante-cinq ans. Les Canadiens français sont dans la moyenne alors que les conseillers municipaux issus des groupes ethniques très minoritaires sont généralement plus jeunes et les Canadiens anglais plus vieux : environ cinquante ans.

Ces données prendront un sens beaucoup plus précis lorsque nous les rapprocherons de ce que nous avons observé dans la fonction publique montréalaise. Nous indiquons plus loin (cf. p. 42) les raisons pour lesquelles c'est, à notre avis, vers 1954 que cette période semble prendre une nouvelle orientation et, en conséquence, pourquoi nous l'avons arrêtée à cette date et non à 1960.

B. Le Comité exécutif et la classe C

Nous avons jusqu'ici étudié les conseillers municipaux dans leur ensemble, sans faire de distinction. Pourtant deux points sont à retenir qui mettent en évidence l'importance du facteur ethnique : d'abord, le rôle du Comité exécutif, à cause de la place qu'il tient dans la vie municipale montréalaise; ensuite, celui de la classe C à laquelle nous avons déjà fait allusion, et qui a eu sur le plan électoral sa portée propre.

Le Comité exécutif, avons-nous dit au premier chapitre, joue à la municipalité de Montréal le rôle du cabinet dans un gouvernement. Ceux qui en font partie possèdent en général une plus longue expérience de la vie municipale que les conseillers eux-mêmes : la moyenne de leurs mandats est de cinq contre trois pour ces derniers.

Les deux principaux groupes ethniques ont là plus qu'ailleurs imprimé leur marque. Vingt-six hommes ont siégé au Comité exécutif depuis 1944, parmi lesquels dix-huit Canadiens français, sept Anglo-Saxons, un Italien, mais aucun Juif. Nous reviendrons plus loin sur la situation des groupes ethniques, mais d'autres statistiques montrent à leur tour l'importance de ce comité.

L'occupation de ses membres indique aisément une concentration encore plus nette qu'au Conseil municipal. Aucun ouvrier, aucun employé, aucun homme de métier n'a siégé au Comité exécutif où domine de façon nette la moyenne bourgeoisie canadienne-française et canadienne-anglaise; depuis vingt ans, la moitié de ses membres appar-

tiennent à la catégorie des petits administrateurs, l'autre moitié étant partagée également entre les professionnels et les grands administrateurs.

Même tendance pour l'instruction : treize des vingt-six membres ont reçu une formation universitaire, alors que deux seulement n'ont reçu qu'une instruction primaire.

Les membres du Comité exécutif de Montréal ont été fréquemment attirés par une carrière politique extra-municipale. Selon les dossiers, onze d'entre eux se sont occupés ou s'occupent de politique soit provinciale soit fédérale, l'intérêt pour la politique provinciale l'emportant. Sur le plan provincial, sept sur neuf sont de l'Union nationale, les libéraux dominant au fédéral. Trois ont été élus députés.

Aujourd'hui, les membres du Comité exécutif sont élus par l'ensemble du Conseil municipal, sans distinction, mais, avant 1960, ils étaient choisis à raison de deux par classe. La classe A, formée de propriétaires, a élu sept Canadiens français sur sept représentants ; la classe B, formée de propriétaires et de locataires, a délégué, sur neuf représentants, cinq Canadiens français, trois Canadiens anglais et un Canadien d'origine italienne. Quant à la classe C, celle des représentants nommés par les associations, elle a fait la place beaucoup plus grande aux Canadiens anglais : quatre sur dix. Un retour en arrière montre que ces derniers ont été souvent beaucoup moins bien représentés au Comité exécutif qu'ils ne le sont actuellement avec deux sièges sur six. Il fut un temps où les deux groupes avaient une représentation égale.

Voici, pour terminer, quelques remarques sur la classe C que nous avons souvent mentionnée et qui pendant vingt ans a fourni la plus grande partie des conseillers municipaux anglo-saxons.

Cette classe a existé de 1940 à 1960. Composée de conseillers municipaux nommés par diverses associations montréalaises, elle a groupé, au cours de ces vingt années, quatre-vingt-dix représentants constituant le tiers du Conseil municipal.

Notons d'abord la surreprésentation des Canadiens anglais, deux fois plus nombreux dans cette classe que dans les deux autres. Alors qu'ils représentent 20 % du Conseil municipal, ils forment 40 % des conseillers de la classe C. Le tableau n° 11 indique les pourcentages des conseillers élus et des conseillers nommés.

Les conseillers de langue française se recrutent surtout dans les deux classes élues par la population, de même d'ailleurs que ceux appartenant aux diverses origines ethniques.

Comment expliquer que les anglophones aient atteint cette prééminence et que les minorités aient été complètement négligées ?

Cela tient d'abord sans aucun doute au mode de représentation de la classe C, composée de délégués de groupements influents, ce qui permettrait de conclure que ces derniers sont surtout canadiens-an-

glais. Parmi ces groupes, au nombre de treize, qui ont le pouvoir de nommer, sept sont exclusivement francophones et six surtout anglophones. Le tableau n° 12 montre comment chacun d'eux a choisi ses conseillers par rapport à l'origine ethnique. Sept sont représentés en majorité par des francophones alors que les six autres, et cela suit fidèlement la répartition indiquée, le sont par les anglophones. À souligner aussi qu'aucun des groupements anglophones ne s'est fait représenter exclusivement par des Canadiens anglais — on compte parmi leurs délégués une douzaine de représentants français — ce qui n'est aucunement le cas pour cinq des associations francophones.

La situation avantageuse des Anglo-Saxons n'a pas été cependant sans s'affaiblir au cours de ces vingt années. Une baisse constante de leur représentation est en effet facile à observer : en 1940-44, ils constituaient près de 43 % de la classe C alors qu'en 1960, au moment où elle a été abolie, ils n'en représentaient plus que le tiers.

Le vote qui, lors du référendum du 28 octobre 1960, a amené la disparition de cette classe par une majorité de 74,7 %, témoigne de l'importance que les deux groupes ethniques lui accordaient. Il est clair que les districts anglophones ont constitué les principaux centres d'opposition; le tiers des « non » provenaient de ces districts.

D'autres caractéristiques des membres de la classe C accentuent son caractère moins démocratique. Elle représente une élite quant à l'occupation de ses membres, les administrateurs formant plus de 60 % de ses effectifs. Il est bien évident que le mode de choix lui-même entraînait une telle conséquence, puisque la plupart de ces groupements réunissaient des hommes d'affaires.

Élite aussi quant à l'instruction et la carrière politique extra-municipale de ses membres dont les deux tiers possèdent une formation supérieure, et dont six ont été députés et quatre ministres.

En somme, le personnel politique de Montréal s'inscrit depuis vingt ans, sans grandes transformations nouvelles, dans l'évolution amorcée depuis 1914, et la fin de la seconde guerre mondiale ne marque peut-être pas la véritable coupure qu'a connue la politique municipale au cours des dernières années.

Nous serions porté pour notre part à la situer plutôt aux alentours de 1954. À cette époque, les influences heureuses et malheureuses du conflit mondial sur la vie de la cité sont à peu près résorbées et une orientation fondamentalement nouvelle sera prise. Nous l'avons souligné par un parallèle entre les maires Houde et Drapeau. L'indiquent aussi l'apparition des partis politiques municipaux en 1954 et l'effort de réorganisation des divers aspects de la vie politique urbaine qui suivit, mais il est évidemment trop tôt pour évaluer ce que peuvent donner ces tendances.

Si cette transformation est réelle, suivra normalement une transformation du personnel politique lui-même. Montréal se fixant des objectifs de plus en plus élevés et ardu doit aussi se donner les leaders nécessaires. Dès lors, être conseiller municipal exigera

des qualifications plus pressantes, surtout pour participer à la haute direction, c'est-à-dire au Comité exécutif. Posons comme hypothèse que Montréal connaît actuellement les grandes lignes d'une transformation politique beaucoup plus vaste, selon laquelle l'assemblée élue, c'est-à-dire le parlement municipal, n'est plus à même de remplir les fonctions traditionnelles alors que l'exécutif prend une prépondérance de plus en plus nette. La bureaucratisation du personnel politique municipal s'avère donc évidente, comme l'analyse la seconde partie de ce chapitre.

Cependant, avant de l'aborder, examinons rapidement le comportement électoral des Montréalais depuis une vingtaine d'années. Jusqu'ici nous avons considéré le personnel élu, mais comment est-il élu et par qui ?

C. Le phénomène électoral

Existe-t-il une relation entre l'origine ethnique et le vote ? Entre la puissance des divers groupes ethniques dans l'électorat montréalais et la répartition générale du vote ? Si oui, dans quelle mesure joue-t-elle ? Quels sont les écarts entre la puissance de chaque groupe ethnique et le vote ? Le groupe majoritaire, en l'occurrence le groupe canadien-français, recevra-t-il de façon constante plus de voix que le voudrait la proportion, et qu'arrive-t-il dans ces conditions aux minorités ? Par ailleurs, peut-on parler de comportements électoraux propres à chacun des groupes ethniques, par exemple l'abstentionnisme ?

Nous examinerons ces diverses questions à travers les sept élections municipales qui se sont déroulées à Montréal entre 1944 et 1962, tout en précisant bien ce que cette analyse a de nécessairement sommaire, mais nous avons voulu élargir, par cette brève incursion, la portée de notre étude.

Un problème surgit dès le début : opérer la plus fidèle coïncidence possible entre les districts électoraux municipaux de Montréal et la répartition des groupes ethniques. L'origine ethnique n'étant pas précisée dans les listes électorales actuelles, la première partie de notre analyse aura pour objet d'effectuer un recoupement qui soit le plus exact possible. Ensuite, seulement, nous pourrions nous demander comment chaque unité électorale a accordé ses votes, en prenant pour point de référence l'origine ethnique des candidats élus. Nous insisterons sur les conseillers municipaux eux-mêmes, puisque depuis 1944 aucun maire de langue anglaise n'a siégé, ce qui ne signifie cependant pas que le vote à la mairie ne revête aucune signification pour les groupes ethniques, mais nous y reviendrons.

Pour la période que nous avons choisi d'analyser, 1944 à 1965, deux cartes électorales municipales ont été utilisées. Celle qui eut cours de 1944 à 1962 répartissait les électeurs montréalais en

onze districts électoraux, groupant trente-cinq quartiers. Cependant, la rapide croissance de la ville imposa la nécessité de la refondre, ce qui arriva en 1962.

Le rapport Champagne avait recommandé la division de la ville en quarante-cinq quartiers regroupés en quinze districts électoraux, chaque quartier élisant un conseiller municipal, d'où trois conseillers par district.

La moyenne des électeurs par district électoral se situe aux environs de 23 000 et les écarts restent acceptables puisque le plus petit district, celui de Sainte-Anne, compte 18 498 électeurs, et le plus vaste, celui de Mercier, 27 895. En 1965, deux nouveaux districts électoraux ont été créés, ceux de Saragay et de Rivière-des-Prairies, avec respectivement un et deux conseillers.

Comment se répartissent les groupes ethniques sur cette carte électorale (tableau n° 13) ? Pour le déterminer, nous avons regroupé dans chaque district électoral les secteurs définis par les recensements de 1951 et 1961. Les secteurs n'étaient pas toujours les mêmes pour les deux recensements et il est arrivé que certains empiètent sur deux districts. Nous en avons évidemment tenu compte et plusieurs districts électoraux ont pu être reconstruits de façon parfaite.

On constate d'abord que plusieurs districts électoraux sont très nettement français : neuf dans une proportion supérieure à 75 % et quatre dans une proportion supérieure à 50 %.

Les Canadiens d'origine anglaise ne représentent une population importante que dans trois districts : Côte-des-Neiges et Snowdon avec 30 % et Notre-Dame-de-Grâce avec 50 %. Dans certains districts dominés par les francophones, ils sont pratiquement absents : cinq en comptent moins de 5 %. Les autres groupes ethniques accusent une forte concentration dans quelques districts : Côte-des-Neiges 37 %, Saint-Louis 40 %, Villeray 33 %, enfin Snowdon plus de 50 %. Soulignons qu'ils sont surtout anglophones.

Le vote correspond-il aux frontières que nous venons d'établir ? Ne disposant de chiffres précis que pour les élections récentes et un recoupement entre les deux cartes électorales, avant et après 1962, s'avérant assez ardu et périlleux, nos remarques porteront surtout sur les deux dernières élections municipales : celles de 1960 et de 1962.

Un bref rappel des élections antérieures amorcera des lignes de fond. Il y eut cinq élections à Montréal entre 1944 et 1957. Chaque district avait à élire six représentants selon un scrutin de liste, le scrutin uninominal ne devant apparaître qu'en 1962.

Pour mieux cerner l'influence éventuelle du facteur ethnique dans le vote, distinguons entre les élections à la mairie et au Conseil municipal.

Concernant ces dernières, le groupe francophone ne parvient à

faire élire des représentants d'origine française que dans les districts où il détient une majorité très confortable, c'est-à-dire supérieure aux trois quarts, ce que démontrent bien les élections de 1950, 1954 et 1957. Un certain phénomène de surreprésentation joue donc ici, si l'on veut, en faveur des Canadiens français, une majorité francophone étant parvenue dans ces cas à empêcher qu'une minorité forte du quart ne fasse passer l'un des siens.

Surreprésentation aussi au profit de l'autre groupe ethnique important : les anglophones. Ces deux groupes ethniques peuvent donc, tout au moins dans le choix de leurs représentants, imposer une ligne aux autres minorités. Les raisons profondes de cette situation ne pourront guère être qu'évoquées ici, étant donné les limites que nous avons assignées à notre étude. La surreprésentation du groupe canadien-anglais s'accompagne d'un vote particulier, aussi réussira-t-il assez souvent à faire élire plus de candidats que ne le voudrait sa représentation dans l'électorat. On peut croire que joue ici l'influence d'un mode de scrutin qui accordait à une classe d'électeurs, les propriétaires, le droit d'élire un tiers du Conseil municipal. Quoi qu'il en soit, en 1950, les anglophones font élire cinq représentants sur six dans un district où ils ne représentent que le tiers de la population. Résultat identique en 1957 dans Notre-Dame-de-Grâce où la population anglophone n'excède pas 50 %. Ceci permet de supposer qu'ils ont bénéficié du vote d'électeurs appartenant à d'autres minorités ethniques et explique en même temps que ces dernières, à de rares exceptions près, se trouvent en général être assez mal représentées. Nous avons d'ailleurs déjà souligné plus haut leur quasi absence des Conseils municipaux dont cette analyse du vote fera ressortir l'une des causes : leur faiblesse qui les empêche de faire passer les leurs. En 1957, dans Notre-Dame-de-Grâce, les Juifs n'obtinrent aucun siège bien que représentant 12 % de l'électorat, et ils ne parviendront à des résultats positifs qu'en réalisant certaines alliances. Les Italiens connaissent la même situation malgré leur importance, notamment dans le district électoral de Villerey.

L'élection du maire met en évidence le caractère de surreprésentation du groupe francophone dont la domination résulte du fait que les candidats de langue anglaise ont été de plus en plus rares tout en recueillant des majorités de plus en plus faibles, ce qui dévoile d'autres aspects intéressants du problème qui nous préoccupe.

L'appui donné aux divers candidats semble avoir quelque lien avec l'origine ethnique des électeurs. De nombreux cas seraient à rappeler. Camilien Houde fut élu en 1944, très fortement appuyé par les districts électoraux canadiens-français, son adversaire ne réussissant à le battre que dans deux districts qui n'étaient pas à majorité francophone. En 1947, il fut réélu par acclamation. En 1950, même situation qu'en 1944 : il bat le sénateur Sarto Fournier dans les districts francophones, doublant même le nombre de voix dans plusieurs d'entre eux, mais deux districts anglophones donneront autant de voix et même davantage à son adversaire. À l'élection de 1954,

après son retrait, on voit apparaître plusieurs candidats. Jean Drapeau a surtout reçu l'appui des électeurs canadiens-français. Sa majorité avoisine souvent 60 à 65 % dans les districts francophones, pour tomber, dans les districts anglophones, ou en tout cas moins francophones, à 35 et même 25 %. Enfin, en 1957, les Canadiens anglais ont donné plus de voix à Sarto Fournier, alors vainqueur de Jean Drapeau. La constante est remarquable. Dans trois autres districts à majorité française moins forte, seul un représentant d'une autre minorité est élu. Ailleurs les Canadiens anglais élisent plus de représentants que ne pouvait le laisser supposer leur pourcentage dans la population totale. On verra par exemple trois de leurs candidats être élus dans un district où ils ne représentent que le quart de la population et cinq à Notre-Dame-de-Grâce. De nouveau la domination des deux grands groupes ethniques se fait au détriment des minorités.

En 1960, le vote est plus fort dans les districts francophones, les abstentions venant des districts canadiens-anglais et riches de Montréal ou encore de ceux situés au centre de la ville. Jean Drapeau obtient la majorité dans tous les districts canadiens-français mais, et cela nous semble particulièrement remarquable, se fait battre dans les deux districts anglophones et dans un autre à forte minorité irlandaise, où l'élection de F. Hanley s'explique largement par des causes extra-municipales, notamment la lutte Duplessis-Drapeau. L'élection la plus récente, celle de 1962, apportera un changement d'importance dans le mode de scrutin qui sera uninominal, chaque quartier faisant élire un conseiller. Ceci devrait permettre aux minorités d'être mieux représentées.

Pourtant la surreprésentation joue encore et les minorités ne réussiront pas à obtenir un meilleur traitement dans les quartiers à forte majorité soit francophone soit anglophone. L'importance de la victoire de Jean Drapeau, qui remporte plus de 90 % des voix à la mairie et fait élire quarante et un des quarante-cinq membres du Conseil municipal, donne par ailleurs à cette élection un caractère assez particulier.

Aujourd'hui les francophones sont majoritaires dans douze des quinze divisions électorales de la refonte de 1962. Ils le sont devenus dans des districts traditionnellement anglophones comme Ste-Anne et St-Louis. Les trois districts qu'ils ne contrôlent pas sont situés dans l'Ouest : Notre-Dame-de-Grâce dominé par les Canadiens anglais, Snowdon dominé par le groupe juif, et Côte-des-Neiges où se répartissent à peu près également ces trois groupes ethniques. Dans le centre de la ville, signalons, après une longue domination de l'élément francophone, la montée rapide des Italiens et de quelques autres groupes ethniques plus petits, en même temps que la baisse continuelle des Canadiens anglais.

Ces diverses remarques sur les élections qui se sont déroulées à Montréal depuis vingt ans et ce que nous savons de la composition ethnique du Conseil municipal nous permettront, avec l'analyse du

fonctionnarisme montréalais que nous allons maintenant entreprendre, de mettre en évidence à la fois une diversité de comportements indéniable et une certaine tendance au retrait.

L'interprétation de ces données n'est pas chose facile et il est certain que plusieurs facteurs autres que l'origine ethnique devraient être considérés. Nous savons bien que les lignes de partis, tant provinciaux que municipaux, ont une influence dans les comportements électoraux. Nous savons aussi que la distinction entre les districts du centre de la ville et ceux de la périphérie peut éclairer les attitudes et les positions des électeurs. Cependant nous retiendrons surtout le poids du statut socio-économique. Nous ne prétendons aucunement expliquer le comportement des électeurs montréalais par la seule référence ethnique, car le degré de richesse, l'instruction, la nature du travail peuvent aussi exercer une influence prépondérante sur le vote — et cette étude reste à faire à Montréal — mais ce que nous venons de poser nous laisse croire à l'importance du facteur ethnique. Si origine ethnique et situation économique ne peuvent être entièrement dissociées, il y aurait quelque facilité à vouloir nier l'importance du facteur ethnique lui-même. Cette constatation s'imposera encore davantage au quatrième chapitre de cette étude dans lequel sera analysé l'un des récents conflits qui se sont déroulés sur la scène politique montréalaise.

Rappelons que notre analyse du vote reste fort brève et assez sommaire. Nous aurions souhaité l'approfondir davantage, mais nous nous devons de consacrer à l'étude des thèmes plus proches de l'objet précis de notre recherche le temps et l'énergie nécessaires. Ce pendant les tableaux nos 14 et 15, qui donnent, le premier l'origine ethnique des conseillers élus entre 1944 et 1962, le second la répartition des votes par quartier, chacun des onze quartiers et l'origine des conseillers élus de 1944 à 1960 étant mis en parallèle, nous fournissent quelques éléments d'information.

Remarquons d'abord que le nombre de quartiers où, au cours de cette période, ne sont élus que des Canadiens français, diminue : de sept en 1944 il passe à quatre en 1960. On constate le même phénomène chez les Canadiens anglais : s'ils restent élus dans quatre quartiers, le nombre de ceux-ci, comme le montre le tableau n° 19, était tombé de seize en 1944 à douze en 1960.

Les gains se font donc au profit de conseillers appartenant à diverses minorités ethniques très souvent anglophones. Le fait que ces élus constituent environ 10 % de la représentation à la fin de la période étudiée nous amène à nuancer l'analyse de la place réelle que tient l'élément d'expression anglaise au sein du Conseil municipal. Il semble cependant que le nombre des Canadiens français n'a guère varié et que les autres membres du Conseil, bien que souvent d'expression anglaise, représentent de plus en plus les autres origines ethniques.

Un dernier point. Seuls les quartiers 2, 3 et 4 continuent à élire fidèlement des Canadiens anglais. Quant au quartier n° 5, considéré jusqu'alors comme fief britannique, il n'en élit plus du tout.

Deuxième partie : La fonction publique montréalaise

Montréal possède l'un des principaux fonctionnarismes du pays. Quinze mille personnes environ, avons-nous dit, en constituent le personnel. La dimension de cette population ne permet guère, comme ce fut le cas pour les conseillers municipaux, de faire commencer notre étude quelques années en arrière, aussi nous en tiendrons-nous à la situation présente pour examiner de très près deux questions qui nous paraissent fondamentales.

La première s'inscrit dans la ligne de l'analyse que nous venons de conduire sur les élus et veut définir les caractéristiques (âge, origine ethnique, niveau d'instruction, niveau hiérarchique, etc.) des fonctionnaires montréalais. Mais, outre ceci et en tenant compte des lois particulières qui régissent ce personnel nommé, nous nous attacherons à examiner, en mettant l'accent bien entendu sur le facteur ethnique, les procédures qui régissent l'entrée et l'avancement dans la carrière publique municipale, c'est-à-dire le recrutement et la promotion.

Éclaircissons d'abord les règles qui gouvernent l'accès au fonctionnarisme municipal. La ville de Montréal a depuis mars 1961 une Commission du service civil dont les responsabilités et attributions sont définies par les règlements 2612 et 2893.

Elle est formée de trois membres : un président permanent et deux commissaires à temps partiel, lesquels appartiennent présentement l'un à l'Université de Montréal, l'autre à l'université McGill. Ces officiels sont nommés par le Conseil municipal sur recommandation du Comité exécutif.

Le président occupe une place centrale et ses tâches sont doubles. D'une part, il agit comme directeur de service et, à ce titre, dirige un personnel administratif d'une vingtaine de personnes : spécialistes et personnel clérical. D'autre part, il préside la Commission de trois membres de laquelle relèvent toutes les décisions.

On comprendra mieux la nature de cette Commission en décrivant le processus de recrutement actuellement en vigueur dans la fonction publique montréalaise. Tout commence au Service du personnel qui, lorsque la nécessité se présente de pourvoir à certains emplois, procède à une opération de recrutement dans le but d'établir une liste d'aptitude à partir de laquelle les directeurs de services pourront effectuer un choix.

Les étapes sont alors, en bref, les suivantes. Le Service du personnel publie, en français et en anglais, des avis de recrutement

destinés à informer les candidats sur la nature des emplois offerts, les qualités requises, le salaire, etc. Précisons que ces avis sont de trois types : ceux qui s'adressent à l'extérieur, par exemple pour le recrutement de policiers ou de pompiers; ceux qui s'adressent à l'intérieur, comme les concours de promotion, et sont distribués seulement dans les services; ceux enfin qui s'adressent à des catégories professionnelles (ingénieurs, architectes, etc.) et n'entraînent aucun concours comme tel : si un candidat possède la compétence requise, il est immédiatement inscrit, après examen médical satisfaisant, sur la liste d'aptitude.

Concernant les autres catégories d'emplois, une liste d'admissibilité, comprenant les noms des candidats autorisés à se présenter au concours dont le service du Personnel fixe alors la date, est établie à partir des demandes reçues, une première sélection ayant éliminé ceux qui ne répondaient pas aux exigences de base.

Ici commence alors le travail de la Commission du service civil qui, dès réception de cette liste, voit à la préparation d'un examen dont la mise au point revient à un groupe de spécialistes. Lorsqu'un projet est établi, il est soumis à la Commission qui l'accepte, le refuse ou le modifie. Si un candidat d'origine anglaise figure sur la liste d'admissibilité, l'examen est préparé dans les deux langues. Tout examen comporte d'ailleurs des questions sur la connaissance des deux langues officielles, comme le veut l'article 13 du règlement 2612 déjà cité.

L'examen subi, le personnel de la Commission procède aux corrections et la liste des résultats est soumise aux commissaires qui ont là encore à accepter, refuser ou modifier. Une liste d'aptitude est alors établie et soumise au Service du personnel qui la porte à la connaissance du ou des directeurs de service intéressés. À souligner que ceux-ci ne sont pas tenus d'opter pour le premier nom inscrit sur la liste, mais peuvent choisir n'importe lequel des candidats qui y figurent.

En résumé, la Commission du service civil doit donc préparer des examens, les faire subir aux candidats jugés admissibles par le Service du personnel, et enfin retourner à celui-ci une liste de candidats qualifiés. Son rôle se termine là.

Précisons de nouveau que les candidats restent libres de passer leur examen en français ou en anglais.

Grâce aux dossiers que la Commission a conservés, nous avons pu nous livrer à une étude du recrutement et de la promotion, et déterminer, selon l'origine ethnique, dans quelle proportion les candidats ont répondu aux avis de concours; ont été inscrits sur la première liste, celle d'admissibilité; se sont présentés à l'examen; ont figuré sur la seconde liste, celle d'aptitude; enfin, ont été engagés ou promus. Nous aurons l'occasion de constater aux sections C et D de cette deuxième partie que d'intéressants contrastes apparaissent dans plusieurs cas.

Mais avant d'aborder ce point, il convient de considérer le fonctionnarisme actuellement en place en décrivant d'abord ses caractéristiques générales pour ensuite mettre en relief le facteur ethnique lui-même, ce à quoi seront consacrées les sections A et B.

A. Les caractéristiques globales

Les statistiques sur lesquelles s'appuient ces deux premières sections ont été compilées au début de l'année 1965. Signalons ici qu'aucun fichier n'existant pour l'ensemble des fonctionnaires municipaux montréalais, leur cueillette a été effectuée service par service; dans certains, le travail fut relativement aisé alors que, dans d'autres, l'organisation des dossiers ne facilita pas notre tâche. Le nombre de fiches compilées nous a permis d'analyser la quasi-totalité du personnel de la fonction publique montréalaise en service à cette date lequel, si l'on excepte les employés à temps partiel, peut être évalué à 14 250 fonctionnaires.

On sait que l'administration montréalaise comprend seize services et trois bureaux. Le tableau no 16 nous indique, en chiffres absolus et en pourcentages, comment cette population est distribuée entre ces diverses unités. Retenons seulement pour l'instant qu'elle est fortement concentrée, 72,5 % des employés municipaux se répartissant en effet entre quatre services : Police, Incendies, Travaux publics et Voie publique. Au moment où nous aurons à analyser le poids du facteur ethnique, cette concentration apportera un éclairage particulièrement intéressant.

Quelques chiffres généraux sur l'origine ethnique de ce personnel fournissent déjà des indications capitales.

Nous avons pu constater, au chapitre précédent, la forte prépondérance des Canadiens français, qui s'est accentuée d'ailleurs au cours des dernières années. Les données que nous possédons en témoignent de façon plus nette.

Sur les 14 520 dossiers compilés, chiffre qui sera toujours le total auquel nous nous référerons, 13 404, soit 92,31 %, portent sur des fonctionnaires d'origine française, et 414, soit 2,85 %, sur des fonctionnaires d'origine britannique, le seul rapprochement de ces deux chiffres faisant toucher à l'une des caractéristiques majeures de l'administration montréalaise. Les autres concernent 240 fonctionnaires d'origine italienne et 362 fonctionnaires d'origines diverses, représentant des proportions respectives de 1,65 et 2,49 %. Il ne faudrait cependant pas considérer ce dernier groupe, qui comprend de nombreux Néo-Canadiens, comme une catégorie résiduelle où auraient été réunis tous ceux dont l'origine ethnique nous est restée inconnue, lesquels constituent bien au contraire une proportion extrêmement faible. Nous verrons au cours de nos prochaines analyses que les caractéristiques de cette quatrième catégorie sont souvent très semblables à celles du groupe anglophone.

Une dernière remarque sur ces chiffres pour souligner, avant d'aborder d'autres analyses, le biais que la puissante majorité francophone va leur imprimer.

Dans le chapitre suivant, l'échantillon auquel fut adressé le questionnaire a corrigé cette situation, puisqu'il comprend près d'un tiers d'Anglo-Saxons. Pour l'instant, il ne faut pas perdre de vue que nous étudions une situation de déséquilibre où l'élément anglo-saxon constitue une minorité extrêmement réduite, ce qui porte à croire que certaines analyses statistiques très poussées ne peuvent guère être valables, et seront en conséquence négligées.

La structure formelle d'autorité est un élément majeur de toute organisation administrative. Elle indique à la fois quels sont ceux qui commandent et comment s'établissent la responsabilité et la communication dans l'organisation.

Dans l'administration montréalaise, les très nombreuses tâches (on en compte plus de 300) ont été regroupées en huit niveaux hiérarchiques dont le plus élevé porte le numéro 1; les conseils des spécialistes du Service du personnel ont été là notre principal guide.

Les niveaux 1 à 6 groupent ceux qui assument des responsabilités administratives, constituant ce que l'on appelle généralement la direction (*top management*). On pourrait les classer dans la catégorie des « décideurs ».

Ces six niveaux peuvent être subdivisés puisqu'ils comprennent divers degrés de responsabilité. Tout en haut de l'échelle, plaçons les directeurs de services et leurs assistants qui sont les véritables dirigeants, et à sa base les chefs de bureau et autres responsables qui, sans posséder des pouvoirs très étendus, assument cependant une fonction de direction. À mesure que l'on descend, le pouvoir se rétrécit. Le niveau 7 comprend les exécutants (*rank and file*) et le niveau 8, le dernier, les ouvriers ou collets bleus. Le tableau n° 17 donne la répartition des fonctionnaires à chacun de ces niveaux.

Il est normal que les effectifs grossissent à mesure que le niveau hiérarchique baisse : au sommet on compte soixante et une personnes et aux niveaux 4 et 5 respectivement 196 et 1 350. Aux derniers échelons, on passe à des chiffres beaucoup plus élevés : au niveau 7, celui des exécutants, on compte 8 449 fonctionnaires et au niveau 8, celui des collets bleus, 3 577 ouvriers, représentant respectivement 58,19 et 24,68 % du personnel. Seul le niveau 3, qui est celui d'une fonction très spécialisée, celle de conseiller technique, fait exception dans cette constante progression quantitative.

On remarquera que les six niveaux de commandement groupent un peu plus de 17 % des effectifs totaux, c'est-à-dire que pour une personne nantie d'autorité il y a quatre subalternes. Il serait intéressant sans doute de comparer cette proportion à celle qui caractérise d'autres structures administratives : municipale, provinciale

ou fédérale, afin de savoir si ce qui existe à Montréal révèle une pyramide trop accusée ou pas.

Enfin, la catégorie communément groupée sous le nom de collets blancs représente 75 % de l'administration montréalaise. Ce pourcentage provient de l'addition des niveaux 1 à 7 inclusivement, lesquels totalisent plus de 10 000 personnes.

L'échelle des salaires permet, en relation avec le niveau hiérarchique, de mieux distinguer les paliers de l'administration montréalaise. Le tableau n° 18 donne, par tranche de mille dollars, la distribution des salaires à l'hôtel de ville de Montréal.

Plus de 87 % des fonctionnaires municipaux gagnent donc plus de \$ 4 000 par an, et un tiers plus de \$ 6 000. Mais ces chiffres datent de janvier 1965, donc avant la signature d'une nouvelle convention collective qui a sensiblement augmenté le niveau des salaires.

Deux autres facteurs vont nous permettre de donner une image encore plus précise du fonctionnarisme montréalais. Le premier prendra cependant plus de sens lorsque l'analyse portera sur le facteur ethnique.

Notre fichier nous renseigne en effet sur la courbe d'âge des fonctionnaires municipaux, qui implique aussi bien l'âge lui-même que le nombre d'années dans l'administration, c'est-à-dire l'ancienneté. Dans l'ensemble, nous avons là une population assez jeune.

L'âge minimum d'entrée à la fonction publique montréalaise est fixé à dix-huit ans et l'âge maximum de la retraite, qui se prend après trente-trois ans de service, à soixante-cinq ans. Dans cette perspective, les statistiques fournies par le tableau n° 19 dénotent une courbe d'âge à peu près normale.

La plus forte concentration se situe dans la catégorie 1930-1939, c'est-à-dire entre 25 et 35 ans. Par ailleurs, près de 60 % des fonctionnaires municipaux ont entre 25 et 45 ans, et cela témoigne peut-être d'un certain renouveau qui se manifeste depuis quelques années dans l'ensemble de la vie politique montréalaise, et que nous avons déjà souligné. Le groupe des fonctionnaires d'âge élevé reste relativement assez faible, la proportion des plus de cinquante-cinq ans dépassant en effet à peine 11 %.

Après l'âge des fonctionnaires, considérons leur ancienneté. Malheureusement nos données ici ne sont pas complètes et nous n'avons pu obtenir les renseignements voulus que pour 37 % des employés. Certains points intéressants apparaissent cependant. On remarque d'abord que près de 30 % des fonctionnaires de notre échantillon sont entrés au service de la ville après 1960, que 75 % n'ont pas encore quinze années de service, et que moins de 5 % en ont déjà plus de vingt-cinq.

Ces chiffres confirment, et c'est pourquoi nous les citons, nos conclusions sur la jeunesse des fonctionnaires montréalais, à la fois facteur de renouveau et de stabilité. Nous verrons bientôt que

liées à l'origine ethnique ces données font apparaître des phénomènes majeurs.

Notre fichier nous fournit un dernier renseignement qui a trait au degré d'instruction. Là non plus nos données, qui portent sur près de 60 % du personnel, ne sont pas complètes, mais ceux qui ont reçu une instruction universitaire ont tous été inclus dans ce pourcentage. On peut avancer sans grand risque d'erreur que la quasi-totalité des données qui nous manquent concernent le niveau inférieur d'instruction; ce sont en effet les services des Travaux publics et de la Voie publique, lesquels sont précisément ceux qui comptent le plus grand nombre d'employés manuels et que nous avons placés au niveau hiérarchique 8, catégorie où l'instruction est la moins élevée, qui nous ont fourni le moins de renseignements.

Le niveau moyen comprend les fonctionnaires qui ont fait une 11e ou une 12e année ainsi que les bacheliers ès arts et les infirmières, et le niveau supérieur ceux qui ont poursuivi plus loin leurs études.

La 10^e année est aujourd'hui généralement exigée pour entrer au service de la ville, d'où une concentration de 38,2 % au niveau moyen contre 6,8 % au niveau supérieur.

Voilà donc les grands traits de l'organisation administrative de Montréal. Qu'apporte l'origine ethnique ? Nous l'examinerons à partir des caractéristiques employées. Sans croire que l'on puisse établir une relation de causalité directe entre l'origine ethnique et les autres variables, nous pensons plutôt indiquer des concordances qui, ajoutées les unes aux autres, permettront de mieux saisir l'ensemble de notre objet.

B. Le facteur ethnique

L'importance de la place occupée par l'élément francophone dans l'administration montréalaise, du moins comme nous la présentent les statistiques que nous venons de citer, ne permet pas de dégager une image fidèle et nuancée de la situation des divers groupes ethniques et de leurs relations réelles à l'hôtel de ville de Montréal.

Celles-ci seront examinées au chapitre suivant par l'analyse du questionnaire, la présente section voulant, en considérant de plus près encore les statistiques, montrer quelles relations existent entre l'origine ethnique d'une part et le niveau hiérarchique, l'instruction, l'âge, l'ancienneté, etc., d'autre part.

La question se présente à peu près de la façon suivante : se peut-il que le fait d'être canadien-français soit un avantage pour obtenir à l'hôtel de ville une situation meilleure ? Considérons-la pour l'instant en des termes aussi généraux, quitte à la nuancer plus loin.

Répétons que le nombre restreint de fonctionnaires qui ne sont pas francophones rend assez périlleux l'énoncé de conclusions très sûres.

Les prochains développements doivent surtout donner forme à des tendances.

Nous pourrions conclure, comme le voudrait le tableau général que nous venons d'esquisser, à une quasi-élimination des autres groupes ethniques, mais nous verrons que la situation est beaucoup plus complexe. Il n'est pas douteux que l'élément francophone possède un avantage marqué, mais les autres groupes disposent souvent de certaines ressources qui leur permettent de corriger ce que leur petit nombre peut avoir de contraignant. En conséquence, le bilinguisme, dans sa réalité concrète et quotidienne, apparaîtra dès le présent chapitre sous un jour plus exact.

Disons tout de suite que la situation actuelle offre d'importants contrastes avec celles qui ont prévalu jusque-là. Le chapitre précédent a montré par quelles voies s'est opérée une francisation de plus en plus nette de la fonction publique, mais retenons aussi que les choses ont considérablement évolué au cours de la dernière décennie.

En s'attachant à la situation actuelle, on constate que, malgré leur petit nombre, les Canadiens anglais ne se trouvent pas également répartis dans les divers services municipaux et sont particulièrement nombreux dans trois services : Police, Incendies, Travaux publics.

En déterminant comment se répartissaient les 414 anglophones entre les différents services, nous avons constaté que plus du tiers (36,71 % très exactement) appartenaient au service de la Police, soit 152 personnes, participation nettement plus importante que celle des Canadiens français (23,61 %), des Italiens (14,71 %) et des ressortissants d'autres origines ethniques (30,11 %). Même remarque pour le service des Incendies (21,26 %), celui des Travaux publics (17,87 %), le contentieux (1,69 %) et la Commission du service civil (0,24 %).

C'est dire que, dans trois services seulement, sont concentrés près de 75 % des Anglo-Saxons de la fonction publique montréalaise. Proportionnellement au personnel de chacun de ces services, ils restent cependant toujours minoritaires : en effet, s'ils appartiennent à la Police dans une proportion de 36 %, ils ne représentent toutefois que 8,95 % de ses effectifs globaux.

Nous avons montré dans la section précédente la forte concentration des employés municipaux dans quatre services : Police, Incendies, Travaux publics et Voie publique. Les anglophones accentuent cette tendance, puisque 85,3 % des leurs sont groupés dans ces quatre unités.

Autre trait marquant : les Canadiens français sont quasi seuls dans six domaines : Secrétariat et Commission du service civil qui ne comptent qu'un seul anglophone, Direction des services, services du Personnel, de Revision des estimations et de la Vérification qui n'en comptent aucun.

En outre, plusieurs services dont le personnel est restreint, tels le Secrétariat et le Contentieux, entrent à peu près dans la même catégorie, même si la présence de quelques Anglo-Saxons semble leur donner un assez fort pourcentage. Dans l'un d'eux, par exemple, la présence d'un seul Anglo-Saxon sur dix-neuf personnes indiquerait une participation supérieure à 5 %.

Trois services occupent une place à part quant à l'origine ethnique de leur personnel. D'abord l'Urbanisme, qui compte la plus faible proportion de Canadiens français, 82,5 %, ce qui est loin d'être négligeable, celle des Canadiens d'origine ethnique autre que française ou anglaise, qui sont en général des spécialistes venus d'Europe, atteignant 15,8 %. Soulignons que la langue de travail de ce service est analysée au chapitre suivant. Viennent ensuite les Travaux publics avec moins de 90 % et une proportion de Canadiens d'origine italienne très importante, et les Parcs avec 88,20 %. Dans ces deux services, la catégorie « autres » est particulièrement bien représentée.

Le tableau n° 20 regroupe toutes les données dont nous venons de faire état. L'examen de ces statistiques montre bien que nulle part les anglophones ne constituent une proportion importante mais sont nettement concentrés dans quelques services. Les pourcentages sont ceux de la participation de chaque groupe ethnique par rapport aux effectifs du service.

Les Italiens, qui ne sont pas non plus très nombreux à l'hôtel de ville (340), occupent une place assez particulière dans l'administration municipale : 39,71 % relèvent des Travaux publics et 20 % de la Voie publique, 20 % se répartissant en outre entre la Police et les Incendies.

La plupart des fonctionnaires municipaux italiens sont donc des employés manuels qui appartiennent au niveau hiérarchique 8. En somme, l'élément italien est rattaché surtout à quatre services, et à un niveau relativement bas.

La catégorie « autres » révèle une tendance assez semblable, 66,57 % de ses effectifs étant concentrés dans deux services seulement : Police et Travaux publics.

Pour les groupes ethniques nettement minoritaires, les postes élevés de l'administration municipale semblent particulièrement inaccessibles. En est-il de même pour l'élément anglo-saxon, ou bien le fait d'être Canadien français donne-t-il une place privilégiée dans l'échelle administrative ? En rapprochant niveaux hiérarchiques et origine ethnique, une situation assez différente se dessine.

On serait porté à croire en effet que leur forte majorité donne aux francophones une position particulièrement puissante au plus haut niveau de l'administration, mais il n'en est rien. Comme le montre le tableau n° 21, les anglophones ont, toutes proportions gardées, une situation privilégiée dans la hiérarchie de l'autorité à l'hôtel de ville de Montréal. Là encore les pourcentages indiquent,

par rapport à ses effectifs, la participation de chaque groupe à chacun des niveaux hiérarchiques.

On se souvient que les effectifs de l'ensemble de la fonction publique montréalaise s'établissaient comme suit : niveaux 1 à 6 avec 17 %; niveau 7 avec 58 %; niveau 8 avec 25 %.

La situation des fonctionnaires anglophones peut donc surprendre quelque peu. Surreprésentés aux niveaux les plus élevés, ils sont par voie de conséquence sous représentés au niveau 7, celui de l'exécution, qui est aussi le premier niveau dans la carrière publique municipale.

La répartition hiérarchique des Canadiens français reste davantage fidèle au pourcentage d'ensemble.

La concentration des anglophones aux niveaux hiérarchiques supérieurs de l'administration montréalaise apparaît très nettement aux six premiers niveaux, ceux du commandement : 32,85 % contre 16,60 % chez les francophones. Aucun directeur ni assistant-directeur n'étant de langue anglaise, cette surreprésentation joue davantage aux niveaux 3, 4 et 5. Il est intéressant en outre de rapprocher ce pourcentage de leur participation globale qui est de 17 %.

Pour ce qui concerne le personnel d'exécution, par contre, les anglophones se situent au-dessous de la moyenne générale et de celle des francophones : environ 46 % contre 58 % chez les Canadiens français.

Ici plus qu'ailleurs peut-être les caractéristiques du groupe anglophone et de la catégorie « autres » sont très proches; les membres de cette dernière en effet se retrouvent surtout aux échelons élevés.

L'avantage des Anglo-Saxons n'est pas facile à expliquer d'autant qu'il n'est que relatif. Peut-être l'âge et l'ancienneté, dont il sera question plus loin, nous apporteront-ils quelque lumière ?

L'évolution récente qui se manifeste serait peut-être en train de renverser cette tendance puisque, ainsi que le montrent particulièrement les sections C et D de ce chapitre, le recrutement et la promotion dans l'administration publique montréalaise semblent à l'heure actuelle se faire à l'avantage des Canadiens français.

Le fait que ces derniers constituent 60 % du niveau 7 nous semble aller dans le même sens. N'est-ce pas généralement à ce niveau que débute une carrière dans la fonction publique ? À cela s'ajoute le phénomène dont nous avons déjà parlé au chapitre précédent, selon lequel les Anglo-Saxons disparaissent progressivement des postes de commande les plus élevés, ce qui entraîne une régression de leur prépondérance relative actuelle.

Avant d'examiner de plus près les facteurs explicatifs, soulignons que l'analyse de l'échelle des salaires témoigne à son tour de l'avantage relatif des Anglo-Saxons. S'ils n'occupent de façon majoritaire ni le sommet ni le bas de l'échelle des salaires, ils tien-

nent une place particulièrement privilégiée au centre, dans la catégorie qui va de \$ 5 000 à \$ 11 000, puisqu'ils sont 72 % à recevoir des salaires de cet ordre comparativement à 58 % des francophones.

Précisons encore, en comparant les deux groupes ethniques quant aux salaires les moins élevés. Les anglophones sont quatre fois moins nombreux que les francophones à percevoir des salaires inférieurs à \$ 3 000 et deux fois moins nombreux à percevoir des salaires inférieurs à \$ 4 000.

Nous avons voulu décrire jusqu'ici de façon aussi précise que possible les situations d'influence des deux groupes ethniques au sein de l'administration montréalaise, du moins en fonction de ce que nous les présentent les statistiques. Niveaux hiérarchiques et échelles de salaires ont permis de nuancer quelque peu les statistiques globales.

Les deux variables que nous allons maintenant analyser : âge et ancienneté d'une part, niveau d'instruction d'autre part, tout en complétant le tableau esquissé jusqu'ici, projettent quelques lumières qui mettent en relief les explications données. Par exemple, l'âge, avons-nous dit, peut expliquer la situation avantageuse des Canadiens anglais. Examinons de plus près ce point qui nous éclairera sur le vieillissement de la population municipale anglophone lequel, à long terme, n'est pas sans conséquences sur sa présence dans l'administration montréalaise.

Il ne fait pas de doute que les fonctionnaires anglophones sont en général moins jeunes que les fonctionnaires francophones, et leur remplacement ne semble pas devoir s'effectuer au même rythme. Ils viennent en effet en quatrième position dans la classification des groupes ethniques selon l'âge moyen.

La plus forte proportion des Canadiens français se situe dans la catégorie des 30-35 ans. Le contraste avec les anglophones est frappant, leur plus forte proportion se situant dans la catégorie 45-55 ans.

Les autres groupes ethniques sont aussi plus âgés que les francophones : les Italiens, par exemple, appartiennent pour la plupart à la catégorie des 35-45 ans.

Le phénomène se dégage encore plus clairement si l'on prend l'âge de trente-cinq ans comme ligne de démarcation : 23,8 % des Canadiens anglais ont moins de trente-cinq ans contre 45 % chez les francophones. C'est là une constatation qu'il ne faudra pas négliger lorsque nous analyserons la politique de recrutement et de promotion.

Plus de 50 % des fonctionnaires de langue anglaise ont dépassé quarante-cinq ans, contre 30 % chez les francophones.

On ne peut sans doute pas poser que l'âge détermine exclusivement le moment de la retraite, ou encore l'ancienneté, mais une relation existe certainement entre ces facteurs, permettant de conclure que nombreux sont les Canadiens anglais qui approchent du moment où ils

devront quitter l'hôtel de ville sans être remplacés.

Les données concernant l'ancienneté nous permettent de confronter deux chiffres quant au nombre d'années déjà passées au service de la ville : 11 % des Canadiens anglais doivent prendre leur retraite d'ici cinq ans contre seulement 5 % chez les Canadiens français.

Dans la catégorie de ceux qui ont déjà accompli la moitié de leur carrière, c'est-à-dire ayant entre 15 et 25 ans de service, les Canadiens anglais sont encore plus largement représentés : un tiers contre un quart chez les francophones. Notons au passage la récente arrivée des Canadiens d'origine italienne dont seulement 11 % ont franchi ce cap.

La perte de vitesse de l'élément anglophone se manifeste aussi chez les employés municipaux les plus récents.

De façon générale, le fonctionnaire montréalais se trouve dans la première moitié de sa carrière, ce qui s'explique évidemment par l'évolution récente de la ville dont le développement s'opère surtout grâce à des éléments francophones. Bon nombre de représentants de la population anglaise sont entrés dans la carrière municipale avant la seconde guerre mondiale, alors que l'activité politique de Montréal était passablement différente de celle que l'on connaît aujourd'hui, mais la majorité sont venus à l'administration montréalaise surtout entre les années 1910 et 1920. Rappelons qu'à ce moment la loi d'alternance pour l'élection du maire jouait encore et que certains services municipaux importants étaient dirigés par des Anglo-Saxons. Les choses ont profondément changé depuis cette époque et la coupure la plus nette semblerait se situer aux alentours de 1950.

Voilà ce qui, dans l'analyse de la courbe d'âge, nous apparaît être à la fois un facteur explicatif de la situation d'influence des Anglo-Saxons à l'hôtel de ville de Montréal, mais aussi un indice de son affaiblissement progressif dans les années à venir.

Le niveau d'instruction fournit beaucoup moins à l'explication, les deux principaux groupes ethniques n'ayant pas ici des caractéristiques tellement différentes, mais son analyse nous amène pour une fois à mettre en évidence les autres groupes ethniques. C'est en effet à leur sujet que les faits les plus significatifs apparaissent. La catégorie « autres » comporte par exemple une très forte proportion d'universitaires : 27,4 %. Les Italiens, avec 8,7 %, en comptent proportionnellement davantage que les francophones.

Tout cela témoignerait-il que, pour faire sa place dans une administration fortement dominée par un groupe ethnique, ceux qui viennent de l'extérieur doivent être particulièrement bien armés ? Ou encore que les membres des petites minorités ethniques ne sont pas intéressés à occuper des postes secondaires ? En effet, on constate qu'ils entrent dans la fonction publique par le haut ou par le bas. Le Néo-Canadien qui passe au service de la ville et parvient à un poste de commande possède de façon générale des ressources parti-

culièrement solides.

Il ne saurait être question de poser ici des explications définitives. L'insuffisance des seules compilations statistiques sur le fichier nous pousse à chercher par d'autres voies, et notamment celles que constituent deux points importants de toute administration : la politique de recrutement et celle de promotion.

Prenons bien garde cependant que les analyses à venir ne donnent pas au facteur ethnique une place fausse. Nous nous demandons, pour l'instant, si l'origine ethnique entre ou non en considération au moment de l'entrée et de l'avancement dans la fonction publique montréalaise.

C. Recrutement et origine ethnique

La faiblesse de la représentation du groupe anglophone dans l'administration montréalaise est donc évidente. Voyons maintenant si dans le recrutement et l'engagement les deux groupes ethniques révèlent, selon les statistiques, des comportements et des résultats différents. Formulons de nouveau la question posée au début de cette étude : l'élément anglais est-il ou non intéressé à faire carrière dans l'administration montréalaise, ou quelque autre facteur l'amène-t-il à s'en éloigner ? Le problème étant présenté de cette manière, nous ne prétendons aucunement apporter dans les pages qui viennent les réponses définitives. Là encore il s'agit de faire émerger des résultats supplémentaires qui permettront de pousser un peu plus loin la compréhension et les hypothèses.

Les dossiers de la Commission du service civil de Montréal nous permettent de voir si les groupes ethniques sont en position d'égalité, tant au niveau du recrutement qu'à celui de la promotion. Si tel est le cas, l'hypothèse du désintéressement des Anglo-Saxons se trouve renforcée, bien que non totalement confirmée, et l'on pourrait alors se demander si cette situation est due au fait que les anglophones ont tendance à se regrouper dans des structures où ils se sentent plus à l'aise parce que majoritaires, ce qu'examinera entre autres notre dernier chapitre. Au contraire, si l'analyse du recrutement et de l'engagement fait apparaître une différence significative dans les chances des groupes ethniques, et plus précisément un avantage pour les Canadiens français, le retrait des Anglo-Saxons (et aussi la lente apparition des autres minorités ethniques) pourrait trouver là une raison nouvelle, encore que la tendance au regroupement puisse jouer en même temps.

Michel Crozier, dans *Le phénomène bureaucratique*, émet que tout système administratif est un cas particulier d'un système plus vaste d'organisation, lui-même rattaché au système global d'une société. Ce lien nous paraît devoir conduire, dans le cadre de notre étude, à des résultats fort significatifs, et nous reprendrons cette thèse dans les toutes dernières pages. Bien que nous ne possédions point

tous les éléments nécessaires pour l'évaluer complètement, elle nous semble devoir fournir une voie de synthèse extrêmement intéressante. L'approche de Crozier nous est fort utile dans la mesure où nous poussons l'analyse des véritables relations de pouvoir dans le système administratif. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici à quel point cette manière de poser le problème, rattachée de près aux écrits de Herbert Simon, aura souvent permis de dégager des voies fécondes.

Résumons brièvement ce qui est présentement acquis. Les données de la situation actuelle des groupes ethniques dans l'administration montréalaise, de même que l'évolution au cours des récentes décennies, permettent de croire que la francisation qui se dégage nettement *peut* s'accompagner de la mise en place d'une structure administrative d'inspiration française. Tout ceci tendrait à se confirmer si l'on se rappelle que l'élément anglo-saxon, en même temps qu'il se retire des postes officiels, conserve une influence, plus indirecte et plus difficile à saisir peut-être, mais majeure, dans la formation des politiques montréalaises. Et cela apparaît selon nous aussi bien au sujet du financement des opérations municipales qu'à propos d'une question aussi brûlante et débattue que l'annexion des banlieues environnantes.

Nous avons indiqué déjà comment s'opère le recrutement dans la fonction publique montréalaise. Avis de concours, liste d'admissibilité, examens, liste d'aptitude et attribution d'emploi, telles sont les grandes étapes.

Un premier problème vient de la très grande variété des examens offerts. Il fallait là aussi adopter une certaine classification d'emplois et nous avons opté pour trois catégories : emplois offerts à des non-spécialisés, à des semi-professionnels ou techniciens, à des professionnels. Les examens que nous retenons ici sont ceux orientés vers l'extérieur, c'est-à-dire par lesquels l'administration montréalaise cherche à élargir ses cadres.

Concernant les non-spécialisés, le choix des fonctions à retenir pour constituer un échantillon valable ne se posait pas, puisque aucune d'elles ne requiert de connaissances ou de qualifications particulières en dehors des minima normaux. Nous avons conservé les fonctions où le recrutement était le plus large. Pour les semi-professionnels ou techniciens, la tâche était plus délicate. Une ligne de démarcation facile nous est apparue cependant, puisque les professionnels ne sont pas soumis à un examen comme tel s'ils prouvent qu'ils possèdent la compétence requise. Nous avons donc retenu dans cette catégorie tous les emplois pour lesquels un examen est requis.

Entre 1945 et 1960, les réponses aux avis de concours de recrutement offerts par l'administration montréalaise se sont élevées, selon les dossiers de la Commission du service civil, à 77 850. Nous nous sommes efforcé d'élargir dans toute la mesure du possible la dimension de l'échantillon retenu. De fait, l'étude qui suit porte sur 42 512 réponses, soit 54,6 % de l'ensemble. Depuis 1960, et jusqu'en 1964, près de 11 000 autres réponses ont été analysées,

ce qui conduit à peu près au même pourcentage, bien que nous ne connaissions pas exactement le chiffre total des avis lancés pendant cette période.

Enfin, nous tenterons souvent de nuancer davantage cet ensemble en retranchant certains groupes particuliers qui présentent des caractéristiques propres, tels les policiers ou pompiers, ou encore les professionnels.

Il est d'abord clair que les anglophones répondent en moins grand nombre aux avis de concours, c'est-à-dire que leur demande d'emploi est nettement plus faible. À l'étape suivante, celle de l'examen, on constate qu'ils réussissent aussi bien, sinon mieux, que les autres candidats. En considérant par ailleurs l'ensemble des étapes du recrutement, on arrivera à cerner celles qui semblent être pour eux les plus difficiles à franchir. Bref, à une faible demande d'emploi des Canadiens anglais s'ajoute un taux d'emploi réel encore plus faible. Chacune de ces propositions demande maintenant à être considérée de près.

On voit mal comment expliquer autrement que par un manque d'intérêt le taux particulièrement faible de réponses des anglophones aux avis de concours : 5 % à peine de l'ensemble des réponses reçues, et, bien qu'il soit supérieur à leur participation actuelle dans l'administration montréalaise, il reste très éloigné du pourcentage de la présence anglaise à Montréal, qui se situe entre 15 et 20 %.

Ces réponses varient en nombre d'une catégorie d'emplois à l'autre : concernant les non-spécialisés, elles ne représentent que 4,10 % de l'ensemble des réponses reçues; les semi-professionnels et techniciens, 6,30 %; les professionnels, 19,35 %. Il est à remarquer que ce dernier pourcentage est sensiblement le même que celui des anglophones à Montréal.

Comme pour l'analyse du fonctionnarisme actuel, l'examen de la politique de recrutement doit toujours tenir compte de la très faible minorité que constituent les Anglo-Saxons. En considérant l'établissement des listes d'admissibilité, les résultats aux examens, les listes d'aptitude et l'engagement de fait, on ne doit pas oublier que l'élément anglophone part avec un désavantage très marqué. Peut-être même est-ce ici qu'il faudrait pousser plus loin l'analyse pour comprendre les raisons de cette faiblesse. Le questionnaire que nous avons établi apporte déjà quelques éléments de réponse, ainsi que, à sa façon, l'étude du problème des annexions à Montréal.

Reprenons une à une chacune des étapes du recrutement. On voit tout de suite que, dans l'établissement de la liste d'admissibilité, c'est-à-dire lorsque les spécialistes du service du Personnel éliminent tous ceux qui ne répondent pas aux exigences de base, les anglophones forment un pourcentage beaucoup plus élevé de rejets. Plus de la moitié, 50,65 %, sont en effet à ce moment écartés, contre un tiers environ chez les francophones. En raison de ce rejet, il ne reste plus, au moment de l'examen lui-même, que 2 à 3 % de demandes

anglophones. Le degré de bilinguisme qui est l'une des conditions de base serait-il en cause ici ? Que se passe-t-il à l'étape suivante du recrutement, celle de l'examen ?

Ici les Canadiens anglais font meilleure figure. Ils réussissent généralement mieux que les francophones et parfois dans des proportions remarquables. Pour l'ensemble des dossiers examinés, la réussite des Canadiens anglais s'établit à 49,20 % contre 43,22 % chez les francophones. Là encore l'analyse, selon les trois catégories que nous avons choisies, introduit des nuances qui ne sont pas négligeables. Si le taux d'échec aux examens pour les emplois non spécialisés est sensiblement le même (43 %) pour les Français et les Anglais, ces derniers réussissent dans des proportions de plus en plus fortes à mesure que les examens deviennent plus difficiles, c'est-à-dire portent sur des emplois plus importants en termes de spécialisation. On doit donc retrouver proportionnellement plus de Canadiens anglais sur la liste d'aptitude établie par la Commission après l'examen et remise au service du Personnel, puisque celle-ci est constituée en fonction des résultats aux examens.

On sait que cette liste est ensuite remise aux directeurs intéressés qui procèdent à l'engagement. Les données concernant le recrutement à la toute fin du processus montrent que les deux tiers environ des Canadiens français réussissent contre la moitié des Canadiens anglais. Il y aurait donc certaines étapes plus difficiles à franchir pour les candidats de langue anglaise.

En effet, le nombre de leurs demandes est fortement réduit aux toutes premières étapes; celles qui sont maintenues semblent cheminer ensuite de façon comparable à celles des francophones pour, au dernier moment, se trouver de nouveau en difficulté. Ce sont donc les étapes extrêmes, départ et choix par les directeurs, qui pour eux sont cruciales.

Rappelons les statistiques : à l'étude des candidatures, 50 % des Canadiens anglais sont éliminés contre 35 % des Canadiens français, donc premier désavantage au niveau de la formation de la liste d'admissibilité; à l'examen, ce sont les francophones qui subissent la plus forte élimination : 27,62 contre 18,83 %; à la dernière étape, nouveau désavantage des Anglo-Saxons, cependant relativement faible, puisqu'ils ne sont éliminés que dans une proportion de 8,82 % contre 7,23 % chez les Canadiens français (tableau n° 22).

C'est la toute première étape qui s'avère être la plus périlleuse pour un anglophone.

Tirons de ces chiffres quelques généralisations quant aux probabilités d'emploi pour chaque groupe ethnique. Autrement dit, en fonction des dossiers examinés, quelles ont été, au cours des vingt dernières années, les chances pour deux candidats, l'un francophone l'autre anglophone, d'être intégrés dans l'administration montréalaise ?

Les chances, de fait, varient dans une proportion de 2 à 1, dimi-

nuant à mesure que la spécialisation augmente. Chez les professionnels, le rapport est exactement du simple au double; il baisse quelque peu au niveau des semi-professionnels et techniciens, mais aux échelons inférieurs les chances se trouvent presque semblables.

Dans quelle mesure la connaissance des deux langues officielles peut-elle constituer un facteur explicatif, puisque plus le poste est élevé, plus elle est exigée ? La réponse nous sera donnée au chapitre suivant.

Dans la Police et les Incendies, qui comptent le plus grand nombre de Canadiens anglais, la situation offre des caractéristiques assez différentes. C'est en effet à ces deux services que les anglophones sont généralement affectés. Mais nous reviendrons sur ce point à la section suivante.

La formulation des examens peut-elle expliquer cette situation ? Peut-être, car pendant une assez longue période les examens municipaux, surtout avant la création de la Commission du service civil, étaient souvent d'inspiration américaine et traduits en français. Encore que maintenant la tendance à la francisation dans l'administration montréalaise pèse de plus en plus lourd; donnons-en pour seul exemple la liberté qu'ont les directeurs de service de choisir eux-mêmes leurs employés parmi les candidats inscrits sur la liste d'aptitude.

Ce qui nous apparaît le plus important, c'est le faible taux de réponses au point de départ. S'il était plus élevé la situation serait tout à fait différente, et nous touchons là certainement l'un des principaux points du problème ethnique. Le système administratif de Montréal nous apparaît comme un système de décision et de communication, et les politiques de recrutement et de promotion ne sont que deux de ses mécanismes. Dans la mesure où nous saurons comment fonctionne ce système (quelles sont ses tâches, comment elles sont accomplies), les explications que nous cherchons actuellement se préciseront. L'extrême rareté des études sur ce point n'autorise rien de plus.

Avant de passer à l'étude de la promotion dans l'administration montréalaise, signalons deux fonctions particulières : celle de technicien du personnel et celle de traducteur. Aucune d'elles n'a récemment été attribuée à un Canadien anglais.

Nous ne pensons pas que l'analyse par tranches des vingt dernières années aurait pu apporter des éléments tout à fait nouveaux; ils auraient probablement confirmé les résultats déjà acquis. Il en va de même pour l'analyse du recrutement par service, la majorité étant très largement francophone.

D. Promotion et origine ethnique

Ce que révèlent les dossiers sur le recrutement se trouve confirmé par les dossiers sur la promotion. Canadiens anglais et Canadiens

français obtiennent des résultats comparables, les anglophones ayant cependant certaines difficultés à surmonter.

La faible proportion des anglophones dans l'ensemble de l'administration municipale va nous obliger plus que jamais à appuyer nos analyses sur des bases plutôt restreintes.

La méthode suivra de très près celle que nous venons d'utiliser. À partir des dossiers de la Commission du service civil, et concernant les examens internes dans ce cas-ci, nous empruntons les mêmes critères pour dégager quelques constantes statistiques. Il peut arriver que certains postes dits de promotion soient comblés par un avis de recrutement adressé à l'extérieur, si aucun fonctionnaire ne semble apte à les occuper. Ces cas demeurent toutefois marginaux et nous les avons ignorés.

L'échantillon analysé pour la promotion est un peu plus important que celui du recrutement : il porte sur 13 630 demandes, soit approximativement 60 % du total. En déduisant celles qui concernent les policiers et pompiers, on obtient l'échantillon relatif aux collets blancs, lequel représente environ les deux tiers.

Une légère différence cependant dans la méthode qui portera sur les catégories utilisées. Celles dont nous nous sommes servi à la section précédente ne sont pas valables ici; il arrive souvent, en effet, surtout aux niveaux supérieurs, que l'on trouve au même palier de la hiérarchie en même temps des professionnels, des techniciens et même des non-spécialisés. Les échelles de salaires nous ont paru offrir un critère plus significatif pour grouper des personnes qui assument des responsabilités équivalentes. Trois catégories ont donc été retenues : échelles 1 à 7, salaires de \$ 2 500 à \$ 5 000; échelles 8 à 11, salaires de \$ 5 500 à \$ 7 100; échelles 12 à 21, salaires de \$ 7 700 à \$ 13 500. Ces trois catégories ne doivent pas, en fin de compte, être tellement différentes de celles adoptées pour l'analyse du recrutement, mais nous n'avons pu le vérifier d'une façon très précise.

Constatons encore une fois, mais avec quelque étonnement, qu'anglophones et francophones répondent très différemment aux offres de promotion, surtout dans la catégorie des collets blancs. Précisons que, sauf indication du contraire, notre analyse portera sur ces derniers.

Les réponses aux avis de concours de promotion pour les collets blancs suivent d'assez près la proportion de chaque groupe ethnique dans l'administration municipale : 3,92 % pour les anglophones contre 96,08 %. Les anglophones partent défavorisés tout simplement parce que leurs effectifs ne sont pas assez nombreux.

Étant donné que leur présence s'affirme davantage dans quelques services, notamment la Police et les Incendies, les données globales sur la promotion risquent d'être faussées. Dans ces deux services, par exemple, et de façon beaucoup plus évidente que pour le recrutement, la différence n'est pas grande entre francophones et anglophones pour ce qui est de l'avancement. Les chances sont à peu près

égales. À quoi cela est-il dû ? À une présence plus grande des anglophones dans ces services ? À une politique délibérée ?

Les collets blancs donnent des résultats tout autres. Les demandes de promotion quintuplent en passant des catégories inférieures de traitement aux plus élevées. De l'échelle 12 à l'échelle 21, les anglophones constituent 5,57 % des demandes. Comparée à la place qu'ils occupent dans l'ensemble du fonctionnarisme montréalais, cette participation porterait à croire que l'élément anglo-saxon jouit de certains privilèges : une fois entré dans le fonctionnarisme, il peut parvenir à un niveau proportionnellement plus élevé. Mais ces chiffres sont cependant à vérifier.

Au contraire, au point d'arrivée, lorsque tout le processus s'est déroulé et que les promotions sont de fait accordées, l'élément anglo-saxon cesse d'être dans une position avantageuse. En effet, pour l'ensemble des collets blancs, environ vingt-trois Canadiens français sur cent qui cherchent à être promus parviennent à leur but contre seulement quatorze Canadiens anglais.

En reprenant chacune des étapes de la promotion, la situation de chacun des deux groupes ethniques va nous apparaître de façon plus précise. À l'examen, rien de tellement différent. Les anglophones ne réussissent pas mieux que les francophones. Pour les trois catégories de traitements, 42 % environ des candidats sont admis aux examens de promotion. Ce qui est nouveau, c'est qu'à chaque niveau pris séparément, pour chaque catégorie prise séparément, les résultats des anglophones sont moins bons que ceux des francophones et l'écart tend à s'accroître à mesure que la catégorie s'élève. Ainsi, pour les échelles 12 à 21, les francophones réussissent dans une proportion de 68 % contre seulement 58 ou 59 % chez les anglophones. En réalité, et beaucoup plus que pour le recrutement, ces derniers obtiennent des promotions qui correspondent à leurs qualifications.

Parler de passages ardu pour ce qui les concerne n'en reste pas moins valable dans une large mesure. Comme pour le recrutement, ce sont les deux étapes extrêmes du processus qui présentent pour eux des difficultés.

Distinguons trois grandes phases dans le processus de recrutement : d'abord l'étude de la candidature et la formation d'une première liste d'admissibilité, puis l'examen, enfin l'engagement comme tel, c'est-à-dire l'attribution au candidat qualifié du poste sollicité.

Après l'étude des demandes d'avancement, dont la proportion est assez proche, avons-nous dit, de la place qu'occupe chaque groupe dans l'administration, l'élimination est sensiblement plus forte chez les Canadiens anglais, près de 30 % étant jugés inaptes à se présenter à l'examen, ce qui n'advient qu'à 12 % environ des Canadiens français. La constitution de la liste d'admissibilité fait intervenir des critères qui portent grandement préjudice à l'élément anglo-saxon.

L'épreuve intellectuelle qui sert de guide pour le recrutement,

l'examen, montre que les deux groupes n'ont rien à s'envier. Quatre candidats sur dix réussissent mais, au moment de l'établissement de la liste d'aptitude, les Canadiens anglais sont défavorisés puisque 27 % seulement de leurs demandes initiales sont retenues contre 34 % chez les Canadiens français.

Dans la dernière phase, leur élimination est encore plus évidente. De façon générale, sur l'ensemble des candidats qui s'étaient présentés, 76 % des Canadiens français et 86 % des Canadiens anglais ont été écartés.

Si l'on veut évaluer les chances réelles de promotion de l'un et l'autre groupe, on arrive à une conclusion très voisine de celle que nous avons dégagée concernant le recrutement, car il est bien évident que les deux groupes ethniques ne sont pas dans la même position. Les chiffres que nous venons de citer indiquent un écart de près de 10 %. L'avantage en termes de chances d'être promu d'un Canadien français sur un Canadien anglais augmente à mesure que les traitements montent : au niveau inférieur, la marge est de 7 %; au niveau intermédiaire, de 11 %; au niveau supérieur, de 13 %.

Toutes ces données s'expliquent en grande partie par ce que nous avons vu concernant le recrutement. Les deux phénomènes sont à rapprocher de façon constante.

Deux autres traits nous paraissent aussi éclairer la situation des Canadiens anglais dans la politique de promotion.

L'âge encore semble exercer une influence réelle. Le vieillissement de la population anglaise fait qu'elle s'approche de plus en plus de l'âge de la retraite et, par conséquent, ne pourra pas accéder aux postes supérieurs. Par ailleurs, son ancienneté témoigne que nombre de fonctionnaires anglophones sont entrés au service de la ville il y a déjà vingt ou vingt-cinq ans, donc à une époque très différente de celle que nous étudions, d'où peut-être une inaptitude à s'élever hiérarchiquement. Si leur expérience est grande, il n'est pas sûr qu'elle leur permette de remplir les rôles et fonctions qu'exige l'administration montréalaise, depuis une dizaine d'années surtout.

Voilà un facteur qui relève de la population anglaise elle-même, mais la francisation du haut personnel ne peut-elle être aussi un facteur d'explication ? Certains postes sont, par principe, pratiquement fermés aux anglophones, tel celui de directeur de service — c'est du moins ce que montre la réalité — et cette marge d'autorité semble vouloir s'élargir de plus en plus. On verra au chapitre suivant ce que pensent les fonctionnaires actuels des possibilités réelles de promotion des deux groupes : discutons dès à présent que ces opinions semblent bien confirmer ce que nous sommes en train de décrire. Il reste que les directeurs ont pouvoir de décision quant à l'attribution des emplois.

On pourrait ajouter que les éléments anglo-saxons les plus solides et les plus valables quittent leurs postes avant l'âge de la retraite,

parce qu'il leur est beaucoup plus facile de faire carrière dans l'entreprise privée.

Il y a correspondance indéniable entre les différentes carences des Canadiens anglais dans l'administration municipale : carence au niveau du recrutement et de la promotion, carence dans le nombre lui-même.

À souligner encore la tendance chez eux à être plus représentés à mesure que les échelons sont plus élevés : cela vaut tant sur le plan de leur répartition actuelle au sein des divers niveaux hiérarchiques que sur celui du recrutement et de la promotion.

Leur carence, quoi qu'il advienne de l'élément anglophone, est évidente. Pousser plus loin l'analyse risque de nous conduire à discuter des cas si peu nombreux que les conclusions seraient nécessairement douteuses.

Dégageons encore quelques comparaisons entre les deux politiques. L'avantage qu'affirment les Canadiens anglais aux examens diminue quand on passe du recrutement à la promotion. Les étapes extrêmes sont toujours les plus difficiles à franchir pour eux mais avec des nuances selon qu'il s'agit du recrutement ou de la promotion : leur élimination se fait surtout au moment de l'établissement de la liste d'admissibilité lors du recrutement, et au moment de l'établissement de la liste d'avancement lors des promotions. Ils sont plus nombreux à ne pas être jugés aptes au recrutement qu'à la promotion. Les Canadiens français sont quelque peu défavorisés aux phases intermédiaires, si l'on considère les résultats aux examens.

Notre analyse n'a pas été poussée très loin pour ce qui concerne les autres groupes ethniques, mais déjà nous avons vu, par exemple, que l'accès des Italiens à la vie politique municipale est un phénomène très récent. On peut croire que le mode de comportement défini pour l'élément anglo-saxon joue dans une bonne mesure pour les autres groupes ethniques. Toujours surgit la prépondérance très nette de l'élément français.

Dernière remarque : par rapport à sa place générale dans le fonctionnarisme montréalais (environ 3 %), la situation des Canadiens anglais dans le recrutement et la promotion témoigne à la fois d'une certaine défaveur dans le second cas et d'un avantage dans le premier.

Voilà qui termine l'analyse proprement statistique que nous voulions mener sur le fonctionnarisme montréalais. Elle nous a permis d'établir un fonds de données comparables à celles recueillies sur les conseillers municipaux. Nous voulons maintenant les mettre en parallèle pour voir si, dans les deux grandes catégories du personnel politique municipal, des règles prennent forme ou des différences significatives se font jour. Mais existe-t-il des différences qui touchent à des phénomènes plus profonds et nous permettraient de parvenir à une explication valable de la place du facteur ethnique ?

Nous pourrions, dans le chapitre suivant, analyser les opinions et attitudes des fonctionnaires et des conseillers municipaux à partir d'une toile de fond suffisamment précise.

E. Conclusion

De cette analyse du personnel politique, quelles conclusions générales peut-on esquisser ? Rappelons que nous avons voulu prendre l'expression dans sa représentation la plus restreinte : conseillers municipaux et fonctionnaires.

Notre préoccupation a été double. Elle a porté d'une part sur le degré de coïncidence entre le personnel politique de Montréal et l'ensemble de la population montréalaise, d'autre part sur la nature des ressources qui permettent de participer au pouvoir politique. À partir de l'examen de quelques variables particulièrement importantes, telles que l'origine ethnique, l'éducation, le niveau d'instruction, l'âge, l'occupation, notre analyse statistique débouche sur quelques conclusions que l'étude du processus politique reprendra dans la suite de ce rapport. Mettons en relief ici ces généralisations provisoires qui sont aussi bien des hypothèses.

Avec un peu de recul, voici les grands traits du tableau. Montréal est devenue une entité politique majeure qui possède un personnel important de plus en plus francophone. Néanmoins, le taux de francisation semble moins rapide chez le personnel élu que chez les fonctionnaires et, par voie de conséquence, les Canadiens anglais marquent une tendance à se retirer de la vie politique montréalaise, officielle tout au moins. La nature des ressources politiques est visible et le poids de l'origine ethnique s'explique autant au niveau démographique qu'au niveau d'une prise de conscience des Canadiens français.

La rapide croissance de la métropole, depuis le début du siècle, ressort de l'étude du personnel politique, et son système politique même en témoigne : formation d'un Conseil municipal et d'un Comité exécutif qui jouent, en gros, le rôle d'un parlement et d'un cabinet, émergence d'une structure administrative d'envergure.

N'est-ce pas là le signe de l'accession de la classe moyenne à la vie politique montréalaise dont le personnel s'inscrit dans un prolongement clair : les administrateurs et gérants remplissent des fonctions majeures, à la fois au Conseil municipal et dans le fonctionnarisme.

Cette profonde transformation est liée au facteur ethnique et, plus précisément, à la croissance de la population francophone. Il serait trop facile de rappeler maintes statistiques pour marquer cette tendance à la francisation : dans l'ensemble du personnel politique montréalais, le phénomène est indiscutable.

La différence entre les taux de francisation du personnel élu et du personnel nommé est plus intéressante. Si la proportion des an-

glophones au Conseil municipal n'a guère varié, à toutes fins pratiques, depuis bon nombre d'années, elle s'amenuise sérieusement chez les employés municipaux. Comment expliquer ce fait ? Peut-on le rattacher à la carrière administrative elle-même ?

On devine quelles en sont les conséquences, au sein de l'administration montréalaise, sur l'emploi des langues. Il y a enfin cette différence, vérifiable dans les textes et dans la réalité, entre les pouvoirs du Conseil municipal et ceux du Comité exécutif, lequel marque sans doute beaucoup plus étroitement toute la vie quotidienne de l'administration municipale, et on sait la place qu'y occupent les Canadiens français.

La tendance au retrait est de plus en plus nette chez les Canadiens anglais, et pourtant la proportion des anglophones dans l'ensemble de la population montréalaise n'a pas tellement varié depuis quelques décennies. Il faut donc chercher ailleurs une explication valable.

Les Canadiens anglais ne paraissent pas avoir adopté pour autant ce que l'on pourrait considérer comme des comportements caractéristiques. Minoritaires dans la métropole et de moins en moins nombreux à l'hôtel de ville, on serait fondé à les voir définir une stratégie propre dans le jeu politique montréalais. Il est évidemment beaucoup trop tôt pour conclure que tel n'est pas le cas, mais nous pouvons trouver dans les pages qui précèdent des raisons de croire qu'ils traversent une phase d'apathie et de désintéressement.

Rappelons les analyses électorales que nous avons menées. Leur abstentionnisme ainsi que leur tendance à voter à l'opposé du mouvement majoritaire, par exemple à la mairie, en sont des indices.

Chez les conseillers municipaux, l'évolution de la nature des ressources politiques s'était montrée particulièrement révélatrice. Elle nous semble l'être également étendue aux fonctionnaires.

Bien qu'il ne soit pas possible de préciser davantage pour le moment le poids réel de chacune des ressources, on décèle des variations très grandes. L'origine ethnique est devenue capitale, comme aussi l'instruction. Non pas celle des élites montréalaises vers 1900, faite surtout de prestige intellectuel, mais bien plutôt une instruction largement répandue et gage de compétence. Cela se constate évidemment chez les fonctionnaires, en raison même des tâches de plus en plus complexes qu'ils ont à assumer, mais aussi au Conseil municipal. Ceci étant valable pour les deux groupes, le seul facteur ethnique ne saurait donc tout expliquer.

L'âge est devenu aussi d'une certaine manière une ressource. La baisse de sa moyenne est évidente, mais ce facteur n'est-il pas lié encore à l'évolution des tâches ? Contrairement à ce qui prévalait au siècle dernier, on ne peut guère aujourd'hui accéder à une fonction municipale importante en fin de carrière. Là encore les deux groupes ethniques se trouvent dans la même situation, et c'est ici que, selon nous, prend tout son sens le vieillissement noté chez les

fonctionnaires anglophones. En bref, nous assistons peut-être à l'affrontement de deux conceptions de la politique montréalaise séparée dans le temps par une coupure qui correspond approximativement à la durée de la seconde guerre mondiale.

Des avantages qui, tel l'argent, avaient beaucoup joué dans le passé, comptent peu maintenant. Si, comme nous l'avons vu, une situation financière prospère a pu assurer à certains conseillers municipaux une carrière politique importante, il n'est pas sûr qu'il en soit de même aujourd'hui. Si tant est que l'argent constitue le centre de toute cette transition, ceux qui détiennent la puissance financière ont choisi maintenant d'autres moyens que les postes officiels pour diriger la politique municipale, et cette voie est à explorer pour parvenir à une meilleure connaissance de la vie politique montréalaise.

Bien des choses concordent à l'appui d'une telle proposition. Ressemblerait à voir par quels mécanismes le lien s'établit entre les autorités officielles et le pouvoir financier. Seule une analyse poussée de plusieurs situations politiques importantes à Montréal depuis quelques années permettrait de répondre à cette question.

En somme, l'élément français a acquis sa majorité actuelle vers 1880, et la loi d'alternance à la direction de la mairie ne sera brisée que trente ans plus tard. Dans le fonctionnarisme, la situation demeurera encore plus longtemps fidèle à ce qu'elle était au siècle dernier, et ce n'est que très récemment que les exigences des Canadiens français se sont affirmées de façon concrète. Toute l'évolution de la société canadienne-française se trouve ici en cause.

Ce bref panorama incite à pousser l'analyse, mais abandonnons pour le moment ces tentatives d'interprétation, quitte à y revenir en conclusion générale, pour passer à des tâches plus concrètes.

Ce chapitre constitue d'une certaine manière le centre et l'aboutissement de notre enquête. Centre puisqu'il ouvre à une connaissance des relations ethniques dans leur dynamique, et aboutissement en ce qu'il prolonge et couronne l'étude des institutions politiques montréalaises et de leur personnel.

Les processus de communication retiendront particulièrement notre attention, étant donné notre souci de faire voir quelle est la situation des langues officielles. En cela, la présente analyse n'est pas différente de celle du chapitre précédent. Pourtant, notre démarche prendra un tournant capital lorsque nous aborderons ces aspects aussi réels mais bien plus personnels et variables que sont les attitudes et les opinions.

Notre entreprise pourrait à la rigueur se terminer après l'étude de la situation du bilinguisme, les faits ayant été décrits et interprétés. Toutefois, il nous semble impossible d'en comprendre le sens profond, d'avoir une idée très nette de l'évolution actuellement en cours, et, encore plus, d'être à même de proposer des recommandations valables, si l'on ne pousse pas jusqu'à l'analyse des sentiments et des valeurs.

La première partie de ce chapitre suit un schéma simple : reconstituer la situation du bilinguisme dans l'administration montréalaise selon deux grandes étapes.

Voyons d'abord le système de traduction. La municipalité de Montréal possède un Bureau de traduction. Quand et comment a-t-il été établi ? Sur quoi porte son travail et quel est son personnel ? En somme, quelle place occupe-t-il dans les institutions politiques ? Voilà une voie normale pour aborder l'examen du bilinguisme. Précisons que cet examen ne prendra pas une très grande envergure en raison même du rôle qui, dans les faits, revient au Bureau de traduction.

Il est difficile de parvenir à une image exacte de l'utilisation des deux langues dans les divers mécanismes politiques municipaux.

De larges zones, les statistiques du chapitre précédent le mettent en relief, sont très largement dominées par la langue française. Les services, dont le personnel est en totalité, ou presque, d'origine française, assurent leurs communications internes, du moins peut-on le supposer, dans cette langue. Nous ne nous attarderons donc pas sur ce point, en prenant cependant soin de le vérifier. Par contre, nous nous attacherons aux communications avec l'extérieur, entendant par là aussi bien avec les autres services municipaux qu'avec les conseillers, les groupes et les citoyens. Une bonne part de ces échanges mettent en cause des éléments anglophones et rien ne nous permet d'affirmer qu'ici aussi l'avantage de la langue française reste inchangé.

Puis il y a les quelques services « mixtes », où les deux groupes ethniques travaillent en commun. La forme des communications s'en trouve-t-elle modifiée ? Ce n'est qu'après avoir répondu à cette question que des généralisations sur la situation du bilinguisme se justifieront.

Il ne pouvait être question de recenser toutes les modalités de ce phénomène dans un ensemble aussi vaste. Les renseignements et opinions d'un échantillon choisi dans tous les services fourniront les premiers éléments. Du côté des conseillers élus, où le bilinguisme a peut-être une physionomie propre, notre enquête s'appuie essentiellement sur ce type de matériau.

Trois services, en particulier, ont fait l'objet d'un examen plus attentif : l'Urbanisme, les Finances et la Police. Leur rôle dans la vie politique montréalaise et la part qu'y prennent les groupes ethniques ont fourni des critères de choix. Enfin, le Bureau du secrétaire administratif, lieu par excellence de la communication à l'hôtel de ville de Montréal, est examiné à part. Cette première partie se terminera sur un examen général du bilinguisme des fonctionnaires et conseillers municipaux, et des tendances possibles de l'évolution prochaine.

La seconde partie soulève l'hypothèse générale de l'influence du facteur ethnique sur les comportements, attitudes et opinions des administrateurs montréalais. L'analyse statistique aidera à découvrir l'existence d'une telle relation et sa nature.

Nous ne postulons pas pour l'instant que francophones et anglophones ont ou n'ont pas la même perception de la question ethnique dans l'administration montréalaise. Plus exactement, nous ignorons si leurs opinions varient concernant la représentation de chaque groupe, les chances d'avancement et de carrière, la part de chacune des deux langues. Nous ne savons pas davantage si les buts poursuivis et la définition des rôles et fonctions diffèrent. Le recours à des techniques précises dira en quoi et dans quelle mesure l'unanimité ou la similitude sont réelles. Nous nous interrogerons alors plus largement sur la relation entre l'origine ethnique et les sentiments d'intégration et d'identification chez l'homme politique montréalais.

Première partie : Situation du bilinguisme

A. Le Bureau de traduction

L'étude du bilinguisme dans l'administration montréalaise doit faire une place importante au Bureau de traduction. Toute administration qui utilise deux langues de communication a besoin d'un tel organisme. Nous avons d'abord situé le Bureau dans le temps, afin de mieux cerner sa place actuelle et sa fonction spécifique à l'intérieur de toute l'administration montréalaise, délimitant la position formelle qu'il occupe, le genre de travail qu'il accomplit, le personnel qui le compose.

Le principe qui fonde le Bureau de traduction a toujours été implicite au sein de l'administration montréalaise, du moins depuis qu'il a été créé. Parmi les droits acquis par les deux groupes ethniques les plus importants du pays se place celui d'avoir accès à des documents officiels rédigés dans les deux langues.

Avant la création du Bureau, soit avant 1886, le principe a subi quelques assauts assez compréhensibles, étant donné la configuration ethnique de la ville de Montréal et de l'administration municipale à cette époque. De 1840 à 1842, les procès-verbaux du Conseil municipal, lequel comprenait en majorité des Anglo-Saxons, étaient rédigés uniquement en anglais. De 1842 à 1862, ils le furent dans les deux langues. Mais la situation se retourna alors et jusqu'en 1883 ils ne furent plus tenus qu'en anglais.

En 1883, le 3 juillet, le Conseil adopta une résolution selon laquelle les procès-verbaux, tant du Conseil que des Comités, et tous les rapports des Comités destinés au Conseil devaient être rédigés dans les deux langues. Les procès-verbaux du Conseil sont toujours bilingues. Quant aux rapports des Comités (nous dirions aujourd'hui les rapports des services), ils ne sont pas communiqués au Conseil dans les deux langues, du moins pas intégralement. La pratique qui a cours dans ce domaine est la suivante.

Avant 1940, le Comité exécutif qui recevait les rapports des services résumait aux conseillers municipaux ceux qui étaient pertinents ou en relation directe avec l'ordre du jour du Conseil municipal. Cette séance d'information était orale et se déroulait, selon les interlocuteurs présents, en anglais ou en français. Depuis 1940, la séance d'information orale est remplacée par une procédure plus standardisée. Chaque article de l'ordre du jour est accompagné d'une note résumant l'état de la question. Cette note explicative est encore aujourd'hui traduite dans les deux langues par le Bureau de traduction : des fonctionnaires du Secrétariat rédigent le texte français, le Bureau de traduction prépare le texte anglais, et les deux textes sont produits en même temps.

La résolution de 1883 constituait en quelque sorte le premier élément susceptible d'amener la création d'un poste de traducteur officiel et, plus tard, la mise sur pied d'un Bureau de traduction. En

1886 est engagé le premier traducteur officiel de la Cité de Montréal. En 1947, le Bureau comprendra pour la première fois plusieurs membres : trois exactement.

Ce fait coïncide avec l'accroissement du travail confié au Bureau de traduction depuis 1940, c'est-à-dire depuis l'usage des « notes explicatives » qui devaient être distribuées aux conseillers. Notons que le Bureau n'a jamais été important en nombre. Il ne compte aujourd'hui encore que trois personnes, toutes trois engagées en 1961.

Selon l'organigramme général, le Bureau de traduction fait partie du Secrétariat, mais pas au même titre que les archives, les bibliothèques ou le greffe, bien qu'on le mentionne dans la description de la Division du greffier. Il s'agit en fait d'un personnel qui accomplit une tâche spécifique et, au même titre que les autres membres du cabinet du directeur du Secrétariat, il relève directement de ce dernier.

Le service du Secrétariat a délimité d'une façon formelle la nature et les caractéristiques de la fonction de traducteur. Voici les grandes lignes de ce document officiel : le traducteur traduit, du français à l'anglais ou vice-versa, des documents divers que l'auteur peut réviser : correspondance officielle, circulaires d'ordre administratif, ordonnances, textes de loi, résolutions du Comité exécutif et du Conseil municipal, documents techniques, rapports, ordres du jour, notes explicatives; il vérifie et corrige, pour divers services, des textes rédigés en français ou en anglais; il compile et conserve toute la documentation (brochures, livres, monographies, dépliants, dictionnaires, etc.) pouvant servir à constituer des dossiers de référence.

Nous pouvons classer en trois catégories les travaux du Bureau de traduction : documents officiels, documents émanant des divers services et commissions, documents « connexes », c'est-à-dire communiqués de presse et discours du maire, du président du Comité exécutif et des chefs de service.

Selon la période, ou encore selon que le Conseil municipal se réunit ou non, le travail du Bureau se borne surtout à ces tâches.

Nous avons décrit comment s'effectue la traduction des procès-verbaux et des notes explicatives du Conseil municipal. Il n'est pas facile d'évaluer l'importance quantitative de ce travail, surtout concernant les notes explicatives. Le nombre d'assemblées que tient le Conseil municipal peut cependant servir d'indice, le travail se faisant dans ce cas surtout du français à l'anglais. À partir d'un échantillon de huit années (1910, 1920, 1930, 1940, 1945, 1950, 1955, 1960), on arrive à 118 procès-verbaux pour les assemblées régulières et à 158 pour les assemblées spéciales. La seule année de 1960 en compte une cinquantaine.

Les procès-verbaux du Comité exécutif sont rédigés en français. On traduira à l'occasion une résolution et, s'il y a demande, certains

communiqués de presse ou conférences du président.

Les documents officiels comprennent en outre les règlements, le budget et les résolutions passées au Comité exécutif. Tous les règlements de la ville sont produits simultanément dans les deux langues.

Le budget est lui aussi publié dans les deux langues mais le travail du Bureau dans ce cas est relativement limité car les rubriques changent peu d'une année à l'autre et les quelques changements proposés arrivent déjà du service de la Comptabilité dans les deux langues.

Le Bureau effectue aussi la traduction en anglais des procès-verbaux des commissions. Nous avons relevé la liste des diverses commissions municipales et de toutes leurs réunions. Si le procès-verbal est bilingue, il est passé par le Bureau. Voyons ceci de plus près, car l'usage est là beaucoup moins uniforme.

La Commission de la sécurité publique, qui comprend trois sous-commissions, existe depuis 1961 et se réunit une fois par mois. Deux des sept membres étant anglophones, ses procès-verbaux sont entièrement bilingues. À la sous-commission chargée de la lutte contre le crime et l'obscurité, tous les membres parlent français, discussions et procès-verbaux sont uniquement en français. À la sous-commission des mesures d'urgence et de la protection civile, il ne semble pas y avoir de règle stricte. Les procès-verbaux sont la plupart du temps en français, pour un tiers bilingues et en quelques rares occasions seulement en anglais. Quant à la sous-commission de la prévention des accidents, ses membres étant tous bilingues, les procès-verbaux sont indifféremment en anglais ou en français.

Au Comité d'étude de la taxation foncière, les procès-verbaux reproduisent fidèlement la langue des délibérations et des audiences publiques; donc aucun travail pour le Bureau.

Le Comité de la refonte des règlements municipaux, qui compte treize membres dont trois anglophones, existe depuis un an. Les délibérations ont lieu en français. L'ordre du jour est rédigé en français, sauf sur demande, de même que les procès-verbaux. Les règlements sont tous bilingues, leur traduction étant effectuée en dehors du Bureau par un ancien traducteur à la retraite. Depuis le 17 février 1965, il y a eu 41 séances.

L'actuel Comité de la rénovation urbaine a existé sous divers noms. Il a tenu vingt réunions entre 1961 et 1964. Les procès-verbaux sont rédigés en français et traduits sans délai par le Bureau de traduction. Le texte officiel est donc bilingue.

Enfin, le Comité de révision des permis a siégé du 31 mai 1963 au 3 janvier 1964, et les 22 séances se sont déroulées en français.

Le Bureau, rappelons-le, effectue aussi des traductions beaucoup moins formelles : correspondance et communiqués de presse (à l'intention surtout des journaux anglais) émanant du maire, du président du Comité exécutif et de certains chefs de service.

Ne disposant pas du temps nécessaire pour détailler ces divers points qui ne constituent qu'une faible partie des tâches d'un Bureau, nous n'avons pas cru utile de compiler de nombreux dossiers ou d'effectuer une étude systématique, service par service, nous contenant le plus souvent de demander dans chacun d'eux quelle était la politique en la matière; la réponse fut à peu près unanime : une grande partie du travail de traduction est assurée par chaque service au fur et à mesure des nécessités. Cela reste donc plutôt informel.

Selon nous, la dimension du Bureau de traduction explique beaucoup. Il n'a eu en tout et pour tout, depuis 1900, que sept employés, dont un seul Anglo-Saxon. Il compte actuellement à son service trois traducteurs, tous francophones.

La carrière ne s'est « professionnalisée » que récemment. Avant 1945, un journaliste ou un ancien chef de secrétariat du maire pouvaient s'improviser traducteur. À l'heure actuelle, tous les membres du Bureau possèdent des qualifications précises. Ils ont tous été, à un moment donné, au service du gouvernement fédéral, l'un ayant pendant un certain temps travaillé dans une entreprise privée, un autre à l'O. N. U. Leur salaire annuel moyen est de \$ 8 000.

En conclusion, si l'équipe actuelle possède une meilleure préparation, ce n'est pas minimiser son travail que de signaler ses dimensions restreintes. Voilà à peu près l'essentiel de son activité et il ne nous semble pas utile de poursuivre plus loin l'enquête. Par ailleurs, la place du Bureau ressortira beaucoup mieux lorsque nous examinerons l'utilisation de fait des deux langues, ce qui fera l'objet de la section suivante.

B. L'utilisation des deux langues officielles

L'évolution de l'utilisation des deux langues suit-elle la même courbe que celle du personnel ? Quelle place est faite à l'anglais ? Chaque fonctionnaire se sent-il à peu près libre d'employer sa langue maternelle ? Considérons d'abord l'ensemble de l'administration pour nous arrêter ensuite à quelques services.

On devine que le français prédomine largement dans l'administration montréalaise, aussi mettrons-nous en premier lieu l'accent sur une vue dynamique qui démontre s'il y a eu changement dans le rapport entre les deux langues pour passer ensuite à ce qui en découle sur le plan des sentiments et des perceptions.

Deux lignes de force émergent très clairement. La proportion du travail effectué en français a considérablement augmenté, surtout depuis 1959, et si les francophones se sentent davantage libres d'employer leur langue maternelle, cela reste moins vrai dans les relations avec l'extérieur. Fonctionnaires et conseillers partagent souvent des vues identiques avec cette réserve cependant que, de façon générale, les conseillers anglophones disent ressentir moins le poids de la majorité que les fonctionnaires de même origine. Bien

sûr, le fait que les proportions des deux groupes soient meilleures au Conseil peut l'expliquer, mais aussi faut-il tenir compte des différences dans le genre de travail et de ce que les relations entre les élus et l'administration municipale ne revêtent pas le caractère quotidien et constant que présentent celles des fonctionnaires.

L'augmentation du travail en français, du moins telle que la conçoivent les intéressés, atteint une proportion particulièrement élevée. La majorité des répondants, dans les deux groupes ethniques, affirment que la situation s'est modifiée dans une proportion des trois-quarts : on travaille aujourd'hui presque deux fois plus en français qu'il y a quelques années. Chez les conseillers municipaux, le changement ne semble pas être aussi grand.

Les fonctionnaires francophones engagés récemment insistent beaucoup plus que leurs prédécesseurs sur cette évolution dont, à leur avis, l'année 1960 paraît avoir marqué le tournant, alors que, pour les conseillers, la transformation semble être un peu plus récente et n'aurait revêtu une forme nouvelle que depuis 1962.

Les anglophones sont beaucoup plus conscients du changement et lui donnent aussi une dimension plus vaste. Cette perception, qui n'est pas pour surprendre, se verra confirmée au cours de ce chapitre. Qu'il s'agisse d'attitudes, de jugements, d'opinions, le Canadien anglais insiste sur la transition qui est en train de s'opérer et cette constante éclaire maints acquis de notre recherche. À une perception plus vive de leurs difficultés s'ajoutent des comportements de retrait : les relations entre ces deux phénomènes ne paraissent pas discutables.

De fait, les anglophones utilisent beaucoup plus l'autre langue que les francophones et les conseillers municipaux de langue anglaise disent employer beaucoup plus souvent le français que les conseillers de langue française l'anglais. Pour les fonctionnaires anglophones, la nécessité d'être bilingue devient plus impérieuse, et notre enquête l'établit de façon indiscutable, ce qui n'empêche pas une bonne minorité d'entre eux, 10 %, de travailler surtout en anglais.

Inutile de prouver plus longuement ce phénomène qui est mis en évidence par tous. Signalons plutôt que certaines nuances fort intéressantes, semblant dépendre chez les fonctionnaires comme chez les conseillers de leur position dans la hiérarchie, confirmeraient l'hypothèse de la présence, bien faible cependant, de représentants anglophones à des niveaux hiérarchiques élevés.

Plus on a séjourné longtemps à l'hôtel de ville de Montréal, plus le changement apparaît clair. Cela était prévisible et nos analyses éliminent tout doute. L'âge, par exemple, le montre bien : plus on est jeune, plus on utilise la langue française, tandis que, toutes proportions gardées, les fonctionnaires anglophones plus âgés disent s'en tenir davantage à l'anglais. Les droits acquis ainsi que la nature de leurs postes leur assureraient une plus grande indépendance.

La très faible proportion d'anglophones dans la majorité des services municipaux rendait impossible une analyse par service. De plus, les répondants anglophones à notre questionnaire venant surtout, ce qui est normal, des services où ils sont en grand nombre, tels la Police et les Incendies, l'ensemble de nos remarques ne valent, à part quelques rares autres cas, que pour ce qui les concerne.

Une baisse correspondante dans l'utilisation de l'anglais est aussi très nette et pour tous nos observateurs, fonctionnaires ou conseillers, elle se vérifie à plus de 80 %.

Voilà comment apparaît la réalité aux yeux de ceux qui la vivent. Si tant est que ces perceptions puissent être mises en doute, la nette concordance de vues qui se dégage de l'ensemble des observateurs constitue un gage de vérité. Nous avons sollicité des avis et les conclusions exprimées, quelles que soient leurs caractéristiques, se rejoignent souvent et de façon remarquable.

Quel sentiment de liberté et d'autonomie en résulte-t-il pour les deux groupes ? Jusqu'où la prépondérance du français constitue-t-elle chez certains responsables de l'administration montréalaise une contrainte ?

Chacun avoue se sentir assez libre d'utiliser sa langue maternelle, chez les anglophones plus encore les conseillers que les fonctionnaires, et les répondants des deux groupes l'admettent dans une proportion de plus de 90 %.

Tout cela inciterait à conclure qu'il n'existe pas de règles rigides et exclusives concernant l'emploi des langues dans l'administration. Même si celle-ci est fortement francisée, elle n'empêche pas les anglophones de s'exprimer en anglais quand ils le veulent. Prenons-en comme preuve l'un de ses mécanismes majeurs, la rédaction des rapports administratifs; 95 % des Canadiens anglais disent se sentir tout à fait libres de les écrire dans leur langue.

Mais les choses ne semblent pas être aussi faciles lorsqu'il s'agit d'obtenir un rapport en anglais, et les anglophones en sont bien conscients. Si 20 % des francophones affirment que cela est quasi impossible, la moitié des anglophones expriment le même avis. Le fait que les opinions soient assez également partagées chez ces derniers tient probablement à ce qu'ils appartiennent à des services où ils sont plus ou moins nombreux. Nos répondants anglophones émettent généralement des opinions dont l'optimisme varie selon qu'ils appartiennent à un service dans lequel ils se sentent forts ou pas. C'est un facteur qu'il ne faut jamais perdre de vue.

Dans la correspondance, les francophones sont plus disposés à se servir des deux langues alors que l'on peut affirmer sans risque d'erreur que les anglophones utilisent presque toujours la leur. Les fonctionnaires francophones répondent pour les deux tiers dans la langue de leur correspondant contre seulement un tiers pour les anglophones, la tendance étant quelque peu inverse chez les conseillers.

Le degré d'instruction joue ici. Plus les francophones sont instruits, et le test statistique est positif, plus ils tendent à répondre en français, ce qui indiquerait, comme nous le verrons plus loin, la présence d'un lien entre nationalisme, ou volonté d'être français, et degré d'instruction.

Quant à la contrainte que l'on pourrait déceler dans l'administration, sa nature est assez difficile à déterminer, et les Canadiens anglais la subiraient plus dans les communications qu'ils reçoivent que dans celles qu'ils adressent. La plupart du temps, faire un rapport ou répondre à une lettre ne présentera pas pour eux de difficulté et ils utiliseront leur langue s'ils le désirent, mais obtenir un document en langue anglaise apparaît beaucoup plus compliqué. Tout cela est-il dû au fait que les postes supérieurs de l'administration montréalaise sont détenus par des francophones ?

Cette contrainte est plus perceptible dans les relations internes : l'administration montréalaise serait en effet surtout bilingue dans ses relations extérieures. Les fonctionnaires, de façon identique pour les deux groupes, admettent dans 40 % des cas se sentir moins libres d'utiliser seulement leur langue maternelle avec le public. Mis en parallèle avec l'assurance que manifestent les francophones au sein de l'administration, ce pourcentage nous paraît fort significatif.

On en voit mieux le sens dans ce que beaucoup plus que leurs concitoyens d'expression anglaise les francophones n'utilisent l'autre langue que s'ils y sont obligés. Sur ce point encore, le test est positif. À peine 10 % des anglophones disent parler français parce qu'ils se sentent l'obligation de le faire. L'observation courante montre d'ailleurs que cela joue en bien d'autres secteurs.

La place des deux langues au sein de l'administration montréalaise nous apparaît déjà à travers cette présentation globale. Les quelques tendances mises en évidence, et nous y avons fait allusion à quelques reprises, doivent maintenant faire l'objet d'un examen plus minutieux à l'intérieur de certains services municipaux.

C. Analyse de quelques services

Commençons par justifier le choix des services et décrire le matériel retenu pour ensuite nous tourner vers l'analyse proprement dite.

La sélection des dossiers a été faite non seulement dans le but de circonscrire l'essentiel du travail de chacune des divisions d'un service mais aussi en fonction de l'intérêt présenté par la langue de communication. Notre premier souci fut donc de couvrir l'ensemble du travail de chacun des services et d'étudier les dossiers représentatifs du travail de chaque division.

L'examen des dossiers a conduit à une classification des divers types de communications, laquelle a donné pour chaque type, selon la

langue, une série de tableaux, l'origine et la destination de chacune des communications ayant été, dans la mesure du possible, conservées.

Cette classification, qui distingue entre communications internes et communications externes, répartit les unes et les autres en quatre sections : pour les premières, communications à l'intérieur du service, entre les services, avec l'autorité, et manuels; pour les secondes, communications avec les citoyens, avec les professionnels, avec les groupes, et documents officiels.

Les sources de toute cette partie de notre enquête seront indiquées brièvement, leur description complète ne pouvant qu'alourdir considérablement la présentation d'une enquête qui a duré plusieurs semaines.

Notre échantillon étant fondé sur deux critères, nous devons retenir pour le constituer des services révélateurs au point de vue langue de communication en même temps qu'importants dans la structure municipale. Aussi, parmi les seize services de l'administration montréalaise, avons-nous choisi les Finances, l'Urbanisme et la Police.

Le service des Finances est capital en raison de ses fonctions. Il perçoit tous les revenus de la ville, paie tous les comptes, s'occupe du budget, contracte des emprunts, etc. Par ailleurs, il est assez caractéristique au point de vue langue de communication. Sur environ six cents employés, une douzaine seulement sont anglophones qui, en général, n'occupent pas de hauts postes. Mais ce sont surtout les relations qu'il entretient avec le monde des affaires qui nous intéresseront.

Le service de l'Urbanisme occupe une place particulière, en raison de son rôle dans le développement de la ville et de la confrontation, dans les différentes branches de son activité, de spécialistes de nationalités diverses (le cinquième de ses employés ne sont pas d'origine canadienne-française), d'où son originalité sur le plan de l'utilisation des langues.

Le service de la Police est, avec le service des Incendies, celui qui compte le plus grand nombre d'employés d'origine anglo-saxonne; quelques centaines. Aussi, en raison de la présence de cette forte minorité anglophone, le problème des relations ethniques se pose ici de façon quelque peu particulière.

Ces trois services, qui possèdent chacun leurs caractéristiques, sont donc très représentatifs de la diversité de l'administration montréalaise.

La compilation des dossiers, sauf indication contraire, porte sur les deux ou trois dernières années.

Au service des Finances, nous avons vérifié l'intérêt que présentait chaque division, et celles qui répondaient à nos objectifs ont toutes été étudiées.

Le cabinet du directeur, par exemple, est formé de spécialistes qui se partagent un droit de regard sur toutes les questions importantes. Il est composé de neuf personnes : le directeur, dont la

correspondance a été mise à notre disposition, son adjoint, deux assistants-directeurs et cinq officiers en administration financière. Toute l'activité est ici directement reliée au monde des affaires, ce qu'illustrent bien quelques dossiers d'emprunts ou de rachats d'obligations. Les emprunts sont faits soit sur le marché américain soit sur le marché canadien. Selon le cas, leur formulation est bilingue ou uniquement en anglais. Un responsable nous a dit prévoir que de plus en plus les emprunts lancés sur le marché américain seraient préparés uniquement en anglais pour éviter une traduction inutile et même parfois encombrante.

Le directeur est aussi responsable dans son service des questions de personnel et nous avons pu examiner les dossiers concernant l'emploi et les demandes d'heures supplémentaires. Le service des Finances assume en outre d'autres responsabilités. Une division, celle des immeubles, qui n'a aucun lien direct avec le public, est entièrement orientée vers l'intérieur : elle collabore avec les services de l'Urbanisme ou des Travaux publics et reçoit directement ses ordres ou ses projets d'étude du secrétaire administratif. Ses principales fonctions touchent aux expropriations et à la vente de terrains. Nos conclusions portent pour leur part sur des dossiers concernant soit des ventes de gré à gré ou par soumissions publiques, soit des enchères publiques, soit des expropriations pour le futur immeuble de Radio-Canada. Ils impliquent des échanges nombreux : le citoyen désireux d'acheter un terrain écrit au secrétaire administratif lequel transmet la lettre pour étude à la division des immeubles qui fait enquête et lui soumet un rapport, généralement rédigé en français. Le dossier est alors communiqué au Comité exécutif dont la décision parvient au demandeur dans la langue de son intervention. Nous avons relevé une série de formules destinées aux diverses étapes du processus.

Deux autres divisions s'occupent directement de la taxation. L'une est chargée de la taxe foncière ainsi que des taxes d'eau et d'affaires. Elle voit à la préparation des états de compte, à leur envoi et à leur perception. L'aspect extérieur des communications sera donc ici à privilégier. De nouveau, un relevé des formules, de la correspondance, mais aussi des appels téléphoniques, sert de base à nos analyses, comme d'ailleurs à l'examen des multiples aspects de cette étude. L'autre s'occupe de toutes les autres taxes; son champ d'action est donc vaste et très hétérogène.

Pour compléter le tableau des principales activités du service des Finances, mentionnons quelques dossiers sur les demandes de soumissions qui mettent en communication avec un public particulier, celui des contracteurs dont on nous a dit qu'ils étaient surtout anglophones.

Le service de l'Urbanisme ayant reçu officiellement sa charte en juillet 1964, ses activités se limitent à la préparation de projets que l'on peut classer en trois groupes : à long terme, à moyen terme et à court terme.

La division des études d'ensemble s'occupe des projets à long terme, tels la préparation du plan directeur et l'établissement d'un processus continu de planification. Certaines publications rendent compte de ces divers travaux.

Les divisions de l'aménagement urbain et de la rénovation urbaine traitent des projets à moyen terme s'inscrivant dans un secteur très précis de la ville (telles les habitations Jeanne-Mance), la division de l'aménagement urbain cherchant plus exactement à mieux utiliser les structures existantes et à en construire de nouvelles (citons les importants dossiers concernant les autoroutes et l'Exposition universelle).

Enfin, la division des affaires courantes assume les projets à court terme (tel l'élargissement du boulevard Dorchester) qui contribuent moins directement à l'élaboration du plan directeur.

Le service de la Police forme au sein de l'administration une sorte d'îlot en raison non seulement de la nature de son travail mais surtout de l'importance de son personnel. Il faut faire une distinction entre le personnel clérical et administratif, et le personnel « en uniforme ». L'organe suprême du service en est l'état-major, et son chef, le directeur, qui a sous ses ordres le département administratif (à l'intérieur duquel se trouvent l'école d'entraînement, le centre de coordination et le bureau du personnel), le département de la gendarmerie (qui réunit le bureau de la circulation et les divers postes installés dans les districts policiers de la ville) et le département de la sûreté (avec le bureau des enquêtes criminelles).

Notre étude porte successivement sur les dossiers du personnel, les examens d'entrée ou de promotion, les directives de l'état-major, et les formules qui constituent l'instrument de travail quotidien du policier.

Nous avons visité quelques postes à travers la ville : deux dans des quartiers à majorité française, deux dans des quartiers à majorité anglaise, enfin un dernier qui couvre une population très hétérogène.

Nous avons traité individuellement les communications entre le service et le public par l'étude du centre de coordination, ou registre central, chargé de trier toute la correspondance que reçoit le service, laquelle porte aussi bien sur des demandes de renseignements que sur des réquisitions et des plaintes. Le centre reçoit également tous les appels téléphoniques.

Les prochaines pages présenteront les communications selon deux catégories : internes et externes, pour chaque service d'abord, puis pour l'ensemble des services.

1. Les communications internes

Nous avons défini quatre types de communications internes : à l'intérieur du service considéré; entre les services; avec l'autorité

municipale, par exemple le Secrétariat administratif, le Comité exécutif, le Conseil municipal, le bureau du Maire; par l'intermédiaire des manuels.

À l'intérieur du service des Finances, tout se fait presque exclusivement en français; nous avons noté que 2 % seulement des échanges se font en anglais. Les communications en langue anglaise proviennent essentiellement des dossiers des emprunts.

Alors que l'ensemble de l'administration interne de ce service fonctionne pratiquement en français, tout ce qui se rapporte au monde de la finance, en particulier les emprunts, tend à se traiter en anglais, nécessitant qu'une certaine partie du travail interne s'effectue dans cette langue.

La prépondérance du français est moins grande au service de l'Urbanisme. Près de 10 % des communications sont en anglais et proviennent du dossier des autoroutes établi par la division de l'aménagement urbain, laquelle compte quelques employés canadiens-anglais dont le rôle est important. Il semble que l'on enregistre ici un réel emploi du bilinguisme, aussi voudrions-nous l'examiner de plus près.

Si les anglophones peuvent rédiger leurs rapports dans leur langue, ils doivent cependant comprendre le français, ne serait-ce que pour ne pas se sentir étrangers au milieu. La communication interne bilingue n'est utilisée que dans les cas où le document est ou peut devenir officiel. Disons donc que, de manière générale, les communications se font au service de l'Urbanisme en français, langue de la majorité des employés, mais la minorité ne s'y trouve nullement brimée, ce qu'établissent en particulier les quatre publications du service : le Bulletin d'information, le Bulletin technique, le Bulletin spécial et les Cahiers d'urbanisme. Quelques interviews et l'examen de ces brochures mettent en relief un comportement assez généralisé. Les textes sont rédigés par un fonctionnaire anglophone et traduit en français, ou bien l'inverse.

L'une des brochures a présenté le bilan des travaux menés au service avec la collaboration de divers auteurs. Nous avons rencontré quatre d'entre eux et les renseignements qu'ils nous ont fournis témoignent bien du bilinguisme. Dans l'un des cas, tout le travail de recherche s'est effectué en anglais, le texte étant alors rédigé en français par un francophone pour être ensuite traduit en anglais. Dans un autre, recherche et rédaction ont été faites en français avec traduction immédiate.

Le bilinguisme va même plus loin. Dans deux articles rédigés en français, certains passages ont été directement intégrés en anglais au texte final, leur traduction n'étant produite qu'ultérieurement. Voilà un cas remarquable de collaboration intime et informelle entre les deux groupes ethniques.

Cette situation est assez voisine de celle que l'on trouve au service de la Police où 95 % des communications internes s'effectuent en français. Les dossiers du personnel indiquent que les examens en

langue anglaise atteignent une proportion de 13 %, la langue du candidat étant respectée. Par contre, depuis 1964 toutes les directives sont émises seulement en français, de même que la presque totalité des diverses formules.

On constate une certaine disparité entre le pourcentage du travail fait en anglais et celui des effectifs policiers, et cela s'explique-t-il par le fait que le policier anglais encadré par la masse francophone est assimilé et prend l'habitude de rédiger ses rapports en français, ou qu'il est contraint de le faire ? Divers témoignages incitent plutôt à voir là une lente intégration dont l'anglophone serait plus ou moins conscient. On le dit libre d'écrire dans sa langue et de fait il l'est, bien qu'on ait remarqué le poids d'une certaine contrainte, mais les cours sont donnés en français et le code de discipline n'existe qu'en édition française. Une traduction en anglais est prévue, mais elle reste à faire.

Les communications entre les services s'effectuent en français, exception faite de celles qui proviennent du service des Finances en raison des dossiers d'emprunts et de rachats, ainsi que les contacts entre l'Urbanisme ou la Police et les autres unités. Le nombre de dossiers analysés est assez considérable pour que nous puissions l'avancer avec certitude.

Entre l'autorité municipale et les services, le français prévaut tout autant. Entre le service des Finances et le Bureau du secrétaire administratif, tout se passe en français. Avec le Comité exécutif, toutefois, on relève quelques documents en anglais, mais, là encore, l'exception vient du dossier des emprunts. Dès qu'il s'agit d'échanges avec les milieux d'affaires, les communications internes elles-mêmes tendent à se faire en anglais. Entre le service et les conseillers municipaux, le français prédomine largement, mais il faut bien distinguer entre le Conseil pris comme un tout et les conseillers en tant qu'individus. Avec le Conseil, la règle joue; avec les conseillers, tout dépend de leur langue.

Ces diverses modalités sont tout aussi apparentes dans les deux autres services; il est donc sans intérêt de s'attarder à le prouver longuement.

Enfin, quant aux documents de base à usage interne, manuels et ouvrages de référence, voici ce que l'on trouve aux services de l'Urbanisme et de la Police.

La bibliothèque du service de l'Urbanisme contient environ 2 500 volumes. Deux échantillons, un pour le fichier par titres et un pour celui des auteurs, indiquent qu'entre 70 et 75 % des ouvrages sont de langue anglaise, de provenance américaine surtout. Un relevé des périodiques reçus donne à peu près la même proportion.

Au service de la Police, les choses diffèrent passablement. Il existe une formule pour chaque type de rapport ou de communication interne; plus des trois quarts sont exclusivement en français et 5 % en anglais, chacune étant la traduction de son équivalent en français

et utilisée surtout dans les relations avec les anglophones.

On peut donc affirmer en conclusion que le français domine nettement dans les communications internes. À l'intérieur de chacun des trois services, la proportion atteint près de 95 %.

Cependant le respect de la minorité de langue anglaise est manifeste, surtout dans le service où elle est plus forte, ce qui correspond aux résultats de notre questionnaire.

2. Les communications externes

Les communications externes comprennent les relations qu'entretiennent les services avec les citoyens, les professionnels, les groupes et les gouvernements (municipal, provincial, fédéral), ainsi que les documents officiels à usage externe. Divers relevés des appels téléphoniques s'ajoutent ici à l'étude des dossiers.

Presque la moitié des communications envoyées par le service des Finances à des citoyens le sont en anglais, les deux tiers de celles en provenance des citoyens étant en français. Une règle très répandue veut que chaque réponse soit rédigée dans la langue du demandeur.

Au service de l'Urbanisme, 17 % des communications envoyées aux citoyens sont en anglais, ceux-ci s'adressant au service dans une proportion égale (50 %) soit en français soit en anglais. Ces pourcentages sont sensiblement les mêmes au service de la Police.

La règle généralement adoptée se vérifie encore au service de l'Urbanisme : le citoyen écrit dans la langue qui lui est la plus familière et le service répond dans cette même langue.

Le modèle s'applique ensuite aux relations entre services et professionnels, par exemple avocats, gérants de banques, architectes, etc.

Les communications entre le service des Finances et les professionnels, exception faite des Caisses populaires, de la Banque canadienne nationale et de quelques maisons de courtage canadiennes-françaises, se font généralement en anglais, tant pour les demandes que pour les réponses, car elles traitent la plupart du temps de questions bancaires.

Au service de l'Urbanisme, les communications s'effectuent pour les trois quarts en anglais. À quoi cela est-il dû ? Probablement au fait que ce service est l'un de ceux qui entretiennent des contacts avec les groupements les plus divers. Ainsi, la préparation d'un projet comme les plans de l'autoroute du boulevard Décarie impliquera par exemple la Commission des transports de Montréal. Un comité sera alors créé qui aura une existence plus ou moins longue, selon l'envergure des travaux prévus, et les procès-verbaux des réunions tenues par les divers comités pourront être rédigés en anglais, même si les réunions se sont déroulées en français, parce que le secrétaire chargé de leur rédaction s'exprime plus aisément en anglais. Avec la Voirie provinciale, les assemblées se tiennent en français. Par

contre, elles se déroulent toujours en anglais avec le Canadien pacifique et la plupart du temps avec le Canadien national et le Conseil des ports nationaux.

De façon générale, donc, la langue de communication adoptée pour chaque réunion sera celle du représentant de l'extérieur et les procès-verbaux seront rédigés dans l'une ou l'autre langue. Il ne semble pas y avoir ici de problème, chacun pouvant utiliser aussi facilement l'anglais que le français. Il peut même arriver qu'une commission siège indifféremment dans les deux langues.

Les échanges avec les gouvernements ont presque toujours lieu en français avec le gouvernement provincial, mais surtout en anglais avec le gouvernement fédéral. Un fonctionnaire ayant très étroitement collaboré au projet des habitations Jeanne-Mance a précisé cette forme du bilinguisme : lorsque la ville traitait avec la Société centrale d'hypothèque et de logement, organisme de la Couronne, elle utilisait habituellement l'anglais avec le siège social à Ottawa et le français avec le bureau régional de Montréal.

Voyons en dernier lieu les documents officiels publiés par les services. Le bilinguisme est alors beaucoup plus répandu.

Au service des Finances, 89 % des documents analysés sont bilingues. Au service de l'Urbanisme, les publications étaient bilingues dans 75 % des cas, certaines étant publiées en deux éditions séparées, l'une française et l'autre anglaise, mais actuellement le bilinguisme est total.

Une première ligne de force générale veut donc que dans leurs échanges avec l'extérieur, quel qu'en soit le niveau, les services emploient la langue de l'interlocuteur. Une autre montre que, dans la manipulation courante des documents officiels, le bilinguisme est général. Pour corroborer ces affirmations, et surtout pour vérifier la première, disons, en nous appuyant sur quelques chiffres globaux, que les communications entre ces trois services et les citoyens ou les professionnels s'effectuent en anglais deux fois sur cinq.

Signalons de nouveau que les communications externes sont fortement influencées par l'interlocuteur; un organisme anglais pourra avoir dans son personnel un Canadien français chargé d'assurer les contacts avec la municipalité.

Rappelons les traits qui se sont progressivement dessinés et qui donnent deux situations passablement contrastées.

La prépondérance du français est indiscutable dans les relations internes alors que l'emploi de l'anglais fait exception. Faut-il s'en étonner puisque 97 % des fonctionnaires sont de langue française. On peut penser qu'une étude des autres services de l'administration aurait généralement donné une place plus forte encore à la langue française.

Ajoutons une remarque qui nous paraît essentielle. Bien que l'administration montréalaise soit largement francophone, elle semble

respecter le droit de chaque citoyen de s'exprimer dans la langue officielle de son choix. Ce bilinguisme de fait ne paraît entraîner aucune lenteur administrative, l'usage de l'une ou l'autre langue étant courant.

Vers l'extérieur, par contre, les deux langues se trouvent davantage dans une situation d'égalité, ce qu'avait déjà révélé le questionnaire.

3. Le Bureau du secrétaire administratif

Le Bureau du secrétaire administratif, appelé jusqu'en juillet 1963 Direction des services, occupe une place particulière dans l'ensemble des services municipaux. L'essentiel de son travail consiste à transmettre aux différents services les ordres, résolutions et règlements passés au Comité exécutif et à présenter à ce dernier leurs requêtes. Il se situe donc au centre de toutes les relations entre les services municipaux et les organismes de décision, d'où son intérêt dans une étude sur la communication dans l'administration montréalaise. Nous avons là un angle privilégié pour examiner les relations internes ; les échanges avec l'extérieur en seront d'autant mieux éclairés que le Bureau du secrétaire administratif peut également recevoir des demandes de citoyens ou de groupes, lesquelles sont ensuite transmises au Comité exécutif pour décision.

Le personnel du Bureau est exclusivement de langue française.

Quatre domaines nous ont servi de points de repère. D'abord le personnel; tous les dossiers ont été analysés : nominations, promotions, démissions et renvois. Ensuite, la communication; grâce aux documents sur le zonage et les expropriations, nous avons abordé les rapports entre l'hôtel de ville et quatre quartiers municipaux, deux de langue française et deux de langue anglaise, au sujet du boulevard Dorchester. Puis les questions financières, les dossiers sur les emprunts passant aussi par le Bureau. Enfin, les questions d'incorporation, car elles ont pour origine des demandes provenant de groupes. Avant de prendre une décision, l'administration municipale réunit tous les renseignements nécessaires, d'où un réseau de communications qui s'étend des autorités municipales au Bureau et de celui-ci aux services, les informations recueillies revenant à l'administration par l'intermédiaire du Bureau. Les dossiers établis sur les incorporations entre 1960 et 1964 ont tous été étudiés.

Les domaines que nous venons d'énumérer englobent les principaux secteurs de travail du Bureau du secrétaire administratif. Que pouvons-nous conclure concernant les communications ?

Un premier résultat très net : le Bureau du secrétaire administratif accentue nettement les tendances qui se sont dégagées dans les trois autres services, et cela à un degré tel que nous ne pensons pas utile de présenter en détail les résultats de ces analyses supplémentaires, nous contentant simplement de revoir quelques points qui compléteront ce que nous savons déjà.

Les communications internes sont fort rares au Bureau du secrétaire administratif; le personnel y est restreint et surtout orienté vers les autres services. Rien à noter d'intéressant quant à l'utilisation des langues.

Les modes de communication entre le Bureau et les services correspondent absolument à ce que nous avons vu auparavant. Tout se fait en français. Un seul exemple : toutes les communications, plus de deux cents mémos, établies à propos des expropriations du boulevard Dorchester l'ont été en français.

Les communications avec les autorités municipales, de même qu'avec l'extérieur, se font indifféremment en français ou en anglais. Le Bureau du secrétaire administratif n'apporte aucun élément nouveau. Là aussi on emploie surtout le français, mais on communiquera dans leur langue avec les conseillers anglophones, comme par exemple avec le vice-président du Comité exécutif qui est de langue anglaise.

Les problèmes de zonage dans des quartiers anglophones sont surtout soumis par des conseillers canadiens-anglais et tout se fait alors dans leur langue, comme aussi dans le cas des expropriations.

Tout dépend ici encore de l'origine du demandeur, que ce soit pour des questions individuelles ou pour des incorporations de groupes.

D. Le bilinguisme chez les fonctionnaires et les conseillers

Nous voudrions terminer l'étude concernant l'emploi des deux langues officielles par une brève discussion sur le bilinguisme des administrateurs. Quel est actuellement le degré de bilinguisme de chaque groupe ? S'est-il modifié et pour quelles raisons ? Peut-on déceler certaines tendances pour l'avenir ? Les réponses nous viennent là encore de ceux qui ont répondu au questionnaire.

Auparavant, l'unilinguisme, souvent anglais, avait dominé mais, fidèle à une lente évolution, le bilinguisme a progressé de façon générale au cours des dernières années dans l'administration de Montréal. Pour un francophone sur cinq, il y a eu progrès certain en ce sens depuis le début de sa carrière et le travail à l'hôtel de ville serait pour plusieurs l'occasion d'élargir leur connaissance des langues.

Les causes de ce renouvellement sont multiples et renvoient à maints aspects de notre enquête. Les changements dans le personnel, longuement décrits au chapitre précédent, en seraient la première, mais le questionnaire laisse percevoir une tendance à vouloir regrouper les Canadiens anglais sous l'autorité de supérieurs de langue anglaise, ce qui est le cas du tiers des répondants anglophones. Cette tendance est-elle due à une politique délibérée ou à une évolution à peu près normale, les anglophones étant engagés dans les services où ils se trouvent en plus grand nombre et où aussi les supérieurs sont de langue anglaise ? N'oublions pas que c'est de 1945 que date la régression des anglophones aux niveaux élevés.

Une administration française et bilingue résulte aussi de transformations plus vastes. Les relations extérieures de l'administration ont changé depuis quelques années, et son évolution intérieure coïncide tout à fait avec la croissance d'une activité publique diversifiée. Les demandes et les pressions des francophones se sont intensifiées.

Mentionnons enfin une évolution des attitudes et des opinions auxquelles nous consacrerons la seconde partie de ce chapitre.

Comparons maintenant les deux groupes quant à leur bilinguisme. À quel point se jugent-ils capables de parler, écrire, lire et en général comprendre les deux langues ? Comment aussi chacun juge-t-il l'autre ?

Les réponses varient passablement selon qu'elles proviennent des conseillers municipaux ou des fonctionnaires. Les conseillers anglophones semblent être beaucoup moins bilingues que leurs collègues de l'administration et aussi que leurs homologues francophones, surtout lorsqu'il s'agit d'écrire. En effet, tous les conseillers francophones parlent bien l'anglais alors qu'un tiers des conseillers anglophones avouent parler, lire ou écrire difficilement le français.

Chez les fonctionnaires, 80 % parlent aisément l'autre langue, mais les anglophones sont plus nombreux à prétendre parler très facilement le français que les francophones l'anglais. En général, tous les fonctionnaires peuvent comprendre l'autre langue et l'utiliser sans difficultés.

Écrire n'est pas aussi simple et répandu. Les francophones marquent ici un avantage incontestable et dans une proportion qui passe presque du simple au double. Plus de la moitié des fonctionnaires anglophones admettent écrire difficilement le français. Mêmes correspondances pour la lecture, mais avec des écarts moins considérables.

L'instruction joue sur le degré du bilinguisme individuel qui s'élève proportionnellement au niveau de la culture; il y a une relation certaine entre l'instruction et la connaissance de l'autre langue, et elle semble fort probable concernant les autres manifestations du bilinguisme. Dans les deux groupes, la possession de l'autre langue est fonction du niveau d'instruction. Les autres variables jouent beaucoup moins.

Chez les conseillers comme chez les fonctionnaires, il semble que plus on est jeune et entré depuis peu à l'hôtel de ville, moins le bilinguisme est accentué; mais il faut se prononcer avec prudence. À toutes fins pratiques, il n'y a pas de lien net entre l'ancienneté, l'âge, la position hiérarchique et le degré de bilinguisme. Les pourcentages varient trop d'une catégorie à l'autre pour que l'on puisse tirer des conclusions valables.

Peut-on se fier aux jugements portés par l'un et l'autre groupe ethnique sur son bilinguisme ? Confrontés, ils témoignent à leur

tour de la propension que manifeste chacun d'eux à se voir sous un jour plus favorable. Si tous les conseillers anglophones reconnaissent que leurs collègues francophones sont bilingues, le renversement dans les évaluations est constant chez les fonctionnaires. L'écart entre les deux jugements est cependant plus grand concernant le bilinguisme des anglophones.

Résumons : si le bilinguisme est courant à l'hôtel de ville de Montréal, il est surtout pratiqué par les francophones, les anglophones semblant se trouver beaucoup plus à l'aise pour recevoir l'autre langue, c'est-à-dire l'écouter ou la lire, que pour s'exprimer à travers elle.

Les diverses opinions recueillies sur le bilinguisme permettent-elles de déceler des signes d'une évolution, dans un sens ou dans l'autre ?

L'insistance quant à l'emploi du français paraît devenir sans cesse plus grande. Chaque groupe ethnique souhaite bien que l'autre utilise sa propre langue, mais l'élément francophone se fait plus exigeant; presque tous les Canadiens français demandant que les anglophones connaissent le français.

Les Canadiens anglais sont en même temps conscients de l'inutilité relative de parler leur langue et tolérants envers eux-mêmes, puisqu'ils acceptent volontiers de connaître peu ou pas le français; alors que les francophones exigent que les anglophones s'expriment très bien dans leur langue, la moitié seulement des Canadiens anglais s'en font une nécessité.

L'unilinguisme est-il souhaitable, avons-nous demandé ? Oui, affirment 20 % des francophones; non, répondent massivement les anglophones qui, sachant bien que l'unilinguisme anglais est impossible, réclament tous le bilinguisme.

Relevons encore l'influence du degré d'instruction. Plus les francophones sont instruits, plus ils demandent l'unilinguisme français. Un quart de ceux qui possèdent un diplôme supérieur expriment cet avis qui, au niveau primaire, n'est partagé que par un peu moins de 4 % de répondants.

La question posée d'une autre manière (quelle devrait être la langue de base de l'administration ?), les attitudes sur l'unilinguisme divergent avec encore plus de netteté, la grande majorité des francophones souhaitant l'usage exclusif ou presque du français comme langue de travail. Voilà un voeu très largement répandu qui se situe à la frontière des attitudes et des opinions.

Deuxième partie : Attitudes et opinions

Les chiffres ont permis de dessiner la structure de l'administration montréalaise. Par eux, l'inégalité de représentation des groupes ethniques est devenue évidente, mais la place faite aux deux lan-

gues officielles, c'est-à-dire la situation réelle du bilinguisme, ne correspond toutefois pas à ce qu'ils laisseraient supposer.

On pressent ce qui peut en découler pour les mentalités et les conceptions, les attitudes et les opinions. Que les francophones se sentent davantage à l'aise dans l'administration montréalaise ne fait pas de doute, aussi les administrateurs montréalais participent d'une idéologie plus vaste et plus complexe.

Il importe donc de savoir ce que pensent les représentants des groupes ethniques à l'hôtel de ville en majorant alors la proportion des effectifs anglophones pour connaître les réactions de la minorité.

Grâce au même questionnaire, nous avons sollicité les vues de tous les conseillers municipaux élus depuis 1944 et d'un échantillon de quatre cents fonctionnaires, dont cent cinquante anglophones, qui ont répondu dans une proportion de 75 %, celle des conseillers municipaux n'étant que de 50 %. Nous savons cependant que ce sont des conseillers ayant siégé il y a dix, quinze et surtout vingt ans, que nous avons reçu le moins de réponses, soit que notre demande n'ait pu les atteindre, soit que leur intérêt quant à la chose municipale ait beaucoup diminué. Parmi les conseillers en poste depuis 1957, les trois quarts ont accueilli favorablement notre démarche.

Le facteur ethnique intervient certainement pour les uns et les autres, mais jusqu'où joue-t-il et sur quoi exactement ? Autrement dit, y a-t-il un problème ethnique et, si oui, quelle en est la nature ? Nul ne peut être surpris que, dans les conditions actuelles, l'administration montréalaise soit perçue d'abord comme langue française, mais reste à savoir quelle condition est faite aux autres groupes ethniques et comment ils ressentent cette situation.

Certaines voies nous sont apparues plus prometteuses pour répondre à cette vaste et délicate interrogation. Concernant la proportion actuelle de chaque groupe, la trouve-t-on juste et suffisante; souhaite-t-on que des modifications lui soient apportées et lesquelles; comment évalue-t-on l'influence de l'origine ethnique sur les chances de réussir une carrière tant administrative que législative; comment définit-on ses raisons d'appartenir à l'administration montréalaise et quels buts poursuit-on; quel rôle et quelles fonctions attribue-t-on à l'administrateur montréalais ? Voilà quels sont les principaux thèmes de notre enquête. Étant acquis qu'il existe une minorité, comment s'intègre-t-elle et quelle est son optique ?

Les chapitres antérieurs prennent ici un sens plus net; les points forts et les nuances ressortent mieux. Conclure tout simplement que l'administration montréalaise est essentiellement francophone et en rendre compte par une évolution socio-économique demeure à la fois trop facile et trop simple. Les sentiments d'appartenance et d'identification des intéressés eux-mêmes vont renouveler nos vues.

L'analyse statistique a été très poussée dans cette partie de notre étude. Parmi les thèmes que nous venons d'énumérer, il n'y a pas que l'origine ethnique qui importe; l'âge, l'occupation, l'instruction

ne sont pas à négliger et ces multiples possibilités ont été vérifiées.

Souvent, la probabilité de l'influence du facteur ethnique se trouve confirmée par les tests, et c'est là le fondement de nos conclusions; mais d'autres généralisations, que les chiffres garantissent moins, peuvent, s'additionnant, s'éclairer mutuellement, comme pour les conseillers chez lesquels le nombre des réponses empêche tout calcul.

Faut-il augmenter les effectifs de chaque groupe ?

Prenons d'abord les choses sous leur aspect le plus simple et le plus évident : les effectifs de chaque groupe ethnique. Les trouve-t-on satisfaisants ou bien souhaite-t-on un changement ?

Les Canadiens français ne paraissent pas tellement préoccupés de cela, mais les anglophones, conscients de leur faible représentation, sont, du moins pour une bonne moitié d'entre eux, d'un tout autre avis. Cependant, un tiers des francophones pensent qu'il y aurait lieu d'améliorer leur propre nombre et, la moitié, qu'une augmentation des effectifs anglais ne pourrait qu'élargir le champ des frictions, les intéressés voyant là, au contraire, une manière de les réduire.

Au Conseil municipal, l'écart est encore plus grand. Presque la moitié des francophones estiment qu'ils ne sont pas assez nombreux, à quoi s'opposent la majorité de leurs collègues de langue anglaise, cependant que les deux tiers rejettent une augmentation des effectifs anglophones souhaitée par les quatre cinquièmes de ceux-ci.

Concernant la composition du Comité exécutif, l'attitude est très voisine : dans un rapport exactement opposé, les deux groupes recommandent ou rejettent; si les quatre cinquièmes des francophones s'opposent à une augmentation des anglophones, ceux-ci l'approuvent dans la même proportion.

L'appartenance à un groupe linguistique marque sûrement ces positions qui apparaissent d'autant plus significatives qu'elles touchent à l'un des mécanismes essentiels de la vie politique montréalaise. Bref, les anglophones disent clairement que leurs exigences ne sont pas satisfaites tandis que les francophones, tout en demeurant assez peu touchés par ces problèmes, forts qu'ils sont d'une solide majorité, ne les trouvent généralement pas justifiées.

Que ces oppositions s'expliquent autrement que par l'origine ethnique est moins évident. Plus le niveau hiérarchique est bas, plus on craint les frictions causées par une modification du rapport des forces, mais cette relation est bien faiblement prouvée.

Le degré d'instruction compterait peut-être davantage. Chez les deux groupes, plus on est instruit, moins on semble ouvert au changement. Le degré de nationalisme, aussi bien anglais que français, serait-il lié à l'instruction ? La question a déjà été posée et elle mérite d'être approfondie.

Les chances de faire carrière sont-elles identiques ?

La place de la langue française dans l'administration montréalaise impliquerait-elle qu'un unilingue anglophone ne pourrait s'intégrer ? Les chances seraient-elles meilleures pour un unilingue francophone ? Devant l'engagement, la promotion ou l'élection, estime-t-on que le bilinguisme est une donnée, sinon indispensable, du moins très utile, et que certains groupes possèdent quelque avantage ?

Voilà des questions qui ne peuvent recevoir de réponses certaines, mais vers lesquelles convergent plusieurs positions qui inclinent à répondre par l'affirmative. Les élus et les fonctionnaires ne jugent pas de façon profondément différente et leurs comportements sont assez voisins. La nécessité du bilinguisme ne paraît pas faire de doute. L'examen des autres variables susceptibles d'expliquer n'a rien donné d'utile et confirme plutôt les résultats acquis; ainsi, les hauts fonctionnaires admettent qu'il est difficile à un unilingue d'obtenir un haut poste, surtout s'il est anglophone.

Soulignons bien aussi que nous ne cherchons pas ici à savoir quelle est la politique dans les faits, mais bien plutôt à évaluer les sentiments et opinions du personnel politique de Montréal.

Chacun s'accorde à reconnaître que celui qui ne possède qu'une langue se trouve presque dans l'impossibilité de faire une carrière municipale, un léger avantage étant reconnu à l'unilingue francophone.

Au sein du fonctionnarisme, celui qui ne parle que l'anglais n'a que très peu de chances, d'abord au niveau de l'engagement et plus encore, par conséquent, à celui de la promotion. Chaque groupe perçoit la situation de l'autre meilleure que celui-ci ne la juge, ce rapport étant souvent du simple au double. Ainsi, les anglophones estiment que, comparativement à l'unilingue anglais, l'unilingue français a cinq fois plus de chances de réussir et qu'il lui est vingt-cinq fois plus facile de parvenir à des hauts postes. Une faible minorité francophone partage cette opinion.

Chez les élus, les perceptions sont assez proches, l'unilinguisme semblant cependant être une barrière moins importante. La moitié des deux groupes reconnaît qu'un unilingue francophone peut être élu au Conseil municipal mais aussi qu'un unilingue anglophone pourrait également y siéger, compte tenu du constant désavantage que nous avons déjà largement souligné.

De nouveau, les anglophones perçoivent bien davantage ces difficultés, même si dans bien des cas leurs collègues francophones leur donnent plus de chances qu'ils n'en escompteraient. En tous points, et quel que soit l'angle, ils jugent leur position beaucoup moins favorable.

De façon globale, si on admet qu'il est difficile aux anglophones unilingues d'entrer au service de la ville, les francophones estiment que leurs chances, bien que faibles, restent possibles.

Est-ce à dire pourtant que les francophones, majoritaires comme ils

sont, accordent à leur langue un privilège tel qu'il aurait pour effet de rejeter tous ceux qui ne la maîtriseraient pas bien ? Autrement dit, font-ils de la langue un critère de promotion et un avantage qui serait manifeste tout au long de la carrière ?

Si l'on met en parallèle la langue et la compétence, les deux groupes donnent la préférence à cette dernière, mais à valeur égale tout change. Les francophones, dans une proportion du tiers, donnent la préférence au candidat de langue française alors que les anglophones, connaissant leur désavantage, refusent de se laisser enfermer en un tel dilemme et demandent, à très forte majorité, qu'un autre critère soit déterminant. L'analyse statistique confirme très nettement cette conclusion.

Nous croyons toucher là un point fondamental. Bien que le choix du francophone ne soit pas fonction de sa langue, la majorité donne tout de même à celle-ci un très grand poids si la compétence est reconnue, ce qui tranche nettement avec la position des anglophones qui, dans une proportion d'environ 80 %, proposent la recherche d'un autre critère, un réalisme élémentaire leur ayant appris qu'à compétence égale leurs chances sont bien minces.

Aussi probable semble la préférence des francophones pour leur langue dans les transactions entre la ville et les industries ou entreprises commerciales.

Selon vous, avons-nous demandé, l'administration devrait-elle favoriser les industries et les commerces qui appartiennent à des Canadiens français ? Près de la moitié des francophones répondent par l'affirmative alors que les Canadiens anglais s'y refusent dans la même proportion, affirmant qu'on ne devrait pas faire de discrimination entre les groupes ethniques lorsqu'il s'agit d'accorder des contrats. Les conseillers anglophones réagissent ici encore plus fortement, puisqu'ils s'y opposent dans une proportion qui dépasse 80 %. En conséquence, sur les réponses à cette seconde question, l'origine ethnique a un effet certain.

Remarquons la progression des attitudes. Au fur et à mesure que la question se précise et que les alternatives deviennent évidentes, les vues des deux groupes divergent de plus en plus clairement, les francophones attachant une importance croissante à leur origine ethnique et les anglophones se raidissant dans leur attitude. En opposant origine ethnique et promotion on ne décelait rien, mais le choix entre compétence et origine ethnique permet aux Canadiens français de s'affirmer plus nettement, cette tendance s'accentuant encore dans le domaine des affaires, puisque la moitié du groupe francophone privilégie l'aspect ethnique.

Les buts et les objectifs sont-ils de même nature ?

Les raisons qui incitent à entrer dans une administration et à y demeurer peuvent être fort révélatrices. Francophones et anglophones sont-ils à l'hôtel de ville de Montréal pour les mêmes motifs ? Pour-suivent-ils des buts identiques ? La façon de concevoir le travail,

son rôle et ses fonctions, éclaire le degré d'identification de chaque individu et de chaque groupe avec la communauté. Les liens entre le personnel politique d'une part, le public et les électeurs d'autre part, prennent forme ici, donnant une idée plus complète de la vie politique montréalaise.

L'étude des raisons et des motifs est plus féconde chez les fonctionnaires, tandis que celle se rapportant à la conception du travail prend plus de valeur chez les conseillers municipaux. Nous nous attacherons donc à ces deux grandes questions en considérant successivement l'une et l'autre section du personnel politique de Montréal.

Il n'y a pas ici de mesures exactes et moins que jamais nous ne voulons laisser croire à des conclusions définitives. Peut-on malgré tout approcher diverses échelles de préférence ? Les classifications établies par les individus et les groupes peuvent être reconstruites en comparant plusieurs choix, ce qui permet aux similitudes et différences de se détacher. Pour établir ce que nous appellerions un indice de préférence, nous avons pondéré les quelques choix possibles, celui qui compte le plus étant représenté par le chiffre le plus élevé, et ainsi de suite. De tels calculs ne peuvent être pris de façon stricte, mais ils indiquent des constantes qui seront à replacer dans l'ensemble de l'étude.

1. Chez les fonctionnaires

Commençons par ce qui est le plus évident et aussi le plus communément reconnu. Quelle que soit l'origine ethnique, nombreux sont les fonctionnaires qui avouent être venus à la carrière municipale avant tout à cause de la stabilité de l'emploi, les nuances d'un groupe à l'autre ne se précisant qu'ensuite. D'abord, et comme on pouvait le prévoir, faire carrière compte bien davantage pour les francophones que pour les anglophones. Les premiers placent cette préoccupation aussi haut que la stabilité d'emploi mais les seconds ne lui donnent que le quatrième rang. N'est-ce pas là la meilleure preuve de ce que les anglophones sont bien conscients de leurs possibilités d'avenir ? Par contre, ils placent un peu plus haut que les francophones la nature du travail et son intérêt.

Les salaires ou les avantages de la sécurité sociale présentent une importance moyenne pour les deux groupes.

Distinguons, dans les objectifs proposés, ceux qui sont proprement individuels et ceux qui sont tournés vers la communauté ou le groupe. Ces derniers importent peu puisque la référence à un travail utile pour la communauté vient en fin de liste pour les deux groupes.

Pour pallier à ce que peut avoir jusqu'ici de schématique et d'incomplet notre présentation, ajoutons les réponses à certaines questions sur les motifs pour lesquels on demeure à l'hôtel de ville.

L'expérience et l'ancienneté ont relativement transformé les motivations profondes. Si la stabilité de l'emploi arrivait en tête, les bénéfices marginaux et le système de sécurité social ont pris mainte-

nant la première place. Quant aux possibilités de faire carrière, après quelques années au service de la ville elles ont perdu beaucoup de leur importance pour les francophones et apparaissent bien moins grandes aux anglophones. Le salaire par contre a pris du poids pour les deux groupes alors que l'intérêt du travail et les préférences sont demeurés exactement les mêmes.

Concernant le sentiment communautaire, le passage à l'hôtel de ville n'amène pas de changement marquant : faible à l'entrée, il le reste. Les deux groupes placent en effet au dernier rang tant l'agrément de travailler dans un contexte social qui plaît ou avec des amis que l'intérêt de travailler pour la communauté.

Le fait que les anglophones donnent moins d'importance aux chances de carrière explique assez leur situation actuelle et fait mieux ressortir la transition en cours.

Pour atteindre plus directement les motivations, nous avons suggéré la possibilité d'un choix entre deux emplois à partir de quelques critères. À l'hôtel de ville ou ailleurs, les possibilités d'avancement, le premier critère de choix, seraient capitales pour tous, ce qui est à mettre en parallèle avec un certain sentiment de défaveur remarqué chez les anglophones. N'est-ce pas là une des causes de leur retrait ? Les deux groupes ne diffèrent que sur un point : l'intérêt du travail, les anglophones lui donnant la toute première place et les francophones la quatrième. Cette différence reste constante dans les trois domaines examinés. Doit-on conclure que le fonctionnaire municipal de langue anglaise reste parce qu'il aime son travail, sinon il le quitte puisqu'il sait que ses chances d'avancement sont minces ?

Ces variations quant à l'influence du facteur ethnique sur les buts poursuivis dans la carrière municipale, alors que les réponses reçues nous assurent qu'à peu près le quart des fonctionnaires anglophones ont donné leur avis, montrent que, s'il n'y a pas de relation absolument stricte (la dimension même de l'échantillon interdisant les tests statistiques), l'homogénéité n'est certainement pas totale et les autres facteurs d'explication ne peuvent en conséquence rien donner de plus probant. Par exemple, les motivations varient de la même façon aux divers niveaux hiérarchiques dans les deux groupes.

2. Chez les conseillers

Les conseillers n'offrent rien d'original et leurs buts sont assez semblables. Signalons seulement que si le prestige social lié à la fonction n'a pas tellement joué lors de la première élection, il semble que l'on ait mieux mesuré après coup les avantages qui en découlent et les deux groupes ont sur ce point modifié leur conception.

Les anglophones expliquent plus leur passage à la politique par les pressions qu'ils ont subies. Voilà quelque chose d'essentiel : le lien entre électeurs et représentant, qui caractérise le conseiller de langue anglaise.

La façon dont les conseillers municipaux conçoivent leurs rôles et fonctions nous rapproche encore des réalités proprement politiques.

Les deux groupes ethniques ne divergent pas tellement dans leur façon d'interpréter le rôle du Conseil dans le système municipal. Ils le voient en gros comme le gardien de l'intérêt public, l'agent du développement économique et industriel, et le représentant auprès des dirigeants provinciaux. Le seul point à noter nous ramène à la relation électeurs-représentant. La fonction de porte-parole des citoyens entre plus souvent dans la description des tâches du Conseil chez les anglophones et cette nuance revient si fréquemment qu'elle nous semble toucher à la conception même de la démocratie.

L'ancienneté soulève un autre aspect de l'évolution de cette conception quant au rôle du Conseil. Ceux qui ont siégé plus récemment proposent de nouvelles fonctions, par exemple celle d'initiateur de projets. Serait-ce par suite de l'évolution de la structure politique montréalaise ? Les conseillers âgés mettent l'accent sur le contrôle alors que ceux élus au cours des dernières années, plus habitués à la discipline du parti et au régime parlementaire, laissent davantage de latitude au Cabinet, c'est-à-dire ici au Comité exécutif. Mieux intéressés à l'administration et à un parti, ils laissent la fonction exécutive prendre de l'ampleur.

Ouvrons une brève parenthèse sur le rôle des partis dans la vie politique municipale actuelle. Bien que leur implantation soit récente, les conseillers se partagent assez également quant à l'influence qu'ils jouent dans leur élection, les nouveaux venus l'admettant cependant bien plus. L'unanimité est beaucoup plus grande concernant le prestige du chef de parti : neuf conseillers sur dix, aussi bien français qu'anglais, pensent que l'électeur juge un parti à la valeur de son chef. On sait le rôle qu'ont joué des leaders de premier plan dans la vie politique montréalaise depuis une cinquantaine d'années.

Être conseiller municipal ne représente pas la même chose pour les deux groupes ethniques. S'il y a entente sur quelques tâches générales comme par exemple la mise en marche de projets de loi, conseillers francophones et conseillers anglophones n'ont pas la même notion de leurs relations avec les électeurs, les derniers considérant l'obligation de recevoir et d'entendre les propositions et critiques des électeurs comme leur fonction première alors que les francophones la placent après toutes les autres.

Le moment semble venu de considérer de plus près ces variations quant à l'un des mécanismes essentiels de la démocratie moderne, lesquelles peuvent marquer les comportements politiques d'une minorité.

L'élément anglophone, qui est là minoritaire, se regrouperait-il surtout autour de la défense de ses intérêts, se préoccupant moins de ceux du parti au pouvoir dont il ne se sent pas vraiment partie intégrante. L'existence de deux perspectives est confirmée par les jeunes conseillers anglophones qui insistent davantage sur ces vues.

Les transformations que connut la vie politique montréalaise au cours des dernières années, et toute notre recherche en fait foi, les conduiraient à une telle attitude. Les divergences entre les deux groupes prennent forme à mesure que se précise la discussion des rôles.

Signalons d'abord que les qualités d'organisateur et la connaissance de la procédure importent plus aux yeux des anglophones, et quelques questions sur des points très déterminés nous feront voir quelles sont les particularités de leurs représentants. Concernant par exemple le rôle du conseiller dans la formulation de la politique montréalaise : « Celle-ci est-elle ou non déterminée avant que les conseillers aient été consultés ? », tous les conseillers de langue anglaise répondent par l'affirmative contre les deux tiers des francophones. Ceux-ci se sentent-ils plus près des dirigeants de la vie politique municipale que leurs collègues ? Rien ne permet de le certifier, mais constatons simplement que ni l'ancienneté, ni l'instruction, ni l'âge ne fournissent d'autres explications.

Le vote est-il un indice sûr des sentiments d'un conseiller ? La divergence est nette entre les deux groupes qui répondent exactement à l'inverse l'un de l'autre : les deux tiers des francophones croient que le vote est bien un indice, ce que nient dans la même proportion les anglophones.

Faut-il adjoindre aux conseillers un corps professionnel plus nombreux qui pourrait leur fournir renseignements et instruments de travail ? Les anglophones surtout le pensent, et ici aussi l'origine ethnique paraît commander l'opinion.

Voici enfin quelques coups de sonde plus directs sur la conception des processus démocratiques.

On connaît mal la relation gouvernants-gouvernés, particulièrement peut-être dans les agglomérations municipales de la dimension de celle de Montréal. Elle se devine assez dans des communautés plus petites, mais n'est-elle pas encore à définir dans les métropoles modernes ?

À deux questions précises : « Pensez-vous que le rôle de porte-parole du quartier électoral fasse partie intégrante de la fonction de conseiller ? » et « La tâche d'éduquer et de renseigner les électeurs vous paraît-elle capitale ? », les conseillers manifestent leur accord, 20 % des francophones et très peu d'anglophones (encore moins dans le second cas) ayant répondu par la négative.

Cela tient peut-être à ce que les conseillers de langue anglaise croient bien connaître l'opinion de leurs électeurs. Ils en semblent en tout cas davantage convaincus, et la différence entre les deux groupes ethniques est solidement démontrée. La cause en est-elle une connaissance intime ou au contraire une certaine distance entre le conseiller anglophone et ses électeurs ? Ce qui précède incline à rejeter la seconde hypothèse.

Un dernier trait : pour la très grande majorité des conseillers francophones, leurs électeurs les voient bien plus comme des person-

nes susceptibles de leur rendre des services ou de leur fournir des renseignements sur les projets de loi que comme des leaders d'opinion. Les conseillers anglophones sont beaucoup moins nombreux de cet avis; ils disent en général recevoir beaucoup peu de demandes de services de leurs électeurs.

Bref, le conseiller municipal francophone serait quelque peu plus distant de ses électeurs, mais ceux-ci le solliciteraient plus souvent, surtout pour obtenir de l'aide ou trouver un emploi. Les lettres et communications que reçoivent les conseillers de langue anglaise portent plus fréquemment sur la qualité du service ou l'évaluation de la taxe foncière.

Que pense-t-on du facteur ethnique comme tel ?

Jusqu'à la première guerre mondiale, nous le savons, une loi d'alternance jouait à la mairie de Montréal, qui faisait élire à tour de rôle un Canadien français et un Canadien anglais. Les conseillers actuels souhaitent-ils le retour de cet usage ? Les deux groupes émettent des avis opposés : les francophones sont contre à plus de 90 % et la moitié des anglophones favorables, ce qui surprend assez chez ces derniers qui s'étaient toujours montrés majoritairement opposés au retour d'une telle pratique.

Nous avons vu, au chapitre précédent, que les francophones avaient exprimé le désir que les séances du Conseil se déroulent toujours en français. Précisons la nette opposition des deux groupes. À peu près les trois quarts des francophones souhaitent l'emploi constant du français, à quoi s'opposent les trois quarts des anglophones. Comme on peut l'imaginer, les avis sont tout autant partagés concernant l'utilité de la traduction simultanée au Conseil ou au Comité exécutif, et il n'est pas douteux que l'appartenance ethnique en soit la cause.

Pour résumer disons que, selon l'ensemble des opinions exprimées, l'influence du facteur ethnique est probable dans de nombreux cas et possible dans beaucoup d'autres. L'ancienneté et l'âge, ainsi que l'instruction, occupent à peu près la même place dans les deux groupes.

À quel point y a-t-il intégration des groupes ?

La minorité anglophone se sent-elle, bien que restreinte, membre à part entière et s'intègre-t-elle à l'ensemble de l'administration ?

On peut affirmer qu'elle recherche, ce qui est naturel dans les circonstances, les occasions de s'intégrer ou de rencontrer des membres de l'autre groupe ethnique. Très peu d'anglophones disent ne jamais rencontrer de francophones et tout indique, entre autres le nombre de rencontres par mois, que les échanges ont surtout caractère de relations.

L'intégration ne semble pas se réaliser par les activités sociales elles-mêmes, qui comptent peu pour tous les répondants, mais les efforts déployés par chaque groupe révèlent une différence significa-

tive : ainsi, plus d'anglophones tentent d'apprendre l'autre langue.

La majorité francophone exerce une force d'attraction évidente et l'anglophone qui la fréquente doit se montrer ouvert et prêt à certains compromis. Ces fréquentations le rendront beaucoup plus disposé à travailler dans un milieu qui n'est pas nécessairement composé, dans sa majorité, de personnes de langue anglaise. Les deux tiers des francophones préfèrent travailler parmi les leurs mais les anglophones, dans une proportion de 75 %, ne manifestent aucune préférence réelle.

Voilà pour les fonctionnaires et conseillers actuellement en place. Leur degré d'intégration, si fort soit-il, n'est valable que pour le présent et n'éclaire en rien le recul évident des Anglo-Saxons.

Bien d'autres signes sont révélateurs d'une telle image de l'administration montréalaise. Laissons de côté ici la dimension des groupes et rappelons seulement ce qui a été vu sur la langue de travail.

Une question directe sur l'influence du nationalisme (les jeunes administrateurs francophones, élus ou nommés, sont-ils plus ou moins nationalistes que leurs prédécesseurs ?) complète tout à fait le tableau. La tendance vers le nationalisme est évidente et les deux groupes l'observent à peu près également, même si les francophones la soulignent davantage. Aucun conseiller en effet ne juge ses jeunes collègues moins nationalistes.

Nous avons risqué une autre question sur le poids des sentiments indépendantistes. Les opinions s'opposent nettement : les fonctionnaires francophones se croient moins séparatistes que ne le disent les anglophones. Parmi les conseillers, presque tous les francophones se jugent peu ou pas séparatistes, mais presque tous les anglophones pensent qu'ils le sont à un degré plus ou moins affirmé. La moitié du groupe français assure n'avoir aucun sentiment séparatiste, 4 % seulement des anglophones étant de cet avis. Chacun note un changement dans les attitudes et les idéologies, le groupe anglophone en ayant un sentiment beaucoup plus net, ce qui rejoint les opinions sur la langue de travail. Répétons que toujours le sentiment nationaliste augmente avec le degré d'instruction.

Les données sont assez nombreuses et diversifiées pour cerner les traits profonds de l'administration montréalaise, française à la fois dans son personnel et dans ses communications, mais aussi fortement marquée par l'environnement anglo-saxon.

On se trouve donc en présence d'un phénomène assez étrange. Cohabitent deux tendances et deux caractéristiques qui peuvent paraître contradictoires mais ne le sont nullement si on les situe dans leur véritable perspective.

La majorité francophone, par l'évidente force d'attraction qu'elle exerce, marque toute la vie interne de l'administration montréalaise, et nous avons vu que le Canadien anglais qui veut s'intégrer à elle doit se montrer très ouvert.

En même temps, et ceci constitue le point central, l'environnement général de cette administration est souvent formé d'éléments plutôt anglophones : gouvernements, milieux d'affaires, organismes privés, qui contribuent à nuancer son caractère français. Aussi, dans ses relations avec l'extérieur, se tourne-t-elle vers la langue anglaise, ce qui laisse à penser, même si cela n'est pas facile à discerner, que le poids d'un tel environnement peut se faire sentir de plusieurs autres manières, d'où une situation assez différente pour le Canadien anglais à l'hôtel de ville. Deux forces, quelque peu opposées, jouent en même temps. Ceci peut surprendre mais les négliger serait une grave erreur.

Nous verrons plus loin que l'interaction de ces deux forces amène à nuancer la possible homogénéité francophone de l'administration montréalaise (page 124), puis ce fait, assez surprenant, qu'un leadership anglophone remarquable dans les autres milieux politiques, et notamment dans certaines banlieues, puisse s'avérer passablement faible quand on examine les processus politiques *internes* de la municipalité (page 126). Il y a donc ici également à la fois force et faiblesse; tout dépend du milieu que l'on considère.

Notre étude sur les relations ethniques au sein de l'administration municipale métropolitaine se limitera à la ville de Montréal elle-même, c'est-à-dire qu'elle restera centrée sur les élites officielles, et pour la compléter, nous examinerons non plus les structures mais l'un des problèmes auxquels cette administration se trouve confrontée. La démarche, en même temps qu'elle s'élargira, deviendra plus dynamique.

La situation actuelle étant maintenant connue, l'examen d'un conflit politique d'importance va nous permettre de nous faire une meilleure idée de ce que sont vraiment les relations entre les groupes ethniques, mais nous devons nous pencher sur un problème qui soit à la fois représentatif et se prête aux cadres de notre étude; autrement dit, facilement délimitable dans le temps, assez récent pour permettre une analyse en profondeur, et offrant une documentation sérieuse.

Nous ne nous dissimulons aucunement quelles doivent être les limites de ce chapitre. Il s'agit là, bien plus que de l'étude proprement dite d'une décision, de l'examen attentif des divers aspects qui entourent une question politique urbaine. Il faudrait pouvoir étudier plusieurs problèmes de cette nature pour parvenir à des conclusions solides, mais nous ne disposons pour l'instant ni du temps ni des moyens nécessaires. D'ailleurs, la seule méthode que nous puissions adopter dans ce genre d'analyse est loin d'être satisfaisante.

Pourtant, l'analyse politique contemporaine a donné des oeuvres remarquables dans cette perspective. Rappelons ici brièvement l'arrière-plan théorique qui nous inspire et dont nous avons déjà fait état dans les toutes premières pages de ce rapport.

Sans nous engager dans les vastes conflits que connaît la science politique actuelle sur le plan de la décision dans la vie politique, de la définition du pouvoir et de l'influence, nous prenons acte du développement récent d'une approche qui a des mérites certains.

Rappelons ici les noms de Dahl et Banfield déjà cités. Tous deux ont voulu utiliser le phénomène de la décision pour déterminer les modalités de l'influence et tous deux ont examiné plusieurs décisions au sein d'un même système politique. L'oeuvre de Dahl sur New Haven, répêtons-le, nous a peut-être été plus proche puisqu'elle débute par une analyse des caractéristiques socio-économiques des élites de cette ville pour passer ensuite à l'analyse de trois secteurs de la vie publique.

Nous retiendrons pour notre étude que le pouvoir politique peut être évalué en termes de ressources dont disposent les divers agents, ainsi qu'en termes de stratégies et d'objectifs.

La démarche que nous emprunterons se situe dans ce prolongement. Après avoir choisi un problème politique qualifié d'important, et pour analyser les modalités concrètes de l'influence autour de la formulation d'un choix, diverses étapes s'imposent qui sont, dans l'ordre : la description chronologique de l'événement; l'énumération, aux différents stades, de l'ensemble des agents impliqués; la définition des situations d'influence de chacun d'eux, de façon générale et par rapport au problème étudié; la description de la position de chaque agent par rapport aux autres et celle des divers regroupements qui peuvent intervenir; enfin, l'examen des opinions émises par tous les agents sur leurs actions respectives.

Le choix d'un cas intéressant d'analyse représentait une première difficulté. Une seule étude s'avérant possible, il était essentiel de s'arrêter à un problème tout à la fois important et significatif.

Plusieurs questions municipales répondaient aux critères que nous venons d'énoncer, tels le problème des transports (construction du métro et du boulevard Métropolitain), celui de l'habitation (habitations Jeanne-Mance), la construction de la Place des Arts, la préparation de l'Exposition universelle, ou encore, dans un domaine assez différent, la disparition en 1960 de la classe C, source éventuelle de renseignements utiles étant donné la place importante qu'y occupait l'élément anglo-saxon. Puis il y avait le problème métropolitain sur lequel s'est finalement porté notre choix.

La préparation de l'Exposition universelle et la disparition de la classe C avaient particulièrement retenu notre attention, aussi la possibilité d'étudier l'un de leurs aspects fut-elle examinée de très près; cependant, en dépit de leur intérêt dans le cadre de cette recherche, nous avons dû les rejeter en raison même de leur dimension. Pour arriver à cerner l'un et l'autre problème de façon sérieuse, des moyens beaucoup plus importants que ceux dont nous disposions étaient nécessaires : nombre considérable d'interviews, documentation écrite extrêmement vaste, etc.

Quant au problème métropolitain, il offrait une possibilité quasi unique : il avait fait l'objet d'une enquête au cours de l'année 1964, et tant les travaux de la commission chargée d'enquêter que les réactions qu'elle avait suscitées répondaient à nos exigences. Il ne fait aucun doute que le problème métropolitain revêt actuellement

une grande importance dans la vie montréalaise. C'est un peu le cas dans toute grande ville, mais il prend là certainement une acuité toute particulière. Cependant, vouloir examiner le phénomène des annexions dans son ensemble était beaucoup trop vaste, alors que le travail de la commission, tout en étant récent, comportait des limites très précises, ce qui rendait possible l'analyse de la documentation; en effet, le nombre des mémoires était relativement restreint, de même que celui des articles de presse, la période d'enquête n'ayant pas excédé quelques mois, et il paraissait concevable d'interviewer un nombre suffisant d'observateurs de premier plan sans atteindre un chiffre trop élevé. On pourrait objecter qu'il ne s'agit pas dans ce cas vraiment d'une décision, ce qui est exact, mais peu de décisions importantes concernant le problème métropolitain montréalais ont été prises au cours de l'histoire et la dimension même de la question compensait à notre avis ce que nous pouvions perdre en conflit tranché. De plus, les circonstances de notre recherche nous poussaient à voir dans cette limite plutôt un avantage.

Le caractère et la nature mêmes du problème posé par cette commission restent cependant les principaux motifs à avoir guidé notre choix. Nous voulons postuler en effet que le problème métropolitain à Montréal est d'une certaine manière très semblable au problème politique canadien dans son ensemble. Ne s'agit-il pas, dans les deux cas, d'une forme de fédéralisme à définir? Appliquée à la région montréalaise, l'expression est du *Montreal Star*. Certaines similitudes sont indéniables puisque nous nous trouvons en présence de deux groupes ethniques qui cherchent à définir une structure politique commune. Ce n'est pas là réduire la dimension du problème métropolitain montréalais, car nous restons convaincu que plusieurs autres facteurs le conditionnent profondément, mais les données démographiques font tout de suite ressortir ce premier point. Le problème métropolitain à Montréal revient, risquons l'expression, à un fédéralisme inversé par rapport à celui du Canada. Si cette hypothèse est acceptée, nous touchons à l'une des questions de fond dans le cadre général de nos recherches et plusieurs des analyses qui suivent vont nous y ramener.

Précisons brièvement les méthodes utilisées dans ce chapitre. Tout à fait conscient de la délicatesse de l'analyse et du danger de poser des conclusions hâtives, nous avons recherché des méthodes aussi précises que possible.

Ce chapitre repose sur deux approches principales. Toute la documentation écrite disponible a été analysée. Ceci inclut principalement les mémoires, procès-verbaux et journaux. Des catégories d'analyses très voisines ont servi pour ces divers documents: définition des objectifs, des arguments et des stratégies des participants aux débats.

La Commission d'enquête a reçu trente-quatre mémoires; nous en avons retenu trente pour fins d'analyse, lesquels varient en longueur et en contenu. Les procès-verbaux des dix-huit séances publiques ont aussi été examinés de près.

L'analyse de la presse nous intéressait à double titre : d'abord, bien entendu, comme source de renseignements pour décrire les événements ayant marqué les dix mois d'existence de la Commission, mais aussi comme reflet d'une opinion publique canadienne-française et canadienne-anglaise. Nous avons donc tiré des quatre journaux montréalais suivants, *La Presse*, *Le Devoir*, *le Montreal Star*, *la Gazette*, une chronologie des événements auxquels nous avons appliqué les schémas d'analyse utilisés pour les mémoires et procès verbaux.

À cette connaissance écrite s'ajoutent les données obtenues par l'interview. En tout, une trentaine de rencontres, dont la liste comprend des participants directs aux débats (commissaires ou promoteurs d'une politique), des leaders politiques municipaux et provinciaux, des représentants de groupes d'intérêts et d'associations, des observateurs que leurs fonctions rendaient particulièrement intéressants, ainsi que quelques journalistes.

Il était hors de question d'utiliser ici une forme d'interview très rigide; il fallait viser plutôt à établir un schéma qui, tout en cernant les points d'examen, laisse au répondant une liberté totale. Au cours d'une entrevue qui durait environ une heure et demie, les questions posées à l'interlocuteur étaient axées principalement sur deux thèmes. Quels étaient, d'une part, son opinion quant à la Commission d'enquête elle-même; sa position lorsque la Commission fut créée; sa perception non seulement des personnes qui furent influentes dans son travail mais aussi de leurs buts et de leurs moyens; son avis sur le rôle de l'opinion publique; enfin son sentiment quant au Rapport, exprimé si possible à l'aide des formules très précises qu'il contenait. D'autre part, son point de vue quant au problème de l'annexion en général. Ces différentes questions permettaient de savoir quelle solution il préconisait et quelle importance il accordait au facteur ethnique. Les données recueillies ici complètent et corrigent de façon fréquente les analyses effectuées à partir de la documentation écrite.

Les trois sections de ce chapitre décrivent successivement pour quoi et comment a été créée cette Commission, les éléments du conflit ou des débats qu'elle a suscités et, enfin, l'influence qu'a pu exercer le facteur ethnique.

A. La Commission Blier

Les disputes soulevées par l'expansion de Montréal, c'est-à-dire par les annexions que celle-ci implique, sont presque aussi anciennes que la cité elle-même.

Dès 1883, la ville de Montréal commence à annexer des municipalités environnantes. Au cours des trente-cinq années qui vont suivre, elle annexera en totalité ou en partie vingt-huit unités et sa superficie s'en trouvera quintuplée. Ces annexions n'ont pas toujours

été volontaires mais déterminées le plus souvent par des difficultés financières, ce qui constitue un assez lourd fardeau pour la métropole et entraîne dès lors la nécessité de trouver une solution susceptible d'assurer un équilibre fiscal et financier pour toute la région montréalaise. Un premier projet d'annexion de toutes les banlieues adjacentes sera vite abandonné et le gouvernement provincial créera, en 1921, la Commission métropolitaine de Montréal. Formée de seize municipalités, Montréal détenant la moitié des sièges, cette Commission aura pour principale fonction de rétablir les finances de quelques municipalités en difficulté et d'exercer un contrôle sur les autres.

Ainsi limitée aux seules questions d'argent, la Commission apparaît vite insuffisante car, de nombreux problèmes intermunicipaux continuant à rester sans solution, la coordination entre les services, leur financement et leur administration ne pouvaient être assurés. Par ailleurs, le mode de représentation provoquait un certain mécontentement dans les municipalités de banlieue lesquelles, bien que leur population ait souvent rapidement progressé, possédaient en 1955 le même nombre de sièges qu'en 1921. Le rapport de la Commission Paquette, déposé en 1955, proposa de remplacer cet organisme par un système de gouvernement métropolitain, la Corporation du Montréal métropolitain, instauré en mars 1959 et dans lequel Montréal ne détenait plus la moitié des sièges. Assez rapidement, toutefois, le nouvel organisme fut réduit à l'impuissance, en partie parce que Montréal refusa de coopérer. Puis ce fut 1960, la seconde élection du maire Drapeau et la relance de la politique des annexions.

Trois dates semblent donc avoir marqué ces débats, dates qui correspondent assez fidèlement à des moments importants de l'histoire générale de la cité : en 1880, les Canadiens français acquièrent la majorité au Conseil municipal; en 1920, la ville sort d'une tutelle et commence une période assez différente de celles qui ont précédé; en 1960 se situe, à notre avis, un tournant important sur le plan municipal. En bref, la politique d'annexion fut lancée à la fin de la première des périodes que nous venons d'énumérer, puis reprise au moment où la ville semble connaître des transformations majeures.

La politique d'annexion du maire Drapeau souleva une fois de plus des oppositions et se heurta à des difficultés assez graves. Le gouvernement provincial, qui ne disposait pas, pour pouvoir prendre parti, d'une connaissance à jour et complète du dossier, fut amené à créer en février 1964 la Commission que nous allons maintenant étudier et qui est connue sous le nom de Commission Blier.

Rappelons que cette Commission, composée de trois membres : M. Camille Blier, sous-ministre adjoint aux Affaires municipales, agissant en qualité de président, M. Dawson, maire de Ville Mont-Royal, et M. Lucien Saulnier, président du Comité exécutif de la ville de Montréal, et à laquelle M. Paul Sauriol, éditorialiste au journal *Le Devoir*, siégea à titre de représentant de la Commission provinciale d'urbanisme, poursuivit ses travaux tout au long de 1964 et remit son rapport le 21 décembre de la même année.

Le ministre des Affaires municipales, en la créant, lui avait confié un triple mandat. Elle devait examiner l'existence et la nature des problèmes intermunicipaux dans l'île de Montréal, la question du regroupement des municipalités ou, éventuellement, de la réorganisation des structures politiques dans l'île, enfin, tout problème d'ordre municipal ou intermunicipal susceptible d'intéresser soit les municipalités soit les citoyens de l'île. La mise en place de la Commission fut assez généralement bien accueillie, chacun s'accordant à reconnaître la nécessité d'études sérieuses. C'est pourtant ce qui amena quelques déceptions, certains regrettant l'absence de spécialistes et la trop grande place occupée par les hommes politiques. Dans les banlieues, l'accueil fut parfois accompagné de solides préjugés, d'aucuns voyant là surtout une arme de la ville de Montréal pour mieux parvenir à sa politique d'annexion.

Les onze mois d'existence de la Commission furent marqués d'événements passablement divers : en avril, Montréal annexe la municipalité de Saraguay; en juillet, le Conseil de coordination intermunicipal, principal représentant des banlieues, retire son mémoire pour le représenter un mois plus tard; en septembre, il demande le retrait du maire Dawson et, en novembre, les élections dans trois municipalités de banlieue semblent donner la victoire aux adversaires de l'annexion.

Rendu public en janvier 1965, le Rapport Blier, dans une centaine de pages, définit brièvement les causes du problème pour passer ensuite à l'examen du conflit lui-même en analysant les diverses thèses en présence, celle de Montréal et celles des municipalités. Il consacre deux chapitres aux recommandations proposées par les différents mémoires et six aux objections formulées par les municipalités, pour recommander finalement la création d'un Conseil général de Montréal dans lequel la cité elle-même serait représentée proportionnellement à sa population. Quarante-six des soixante-dix membres du Conseil seraient donc des représentants de la ville de Montréal, les vingt-quatre autres se répartissant en trois secteurs définis par le Rapport. L'organisme proposé aurait donc, selon l'expression même du rapport, le pouvoir et le devoir de « fusionner, de coordonner ou d'intégrer, dans les délais qu'il juge utiles, tous les services municipaux et toutes les fonctions municipales décrits au présent rapport et d'en répartir le coût entre tous les contribuables de l'île de Montréal ».

Le Rapport proposait en effet une classification des services et responsabilités à caractère régional. L'ensemble de ces recommandations aboutit donc à remplacer l'actuelle et inefficace Corporation du Montréal métropolitain par une structure nouvelle.

Voilà quels sont les faits et l'arrière-plan du problème. Tentons maintenant de cerner le déroulement concret du conflit. La prochaine section sera consacrée à définir ses divers éléments, aussi bien les hommes que leurs buts et leurs moyens, afin de dégager les résultats obtenus.

B. Le conflit

1. Les participants

Deux camps se détachent nettement entre lesquels se trouvent les membres de la Commission d'enquête. Celle-ci, rappelons-le, était présidée par un haut fonctionnaire provincial et formée de deux leaders politiques municipaux, l'un appartenant à la municipalité de Montréal, l'autre maire d'une municipalité autonome, dont le rôle devait nécessairement être empreint de toute la neutralité possible.

Du côté de ceux qui favorisèrent tant la création de la Commission Blier que l'ensemble de la politique d'annexion, mentionnons avant tout messieurs Drapeau et Saulnier, respectivement maire et président du Comité exécutif de Montréal. Chacun se plaît à souligner l'action de premier plan menée par ces deux hommes dans les débats que nous proposons d'analyser, action qui cependant aurait été beaucoup moins efficace, tout au moins pour ce qui concerne la création de la Commission Blier, sans l'appui du gouvernement provincial et plus particulièrement du ministre des Affaires municipales, M. Pierre Laporte. Ces trois hommes constituent la force majeure qui joua en faveur de cette Commission.

Dans le camp opposé, les membres sont beaucoup plus nombreux en raison, comme on peut l'imaginer, du grand nombre de banlieues intéressées à ce débat, lesquelles ont manifesté leur intérêt en présentant presque toutes des mémoires.

Un rôle majeur revient au Conseil de coordination intermunicipal. Fondé quatre ans auparavant, cet organisme avait pour but principal de grouper les municipalités de banlieue afin de faire front commun contre l'annexion, mais les vingt-sept municipalités membres du C. C. I. visaient également à promouvoir une coopération intermunicipale.

Parmi ceux qui exercèrent une influence particulière, citons également les maires des municipalités importantes.

Les groupes et associations, cela est remarquable, sont quasi absents de tout le débat. Plusieurs observateurs le soulignent et l'un d'eux relève que dans une agglomération qui compte plus d'un millier d'associations d'affaires, de groupements civiques et de clubs sociaux, une dizaine seulement ont manifesté le désir de se faire entendre.

Certains imputent ce désintéressement soit à la brièveté du travail de la Commission, soit encore aux jugements portés sur sa composition; il reste que l'on ne peut pas ne pas tenir compte de cette absence.

2. Les objectifs

Les deux camps ont chacun leurs objectifs. Chez ceux qui favorisent l'annexion, la cohésion et l'entente sont évidemment totales. Un influent maire de banlieue soulignait que seule la ville de Montréal avançait la thèse annexionniste.

Les chefs de l'administration montréalaise ont, depuis cinq ans, très souvent développé le thème « une ville, une île » pour en faire l'un des principaux aspects de leur programme. Pour eux, cette unification politique découle d'abord et avant tout de nécessités économiques. La municipalité de Montréal rend des services qui dépassent largement ses limites mais elle reste seule pour assumer la grande partie des frais : il faut donc définir un nouvel équilibre.

La position du ministre des Affaires municipales n'est pas aussi nette, mais ses nombreux appels au regroupement municipal contribuent à leur manière à pousser dans le sens d'une révision profonde des structures municipales actuelles.

La ville n'a pas présenté de mémoire à la Commission Blier, estimant avoir depuis longtemps indiqué ses options et leurs motifs, et la présence du président du Comité exécutif parmi les commissaires suffisant par ailleurs à assurer à ses thèses une valeur indéniable.

Les adversaires de tout mouvement annexionniste veulent pourtant voir dans les objectifs énoncés par les autorités montréalaises, et nous l'indiquons pour compléter le tableau, des manifestations d'ambitions plus vastes, notamment politiques, et on entend tout aussi bien ici par intérêts politiques des visées sur une scène plus large, provinciale, par exemple, que la volonté d'utiliser tous les moyens disponibles pour atteindre au plus tôt les objectifs poursuivis, la Commission elle-même devenant, dans ce cas, un instrument efficace.

Parmi les adversaires de l'annexion, les objectifs ne seront pas aussi clairement posés. On s'accorde sur la nécessité de lutter contre les aspirations de Montréal pour conserver aux banlieues un dynamisme et une autonomie jugés essentiels tout en reconnaissant que le problème métropolitain montréalais demande une solution. Là aussi les procès d'intention n'ont pas manqué, et l'on a voulu voir avant tout dans cette résistance la défense d'intérêts personnels ou de fiefs. Quoi qu'il en soit, l'unanimité à vouloir s'opposer est frappante.

Bien des différences pourtant surgiront lorsque seront cernés les objectifs positifs que poursuivent ceux qui rejettent les thèses de Montréal.

Les mémoires présentés à la Commission Blier font état de deux grandes solutions de rechange. Mettons en effet à part le cas du seul et peu important mémoire qui se dit en faveur de l'annexion : celui du comité d'étude sur l'annexion de Ville Saint-Michel qui, après deux sondages, proclame se rallier aux thèses des autorités de Montréal.

Les liens municipaux devant être restructurés sur l'île de Montréal, la plupart des mémoires proposent la mise en place d'une forme de coopération en certains domaines particuliers, nécessitant l'installation d'un organisme chargé d'administrer tout ce qui relève de la région, le C. C. I., dont nous avons déjà souligné l'importance, proposant pour sa part la création d'un Conseil intermunicipal régional

formé d'arrondissements.

On rappelle souvent la responsabilité du gouvernement provincial dans ce débat pour en faire l'arbitre des inévitables conflits.

Le second type de solution proposée, vers lequel s'orientent cependant beaucoup moins de mémoires, met davantage l'accent sur la création ou la réorganisation d'un authentique gouvernement métropolitain ou régional, la collaboration n'étant pas réalisée par secteurs mais unifiée dans une institution. Le mémoire de la « Westmount Municipal Association » propose pour sa part la restructuration de la Corporation du Montréal métropolitain et celui de Ville Mont-Royal précise que l'organisme projeté, dont les pouvoirs s'étendront sur toute l'île pour les services régionaux, devra préparer un plan d'aménagement en assurant une représentation proportionnellement équitable de la population.

Une ligne de force se dégage de façon indiscutable : la préférence pour une union limitée et contrôlée.

3. Les arguments

La diversité des arguments utilisés pour défendre chaque proposition révèle à son tour des nuances qui caractérisent les opposants. Là encore deux tendances se détachent.

En premier lieu, les arguments que nous dirons de type factuel ou positif. Ils sont avant tout d'ordre économique, faisant ressortir soit l'inégalité des ressources et des dépenses entre les municipalités soit la nécessité d'une répartition des charges sociales, mais aussi d'ordre administratif, pour souligner les dangers du gigantisme administratif bureaucratique et pour plaider contre la centralisation qui n'est, dit-on, ni efficace ni démocratique. D'autres, enfin, s'appuient sur une définition de la population urbaine optimale ou n'intéressent que des groupes spécialisés (pompiers, bibliothécaires, buandiers) qui ont présenté des mémoires pour défendre leurs objectifs personnels.

En second lieu, les arguments que, par opposition, nous appellerons normatifs, parce qu'ils tirent leur force de la défense de quelques principes, et qui peuvent être d'ordre politique ou d'ordre social.

Parmi les premiers, vient en tête la fréquente référence à la nécessité d'une participation des citoyens à la vie politique : la démocratie repose essentiellement sur cette collaboration. Citons aussi la défense de l'autonomie qui, dit-on, n'empêche pas le développement de projets régionaux mais est un droit acquis des municipalités existantes, le gouvernement local étant, pour reprendre la formule de nombreux participants, la pierre angulaire de toute société démocratique. Sont politiques aussi, mais en un sens plus partisan, quelques arguments qui n'occupent pas une place très grande et sont surtout des accusations dirigées contre tel ou tel politicien : totalitarisme, ambition, corruption, sont quelques-uns des thèmes soule-

vés, mais de façon tout à fait exceptionnelle.

Les arguments sociaux ressortissent à une catégorie assez différente de celle qui précède, bien qu'ils fassent eux aussi appel à des principes. Ceux qui les utilisent mettent en avant les vertus de la vie communautaire, la liberté qui permet à chaque citoyen de s'installer dans la localité de son choix et d'y demeurer aussi longtemps qu'il le souhaite. On dit par exemple que la municipalité est l'endroit choisi pour vivre selon ses relations économiques et sociales, sa mentalité et ses moyens. L'aspect politique est donc intégré à une conception plus vaste qui voit dans la municipalité un mode de vie collectif animé d'un esprit communautaire. Chaque municipalité, dit-on encore, possède son caractère particulier et se reconnaît tous les droits de le conserver.

Les deux types d'arguments, positifs et normatifs, comme nous les avons appelés, sont invoqués simultanément dans plusieurs mémoires, la référence à des principes ou à des conceptions de vie sociale et politique étant la plus fréquente. On cherche bien à réfuter la thèse de Montréal sur le plan économique, mais surtout peut-être veut-on vanter les qualités et les vertus de la société restreinte.

En somme, les deux camps sont fort dissemblables en nombre mais aussi en idées et en propositions. Ils présentent plus de similitudes quand on examine les stratégies qu'ils ont utilisées à l'occasion des débats.

4. Les stratégies

Montréal, avons-nous dit, n'a pas présenté de mémoire. Cette absence semble largement compensée par une influence solide sur le pouvoir provincial et depuis longtemps la campagne des autorités montréalaises était axée sur les exigences du développement de Montréal. Celui-ci ne faisant pas de doute, leur thèse s'en trouve grandement renforcée.

La Commission Blier a pu servir les deux camps. Pour les autorités montréalaises, elle n'a fait que démontrer de façon plus précise encore la mauvaise répartition des charges et l'injustice subie par Montréal. Quant à certaines banlieues, et on le leur a reproché, elles ont fait durer au maximum ses travaux afin de retarder la mise en place d'une solution qui ne leur était pas favorable. Les recommandations du Rapport nous diront plus loin lequel des deux camps avait raison.

Il incombait en quelque sorte aux adversaires de l'annexion de réfuter une preuve qu'ils connaissaient déjà, ce qui les plaçait un peu dans une position défensive. Plusieurs stratégies et plusieurs moyens d'action seront employés.

Remarquons tout de suite que le débat est demeuré circonscrit à un public passablement restreint : point ou peu d'assemblées publiques, point de manifestations ni de mouvements d'opinions largement répandus. La presse offrait pourtant à ceux que la chose intéressait une

information suivie et des commentaires variés; la création même de la Commission était discutée, et les débats tant sur chacun des mémoires que sur le Rapport final longuement évalués. Si les quatre journaux s'accordent pour reconnaître la nécessité de se pencher sur le problème métropolitain, aucun ne se prononce vraiment en faveur de la thèse de l'annexion complète. Là, encore, on souhaite la création d'un organisme régional solide et capable de diriger, et les positions adoptées dans les commentaires sur le rapport de la Commission sont assez voisines : le plus souvent, déception et regret de ne pas avoir en mains une documentation plus complète.

Ces vues sont celles de la presse d'expression aussi bien anglaise que française. Quitte à le repréciser dans la section suivante, notons déjà que des divergences apparaîtront d'abord dans la manière de poser le problème, puis à propos des arguments invoqués, enfin, au sujet de la solution à prendre.

Le Devoir fait plus que les autres journaux large place à cette question, tant dans les articles d'information que dans les commentaires. Rappelons que c'est au cours de cette période qu'éclata la grève de *La Presse*. Du côté anglophone, le *Montreal Star*, un peu plus que la *Gazette* peut-être, a fourni de façon régulière informations et commentaires.

Pour réfuter la thèse de Montréal, les municipalités ont surtout utilisé la présentation de mémoires. Sans doute était-ce pour elles l'une des meilleures façons de convaincre le pouvoir provincial des dangers d'une solution rapide, dont la preuve, comme nous l'avons déjà indiqué dans les pages précédentes, se situera sur le terrain choisi par Montréal, celui de la réalité économique.

C'est le C. C. I. qui a présenté le mémoire le plus important. En une centaine de pages sont analysés les problèmes de la région économique de Montréal et discutées les solutions susceptibles de concilier les impératifs actuels et la fidélité aux principes démocratiques.

Plusieurs autres mémoires, une douzaine, sont par ailleurs assez minces; quelques pages seulement qui traitent de problèmes très spécialisés, comme par exemple les bibliothèques, ou bien ne font que reprendre des arguments déjà fort répandus.

Quelques études fouillées ont été soumises par certaines municipalités; c'est le cas d'Outremont, qui présente une étude économique, de Ville Mont-Royal, de Ville Saint-Laurent.

Quelques rares groupes, généralement des ligues de propriétaires ou de citoyens, ont également fait connaître leurs opinions.

La Commission Blier a reçu les mémoires et les a discutés en séances publiques et privées. Les procès-verbaux de ces dernières ne sont pas disponibles, ce que nous regrettons d'autant plus que les séances publiques ne semblent pas, d'après leurs procès-verbaux, avoir été l'occasion de débats particulièrement instructifs. Le rôle

de premier plan joué par le président du Comité exécutif de Montréal est indiscutable. Quelques échanges plus vifs, ici et là, sur ce qu'est ou n'est pas la démocratie, donnent une légère idée du ton de ces rencontres dont on ne peut guère tirer d'autres éléments.

Proposer des solutions de rechange à l'annexion, fouillées et précises, n'est-ce pas un moyen capital d'action pour le camp des opposants ? Rappelons une fois de plus la nature et la portée de l'étude du C. C. I. qui serait, en quelque sorte, l'anti-Rapport conçu par les adversaires pour faire échec à une Commission d'enquête qu'ils estiment les défavoriser. Peu de mémoires ont approfondi autant l'effort de réflexion sur les diverses possibilités de la coopération régionale.

Tels furent les éléments du conflit. Voyons quel en fut le dénouement.

5. Les résultats

Les commissaires ont remis leur rapport au ministre des Affaires municipales en décembre 1964. Ce document peut être interprété comme une certaine victoire pour les opposants. Si le Rapport rejette l'une après l'autre les diverses objections soumises par les municipalités, ses recommandations sont loin de la thèse de l'annexion complète.

Le Rapport Blier propose donc la formation d'un Conseil général de Montréal dont nous avons déjà décrit la composition et le rôle. Il n'est pas dans notre intention de discuter de la valeur des propositions émises, mais nous remarquerons qu'elles se rapprochent bien plus des solutions de coopération proposées par les banlieues que de toute autre thèse. Plusieurs leaders municipaux se diront cependant déçus du mode de représentation à ce Conseil qui, selon eux, donne à Montréal une puissance à peu près totale.

Jusqu'à présent, ces recommandations n'ont guère reçu de suite concrète. Négociations et compromis s'élaborent sur divers points, en raison même du développement de la région montréalaise, mais aucune révision de vaste portée n'est encore, du moins autant qu'on en puisse juger, en voie de réalisation.

Les éditorialistes, comme nous l'avons indiqué, ont d'un commun accord marqué leur déception. *Le Devoir* parle d'un document gris et incomplet tandis que le *Star* regrette le manque de précision des solutions proposées.

Les leaders interviewés se disent pour leur part plutôt pessimistes quant à l'avenir des recommandations. Pour certains, les facteurs politiques interviendront qui les rendront à peu près sans valeur; pour d'autres, elles ne seront appliquées que très partiellement. Quelques-uns pensent carrément qu'elles ne règlent rien, la formule même du Conseil général leur apparaissant mauvaise aussi bien dans sa représentation que dans ses fonctions. Les plus optimistes voient dans le Rapport un pas important dans la bonne direction, lequel, en

affirmant certains principes et en s'attaquant à la tâche de définir les divers niveaux de responsabilité, prépare le terrain en vue d'une coopération valable.

En résumé, ce Rapport ne fait que s'ajouter à diverses études sur la situation métropolitaine de Montréal. Le débat s'est déroulé très souvent sur le plan des arguments rationnels, mais chacun a bien marqué et défendu ses positions, et a vu aussi à s'assurer l'appui d'une opinion publique restreinte peut-être mais puissante. Si les grands journaux montréalais ne s'engagent pas à fond dans le débat, les feuilles locales se tiennent tout près des diverses factions pour osciller entre la vigilance et des attaques plus directes, comme lorsque le puissant C. C. I. demanda à la Législature provinciale de retirer le maire Dawson de la Commission ou encore lorsque plusieurs villes refusèrent de donner les renseignements réclamés par le secrétariat.

Tout le débat fait intervenir des éléments économiques et politiques. Le partage n'est pas aisé entre ce qui relève de la stricte analyse fiscale ou administrative et de la pression ou des ambitions. Comment pondérer en outre les exigences de l'accroissement des services et celles qui sont rattachées à la défense de la démocratie ?

Plutôt que de vouloir fixer, de façon plus ou moins arbitraire, une hiérarchie entre ces divers facteurs, nous voulons tenter de cerner l'influence qu'ont pu exercer les deux groupes ethniques importants. Sans préjuger des résultats, nous croyons que le rôle qu'ils ont joué ici peut être un bon indice de celui qu'ils exercent en d'autres domaines.

C. Le facteur ethnique

La tâche que nous entreprenons cache plusieurs pièges. Isoler un facteur dans un débat important n'est jamais simple, surtout lorsque se mêlent aspects économiques, sociaux, politiques et ethniques, et départager ce qui relève du statut économique ou de l'origine ethnique dans le débat sur les annexions à Montréal reste particulièrement périlleux. L'opposition de plusieurs banlieues tient sûrement à l'ampleur de leur puissance économique. Étant donné que Montréal situe, pour une large part, le débat sur ce plan, les municipalités qui sont à même de fournir les contributions désirées ou de donner les mêmes services se trouvent nécessairement en position privilégiée. L'histoire des annexions dans la région métropolitaine a montré que très souvent les municipalités intégrées le furent en raison de graves difficultés financières.

Il serait cependant trop facile de s'en tenir à cette explication. Poser la possibilité d'une influence du facteur ethnique n'est pas une vue arbitraire. Rappelons deux affirmations : la première, d'un journaliste pour qui le facteur ethnique, même s'il est caché, reste très fort; la seconde, d'un membre influent du C. C. I. qui admet

qu'on ne reconnaît généralement pas de façon ouverte l'influence du facteur ethnique, bien qu'il ait joué à diverses reprises.

Renforce aussi notre hypothèse la position d'un des principaux responsables de l'enquête pour qui les principaux motifs d'opposition des municipalités sont d'ordre politique dans l'est francophone de l'île de Montréal, mais d'ordre ethnique dans l'ouest anglophone. Enfin, l'un des représentants anglais au Conseil municipal de Montréal déclare tout simplement que les minorités canadiennes-anglaises « ont quelque peu peur de se faire avaler par la majorité ».

À ces observations individuelles, ajoutons les commentaires fort contrastants de deux journaux montréalais. *La Presse* met en relief les difficultés pour la métropole d'annexer des villes importantes à caractère anglo-saxon, d'où quasi-nécessité pour elle de faire porter ses efforts sur les petites municipalités endettées et privées des services nécessaires. Quant au *Montreal Star*, il définissait le problème, à la fin de 1963, d'une manière qui rejoint particulièrement bien notre perspective. Selon lui, c'est une forme de fédéralisme coopératif qui conviendrait le mieux à Montréal. Il reconnaît que le parallèle entre le fédéralisme pan-canadien et le fédéralisme métropolitain n'est pas total, mais voit néanmoins suffisamment de similitudes entre les deux domaines pour avancer l'idée d'une structure de type fédéral ajustée aux conceptions nouvelles. « Montréal ne gagnera rien, conclut-il, à vouloir imposer sa politique aux banlieues, pas plus que la province de Québec, ni aucune autre, ne gagnerait à vouloir forcer la main à l'ensemble du pays. » Et c'est très exactement dans cette optique que nous aborderons l'objet de ce chapitre.

Quant aux leaders que nous avons rencontrés, voici quelques-unes de leurs réponses. Nous leur demandions de porter un jugement sur l'administration montréalaise, et il ne fait aucun doute que dans la très grande majorité ils la considèrent excellente. Assez souvent, cependant, ils lui reprochent de ne pas être démocratique, argument particulièrement intéressant si l'on se rappelle les motifs invoqués dans les débats autour de la Commission Blier, certains trouvant que les Anglo-Saxons manifestent la plupart du temps une apathie assez marquée à son endroit. Le maire d'une banlieue anglophone affirme que tout dépend au fond du désir que l'on éprouve d'entrer ou non dans la vie politique montréalaise. Les Canadiens anglais pensent que leurs chances de diriger la vie politique montréalaise sont moins bonnes que celles des Canadiens français et cela, disent-ils, est assez normal étant donné la proportion des deux groupes.

En réponse à des questions qui cherchaient à définir comment les relations ethniques sont perçues à Montréal (sont-elles plus ou moins difficiles qu'il y a dix ans ? comment se présentent-elles par rapport à la province et au reste du pays ?), les représentants des deux groupes ethniques reconnaissent qu'elles sont plus tendues aujourd'hui en dépit d'une amélioration dans les échanges et le dialogue, et que les difficultés sont plus grandes dans la métropole que dans

l'ensemble de la société canadienne. Voici de nouveau les deux pôles du séparatisme et du dialogue mieux organisés.

L'influence du facteur ethnique paraît réelle, mais ses modalités et l'intérêt qu'elle a présenté lors de la Commission Blier restent à voir. Nous savons bien que la mesure ne saurait être ici rigoureuse, aussi, pour parvenir à un jugement nuancé et satisfaisant, entendons-nous reprendre les diverses étapes qui ont jalonné la section précédente. Y a-t-il, selon les groupes ethniques, différentes façons de considérer les solutions au problème métropolitain ou les arguments invoqués ? Une analyse serrée fera ressortir quelques tendances qui mènent à des hypothèses plus rigoureuses et plus précises.

Trois des aspects de la présentation des éléments du conflit vont surtout nous éclairer, car sur les participants comme sur les résultats il y a peu à dire.

Chez les participants, il est clair que les éléments favorables à l'annexion sont nettement francophones puisque ce sont eux surtout qui constituent les autorités politiques de Montréal. Dans le camp des adversaires, la principale place revient encore à l'élément francophone. Le C. C. I. est en effet dirigé par un maire d'expression française et formé en majorité de municipalités francophones. Certains agents anglophones ne sont cependant pas pour autant à négliger, tels le maire de Ville Mont-Royal, à la fois membre de la Commission d'enquête et vice-président du C. C. I., les maires de quelques solides municipalités anglaises ainsi que les ligues de propriétaires et de citoyens qui semblent plus actives du côté anglo-saxon. L'origine ethnique des participants ne peut en fait éclairer sérieusement le sujet qui nous préoccupe.

Pour ce qui concerne les résultats de la Commission Blier et son rapport, les anglophones les accueillent assez bien et se montreraient plus indulgents que les francophones.

Rien de définitif, remarque-t-on, mais un pas a été fait dans la bonne direction qui permet d'espérer une solution acceptable. Un leader dira que si les recommandations ne sont pas parfaites, elles présentent l'avantage de reconnaître des différences et de préparer à des solutions justes. L'animateur d'un groupe puissant pense qu'à la suite de ce Rapport un compromis heureux apparaît de plus en plus possible.

Les anglophones voient dans le Conseil général une structure utile, en dépit du fait qu'il soit aussi vaste et que Montréal y détienne la majorité, et plusieurs souhaiteraient que le nouvel organisme s'inspire de l'accord qui prévaut à l'hôtel de ville de Montréal entre Canadiens français et Canadiens anglais concernant les postes de président et de vice-président du Comité exécutif.

Quant aux jugements sur les résultats ou l'avenir, ils restent toujours assez discutables, et l'analyse des objectifs et des arguments défendus peut fournir davantage d'indications sur d'éventuelles différences de vue entre les groupes ethniques.

1. Les objectifs

Concernant ce que pourrait être une structure métropolitaine, voici quelques nuances significatives qui résident dans l'accent.

Deux groupes, avons-nous dit, se manifestent à l'analyse des mémoires : les promoteurs d'une vaste structure de gouvernement régional et les partisans d'une structure de coopération en certains domaines, ce qui met en cause la dimension même d'une future structure régionale.

Les documents écrits, mémoires et journaux, comme les interviews montrent que l'opinion canadienne-anglaise favorise très nettement le second groupe qui propose des structures précises de collaboration en des champs nettement définis.

Plusieurs mémoires seraient à citer. Celui d'une importante municipalité anglophone suggère par exemple la création, par le gouvernement provincial, d'une autorité intermunicipale et régionale, politique et compétente, pour diriger les domaines régionaux; un autre, de source voisine, distingue entre plusieurs types de services allant du local au régional et au provincial; un troisième, enfin, recommande la formation d'un organisme chargé du développement de la région économique de Montréal. La différence d'accent que nous croyons déceler se révèle plus clairement dans les propos des leaders interrogés. Alors que plusieurs courants divisent les francophones, les anglophones se montrent absolument opposés à l'annexion, formant une espèce de bloc aux idées nettes, moins perceptibles d'ailleurs aux dissensions qui peuvent se manifester dans le camp opposé.

Canadiens français et Canadiens anglais souhaitent la coopération, cependant pour les seconds elle doit être plus limitée en même temps que mieux structurée. Un maire dira qu'il importe de diviser les responsabilités, mais en respectant l'identité propre de chaque participant.

Le Rapport Blier énumère six solutions possibles au problème métropolitain de Montréal qui nous ont servi d'indice. Les Canadiens anglais placent plus haut les structures précises et croient moins aux bienfaits d'une coopération volontaire ou encore de l'action du gouvernement provincial. Il donne en outre une liste de six services dits régionaux sur lesquels les deux groupes ethniques sont presque totalement d'accord, comme ils le sont d'ailleurs sur les autres « domaines à responsabilité régionale ».

En fin de compte, si les frontières entre les objectifs des deux groupes ethniques ne sont pas tranchées, on devine une manière différente de poser le problème, et ces premières remarques, ajoutées aux opinions qui précèdent et à l'analyse des arguments et stratégies, aident non seulement à mieux orienter la recherche mais à constater qu'il est indispensable de poursuivre la démarche avec de très grandes précautions.

Mais revenons brièvement aux journaux.

Outre la position du *Montreal Star* sur la nécessité d'un fédéralisme montréalais, l'opinion émise par la *Gazette* en novembre 1963 n'est pas moins instructive : la conception d'un gouvernement unique, si on la juge valable, pourrait être appliquée aussi bien au domaine national qu'aux affaires municipales et les arguments en sa faveur sont tout aussi pertinents pour l'ensemble du pays. L'éditorialiste ajoute cependant qu'il est difficile de croire que les caractéristiques locales pourraient être ainsi négligées et que mieux vaudrait l'unification.

Aucun des journaux francophones ne situe ainsi le débat. Pour *Le Devoir*, c'est très souvent l'opposition et aussi l'irresponsabilité des villes riches vis-à-vis des villes pauvres qui sont à la source du mal. La presse de langue française reprend plus fréquemment les arguments économiques défendus par Montréal, alors que celle de langue anglaise insiste sur la valeur de l'autonomie locale et du principe démocratique. Voilà qui nous amène à considérer de plus près motifs et arguments.

2. Les arguments

La méthode que nous suivons est, d'une certaine manière, cumulative, c'est-à-dire qu'elle nous amène à réunir diverses approches pour cerner un phénomène, et l'étude des arguments invoqués selon leur origine ethnique par les opposants est centrale.

Nous avons retenu deux sortes d'arguments : positifs, c'est-à-dire faisant appel davantage à des faits et à des constatations; normatifs, s'appuyant avant tout sur des principes ou des valeurs. Les participants de langue anglaise ont-ils ici une position originale ?

Les mémoires des municipalités anglo-saxonnes, qui la plupart du temps sont bien faits, soulèvent fréquemment des arguments d'ordre économique, ceux donc que nous avons qualifiés de positifs, rejoignant en cela de nombreux mémoires présentés par des municipalités francophones. Mais il y a encore ici une nuance qui vient de ce que les Canadiens anglais s'attachent plus à défendre les arguments de type normatif.

Il ne serait pourtant pas juste de négliger leur contribution aux débats économiques. Dans leurs mémoires respectifs, plusieurs municipalités rappellent leur contribution actuelle aux dépenses des services régionaux ou se disent prêtes à payer pour ce qu'elles recevront, voulant ainsi faire savoir que jusqu'ici les municipalités anglo-saxonnes ont fait leur part et restent disposées à maintenir une collaboration proportionnelle au développement de la région montréalaise. Municipalités prospères, elles ne veulent pas qu'on les accuse de profiter gratuitement des services montréalais.

Assez souvent, et nous le rappelions plus haut à propos des positions du *Devoir*, on reproche aux villes riches, pour la plupart anglo-saxonnes, de se limiter à un isolement confortable mais injuste, ce dont elles se défendent vigoureusement. Ces attitudes défensives

n'empêchent pas les mémoires de langue anglaise de proposer des solutions précises aux problèmes actuels.

Outre les arguments proprement économiques et la référence aux principes, sont invoqués les « arguments sociaux » qui font appel, nous l'avons vu, aux caractéristiques de la population, à ses traits particuliers, à son originalité, et auxquels l'opinion canadienne-anglaise a pour sa part beaucoup plus recours : on choisit de demeurer dans telle municipalité parce qu'on trouve là le mode de vie collectif animé d'un esprit communautaire qui convient; la municipalité est l'endroit choisi pour vivre selon ses relations économiques et sociales, sa mentalité et ses moyens, chacune ayant son caractère personnel, c'est-à-dire une topographie, une densité, un type d'aménagement, des caractéristiques locales ainsi que des conditions économiques et sociales propres; aussi est-il normal que toute municipalité soit administrée par des personnes qui comprennent et savent interpréter les désirs de ses citoyens.

Ce type d'arguments nous paraît s'apparenter de près au facteur ethnique. Aucun mémoire n'en fait une mention directe, mais le rappel des « traits particuliers de la population » ne revient-il pas au même d'une certaine manière ? Le mémoire d'une ligue de propriétaires anglo-saxons proclame que le choix d'un citoyen pour une municipalité correspond au désir d'un certain *way of life*.

Les arguments de type normatif n'ont pas la même résonnance chez les deux groupes ethniques. Aucun ne possède le monopole d'un type d'arguments, cependant chacun les emploie de façon propre et si, de part et d'autre, la démocratie devient un étendard utile, on le retrouve plus souvent entre les mains des anglophones.

Multiplier les citations à l'appui serait aisé mais fastidieux. Qu'il suffise de mentionner deux autres mémoires importants : le premier affirme que rien ne peut remplacer l'élection démocratique de conseils locaux qui restent en contact avec les citoyens; le second voit dans la préservation de la vitalité démocratique des gouvernements locaux le moyen de faire échec à la centralisation politique qui supplanterait la volonté populaire. Certains font intervenir l'importance de la proximité des gouvernants et du désintéressement des citoyens dans les grandes villes, d'autres, enfin, l'autonomie, droit inaliénable des municipalités.

Une fois encore, le problème n'est pas posé de la même manière. Si l'autonomie est très largement défendue par les mémoires de langue anglaise, l'excellence du gouvernement local l'est encore plus.

Dans les interviews, les deux groupes diffèrent aussi. Les Canadiens français font d'abord valoir des arguments économiques puis l'inefficacité d'une trop grande ville, alors que les anglophones s'inquiètent beaucoup plus de l'impossibilité d'arrêter le mouvement annexionniste une fois amorcé pour, bien plus loin, en venir à l'efficacité.

Si les trois pôles principaux de la défense des municipalités sont

l'autonomie, l'efficacité et les raisons économiques, ils n'offrent pas la même hiérarchie d'un groupe à l'autre. Plusieurs leaders anglophones privilégient les mérites de la démocratie directe, le sens civique étant beaucoup plus élevé dans les petites municipalités.

3. Les stratégies

Les stratégies et les moyens utilisés ne sont pas tout à fait les mêmes non plus. Il est normal que la Commission ait reçu moins de mémoires des municipalités anglo-saxonnes en raison même de leur nombre dans la région montréalaise, mais plusieurs interlocuteurs font valoir la puissance de l'influence politique qu'elles peuvent exercer, entre autres par leur crédit auprès de certains membres influents du gouvernement provincial. Trop de signes donnent du poids à cette possibilité pour qu'on puisse l'ignorer, et les comportements électoraux des comtés anglo-saxons, au provincial comme au fédéral, en sont un exemple frappant.

On a déjà dit le désintéressement général de l'opinion publique pour la Commission Blier et aucun des deux groupes ne se signale ici par des assemblées plus nombreuses ou par une correspondance et des contacts plus personnels.

De l'avis général, l'opinion anglophone est celle qui a le plus réagi. Le citoyen canadien-français n'a pas beaucoup porté attention à ce débat, estiment les observateurs tant francophones qu'anglophones, alors que son compatriote d'expression anglaise se serait montré plus attentif, accordant un certain poids au facteur ethnique. Un observateur averti verra là une différence capitale.

Un sens politique plus développé ou la conscience d'être touchés plus directement peut expliquer cette attitude des Anglo-Saxons; pour nous, c'est la polarisation de l'opinion publique qui vient s'ajouter aux nuances déjà esquissées.

Un regard sur les journaux leur donne ici aussi plus de force. Pour nos interlocuteurs, français ou anglais, les journaux francophones se seraient montrés beaucoup plus favorables à la Commission, certains les accusant même d'être devenus ses instruments, alors que les journaux anglophones lui auraient manifesté plus d'opposition.

Leur analyse va dans le même sens; sur certains points, ils se montrent tous les quatre d'accord : nécessité de procéder à des études, opposition à l'annexion, critique du Rapport, mais leurs divergences demeurent concernant les arguments et objectifs, l'opposition entre les arguments économiques, la référence au gouvernement local et à l'autonomie municipale.

La *Gazette* et le *Star* défendent plus les droits acquis, mais, du côté francophone, *Le Devoir* surtout reviendra très souvent sur l'urgence d'une solution rapide au problème métropolitain. Dans un éditorial intitulé « One big city not the answer », la *Gazette* suggère que la solution profonde est peut-être dans la préservation jalouse du principe du gouvernement local et de toutes les valeurs

qu'il représente tout en créant des moyens de coopération pour les tâches communes.

Une fois encore, ces arguments servent aussi, mais dans une autre mesure, aux francophones qui se montrent bien plus préoccupés par le manque de coordination dans la région montréalaise et la nécessité de faire davantage participer les villes prospères aux dépenses de la région. « Ces villes riches, lit-on dans *Le Devoir*, utilisent depuis un demi-siècle leur autonomie pour éluder leurs obligations normales et faire payer par les Montréalais les avantages qu'elles tirent pourtant de la grande ville et ce profitable isolement a été toléré ou encouragé jusqu'ici par le gouvernement provincial. On oppose l'égoïsme des villes satellites riches à la croissance des tâches accomplies par Montréal, d'où il est normal que celle-ci veuille récupérer une partie de ses pertes financières. »

Partant de cet arrière-plan, le journal approfondit ensuite le choix d'une solution et se rallie, dans un article de janvier 1964, à la mise en place d'une autorité supra-municipale au sein de laquelle Montréal tiendra un rôle proportionnel à son importance, donc majeur, et qui corrigera les injustices ayant cours dans le domaine fiscal. Par opposition, on s'arrête moins longuement, bien qu'on leur accorde une grande valeur, aux principes démocratiques et à l'autonomie municipale.

Est-il exagéré de conclure que le facteur ethnique a pesé dans ce débat ? Certainement pas, et diverses approches convergent pour le mettre en relief. Ce chapitre, dont le but était avant tout de vérifier son existence, montre du même coup en quoi les attitudes, comportements et objectifs sont propres à chaque groupe, conduisant à un retour qui vérifie, et explique en certains cas, les étapes précédentes de notre enquête.

Nous voici parvenu au point de conclure et peut-être aussi de dégager quelques lignes d'action.

Notre progression s'est voulue patiente et minutieuse. Dans la cueillette et l'interprétation des faits, nous nous sommes inspiré de guides éprouvés et objectifs, aussi les cheminements des chapitres précédents ont-ils le plus souvent cherché la réalité autant que possible au ras des faits et le tableau en a été dessiné trait par trait.

Le moment est venu de le considérer en son tout. Avec un peu de recul, on constate que les acquis de chaque étape s'intègrent non seulement pour fournir une meilleure image de l'objet décrit, mais encore pour permettre des interprétations et des prolongements tournés maintenant vers ce qui peut advenir. Malgré tous les constats de carence, la société canadienne-française a déjà suscité des essais variés grâce auxquels la situation montréalaise a pu être considérée sous des angles divers. L'analyste ne se trouve plus alors, évidemment, sur le terrain solide des matériaux éprouvés, mais n'a-t-il pas aussi pour tâche de les utiliser comme tremplin pour risquer des vues plus larges ? Par ailleurs, les hypothèses qu'il pose ne pourront que stimuler les débats et d'autres recherches. Si l'on excepte celles du Québec, les institutions politiques de Montréal occuperaient une place à part dans l'ensemble du Canada, et le parallèle avec la situation provinciale réapparaîtra à maintes reprises dans les pages qui suivent. D'une certaine manière, Montréal ouvrirait la voie à une évolution générale des Canadiens français, ce qui se passe à la municipalité révélant les tendances d'une transformation plus vaste.

Voici quel était l'appareil politique conçu par le groupe anglophone puis mis en place par lui. On sait dans quelle mesure la tradition britannique du gouvernement local a influencé le renouveau institutionnel intervenu au milieu du siècle dernier. Pendant plusieurs décennies, les anglophones assureront la bonne marche des institutions politiques et orienteront leur développement, à Montréal en particulier. Mais une brisure se produira. L'appareil politique

sera en effet progressivement conquis par les Canadiens français qui, grâce au long et lent progrès que nous avons décrit, semblent aujourd'hui l'occuper et l'animer presque entièrement. Certains de leurs leaders lui ont d'ailleurs, au cours du vingtième siècle surtout, imprimé une marque qui reste encore visible de nos jours. Ces premiers leaders canadiens-français participaient d'ailleurs profondément des caractéristiques propres aux leaders québécois en général pendant la même époque.

En tout état de cause, chez les conseillers élus et plus encore chez les fonctionnaires responsables de l'exécution, la base de l'administration montréalaise est actuellement canadienne-française. Les autres groupes ethniques, dans certains cas, se retirent, ce que montre un peu notre analyse du problème métropolitain, ou bien s'intègrent, mais fort lentement, en plaçant aux postes subalternes quelques-uns des leurs qui ensuite se haussent progressivement. La position de tous ces groupes demeure cependant encore assez précaire. Il y a bien possibilité pour celui qui n'est pas canadien-français de faire carrière dans la politique municipale, mais encore doit-il respecter rigoureusement certaines règles plus ou moins formelles : n'est pas élu à la mairie qui veut et ne parvient pas à tel poste administratif celui qui ne possède que la seule compétence.

Montréal aurait ceci d'exceptionnel d'avoir donné aux Canadiens français une occasion majeure de s'approprier le pouvoir politique et de l'utiliser à leurs fins. Les cas de cette envergure sont très rares. Le développement de l'organisation politique montréalaise et l'élargissement de son appareil bureaucratique coïncident avec l'installation d'une emprise francophone de plus en plus nette. Notre étude du fonctionnarisme l'a montré : à mesure que Montréal diversifie et complète sa structure politique, la participation des Canadiens français à la direction s'élargit. Par contre, le personnel politique anglophone, dans les deux catégories que nous avons retenues, diminue progressivement. On croirait même, à quelques rares exceptions, que sa qualité s'affaiblit simultanément.

La prépondérance de la langue française n'a dans ces conditions rien d'étonnant. Une direction canadienne-française s'affirme qui assimile plus ou moins les autres éléments et voit dans Montréal l'occasion d'une influence politique majeure. Pourtant, elle n'écrase pas et rien ne permet présentement de conclure à une totale homogénéité. Cette situation s'explique, dans une large mesure, par la présence d'un environnement anglophone extrêmement puissant dont il faut tenir compte pour assurer le progrès de la cité.

Un bilinguisme réel apparaît indéniable et constitue selon nous un des traits les plus intéressants de l'organisation politique montréalaise. Une administration presque exclusivement francophone respecte pourtant, dans son travail et ses diverses activités, comme l'a montré l'analyse de quelques services, la co-existence de plusieurs groupes ethniques et des deux langues. Cette sorte de bilinguisme nous paraît particulièrement riche et en ce qu'elle s'inspire moins

de règles formelles et quelque peu abstraites : elle naît plutôt de circonstances et de demandes solidement rattachées au milieu et à la population intéressés. Ce ne sont pas les inévitables restrictions qu'apporte une aussi forte majorité qui nous paraissent significatives, mais bien plutôt la mise en place d'un système qui fonctionne bien dans la réalité. Les explications sont nombreuses; nous nous contentons ici de marquer l'évidence du fait.

Autrement dit, le système politique montréalais, pour une large part, s'élaborerait et progresserait comme s'il était situé dans un contexte essentiellement francophone. À la limite, la partie anglophone de son environnement se détournerait progressivement. L'appui (nous renvoyons ici à l'étude du phénomène électoral) est largement francophone. La structure politique de Montréal serait le fruit du jeu de certains facteurs de l'environnement, d'autres étant en voie d'être négligés.

Notre résumé a sans doute quelque chose d'excessif, mais il n'en reste pas moins que l'on est quelque peu surpris par cette réussite canadienne-française dans le domaine politique. Se trouverait-on en présence d'une exception ? Le système montréalais, qui compte parmi les plus importants au Canada, serait-il la preuve d'une accession des francophones aux mécanismes d'autorité publique ?

Ce caractère exceptionnel se remarque d'autant plus que Montréal présenterait alors, en quelque sorte, une situation inverse de celle qui prévaut au Canada où cohabitent également quelques minorités et une majorité, laquelle impose plus ou moins sa conception à l'ensemble du pays. À Montréal, une différence importante joue cependant, puisque la minorité la plus importante, celle des anglophones, peut utiliser son influence politique ailleurs, à d'autres niveaux politiques. Mais, fondamentalement, le rapport de forces semble appartenir au même type que celui qui caractérise la société canadienne.

Semblables aussi les conséquences dans les conceptions politiques et le leadership. À Montréal, l'opinion anglophone se partage entre l'apathie et l'insécurité. Autant, dans les unités qui sont siennes, elle se préoccupe de ses structures municipales propres, autant elle se désintéresse de celles de Montréal. On a pu dire que certaines municipalités formaient le rempart contre la toute-puissante voisine, ce qui ne signifie aucunement que l'on se désintéresse des affaires régionales. On vante le pluralisme et les mérites de la diversité alors que certains ont vu là les suites d'un sentiment d'impuissance et de faiblesse.

Absence de leadership aussi. Un problème général de recrutement du côté anglophone est assez évident. Un peu comme les francophones sont tentés de se retirer des affaires fédérales, les Canadiens anglais de Montréal se retirent des affaires municipales et se regroupent entre eux. Cela apparaît d'autant plus grave qu'au même moment les leaders francophones montréalais se donnent et définissent des tâches d'envergure. Le Canadien anglais, nous l'avons vu au troisième chapitre, se sent moins associé à ces entreprises. Les grandes

carrières canadiennes-anglaises sont à l'heure actuelle particulièrement rares sur la scène municipale, tant au Conseil municipal que dans le fonctionnarisme, aussi ne faudrait-il pas que les leaders canadiens-anglais, un peu comme on le demande au groupe francophone, s'arrêtent à redéfinir leur rôle sur la scène municipale ? Les mêmes qualités de fermeté, de courage et d'imagination pourront constituer ici une contribution de premier poids, ce qui suppose évidemment que les conditions pour de telles carrières soient réunies et ce ne semble pas toujours être le cas. Toute comparaison reste périlleuse et le sens des proportions ne doit pas nous échapper dans celle que nous tentons d'établir présentement. Nous préférons parler d'un certain mouvement d'idées, fait d'attitudes et de comportements qui se rapprochent bien souvent de ceux qui ont servi à qualifier des situations plus larges. Cela n'empêche pas que quelques éléments anglophones aient choisi au contraire la participation totale à la vie politique montréalaise, la rareté de ce choix confirmant précisément notre jugement.

Concevoir la situation montréalaise comme l'inverse de celle du Canada est d'autant plus tentant que des études similaires sur le gouvernement québécois semblent devoir mener à des conclusions très voisines et que cette conception va dans le sens de la définition du groupe canadien-français comme « classe ethnique » à l'intérieur du Canada. Jacques Dofny et Marcel Rioux ont discuté de la relation entre conscience de classe et conscience ethnique dans la société canadienne-française, et ce dernier remarquait récemment que la définition de la classe sociale donnée par Gurvitch s'applique particulièrement bien au groupe francophone⁸.

En se percevant, selon cette ligne de pensée, comme une « classe ethnique », les Canadiens français veulent s'emparer des instruments de leur progrès et redéfinir le sort des autres ethnies. En faisant siens des moyens qui jusqu'ici se trouvaient entre les mains de l'autre « classe ethnique », notamment sur le plan politique, le groupe canadien-français suivrait une démarche proche de celle qu'ont empruntée la classe bourgeoise et la classe ouvrière. Enfin, le renversement, ou, si l'on veut, cette révolution, serait surtout accentué aujourd'hui grâce à une prise de conscience non seulement plus nette mais de plus en plus large des Canadiens français, c'est-à-dire partagée par les diverses couches de la société. Dans cette perspective, Montréal se situerait à la fine pointe du changement. Par sa position capitale sur les plans économique, social, culturel, elle aurait été l'une des premières cités à connaître les résultats de cette évolution profonde et l'une des premières scènes à voir le pouvoir politique aux mains des francophones.

8. M. RIOUX, « Conscience ethnique et conscience de classe au Québec », dans *Recherches sociographiques*, vol. VI, n^o. 1, 1965, pp. 23-32.

Cette interprétation reste bien sûr discutable. Certains pourront hésiter à employer le concept de classe dans un tel cas et d'autres objecter, ce qui nous paraît beaucoup plus important dans le cadre de cette recherche, qu'il existe une coupure profonde entre le pouvoir politique et le pouvoir économique. On sait la vogue qu'a connue et connaît encore la thèse du pouvoir politique « façade » du pouvoir économique. Les véritables influents sont ceux qui détiennent la puissance financière, les brasseurs d'affaires et les hommes politiques n'étant au mieux que leurs exécutants fidèles. Rien ne permet, dans l'état actuel de nos connaissances, d'accepter ou de refuser en bloc cette conception, et encore moins peut-être s'agissant de Montréal. Aucun élément sérieux, c'est le moins que l'on puisse dire, n'est venu en effet jusqu'ici l'infirmier ou la confirmer.

Nul ne peut nier malgré tout que le pouvoir économique à Montréal se trouvait et se trouve encore dans une large mesure entre les mains des Canadiens anglais. Sur ce point, nombreuses sont les études qui ont décrit la situation passée et démontrent à quel point elle est demeurée la même. Tout se passe comme si ceux qui détiennent la puissance financière abandonnaient le contrôle politique pour mieux asseoir leur emprise économique. On veut le voir dans l'évolution du personnel politique montréalais et on serait encore porté à le croire en notant à quelles sources Montréal, tout au moins jusqu'à ces derniers temps, puise les sommes indispensables à son développement. Il reste aussi que, dans certains conflits majeurs de la politique montréalaise, et nous faisons de nouveau allusion au problème métropolitain, le pouvoir économique paraît faciliter la résistance en se confondant, de multiples façons, avec le pouvoir politique.

Rappelons ce que nous savons de l'élite économique canadienne-française pour mieux la mettre en parallèle avec sa contrepartie politique. Si, à Montréal, cette dernière possède une assez longue histoire et des proportions imposantes, le leadership économique francophone ne s'est développé que beaucoup plus tard et, de nos jours encore, il ne constitue qu'un groupe restreint souvent mal préparé dont l'influence politique reste fort réduite. L'histoire du personnel politique montréalais semble d'ailleurs devoir corroborer cette thèse.

Nous nous trouvons donc devant une conception tout à fait différente du rôle politique de Montréal et ce qui faisait son originalité, et constituait un certain paradoxe, ne présenterait alors plus grande valeur. Plutôt que d'en faire un des centres de l'évolution, on verrait Montréal comme une espèce de prototype de l'illusion politique des Canadiens français en Amérique, lesquels croient posséder le pouvoir, offrent toutes les apparences d'un gouvernement mais, en fait, dépendent totalement d'agents économiques beaucoup moins faciles à identifier. Il manquerait à la « classe ethnique » ce qui, selon le schéma auquel cette interprétation se réfère, constitue précisément les bases de son action; aussi devrait-on parler davantage d'aliénation politique.

Entre ces deux conceptions contradictoires, quelque peu simplifiées pour les fins de la discussion, s'insère une hypothèse générale qui privilégie les notions de changement et de conflit et paraît plus juste.

Posons donc que le gouvernement montréalais, comme celui du Québec, traverse actuellement une phase de transition capitale. Le tableau, que nous venons d'esquisser, d'une « aliénation politique » des Canadiens français privés de pouvoir politique réel, aurait jusqu'à ces derniers temps été valable, mais de nouveaux conflits et heurts risquent d'apparaître dans la mesure où les leaders politiques canadiens-français entendent s'assurer un contrôle de plus en plus large de l'avenir économique de la région métropolitaine.

Il est vrai que depuis le début du siècle le pouvoir économique et le pouvoir politique ont été détenus séparément à Montréal par les deux principaux groupes ethniques, ce qu'explique la très grande dépendance dans laquelle se trouve Montréal vis-à-vis du gouvernement québécois d'abord, du contexte nord-américain ensuite. Nous avons vu que l'histoire montréalaise est faite, sur le plan économique, de tutelles et de contrôles, cependant, une transformation encore récente tend à faire de la cité une entité non pas autonome mais certainement de plus en plus apte à se diriger elle-même et à assumer de vastes responsabilités.

Cette transformation s'accompagne d'une francisation facilement visible de l'organisation politique montréalaise qui fait converger l'économique et le politique dans les mêmes mains, le politique ne contrôlant pas entièrement mais orientant largement l'économique. La direction politique, plus libre et aussi plus compétente, pourrait mieux définir ses liens économiques et, par là, fournir au Québec une zone nouvelle d'influence réelle s'inscrivant bien dans le vaste mouvement que d'aucuns semblent actuellement constater.

Premier élément de preuve : l'émergence d'une classe moyenne canadienne-française reliée à l'industrialisation, décrite par Jacques Brazeau dans un article paru en 1963 comme « moins traditionnelle, poussée par les jeunes générations, animée du désir de transformer ses institutions⁹ ». L'histoire du personnel politique de Montréal semble appuyer également cette proposition.

Nous voulons pourtant examiner de façon beaucoup plus approfondie, grâce à des approches diverses, l'hypothèse générale du changement et, si elle s'avère exacte, la possibilité du conflit s'en trouvant du coup passablement confirmée. Un groupe, les francophones, se montre de plus en plus exigeant et cherche à innover, tandis que l'autre, les anglophones, se retire et oppose le plus souvent une fin de non-recevoir. Tout cela n'aurait aucune conséquence si chaque groupe

9. J. BRAZEAU, « Quebec's Emerging Middle Class », dans *Canadian Business*, vol. XXXVI, n° 3, 1963, pp. 30-40.

pouvait rester indépendant mais, et là les opinions sont tout à fait unanimes, ils sont profondément interdépendants. Aussi les compromis deviennent-ils nécessaires.

Notre hypothèse veut, en gros, qu'un groupe majoritaire ait tendance à se donner des structures qui lui soient propres même si, comme c'est le cas pour Montréal, cette aspiration se manifeste avec un certain retard. En ce cas, d'ailleurs, le changement pourrait être d'autant plus brusque et radical.

Pour nous en tenir à la situation montréalaise, on voit mal comment une majorité très nette pourrait continuer à accepter d'être régie par des institutions dirigées par d'autres et comment la transformation de celles-ci pourrait se limiter à des formes extérieures. La conception même de l'organisation politique et le domaine de son action devraient, selon nous, tomber progressivement sous la responsabilité du groupe dominant.

Dans son ouvrage déjà abondamment cité, Michel Crozier trace un parallèle qui nous semble particulièrement utile ici, se demandant, après l'avoir étudié, comment le modèle bureaucratique canadien-français est relié à l'ensemble de la société canadienne-française, et, dans la dernière partie, nous livre ses réflexions sur les trois points suivants : les traits proprement nationaux qui caractérisent toute bureaucratie; les harmoniques, comme il les appelle, du système bureaucratique, c'est-à-dire les répliques de ce type de comportements en d'autres secteurs de la vie d'une société; la place du phénomène bureaucratique dans l'ensemble de la vie sociale. Les deux premiers points retiendront surtout notre attention.

Pour lui, il y a donc relation entre les traits et comportements propres à une structure bureaucratique d'une part et les caractéristiques et valeurs de la société qui entoure cette bureaucratie d'autre part. Plus précisément, en opposant le modèle canadien-français à d'autres modèles étrangers, soviétique ou américain par exemple, il en arrive à la conclusion que trois des principaux comportements notés dans la bureaucratie canadienne-française s'expliquent par des valeurs plus générales, plusieurs traits spécifiquement canadiens-français éclairant certaines propriétés du système bureaucratique. Crozier discute donc successivement de la nature des relations interpersonnelles et inter-groupes dans l'ensemble de la société francophone, de la conception de l'autorité et, enfin, de la mentalité du Canadien français devant le changement.

Par ailleurs, il veut établir à quel point, dans une société, les modèles dits bureaucratiques ne correspondent pas seulement, comme nous venons de le mentionner, à des traits culturels ou à des valeurs, mais doivent encore être associés à d'autres modèles institutionnels. Le fonctionnement des principales institutions d'une société étant, dans une certaine mesure, identique, il tient à montrer que savoir comment est construit et se comporte le système bureaucratique canadien-français ne peut qu'aider à mieux connaître comment sont conçus

et réagissent les autres grands secteurs de l'activité canadienne-française. Il insistera sur quatre points : le système d'éducation, le mouvement ouvrier, le système politico-administratif, le système colonial. Il voit entre ces quatre domaines et la bureaucratie des correspondances remarquables qui expliquent les cas isolés et démontrent comment des changements intervenant dans l'un ne seraient pas sans répercussions sur les autres.

Adaptons, de façon assez libre nous l'avouons, cette vue à la situation montréalaise. Ainsi, disons que le jeu politique à Montréal, comme d'ailleurs dans l'ensemble de la société canadienne-française, est relié à certains comportements caractéristiques et valeurs de la société canadienne-française desquels il est tributaire. L'organisation politique de Montréal et son évolution se comprennent ainsi beaucoup mieux. De la même façon, nous pourrions constater, et c'est ce qui nous intéresse surtout pour le moment, comment tout changement dans certains secteurs ou grandes institutions de la société québécoise peut entraîner des changements ailleurs et notamment dans la vie politique de la métropole. La relation n'est certainement pas simple, mais il y a de toute évidence réciprocité entre l'influence du milieu environnant et l'évolution de la vie politique montréalaise.

À la manière de Crozier, privilégions quelques domaines pour expliquer le passé politique de Montréal et surtout vérifier la validité de l'hypothèse du changement.

Cinq points seront brièvement discutés : les idéologies politiques, les élites économiques, le système scolaire, le syndicalisme et, de façon globale, la vie politique. En dégagant une certaine concordance dans leur évolution respective, nous verrons mieux la phase que traverse actuellement la vie politique montréalaise et ce que semble devoir être son avenir.

L'entreprise n'est pas facile. Si chez Crozier, comme il l'indique d'ailleurs lui-même, elle souffre d'un manque de connaissances précises sur la société canadienne-française, cette carence est encore plus flagrante pour ce qui nous concerne. La preuve n'en est plus à faire. Au colloque tenu à Québec, en 1962, sur la situation de la recherche relative au Canada français, Fernand Dumont plaçait parmi les principaux secteurs de recherche les idéologies, le système scolaire, le pouvoir, et Guy Rocher faisait remarquer qu'une étude des élites au Canada français pourrait constituer un point stratégique d'analyse.

Nous ne minimisons pas non plus la différence qui peut exister entre l'activité politique municipale et celle d'une société plus large, et qui d'ailleurs n'est pas clairement établie bien qu'elle ait longtemps été utilisée. On peut d'ailleurs d'autant moins l'invoquer dans le cas d'une ville comme Montréal qui, par bien des aspects, connaît une vie politique d'un type très voisin de celui d'une province ou d'un État. Néanmoins, prenons acte de la faiblesse de la vie politique municipale au Canada français. Les quelques études qui existent montrent déjà à quel point nos municipalités ont été le lieu

dominant de certaines oligarchies où les groupes, si importants par ailleurs dans la vie politique moderne, sont restés très souvent inactifs et où les manifestations de l'opinion publique sont encore plus rares. En fin de compte, la vie municipale au Canada français n'a souvent été qu'une pâle caricature d'un dynamisme réel et d'une société démocratique.

L'influence de l'industrialisation et de l'urbanisation sur la société québécoise récente a trop été soulignée pour que nous n'en examinions point la portée sur la vie politique montréalaise qui occupe à coup sûr une place de choix.

Nos prochaines analyses ont une structure identique : elles opposeront ce qui fut à ce qui est en train de devenir. Puisque le devenir bouleverse les secteurs mentionnés, peut-être affecte-t-il aussi la vie politique de Montréal ?

Commençons par un champ d'examen dont on s'est plu récemment à dire la signification, celui des idéologies, sur lesquelles les travaux sont nombreux. Pour ce qui nous concerne, nous nous appuierons d'abord sur l'étude de Dumont et Rocher¹⁰ qui placent au coeur de leurs analyses le passage d'une conscience de soi unitaire à une reconnaissance mal avouée de la pluralité. Pour eux, le Canada français récent est avant tout marqué par la transition d'une idéologie axée sur l'ordre et la stabilité, et devant d'abord assurer la survie de l'entité ethnique, à un ensemble de conflits se manifestant aux divers niveaux de la conscience canadienne-française, que ce soit sur le plan religieux ou le plan politique.

Le rôle que ces deux sociologues dévoluent aux nouvelles élites et au leadership qu'ils voient apparaître dans la société canadienne-française actuelle touche directement notre objet. Ces élites permettront, disent-ils, de combler dans la pensée sociale les retards causés par la trop grande place donnée au national. Issues de milieux très divers, elle réorientent la pensée canadienne-française, c'est pourquoi ils les situent au centre de l'évolution globale.

Ces nouveaux leaders se situent en quelque sorte au point de jonction des structures en évolution et des nouvelles idéologies qui tendent à s'élaborer; ce sont eux qui vivent peut-être le plus intensément les conflits de leur milieu, ses frustrations et ses aspirations, ses déceptions et ses espoirs. L'étude de ce phénomène permettrait à la fois d'introduire à une meilleure connaissance des transformations qui s'opèrent dans les différents secteurs de notre population et de saisir sur le vif le processus dynamique d'élaboration d'idéologies nouvelles¹¹.

10. F. DUMONT et G. ROCHER, « Introduction à une sociologie du Canada français », dans *Recherches et débats du C. C. I. F.*, Paris, 1961, pp. 13-36.

11. *Op. cit.* p. 35.

Les nouveaux leaders montréalais nous paraissent entrer tout à fait dans cette catégorie. Nous avons vu ce qui les distingue de leurs prédécesseurs et nous avons aussi noté en quoi leurs idéaux et leurs objectifs diffèrent de ceux qui avaient guidé leurs aînés.

Les changements dans les élites vont s'accompagner de modifications dans la pensée politique et sociale. Critiquant certains courants nationalistes, Léon Dion invite à examiner le processus d'adaptation à des structures nouvelles ou, du moins, nouvellement « reconnues » dans les institutions et les groupes¹².

Une enquête menée en 1961 sur « Le Canada français politique vu de l'intérieur » lui a permis par ailleurs de faire ressortir l'apathie et l'insatisfaction qui se sont établies dans la pensée politique canadienne-française depuis 1867 : l'État est resté l'État fédéral seulement, donc lointain. Les Canadiens français n'auraient pas dépassé une conception égoïste et étroite de la politique, faite à la fois de mépris, d'autoritarisme et de conservatisme profond : de nombreuses explications pourraient être données de cette attitude, mais nous nous bornerons à citer celle qui se rapporte précisément à notre propos.

Parce qu'ils constituent une minorité sur le plan canadien et que pour l'ensemble ils ne détiennent pas les situations politiques générales, les Canadiens français me paraissent plus enclins que d'autres groupes à faire dépendre leurs opinions de réflexes affectifs fondés sur des frustrations et des anxiétés qui reposent justement sur l'impression qu'ils ont de constituer une minorité dans l'ensemble du pays¹³.

Négatif aussi un ensemble d'attitudes et de comportements qui vont de la non-acceptation de la démocratie de type britannique, remarquée par M. P. E. Trudeau, à une expression purement verbale ou rhétorique des attitudes, source d'inefficacité et de soumission.

Peut-on en déduire que, lorsqu'ils se sentiront majoritaires, la situation s'en trouvera modifiée ? Nous voilà ramené à l'histoire politique de Montréal.

Le renouveau dans les idéologies politiques est indiscutable. Ce qui apparaît presque comme une découverte du rôle de l'État québécois conduit à une conception nouvelle de toute la réalité politique. L'autoritarisme dont on a si souvent fait état n'est certes pas aussi valable pour la société canadienne-française d'aujourd'hui pas plus d'ailleurs que le conservatisme.

Le passé a donné à Montréal plusieurs leaders puissants et prestigieux, mais leur perception des « conflits, frustrations, aspirations,

12. L. DION, « Le nationalisme pessimiste : sa source, sa signification, sa validité », dans *Cité libre*, n° 18, novembre 1957, p. 15.

13. *Recherches sociographiques*, vol. II, nos 3-4, 1961, pp. 295-342.

déceptions et espoirs du milieu », leurs idéologies, en somme, nous paraissent assez éloignées de celles qui ont cours de nos jours. L'hypothèse d'une nouvelle classe politique montréalaise s'inscrit donc dans cette transformation des idéologies comme elle contribue à l'expliquer.

Le changement dans les élites politiques s'éclaire aussi par l'apparition de nouveaux leaders économiques. Jean-Charles Falardeau a opposé la situation traditionnelle qui a marqué notre leadership économique à l'arrivée, depuis 1945 surtout, de nouveaux hommes capables de prendre en mains et de gérer les puissances financières¹⁴.

N. Taylor avait noté, parmi les traits caractéristiques de l'homme d'affaires canadien-français, son attachement à l'entreprise de type familial, donc petite, à l'individualisme, d'où limite à l'expansion, et au caractère personnel plutôt que rationnel et efficace des relations humaines dans l'entreprise. Falardeau le rappelle pour remarquer ensuite que depuis quelques décennies les hommes d'affaires canadiens-français se sont orientés vers des conceptions plus proches du capitalisme moderne. Ils forment une catégorie sociale importante et se sont donnés des attitudes et une idéologie propres où les valeurs de l'argent et de l'efficacité ont été privilégiées.

Montréal occupe évidemment une place capitale, car cette élite s'est surtout développée dans la métropole. Les nouvelles conceptions, la recherche du succès par l'efficacité et l'innovation pouvaient naturellement passer du domaine économique au domaine politique, et Falardeau appuie notre hypothèse. Si l'élite économique canadienne-française s'est pendant très longtemps totalement désintéressée de la vie politique, elle est aujourd'hui en voie d'occuper le terrain à cause surtout de son souci d'efficacité et de prospérité. Il n'y a rien ici de rigoureux et de précis, mais cela ne coïncide-t-il pas avec ce que révélait l'étude des idéologies ?

L'organisation de l'éducation est une autre institution essentielle que Crozier, on s'en souvient, avait particulièrement étudiée dans son ouvrage.

Nous voulons relever deux traits du système d'éducation canadien-français. Le rapport Parent montre que la mise sur pied d'organismes locaux d'éducation remonte à 1840, date à laquelle s'installe le régime municipal. Dans l'un et l'autre cas, on remet à la population la gestion de ses affaires. Personne n'ignore l'ampleur du renouveau actuel qui transforme les valeurs appelées à orienter le système d'éducation canadien-français. Le quatrième chapitre de la première partie du Rapport Parent porte tout entier sur la société actuelle et l'enseignement. Rappelons seulement ce qui est dit de

14. J.-C. FALARDEAU, « L'origine et l'ascension des hommes d'affaires dans la société canadienne-française », dans *Recherches sociographiques*, vol. VI, no 1, 1965, pp. 33-46.

l'évolution des idées où, de nouveau, le rôle des élites et de l'État se trouve mis en évidence.

La dimension même des problèmes de l'éducation oblige les élites à modifier leurs attitudes. Dans une étude que nous menons sur l'organisation de l'éducation à Montréal, plus précisément sur la Commission des écoles catholiques, nous montrons à quel point un budget qui atteint presque cent millions de dollars et touche plus de 200 000 individus a modifié en profondeur l'administration et le mode de gestion. Ce budget représentant à peu près la moitié de celui de toute l'administration montréalaise, un changement dans l'organisation du pouvoir apparaît ici indiscutable.

Nous ne voulons pas allonger inutilement la discussion de notre hypothèse, mais l'évolution du syndicalisme québécois, mise en relief par plusieurs observateurs et prise fréquemment comme point de référence par Dumont et Rocher, est à mentionner au moins succinctement. Pour ces derniers, les circonstances qui amenèrent la création, puis la déconcessionnalisation du syndicalisme, la place qu'il donne à un leadership nouveau, leur paraissent témoigner de changements plus généraux au sein de la société québécoise. En somme, le syndicalisme, aussi bien paysan qu'ouvrier, semble avoir été, de bien des façons, à l'origine du mouvement de renouveau.

Dans une étude parue récemment, G. Fortin explique comment, malgré les forces de l'ordre, le syndicalisme canadien-français est parvenu à se donner des structures d'action efficaces¹⁵. Très souvent aliéné par son travail quotidien, l'ouvrier a pendant longtemps abandonné à une oligarchie le soin de régler ses problèmes, aussi la possibilité de participer aux décisions lui est-elle demeurée pratiquement étrangère; mais la situation est en passe, une fois de plus, de se transformer. Fortin remarque que l'augmentation des travailleurs hautement spécialisés correspond à une prise de conscience de plus en plus nette entraînant la formulation d'aspirations et d'objectifs ainsi que la mise en place de mécanismes permettant de les réaliser, et « cette conscience semble conduire, dans la plupart des cas, à la recherche d'une solution de type collectif et à la recherche de nouvelles structures d'organisation sociale et politique¹⁶ », ce qui correspond au sens même de notre démarche.

L'évolution du monde ouvrier, comme celle du système scolaire ou encore des élites économiques, met en évidence la volonté de diriger et le désir de définir objectifs et aspirations.

On pourrait évidemment invoquer également les modifications, non plus au niveau des idées, mais dans les processus politiques eux-mêmes, de la société canadienne-française. De très nombreux changements sont en cours qui laissent prévoir une évolution du même type.

15. G. FORTIN, « Milieu rural et milieu ouvrier : deux classes virtuelles », dans *Recherches sociographiques*, vol. VI, n° 1, 1965, pp. 47-60.

16. *Op. cit.*, p. 58.

Au niveau strictement municipal, d'abord, l'effort actuel pour redéfinir les structures, ce que l'on appelle communément la politique de regroupement, amènera nécessairement les leaders municipaux à posséder des compétences et à assumer des responsabilités supérieures à celles de leurs prédécesseurs, en même temps que ces postes deviendront plus accessibles; la démocratisation devrait aider un leadership nouveau et animé d'idéologies originales à s'installer au pouvoir.

L'ensemble même de l'appareil politique québécoise, dans lequel on tente d'introduire la rationalité comme en fait foi le progrès de l'appareil bureaucratique, offre des traits neufs. Les cadres administratifs, si longtemps absents, sont aujourd'hui en pressante demande. Le jeu des groupes, pour sa part abandonné à l'inertie ou à la plus complète anarchie avec la domination de quelques-uns, tend à se donner des structures d'efficacité, et la rapide multiplication d'appareils consultatifs auprès des différents ministères le montre suffisamment. Évoquons enfin les modifications dans les comportements eux-mêmes. On connaît peu la valeur réelle des efforts actuels, tant des divers partis en vue de modifier leurs structures que de ceux qui veulent donner un nouveau visage aux comportements électoraux des Québécois. Mais cela n'affaiblit en rien nos conclusions, car c'est bien l'existence de tels mouvements qui nous paraît significative.

Si ces rapides analyses ne permettent pas de prouver de façon péremptoire l'hypothèse du changement dans l'exercice du pouvoir politique à Montréal, elles la rendent cependant beaucoup plus plausible. La scène politique montréalaise deviendrait à son tour un lieu propre à l'apparition d'un certain pluralisme, à l'émergence de nouvelles élites et à la formulation d'idéologies originales. L'orientation des Canadiens français s'accroît et se diversifie — cette tendance est évidente — alors que l'inverse reste peu probable. Il serait trop aisé de faire de la position occupée par le groupe francophone à Montréal un simple trompe-l'oeil. Disons plutôt que les éléments d'une transformation capitale sont manifestes, mais qu'il est impossible de savoir comment ils seront utilisés.

L'étude de la situation à l'échelle de la société canadienne-française globale serait ici capitale, et nous avons à maintes reprises souligné la nécessité de cette référence. Les recherches en cours, aussi bien sur le gouvernement québécois et certains aspects de la vie montréalaise que sur les groupes dans la vie canadienne-française, devraient cependant permettre de compléter et de nuancer notre conclusion.

Pour revenir à une vue globale du rapport des groupes ethniques à Montréal, la nécessité d'une entente semble évidente. Un mode de coexistence paraît indispensable tout autant au niveau de la région (voir le problème métropolitain) que dans la structure de la ville elle-même, sinon l'éloignement, né d'un sentiment d'impuissance puis d'un désintéressement de plus en plus profond, est à craindre.

La forme et le contenu de cette entente ne sont pas faciles à déterminer. Si Montréal représente bien le rapport canadien inversé, la réflexion comparative devrait conduire à des conceptions plus nettes.

Nous croyons surtout qu'il est essentiel de trouver les moyens non seulement de hausser l'intérêt des Canadiens anglais pour la politique municipale, ce qui doit être l'oeuvre des deux groupes, mais de susciter un leadership capable de définir les objectifs et de prendre une place d'envergure. Ces conditions remplies, on pourra s'attaquer à l'élaboration de mécanismes précis pour donner aux Canadiens français la place qui leur revient tout en offrant aux autres groupes ethniques la possibilité d'assumer un rôle de poids. Ces mécanismes, qui semblent pour l'instant jouer en faveur de l'élément francophone, existent au niveau de la structure politique interne de Montréal; c'est bien davantage l'intérêt et le désir de participer qui manquent, ainsi que nous le soulignait, rappelons-le, le maire d'une banlieue anglophone.

Ces quelques lignes concernant le fond de la question et les orientations inspirées par nos analyses se sont voulues objectives car, s'il veut tenir compte à la fois des faits et des conditionnements qui marquent les options et les choix, le spécialiste ne peut proposer de formule simple. Nous espérons seulement que la description et l'interprétation que nous venons d'esquisser contribueront à la formulation de politiques concrètes et à leur application.

Tableaux relatifs au chapitre I	n ^{os} 1 à 7
Tableaux relatifs au chapitre II	n ^{os} 8 à 22

Tableau 1 Évolution des principaux groupes ethniques dans l'île de Montréal, de 1871 à 1961 (en pourcentages)*

Groupe ethnique	1871	1881	1901	1911	1921	1931	1941	1951	1961
Français	60,3	62,1	63,9	62,7	60,7	60,2	62,6	63,8	62,0
Anglais	38,1	35,2	33,7	26,2	27,3	26,3	24,2	22,2	18,1
Autres	1,6	2,7	2,4	11,1	12,0	13,5	13,2	14,0	19,9

* Nous voulons remercier ici l'abbé Norbert Lacoste. Ces chiffres sont tirés de son livre, *Les caractéristiques sociales de la population de Montréal*, Montréal, 1958, ainsi que d'une analyse du même type qu'il a complétée en 1964.

Tableau 2 Répartition des Italiens dans la ville de Montréal selon les districts électoraux municipaux

<i>Nord de la ville</i>	Nombre	%
Villeray	13 990	18,02
Saint-Édouard	7 835	11,27
Laval	7 782	9,68
Ahuntsic	14 223	16,88
<i>Centre de la ville</i>		
Saint-Louis	6 052	7,22
Sainte-Anne	3 695	5,47
Saint-Henri	9 855	11,63

La répartition des Italiens, groupés dans 7 des 15 districts montréalais, forme un demi-cercle à peu près continu aux confins nord et ouest de Montréal; ils sont quantité négligeable dans les autres districts et dans les autres municipalités de l'île.

Sous l'ancienne carte électorale de Montréal, on les trouvait dans les districts nos 6 et 11 qui en comptaient respectivement 25 176 et 16 905, soit 20,8 et 9,51 %, ainsi que dans les districts nos 1, 3, 5 et 9 qui en groupaient de 5 000 à 8 000, soit 5 à 8 %.

En 1961, ils étaient 79 841 dans Montréal, soit 6,7 %, et 101 466 sur l'ensemble de la zone métropolitaine, soit 4,8 %.

Tableau 3 Répartition en groupes d'âges de la population de Montréal selon l'origine ethnique - 1951 (en pourcentages)

Groupe d'âge	Canadiens français	Canadiens anglais
0 - 4 ans	10,6	8,6
5 - 9 ans	8,9	6,7
10 - 14 ans	7,1	5,3
15 - 19 ans	7,8	5,8
20 - 24 ans	9,4	7,8
25 - 34 ans	17,6	16,9
35 - 44 ans	14,7	15,5
45 - 54 ans	11,0	13,1
55 - 64 ans	7,2	10,3
65 - 69 ans	2,4	3,9
70 et plus	3,4	5,8

Tableau 4 Nombre de fonctionnaires par service de la fonction publique de Montréal - 1964

Service	Nombre de fonctionnaires
Police	3 476
Travaux publics	2 649
Incendies	2 544
Voie publique	1 844
Parcs	858
Finances	617
Santé	529
Bien-être social	381
Estimations	319
Permis et inspection	296
Achats et magasins	192
Circulation	183
Secrétariat	176
Contentieux	152
Urbanisme	120
Personnel	65
Direction des services*	55
Vérification	29
Service civil	19
Révision des estimations	16
Total	14 520

* Appelée maintenant Bureau du secrétaire administratif.

Tableau 5 Dépenses des services de la fonction publique de
Montréal - 1963-1964

Service	Dépenses
<hr/>	
Police	\$ 21,214,238
Voie publique	20,771,676.
Travaux publics	19,325,700.
Incendies	13,893,259.
Parcs	8,572,716.
Finances	5,592,952.
Bien-être social	3,824,320.
Santé	3,648,922.
Estimations	2,130,463.
Secrétariat	1,955,675.
Permis et inspection	1,735,175.
Urbanisme	1,331,305.
Contentieux	1,190,245.
Achats et magasins	1,049,796.
Circulation	631,947.
Direction des services	551,980.
Personnel	355,439.
Vérification	217,352.
Service civil	140,353.
Révision des estimations	131,570.

Tableau 6 Caractéristiques de quelques banlieues de Montréal - 1961

Banlieue	Population	% des citoyens d'origine bri- tannique	% des citoyens francophones
Ville Mont-Royal	21 182	49,2	49,7
Westmount	25 012	55,7	47,6
Montréal-Ouest	6 446	71,1	25,9
Hampstead	4 557	46,7	39,9
Dorval	18 592	56,8	42,2
Pointe-Claire	22 709	71,0	28,6
Beaconsfield	10 064	68,7	26,6
Baie d'Urfé	3 549	76,5	25,4
Senneville	1 262	58,3	50,6
Côte-Saint-Luc	13 266	20,2	35,2

Tableau 7 Liste des municipalités incorporées, à des époques variées, en tant que cités

Westmount	1873
Ville Mont-Royal	1912
Montréal-Ouest	1897
Pointe-Claire	1911
Côte-Saint-Luc	1951
Dorval	1903
Outremont	1895
Verdun	1873

Il est extrêmement intéressant d'étudier les caractéristiques socio-économiques de la population de l'ouest montréalais. Le nord, l'est et le sud-ouest de l'île de Montréal sont formés de municipalités dont la population est sensiblement du même type que celle de la métropole : Verdun, Lachine, Anjou ou Montréal-nord forment des appendices naturels possédant les mêmes caractéristiques que Montréal quant aux revenus, groupes ethniques, langues officielles et religions.

Au contraire, l'ouest de Montréal est composé de municipalités caractérisées par un fort pourcentage de citoyens d'origine britannique et une faible proportion de francophones qui jouissent d'un revenu très élevé et d'un haut niveau d'instruction.

Cette partie de l'île englobe les municipalités de Ville Mont-Royal, Côte-Saint-Luc, Westmount, Hampstead, Montréal-Ouest, Dorval, Pointe-Claire, Beaconsfield, Baie d'Urfé et Senneville.

Tableau 8 Profession des conseillers municipaux de Montréal
- 1944-1965

Profession	Nombre	%
Professionnels	71	24,6
Administrateurs	53	18,3
Semi-professionnels	8	2,8
Petits administrateurs	122	42,2
Collets blancs	11	3,8
Ouvriers spécialisés	15	5,2
Ouvriers non spécialisés	4	1,4
Rentiers	5	1,7

Tableau 9 Profession des conseillers municipaux de Montréal selon l'origine ethnique - 1944-1965
(en pourcentages)

Profession	Tous les conseillers	Canadiens français	Canadiens anglais	Juifs	Italiens
Professionnels	24,6	24,5	25,0	40,0	-
Administrateurs	18,3	16,5	25,0	10,0	-
Semi-professionnels	2,8	2,5	4,0	-	-
Petits administrateurs	42,2	45,5	32,0	40,0	7,5
Collèts blancs	3,8	3,5	5,0	-	-
Ouvriers spécialisés	5,2	6,0	2,5	-	2,5
Ouvriers non spécialisés	1,4	1,0	2,5	-	-
Rentiers	1,7	0,5	4,0	10,0	-

Tableau 10 Niveau d'instruction des conseillers municipaux de Montréal selon l'origine ethnique - 1944-1965 (en pourcentages)

Niveau d'instruction	Tous les conseillers	Canadiens français	Canadiens anglais	Juifs	Italiens
Primaire	11,5	13,2	8,0	0	0
Secondaire	30,5	34,4	24,3	16,6	66
Supérieur	58,0	52,4	67,7	83,4	33

Tableau 11 Origine ethnique des conseillers municipaux de Montréal élus et nommés - 1944-1965 (en pourcentages)

	Conseillers élus	Conseillers nommés
Canadiens français	73	61
Canadiens anglais	20	39
Juifs	5	-
Italiens	2	-

Tableau 12 Origine ethnique des conseillers municipaux de Montréal de la classe C et des associations - 1940-1960

Association	Canadiens français	Canadiens anglais
Université de Montréal	4	-
Chambre de commerce	4	-
Chambre de commerce des jeunes	6	-
Ligue des propriétaires	7	-
Associations des marchands détaillants - Fédération des services de détail	9	-
Conseil des métiers et du travail	6	1
Confédération des syndicats nationaux	7	2
Association des manufacturiers canadiens	3	5
Ligue du progrès civique	3	5
Comité des citoyens	2	7
Board of Trade	2	8
Junior Board of Trade	1	4
McGill University	1	7

Tableau 13 Répartition des groupes ethniques dans les districts électoraux actuels de Montréal (en pourcentages)

District électoral	Canadiens français	Canadiens anglais	Autres
1. Saint-Jacques	93,3	2,5	4,2
2. Papineau	91,2	3,7	5,1
3. Maisonneuve	91,0	5,1	3,9
4. Mercier	79,5	9,7	10,8
5. Saint-Édouard	79,1	4,6	16,3
6. Rosemont	77,4	10,5	12,1
7. Saint-Henri	75,2	12,9	11,9
8. Ahuntsic	75,1	3,8	21,1
9. Laval	74,1	8,5	17,4
10. Sainte-Anne	60,8	19,0	20,2
11. Villeray	56,0	10,3	33,7
12. Saint-Louis	52,3	7,1	40,6
13. Côte-des-Neiges	34,2	28,8	37,0
14. Notre-Dame-de-Grâce	22,0	49,6	28,4
15. Snowdon	22,2	26,8	51,0
16. Rivière-des-Prairies	94,5	2,1	3,4
17. Saraguay	47,6	42,9	9,5

Tableau 14 Origine ethnique des conseillers municipaux de Montréal élus - 1944 et 1962

Année	Nombre de conseillers			Total
	D'origine britannique	D'origine française	D'une autre origine	
1944	16	48	2	66
1947	15	49	2	66
1950	15	47	4	66
1954	12	47	7	66
1957	8	49	9	66
1960	12	48	6	66
1962	6	34	5	45

Tableau 15 Origine ethnique des conseillers municipaux de Montréal - 1944-1960

Quartier municipal	1944		1947		1950		1954		1957		1960	
	C.F.	C.A.	C.F.	C.A.	C.F.	C.A.	C.F.	C.A.	C.F.	C.A.	C.F.	C.A.
1 -	6	-	6	-	6	-	6	-	6	-	5	-
2 -	1	5	2	4	2	4	2	4	4	2	3	3
3 -	2	4	3	3	2	4	2	4	1	5	1	5
4 -	2	4	1	5	1	5	3	2	2	1	1	3
5 -	1	3	1	3	1	3	1	2	2	-	4	-
6 -	6	-	6	-	5	-	3	1	4	-	5	-
7 -	6	-	6	-	6	-	6	-	6	-	6	-
8 -	6	-	6	-	6	-	6	-	6	-	6	-
9 -	6	-	6	-	6	-	6	-	6	-	6	-
10 -	6	-	6	-	6	-	6	-	6	-	6	-
11 -	6	-	6	-	6	-	6	-	6	-	5	1

N.B. : Étant donné leur très petit nombre, nous n'avons pas tenu compte ici des conseillers d'origine juive ou italienne.

Tableau 16 Répartition, en nombre et en pourcentages, des fonctionnaires dans les services municipaux de Montréal¹

Service	Nombre	%
Police	3 476	23,94
Travaux publics	2 649	18,24
Incendies	2 544	17,52
Voie publique	1 844	12,70
Parcs	858	5,91
Finances	617	4,25
Santé	529	3,64
Bien-être social	381	2,62
Estimations	319	2,20
Permis et inspection	296	2,04
Achats et magasins	192	1,32
Circulation	183	1,26
Secrétariat	176	1,21
Contentieux	152	1,05
Urbanisme	120	0,83
Personnel	65	0,45
Direction des services	55	0,38
Vérification	29	0,20
Service civil	19	0,13
Révision des estimations	16	0,11
Tous les services	14 520	100,00

Tableau 17 Répartition, en nombre et en pourcentage, des fonctionnaires municipaux de Montréal selon le niveau hiérarchique

Niveau hiérarchique	Nombre	%
1	61	0,42
2	137	0,94
3	40	0,28
4	196	1,35
5	710	4,89
<u>6</u>	<u>1 350</u>	<u>9,30</u>
Total 1 à 6	2 494	17,18
7	8 449	58,19
8	3 577	24,63
Grand total	14 520	100,00

Tableau 18 Répartition des salaires dans la fonction publique de Montréal

Catégorie	Nombre	%
\$ 2 000	352	2,42
3 000	1 547	10,65
4 000	3 848	26,50
5 000	5 451	37,54
6 000	1 888	13,00
7 000	670	4,61
8 000	233	1,61
9 000	202	1,39
10 000	121	0,83
11 000	49	0,34
12 000	56	0,39
13 000	30	0,21
14 000	17	0,12
15 000	8	0,06
16 000	4	0,03
17 000	3	0,02
18 000	7	0,05
19 000	4	0,03
20 000 et plus	5	0,03
rejetés	25	0,17
Total	14 520	100,00

Tableau 19 Répartition, en nombre et en pourcentage, des fonctionnaires municipaux de Montréal selon l'âge

Catégorie	Nombre	%
1890-1899	283	1,95
1900-1909	1 293	8,90
1910-1919	2 704	18,62
1920-1929	3 795	26,14
1930-1939	4 410	30,37
1940-1949	1 989	13,70
rejetés	46	0,32
Total	14 520	100,00

Tableau 20 Répartition, en nombre et en pourcentage, des fonctionnaires municipaux de Montréal selon le service et l'origine ethnique

Service	Canadiens français		Canadiens anglais		Canadiens italiens		Autre origine	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Police	3 165	23,61	152	36,71	50	14,71	109	30,11
Incendies	2 410	17,98	88	21,26	27	7,94	19	5,25
Travaux publics	2 308	17,22	74	17,87	135	39,71	132	36,46
Voie publique	1 728	12,89	39	9,42	68	20,00	9	2,49
Parcs	759	5,66	17	4,11	26	7,65	56	5,47
Finances	596	4,45	11	2,66	8	3,35	2	0,55
Santé	513	3,82	8	1,93	3	0,88	5	1,38
Bien-être social	363	2,71	5	1,21	7	2,06	6	1,66
Estimations	312	2,33	6	1,45	0	0,00	1	0,28
Permis et inspections	291	2,17	0	0,00	5	1,47	0	0,00
Achats et magasins	184	1,37	1	0,24	5	1,47	1	0,28
Circulation	177	1,32	2	0,48	3	0,88	1	0,28
Secrétariat	175	1,31	1	0,24	0	0,00	0	0,00
Contentieux	143	1,07	7	1,69	1	0,29	1	0,28
Urbanisme	99	0,74	2	0,48	0	0,00	19	5,25
Personnel	64	0,48	0	0,00	1	0,29	0	0,00
Direction des services	55	0,41	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Vérification	29	0,22	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Service civil	18	0,13	1	0,24	0	0,00	0	0,00
Révision des estimations	15	0,11	0	0,00	0	0,00	1	0,28
Total	13 404		414		340		362	

Tableau 21 Niveau hiérarchique des fonctionnaires municipaux de Montréal selon leur origine ethnique

Niveau hiérar- chique	Canadiens français		Canadiens anglais		Canadiens italiens		Autre origine	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1 à 6	2 223	16,60	136	32,85	42	12,35	93	25,69
7	7 985	59,58	190	45,89	99	29,12	175	48,34
8	3 196	23,84	88	21,26	199	58,53	94	25,97
Total	13 404		414		340		362	

Tableau 22 Cheminement comparé des demandes d'emploi des Canadiens français et des Canadiens anglais, selon leur catégorie professionnelle, à la fonction publique de Montréal

	Demandes		Admissibles		Présents		Aptes		Engagés	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Professionnels	1 364	100	1 004	73,6	963	70,6	872	63,9	302	22,1
Semi-professionnels et techniciens	6 746	100	3 991	59,2	3 228	48,0	1 166	17,3	714	10,6
Non-spécialisés, sauf policiers et pompiers	23 513	100	18 638	79,3	14 664	62,4	4 519	19,2	3 071	13,1
Non-spécialisés, y compris policiers et pompiers	45 080	100	29 048	64,4	21 387	47,4	9 074	20,1	6 204	13,7
Total	53 190	100	34 043	64,0	25 578	48,1	11 112	20,9	7 220	13,6

N.B. : Il est impossible de trouver des chiffres précis pour les professionnels par étape d'élimination, car depuis environ 1955 il n'y a plus d'examen pour cette catégorie. Les chiffres que nous possédons concernent des résultats antérieurs, c'est-à-dire lorsqu'il y avait élimination.

Actuellement, tout professionnel qui possède les diplômes et les qualifications requises est placé d'office sur la liste d'aptitude.

BINDING SECT. NOV 3 1972

Continued
Publications



3 1761 11468654 6